



# La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



## Causeries octobre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

### CAUSERIE

La causerie et les infos en bref de septembre sont en ligne au format pdf (Acrobat Reader), 243 pages, on a bien bossé ! J'ai mis certaines causeries des derniers jours sous forme d'articles, j'ai corrigé quelques fautes, mais pas dans cette page, pas le temps.

### [Comment sont-ils subordonnés au PS qui incarne le régime ? Et quelques déclarations à propos de la manifestation d'hier](#)

- 1- Ils ont commencé par appeler à voter Hollande, certes avec des réserves, mais en se passant bien de caractériser Hollande et le PS comme des représentants des capitalistes.
- 2- Une fois élu, pendant trois mois ils n'ont eu de cesse de répéter qu'il fallait attendre de voir quelle politique il allait appliquer. Pendant cette période ils ont ainsi sciemment alimenté les illusions des travailleurs qui en avaient encore dans Hollande et le PS. On parle aussi d'instrumentalisation des masses ignorantes.
- 3- Les plans de licenciements ou de fermetures d'usines tombant, ils s'en sont remis à Hollande et son gouvernement pour s'y opposer, ce qu'ils refuseront évidemment au nom de la défense de la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, se rangeant au côté du patronat et des actionnaires.
- 4- Et aujourd'hui, ils appelaient à se mobiliser pour "*faire pression*" sur le gouvernement pour qu'il change de politique, sur les députés du PS pour qu'ils rejettent un traité conforme à l'idéologie qu'ils incarnent.

Chaque fois ils ont fait en sorte de démobiliser les travailleurs en les invitant à s'en remettre à un sauveur suprême, ils ont fait en sorte que les travailleurs ne prennent pas eux-mêmes leur destin en mains, pour finalement constater qu'ils ne se sont pas mobilisés en masse le 30 septembre, au regard de la faible participation, entre 40 et 80 000 participants à une manifestation nationale appelée par près de 60 partis, organisations ou associations selon les différents médias.

Ils se sont employés à épargner autant le gouvernement que les institutions, dénonçant la troïka, pour finalement manifester à plusieurs kilomètres de l'Assemblée nationale !

Hier dans notre causerie, nous affirmions que le programme minimum ou transitoire des revendications sociales était impossible à mettre en oeuvre sans s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme, ce qui revenait à dire que dorénavant il coïncidait avec l'application du programme de la révolution socialiste. Nous verrons au fil des mois qui viennent que les faits vont

le confirmer jour après jour. Ce fut déjà le cas hier à travers les différentes prises de parole.

PG.

Avant le début de la manifestation, Mélenchon en fixe l'objectif.

*"On pense qu'on aura une très belle manifestation. C'est elle qui donnera le +la+ au gouvernement de la nature de rentrée parlementaire", a déclaré vendredi Jean-Luc Mélenchon.*

Pure effet d'annonce sans lendemain. Ce n'est pas une manifestation d'à peine quelques dizaines de milliers de participants qui va ébranler la majorité PS-UMP-UDI à l'Assemblée nationale.

Vous aurez remarqué que lorsque Mélenchon fait référence aux institutions de la Ve République, c'est pour leur livrer en pâture les travailleurs qui manifestent au lieu de les dresser contre.

Second effet d'annonce sans lendemain.

*- "Cette manifestation signifie l'entrée en mouvement du peuple français au côté des autres peuples qui protestent contre l'austérité", a lancé Jean-Luc Mélenchon.*

L'objectif est clair : vivre mieux en régime capitaliste mais surtout pas le remettre en cause.

*- Il a réfuté qu'il s'agisse d'un rassemblement d'opposition au gouvernement. "C'est une manifestation d'opposition aux politiques d'austérité", a-t-il insisté.*

Le PS est un des rouages des institutions indispensables à la stabilité du régime, et Mélenchon revendique d'en être un appendice (du PS) et d'en faire partie également (des institutions). En fait, dans l'esprit de cet illusionniste, il s'agissait d'une manifestation de soutien à Hollande.

Mélenchon conseillé spécial de Hollande.

*- "Ce qui se passe là va le (Hollande - Ndlr) faire réfléchir parce que je crois qu'il ne croyait pas que cette capacité existait dans le pays d'une manifestation à caractère social et politique. Vous avez des associations, des syndicats et des partis politiques qui sont représentés ici", a-t-il dit.*

*"Pour lui, le traité, c'était une formalité, c'était réglé. Et maintenant, il va prendre conscience du fait que non, qu'en France comme dans le reste de l'Europe, il y a une opposition structurée à ce traité et aux politiques d'austérité", a ajouté Jean-Luc Mélenchon.*

*«Nous sommes là pour qu'ils (Hollande et ses ministres - Ndlr) comprennent ce qui se passe parce qu'ils ne voient pas plus loin que leur horizon comptable...».*

Hollande en tremble et les institutions aussi !

- L'opération consiste à blanchir Hollande et le PS, s'ils font une politique antisociale, ce n'est pas parce qu'ils seraient des représentants du capital, non, ce serait parce qu'ils n'auraient rien compris à la situation, il suffirait donc de leur expliquer pour qu'ils adoptent une politique conforme aux intérêts des travailleurs. C'est ce qui s'appelle être subordonné au PS, donc au capital.

En réalité en Europe, tous les mouvements qui ont eu lieu jusqu'à présent ont un caractère bourgeois, ils sont tous opposés à une rupture avec l'UE et l'euro, et avec le capitalisme cela va s'en dire, quant aux institutions politiques dans chaque pays, leurs organisateurs se sont employés à les faire passer à la trappe pour camoufler leur trahison ou leur soumission à ces institutions.

Le POI a exactement la même démarche quand il organise des délégations aux différents ministères ou adresse des lettres à Hollande, Ayrault et leurs ministres. C'est leur manière de les légitimer au lieu de les combattre.

*- Éric Coquerel est catégorique: «Le Parti socialiste va nous entendre, il sera obligé de nous écouter.»*

Le roquet donne de la voix, ils vont faire mieux que vous écouter puisque vous donnez la main, ils vont continuer la même politique réactionnaire.

PCF.

Nouvelle déclaration sans lendemain.

- "*C'est un point de départ, ça commence aujourd'hui et ça va continuer dans les semaines à venir*", a dit Pierre Laurent, décrivant un mouvement destiné à "*donner du courage à la gauche pour mener la guerre à la finance*".

Parce que le problème de "*la gauche*", entendez le PS et ses satellites dans sa bouche, ce serait qu'elle manquerait de "*courage*" ou plutôt qu'elle serait totalement inféodée au capital ?

Le PCF, un allié objectif du PS.

- Le Figaro a noté que le secrétaire national du PCF tente pourtant de ne pas accabler le gouvernement socialiste en lui-même, mais seulement le choix posé de l'austérité. «*Notre pression est salutaire pour toute la gauche et pour le débat parlementaire*», soutient-il alors que le chef du gouvernement prononce mardi à l'Assemblée son discours sur l'Europe.

Parce qu'il faudrait attendre quelque chose du "*débat parlementaire*", comme les travailleurs de PSA, Sanofi, etc. devaient attendre quelque chose du gouvernement...

Le double langage du PCF.

- À la tête du groupe communiste à l'Assemblée, ceint de son écharpe tricolore, le député du Puy-de-Dôme André Chassaigne confirme qu'il n'a pas l'intention de faire d'obstruction parlementaire sur la loi organique qui inscrira le traité européen dans la loi française. «*Pas question de faire de la sémantique et de déposer des amendements puisque nous rejetons en bloc le traité.*»

Refuser d'adopter le TSCG pour adopter la loi organique qui revient à appliquer à la lettre le TSCG, voilà le tour de passe-passe grotesque que les staliniens ont trouvé.

NPA. - Besancenot au Nouveau parti anticapitaliste: "*Il faut assumer un statut d'opposant politique à la gauche du gouvernement.*"

"*Il était temps que la rue se réinvente un peu et se fasse entendre contre la politique du gouvernement*", a ajouté le leader trotskiste, voyant dans la manifestation la "*première étape*" d'une "*unité durable*" des opposants de gauche.

Cette "*unité durable*" sur une orientation pourrie est l'équivalent de l'intersyndicale derrière la CFDT, elle a pour seul objectif de cadener le mouvement ouvrier pendant que le gouvernement applique sa politique anti-ouvrière. Il nous a épargné le refrain selon lequel il faut "*construire un rapport de force*" face au gouvernement et au patronat, le front unique des appareils contre-révolutionnaires fera l'affaire apparemment.

CGT.

"*On a voté pour le changement, pas pour la continuité*", a dit un responsable CGT de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône), en évoquant la victoire de François Hollande à la présidentielle.

Pas de bol, on vous a trompé, le changement avec Hollande et le PS vous pouvez l'attendre toute votre vie, vous devriez vous demander pourquoi, cesser d'imaginer que le PS serait un parti favorable aux travailleurs, cessez de croire que les dirigeants de la CGT le seraient aussi ainsi que ceux du PCF. Si vous commenciez par réfléchir par vous-même au lieu de vous en remettre à ce que disent les uns et les autres d'eux-mêmes, vous verriez que la situation vous apparaîtrait plus clairement soudain. Vous n'êtes pas obligé de suivre mon conseil, d'ailleurs cela ne vient pas de moi, mais du vieux camarade Marx.

Solidaires.

"*C'est un pari très réussi, au-delà de nos espérances*", a commenté la porte-parole de Solidaires, Annick Coupé.

Ces gens-là sont toujours satisfaits d'eux-mêmes, sinon c'est pour feindre une fausse modestie. Nous, nous considérons cette manifestation comme un échec, et quelque part on devrait s'en réjouir puisqu'elle avait aussi pour objet de demander à l'Union européenne de bien avoir l'obligeance dans son extrême générosité de rédiger un "*bon traité*". Allégeance aux institutions de la Ve République, Hollande et les députés auxquels les manifestants s'adressaient, allégeance à l'Union européenne pour une "*Europe solidaire*", car elle ne serait pas déjà "*solidaire*" des banquiers.

- Ils ont reçu samedi le soutien, dans un communiqué commun, de plusieurs figures de la gauche radicale européenne, comme

le Grec Alexis Tsipras, José-Luis Centella, président du Parti communiste espagnol, ou le co-président du parti allemand Die Linke, Bernd Riexinger.

Le premier a abandonné le rejet du mémorandum de la troïka et refuse de rompre avec l'UE, le second est un stalinien, et le dernier gère déjà une partie de l'Allemagne au côté SPD qu'on devrait appeler Hartz IV.

Fondation Copernic et Attac.

Ils veulent sauver le pays, cela tombe bien à l'UMP et au Medef aussi !

- "*Le traité va considérablement aggraver la situation au sein de l'Union européenne et en France*", a dit à Reuters l'un des manifestants, Pierre Khalfa, co-président de la Fondation Copernic et membre du bureau d'Attac France Conseil scientifique.

"*Les politiques d'austérité en Europe entraînent la récession. Nous devons engager aujourd'hui un long processus contre ces politiques qui conduisent notre pays dans le mur*", a-t-il ajouté.

A défaut de vouloir combattre ce traité dans la perspective du renversement du régime, ils se sont saisis de ce traité dans une toute autre perspective sauver le pays, une variante de l'intérêt général avec lequel se confondent les intérêts des capitalistes.

L'ennemi est dans notre pays, et quand on refuse de l'admettre et de s'y attaquer, on en vient infailliblement à tenir un discours social-patriotique, au nom bien sûr des travailleurs auxquels il s'agirait d'éviter les pires malheurs qui soient, alors qu'en procédant de la sorte ils s'en font les complices. (source: AFP, lefigaro.fr 30.09)

Debout la République.

Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) a accusé dimanche Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, de "tromper" les ouvriers d'ArcelorMittal en suivant une "*politique de pure folie*".

"*Qui est en train de tromper les ouvriers de Mittal? Arnaud Montebourg, lui qui avait dit comme moi, pendant les primaires socialistes, que si on ne mettait pas en Europe un protectionnisme intelligent en place on verrait partir toutes nos usines*", a-t-il déclaré sur France 3.

Le député non inscrit de l'Essonne a jugé que les socialistes menaient la même politique que l'UMP et Nicolas Sarkozy en la matière.

"*Aujourd'hui, il est impuissant parce qu'il suit la politique de Hollande, de Nicolas Sarkozy, de l'Union européenne, qui est une politique de pure folie*", a-t-il lancé.

Pour Dupont-Aignan, "*M. Hollande comme M. Sarkozy, le PS comme l'UMP ne voulant pas remettre en cause ce libre-échange déloyal, on va voir fermer les unes après les autres les usines*". (AFP 30.09)

Il représente les intérêts des capitalistes qui se sentent floués par l'UE. Lui aussi il rêve de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, et à ce titre il avait fait savoir récemment qu'il était prêt à discuter avec M. Le Pen, encore un progressiste, quoi ! Cela dit, ce qu'il dit tout haut de Hollande et du PS, c'est justement ce que les dirigeants du mouvement ouvrier ne veulent pas entendre, c'est à ce titre que cette déclaration est intéressante.

UMP.

L'ex-ministre UMP Bruno Le Maire a jugé sur Radio J cette manifestation "logique, compréhensible". Le FG "a été dupé de bout en bout", selon lui, "*François Hollande leur avait répété, +je modifierai le traité, j'irai voir Merkel+, et résultat: zéro modification!*" a-t-il dit.

L'ex Premier ministre, François Fillon (UMP), a estimé sur TF1 qu'elle "*illustre bien la désillusion qui est en train de s'emparer d'une grande partie du pays et notamment de la gauche*" ajoutant que cela le "*préoccupe car cette désillusion risque d'aggraver les tensions dans un pays qui connaît déjà des graves difficultés économiques*".

Non monsieur Le Maire, le FG n'a pas été "*dupé de bout en bout*", ça c'est la version officielle que servent également en boucle les médias, celle que répètent leurs dirigeants pour tromper leurs militants et les travailleurs, ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir à propos de Hollande et du PS, ils en sont les complices depuis le départ. On ne parlera pas ici de complot contre la classe ouvrière et le socialisme mais cela revient exactement au même.

Quant à Fillon, il préférerait que les dirigeants qui ont organisé la manifestation du 30 septembre emboîtent le pas à leurs homologues allemands qui avaient adopté Hartz IV sans faire d'histoires, qu'ils s'engagent plus avant à soutenir le gouvernement et le patronat, sauf qu'en France on a une autre expérience de la lutte de classe qu'en Allemagne, notre référence, c'est la révolution (jusqu'au bout) et non la soumission au capital.

PS.

- Ceux qui appellent à manifester "*commettent une erreur de fond*", a jugé, pour sa part, le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, sur Europe 1. Ratifier le traité européen reprenant la "*règle d'or*" budgétaire "*est nécessaire pour renforcer la parole de la France affaiblie*" lors du précédent quinquennat, a-t-il estimé.

Il signifie par là une fois de plus que le PS est totalement subordonné aux marchés financiers, leur maître, tirons la chasse ! Interrogé sur l'augmentation du prix du tabac, il a annoncé qu'une nouvelle augmentation était déjà à l'étude dans les mois qui viennent.

Nous compléterons peut-être demain avec d'autres déclarations de dirigeants politiques ou syndicaux.

Au fait, on n'aurait pas oublié quelqu'un ? Ah mais si, la soi-disant gauche du PS et EELV auxquels certains ont offert gracieusement une tribune au cours des semaines précédentes : inexistants hier ! Durs, durs les faits, n'est-ce pas messieurs les opportunistes ?

---

## ACTUALITE EN TITRES

Rien ne vaut la vérité.

- Florange, Petroplus, Sanofi: Semaine de vérité pour le gouvernement - 20minutes.fr
- Montebourg exclut toute nationalisation de site de Florange - Le Nouvel Observateur

---

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

France

Renault n'exclut pas la fermeture d'usines en raison de la morosité du marché automobile en Europe, déclare Carlos Tavares, son directeur général délégué aux opérations, dans un entretien au journal allemand Automobilwoche.

"*Nous verrons. Nous discutons actuellement avec les syndicats et nous leur expliquons nos difficultés de compétitivité*", affirme-t-il.

"*Nous avons un problème de compétitivité en Europe de l'Ouest et en France*".

L'alliance de Renault avec Nissan permet au constructeur français de disposer de données précises sur les niveaux de productivité des usines Nissan de Sunderland, au Royaume-Uni, et de Barcelone en Espagne, remarque-t-il.

"*Ces usines sont vraiment top*", ajoute-t-il, en notant que des discussions sont en cours pour que Nissan libère éventuellement des capacités de production pour Renault.

"*C'est une possibilité*", dit-il. (Reuters 30.09)

[Haut de page ↗](#)



Le 2 octobre

## CAUSERIE

Un mot très rapide à propos du site.

3.950 visites au total en septembre, 130 en moyenne par jour, 5.437 documents téléchargés. Les articles de presse sont en ligne au format pdf, 40 articles pour 53 pages. Le nombre de visites est retombé à 100 les deux derniers jours. Si on ne parvenait pas à décoller, je pourrais arrêter le site, l'abonnement au serveur expire en décembre. A suivre.

Aujourd'hui ici c'était férié, ils commémorent la naissance de Gandhi... qui voulait nous ramener à l'Age de pierre. En attendant, j'ai appris hier qu'il y avait 3 millions de chômeurs dans l'Etat du Tamil Nadu dus aux coupures de courant à répétition, qui ont entraîné la fermeture de milliers d'entreprises. A suivre.

Bon courage et bonne semaine à tous.

### On nous a trompés.

Les passages ou articles suivants sont d'autant plus intéressants qu'ils sont extraits du portail Liesi de traders que l'on ne soupçonnera pas d'être favorables au socialisme, puisqu'ils vont jusqu'à dénoncer les "*marxistes de Bruxelles*". En principe, ces gens-là sont de furieux individualistes et de farouches défenseurs du capitalisme. Cependant leurs réflexions ou analyses vont au-delà de ce qu'on peut lire ou entendre dans la bouche ou sous la plume de nos dirigeants, ce qui nous interpelle évidemment.

J'étais à Chennai, la capitale du Tamil Nadu, quand survinrent les événements du 11 septembre 2001, j'étais en train de passer mon examen universitaire (CAPEFLE). Il y avait une télévision dans les locaux de l'Alliance française et c'est en entendant de grands cris que je me suis précipité pour voir ce qui se passait. Là je suis resté scotché un bon moment devant l'écran pour essayer de comprendre ce qui venait de se produire. Je me suis tout de suite dit : c'est le début de la troisième guerre mondiale. Heureusement, je venais de terminer la dernière épreuve et je suis reparti immédiatement en moto pour Pondichéry.

Dans ma tête tout se bousculait, je voulais y voir clair et c'est là que je me suis rendu compte que j'avais arrêté de militer depuis 20 ans, au début de 1981. Je me suis dit alors qu'il fallait m'y remettre au plus vite. Je me suis abonné à Informations ouvrières, le journal de mon ancien parti. Je romprai de nouveau avec ce parti ou ce qu'il était devenu en mai 2005. Entre temps, pendant quatre ans j'ai reçu ce journal chaque semaine et je l'ai lu attentivement. Pas une seule fois je n'ai lu dans ce journal une autre version du 11 septembre que celle officielle de Bush ou tout du moins un article la mettant en doute.

A cette époque je n'avais pas Internet. Quand je l'ai eu après avoir racheté un ordinateur, j'ignorais tout du Net, je l'utilisais uniquement pour mon courrier électronique. Le temps passa, il passe si vite, ce n'est que récemment, depuis que j'ai démarré les causeries en août 2008 que j'ai commencé à surfer pour trouver des articles de presse, et ce n'est que dernièrement, il y a quelques mois seulement que j'ai enfin une connection certes lente mais qui me permet de visualiser des vidéos et éventuellement d'en télécharger. Entre temps j'avais découvert le portail du Réseau Voltaire qui remettait en cause la version officielle du 11/9. J'ai lu quelques articles sur ce sujet qui m'ont convaincu assez facilement de la gigantesque manipulation à l'échelle mondiale orchestrée à cette occasion par en fait les maîtres du monde qui siègent à la Fed, Bush n'en était que le porte-parole. Et ce n'est qu'hier en me connectant au portail Liesi que j'ai découvert la vidéo de Aaron Russo datant de 2007, un proche de Nick Rockefeller, révélant les confidences terribles que ce dernier lui avait faites onze mois avant le 11 septembre 2001, en gros il lui expliqua qu'ils (le cartel des banquiers de la Fed) étaient en train de préparer un événement extraordinaire qui allait bouleverser les Etats-Unis et le Monde, qui servirait de prétexte à attaquer l'Afghanistan et l'Irak. Pour la suite, si vous ne l'avez jamais visionnée, voici l'adresse de cette interview d'Aaron Russo, décédé depuis d'un cancer de la vessie : [http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=sIV\\_48nGPml](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=sIV_48nGPml)

Hier, quand j'ai terminé d'écouter Aaron Russo, je vous avouerai que j'étais littéralement vidé, écoeuré, sur le cul, puis pris d'une rage presque incontrôlable, je me suis dit : mais pourquoi tous ces salopards ne nous ont rien dit, pourquoi nous ont-ils encore caché la vérité, trompé ? Et nous comme des abrutis complets imperturbablement on a poursuivi notre combat sur le même registre comme si rien de rien n'était, comme si ce complot à l'échelle mondiale n'existait pas, parce que tous les chefs d'Etat de la planète, la totalité des dirigeants des partis de droite comme de gauche, l'ensemble des médias connaissaient la vérité sur le 11/9.

Hier soir ma rage n'était pas retombée, en visualisant directement cette vidéo sur le côté droit de l'écran est venu s'afficher des dizaines de liens renvoyant à des vidéos diverses dont certaines sur le déroulement du 11/9, j'ai visualisé les plus courtes car ma connection était trop lente, j'ai ainsi découvert de nouveaux témoignages accablants qui ne laissent aucun doute possible sur l'origine du 11/9. J'ai fermé l'ordinateur, j'étais furieux, je me suis fait la même réflexion que le matin, mais bordel pourquoi nos dirigeants ont-ils marché dans leur combine criminelle qui n'a pu fonctionner que grâce à la profonde ignorance des masses, ils ont donc emboîté le pas des médias et de la Maison Blanche, ils ont donc intérêt à maintenir les masses dans l'ignorance alors qu'ils prétendent la combattre, c'est un fait établi dès lors, et à côté de cela ils osent parler en notre nom, au nom du socialisme...

Je vous avouerai qu'au moment où j'écris ces lignes je manque encore de recul après cette nouvelle découverte, je ne sais pas ni de quoi ni comment vous êtes fait, mais s'il y a une chose qui m'est insupportable au-delà de tout, c'est de m'être trompé pour avoir été délibérément trompés, c'est quelque chose d'inexcusable, que rien ne peut justifier.

Quand j'avais milité à l'OCl, j'avais déjà été manipulé, j'ignorais tout notamment des relations de ses dirigeants avec ceux du PS ou des syndicats, je ne m'en suis rendu compte que 21 ans plus tard, il n'est jamais trop tard, et quand j'ai vu Gluckstein à l'oeuvre, il n'avait pas la longue expérience de manoeuvrier de Lambert derrière lui, cette fois avec plus de 20 ans de recul, j'ai immédiatement compris que ce parti était devenu comme les autres pour ne pas en dire davantage ici, la suite figure dans mes articles et causeries entre mai 2005 et à partir d'août 2008, dire cela dans ma bouche, c'est la pire des caractérisations, je le prendrais pour une insulte et j'en serais terriblement blessé, une condamnation sans appel possible.

Si j'ai un compte à régler (en dehors du capitalime), c'est celui-là - sans toutefois faire une fixation là-dessus, j'en parle sur le coup, ensuite on passera à autre chose, et ce que j'ai découvert hier ne fait que ranimer la flamme de la haine que je porte aux manipulateurs professionnels, ainsi qu'aux ignares du NPA et de LO habités par une crasse ignorance, une niaiserie intellectuelle épouvantable, et dire que cela trône à la direction de partis, pour un peu on pourrait penser que les miracles existent vraiment !

La plupart des gens se voilent la face parce qu'ils ne veulent pas regarder la vérité en face, du coup ils sont incapables de progresser ou ils ont une vie médiocre tout au long de leur existence. Moi, je préfère la prendre en pleine figure, cela fait mal, très mal parfois, c'est déstabilisant, il arrive que nos convictions en soient ébranlées, que l'on ne sache plus quoi trop penser, on est pris de vertige, on a soudain l'impression d'être projeté dans le vide sans rien trouvé à quoi se raccrocher, puis on se calme, on se reprend, on tente de retrouver un minimum de sérénité pour penser tranquillement à la suite, une fois cette épreuve affrontée, quels enseignements en tirer pour aller de l'avant.

Voilà à peu près mon état d'esprit cette après-midi. Je me demande comment je vais intégrer cette nouvelle donnée dans ma stratégie politique, cela ne devrait pas poser de difficultés puisque j'avais déjà commencé à le faire lorsque j'avais découvert le Réseau Voltaire.

Quelque part j'ai un bol terrible ou acquis une certaine expérience de la vie, je le dis très modestement, car il n'y a vraiment pas de quoi être fier de se retrouver isolé dans un trou en Inde, depuis quelque temps déjà j'ai avancé l'idée que si la situation était telle que nous la connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire inextricable ou sans issue politique (pratique), cela provenait sans doute du fait qu'on avait été incapable d'élever le niveau de compréhension de la société des travailleurs, parce qu'on s'était borné à reproduire une conception de la lutte de classe qui était en partie obsolète ou inadaptée à notre époque ou aux transformations du monde depuis plus d'un demi-siècle, ce qui nous ramène à notre sujet, l'ignorance des masses dont a profité Bush et sa clique de gangsters pour monter le coup du 11/9 qui servit par la suite à justifier la lutte sans fin contre le terrorisme, les attaques contre l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, la Syrie et demain l'Iran.

On a délaissé ce terrain de la lutte de classe pour le céder à notre ennemi qui en profite, ce qui devait d'autant plus passer inaperçu que c'est du domaine du non-dit, du non-fait auquel on ne pense pas puisqu'il n'en question nulle part. C'est le même procédé que celui employé par Bush mais à l'envers. Il est remarquable de constater que parmi ceux qui contestent la version officielle du 11/9, tous sont subordonnés au capitalisme, à l'ONU, du coup ils ne sont pas en mesure de proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme, tandis que parmi ceux qui prétendent combattre pour la rupture avec le capitaliste, il ne s'en trouve pas un (dirigeant de parti ayant pignon sur rue) pour contester la version officielle du 11/9, ce qui revient à favoriser les plans de ceux qui avaient conçu le 11/9 dans la perspective d'un Nouvel ordre mondial, autrement dit, ils nous envoient au combat avec un boulet au pied ou une main attaché dans le dos pour mieux nous faire massacrer à l'arrivée !

On va arrêter là pour aujourd'hui. En conclusion, il faut intégrer cette donnée dans notre analyse politique de la situation mondiale, tout comme nous avons intégré l'économie virtuelle ou la planche à billets dans notre analyse de l'économie (classique). Vous comprendrez que je ne sois pas en mesure de commenter l'actualité d'hier comme je l'aurais souhaité, si j'analysais les déclarations des uns et des autres au regard des éléments qui ont été mentionnés plus haut, je les trouverais tellement mesquines, minables ou insignifiantes, que je pourrais manquer d'impartialité ou avoir envie de leur faire la peau, c'est une image. Repensez aux causeries des semaines précédentes, sur Facebook par exemple, vous comprendrez que tout se recoupe, je vous laisse y réfléchir.

On dit parfois que c'est celui qui le dit qui l'est, menteur par exemple, cela vaut à propos de la théorie du complot et bien autres choses encore.

Une dernière chose en guise de recommandation.

Sur le Net il y a plein de portails ou blogs plus délirants ou loufoques les uns que les autres, il y a pas mal de clics sur terre, alors attention à ne pas tomber dans le piège inverse qui consiste à voir des complots partout, si vous n'avez pas une structure mentale équilibrée, vous seul le savez, un conseil en cas de doute, évitez de vous pencher sur cette question ou avec modération.

## Le danger : l'autodétermination des peuples.

Extrait du discours de David Rockefeller prononcé en 1991 :

*“Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time magazine, et autres grandes publications dont les directeurs ont participé à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion depuis bientôt 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été exposés à la lumière de l'actualité durant ces années. Mais le monde est maintenant plus complexe et préparé à marcher vers un gouvernement mondial qui ne connaîtra plus jamais la guerre, mais seulement la paix et la prospérité pour l'humanité toute entière. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers internationaux est certainement préférable à l'autodétermination pratiquée dans les siècles passés.”* (liesi 30.09)

A la question Qui dirige ou qui doit diriger le monde ? vous avez la réponse : *“une élite intellectuelle et de banquiers internationaux”*.

## Le mot juste.

*“La gouvernance internationale a tendance à être effective seulement quand elle est anti-démocratique”*, écrivait le journaliste du Financial Times Gideon Rachman avant de participer à la conférence 2012 du Bilderberg. (liesi 26.09)

## Le saviez-vous ?

Al Djazira a été conçu à l'origine par les frères David et Jean Frydman, des franco-israéliens. Jean Frydman, fut l'un des co-fondateurs et l'un des premiers dirigeants d'Europe 1, avant de passer à Télé Monte-Carlo et de diriger Régie N°1. On disait de lui qu'il était *“le jardinier secret du paysage audiovisuel français”*. La carrière d'Anne Sinclair lui doit beaucoup, puisqu'il était l'ami intime de son grand-père, Paul Rosenberg. Jean Friedman sera le conseil d'Itzhak Rabin, de Ehoud Barak puis de Shimon Peres.

Après l'assassinat de Yizhak Rabin, les deux frères montent une chaîne de télévision qui a pour but, d'après David, de rapprocher israéliens et arabes. Sur cette chaîne, tout pourra être dit. L'Emir du Qatar accorde un prêt, que les frères Frydman doivent rembourser sur 5 ans, grâce à la publicité. Mais à force de taper sur tout le monde, les journalistes réussissent à générer un boycott de tous les annonceurs arabes. Au bout de 5 ans, faute de remboursement du prêt initial, l'Emir se retrouve propriétaire de la chaîne. Or cet émir du Qatar avait été mis sur le trône par Londres et Washington, qui venaient de renverser son père, trop proche de l'Iran. La liberté d'expression de la chaîne va en faire le média de référence du Moyen Orient, d'autant plus crédible qu'elle avait attaqué Bush, et perdu 3 journalistes vedettes de ce fait. Après la mort de David Frydman, l'émir réorganise la chaîne en 2005, en confiant le réaménagement à un homme de communication, proche de Washington et d'Israël, Mahmoud Jibril. Celui-ci va placer un de ses hommes, Wadah Khanfar, journaliste de *“Voice of America”* aux commandes de la chaîne.

Poussé par Londres et Washington auprès de Khadafi après le rétablissement des relations diplomatiques de la Libye, Mahmoud Jibril sera de 2007 à 2010, Ministre du Plan et de facto, le N°2 du régime. Il va être l'homme de la privatisation des entreprises publiques libyennes. Traduisez la vente à des banques privées occidentales de la richesse nationale libyenne à laquelle va venir se rajouter un Hold-up parfaitement mené des Banksters internationaux grâce à leur pion Mahmoud Jibril:

(Source originale le WS journal) Après que les USA et l'Union européenne aient révoqué l'embargo en 2004, des dizaines de banques et sociétés financières étasuniennes et européennes affluèrent en Libye. Parmi lesquelles Goldman Sachs, une des plus grandes banques d'investissement du monde, dont le siège principal est à New York. Dans la première moitié de l'année 2008, l'Autorité libyenne d'investissement lui confia 1 milliard et 300 millions de fonds souverains (capitaux de l'État investis à l'étranger). La banque Goldman Sachs les investit dans un panier de valeurs et en actions de six sociétés : l'étasunienne Citigroup Inc., la banque italienne Unicredit et l'espagnole Santander, la compagnie allemande d'assurances Allianz, la compagnie énergétique française Électricité de France et l'italienne Eni.

Un an après, Goldman Sachs communiqua à l'Autorité libyenne qu'à cause de la crise financière, le fonds libyen avait perdu 98 % de sa valeur, les 1 milliard et 300 millions se réduisant à 25 millions de dollars. Les responsables de l'Autorité libyenne, furieux, convoquèrent à Tripoli le responsable de Goldman Sachs pour l'Afrique du Nord. La rencontre fut turbulente, si bien que Goldman Sachs évacua précipitamment ses employés de Tripoli, craignant qu'ils ne fussent arrêtés. Comme la Libye menaçait d'intenter un procès qui aurait compromis la réputation de la banque aux yeux d'autres investisseurs institutionnels, Goldman Sachs lui offrit en dédommagement des actions privilégiées de la banque elle-même. Mais les Libyens étant à juste titre soupçonneux, l'accord ne fut pas signé. Restait ainsi ouverte la possibilité, redoutée par Goldman Sachs, que l'Autorité libyenne n'entreprit un procès international.

Des cas analogues de *« mauvaise administration de l'argent libyen »* sont rapportés par une enquête publiée par le New York Times . Par exemple, la société Permal —unité de Legg Mason, une des principales sociétés de gestion d'investissements, dont le siège est à Baltimore— a administré 300 millions de dollars de fonds souverains libyens, qui ont perdu 40 % de leur valeur



entre janvier 2009 et septembre 2010. En compensation, Permal a perçu 27 millions de dollars pour ses prestations. Même chose pour d'autres banques et sociétés financières, comme la hollandaise Palladyne, la française BNP Paribas, la britannique HSBC et le Crédit Suisse.

L'Autorité libyenne menaçait d'entreprendre contre elles des actions judiciaires internationales, qui auraient endommagé l'image de ces « prestigieux » organismes financiers. Le tout s'est résolu de façon heureuse quand, en février dernier, États-Unis et Union européenne ont « gelé » les fonds souverains libyens. Leur « surveillance » a été confiée à ces mêmes banques et sociétés financières qui les avaient si bien gérés. Et du vol on est passé à la rapine à main armée quand la guerre a commencé, en mars. À l'abri des chasseurs-bombardiers de l'OTAN, HSBC et d'autres banques d'investissement ont débarqué à Benghazi pour créer une nouvelle « *Central Bank of Libya* », qui leur permettra de gérer les fonds souverains libyens « gelés » et les nouveaux qu'ils tireront de l'exportation des hydrocarbures. Cette fois, sans aucun doute, en obtenant de forts rendements.

En octobre 2010, l'Alliance Londres-Washington-Tel Aviv (+ Sarkozy) programme le bouleversement de la région MENA par ce que les médias aux ordres appelleront le « *Printemps arabe* ». Dès le 21 octobre 2010, Lindsey Williams révélait la date du premier événement en Tunisie et celle du début de la guerre en Libye, dates données par ses contacts dans le Cartel des Pétroles.

Quand les événements commencent, Al Djazira nouvelle mouture, qui est alors la chaîne avec la plus grosse audience en langue arabe, révèle la véritable nature de sa nouvelle politique éditoriale. Elle va devenir le boute-feu et le chantre d'émeutes populaires spontanément programmées, organisées et mises en scènes. En même temps, la chaîne a un prédicateur vedette, prêcheur à l'américaine, cheikh Yusuf al-Qaradawi, qui tresse des couronnes aux Frères Musulmans et à eux seuls. Avec le succès que l'on connaît. Les manipulateurs sont en action et appliquent à la lettre le programme conçu par les Cartels de la City et de WS, et mis en œuvre par Israël et les agences de l'ombre ...

Mahmoud Jibril sera Premier Ministre par intérim du gouvernement de transition et son « *Alliance des Forces Nationales* » va gagner les premières élections de l'après Khadafi en juillet 2012.

Al Djazira va ensuite participer activement à la guerre en Syrie, enregistrant des pseudos scènes de bataille dans des décors créés au Qatar pour démoraliser les partisans de Bachar Al Assad. Ces fausses scènes de bataille vont envahir les écrans des chaînes occidentales, qui vont diffuser une propagande médiatique à haute dose pour que les masses adhèrent aux interventions des armées de l'OTAN.

Début septembre 2012, Al Djazira va monter en épingle un film produit, nous disent les médias, par un copte égyptien, Nakoula Bassseley. Tiens ? Ailleurs, il est écrit que le film aurait été financé par une souscription sioniste, mais que cet homme sort de nulle part. L'actrice porte plainte, disant que la plupart des scènes ont été tournées sur un écran vert pour faire des incrustations... et que les dialogues originels auraient été réenregistrés. Le tout pue le coup fourré de A à Z.

Des manifestations de colère des musulmans vont fleurir dans de nombreux pays à la suite de ce film ridiculisant Mahomet. Une équipe d'Al Quaida en Libye va attaquer des bâtiments annoncés comme consulaires, mais dont la géo-localisation semble controversée et assassiner un diplomate américain.

Ces salopards d'hommes de main d'Al Quaida, à l'origine recrutés par la CIA et formés par le Mossad et l'ISI, au service des neo-cons, sionistes et va-t'en-guerre, font désormais circuler des images de l'ambassadeur américain trainé en ville par la foule.

## NE VOUS LAISSEZ PAS MANIPULER

Ce film, ou du moins la version qui est sortie sur internet, a été créé pour enfanter des émeutes anti-américaines. Le meurtre du diplomate n'est pas l'acte d'une foule mais d'un commando commandité pour créer un incident diplomatique grave. Les images qui sortent aujourd'hui sur ce diplomate américain torturé, cherchent à dresser les foules occidentales contre ces sauvages d'arabes et de musulmans. Elles n'ont d'autre but que de justifier le déclenchement de la guerre contre l'Iran.

Simultanément, une campagne d'affichage dans le métro New Yorkais, première ville juive au monde, enfonce le clou et appelle à soutenir Israël, l'homme civilisé contre les « *sauvages* ».

Parfaite synchronicité, qui signe le crime...

Dans le livre de Peter Dale Scott et cette étude en 3 volets sur « *la CIA, le 11 septembre, l'Afghanistan et l'Asie Centrale* », je relève ce passage, qui me semble terriblement d'actualité:

« un rapport de 1963, rédigé par la Direction des planifications et des politiques du Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS), fit savoir à ses généraux que « *la fabrication d'une série de provocations destinées à justifier une intervention militaire était réalisable et pouvait être accomplie à l'aide des ressources disponibles.* » Les incidents du golfe du Tonkin, le 11-Septembre et même l'assassinat de Kennedy peuvent être vus comme des événements qui furent en réalité « *fabriqués* », selon le

modèle exposé en 1962 dans le Projet Northwoods (l'ensemble de propositions émises par le JCS pour justifier une invasion de Cuba en organisant des attaques sous faux pavillon)."

Je vous laisse mettre bout à bout tous ces éléments de la scène du crime. Les instigateurs et les manipulateurs de l'ombre sont les mêmes que ceux du "onze septembre", leurs plans ont été dénoncés dans "la Mission anglo-saxonne et bien avant par Carr dans "Des Pions sur l'Echiquier". Leur but est de générer la Troisième Guerre Mondiale. Les flottes dans le Golfe Persique sont prêtes pour engager la bataille. Celle-ci permettrait de détourner le regard des masses, alors que le système monétaire et bancaire est au bord de l'implosion. Tout est dit. (liesi 27.09)

### Ingratitude au sommet. Mélenchon en quête de reconnaissance.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, a accusé lundi le Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'être "un problème".

Sur France Inter, l'eurodéputé a déclaré, à propos du chef du gouvernement : "Depuis le début, c'est le mépris, il ne parle à personne". (AFP 01.10)

### Manipulation des masses.

Près de deux Français sur trois (64%) voteraient en faveur du traité budgétaire européen s'il était soumis à référendum, contre 36% qui le rejetteraient, selon un sondage BVA publié lundi par Le Parisien/Aujourd'hui en France.

Même approbation concernant la règle d'or prévue dans le traité et interdisant aux Etats de la zone euro d'avoir un déficit public supérieur à 0,5% du PIB : 72% y sont favorables et 25% s'y opposent, 3% étant sans opinion.

Dernier enseignement de cette enquête : une courte majorité (52%) n'est pas d'accord avec l'idée que "l'instauration de cette règle d'or ne serait pas démocratique, car elle limiterait les marges de manoeuvre des gouvernements démocratiquement élus", 46% l'approuvant et 2% n'ayant pas d'avis sur le sujet. (AFP 01.10)

### En appelez au gouvernement des capitalistes, c'est s'en faire les complices. Le reste, du blablabla.

Pour Bernard Thibault la nationalisation est devenue un gros mot, tabou. Ses maîtres à penser apprécieront.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a préconisé lundi une "maîtrise publique" de l'ensemble des activités sidérurgiques à Florange (Moselle) face au projet d'ArcelorMittal de fermer les hauts-fourneaux.

"Le mot nationalisation n'est peut être pas satisfaisant", a déclaré le leader cégétiste sur France Info. Mais, a-t-il poursuivi "je préférerais que de l'argent public qui aujourd'hui est distribué à des grands groupes multinationaux privés soit réorienté au bénéfice d'activités maîtrisées collectivement et publiquement. Après la mécanique on peut en discuter", a-t-il ajouté.

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a indiqué que l'Etat serait prêt à les racheter pour un euro symbolique avant de les revendre à un repreneur, une nationalisation n'étant "pas à l'ordre du jour". (AFP 01.10)

Quand on ne veut s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout discours ne sert qu'à tromper les travailleurs, même le plus radical en apparence.

Représentant syndical FO au sein de l'usine Arcelor-Mittal de Florange, Walter Broccolis réagit à l'annonce officielle de la fermeture des hauts-fourneaux.

Question : Comment jugez-vous l'action du gouvernement dans cette affaire ?

Réponse : Nous lui demandons de prendre ses responsabilités. La situation actuelle est certes due à Mittal, mais l'Etat ne doit pas se laisser faire. Les 150 millions d'euros promis par Montebourg, il n'en n'est plus question. Alors quoi, il nous a raconté des bêtises ? Réfléchissez Monsieur Montebourg, nationalisez, le plus vite possible !

Question : Cette hypothèse a cependant été rejetée dimanche par le ministre du Redressement productif, qui a jugé qu'"à chaque fois qu'on a nationalisé, l'Etat n'a pas été un très bon gestionnaire"...

Réponse : Mais c'est la seule façon de sauver notre usine ! Après, nous sommes capables de la faire tourner sans Mittal. On produit 180.000 tonnes d'acier par mois, on a nos clients, nos brevets de fabrication, nos outils et nos compétences. On continuera à produire de la tôle pour les voitures. (nouvelobs.com 01.10)

---

## ACTUALITE EN TITRES

Non, il n'y a pas d'erreur.

- Un géant de l'acier est né avec Nippon Steel & Sumitomo Metal Corporation - AFP
- ArcelorMittal ferme Florange et donne 60 jours au gouvernement pour trouver un repreneur - 20minutes.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Syrie

Le ministre syrien des Affaires étrangères a accusé lundi la France et d'autres pays de soutenir le "terrorisme" en fournissant armes et argent aux rebelles tentant de renverser le gouvernement du président Bachar al Assad.

S'exprimant à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, Walid al Moualem a aussi cité les Etats-Unis, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie parmi les pays qui "provoquent et soutiennent clairement le terrorisme en Syrie, à l'aide d'argent, d'armes et de combattants étrangers".

"Au nom de concepts comme la 'responsabilité de protéger', on appelle à la guerre et la sédition et les troubles sociaux se répandent, minant la structure des sociétés au niveau national", a-t-il dit.

Walid al Moualem faisait référence à une notion, particulièrement défendue par les diplomates occidentaux, qui considère que la souveraineté d'un gouvernement peut être remise en cause par son incapacité à protéger ses civils, et qui a notamment servi d'argument pour intervenir en Libye en 2011.

Le ministre a dénoncé comme une "ingérence flagrante" dans les affaires intérieures de la Syrie les appels en faveur d'un départ de Bachar al Assad du pouvoir.

"Ce qui est pire que tout, c'est de voir des membres permanents du Conseil de sécurité, qui ont auparavant lancé des guerres au nom de la lutte contre le terrorisme et qui soutiennent désormais le terrorisme dans mon pays", a-t-il déclaré. (Reuters 01.10)

---

## ECONOMIE

Grèce

Le projet de budget de la Grèce pour 2013 prévoit d'importantes coupes budgétaires pour dégager un premier excédent primaire en une décennie, mais l'activité économique du pays devrait connaître une sixième année consécutive de récession.

Le budget 2013 prévoit de nouvelles baisses des traitements dans la fonction publique, des retraites et des aides sociales.

"Le projet de budget prévoit 7,8 milliards d'euros de coupes budgétaires en 2013", a dit l'une d'elles.

Les principaux syndicats grecs ont immédiatement réagi en annonçant des mouvements de grève dans les jours à venir pour protester contre ces nouvelles mesures d'austérité. (Reuters 01.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 octobre

## CAUSERIE

Mon travail a encore été entravé ce matin, le courant était tellement pourri que d'un coup mon onduleur s'est éteint avant que j'ai réalisé une sauvegarde, du coup j'ai dû recommencer une bonne partie du boulot. J'ai continué en me déconnectant du réseau en travaillant avec les batteries. Bon, cela plus le reste, c'est à devenir dingue ou disons être sur les nerfs, c'est usant, mais ils ne nous auront pas comme cela !

Je vous propose une tranche de vie teintée de politique que vous pouvez passer si cela ne vous intéresse pas. Je l'ai rédigée hier soir.

On nous dit que c'est par l'expérience de la lutte de classe que les travailleurs peuvent prendre conscience de la société, etc. c'est vrai dans certaines circonstances, mais force est de constater que cela ne fut pas le cas au cours de 70 dernières années. On nous dit également qu'élever le niveau de compréhension des travailleurs du fonctionnement de la société serait secondaire, accessoire, qu'il leur viendrait pour ainsi dire spontanément au cours d'un processus révolutionnaire et que d'ici là s'y attarder serait perdre son temps, autrement dit, un travailleur complètement arriéré pourrait d'un jour à l'autre franchir tous les échelons de la connaissance à la vitesse de la lumière, on évitera soigneusement de se demander si le retard pris par la révolution socialiste n'aurait pas un rapport avec son incapacité à réduire son arriération, on continue de penser la lutte des classes dans les mêmes termes qu'il y a deux siècles, avec le succès que l'on sait !

C'est contre cette conception étriquée de la lutte de classe que je m'insurge, dire ici qu'elle ne tient pas compte des recommandations de Trotsky serait vain, puisque plus personne n'en tient compte.

Je vous ai déjà raconté que j'étais issu d'une des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, mon père était menuisier en bâtiment et jusqu'au début des années 70 il travaillait aux pièces, il n'était pas mensualisé, quand il était en bonne santé et qu'il bossait, on avait de quoi payer le loyer et manger, sinon c'était mes grands-parents maternels qui fournissaient l'appoint, et cela dura jusqu'à ce qu'il soit déclaré inapte à son emploi peu de temps avant l'âge légal de la retraite et fasse taxi, car il fallait bien continuer à vivre ou survivre

Ma mère, tout ce que je sais d'elle, parce que mes parents détestaient parler d'eux-mêmes devant leurs enfants ou devant des gens, c'est qu'elle a été blanchisseuse dans sa jeunesse, ensuite ou avant je n'en sais rien, elle a travaillé dans un cirque, elle était trapéziste, un jour son partenaire est tombé et s'est tué, tout le monde lui a dit qu'elle n'y était pour rien mais rien n'y fit, elle quita le cirque définitivement. Un de ses frères travaillera aussi dans des cirques, il présentait un numéro avec des perruches qu'on pouvait voir le mercredi à la Piste aux étoiles du temps de l'ORTF, un autre était danseur et voyageait avec sa troupe. Ses parents étaient camelots sur les marchés à travers la France, comme ses arrières-grands-parents, mon arrière-grand-père finira dans la misère à chanter sous les fenêtres du quartier de la République à Paris, ils habitaient rue Rambuteau, je l'ai connu, le reste du temps il était marchand des quatre-saisons, avec sa charrette il vendait des fruits et légumes.

Du côté de mon père, mon grand-père travaillait en usine, je n'en sais pas davantage, devenu vieux il fut interné en hôpital psychiatrique et y mourut avant que je vienne au monde. Ma grand-mère fut repasseuse dans une blanchisserie industrielle avant de faire différents boulots, elle fut gérante d'un café restaurant à Rueil, à deux cent mètres de l'endroit où je passerai mon adolescence bien plus tard. Tous mes oncles et tantes travaillèrent en usine ou sur les chantiers.

Mon père était arriéré politiquement, pas seulement, il était incapable d'écrire sans faire des fautes à chaque mot, et quand il devait faire une division il ne fallait pas qu'elle comporte une virgule. Il voulait faire ébéniste et c'est la guerre qui l'en a empêché. Mes parents s'étaient mariés à l'église, mais ils étaient athées en réalité. Nous étions très pauvres évidemment.

Elevés à la dure, ils étaient faits pour en baver toute leur vie, ignorants et soumis. Je ne sais pas s'ils avaient développé un complexe d'infériorité, cependant je me souviens très bien qu'ils éprouaient de l'admiration pour les gens de pouvoir, la fierté de mon père était de les servir, c'est peu dire. Vous imaginez d'ici les discussions que j'ai pu avoir avec lui et qui ont mal tourné à chaque fois.

De Gaulle trônait dans la pièce principale qui leur servait de chambre également, une photo prise rue de Rivoli au moment de la Libération ou lors d'une de ses démonstrations de rue que le général affectionnait. Mon père discutait avec personne, il vivait dans le monde qu'on lui avait concoté, point barre. Si vous vous avisez de le critiquer, il s'emportait ou vous traitait d'ignorant, sans blague. Ils travaillaient à des appartements dans Paris proche de l'Etoile, qui allaient être vendus des millions de francs à l'époque, et touchait un salaire misérable sans que cela le questionne, il trouvait cela normal, comme tout d'ailleurs.

Quand il fit taxi à la fin de sa vie, il eut la même attitude, un patron d'une grande entreprise pouvait l'appeler à 2h du matin un dimanche pour partir en Suisse sur le champ qu'il y courrait, d'accord c'était bien payé et peut-être pas entièrement déclaré, mais quand même, c'était une constance chez lui. Si je devais dans ma vie rencontrer un jour quelqu'un de buté ou borné, ce fut



bien mon père. Il était discipliné et il en faisait son orgueil, donc tout nous opposera arrivé à mon adolescence.

Plus tard, chaque fois que j'essayais de placer mes idées, il me sortait le PC ou le PS comme exemples épouvantables, jeune et mal armé pour lui répondre, à mes risques et périls de sortir une grosse connerie, je la fermais, j'ai essayé de lui dire que je n'avais aucun rapport avec ces partis, c'était pire encore, j'étais une merde, je n'avais aucune légitimité. Pour lui les seules personnes légitimes étaient celles qui avaient le pouvoir ou le fric ou les deux à la fois, il les idéalisait littéralement. Ce n'étaient pas des modèles à copier, mais ses maîtres.

Pourquoi je vous ai raconté cela, je vais vous le dire, pour justifier ma causerie d'hier, bien que je pourrais m'en passer, la question n'est pas là, mais d'écrire la suite.

Les travailleurs doivent savoir la vérité, il faut la mettre à leur portée, ils sont loin d'être tous comme était mon père, on ne pourra pas changer la société en s'appuyant sur un peuple ignorant, c'est impossible, c'était possible autrefois, ce ne l'est plus maintenant. Jadis, il suffisait d'un déclic pour que tout s'écroule et s'enflamme, aujourd'hui c'est plus long à venir, ils ont sorti les grands moyens pour retarder ou entraver les capacités des masses à acquérir la connaissance du monde dans lequel elles vivent, ils visent plus loin en se projetant dans un Nouvel ordre mondial à la tête duquel ils seraient. Ils ont décuplé les moyens de communication pour abrutir les masses.

La tâche est difficile, comme toutes les tâches grandioses qui ont accompagné l'évolution de la civilisation humaine. Le monde aurait fait des intellectuels lâches, cupides et cruels, et il ne serait pas possible de développer les qualités inverses. Il faut créer le déclic dans la tête des travailleurs, il faut combattre la propagande ennemi sur tous les fronts. Il profite de l'ignorance des masses pour mieux les tromper et les asservir, c'est donc notre devoir de militant de les aider à en sortir par tous les moyens à notre disposition. On ne combat pas l'ignorance des masses avec de longs discours, ni en se mettant à leur niveau, encore moins en les flattant, mais en leur proposant notre interprétation du monde et ce qui s'y passe dans un langage qui leur soit commun ou accessible. La métaphore nous est plus utile que la théorie pour nous adresser à elles.

Chez l'homme il y a l'être sensible et il y a l'intellect, l'être qui pense, qui réfléchit, qui prend des décisions, donc qui doit être capable de prendre son destin en mains au lieu d'en laisser le soin à d'autres. Dans notre discours, ce n'est pas notre interprétation l'élément moteur, mais les faits sur lesquels on s'appuie pour développer notre analyse. Les faits doivent parler d'eux-mêmes s'ils sont exposés correctement et simplement. Sur ce plan-là il n'y a pas de recette miracle, c'est à chacun de développer sa propre technique en fonction de son expérience et de ses connaissances, de la personnalité de chacun, on construit ainsi un parti de travailleurs qui se respectent mutuellement.

Le travailleur doit pour ainsi dire comprendre de quoi il s'agit sans qu'on ait besoin d'intervenir ou alors distinctement, quand on aborde l'aspect pratique de la connaissance, car savoir pour savoir ne sert à rien, il faut le transposer sur le plan pratique et organisationnel. On ne le pousse pas à s'organiser, on lui présente comme la suite ou la conséquence logique, pratique des connaissances qu'il a acquises. Passer à l'action ne vient pas à la suite d'une catastrophe vécue, mais d'une réflexion consciente sur sa condition, autant que sa condition elle-même puisque en approfondissant sa réflexion il en est arrivé à se trouver malheureux dans cette société, à cause de cette société, en épousant le sort de toutes les victimes innocentes du capitalisme à travers le monde, qui constitue une injustice ignoble, à vomir ; après tout s'il en arrive là, c'est comme un déclic salutaire qui lui serait arrivé par une autre voie.

Le travailleur ne s'apitoiera pas sur son triste sort s'il a compris que ceux qui détiennent le pouvoir se foutent bien de lui et profitent de sa naïveté, lui pourrissent la vie selon un scénario bien réglé pour le réduire en servitude jusqu'à son dernier souffle, car même lorsqu'il sera très vieux - s'il fait des vieux os, il souffrira, peut-être plus encore de l'indifférence de la société à son égard, société qu'il n'a eu de cesse de servir par son travail. C'est aussi pour lui éviter cette fin tragique et détestable qu'on veut changer le monde. Le petit enfant est rapidement séparé de sa maman qui doit aller travailler, et le vieux crève dans son coin dans l'indifférence générale quand ce n'est pas carrément un soulagement pour ses proches, qui a envie de vivre dans une société pareille, de la perpétuer, de la reproduire ? Le socialisme n'a pas d'âge et il concerne toutes les générations !

Je n'écrirais pas ses lignes si je méprisais les travailleurs comme certains ont osé me l'écrire ou que je les estimais incapables de progresser. De la même manière qu'en mettant en ligne l'interview de Aaron Russo, personne n'osera penser un instant qu'en dénonçant par ailleurs les crimes des sionistes, des banquiers sionistes, plus banquiers qu'autres choses d'ailleurs, j'aurais pu être antisémite, j'ai été profondément ému en regardant cette vidéo, je l'ai téléchargée dans mon disque dur pour l'avoir toujours sous la main, jetant à la figure de Nick Rockefeller que contrairement à lui il était venu sur terre pour faire le bien des autres, il a fait preuve d'un courage admirable, exemplaire, en nous livrant cette confiance, comme je l'ai écrit récemment, on pourrait regretter de ne pas être juif, d'origine ou de parenté juive.

Pour revenir à notre sujet, beaucoup de travailleurs éprouvent une sorte de dévotion, le mot est peut-être trop fort, il était valable pour mon père, de respect irréfléchi envers le pouvoir, le régime et leurs représentants. Il nous revient de leur présenter sous un autre jour, de telle sorte qu'ils les perçoivent d'un oeil critique pour finalement les rejeter. Pourquoi faudrait-il leur cacher la vérité sur le 11/9, sur Al-Qaïda, la manière dont sont orchestrées les guerres, la crise du capitalisme, la dette des Etats, l'exploitation, etc ?



Ce qu'on doit faire avec les travailleurs, c'est ce que fait un prof en classe, participer à l'éveil intellectuel de ses élèves, aiguïser leur curiosité, faire en sorte qu'ils prennent eux-mêmes en mains leur propre apprentissage de la vie dans une société qui ne leur fera aucun cadeau ou empoisonnés. Un gosse ne boit pas vos paroles, c'est lui qui apprend et progresse, de la même manière les travailleurs n'ont pas à boire nos discours, ils doivent arriver à comprendre les choses par eux-mêmes, on les aide mais c'est tout à ce stade, ensuite on leur propose une voie, c'est à eux de voir si elle les intéresse ou non, ils ont acquis un minimum de sens critique pour s'orienter eux-mêmes. Si on veut qu'ils rejoignent notre combat, c'est à nous de les convaincre, d'être cohérent, loyal et honnête, d'inspirer confiance sans jamais la réclamer, c'est aux dirigeants d'un parti de la mériter. (A suivre)

### L'ennemi est dans notre propre pays. Ceux qui l'ignorent sont des aventuriers.

Comment voulez-vous faire confiance à un parti (POI) qui a pour perspective politique "*l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*", sans régler au préalable ni la question des institutions nationales qui légitiment dans chaque pays l'existence du capitalisme, ni s'attaquer aux fondements du capitalisme : c'est une imposture !

### Bruit et gesticulation. Cela ne leur coûte rien.

Treize députés socialistes et "*chevènementistes*" ont voté contre le traité budgétaire européen mardi lors de la réunion du groupe PS à l'Assemblée nationale, quelques heures avant l'ouverture du débat parlementaire sur ce texte par le Premier ministre. Selon une source socialiste, dix élus PS et les trois députés du Mouvement républicain et citoyen (MRC) de l'ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense Jean-Pierre Chevènement ont voté contre. Tous les autres membres du groupe ont voté pour, à l'exception de deux abstentions.

Environ 200 députés PS étaient présents au moment de ce vote. (LePoint.fr 02.10)

De 25, ils ne sont plus que 10 à voter contre, combien seront-ils le jour du vote définitif à l'Assemblée nationale. Et c'est pour cela qu'il aurait fallu se battre ? C'était vraiment se foutre ouvertement des militants.

Et quand ils votent contre, c'est parce qu'ils estiment que ce traité est contraire aux intérêts de l'Union européenne dont ils sont de farouches partisans. A bas le PS et l'UE !

### La méthode Goebbels

Jean-Marc Ayrault a exhorté mardi les élus de gauche à considérer le traité budgétaire européen comme une "*étape essentielle*" pour réorienter l'Europe vers la croissance et éloigner le spectre d'un effondrement de la zone euro.

Le Premier ministre s'est adressé aux récalcitrants de son camp devant l'Assemblée nationale en expliquant que ce texte, loin de condamner l'Europe à l'austérité, lui ouvrirait au contraire de "*nouvelles frontières*".

Approuver ce traité, "*cela exige du courage, mais vous en avez, cela exige de l'audace, mais vous en avez*", a-t-il dit en conclusion. "*Ne passons pas à côté de cette chance historique*".

Malgré quelques votes rebelles chez les écologistes et à la gauche du Parti socialiste, l'exécutif espère faire adopter le texte à l'Assemblée avec les seules voix de gauche lors du vote solennel prévu mardi prochain.

Les centristes et l'opposition de droite voteront en effet massivement la ratification d'un texte hérité du quinquennat de l'ancien président UMP Nicolas Sarkozy.

Il n'a pas manqué de dramatiser l'enjeu d'un vote négatif qui ébranlerait une zone euro déjà en crise.

"*La conséquence d'un vote négatif de notre pays, ce serait, vous le savez bien, une crise politique et l'effondrement de l'union monétaire*", a dit le Premier ministre.

"*Nous devons inventer les Airbus de demain, éliminer les freins à l'innovation, relever le défi de la compétitivité. L'Europe doit se doter d'une grande politique industrielle, qui ne peut se réduire aux règles de la concurrence*", a-t-il dit.

Au delà de la lutte contre la spéculation, qui passe notamment par la séparation des activités des banques, Jean-Marc Ayrault a appelé à résorber la "*dette sociale*" à l'égard des peuples européens. (Reuters 02.10)

Soutenir les fermetures d'usines et les plans de suppressions d'emplois, c'est ce qu'il appelle résorber la "*dette sociale*"... A bas le gouvernement Hollande-Ayrault-Sapin des capitalistes !

Lors de chaque traité sous les différents gouvernements, ils ont utilisé les mêmes arguments, résultat : 20 millions de chômeurs en Europe, plus de 50% des jeunes au chômage en Grèce et en Espagne...

[Vous avez raison, nous sommes sous la dictature de l'oligarchie financière dont vous êtes le représentant.](#)

Le ministre du Travail Michel Sapin a estimé mardi que l'implication du gouvernement dans le dossier des hauts fourneaux de Florange (Moselle) avait porté ses fruits, même si "*personne ne croit au miracle*".

"*Je ne dis pas que cela permet de faire un miracle. D'ailleurs, personne là-bas ne croit au miracle*", a concédé le ministre du Travail.

M. Sapin s'en est pris notamment à "*ceux (...) qui se sont déplacés là-bas en disant (aux salariés) +il n'y a qu'à nationaliser, l'Etat n'a qu'à faire lui-même de l'acier+ : comme si c'était à l'Etat de faire de l'acier, c'est fini ces périodes-là, on n'est pas en Union Soviétique!*". (AFP 02.10)

Le "*miracle*" aurait été qu'au moins un syndicat appelle à l'occupation et à l'expropriation de Mittal sans indemnité, mais vous savez ce qu'il en est des miracles, cela demande un certain délai pour qu'ils se réalisent... Vous aurez admiré le cynisme sans fond au passage. Nationaliser les dettes des banquiers, l'Etat a acquis une certaine expérience dans ce domaine...

Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire socialisera les moyens de production, expropriera par la force si nécessaire les capitalistes sans leur verser un centime, telle est la voie à suivre, il n'existe pas d'autres alternatives ou capituler, ce que font tous les syndicats et partis, à commencer par le Front de gauche.

[Quand le lumprenprolétariat de la bourgeoisie récompense un de ses zéléserviteurs.](#)

Les propositions de conférence affluent sur le bureau de Nicolas Sarkozy. L'ancien président de la République en a reçu 70 depuis son départ de l'Élysée, en mai dernier.

Montant de la rémunération pour chacune d'entre elles: autour de 115 000 euros. (lexpress.fr 02.10)

C'est la médiocrité élevée au rang d'idéal et qui sert désormais de modèle aux gouvernants du vieux monde.

---

## [ACTUALITE EN TITRES](#)

### [TSCG. En famille.](#)

- Jean-Marc Ayrault: le traité budgétaire européen "*n'impose aucune contrainte*" - L'Express.fr

Il parle pour lui et les siens, la classe qu'il représente, celle des capitalistes pour lequel ce traité a été concocté.

- Borloo votera "*avec enthousiasme*" le traité budgétaire - AFP

- Giscard d'Estaing: "*exactement le même*" traité que celui négocié par Sarkozy - AFP

### [Les charcutiers du mouvement ouvrier.](#)

- Chérèque et Thibault : copains comme cochons - LePoint.fr

Pauvre bête, s'en trouvera-t-il à la Ligue de défense des animaux pour dénoncer cet amalgame honteux ?

Le cochon est un animal noble, génétiquement il est très proche de l'homme, je n'ose pas dire de la femme puisqu'au féminin il prend une toute autre connotation... La hyène à l'odeur nauséabonde se repaîtant la nuit ou discrètement du mouvement ouvrier en décomposition aurait été plus appropriée.

### [Le parti de l'ordre concurrencé sur son terrain de prédilection.](#)

- Drame de Grenoble : quand Hollande fait du Sarkozy - Public Sénat

- Energique, talentueux ... l'opposition approuve le style Valls - Le Nouvel Observateur

N'en jetez plus, la poubelle déborde !

[Ça tombe bien, on comptait vous la supprimer !](#)

- Les jeunes ne croient pas beaucoup à la retraite dit un sondage - Reuters

[Tir aux pigeons.](#)

- Entrepreneurs 'pigeons' : des craintes, beaucoup d'approximations - LeMonde.fr

Ils profitent de la naïveté des travailleurs qui se sont lancés dans cette aventure, souvent pour tenter d'échapper au chômage.

[Le candidat de la Fed s'est payé le pouvoir.](#)

- Le Rêve géorgien, un parti construit à coups de millions de dollars - lemonde.fr

Le milliardaire Bidzina Ivanichvili. aurait consacré entre 250 millions et 300 millions de dollars à cette campagne.

les conseillers, les experts en sondages et les cabinets de lobbying, recrutés outre-Atlantique et à Bruxelles, auront compté. Ils ont composé une war room au service d'une communication privée sans équivalent dans l'histoire postsoviétique, à l'échelle d'un petit pays de 4,5 millions d'habitants.

Parmi eux, Lincoln Mitchell, Professeur à l'université de Columbia, c'est un spécialiste des transitions démocratiques dans l'ex-URSS, très critique vis-à-vis de la politique américaine dans la région. "*On a vécu dans une illusion, selon laquelle Saakachvili est un démocrate progressiste*", affirme ce "conseiller officieux" de M. Ivanichvili, s'amusant du nombre de sénateurs ou d'anciens sénateurs américains qu'il croise à son hôtel.

Lincoln Mitchell estimait lundi soir que les Etats-Unis "*jouent un rôle clé dans l'issue du vote. Le nier serait naïf.*" George Gegetchkori, le "*special assistant*" de M. Ivanichvili, tient même à "*chaudemment remercier*" la communauté internationale, pour sa surveillance scrupuleuse du scrutin.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

"*Non au traité budgétaire européen !*", c'est ce que clame 120 économistes dans une tribune publiée dans l'édition du quotidien Le Monde à paraître mercredi. Les 120 experts accusent ainsi le président François Hollande de commettre une "*erreur tragique*" en poursuivant la "*politique d'austérité*" de ses prédécesseurs. Parmi ces économistes, on retrouve les chercheurs au CNRS Frédéric Lordon et André Orléan, le professeur Paul Jorion de la Vrije Universiteit de Bruxelles, ou encore Jacques Généreux, professeur à Sciences Po et membre du Parti de gauche. Selon eux, le traité européen "*grave dans le marbre des mesures d'austérité automatiques*". Ils ajoutent par ailleurs que "*l'austérité est à la fois injuste, inefficace et antidémocratique*" et que la règle d'or est porteuse "*d'une logique récessive qui aggravera mécaniquement les déséquilibres actuels*".

Souvent défenseurs des valeurs de la gauche, ces universitaires critiquent le président François Hollande qui n'a pas réussi à renégocier le traité comme il l'avait promis pendant la campagne électorale. Ils écrivent ainsi que le président socialiste "*n'y a en fait apporté aucun changement*" et que "*l'ajout d'un pseudo-pacte de croissance aux montants réels dérisoires*" ne change pas grand chose. Les économistes demandent donc "*une expansion coordonnée de l'activité, de l'emploi et des services publics*" au sein de l'Europe. (atlantico.fr 02.10)

En s'en remettant à Bruxelles, que font-ils ? Ils légitiment l'Union européenne qui à défaut d'être remis en cause n'a plus qu'à continuer tranquillement son oeuvre de destruction. Vous croyez que cela leur viendrait à l'esprit ? Il en faudra plus...

#### 2- Grèce

Des responsables grecs ont retrouvé un CD sur lequel figure une mystérieuse liste de 2 000 Grecs détenteurs de comptes bancaires en Suisse. Il a fallu l'implication des services secrets et de deux anciens ministres des Finances pour le découvrir, deux ans après que le gouvernement l'eut, semble-t-il, obtenue en 2010 auprès de la ministre des Finances française de l'époque, Christine Lagarde. Mais les responsables grecs ont longtemps soutenu que de telles informations, obtenues illégalement, ne pouvaient pas être utilisées pour poursuivre les fraudeurs.

Il y a deux semaines à peine, le ministre adjoint aux Finances, George Mavraganis, avait encore jugé qu'un tel usage pouvait être assimilé à de «*l'espionnage industriel*». Confrontée à une colère croissante suite aux plans d'austérité, Athènes vient de changer de disque. (Liberation.fr 02.10)

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- ArcelorMittal dicte sa loi.

Les syndicats de l'usine ArcelorMittal de Florange, où 629 emplois sont condamnés par la décision d'arrêter définitivement les hauts-fourneaux, ont exprimé mardi leur refus de discuter d'un plan social tant que l'espoir de trouver un repreneur n'était pas abandonné.

Le groupe sidérurgique avait annoncé la veille à Paris qu'elle accordait un délai de deux mois aux pouvoirs publics pour trouver un industriel intéressé par les deux hauts fourneaux, l'aciérie et la cokerie.

Lors d'une réunion du comité d'entreprise qui s'est tenue mardi matin à Metz, la direction du site a proposé une réunion le 16 octobre prochain pour définir un accord de méthode préalable à la négociation d'un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

"*Nous refusons d'y participer*", a dit à Reuters Yves Fabbri, secrétaire de la CGT de l'usine de Florange.

Le syndicat a adressé un courrier au ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, pour lui demander d'inviter la direction à respecter le délai des deux mois avant toute négociation.

"*Il est inconcevable qu'on commence maintenant*", a confirmé Walter Broccoli, secrétaire de FO qui se fait cependant peu d'illusions .

"*On sait pertinemment qu'il n'y aura pas de repreneur*", dit-il.

La direction aurait par ailleurs conditionné l'avenir de l'activité packaging (l'acier pour le boîtage), qui tourne au ralenti depuis plusieurs mois, à la possibilité de réaliser des gains de productivité.

La crainte des syndicats est que ne subsiste que la transformation de l'acier pour l'automobile, soit "*8 à 900 emplois*" sur les 2.750 CDI actuels du site de Florange.

Une quarantaine de sidérurgistes manifestaient mardi devant les locaux du Groupement des entreprises sidérurgiques et métallurgiques (Gesim), protégés par autant de CRS, où la direction d'ArcelorMittal avait choisi d'organiser la réunion, a constaté Reuters.

Tous les accès au site de Florange restaient bloqués par des militants syndicaux, pour la deuxième journée consécutive, avec un mot d'ordre inchangé, le redémarrage des hauts-fourneaux. (Reuters 02.10)

#### 1.2- Grève à France Télévisions.

La direction de France Télévisions a dressé le compte des grévistes : ils seraient 15,9 % à avoir suivi le mot d'ordre syndical (soit près de 1 000 salariés qui protestent contre les sacrifices financiers auxquels France Télévisions est confrontée). À la suite des annonces du gouvernement, le budget 2013 est amputé de 86 millions d'euros sans compter 67 millions d'euros de manque à gagner publicitaire.

Selon la direction, la grève à la rédaction nationale de France 3 n'a pas excédé les 10 % des effectifs.

Chez Radio France, la CGT avait emboîté le pas aux syndicats de France Télévisions. Sur le groupe Radio France, la direction relève un taux de participation d'environ 5 %. (LePoint.fr 02.10)

## 1.2- Les salariés de Sanofi manifestent à Paris.

Les salariés de Sanofi se sont donné rendez-vous mercredi pour manifester dans les rues de Paris, alors qu'un comité de groupe France, prévu le même jour à Gentilly (Val-de-Marne), pourrait préciser les grandes lignes de la réorganisation de l'entreprise pharmaceutique.

Dans un document de travail confidentiel dont l'AFP a eu connaissance mardi, la direction envisage un projet "*exclusivement fondé sur le volontariat*", et qui "*pourrait conduire en 2015 à la réduction de 914 postes en France*".

Le comité de groupe est une instance de discussion, "*de palabre*", souligne un syndicaliste. Le groupe pharmaceutique pourrait y préciser les contours de son projet.

D'après l'intersyndicale, un millier de salariés venus de toute la France manifesteront mercredi après-midi à Paris, quelques heures après l'ouverture du comité de groupe.

Le cortège partira de la rue La Boétie (VIIIe), où se trouve le siège du groupe, en direction de l'Assemblée nationale (VIIe).

Les salariés de Sanofi resteront mobilisés "*tant que la direction n'aura pas dit qu'elle retire son plan*", a assuré Dominique Junyent (CFDT), basée à Toulouse, site qui emploie 640 personnes.

Un nouveau rendez-vous est d'ores et déjà fixé au 11 octobre, date des prochains CCE pour au moins quatre sociétés du groupe, dont la branche recherche.

En outre, le 12 octobre, une réunion devrait rassembler l'intersyndicale, le gouvernement, la direction et des élus.

En 2011, le groupe Sanofi a réalisé plus de 33 milliards d'euros de chiffre d'affaires et un résultat net des activités poursuivies de près de 9 milliards. L'an dernier, le résultat net part du groupe de Sanofi était de 5,7 milliards. (AFP 02.10)

## 2- Espagne

Le pays a enregistré en septembre 79.645 chômeurs (+1,72%) de plus qu'en août, tandis que sur un an la hausse est plus prononcée, avec 478.535 demandeurs d'emploi supplémentaires (+11,32%), pour arriver à 4.705.279 chômeurs.

Selon l'Institut national de la statistique, qui utilise une méthode de calcul différente, le taux de chômage atteignait fin juin 24,63% (plus de 53% chez les jeunes), un record dans le monde industrialisé.

La situation est dramatique pour beaucoup d'Espagnols: selon une étude publiée lundi par le syndicat UGT, près d'un million de personnes cherchent un emploi depuis plus de deux ans, soit 20,8% de plus qu'il y a un an. (20minutes.fr 02.10)

## 3- Afrique du Sud

Le syndicat national des mines d'Afrique du Sud (NUM), débordé par sa base dans la récente vague de grèves sauvages qui perturbe la production d'or et de platine du pays, a tenté de reprendre la main mardi en proposant au patronat des négociations immédiates, alors que le conflit a fait encore cinq morts ce week-end.

Impuissant à canaliser le mécontentement des mineurs dont il négocie pourtant la rémunération depuis des années, le NUM a annoncé qu'une équipe de négociateurs se rendrait mercredi à la Chambre des mines pour discuter du sort des mineurs d'or et de charbon, soit environ 120.000 salariés.

Les mines de platine, où les négociations ont lieu par entreprise et non par branche, et où le mouvement a débuté en août, ne sont pas concernées.

Le NUM qui a lui-même négocié l'an dernier un accord salarial pour deux ans avec la Chambre des mines n'a visiblement d'autres choix que de dénoncer aujourd'hui à son tour des niveaux de salaires et des conditions de travail qualifiées de "*pathétiques*".

"*Bien que le NUM n'approuve pas les grèves sauvages et ne les encourage pas, précisément parce qu'elles exposent les travailleurs à des mesures de rétorsion de l'employeur (...) le NUM et le Cosatu soutiennent totalement la revendication légitime des mineurs d'être mieux payés et de voir leurs conditions de travail améliorées*", a déclaré lors d'une conférence de presse Zwelinzima Vavi, secrétaire général du Cosatu, la confédération nationale des syndicats.



"Nous appelons la Chambre des mines à démarrer des négociations sans attendre avec le NUM et d'autres syndicats de l'industrie minière pour trouver une solution durable à l'impasse actuelle", a-t-il ajouté.

Le NUM a aussi lancé un appel aux entreprises à ne pas licencier massivement les grévistes, menaces qui selon lui ne font qu'ajouter de l'huile sur le feu. Un appel qui vise essentiellement Amplats, filiale du géant du platine anglo-sud-africain Anglo American qui a convoqué ses salariés en conseil de discipline mardi.

Selon le secrétaire général du NUM, cinq morts sont à déplorer depuis dimanche autour de Rustenburg, l'épicentre du mouvement social, pas dans les installations minières mais dans les baraquements de mineurs alentour.

Ces violences ont eu lieu "à la suite de l'annonce par Amplats de son intention de rompre les contrats de travail", a affirmé M. Baleni. "Notre crainte est que plus il y aura de licenciements, plus la violence augmentera", a-t-il ajouté.

Depuis vendredi soir, plusieurs attaques au cocktail molotov ont eu lieu contre des permanents syndicaux, sous-entendu du NUM, ou contre des bâtiments d'Amplats, a-t-il dit.

Quatre voitures ont aussi été incendiées, selon la police qui suppose que les grévistes d'Amplats sont derrière ces actes de vandalisme.

Depuis lundi, une commission d'enquête indépendante nommée par le gouvernement est sur place pour élucider ce massacre qui a rappelé à l'Afrique du Sud les pires heures de l'apartheid.

Un mineur a déclaré mardi au juge Ian Farlam, président la commission, ce que de nombreux autres mineurs avaient déjà affirmé à l'AFP, à savoir que des permanents du NUM avaient ouvert le feu et tué deux mineurs aux tout premiers jours du conflit à Lonmin, illustrant les relations tendues entre le syndicat majoritaire, les grévistes et le syndicat radical Amcu.

Mardi matin, les principales mines sud-africaines du géant Anglo American étaient toujours à l'arrêt, de même que les installations aurifères de Gold Fields et AngloGold Ashanti.

Les revendications salariales vont de 12.500 à 18.000 rands mensuels (1.100 à 1.665 euros). (AFP 02.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 4 octobre

## CAUSERIE

Info de dernières minutes. La Turquie est quasiment entrée en guerre contre la Syrie.

L'armée turque a bombardé ce jeudi matin des positions de l'armée syrienne à la frontière entre les deux pays, en représailles à des tirs d'obus syriens qui ont tué 5 civils turcs mercredi dans un village frontalier, a indiqué à l'AFP une source de sécurité.

«Des tirs d'artillerie ont repris à 3h GMT (5h heure de Paris) ce matin (jeudi)», a précisé cette source sous couvert d'anonymat. Les tirs turcs s'étaient poursuivis tout au long de mercredi soir vers le territoire syrien. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), plusieurs soldats syriens ont été tués dans ces bombardements. «Plusieurs soldats syriens» ont été tués dans la nuit de mercredi à ce jeudi par des bombardements de l'armée turque visant une position de l'armée dans la région de Rasm al-Ghazal, près de la ville de Tall al-Abyad, a indiqué cette ONG. (20minutes.fr 03.10)

Lire plus loin les événements survenus hier.

A propos du site.

J'ai décidé de donner une nouvelle tournure au site. Je vais inclure les meilleures vidéos en français qui existent sur Internet (You Tube) sur les événements qui ont marqué le XXe siècle et le début du XXIe en rapport avec le cartel des banques qui composent la Fed, sans tomber dans le piège du complotisme ou du conspirationnisme. On comprendra mieux ainsi comment fonctionne le capitalisme et le monde.

Je ne m'arrêterai pas sur la personnalité des auteurs de ces vidéos qui est accessoire et ne m'intéresse pas, mais uniquement sur

les faits et la manière dont ils sont rapportés, sur leur aspect pédagogique. Sur le Net il existe une multitude de charlatans ou cinglés qui sévissent, ils sont facilement détectables. Le but, c'est de faire gagner du temps aux militants en sélectionnant les meilleures vidéos, les plus sérieuses ou cohérentes, pour qu'ils les téléchargent et se les repassent entre militants. Pourquoi aucun parti n'y a-t-il pas pensé jusqu'à présent ? Vous le savez, non ?

Question : comment voulez-vous combattre l'austérité si vous ne savez même pas quelle en est l'origine, qui tirent les ficelles ? La question se pose évidemment pour la crise du capitalisme qui est le produit des contradictions du capitalisme mais pas seulement, elle a été en partie programmée ou pour être plus précis, la manière dont elle se présente a été savamment orchestrée, ce que la quasi-totalité des travailleurs ignorent, idem pour la plupart des militants qui en ignorent tout ou presque, dans ma bouche ce n'est pas un reproche mais uniquement un constat, certains me l'ont écrit dernièrement.

Reste que ma connection Internet est d'une lenteur épouvantable et qu'il faut des heures pour télécharger une vidéo de quelques dizaines de Ko.

### [Qu'est-ce qui distingue la BCE de la Fed ?](#)

Commentaire inclus à la suite de l'article du portail Atlantico.fr mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique Economie :

- Ce qu'il y a de pourri dans la finance et le capitalisme, c'est que depuis bientôt un siècle un cartel de banques privées possède le privilège exorbitant de fabriquer la monnaie pour la prêter avec intérêts à l'Etat : la Fed.

On a du mal à imaginer que le monde fonctionne ainsi, que des banquiers possèdent la planche à fabriquer les dollars et qu'ils sont les véritables maîtres des Etats-Unis et des puissances occidentales. C'est inimaginable de détenir un tel pouvoir et pourtant c'est la stricte réalité.

J'ajouterai que la BCE flanquée du FESF et prochainement du MES fonctionne de la même manière à une différence près : la Fed fabrique la monnaie et la prête à l'Etat américain, au marché financier dont les banques qui la composent font aussi partie, elle n'a de compte à rendre à personne puisqu'elle a acheté le Congrès et le Sénat américain et c'est elle qui élit le Président des Etats-Unis d'Amérique, il s'agit donc d'une institution totalement indépendante, alors que la BCE fabrique la monnaie et la prête aux banquiers européens, rachète des obligations d'Etat pour le compte du marché financier international qui avaient acquis ces obligations, tandis que le FESF ou le MES prête aux Etats européens par l'intermédiaire du marché financier international ou d'autres Etats extérieurs à l'UE, de telle sorte que la BCE (et le MES demain) n'est pas indépendante, puisque finalement elle sert d'intermédiaire entre les Etats de l'UE et les marchés financiers, les banquiers.

Autrement dit, si j'ai été assez clair et que vous avez suivi, la BCE est soumise à la Fed. Dès lors on comprend que tous les discours sur une hypothétique réforme de la BCE est le fait d'ignorants ou d'escrocs. Seule la rupture avec la BCE et l'UE est envisageable.

Quand à "*l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*", ce n'est rien d'autre que la traduction démagogique et trompeuse de l'union libre des capitalistes et des Etats capitalistes de toute l'Europe, car quel peuple pourrait prétendre être libre en demeurant sous le joug du capitalisme, dans le cadre d'Etats capitalistes ?

A moins que le capitalisme réalise progressivement le socialisme, théorie à laquelle le mouvement ouvrier a fini par adhérer dès le milieu de la première moitié du XXe siècle en abandonnant le socialisme scientifique de Marx et Engels. Il a été démontré à maintes reprises par les faits qu'elle avait fait faillite, cependant c'est à cette théorie que le mouvement ouvrier se raccroche encore aujourd'hui. De deux choses l'une, soit il parvient à rompre avec elle et à retrouver le chemin du socialisme révolutionnaire, soit il sera broyé et le prolétariat avec.

### [L'art d'enfumer les masses. Le PS champion toutes catégories.](#)

Pour caractériser l'offensive que le gouvernement s'apprête à lancer contre les masses exploitées, le journaliste de l'AFP a relevé que le gouvernement préférerait parler de "*stratégie*" plutôt que de "*choc*", histoire de camoufler ses réelles intentions ainsi que leurs conséquences pour les travailleurs... Peine perdue, ils peuvent tout au plus espérer gagner un peu de temps avant qu'ils descendent dans la rue, en masse et par millions, rien n'est moins sûr, mais c'est possible, c'est la perspective politique dans laquelle nous inscrivons notre action.

Jean-Marc Ayrault : "*Le mot 'choc' ne me paraît pas être un mot valable*".

On reviendra demain sur cette question, je n'ai plus le temps.

### [Comment le POI colporte des illusions chez les militants et les travailleurs ?](#)

Le POI reproduit sans les commenter les propos d'une enseignante présente à la manifestation du 30 septembre : "*Le gouvernement Hollande est incapable de tirer les leçons des politiques menées par les socialistes en Grèce, au Portugal et en Espagne, et persiste à plier devant les exigences de l'Union européenne*", parce qu'il aurait dû en tirer des leçons, parce qu'il aurait pu en avoir l'intention, c'est là qu'on s'aperçoit de quelle manière ils colportent des illusions dans la tête des militants, l'air de rien, en passant, ce n'est pas un hasard ou un accident, c'est délibéré. D'autres exemples du même type figure dans le n° 220 d'*Informations ouvrières*, ils en regorgent, pour vous exercer, vous pouvez les chercher et les répertorier à la façon du jeu des 7 erreurs, chiffre indicatif uniquement.

Dans la foulée, pas étonnant que Gluckstein tire comme "*signification*" de cette manifestation : "*il faut bloquer la machine à détruire de l'Union européenne*", il avait tenu exactement le même discours en 2005, parce que cela serait compatible avec le maintien en place du gouvernement Hollande-Ayrault et des institutions inféodées à l'UE, autant dire qu'il n'y croit pas lui-même mais embourbé dans ses contradictions il est incapable d'aller au bout de l'analyse qui pose directement la question de l'Etat, du gouvernement ouvrier comme seul capable de rompre avec l'UE.

Rappelons pour la énième fois que l'argument selon lequel ce serait le TSCG qui permettrait l'austérité est bidon ou inconsistant, en Grande-Bretagne sévit l'austérité sans que ce pays n'ait ratifié le TSCG, sans qu'il fasse partie de la zone euro ou ait adopté cette monnaie.

Dans son éditorial Gluckstein dit encore à propos de Mittal : "*l'Etat doit prendre le contrôle de l'usine et garantir l'emploi*", ben voyons, pourquoi ne deviendrait-il pas socialiste pendant qu'il y est, on pensait que c'était un Etat ouvrier qui seul devrait prendre cette mesure, sauf que le POI ne combat pas pour un Etat ouvrier ou le socialisme, il colporte des illusions dans l'Etat des capitalistes dont Hollande est le représentant, à moins qu'il fasse de Hollande un véritable socialiste, ce qui revient au même, peut-être serait-il un socialiste qui s'ignore et qu'en lui donnant un petit coup de main le miracle pourrait se réaliser, ce qui expliquerait pourquoi Gluckstein le soutient, ce qui évidemment aura échappé à la plupart des militants de son parti.

Il faut, il faudrait arrêter ceci, interdire cela, on a l'impression que ces gens-là vivent dans un autre monde, c'est hallucinant, en le lisant semaine après semaine on a du mal à en croire ses yeux, alors que le seul obstacle ce sont les institutions qui légitiment le capitalisme, donc ses besoins auxquels répond la politique du gouvernement puisqu'il est à son service. Ils se figurent qu'on serait encore dans les années 50-60, ils n'ont pas encore digéré les changements intervenus au niveau du capitalisme mondial.

Toutes les crises du capitalisme se traduisent par une nouvelle concentration de la production et des capitaux entre quelques mains, pendant que les capitalistes les plus faibles sont liquidés ou absorbés, et cela à l'échelle mondiale. La crise actuelle ne déroge pas à cette règle, ce qui est différent aujourd'hui, c'est que cela se passe sans effondrement généralisé et sans guerre mondiale, pour le moment, mais le processus est le même.

Alors pourquoi les choses se passent-elles de la sorte ? Parce qu'ils ont acheté le mouvement ouvrier international, ils savent qu'il est complètement gangrené et qu'il ne s'est jamais remis du stalinisme, qu'il existe aucune force capable d'en prendre la direction et de leur opposer une résistance capable de les ébranler ou entraîner leur chute. Tout ce qu'on a compris, ils l'ont compris aussi, parfois même avant nous ou mieux que nous parce qu'ils sont aux commandes et manoeuvrent dans l'ombre tout en tirant les ficelles, nous, nous sommes là à cavalier derrière pour essayer de comprendre ce qui se passe véritablement, et quand bien même on serait une poignée à l'avoir saisi, ils savent qu'on a la quasi-totalité du mouvement ouvrier contre nous, ils peuvent donc continuer à avancer leurs pions sans prendre trop de risque, le seul risque c'est que la situation dégénère pour déboucher sur une explosion sociale, et là encore ils savent qu'ils ont de fidèles lieutenants sur la place pour en prendre le contrôle afin que tout rentre dans l'ordre et que la vie continue comme avant. Le seul véritable danger pour l'oligarchie financière qui contrôle le monde, ce sont les marxistes, les véritables communistes qu'ils ne pourront jamais corrompre, mais ils sont si faibles et si divisés qu'ils ont encore de beaux jours devant eux. Tout cela ils le savent et en discutent entre eux loin des regards indiscrets, pas de quoi les affoler en réalité, il faut être lucide, autant qu'eux sinon davantage.

Ils doivent bien se marrer en lisant la presse ouvrière, ils ont de la chance, moi cela finit par m'emmerder au dernier degré pour être honnête avec vous, c'est tellement petit, misérable, je me demande comment on peut suivre de tels dirigeants, en fait non, je ne pose même plus cette question en pensant à mon père qui était complètement arriéré et borné au dernier degré, plus rien ne m'étonne dans ce domaine.

Penser, réfléchir, comprendre ne sert à rien finalement, sauf à se croire plus intelligent, si on n'a pas acquis la méthode qui permet de faire la part des choses, c'est elle seule qui permet de s'orienter dans la bonne direction et de ne pas se fourvoyer, de ne pas s'écarter de notre objectif en mesurant précisément les rapports (dialectiques) qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation.

C'est sûr que lorsque l'on confond la cause et ses effets ou qu'on met la charrue avant les boeufs, on ne risque pas d'aller bien loin, on ne risque pas non plus de se casser un pied, on peut se le faire broyer. Et quand la presque quasi-totalité des militants des partis en est là, on ne s'étonnera pas que les masses ne suivent pas, ne parlons pas des syndicats c'est cent fois pire, et si pour compléter le tableau on ajoute qu'on trouve souvent les mêmes militants dans les syndicats et les partis, on ne s'étonne plus du niveau de conscience politique des travailleurs.

On aurait envie de conclure sur une note optimiste, en affirmant par exemple que rien n'est irréversible et qu'un jour ou l'autre le mouvement ouvrier retrouvera le chemin du combat révolutionnaire contre le capital, oui on voudrait y croire, on n'a pas le choix, mais quand on voit que la même comédie dure depuis plus d'un demi-siècle, on ne peut s'empêcher de penser que plus le temps passe et plus cela va s'avérer difficile ou compliqué, c'est d'ailleurs ce que nous vivons déjà aujourd'hui, où notre ennemi a considérablement renforcé son arsenal juridique, policier, médiatique, de propagande tout azimut, sans parler des moyens financiers dont ils disposent. Pendant qu'il garde les yeux rivés sur son objectif, avance ses pions, fonce dans le tas et liquide nos droits les uns après les autres, nous de notre côté, on n'ose même plus évoquer notre objectif, c'est devenu un tabou, c'est dramatique d'en être arrivé là, on pinaillait sur des détails, on réclame des miettes, on tourne autour du pot, on piétine, qui n'avance pas recule, et à force on se retrouve acculé dans une impasse, si l'on continue dans cette voie, on donnera raison au milliardaire américain Warren Buffet qui estimait qu'ils avaient gagné la guerre de classe.

Le socialisme n'est pas une donnée historique gravée dans le marbre, pour qu'elle se réalise il faut que certaines conditions soient réunies, c'est une possibilité qui peut ou non se réaliser, si on continue à faire en sorte que cela soit impossible, la barbarie l'emportera.

### [Quelle crédibilité devrait-on accorder à des apprentis sorciers corrompus par l'idéologie capitaliste et dont les intérêts se confondent avec ceux de Monsanto ?](#)

La contre-attaque s'intensifie contre les travaux du professeur Gilles-Eric Séralini sur la toxicité du maïs OGM NK603. Alors que 40 chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), du CNRS et de l'Inserm critiquent son étude alarmante dans les pages de l'hebdomadaire *Marianne*, François Houllier, le président de l'Inra, dénonce pour sa part dans une tribune envoyée à l'AFP «*le poison du doute et de la peur*». «*Quelques jours auront suffi à la communauté scientifique française et internationale [...] pour révéler les ambiguïtés de ces travaux*», relève-t-il en déplorant «*une opération médiatique*» qui aura «*distillé la peur chez les consommateurs*» et «*le doute vis-à-vis de la recherche publique qui ne remplirait pas sa fonction*».

Les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement ont demandé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) et au Haut Conseil des biotechnologies (HCB) d'évaluer l'étude du Pr Séralini. (Liberation.fr 03.10)

L'industrie nucléaire et les OGM sont des monstruositées couvertes par une grande partie du mouvement ouvrier, notamment le POI, pour lequel toute recherche scientifique doit déboucher sur une application pratique qui serait par nature progressiste sans se poser davantage de questions, sans chercher à comprendre quelle en est la finalité réelle et non ce qu'en disent les intéressés eux-mêmes.

Le nucléaire serait propre et fiable et fournisseur d'emplois, et les OGM viendrait en aide à ceux qui souffrent de la faim dans le monde, quelles intentions généreuses !

Dans le premier cas, alors qu'ils ont déserté le combat contre le chômage de masse et la liquidation du capitalisme, ils sont prêts à empêcher la fermeture de centrales nucléaires soit-disant pour sauver des emplois, et dans le second, alors qu'ils sont incapables de défendre les intérêts des travailleurs les plus pauvres dans leur propre pays et qu'ils ne représentent que les couches supérieures des exploités ou l'aristocratie ouvrière qui leur sert de fond de commerce, ils prétendent défendre les miséreux qui sont victimes de la survie du capitalisme en Afrique et en Asie principalement et qui peinent à pouvoir se nourrir.

### [Ils ont intérêt à faire vivre le mythe du bourreau de l'Internationale Communiste.](#)

L'auteur d'une nouvelle monographie de Staline qui vient de paraître en Russie a présenté mercredi le dictateur soviétique comme «*un homme de grande valeur*» injustement critiqué, tout en félicitant l'actuel président Vladimir Poutine d'«*avancer dans le même sens*». «*Staline a été un homme politique de grande valeur et il est l'objet d'un tas de mensonges. Les dizaines de millions de victimes (de Staline) dont parlent les historiens libéraux n'ont jamais existé*», a affirmé Nikolaï Starikov au quotidien populaire Komsomolskaïa Pravda à l'occasion de la sortie de son ouvrage intitulé *Staline. Souvenons-nous ensemble*.

La Russie d'aujourd'hui «*a besoin*» d'un nouveau Staline «*pour reconstruire l'industrie, mener avec intelligence notre diplomatie et neutraliser les ennemis de l'État qui travaillent pour les services secrets étrangers*», estime l'auteur de cette hagiographie. Plusieurs manuels d'histoire de la Russie destinés aux universités continuent de donner une appréciation positive de Staline. La nostalgie d'un pays mené d'une main de fer reste présente en Russie, où la remise en cause du passé soviétique entamée à la chute du régime soviétique en 1991 a été rapidement abandonnée. (lepoint.fr 03.10)

Assurer coûte que coûte la survie de l'anti-communiste Staline, Koba pour les intimes, pour combattre la révolution socialiste internationale, voilà qui ne devrait pas déplaire au PCF, dont différents courants pondent régulièrement des articles pour minimiser ses crimes ou sa responsabilité.

J'en ai encore lu un il y a deux semaines, vous pouvez le vérifiez vous-mêmes sur leurs différents portails ou blogs. Vous allez vous marrer, ce sont eux qui m'envoient régulièrement des courriels pour me tenir informé de la parution de leurs derniers articles,



que je prends la peine de lire pour ne pas vous raconter de blagues et voir où ils en sont.

Je n'ai malheureusement pas le temps d'aborder à fond cette question ici, cependant il y a une chose que je ne peux pas laisser passer, c'est qu'il existe dans ce parti des courants qui se réclament ouvertement du stalinisme, tandis que la plupart des autres refusent de rompre avec le stalinisme, et il y en a au moins un qui a réhabilité Trotsky ou le trotskysme, ce qui aboutit à un amalgame grotesque et infâme, caricaturale, où l'on trouve dans le même parti à la fois l'assassin et sa victime, Trotsky et son bourreau Staline. Et selon le POI, je crois qu'au NPA et à LO ils sont au moins d'accord là-dessus, ce parti devrait continuer d'exister, mais quelle déchéance ! Jean Markun

---

## ACTUALITE EN TITRES

### [Soupline, c'est écologiste !](#)

- Règle d'or: pour les députés écologistes, la loi "*assouplit*" le Traité UE - AFP

En général l'exercice du pouvoir (ou la notoriété) rend encore plus pourri, pour un début, ce n'est pas mal.

### [TSCG. L'imposture suprême.](#)

- Cazeneuve assure que le traité européen a été renegocié - Le Nouvel Observateur

### [En famille. Message entendu.](#)

- Parisot alerte sur "*l'angoisse des patrons*" et le "*racisme*" anti-entreprise - AFP

- Coût du travail : François Hollande et Nicolas Sarkozy, même combat ? - Atlantico.fr

- Ayrault vote Sarkozy - LePoint.fr

### [Il l'a déjà gagné à ce rythme-là !](#)

- Nicolas Sarkozy reviendrait pour la présidentielle de 2017 - 20minutes.fr

Réfléchissons un instant, le gouvernement s'apprête à lancer son offensive baptisé combat pour la compétitivité qu'il compte étalé ou mené tout au long du quinquennat de Hollande. A l'issue de son mandat les masses auront été tellement matraquées qu'elles en oublieront les frasques et les coups qu'elles ont reçus de La Talonnette pendant cinq ans pour l'élire. L'autre partie de l'explication consiste à affirmer qu'une partie plus importante des masses se réfugiera dans l'abstention et, soit Hollande sera balayé dès le premier tour, soit il sera battu au second, car cette fois ceux qui lui avaient consenti le bénéfice du doute n'iront pas voter au second tour laissant ainsi passer Sarkonapoléon.

### [Ils ont une mentalité de misérables larbins.](#)

- Quand Arnaud Montebourg joue les VRP de Renault - Le Nouvel Observateur

- Vers une baisse des cotisations patronales de 40 milliards d'euros? - L'Expansion.com

### [Qui gouverne ? Ceux qui détiennent le pouvoir...](#)

- Marisol Touraine : Servier devra "*assumer ses responsabilités*" - LePoint.fr

- Mediator : 80% des dossiers d'indemnisation rejetés - Liberation.fr

... et ceux qui gouvernement ne sont que leurs représentants ou laquais voués à couvrir les crimes de leurs mentors.

### [Que peut-il faire d'autres ?](#)



- Le gouvernement portugais garde le cap de la rigueur malgré la grogne sociale - AFP

Pas de bol encore une fois pour les opportunistes qui avaient célébré cette "victoire" un peu trop vite.

Ils devraient connaître la réponse, ils sont bien placés.

- Fraude chez JP Morgan, révélations sur Madoff, manipulation sur les taux interbancaires... Qu'y a-t-il de pourri au royaume de la finance ? - Atlantico.fr

- Les banques européennes ont renforcé leurs capitaux de plus de 200 milliards d'euros - AFP

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

##### 1.1- UMP

Six "mouvements" de l'UMP pourront finalement soumettre une motion aux suffrages des militants, le 18 novembre.

Le congrès de l'UMP doit concrétiser l'existence de ces courants, disposition prévue par les statuts fondateurs de l'UMP en 2002 mais jamais appliquée. Condition requise pour concourir: le parrainage d'au moins 10 parlementaires.

Chaque motion ayant franchi la barre des 10% de votants bénéficiera de moyens financiers proportionnels à son score et de postes dans l'exécutif de l'UMP.

Les adhérents qui participeront au scrutin pourront choisir de ne soutenir aucun mouvement en cochant, sur le même bulletin de vote que les motions, une case "*Je ne me reconnais dans aucune des motions en particulier*".

Les six mouvements en lice sont "*France moderne et humaniste*" (Humanistes, libéraux et centristes de l'UMP), la Droite populaire (aile droite du parti), les Gaullistes, la Droite forte, qui se revendique "*sarkozyste*", la Droite sociale de l'ex-ministre Laurent Wauquiez et la "*Boîte à idées*", de jeunes militants UMP. (AFP 03.10)

C'est beau quand même la démocratie !

##### 1.2- Les héros sont déjà fatigués

L'érosion de la cote de confiance de François Hollande et Jean-Marc Ayrault se confirme dans le dernier baromètre politique TNS Sofres Sopra-Group, qui crédite les deux hommes de seulement 41% de bonnes opinions.

Le président français perd neuf points et son Premier ministre baisse de 10 points par rapport à la même enquête réalisée au mois de septembre, selon ce sondage à paraître vendredi dans le Figaro Magazine. (Reuters 03.10)

#### 2- Syrie

La Turquie a bombardé mercredi des cibles en Syrie en riposte à des tirs d'obus venus du territoire syrien qui ont causé la mort de cinq civils dans une localité frontalière turque, un incident dont l'ONU et les alliés d'Ankara ont rendu Damas responsable.

Cette brusque escalade de la tension entre les deux voisins a débuté mercredi après-midi, lorsque plusieurs obus ont frappé le petit village turc d'Akçakale, situé juste en face du poste frontière syrien Tall al-Abyad, récent théâtre de combats entre les troupes fidèles au président syrien Bachar al-Assad et les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL).

Selon le dernier bilan communiqué par le gouverneur de la province, Celalettin Guvenc, ce bombardement a détruit une maison du village et tué cinq personnes, dont une mère et ses trois enfants. Dix autres personnes ont été blessés, dont deux très grièvement, a-t-il ajouté.

Quelques heures plus tard, à l'issue d'une réunion avec ses plus proches conseillers, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que l'armée turque avait bombardé en représailles plusieurs "cibles", qu'il n'a pas identifiées, situées en territoire syrien.

*"Cette attaque a fait l'objet d'une riposte immédiate de nos forces armées (...) qui ont bombardé le long de la frontière des cibles identifiées par radar",* a déclaré M. Erdogan dans un communiqué.

Même si l'origine des tirs qui ont frappé la localité d'Akçakale n'a pas été formellement déterminée, le chef du gouvernement turc a accusé le régime de Damas d'en être le seul responsable.

*"La Turquie ne laisserait jamais impunies de telles provocations du régime syrien, qui menacent notre sécurité nationale, dans le respect du droit international et de ses règles d'intervention",* a indiqué M. Erdogan.

Le secrétaire général de l'ONU a lui aussi incriminé Damas. Selon son porte-parole Martin Nesirky, Ban Ki-moon a demandé *"au gouvernement syrien de respecter totalement l'intégrité territoriale de ses voisins ainsi que de mettre fin à la violence contre le peuple syrien"*.

M. Ban, qui s'est entretenu au téléphone en soirée avec le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, a également appelé *"toutes les parties à faire baisser la tension"*.

Comme son homologue de l'ONU, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, qui a lui aussi eu une conversation avec M. Davutoglu, a exprimé sa *"ferme condamnation"* à la suite des tirs venus du territoire syrien.

Dans la foulée, le Conseil de l'Atlantique Nord, qui rassemble les ambassadeurs des 28 pays membres de l'Otan, s'est réuni en urgence mercredi soir à Bruxelles à la demande de la Turquie.

Au terme de sa réunion, l'Alliance atlantique a sommé la Syrie de *"mettre un terme à ses violations flagrantes du droit international"* et exigé *"la cessation immédiate de tels actes agressifs envers un Allié"*.

Les principaux alliés de la Turquie ont eux aussi exprimé leur condamnation après le bombardement du village turc.

A commencer par les Etats-Unis qui, par la voix de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, se sont déclarés *"indignés que les Syriens aient tiré de l'autre côté de la frontière"*. De son côté, le porte-parole du Pentagone, George Little, a vu dans ces tirs venus de Syrie un *"exemple du comportement dévoyé"* du régime du président Bachar al-Assad.

Depuis la mi-septembre, la localité turque d'Akçakale a été à plusieurs reprises victime des combats qui ont opposé, juste de l'autre côté de la frontière, les troupes fidèles au régime syrien aux rebelles.

Le petit poste-frontière de Tall al-Abyad est finalement tombé aux mains de l'ASL mi-septembre, mais des combats sporadiques s'y sont poursuivis depuis. Plusieurs civils turcs ont été blessés par des balles perdues et un obus tiré côté syrien y avait déjà endommagé un bâtiment la semaine dernière. (AFP 03.10)

Vous aurez noté au passage que la Turquie n'a pas attendu les explications de la Syrie pour la bombarder, ce qui ne choque évidemment pas ses alliés.

Il s'agit sans doute d'une énième manipulation de l'Otan pour justifier une attaque contre la Syrie. Car rien de plus facile pour les mercenaires qu'ils ont lourdement armés de tirer des roquettes ou des obus en direction de la Turquie voisine, puisqu'ils occupent des localités proches de la frontière entre les deux pays.

### 3- Chypre

Les autorités chypriotes grecques n'accepteront pas en l'état les termes du plan d'aide international, a déclaré le président Demetris Christofias dans un entretien diffusé mercredi par la chaîne de télévision grecque NET.

Mais, a-t-il pris soin d'ajouter, Nicosie envisage de proposer un plan d'économies supplémentaire.

Le chef de l'Etat a assuré qu'il ne signerait jamais un accord prévoyant la privatisation d'entreprises publiques bénéficiaires ou la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation.

*"Nous ne leur disons pas simplement 'non'. Nous leur soumettrons des contre-propositions. Ils sont préparés, nous en sommes à la toute dernière étape et nous leur fournirons autant d'économies qu'ils (la troïka) le veulent"*, souligne-t-il.

Un projet de programme d'ajustement économique préparé par la Commission européenne, la Banque centrale et le FMI, a été soumis aux autorités chypriotes fin juillet. Ce projet appelait notamment à la fin de l'indexation de la hausse des salaires sur l'inflation et au lancement de privatisations.

La fin de l'indexation de la hausse des salaires sur l'inflation et du versement des primes de fin d'année dans le vaste secteur public sera probablement mal accueillie par une fonction publique fortement syndiquée, en particulier avant l'élection présidentielle de février 2013.

Elu en 2008, Christofias a d'ores et déjà annoncé qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. Le chef de l'Etat, qui appartient à l'AKEL, le parti communiste chypriote, a déclaré récemment que Chypre pourrait envisager de sortir de la zone euro au cas où les conditions de renflouement seraient jugées trop dures.

"*Vous ne pouvez pas dire à quelqu'un qu'il ne recevra pas de 13ème mois. Cela veut dire automatiquement que vous paralysez le marché*", a déclaré Christofias. (Reuters 03.10)

#### 4- Portugal

Le gouvernement portugais a annoncé mercredi une hausse généralisée des impôts en 2013 pour remplacer des mesures d'austérité qu'il a dû abandonner face à un mécontentement populaire que le principal syndicat entend attiser avec un appel à une prochaine grève générale.

Le gouvernement a ainsi prévu d'augmenter les impôts sur le revenu en appliquant une taxe extraordinaire de 4% et de réduire de huit à cinq les tranches d'imposition, a expliqué le ministre des Finances Vitor Gaspar au cours d'une conférence de presse.

Le taux moyen d'imposition passera ainsi de 9,8% en 2012 à 13,2% en 2013, ce qui devrait permettre un gain d'environ deux milliards d'euros et une réduction du déficit public à 4,5% du PIB l'année prochaine.

"*L'ajustement se révèle plus difficile que prévu*", a souligné le ministre, tout en appelant ses compatriotes à la "*la cohésion nationale*".

Les nouvelles mesures prévoient également une imposition supplémentaire des revenus du capital et du patrimoine et une taxation des opérations financières dont les modalités doivent encore être précisées. Elles seront inscrites dans le budget 2013, qui sera présenté au parlement le 15 octobre.

Le principal syndicat portugais, la CGTP a rapidement réagi en lançant un appel à une grève générale le 14 novembre. Les nouvelles mesures sont "*une provocation*" et "*viennent confirmer le bien fondé de la décision prise par le Conseil national*" de la CGTP, a déclaré son secrétaire général Arménio Carlos.

Avant même d'être annoncées aux Portugais, les nouvelles mesures ont été transmises à la Commission européenne qui les a approuvées, a récemment révélé le président de la Commission, le Portugais José Manuel Barroso. (AFP 03.10)

#### 5- Italie

Le responsable de l'agence chargée de la collecte des impôts locaux en Italie a été arrêté mercredi en compagnie de quatre de ses collaborateurs soupçonnés d'avoir empoché environ 100 millions d'euros destinés aux collectivités locales et qu'ils ont dépensés en yachts et avions privés notamment.

L'organisme, appelé Tributi Italia (Impôts italiens), est chargé de collecter les impôts locaux au nom de quelque 400 municipalités.

Selon la brigade financière de Gênes, le directeur de Tributi Italia, Giuseppe Saggese, avait mis au point un système permettant de siphonner les fonds publics à partir des comptes bancaires de l'institution.

L'argent prélevé servait à acheter ou louer des avions privés, des yachts, des voitures de luxe, des vacances de rêve et à organiser des réceptions extravagantes et des concerts.

Giuseppe Saggese aurait personnellement empoché au moins 20 millions d'euros, dit la brigade financière dans un communiqué.

Ces révélations surviennent alors que les contribuables italiens sont durement mis à contribution par le gouvernement de Mario Monti, qui a décidé de fortes hausses d'impôt pour lutter contre l'endettement massif de la Péninsule. (Reuters 03.10)

#### 6- Kirghizistan

La police kirghize a tiré des grenades lacrymogènes pour repousser des manifestants qui voulaient prendre d'assaut le siège du gouvernement, mercredi, dans le centre de la capitale, Bichkek.

Un groupe de près de 200 personnes s'était détaché d'un rassemblement de l'opposition d'environ 2.000 manifestants, place Ala Too, escaladant la clôture du bâtiment abritant le gouvernement et le Parlement. Les manifestants demandaient la nationalisation de la compagnie minière canadienne Centerra Gold qui exploite la mine d'or de Koumtor.

*"Il faut occuper les bureaux des ministres et des membres du Parlement et dormir ici (...) pour créer un nouvel Etat qui sera vraiment au service du peuple"*, a déclaré à la presse Kamchibek Tachiev, chef du parti nationaliste Ata Jourt à l'assemblée.

Des échauffourées ont éclaté et de jeunes partisans de Tachiev ont lancé des pierres sur les policiers.

*"J'assumerai toute la responsabilité, suivez-moi!"*, a dit Tachiev par haut-parleur. *"Les bureaucrates du gouvernement ont promis qu'ils reprendraient Koumtor et que ce serait pour le bien du peuple (...) Koumtor appartient à notre nation. Il faut changer tout le système et remplacer ce gouvernement."*

Les forces de sécurité sont parvenues à repousser les manifestants dans les rues voisines du siège du gouvernement et du Parlement, gardé par des centaines de policiers.

Le Premier ministre kirghize, Jantoro Satibaldiev, s'était rendu à Koumtor lundi et avait affirmé que la compagnie ne serait pas nationalisée.

Sa promesse de défendre les investissements étrangers, considérés comme vitaux pour la fragile économie kirghize, a irrité les nationalistes. Ces derniers n'ont pu rassembler suffisamment de voix au Parlement en juin pour faire adopter une loi prévoyant la nationalisation de la mine de Koumtor.

Le gouvernement du Kirghizistan a été pris pour cible à plusieurs reprises depuis son indépendance de l'Union soviétique en 1991. Des manifestations sanglantes, en mars 2005 et en avril 2010, ont renversé deux présidents, qui ont dû fuir à l'étranger. La manifestation de mercredi, et l'appel au renversement du gouvernement, est la plus violente à Bichkek depuis la révolte d'avril 2010.

Koumtor - la plus grande mine d'or exploitée en Asie centrale par une entreprise occidentale - représente 12% du PIB kirghize et plus de la moitié de l'ensemble des exportations du pays en 2011.

Les précédentes tentatives des autorités kirghizes pour attirer de grands projets d'investissement dans le pays se sont heurtées aux manifestations de nationalistes en colère contre ce qu'ils disent être une vente du Kirghizistan aux étrangers. (Reuters 03.10)

---

## SOCIAL

### 1- France

Environ 1.200 salariés de Sanofi ont défilé mercredi dans les rues de Paris, d'après les syndicats, avec le soutien d'élus, pour protester contre un projet de réorganisation de leur entreprise qui menace plus de 900 emplois d'ici à 2015.

Rassemblés devant le siège du groupe rue de la Boétie (VIII), les salariés, venus de toute la France, ont défilé dans l'après-midi jusqu'à l'Assemblée nationale (VIIe).

Environ 300 salariés toulousains et 150 montpellierains avaient fait le déplacement.

Dans la matinée, les représentants syndicaux avaient claqué la porte d'un comité de groupe France, à Gentilly (Val-de-Marne), après avoir "demandé le retrait pur et simple du plan", a expliqué Pascal Delmas (CFDT).

Leurs interlocuteurs indiquant "ne pas avoir le mandat pour retirer le plan", les syndicats ont quitté la salle, a raconté le syndicaliste.

De son côté, la direction de Sanofi a fait savoir qu'elle ne pouvait "que constater le refus des organisations syndicales de dialoguer dans les différentes instances".

Par ailleurs, dans un communiqué, Christian Lajoux, président de Sanofi France, indique que le projet est "*une réponse indispensable pour assurer la pérennité des activités en France*" et assure qu'"il n'y aura pas de licenciements secs".

Environ 1.200 salariés de Sanofi ont défilé mercredi dans les rues de Paris, d'après les syndicats, avec le soutien d'élus, pour protester contre un projet de réorganisation de leur entreprise qui menace plus de 900 emplois d'ici à 2015.

Rassemblés devant le siège du groupe rue de la Boétie (VIII), les salariés, venus de toute la France, ont défilé dans l'après-midi jusqu'à l'Assemblée nationale (VIIe).

Environ 300 salariés toulousains et 150 montpellierains avaient fait le déplacement.

Dans la matinée, les représentants syndicaux avaient claqué la porte d'un comité de groupe France, à Gentilly (Val-de-Marne), après avoir "*demandé le retrait pur et simple du plan*", a expliqué Pascal Delmas (CFDT).

Leurs interlocuteurs indiquant "*ne pas avoir le mandat pour retirer le plan*", les syndicats ont quitté la salle, a raconté le syndicaliste.

De son côté, la direction de Sanofi a fait savoir qu'elle ne pouvait "*que constater le refus des organisations syndicales de dialoguer dans les différentes instances*".

Par ailleurs, dans un communiqué, Christian Lajoux, président de Sanofi France, indique que le projet est "*une réponse indispensable pour assurer la pérennité des activités en France*" et assure qu'"il n'y aura pas de licenciements secs". (AFP 03.10)

## 2- Allemagne

L'Allemagne se porte mieux que la plupart des pays européens, le chômage, y compris chez les jeunes, est très bas (6,8 % de la population active), les caisses d'assurance-maladie sont excédentaires et le budget 2013 n'est pas loin de l'équilibre. De quoi faire des envieux. Mais si l'Allemagne va bien, ce n'est pas le cas de tous les Allemands.

Dix ans après les réformes menées par le chancelier Gerhard Schröder, le pays est redevenu ultra-compétitif. Mais à quel prix ? Le débat divise, notamment la gauche qui, pourtant, a porté ses réformes sur les fonds baptismaux. En 2010, 20 % des Allemands travaillant dans une entreprise de plus de dix salariés percevaient un bas salaire, soit, en brut, moins de 10,36 euros de l'heure. Un pourcentage en hausse ces dernières années. Dans certains secteurs – chauffeurs de taxi, salons de coiffure, nettoyage industriel et restauration –, ces bas salaires concernent plus de 75 % des salariés. Un quart des Allemands – souvent les mêmes – occupent un emploi dit atypique, c'est-à-dire qui n'est pas un contrat à durée indéterminée à plein temps.

D'où le débat sur le salaire minimum. Quelque 6,8 millions de personnes gagneraient moins de 8,50 euros de l'heure, seuil qui, selon les syndicats et le SPD, devrait constituer le salaire minimum dans le pays alors que le gouvernement refuse de légiférer sur le sujet et mise sur la bonne volonté des partenaires sociaux. Ces "*salariés pauvres*" ne sont d'ailleurs pas les seuls pauvres du pays. L'Allemagne compte six millions de personnes touchant une allocation (Hartz IV) équivalente au RSA. Si le gouvernement peut se féliciter à juste titre de la diminution du nombre de chômeurs de longue durée de 40 % entre 2007 et 2011, il n'en reste pas moins que 1,13 million d'adultes capables de travailler perçoivent ce revenu minimum depuis sa création en 2005.

A l'autre bout de l'échelle, les Allemands les plus riches se portent bien. Selon les statistiques officielles, les 10 % des Allemands les plus riches qui possédaient 45 % de la richesse privée du pays en 1995 en possédaient 53 % en 2008, alors que les 50 % du bas de l'échelle se partagent 1 % (contre 4 % en 1995). Entre les deux, les Allemands qui se situent entre le 6e et le 9e décile détiennent 46 % de ce patrimoine, contre 51 % au milieu des années 1990. C'est ce contexte qui explique les manifestations organisées le 29 septembre.

Samedi 29 septembre, environ 40 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour réclamer une augmentation des impôts payés par les plus riches.

Regroupées sous le sigle UmFAIRteilen – un jeu de mots qui signifie redistribuer de manière équitable –, les organisateurs des manifestations du 29 septembre ont été fortement influencés par une étude d'un institut réputé, le DIW. Selon celle-ci, en Europe et notamment en Allemagne, les fortunes privées et même les fortunes des 10 % les plus riches sont supérieures aux dettes des Länder. D'où l'idée de prendre davantage aux riches pour rembourser les dettes publiques. L'idée peut paraître primaire, elle a fait mouche.

Ces inégalités de revenus sont d'autant plus choquantes que l'ascenseur social semble en panne. Selon l'OCDE, le système éducatif allemand s'améliore, mais seuls 20 % des jeunes Allemands ont un diplôme plus élevé que leurs parents. Un chiffre presque inférieur de moitié à celui des grands pays industrialisés. Même si, selon l'institut IW-Köln, la crainte des Allemands de devenir pauvres est injustifiée – seuls 2 % des 20 millions de foyers situés dans la classe moyenne perdent chaque année une partie importante de leurs revenus –, la perspective de "devenir Hartz IV" est présente dans bien des esprits. (lemonde.fr 03.10)



## Complément d'internautes.

1- "L'Allemagne compte aujourd'hui 4,8 millions de personnes en mini-jobs et 265 000 personnes travaillant pour 1 euro de l'heure, dans des emplois équivalents aux contrats emploi-solidarité. (Le Monde.fr 09.02.2012)"

2- "Indice de disparité des revenus (10% les plus riches / 10% les moins riches, le plus élevé, le plus d'inégalités) : France 8,3, Allemagne 6,9 (source OCDE). Conclusion : France 20% plus inégalitaire que l'Allemagne."

## 3- Grèce

En Grèce, les suicides, depuis la crise, se comptent par milliers. Mais celui qui vient d'avoir lieu ne passera pas inaperçu. Non seulement le désespéré était un célèbre collectionneur d'art d'Athènes, héritier d'une richissime famille d'armateurs. Mais surtout, il a décidé avant de se donner la mort avec un 22 long rifle, de détruire à l'aide d'une broyeuse des centaines de billets de banque pour une somme avoisinant les 500 000 euros ! Lorsque les secours ont pénétré dans son appartement, à côté d'une mare de sang, des milliers de morceaux de billets jonchaient en effet le sol. Il s'agissait de coupures de 500, 100, 50 et 20 euros, mais aussi de dollars américains et livres sterling.

D'après le quotidien grec *Protothema*, qui a révélé l'information, l'homme de 55 ans se serait donné la mort mi-septembre, mais le suicide n'aurait été découvert que cette semaine, après que des voisins inquiets de ne plus voir le collectionneur ont alerté la police.

La nouvelle du décès de ce quinquagénaire qui vivait dans le luxe et fréquentait les lieux branchés de la capitale grecque, suscite l'incompréhension parmi les proches de la victime. Personne ne pensait en effet le riche héritier capable de mettre fin à ses jours, même si ce dernier aurait évoqué à plusieurs reprises vouloir «tout quitter».

Le quinquagénaire faisait apparemment l'objet d'un contrôle fiscal. Mais il semblait de toute façon à l'abri de tout problème financier. Toujours selon le journal *Protothema*, il possédait une très grande propriété à Athènes et une autre sur l'île des Sporades. Il percevait par ailleurs des milliers d'euros de loyer tous les mois. Mais visiblement, ce dernier n'avait pour l'argent et la luxuriance plus que du dégoût.

Depuis la crise, la Grèce enregistre la plus forte augmentation du nombre de suicides de son histoire, rapportait le mois dernier le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, cité par *Courrier International*. En effet, d'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'année 2008, près de 300 Grecs s'étaient donnés la mort, ce qui représentait à l'époque le taux de suicide le plus faible d'Europe. Depuis le début de la crise, ce chiffre a plus que triplé. Plus de 2000 Grecs se seraient suicidés depuis 2010, d'après l'ONG Klimaka, dont le numéro d'urgence dédié aux suicides reçoit plus de 30 appels par jour. Et toutes les catégories sociales seraient touchées, même si la majorité des victimes sont des hommes de plus de 45 ans, que la crise a plongés dans le désespoir. (leparisien.fr 03.10)

## 4- Afrique du Sud

4.1- La commission d'enquête sur le massacre de mineurs en grève à Marikana (nord) en août a reporté mercredi une audition cruciale des experts de la police scientifique, alors que des grèves parfois violentes continuent de paralyser des secteurs-clés de l'économie sud-africaine.

Le mouvement continue dans plusieurs géants du secteur, dont la production est interrompue. Cinq personnes ont été tuées dans des violences liées à ces grèves en début de semaine.

Mercredi, la situation était tendue aux abords de la mine d'or KDC West exploitée près de Johannesburg par le groupe sud-africain Gold Fields. La direction avait exigé des grévistes qu'ils évacuent leurs foyers d'hébergement. Près de 2.000 hommes, portant pour certains des haches, ont passé la journée rassemblés sur une colline, face aux forces de l'ordre.

Par ailleurs, le patronat des mines sud-africaines a annoncé en soirée qu'il était prêt à revoir les salaires des mineurs d'or et de charbon.

"Nous allons travailler dur pour voir ce qu'on peut mettre sur la table. Nous nous revoyons mardi et nous l'espérons avec des propositions pour traiter ces problèmes", a indiqué à l'AFP Elize Strydom, négociatrice de la Chambre des mines, à l'issue d'une journée de négociations avec le syndicat national des mines NUM.

Depuis deux semaines, les transporteurs routiers sont également en grève, et les premières pénuries de carburant commencent à se faire sentir dans les grands centres urbains, notamment dans la région de Johannesburg-Pretoria, poumon économique du pays.

Plusieurs véhicules ont été caillassés ou incendiés depuis le début de la grève, et les violences ont fait au moins une dizaine de blessés. (AFP 03.10)

4.2- Le mouvement de grèves "sauvages" des mineurs sud-africains de ces derniers mois a gagné mercredi les mines de fer, dont le pays est le premier producteur du continent, marquant une escalade du climat social devenu un casse-tête pour le gouvernement du président Jacob Zuma.

L'arrêt de travail touche désormais la compagnie Kumba Iron Ore, filiale du géant minier Anglo American.

On estime à 75.000, soit 15% du personnel total du secteur des mines, le nombre de mineurs qui sont déjà en grève dans le pays, qui connaît dans le même temps un débrayage national des routiers affectant les livraisons de carburant.

La direction de Kumba, qui fait partie des plus gros producteurs mondiaux de minerai de fer, a affirmé que la grève "sauvage" ne concernait que 300 membres du personnel de la mine géante de Sishen, dans la province du Cap septentrional, et se limitait à une partie d'un gisement à ciel ouvert. (Reuters 03.10)

### 3- Inde

Des dizaines de milliers d'Indiens parmi les plus pauvres du pays, dont des membres de tribus et des "intouchables", ont entamé mercredi une marche de 350 km vers New Delhi pour faire valoir leurs droits et dénoncer leur mise à l'écart du développement économique.

Cette "marche pour la justice" a débuté à Gwalior (centre) et elle devrait s'achever à New Delhi dans 26 jours, a indiqué l'organisation à l'origine de cette initiative, Ekta Parishad, qui milite pour le droit à une justice sociale pour les Indiens sans-terre.

"Quelque 35.000 personnes étaient à Gwalior et lorsque la marche atteindra New Delhi, nous espérons que le nombre (des marcheurs) aura atteint 100.000", a déclaré à l'AFP le porte-parole de cette organisation, Aneesh Thillenkery.

Deux mille organisations indiennes se sont jointes à cette initiative, calquée sur le modèle de la "marche du sel" entamée par le Mahatma Gandhi en 1930 pour obtenir l'indépendance de l'Inde.

"Nous demandons que les terres agricoles soient utilisées exclusivement pour l'agriculture et nous voulons une politique de réformes agraires, qui n'existe pas actuellement", a expliqué M. Thillenkery.

"Lorsque les pauvres veulent des terres, le gouvernement central dit que c'est un problème qui relève du gouvernement local. Or, il (le gouvernement central) acquiert des terres pour un usage industriel ou pour mettre en place des zones économiques spéciales", a-t-il dénoncé.

De nombreuses franges de la population de 1,2 milliard d'habitants, dont 73% vivent grâce à l'agriculture, se plaignent d'être mises à l'écart du développement de la troisième puissance économique d'Asie ou d'être sacrifiées sur l'autel du libéralisme.

Une solide classe moyenne a émergé en Inde grâce à une politique de libéralisation économique mise en oeuvre dès 1991, mais des millions d'Indiens continuent de vivre sous le seuil de pauvreté.

Plusieurs projets industriels d'envergure ont été repoussés ou abandonnés ces dernières années pour cause de différends avec les populations locales concernant l'acquisition de terres, devenue au fil du temps un casse-tête pour le gouvernement de centre-gauche.

En août 2010, un projet d'exploitation minière du géant britannique Vedanta dans des forêts considérées comme sacrées par une tribu locale avait ainsi été rejeté par le ministère de l'Environnement, au motif qu'il risquait de mettre en péril la survie des autochtones.

Mais un projet de loi est actuellement en préparation pour faciliter l'acquisition foncière à des fins industrielles, un texte jugé nécessaire en vue de créer des emplois et stimuler une économie en perte de vitesse. (AFP 03.10)

---

## ECONOMIE

### Espagne

Deux sociétés espagnoles d'investissement détenant une participation combinée de 31% dans le groupe français Gecina ont confirmé mercredi leur dépôt de bilan avec un passif de 1,6 milliard d'euros, ravivant les craintes des investisseurs sur l'avenir de la foncière.

Alteco et MAG Import, contrôlées respectivement par Joaquin Rivero et Victoria Soler, ont expliqué dans un communiqué commun que cette procédure, d'un montant quasiment record en Espagne, faisait suite à un désaccord avec un syndicat bancaire dont l'un des membres a refusé de refinancer un prêt.

Dans un communiqué publié mercredi soir, Gecina a indiqué de son côté avoir pris connaissance de l'annonce des demandes de dépôt de bilan de ses deux actionnaires publiée dans la presse espagnole. (Reuters 03.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 octobre

## CAUSERIE

On a tous notre lot d'emmerdements. Hier soir mon épouse Magueswary me téléphone de France pour me dire qu'il n'y plus de places d'avion pour Chennai avant le 17 janvier, mieux qu'il faudra passer par Bruxelles ou Londres ou Paris, puis Frankfort, Mumbai et Delhi avant d'atterrir enfin à Chennai, bref un voyage épouvantable, éprouvant en perspective, entre 25 et 35h au lieu de 12 avec une escale allant jusqu'à 19h ! et un tarif en hausse. Pourquoi ? On n'en sait rien, je vais me renseigner dans les jours qui viennent. Voilà qui va nous compliquer un peu plus la vie ou nous la pourrir puisqu'elle va peut-être être obligée de rester en France cet hiver sans chauffage.

Le pire reste à venir, on le sait et on commence à prendre les devants. Elle a déjà fait un stock de six mois d'anticoagulant pour son coeur, sans ce médicament pour réguler sa pression sanguine elle est morte ! Je lui ai dit de continuer à en stocker, on partagera le stock entre la France et l'Inde, car on ne sait pas quand ni où elle risque de se retrouver bloquée un jour en cas de guerre, je ne suis pas devenu paranoïaque, j'ai les pieds bien sur terre au contraire.

J'ai mis en ligne 20 nouveaux articles dans différentes rubriques. Je n'ai pas pu finir l'actualisation du site, j'ai travaillé pendant plus de 6 heures sur les deux batteries. Je n'ai plus le temps de me relire non plus, il est presque 15h et je n'ai ni pris ma douche ni déjeûner, et je dois faire des courses...

Rectifications.

1- Le régime syrien a reconnu sa responsabilité dans des tirs de roquettes qui ont atterri sur la Turquie. On aura observé que le régime turque n'en a pas tenu compte continuant à bombarder la Syrie dans la matinée d'hier.

2- J'avais cru comprendre que c'était les auto-entrepreneurs ou salariés au chômage qui s'étaient lancés dans cette aventure, qui s'en étaient pris au gouvernement qui les prenait pour des "pigeons". En réalité, ce sont les patrons de start-up qui étaient montés au créneau.

## La lutte des classes ne se réduit à la partie émergée des contradictions du capitalisme.

Une idée qui va peut-être sembler naïve à certains militants, mais qui à mon avis mérite d'être creusée.

L'énorme pouvoir tentaculaire acquis de nos jours sur les Etats-Unis et l'Europe par le cartel des banques (6 au total) qui contrôle la Fed, a remis au second plan ou contrarié les contradictions inhérentes au système économique capitaliste, au point d'être davantage à l'origine de la situation économique, sociale et politique que nous connaissons aujourd'hui, leur objectif étant de concentrer le pouvoir entre leurs mains, donc d'en déposséder totalement les citoyens aux Etats-Unis et en Europe, d'où la nécessité pour eux de détruire toute trace de démocratie, cet objectif coïncidant avec l'établissement de ce qu'ils ont appelé eux-mêmes un Nouvel ordre mondial, en réalité une dictature à l'échelle de tous ces pays ou continents.

Spontanément on se dira que cette entreprise criminelle sera forcément confrontée aux rapports entre les classes qui sont déterminés par les contradictions sur lesquelles repose le capitalisme, à la lutte de classe du prolétariat, et qu'elle n'a aucune chance d'aboutir. Certes, on pourrait se rassurer à moindre frais et envisager les choses sous cet angle, mais en rester là serait faire preuve d'ignorance et sous-estimer la détermination infaillible des auteurs de cette entreprise, pour lesquels progresser dans la réalisation de leur projet suffit à les satisfaire, provisoirement bien sûr, puisque leur soif de pouvoir est insatiable.

Et effectivement ils avancent dans la réalisation de leur plan imaginé dès le début du XXe siècle avec la création de la Fed en 1913, on pouvait notamment l'observer depuis la fin de la Seconde guerre mondiale qui a consacré la suprématie mondiale de l'impérialisme américain, qui pris la forme par étape en Europe du plan Marshall jusqu'à la construction de l'Union européenne, qui a pour objectif le même qu'aux Etats-Unis, déposséder les Etats de tout pouvoir une fois le pouvoir politique tombé entre leurs mains, acheté en fait, un cartel étendu aux grandes banques internationales qui sont également à la tête des principales multinationales qui dominent le marché mondial.

Dans ce scénario qui a eu pour laboratoire les Etats-Unis, la lutte de classe est pour ainsi dire neutralisée, réduite à une peau de chagrin, même s'ils n'ont pas réussi à la faire disparaître totalement, à la tête des principaux médias, c'est sans difficulté qu'ils sont parvenus à tromper et corrompre les travailleurs américains qui croient que le gouvernement serait maître de sa politique, dans une vidéo américaine que j'ai visionnée, l'un des intervenants soulignait que les Américains croyaient encore que c'était le gouvernement qui émettait la monnaie, alors qu'il a été déposé de cette prérogative définissant le pouvoir d'un Etat il y aura un siècle l'an prochain, ceci pour dire que les Américains vivent dans une profonde ignorance de ce qui se passe dans "leur" pays.

Pourquoi souligner cet aspect de la situation ? Parce qu'il montre que lutte de classe ou pas, les travailleurs demeurent toujours aussi ignorants, ils le seraient même devenus davantage qu'autrefois à cause du développement des moyens de communication et de propagande modernes qui permet de façonner plus facilement les cerveaux des esclaves de demain, c'est un des intervenants dans cette vidéo qui l'a précisé.

L'argent coulant à flot (ils le fabriquent souvenons-nous !) pour corrompre les dirigeants du mouvement ouvrier, partis et syndicats inclus, pour accompagner la conversion des plus récalcitrants au capitalisme, mais aussi pour favoriser certaines couches du prolétariat au détriment des autres, de préférence celles où il était le mieux organisé, car ces partis et ces syndicats pour demeurer utiles aux capitalistes, il faut qu'ils disposent d'un fond de commerce sur lequel s'appuyer et qui permettent de légitimer leur existence, afin d'empêcher si possible que de nouveaux partis ou syndicats puissent émerger, les syndicats et partis sont aussi associés aux institutions, bref, au bout du compte ils sont parvenus à pourrir le mouvement ouvrier au point qu'il n'envisage plus l'avenir autrement que sous les auspices bienfaiteurs du capitalisme, c'est comme s'ils étaient parvenus à le neutraliser, à neutraliser l'opposition entre les classes, la lutte des classes, sans pour autant qu'elle disparaisse, puisque s'ils peuvent agir sur les rapports entre les classes afin de subordonner la classe ouvrière au capitalisme, en revanche ils sont impuissants à faire disparaître les conséquences de leur politique antisociale contre lesquelles les travailleurs résistent et se dressent quand ils en trouvent la force.

Si c'est comme une impureté dans le plan de ces banquiers, l'élément vulnérable de leur projet, force est de constater qu'ils s'en sont bien tirés jusqu'à présent, puisque en France aucun syndicat ni parti n'a pu émerger pour revendiquer la direction du mouvement ouvrier et l'Internationale ouvrière est inexistante. Donc, quoi qu'est pu se produire dans le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle et la première décennie du XXIe, le mouvement ouvrier a été incapable de rompre avec le capital, le réformisme, pire, il a accentué sa décomposition au point qu'il n'existe même plus une avant-garde ouvrière organisée (un parti) digne de ce mot, combattant sous le drapeau de la révolution socialiste internationale.

La seule chose qui peut nous sauver, c'est la folie de ces banquiers qui sont en train de créer les conditions objectives nécessaires à une révolution sociale et politique. Pourquoi prennent-ils ce risque ? Sont-ils trop sûrs d'eux ?

Je n'ai pas suffisamment réfléchi à cette question pour y répondre de façon satisfaisante, disons qu'ils ne peuvent pas contrôler le monde entier, ils se bornent donc à soumettre principalement les pays les plus développés ou riches d'Europe, bien entendu ils contrôlent plus ou moins ici ou là quelques Etats en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine, il semblerait qu'ils n'aient pas intégré ou pas totalement intégré la Russie et la Chine dans leur plan, ainsi que leurs voisins qui demeurent sous leur influence, d'où leurs ingérences incessantes dans ces Etats, on vient de le voir avec l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu en Georgie où un milliardaire est devenu président, c'est parce qu'ils sont en concurrence avec ces puissances qu'ils sont prêts à prendre un tel risque. Il suffirait qu'un de leurs semblables, un milliardaire parvienne au pouvoir en Russie et en Chine, pour que la dictature mondiale qu'ils appellent de leurs vœux soit instaurée et que l'humanité soit réduite en esclavage. Ils en sont encore très loin heureusement.

On pourrait dire qu'ils prennent un tel risque parce qu'ils voient fondre leur profit, que le taux de profit aurait baissé ou encore qu'ils ne trouvent pas de placements juteux où investir les capitaux qu'ils ont accumulés au cours des dernières décennies, mais cette version ne tient pas ou ne tient plus, puisqu'ils peuvent créer autant d'argent qu'ils veulent en tant que propriétaires de la machines à fabriquer les dollars, c'est là aussi qu'on s'aperçoit que les contradictions du capitalisme ne dictent plus la marche en avant de la lutte de classe mondiale, qu'elles ne sont plus les seules en cause et qu'il est impératif d'adapter notre conception de la lutte de classe en conséquence, sinon nous serons réduits à brasser du vent, à l'impuissance en réalité.

Je ne sais pas si j'ai été suffisamment clair, j'ai écrit cela directement à l'écran et sans brouillon comme d'habitude. Faites-moi part de vos observations, cela alimentera ma réflexion et nous permettra d'affiner notre analyse.

[Hollanderies à l'ONU](#)



Le président du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, analyse le discours de François Hollande à la tribune des Nations Unies. Je n'ai pas visionné entièrement cette vidéo, le début est intéressant. Meyssan pointe que Hollande après avoir rappelé certaines valeurs universelles contenues dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789, il s'est abstenu de faire référence au droit à la propriété qui y figure, ce qui revient finalement à ne l'accorder qu'aux riches précise Meyssan. Au passage, on comprend qu'il y ait qui ignorent volontairement ou diabolisent ce réseau de journalistes indépendants, le plus étonnant, particulièrement dans nos rangs. ● François Hollande à l'ONU, l'explication de texte

### Ils feront le sale boulot jusqu'au bout, qui en doutaient un seul instant ? Des ignares, des charlatans ou des escrocs.

Les députés PS sont appelés à respecter la "règle impérative" de la "discipline de vote" à quelques jours du vote dans l'hémicycle sur le traité budgétaire européen, dans une lettre envoyée mercredi par Bruno Le Roux, révélée par Le Lab d'Europe 1 et dont l'AFP a eu une copie.

Si, en interne, le groupe socialiste a "voté très majoritairement en faveur de la ratification du TSCG (13 voix contre, 2 abstentions) ainsi que du projet de loi organique (1 voix contre, 3 abstentions)", "ces votes devront être confirmés lors des deux votes solennels qui auront lieu la semaine prochaine", mardi et mercredi, souligne le président des députés PS dans ce courrier.

Convaincu que "c'est maintenant la cohérence et la cohésion de la majorité qui seront observées dans un vote où la gauche doit être majoritaire", Bruno Le Roux tient à rappeler dans son courrier que "l'article 17 de notre règlement prévoit que l'unité de vote est la règle".

"Il s'agit d'un rappel des règles et des enjeux. Une fois que le vote aura eu lieu, nous ferons le compte et nous verrons", a-t-on précisé au groupe socialiste.

De toute façon d'hypothétiques sanctions pour les députés frondeurs "ne relèveraient pas du groupe mais du parti", a-t-on ajouté de même source. (AFP 04.10)

Voter contre le TSCG et voter pour la loi organique, c'est comme dire : ne m'amputez pas, coupez-moi la jambe !

Voilà les élus vendus au capitalisme auxquels tous les partis sans exception se sont adressés le 30 septembre, le POI en rajoutant une couche en multipliant ces derniers jours les lettres et les demandes de rendez-vous aux différents ministres. Voilà ce qu'est devenu le mouvement ouvrier et sa soit-disant avant-garde qui n'a de cesse de faire ainsi allégeance au régime en place. Je vous laisse les caractériser comme il se doit.

Feu le dirigeant de l'OCI, PT, POI Pierre Lambert et sa cour n'ont eu de cesse pendant des décennies d'affirmer que la Ve République était un régime bonapartiste et qu'elle avait été fondée pour le parti de l'ordre qui se comportait en godillot au Parlement et qu'aucun autre parti pourrait prétendre le remplacer ou occuper la même fonction, en apparence c'était logique et correcte puisqu'en principe il n'existe qu'un seul parti de l'ordre, le MNR, devenu UDR, puis RPR, et enfin UMP de De Gaulle à Sarkozy.

On nous a raconté aussi que l'arrivée au pouvoir de Giscard (UDF) qui n'était pas issu de ce parti, était le signe qu'il existait une crise des institutions, en réalité, l'UDF n'était qu'un des courants du parti de l'ordre, le plus droitier puisqu'il était un farouche partisan de l'UE.

Quand en 1981 Mitterrand et son gouvernement, donc le PS, se sont fondus dans les institutions de la Ve République, qu'est-ce que cela signifiait sinon qu'à défaut de posséder le titre de parti de l'ordre le PS en possédait toutes les qualités, on aurait dû en tirer la conclusion qu'il faisait partie du camp de nos ennemis, de la réaction. Qu'on fait à la place les Lambert et sa clique, ils ont décrété qu'il était toujours un parti ouvrier, bourgeois ajoutaient-ils, alors qu'en réalité il avait démontré une fois de plus qu'il figurait dans le camp du capital.

Mardi ou mercredi prochain lors du vote du TSCG et de la loi organique, vous assisterez à un nouveau 3 août, un de plus à mettre à l'actif du PS, en référence au 3 août 1914 lorsque la SFIO passa avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade.

L'arrivée du PS au pouvoir en 1981 devait aboutir à l'éclatement de la Ve République, or rien de tel ne se passa. Pourquoi, parce que ces dirigeants avaient refusé de constater que le PS était foncièrement devenu étranger à la classe ouvrière et ennemi du socialisme, ils étaient sclérosés depuis si longtemps qu'ils se refusèrent d'admettre que le PS était devenu un parti similaire au parti de l'ordre et qu'il pouvait le remplacer si nécessaire au pouvoir, ce qui était l'aboutissement du processus dialectique entamé avant le 3 août 1914, dont pourtant on avait pu suivre le développement pendant plus de 60 ans, le PS avait déjà acquis une certaine expérience dans ce domaine, en 1936 ou sous la IVe République, rien n'y fit, les "héritiers" de Trotsky occultèrent ces faits, les nièrent dans la pratique. C'est pathétique.

Ce qui caractérise le mieux ces dirigeants, c'est justement leur absence d'indépendance par rapport au PS, c'est une constante



chez eux, leur marque de fabrique, leur identité - d'où le dernier nom qu'ils ont donné à leur parti, et de ce fait par rapport au régime et aux institutions qu'ils s'emploient à épargner. Qui oserait remettre en cause l'indépendance d'un parti dont l'indépendance figure dans sa dénomination, le Parti ouvrier indépendant, sans se faire rabrouer, se voir traiter de calomniateur et se voir accuser de prétendre qu'il ferait le jeu de l'ennemi ? Quelque part choisir ce nom, c'était davantage une opération de marketing consistant à tuer toute critique dans l'oeuf, afin que les militants qui rejoignent ce parti ne se posent pas ces questions.

### Ils sont toujours en guerre.

Les industriels veulent un "*choc de compétitivité*" intervenant d'un seul coup, alors que l'exécutif prévoit d'étaler la baisse du coût du travail dans le temps, a déclaré jeudi le président du Groupe des fédérations industrielles, Pierre Gattaz.

Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a dit mercredi préférer le terme de "*trajectoire*" plutôt que celui de "choc".

"*Le mot 'choc' ne me paraît pas être un mot valable*", a-t-il dit après une réunion interministérielle sur ce dossier autour de Jean-Marc Ayrault. "*Ce qu'il faut définir c'est autre chose. L'économie française n'a pas besoin de choc, elle a besoin d'accompagnement, elle a besoin de redressement.*"

"*Le Premier ministre, dans la réunion, a parlé d'une trajectoire de compétitivité. C'est cette trajectoire de compétitivité, sur la durée du mandat, que nous allons définir*", a ajouté Pierre Moscovici.

Cette précision intervenait après des informations du quotidien Le Monde selon lesquelles un transfert d'environ 40 milliards d'euros de cotisations sociales était envisagé, à raison de 8 à 10 milliards par an.

"*On a l'impression qu'on est autour de 40 milliards - pourquoi pas - mais étalés sur 3 à 5 ans, ça, ça nous gêne, c'est un choc de compétitivité qu'on veut. Maintenant*", a dit Pierre Gattaz lors d'un point de presse.

Le GFI, qui dit représenter 80% de l'industrie française, souhaite un ajustement de 50 milliards d'euros, passant par un relèvement non seulement de la Contribution sociale généralisée (CSG) mais aussi de la TVA, afin d'épargner les produits de première nécessité et de toucher les produits importés.

"*Il y a urgence ! La France a rendez-vous avec son histoire*", a dit Pierre Gattaz, aussi bien sur la compétitivité que sur la "*flexi-sécurité*" sur laquelle les partenaires sociaux ont commencé à négocier jeudi.

"*Si on arrive à régler dans les trois-quatre prochains mois ces deux sujets, le pays sortira grandi, plus compétitif et dans une situation permettant d'aller à la guerre économique mondiale dans des meilleures conditions.*" (Reuters 04.10)

### L'autodétermination du peuple malien piétinée par Hollande.

La France va proposer "*dans les prochains jours*" au Conseil de sécurité une résolution visant à préparer le terrain pour un feu vert ultérieur de l'ONU à une intervention militaire au Mali, a annoncé jeudi l'ambassadeur français à l'ONU Gérard Araud.

Ce texte, a-t-il dit, combinera "*une réponse politique et militaire*" à la crise malienne en appelant "*à l'ouverture d'un dialogue*" entre Bamako et les islamistes qui contrôlent le Nord et en prévoyant l'entraînement sur place de l'armée malienne. (AFP 04.10)

### Que recouvre l'Opérations monétaires sur titres de la BCE ?

La Banque centrale européenne se tient prête à lancer son programme d'Opérations monétaires sur titres (OMT) une fois que les conditions auront été réunies et cette seule perspective contribue déjà à atténuer les tensions sur les marchés, a estimé jeudi son président Mario Draghi lors de sa conférence de presse mensuelle.

Il a également salué les "*progrès importants*" effectués par l'Espagne pour remettre de l'ordre dans ses finances publiques, tout en soulignant que Madrid ne devait pas relâcher l'effort. (Reuters 04.10)

JF Kennedy voulait rétablir les obligations d'Etat au détriment de la Fed qui avait seule le pouvoir de les émettre, ils l'ont assassiné. La BCE est en train d'acquiescer ou de se doter du même pouvoir que la Fed au détriment des Etats déposséder de tout pouvoir sur leur politique monétaire, c'est la suite logique de la création de la BCE puis du passage à l'euro.

Comprenant mieux de jour en jour comment fonctionne l'économie mondiale, je suis obligé de rectifier l'appréciation que je portais sur l'UE.

Comme beaucoup d'autres qui essaient de comprendre, je m'étais demandé s'ils voulaient réellement construire l'UE, je penchais pour une réponse négative, je pensais qu'ils la bazarderaient une fois qu'ils seraient parvenus à leur fin, liquider les Etats-nations qui composent l'UE, maintenant je pense plutôt qu'ils ont intégré l'UE dans leur plan final.

Ce qui m'a fait changer d'idée, c'est un élément qui m'avait échappé, à savoir que le cartel des banquiers de la Fed ont intégré les grandes banques européennes dans leur plan, c'était le seul moyen pour se rendre maître de l'Europe après avoir acquis les Etats-Unis.

---

## ACTUALITE EN TITRES

Un gouvernement "**pro-patrons**" et impérialiste.

- Le gouvernement est-il anti ou pro-patrons? - L'Expansion.com
- Le gouvernement recule sur la fiscalité des créateurs d'entreprises - AFP
- L'industrie du médicament "*fragilisée*" veut du soutien pour produire en France - AFP
- Taxation des plus-values : Moscovici va revoir sa copie - LePoint.fr
- Mali: Paris déposera une résolution pour préparer un mandat de l'ONU - AFP

Manipulation à l'échelle mondiale.

- Facebook revendique un milliard d'utilisateurs - Liberation.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Turquie

Cinq mille personnes ont défilé jeudi soir à Istanbul "*contre la guerre*", après la riposte de l'armée turque aux tirs syriens de la veille sur le territoire turc.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a affirmé de son côté qu'il ne voulait pas se lancer dans une guerre et que le Parlement avait autorisé des opérations transfrontalières uniquement dans un but de "*dissuasion*".

Le slogan "*Savasa hayir*" ("Non à la guerre") a été le plus répété jeudi sur les comptes Twitter à travers le pays.

La manifestation d'Istanbul s'est vite transformée en rassemblement contre le parti au pouvoir, l'AKP.

"*L'AKP veut la guerre, le peuple veut la paix*", scandaient les manifestants en passant devant les cordons de police. "*Non à la guerre, la paix maintenant !*"

Auparavant, la police avait tiré des grenades lacrymogènes pour repousser un petit groupe de manifestants anti-guerre qui se dirigeait vers le Parlement à Ankara en scandant "*Nous ne voulons pas la guerre*" et "*les Syriens sont nos frères*".

Selon un sondage réalisé sur internet par le journal Hurriyet, 60% des Turcs sont hostiles au déploiement de forces militaires hors du territoire turc, de crainte que le pays ne soit entraîné dans un conflit extérieur.

"*Ce n'est pas notre guerre, nous n'avons pas à mener la guerre des autres*", a déclaré un manifestant à Istanbul.

Recep Tayyip Erdogan a affirmé lors d'une conférence de presse dans la soirée qu'il n'était "nullement intéressé par l'idée d'entrer en guerre". Mais, a-t-il ajouté, "*la République turque est un Etat capable de défendre ses citoyens et ses frontières. Personne ne devrait chercher à tester notre détermination à ce sujet*". (Reuters 04.10)

Après plusieurs heures de débats à huis clos, l'Assemblée nationale turque, où le parti du Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan dispose d'une confortable majorité, a officiellement autorisé le gouvernement à réaliser des opérations militaires en Syrie au nom de la "*sécurité nationale*".

M. Erdogan s'est cependant efforcé de rassurer ceux qui ont vu dans cette autorisation le risque d'une dangereuse escalade militaire en affirmant que la Turquie n'avait pas pour objectif de déclarer la guerre à la Syrie.

"*Tout ce que nous voulons dans cette région, c'est la paix et la sécurité. C'est ça notre intention. Nous n'avons pas l'intention de déclencher une guerre avec la Syrie*", a-t-il déclaré à Ankara au cours d'une conférence de presse commune avec le premier vice-président iranien Mohammad-Reza Rahimi.

L'ambassadeur syrien à l'ONU Bachar Jaafari d'affirmer pour sa part que la Syrie "*ne cherche pas l'escalade avec aucun de ses voisins, y compris la Turquie*". (AFP 04.10)

## 2- Jordanie

Le roi Abdallah II de Jordanie a dissous jeudi le Parlement et convoqué des élections anticipées, à la veille d'une importante manifestation de l'opposition qui réclame des réformes politiques de fond.

La date des prochaines élections n'a pas été précisée, mais le roi avait dans le passé exprimé le souhait qu'elles aient lieu d'ici fin 2012.

L'annonce intervient à la veille d'une manifestation à Amman à l'appel des Frères musulmans, la principale force de l'opposition, qui réclame depuis des mois une "*loi électorale équitable, une lutte sérieuse contre la corruption et de réformes constitutionnelles*".

Plus de 50.000 personnes sont attendues à ce rassemblement, selon les organisateurs.

En réponse aux nombreuses manifestations de l'opposition et appels à des réformes, Abdallah II avait annoncé il y a plusieurs mois son intention de convoquer des élections législatives.

Mais les Frères musulmans avaient annoncé qu'ils les boycotteraient, comme ils l'avaient fait en 2010 pour protester contre l'absence de réformes de fond.

Dans une interview à l'AFP le 12 septembre, Abdallah II a jugé que le boycott du prochain scrutin par les islamistes était une "*énorme erreur de calcul*", et estimé que le scrutin était une étape "*fondamentale dans le processus des réformes et la marche vers la transition*".

"*Je dis donc aux Frères musulmans, vous avez le choix: soit rester dans la rue soit aider à construire la nouvelle Jordanie démocratique*", avait-il ajouté.

De son côté, la commission électorale a repoussé jusqu'au 15 octobre le délai pour s'inscrire sur les listes électorales dans la perspective des législatives anticipées. Plus de 1,85 million de personnes se sont déjà inscrites sur les listes. La Jordanie compte 6,8 millions d'habitants, dont près de trois millions d'électeurs potentiels. (AFP 04.10)

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1- PSA

Environ 150 salariés de PSA ont bloqué brièvement jeudi la circulation devant l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) pour protester contre sa fermeture prévue en 2014, a constaté un journaliste l'AFP.

Selon le délégué CGT Jean-Pierre Mercier, *"les salariés ont décidé jeudi matin en assemblée générale de bloquer le boulevard André Citroën afin de protester contre les licenciements annoncés. Ils laissaient cependant passer un filet de voitures"*, a-t-il précisé.

Selon la direction, *"il y a des mouvements brefs tous les jours dans les ateliers de production, qui permettent aux organisations syndicales de prendre la parole"*.

De son côté, Mohamed Khenniche, représentant de Sud à PSA Aulnay, a expliqué que *"le but de cette action est de ne pas disparaître de l'actualité sociale, rappeler qu'on est toujours là et que l'on va poursuivre la lutte"*, a-t-il insisté. (L'Expansion.com 04.10)

C'est quoi LO ? Réponse : Jean-Pierre Mercier est militant à Lutte ouvrière, il serait au PCF qu'on ne verrait pas la différence. Quant à ce représentant de Sud il vaut guère mieux. Voilà l'état réel du mouvement ouvrier.

## 1.2- Sanofi

Les Sanofi de Toulouse ont maintenu la pression en se rassemblant à nouveau à plusieurs centaines devant leur entreprise jeudi, 24 heures après avoir occupé avec leurs collègues de toute la France le devant de la scène sociale à Paris, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ils étaient environ 300, sur les 640 employés du site, à scander *"On ne lâchera rien"*, sous une pancarte détournant un billet de 500 euros barré de l'inscription *"Sanofric"*, à l'effigie du PDG du groupe pharmaceutique Christopher Viehbacher.

Sous des ballons exigeant *"Viehbacher, dégage"*, les Sanofi avaient l'esprit désormais tourné vers les rendez-vous de la semaine prochaine.

Le 11 octobre se réunissent les comités centraux d'entreprise (CCE) des différentes branches du groupe, au cours desquels doit s'engager la concertation sur la restructuration voulue par la direction. Le lendemain doit se tenir à Bercy une réunion sur le sort du site de Toulouse avec le ministère du Redressement productif, la direction de Sanofi, les représentants des salariés et des élus.

A la différence des CCE du 25 septembre boycottés par les représentants du personnel, ces derniers ont l'intention d'honorer les rendez-vous des 11 et 12 octobre, ont indiqué les responsables syndicaux à Toulouse.

Mais ces derniers continuent à réclamer le retrait pur et simple du plan de restructuration, qui pourrait se traduire d'ici à 2015 par la suppression de 914 postes en France selon la direction. Ce chiffre est sous-évalué selon les syndicats. Ces derniers exigent que le site toulousain soit maintenu et que son cas ne fasse pas l'objet d'un traitement à part, mais qu'il s'inscrive dans une approche globale. (AFP 04.10)

## 2- Afrique du Sud

Le patronat des mines sud-africaines a accepté mercredi le principe d'une révision des salaires des mineurs d'or et de charbon, alors que ce secteur clé l'économie nationale tourne au ralenti depuis août en raison de grèves sauvages émaillées de violences.

*"Nous allons travailler dur pour voir ce qu'on peut mettre sur la table. Nous nous revoyons mardi (prochain) et, nous l'espérons, avec des propositions pour traiter ces problèmes"*, a indiqué à l'AFP Elize Strydom, négociatrice pour le secteur de l'or à la Chambre des mines, à l'issue d'une journée de négociations avec le syndicat national des mines NUM.

*"Nous avons 50.000 mineurs en grève sauvage dans le secteur de l'or"*, une situation qui exige *"de trouver une solution le plus vite possible"*, a-t-elle ajouté.

Les salaires actuels dans les mines d'or et de charbon ont été fixés dans un accord signé l'an dernier par le NUM et la Chambre des mines.

Les mines de platine, où les négociations ont lieu entreprise par entreprise, et où des milliers de mineurs sont également en grève sauvage, ne sont pas concernées.

Cette annonce survient alors que les conflits sociaux paralysent toujours les sites de plusieurs géants du secteur

Presque partout, les grévistes ont refusé l'encadrement des syndicats majoritaires et lancé des grèves sauvages, qui ont parfois donné lieu à des violences. Mercredi, la situation était notamment tendue aux abords de la mine d'or KDC West exploitée près de Johannesburg par le groupe sud-africain Gold Fields.

La direction avait exigé des grévistes qu'ils évacuent leurs foyers d'hébergement. Près de 2.000 hommes, portant pour certains des haches, ont passé la journée rassemblés sur une colline, face aux forces de l'ordre. (AFP 04.10)

### 3- Grèce

Quelque centaines d'employés d'un chantier naval dénonçant des impayés de salaire ont envahi la cour du ministère de la Défense grec à Athènes jeudi, tandis que des personnels hospitaliers et des agriculteurs en Crète protestaient aussi contre les mesures d'austérité prévues dans le pays.

Au ministère de la Défense, les forces anti-émeutes ont interpellé de nombreux ouvriers du chantier naval Hellenic Shipyards à Skaramangas dans la banlieue industrielle du Pirée, qui avaient fracturé les barrières d'entrée aux cris de "voleurs, voleurs" pour protester contre des impayés de plusieurs mois.

La police a matraqué des manifestants et tiré des gaz irritants pour les repousser, a indiqué un source policière. Devant le refus des protestataires de quitter les lieux, la police a procédé à leur interpellation en groupe.

Le chef d'Etat-major était auparavant descendu de son bureau pour tenter d'entamer le dialogue, mais avait été accueilli par des huées, montrées par les télévisions.

Le ministre, Panos Panayotopoulos, retenu par une cérémonie officielle, avait pour sa part fait savoir qu'il était prêt à rencontrer une délégation, à condition que les manifestants quittent les lieux.

Les manifestants, dont l'action a aussi brièvement interrompu le trafic routier sur un axe très fréquenté, protestent contre des impayés de plusieurs mois, alors que le chantier Hellenic Shipyards est menacé de faillite.

L'unité, employant plus d'un millier de personnes, avait été vendue en 2010 par son précédent propriétaire, le conglomérat industriel allemand ThyssenKrupp, au groupe Abu Dhabi mar, mais tourne au ralenti depuis des mois, dépendant de contrats de modernisation de l'armée grecque suspendus ou retardés par l'actuelle crise financière frappant le pays.

Les médecins et infirmiers des hôpitaux ont également manifesté jeudi devant le ministère de la Santé à Athènes contre de nouvelles coupes salariales et réductions des dépenses de la santé publique, comprises dans le nouveau train d'économies que la Grèce négocie actuellement avec la troïka de ses créanciers, UE, BCE et FMI. Le système de santé publique, comme le reste du pays, est lourdement endetté en Grèce.

L'adoption prévue du nouveau tour de vis destiné à assainir les finances publiques a fait remonter la tension sociale, tandis que l'UE et le FMI en font dépendre le maintien du pays sous perfusion financière.

Outre Athènes, Héraklion, chef-lieu de l'île de Crète (sud), a aussi été le théâtre d'affrontements jeudi après-midi entre forces anti-émeutes et des centaines d'agriculteurs en colère, qui ont tenté d'entrer sur la piste de l'aéroport de la ville.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui protestaient contre la baisse de remboursements de TVA et la hausse des cotisations sociales, prévues dans les nouvelles mesures d'austérité. (AFP 04.10)

---

## ECONOMIE

### Grèce

À propos de ne plus avoir de problèmes d'argent, selon une étude présentée hier au premier ministre grec, la Grèce disposerait dans ses eaux d'une réserve de gaz naturel susceptible de dégager 464 milliards d'euros sur 25 ans. (atlantico.fr 04.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 6 octobre



## CAUSERIE

Depuis trois jours nous avons de l'électricité moins de 10h par jour, au point qu'il n'est même plus possible de recharger les deux batteries de secours.

Je me suis couché à minuit, puis ils ont coupé trois fois le courant, chaque fois je me suis levé pour mettre en route un ventilateur, à 5h ce matin ils ont coupé à nouveau, je n'ai pas voulu utiliser le ventilateur pour garder les batteries en vue du travail que j'aurais à faire dans la matinée et l'après-midi, au bout d'un quart d'heure, je transpirais tellement que je me suis levé, j'étais crevé évidemment, j'ai téléchargé les articles de presse dans l'ordinateur puis je les ai transférés dans une clé USB, ensuite j'ai éteint l'ordinateur et allumé le portable pour travailler sur sa batterie, il est 13h30 et ils viennent de remettre le courant, je n'ai pas utilisé le ventilateur de toute la matinée, j'ai une serviette posée sur les épaules pour m'éponger car je suis trempé de sueur, voilà dans quelles conditions je bosse, c'est un vrai combat ! Cela rend agressif.

La centrale nucléaire qui devait démarrer au mois de juillet n'a pas encore commencé à produire le premier kilowatt, on dépend d'un gigantesque parc de plusieurs milliers d'éoliennes m'a-t-on dit, mais quand il n'y a pas de vent, plus d'électricité ! Il produirait l'équivalent des quatre réacteurs de la centrale nucléaire, 4.000 MWatts, la semaine dernière la production est tombée à 2.000 MWatts, puis 1.000, puis 300, donc plus de courant dans tout le sud du Tamil Nadu.

Je suis contre le nucléaire, mais comme ils n'ont rien prévu d'autre, il faut bien faire avec en attendant. Il paraît que des écologistes de merde américains, britanniques et français sont venus remonter la population contre la mise en service de cette centrale, à la place du gouvernement j'expulserais manu militari cette racaille réactionnaire. Je vous ai déjà dit que 3 millions de travailleurs avaient été mis au chômage à cause du manque d'électricité qui a entraîné la fermeture de milliers d'entreprises au Tamil Nadu, c'est le deuxième Etat le plus industrialisé de l'Inde.

Un Indien qui était au Kerala la semaine dernière m'a dit qu'il faisait une chaleur à crever et que sans courant la population suffoquait littéralement, ces abrutis d'écologistes s'en foutent aussi. Et ici la température est brutalement remontée, il fait environ 35° C à l'ombre sans un brin d'air. A ces connards on devrait leur faire vivre ce que vit la population au quotidien, ils s'en foutent, ils sont de passage. Vous comprenez pourquoi je ne peux pas encadrer les tiers-mondistes qui viennent nous donner des conseils, qu'ils dégagent et qu'ils s'attaquent aux problèmes que rencontrent les travailleurs dans leur pays respectif, mais là ils répondent aux abonnés absents. On a déjà un gouvernement totalement corrompu et en plus on a cette vermine qui en rajoute une couche, trop c'est trop.

D'ici deux mois je vais investir dans plusieurs panneaux solaires pour recharger les batteries en cas de coupures de courant la journée, car cette centrale nucléaire ne suffira pas à couvrir tous les besoins du sud de l'Inde, elle alimentera une partie du Tamil Nadu et du Kerala, deux Etats qui comptent au total plus de 100 millions d'habitants.

Quotidiennement on doit déjà faire face à plein de problèmes, là c'est la goutte qui fait déborder le vase, les Indiens sont devenus très nerveux, donc je le suis forcément aussi. Je partage leur vie au quotidien, je ne suis pas un touriste ou un nanti qui est venu se planquer sous les cocotiers, je bosse comme un dingue.

J'avais rédigé une longue causerie hier soir, je la mettrai en ligne demain. J'arrête ici, je vais repasser sur l'autre ordinateur. Je n'ai pas eu le temps de commenter l'article figurant dans cette page sur la "*négociation*" sur la réforme de la compétitivité, ce sera pour demain. Les derniers jours j'ai laissé plein de fautes, ce n'est plus possible, j'ai honte, excusez-moi, je les ai corrigées uniquement dans la version mis en ligne au format pdf. Je charge le boulot dans le serveur et je vais aller me reposer un peu, je ne tiens plus debout et mes yeux peinent à lire à l'écran.

Bon week-end à tous.

### Hollande le sous-fifre de l'UE, le président de l'oligarchie financière.

Le président français François Hollande a jugé, vendredi à Malte, "*très important de faire converger les positions sur l'union bancaire*" lors du prochain conseil européen prévu à Bruxelles les 18 et 19 octobre. M. Hollande a exprimé le souhait que l'UE "*montre sa disponibilité à régler les questions de l'Union bancaire*".

"*C'est très important de faire converger les positions sur l'Union bancaire, nous avons besoin d'une union bancaire, d'une solidarité et donc d'un calendrier pour que l'union bancaire puisse avancer d'ici la fin de l'année*", a-t-il insisté. (AFP 05.10)

Qu'est-ce que l'union bancaire européenne ?

L'union des banquiers européens avec ceux de la Fed, le Nouvel ordre mondial dont si peu n'osent parler. Le nouveau pouvoir dictatorial qui doit s'imposer à tous les peuples une fois déposséder de tout pouvoir politique, l'objectif de tous les gouvernements de l'UE et de l'UE elle-même. Pour le comprendre, lisez les causeries des derniers jours où je l'ai évoqué plus

en détails.

### [Le Qatar soutiendrait les salafistes, en voilà une découverte !](#)

Le rôle du Qatar en Libye laisse les experts militaires français perplexes. Le devenir de la Libye inquiète au plus haut point les experts militaires français. *"Une jonction, souligne l'un d'eux, s'opère entre les salafistes de la région de Benghazi (est) et ceux de Tripolitaine, venus pour la plupart de Misrata"*.

A la clef, l'esquisse d'une "union sacrée" susceptible de supplanter le courant nationaliste modéré. *"Et tout ça, soupire un officier supérieur, avec le concours actif et délibéré du Qatar. On comprend de plus en plus mal la bienveillance dont bénéficie cet émirat à Paris."* (lexpress.fr 05.10)

### [L'emblème de notre combat : patron-voyou, ce qui englobe l'Etat.](#)

*"Le patronat est revenu avec les mêmes revendications patronales qu'en 2007, c'est-à-dire qu'il y a un petit côté vintage, comme si la crise n'avait pas démarré"*, a déclaré Jean-Claude Mailly sur France Info.

*"On ne sort pas d'une crise de ce type avec de vieux rossignols comme solutions"*, a-t-il ajouté.

Au lendemain de la première journée d'une négociation qui s'annonce compliquée, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a dit pour sa part assumer totalement ses déclarations faisant état d'un "racisme anti-entreprises".

*"C'est quelque chose que ressentent aujourd'hui tous les entrepreneurs français, quels qu'ils soient"*, a-t-elle dit sur RMC et BFM-TV. *"Il y a sans cesse une stigmatisation, une dénonciation. Il y a quelque chose qui est très choquant, c'est que désormais, on a presque consacré l'expression patron-voyou"*. (Reuters 05.10)

Vintage est employé pour parler de vieilleries qu'on a conservées intactes.

Seulement "presque", pour le moment, c'est déjà un progrès, attendez que cela soit tout à fait et vous allez courir vite, très vite ! Les travailleurs se vengeront madame Parisot, à côté Robespierre et la "terreur" feront figure de contes pour enfants.

### [Décryptage. L'art et la manière de tromper les travailleurs syndiqués ou non. Thibault le mode d'emploi.](#)

Bernard Thibault a appelé vendredi les salariés français à "crier" à leur tour, après le recul du gouvernement, face à la fronde des petits patrons, sur l'alourdissement de la fiscalité sur les cessions d'entreprises prévu dans le projet de budget.

*"Nous n'avons pas été associés avec la même intensité, manifestement, que les organisations patronales à l'élaboration du projet de budget"*, a déclaré le secrétaire général de la CGT en marge du centenaire de l'union départementale de son syndicat en Loire-Atlantique.

*"Le Medef, qui ne loupe pas une occasion pour faire pression sur le gouvernement depuis juillet, aurait tort de se priver : à chaque coup de colère, on donne le sentiment qu'il faille revoir une disposition, atténuer une intention"*, a-t-il ajouté devant la presse.

*"Je remarque que ce sont ceux qui poussent le plus ou qui crient le plus qui sont le plus reçus (...) Bon, dans ce cas, on va crier à notre tour"*, a-t-il dit. La CGT appelle à une journée de mobilisation pour la défense de l'emploi mardi prochain.

Interrogé sur France Info, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a estimé de même que *"le gouvernement recule bien facilement"*. *"Une pétition sur internet et il recule. On va voir si socialement c'est la même chose, quand il y aura des problèmes"*, a-t-il ajouté.

Confronté à une vague de colère des entrepreneurs qui se sont mobilisés sur internet et dans les médias, les ministres de l'Economie, du Budget et des PME ont annoncé jeudi la création d'un régime spécial pour la taxation des cessions de parts d'entreprises dont le projet de budget 2013 prévoyait une forte hausse.

Bernard Thibault a réitéré d'autre part l'opposition de la CGT à toute baisse des charges patronales pour améliorer la compétitivité de l'industrie française.

*"J'attends qu'on nous fasse la démonstration de l'impact que pourrait avoir la baisse de cinq ou six points de cotisations patronales sur le prix des produits fabriqués"*, a-t-il dit.

"On va nous convaincre que c'est en économisant dix à quinze euros par voiture que la voiture française va être plus facilement vendable qu'auparavant (...) si les constructeurs automobiles ont du mal à vendre des voitures, c'est parce qu'il y a plus de 18 millions de chômeurs en Europe", a-t-il ajouté. (Reuters 05.10)

Vous avez pensé quoi de cette sortie de Thibault ?

Je vous la fais réunion syndicale à chaud dans l'atelier.

Quel dirigeant syndical quand même, ah si tous étaient comme lui ! Bravo Thibault, c'est bien parlé ! Il en a mis plein la tête au gouvernement et au Medef, ça c'est un vrai syndicaliste de lutte de classe ! Ah il en a des couilles le Thibault quand il veut, cela fait plaisir à voir ! Et dire qu'il y en a qui le critique, ce sont des cons ! C'est dommage qu'il ne reste pas à la direction de notre syndicat, c'est un mec comme lui qu'il nous faut, pas un molasson. On va le regretter Nanar, je vous le dis comme je le pense bordel ! C'est un type bien, un exemple pour tous les syndicalistes. Tu nous fais honneur Bernard, on te regrettera tu sais...

En fait, qu'est-ce qu'il a dit ? Exactement ce qui se passe lors de chaque sommet, conférence, réunion entre les syndicats, le gouvernement et le patronat, le Medef avance ses pions ou se livre carrément à un chantage, les parasites syndicaux donnent de la voix et gesticulent, et le gouvernement se solidarise avec les représentants du patronat, et pour une miette lâchée aux bureaucrates syndicaux, il offre une grosse part du gâteau au patronat.

Le mécanisme est bien rodé et la plupart des syndiqués n'y voient que du feu à l'arrivée.

Sans faire d'amalgame, c'est la même méthode qu'utile Le Pen : le père et la fille dressent un constat qui est souvent juste, ce qui a le pouvoir d'emballer les naïfs, tandis que leurs conclusions (pratiques) vont à l'encontre des intérêts de ceux qui les soutiennent.

Thibault, Chérèque et Mailly donnent de la voix pour se faire passer pour des opposants au régime... qu'ils soutiennent par ailleurs, puisqu'ils se refusent à tout mettre en oeuvre pour mobiliser la classe dans l'unité dans la perspective de l'émancipation du capital, ce que les commentateurs se passeront bien de préciser.

Donc ce qui restera de leurs interventions, c'est qu'ils sont contre le gouvernement et le patronat, donc de bons dirigeants syndicaux, trompant ainsi les travailleurs syndiqués ou non et la boucle est bouclée, la vie peut continuer comme avant pour ceux qui détiennent le pouvoir, la stabilité du régime, la paix sociale est préservée, c'est l'essentiel.

C'est une comédie qu'ils jouent, on peut aussi appeler cela un complot contre la classe ouvrière dans la mesure où la totalité des acteurs en présence y participent de plein gré, consciemment.

Question : quel parti ouvrier explique-t-il cela aussi simplement aux travailleurs et militants ? Réponse : aucun. Cela signifie-t-il qu'ils sont de mèche avec eux ? Devinez, poser la question c'est y répondre malheureusement.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Quand le quatrième pouvoir soutient Hollande

- 55 % des Français ne regrettent pas Sarkozy à l'Élysée - LePoint.fr

### En voilà un nègre bien payé !

- A l'Élysée, Guaino était mieux payé que Sarko - Le Nouvel Observateur

Nègre dans le sens où c'est lui qui rédigeait une partie de ses discours. Jeu de mot ou clin d'oeil aux mineurs d'Afrique du Sud en grève pour des augmentations de salaire.

### Question à cent balles.

- La gravité de la crise va-t-elle obliger François Hollande à prendre le virage indispensable sans attendre deux ans comme Mitterrand en 1983 ? - Atlantico.fr

Obliger, c'est un grand mot puisque c'est indispensable !

## C'est tout s'exclame le marché ?

- Samsung a doublé ses profits au 3e trimestre - Reuters

---

### INFOS EN BREF

#### POLITIQUE

##### 1- Sommet du Dialogue 5+5

Les dirigeants des pays du Sud de la Méditerranée se sont attachés à rassurer leurs homologues sur l'état de la démocratie dans leurs pays et appeler de leurs vœux une plus ample coopération, à l'occasion du sommet du Dialogue 5+5 vendredi à Malte.

"Pour la première fois de notre histoire, nous partageons les valeurs de la démocratie", s'est réjoui le président tunisien Moncef Marzouki, au cours de la cérémonie d'ouverture de ce sommet 5+5 (Espagne, France, Italie, Malte, Portugal + Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie), le premier depuis le "Printemps arabe" de 2011 qui a entraîné la chute des dirigeants tunisien et libyen.

Les changements en cours sur la rive Sud de la Méditerranée "ne constituent pas une menace pour l'Europe", a déclaré M. Marzouki, en appelant par exemple à "ne pas avoir peur des groupes salafistes". "Le peuple n'accepterait jamais des systèmes islamiques non démocratiques. Nous voulons la démocratie islamique, pas l'autocratie", a-t-il insisté.

"Nous sommes complémentaires", a dit le président mauritanien, plaidant en faveur d'"un dialogue entre civilisations", sans "toucher aux questions religieuses ni léser la dignité des peuples" et en respectant "les spécificités".

Pour sa part, le président français François Hollande a évoqué "deux défis". D'abord "accompagner la transition démocratique et le respect des droits des peuples", en faisant "en sorte que la dignité des personnes soit partout respectée". Puis le "défi économique", avec le "développement de la rive Sud de la Méditerranée" et "la croissance qui doit être stimulée au nord de la Méditerranée", les deux allant "de pair". (AFP 05.10)

En Syrie non plus personne ne craint les salafistes ! La Libye, un Etat "démocratique" assurément, la charia c'est démocratique, vous ne le saviez pas, regardez donc de quelle manière ils traitent les femmes au Qatar ou en Arabie Saoudite.

Cela ne les gêne pas les Hollande, Monti, Rajoy, pas le moins du monde, les affaires sont les affaires...

Selon le président tunisien Moncef Marzouki "nous partageons les valeurs de la démocratie", la preuve :

1- Les autorités marocaines ont annoncé vendredi qu'elles retireraient son accréditation à un journaliste du bureau de l'Agence France-Presse à Rabat, accusé d'avoir mis en doute la neutralité du palais royal lors d'élections législatives partielles la veille à Tanger.

Dans un communiqué diffusé par les médias officiels, le gouvernement accuse Omar Brouksy d'avoir écrit "une dépêche antiprofessionnelle" et diffusé des allégations "infondées et irresponsables" qui "mêlent l'institution monarchique à cette compétition électorale".

Un responsable du gouvernement marocain a précisé que l'AFP avait diffusé une dépêche affirmant que le scrutin à Tanger opposait le Parti de la Justice et du Développement (PJD), qui dirige le gouvernement, à des "candidats proches du palais royal".

"Nous considérons qu'il s'agit d'une grave faute professionnelle (...) que d'impliquer faussement la monarchie dans une compétition électorale le jour même du vote", a-t-il dit.

"L'AFP a ensuite modifié ce passage pour dire que ces candidats étaient en fait membres du Parti Authenticité et Modernité (PAM), fondé en 2008 par Fouad Ali El Himma, un proche du roi".

"Avant que cette modification ne soit apportée, le gouvernement avait déjà pris la décision de sanctionner l'AFP", a précisé ce responsable gouvernemental.

Omar Brouksy, de nationalité marocaine, avait été pris à partie par des policiers le mois dernier alors qu'il couvrait à Rabat une manifestation en faveur de la démocratie. (Reuters 05.10)

2- Le «bateau pour l'avortement» du collectif hollandais Women on the Waves (Les Femmes sur les vagues), visant à protester contre les pays dans lesquels l'avortement est illégal, a été empêché d'accoster au Maroc, mercredi 3 octobre.

Le ministre de la Santé marocain a expliqué à l'AFP, citée par la chaîne américaine ABC News, que cet abortion boat ne serait pas autorisé à accoster dans le port de Smir, sa prochaine étape. Pour expliquer cette interdiction, il a publié un communiqué, repris par le quotidien marocain Le Matin, dans lequel il appelle «*les autorités concernées à faire le nécessaire pour veiller à l'application de la loi, suite aux informations faisant état du départ d'un bateau étranger transportant des médecins à destination des eaux territoriales marocaines en vue d'effectuer des opérations d'avortement de femmes marocaines.*» (slate.fr 05.10)

On peut contester cette initiative, ce qui ne retire rien à la signification de la réaction des autorités marocaines interdisant l'avortement.

## 2- France

Le président François Hollande a demandé vendredi que les élections régionales et cantonales prévues en France en 2014 soient reportées à l'année suivante, le même jour.

*"Pour le respect de nos concitoyens et des assemblées concernées, il est préférable de reporter à 2015 l'organisation des deux consultations régionales et départementales"*, a déclaré le chef de l'Etat lors d'un discours à la Sorbonne à l'occasion des Etats généraux de la démocratie territoriale.

Le chef de l'Etat a précisé que ces deux scrutins seraient organisés le même jour.

Des élections municipales, sénatoriales et européennes sont d'ores et déjà prévues en 2014.

*"On ne pouvait pas, la même année, avoir des élections sur des modes de scrutin différents, et quatre campagnes électorales qui se succèdent, c'était illisible"*, a-t-on expliqué dans l'entourage du chef de l'Etat. (Reuters 05.10)

Il est vrai que demeurer au pouvoir après avoir subi quatre raclés consécutives la même année, cela s'annonçait compliqué, voire impossible... Cela n'empêchera pas une crise politique d'avoir lieu. A moins que cela ne cache autre chose dans le cadre du troisième volets de la décentralisation ?

## 3- Grèce

Mega TV a annoncé que Leonidas Tzanis, un ancien vice-ministre de l'Intérieur du Pasok, s'est suicidé à son domicile de Volos. Tzanis a été retrouvé pendu par sa femme, a indiqué le journaliste.

L'ancien député du PASOK faisait partie de la liste des 36 politiciens suspectés d'enrichissement illicite par l'Unité de la criminalité financière et économique (SDOE) pour des irrégularités financières et l'acquisition de richesse suspecte. Selon la liste, la brigade financière avait lancé une enquête sur ses comptes le 31 mai 2012. (oceanews.fr 05.06)

Si tous les dirigeants de l'Internationale socialiste jaune avait le même courage, quel bon débarras ce serait !

## 4- Hongrie

Le gouvernement hongrois a annoncé vendredi une série de nouvelles mesures d'austérité afin de maintenir le déficit public sous la barre des 3% du Produit intérieur brut (PIB) et reconnu pour la première fois que le pays serait en récession cette année.

*"Le gouvernement a décidé de (prendre) des mesures nécessaires pour maintenir le niveau du déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2012, 2013 et 2014"*, a annoncé vendredi György Matolcsy, le ministre de l'Economie devant des journalistes.

Ce vendredi était la date butoir pour présenter à Bruxelles les mesures prises par le gouvernement afin de contenir le déficit sous la limite des 3%. La Hongrie fait l'objet d'une procédure de déficit excessif au sein de l'Union européenne (UE), et ce depuis son adhésion en 2004.

Pour 2012, le pays va geler certaines dépenses ministérielles et récolter 466 millions d'euros. Pour 2013, il vise des économies de 397 milliards de forints (1,39 milliard d'euros) grâce à son nouveau programme d'économies, qui devrait aussi avoir des effets positifs en 2014.



L'objectif est d'atteindre un ratio de déficit de 2,7% du PIB en 2013, contre 2,2% espérés auparavant. Pour l'année en cours, le gouvernement mise aussi sur un ratio de 2,7% (contre 2,5% escomptés). En 2011, il avait représenté 2,94% du PIB.

Parmi les grandes mesures de ce nouveau programme figurent une réduction de 15 à 5% du co-financement de Budapest à des projets de l'UE dans le pays, la suppression du paiement simultané des retraites et des salaires pour certains fonctionnaires, le report de la hausse des salaires des enseignants, et le non remplacement de départs à la retraite dans la fonction publique, sauf dans le secteur de la santé.

La Commission européenne va prendre en compte ces mesures et s'exprimera le 7 novembre, a indiqué son porte-parole Olivier Bailly à Bruxelles. Il s'agira de vérifier en particulier si la Hongrie a "entrepris une action efficace pour corriger son déficit", a-t-il ajouté.

M. Matolcsy a aussi annoncé l'abandon du projet controversé de taxer les transactions financières de la Banque centrale nationale (MNB). Les nouvelles mesures d'austérité sont aussi en partie liées au fait que cette mesure n'était "*pas tolérée par l'UE, qui avait menacé (la Hongrie) de procédure d'infraction si nous l'avions appliquée*", a-t-il affirmé.

Bruxelles salue cette décision, a souligné Olivier Bailly, et espère "*qu'elle sera traduite sans délai en une proposition de modification de la loi*", puis "*qu'elle sera adoptée dans les prochains jours*".

Les annonces ont été globalement bien accueillies par le marché des devises.

"*Le programme est correct (...) il n'y a pas de grandes erreurs*", a réagi Janos Samu, analyste hongrois chez la banque Concorde, soulignant que les chiffres quant à la croissance et le déficit étaient "crédibles".

"*De plus, les demandes de l'UE et du FMI sont aussi prises en considération, comme la suppression de l'imposition du MNB*", a-t-il ajouté. Un point positif alors que le gouvernement négocie avec ces institutions internationales pour un prêt de 15 milliards d'euros, qui doit l'aider à se refinancer sur les marchés obligataires à des taux plus supportables. (AFP 05.10)

Effectivement, le gouvernement hongrois n'a pas commis d'erreur en s'attaquant aux retraités et aux fonctionnaires...

## 5- Jordanie

Des milliers de personnes manifestaient vendredi à Amman à l'appel de l'opposition islamiste pour réclamer des réformes de fond, malgré l'annonce par le roi Abdallah II de la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées, selon des correspondants de l'AFP.

Au moins 2.000 policiers ont été déployés dans le centre de la capitale en prévision de cette manifestation qui a commencé après la grande prière hebdomadaire musulmane de la mi-journée, et à laquelle les Frères musulmans avaient dit attendre quelque 50.000 participants.

Les manifestants se sont rassemblés devant la mosquée Al-Husseini avec une grande banderole détaillant leurs exigences: "*une loi électorale démocratique, des changements dans la Constitution, des gouvernements élus, un pouvoir judiciaire indépendant, une Cour constitutionnelle, une lutte efficace contre la corruption et une non ingérence de la Sécurité dans la vie politique*".

"*Cela fait 20 mois que nous manifestons et vous n'avez toujours pas compris nos demandes*" ou "*Arrêtez de nous voler*", pouvait-on lire sur d'autres banderoles.

"*Nous voulons une révision de la Constitution avant que le peuple ne se révolte! Nous voulons une réforme du régime!*" ont scandé les manifestants.

Dans un communiqué, la police jordanienne a annoncé avoir empêché un groupe de jeunes d'attaquer les manifestants, après l'arrestation de huit personnes et la saisie d'armes à feu dans des bus se dirigeant vers le centre d'Amman.

Une manifestation rivale, en soutien au roi Abdallah II, initialement prévue au même endroit et à la même heure, a été reportée sine die, "*pour empêcher d'éventuels troubles*", avaient indiqué jeudi ses organisateurs.

Les islamistes accusent le système électoral en vigueur de privilégier les régions rurales, considérées comme loyales au gouvernement, dont les partisans dominent le Parlement. Ils demandent en particulier un système parlementaire dans lequel le Premier ministre serait élu et non plus nommé par le roi. (AFP 05.10)

## SOCIAL

### France

En 2011, près d'un salarié sur six occupait un emploi à bas salaire, soit inférieur à 1055 euros nets mensuels, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée vendredi: sur 22,3 millions de salariés du privé et du public, 3,6 millions, soit 16,1%, occupaient un emploi à bas salaire, c'est-à-dire un emploi dont le salaire mensuel net est inférieur ou égal aux deux tiers du salaire net mensuel médian.

Le salaire mensuel net médian était en 2011 de 1583 euros. Le seuil des bas salaires s'élevait à 1055 euros nets mensuels, soit très proche du Smic mensuel net sur la base de 35 heures hebdomadaires, établi à 1074 euros.

Les femmes représentent 75% des salariés à bas salaires, et plus des trois quarts de ces salariés sont à temps partiel. En outre, près de la moitié sont en contrat à durée limitée et travaillent chez des particuliers.

La diminution de la proportion de bas salaires, quasi continue de 1995 à 2007, s'est interrompue en 2008, relève la Dares, faisant le lien avec la forte dégradation du marché du travail. (lexpress.fr 05.10)

---

## ECONOMIE

### 1- France

La moitié des créanciers de la France, pour la dette levée en 2012, sont en Asie et au Moyen-Orient, contre à peine un tiers pour la zone euro, indique Philippe Mills, directeur général de l'Agence France Trésor (AFT) dans un entretien publié vendredi par le site Next Finance. "*Cette année, la moitié des acheteurs nets de la dette française vient d'Asie et du Moyen-Orient contre 33% en 2011 et 20% en 2010*", selon le patron de l'AFT, chargée de placer la dette française sur les marchés.

Seuls 30% des acheteurs nets viennent de la zone euro, dont beaucoup de Français, en particulier des assureurs, ajoute M. Mills, qui note que les banques commerciales dans le monde ont fortement réduit leur part dans la dette française en raison de la crise (10% en 2012). (lexpress.fr 05.10)

### 2- Belgique

Dexia a annoncé vendredi la cession de sa filiale Banque Internationale à Luxembourg à Precision Capital, une holding appartenant à la famille Al Thani du Qatar et au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans un communiqué, Dexia précise que le prix de la transaction s'élève à 730 millions d'euros et que "*la cession se traduit par une perte totale de 199 millions d'euros pour le groupe Dexia*".

La banque dit encore que cette cession réduira son bilan de 12 milliards d'euros. (Reuters 05.10)

Si j'ai bonne mémoire les Etats français et belge ont renfloué à coups de milliards d'euros Dexia pour la céder ensuite à un paradis fiscale, le Luxembourg, et au despote de Doha.

### 3- Grèce

Deux des premières banques grecques, National Bank et Eurobank, seraient en discussions en vue d'une fusion qui créerait un nouveau champion national du secteur, selon des sources bancaires proches du dossier. Chacune des deux banques devait réunir son conseil d'administration dans la journée, vendredi 5 octobre.

Une autre piste serait envisagée, celle d'une fusion à trois entre National Bank, Eurobank et l'établissement public Hellenic Postbank, dont les autorités jugent la survie compromise.

Le secteur bancaire grec est en plein chantier de restructuration, sous le coup de la crise financière que traverse le pays, et dans l'attente de sa recapitalisation grâce aux fonds de l'Union européenne et du Fonds monétaire international, qui doivent accorder 50 milliards d'euros, dont la moitié ont déjà été versés, pour l'opération. (lemonde.fr 05.10)

Nous disions il y a quelques jours que l'opération qu'ils appellent volontiers "*la crise*" avait pour objectif une nouvelle concentration de la production et des capitaux, on en a la preuve ici. Et en accordant 50 milliards d'euros à cette banque, ils mettent ainsi la totalité de l'économie grecque sous la coupe des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, ils auront atteint leur objectif, une nouvelle étape vers le Nouvel ordre mondial qu'ils ont planifié.

Vous voyez que cela sert de l'avoir à l'esprit (le Nouvel ordre mondial) pour comprendre.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 octobre

## CAUSERIE

Actualisation partielle du site.

(3h plus tard, les infos en bref sont disponibles. Je viens de finir de télécharger une vidéo de 500 MO il aura fallu 6 heures !)

Comment s'articule l'offensive antisociale lancée contre le prolétariat par le gouvernement conformément aux besoins exprimés par les banquiers internationaux liés au cartel des banquiers sionistes de la Fed sur fond de crise économique réelle et programmée, et l'instrumentalisation de l'ignorance des masses sur fond de précarité sociale, de la crainte inconsciente pour son intégrité physique liée au développement de la violence aveugle dans la société et aux bruits du canon qui résonne à nos portes ?

Le gouvernement a adopté comme son prédécesseur la stratégie de la peur pour susciter le soutien du peuple dans le but de paralyser sa mobilisation sociale et politique contre l'Etat, les institutions, dont notamment le gouvernement, pour faire passer son programme de régression sociale généralisé.

Chacun aura pu constater que le PS remplit temporairement la même fonction que le parti de l'ordre au pouvoir pendant la brève période de transition qui précèdera le retour au pouvoir de l'UMP. S'il n'en possédait pas les qualités ou les attributs cela serait totalement impossible. Les faits suffisent ainsi à déterminer sa véritable nature de parti bourgeois ou capitaliste. Le PS appartient au camp de notre ennemi de classe. Dès lors, refuser de prendre en compte ces faits pour le caractériser comme un parti ouvrier ou un parti ouvrier bourgeois, ne peut être que le fait d'ignorants ou constitue une trahison de la classe ouvrière. Elle sera avérée pour tout parti s'adressant aux dirigeants ou aux élus de ce parti ou prônant un front unique en sa direction puisqu'il s'agirait de s'allier avec le supplétif du parti de l'ordre.

Laissons provisoirement de côté le passé en laissant une dernière occasion aux dirigeants se réclamant du trotskysme (POI-CCI, NPA, LO) de démontrer qu'ils ont la capacité de corriger leurs erreurs ou de rompre avec la politique qu'ils ont suivie depuis la fin de la Seconde guerre mondiale pour ceux qui sont encore en vie ou celle qu'ils ont impulsée lors des dernières décennies pour les plus jeunes d'entre eux. Ce message peut s'adresser également à des dirigeants d'autres formations politiques qui entendraient rompre avec le PS, les appareils corrompus des syndicats, les institutions de la Ve République, le capitalisme, pour se ranger résolument sous le drapeau de la révolution socialiste internationale et adopter son programme.

Ménager la chèvre et le chou en tentant de tirer profit de relations avec les appareils du PS et du PCF ainsi qu'avec ceux des syndicats qu'ils contrôlent, ignorer ou refuser de prendre en compte le développement mafieux du capitalisme à l'échelle mondiale qui se joue des lois régissant son fonctionnement depuis son avènement, a conduit à élaborer des stratégies politiques erronées ou inadaptées au combat pour le socialisme et à aider les masses exploitées à comprendre le fonctionnement de la société, ce qui a abouti à leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction pour mener leur combat jusqu'au bout. Voilà le constat que l'on peut dresser aujourd'hui. Là aussi, laissons de côté temporairement la responsabilité des uns et des autres, en dehors bien sûr des dirigeants du PS et du PCF.

Je tiens cependant à préciser que si j'avais dû m'en tenir aux discours et à la littérature du POI (de l'OCI et du PT précédemment), du NPA (de la LCR précédemment) ou de LO, jamais je n'aurais pu comprendre comment fonctionne la société et le monde, jamais je n'aurais pu acquérir un niveau de lucidité suffisant pour écrire ces lignes, lucidité qui est très loin de me satisfaire puisque tous les jours je découvre encore l'ampleur de mon ignorance et à quel point on nous a caché la vérité sur des aspects essentiels du développement du capitalisme et de la lutte des classes depuis le début du XXe siècle.

On pourrait se dire que les dirigeants de ces partis n'avaient pas accès à ces connaissances avant l'avènement d'Internet il y a un peu plus de deux décennies, et que pour cette raison il faudrait leur épargner une partie de nos critiques, mais ce serait occulter le fait que dès la fin du XIXe siècle ou le début du XXe ils figuraient déjà dans des ouvrages sur un support en papier ou dans la presse, autre découverte que j'ai faite pas plus tard qu'hier soir sur Internet. J'ai réussi ce matin à télécharger d'importantes vidéos qui le démontrent avec preuve à l'appui, notamment des déclarations, discours ou faits relatés dans la presse au début du XXe

siècle et les décennies suivantes.

A partir de ces faits, on peut affirmer qu'aucun dirigeant du mouvement ouvrier essentiellement composé d'intellectuels ne pouvait prétendre les ignorer ou n'en avoir pas pris connaissance. Qu'ils n'aient pas été capables de les utiliser à bon escient ou dans leur stratégie politique, c'est l'évidence même ou alors il faudrait en conclure que le socialisme n'était qu'une magnifique utopie, à vous de choisir quelle version est correcte, l'humanité et la civilisation humaine sont voués à leur perte et à disparaître ou alors ils auront la capacité de briser leurs chaînes, dont celle de l'ignorance, pour enfin atteindre le règne de la liberté.

Je ne peux pas consacrer tout mon temps à la question que nous venons d'aborder et c'est bien dommage, puisque je suis seul à animer ce site et je ne bénéficie d'aucun soutien, donc passons à l'actualité politique. J'actualiserai les infos en bref plus tard dans la journée, il n'y a pas de courant. Hier ils ont remis le courant à 20h, ils l'avaient coupé à 5h du matin et la journée on a eu du courant pendant deux heures environ. Je m'excuse encore pour les nombreuses fautes que je n'ai pas corrigées les derniers jours, j'ai même écrit plusieurs mots en anglais par exemple *connection* pour *connexion* ou j'ai oublié ou confondu des lettres, parce que je ne voyais plus bien clair à cause de la fatigue.

[Hollande et son gouvernement alimente et instrumentalise l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie pour monter les travailleurs les uns contre les autres.](#)

Hollande digne successeur de Sarkozy, en plus pitoyable ou abjecte encore.

- Opération antiterroriste : François Hollande salue l'action de la police - LePoint.fr

Lobbying sioniste.

- Hollande reçoit dimanche les représentants de la communauté juive - AFP

François Hollande recevra dimanche les présidents du Consistoire central israélite de France et du Crif, Joël Mergui et Richard Prasquier, au lendemain du démantèlement d'un groupe islamiste notamment soupçonné d'une attaque antisémite en septembre... (AFP 06.10)

Hollande et son gouvernement sont dors et déjà responsables de la montée de l'antisémitisme. Quand vous aurez terminé cette lecture, vous constaterez qu'il n'y a que les juifs qui sont des gens bien, qui méritent de vivre en quelque sorte, les chrétiens aussi mais ce n'est pas le sujet.

- Une synagogue d'Argenteuil (Val-d'Oise) cible de tirs à blanc - AFP

Une synagogue d'Argenteuil (Val-d'Oise) a été la cible de tirs à blanc samedi soir, a-t-on appris de source policière et auprès d'un responsable de la communauté juive du département.

Selon les premiers éléments de l'enquête, basée sur les déclarations de témoins, les tirs provenaient d'une voiture qui a ralenti à l'approche de la synagogue, vers 19H15, avant d'accélérer et de prendre la fuite.

"Une personne qui se trouvait dans l'établissement a entendu une détonation, et a vu des éclairs", a raconté la source policière, confirmant une information d'Europe 1. (AFP 06.10)

Qui peut croire à cette histoire à dormir debout ? Il est question de témoins au pluriel, puis il s'agit d'"une personne, qui bien entendu se tenait à une fenêtre à ce moment précis, non mieux, la porte de la synagogue était ouverte et en une fraction de seconde cette personne qui était aux abois a perçu "des éclairs", normal elle était postée là en attendant que cette voiture passe ou elle possédait le don de prescience propre au "peuple élu", mais bizarrement elle n'a pas relevé le numéro d'immatriculation du véhicule.

Au fait, cette personne ignorait qu'il s'agissait de tirs à blanc, malgré tout elle est restée là tranquillement à attendre de recevoir une balle !

Racisme.

- Manuel Valls évoque des "réseaux terroristes dans nos quartiers" - AFP

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a souligné sur TF1 la "difficulté" d'agir face à des "réseaux terroristes" qui sont "dans nos quartiers", après le démantèlement samedi d'une cellule islamiste radicale. (AFP 06.10)

Donc quand vous croiserez un Arabe ou un Noir dans la rue, faites bien attention à vous, à votre sac à main, changez de trottoir de préférence, c'est peut-être un terroriste. Ne laissez plus jouer vos enfants dans la rue ou à l'extérieur, interdisez-leur de sortir le soir avec des copains. Bouclez-vous chez vous, faites poser une porte blindée, on ne sait jamais ! Achetez-vous une arme pour vous protéger, qui sait, elle pourrait vous être utile un jour... Ne gardez pas de l'argent ou des objets de valeur chez vous, mettez-les dans un coffre à la banque ou enterrez-les dans votre jardin, discrètement bien sûr. Et si vous habitez dans un quartier où pullulent Noirs et Arabes, pensez à déménager, ce serait encore la décision la plus sage.

L'UMP qui affiche dorénavant ouvertement sa proximité idéologique avec le FN en rajoute une couche.

- Ramadan et pain au chocolat : polémique autour de propos de Copé - AFP

Xénophobie.

- Immigration: 83% des Français favorables au démantèlement des camps illégaux de Roms - AFP

Une large majorité de Français se dit favorable au démantèlement par les forces de l'ordre des camps illégaux de Roms, tout en jugeant cette mesure inefficace, selon un sondage Ifop pour Dimanche Ouest France à paraître. (AFP 06.10)

Ce qui serait efficace ce serait bien de les enfermer dans un camp, mais cela coûterait cher et l'Etat n'a plus d'argent. Le mieux ce serait encore de s'en débarrasser définitivement, mais comment, là le gouvernement laisse à chacun le soin d'en décider. Si demain un type devenu complètement dingue les mitraillait, c'est le gouvernement qui en assumerait la responsabilité, c'est lui le coupable.

Distraire ou abrutir le peuple.

- Aubry et Ayrault lancent "*Fantastic*", un remède culturel à la crise - AFP

La maire de Lille Martine Aubry et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault ont lancé samedi les festivités de "*Fantastic*", trois mois de manifestations culturelles dans la métropole nordiste, en soulignant le rôle joué par la culture en temps de crise. (AFP 06.10)

A part cela ils ne prennent pas les travailleurs pour des abrutis. Camarades, relevons ce défi, sinon, vous connaissez la suite...

Est-ce le seul moyen que les dirigeants du PS ont trouvé pour souder leurs troupes autour d'Hollande et le gouvernement quelques jours avant le passage du TSCG et de la loi organique devant l'Assemblée nationale et le Sénat ? On peut aussi se poser cette question.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Il suffisait de demander pour être servi.](#)

- Plus-values de cession: les ajustements coûteront plusieurs centaines de millions - L'Expansion.com

Et qui va casquer, où le gouvernement va-t-il trouver cette somme, devinez ?

---

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

1- Afrique du Sud

Plusieurs centaines de mineurs sud-africains du site de Rustenburg (nord) d'Amplats, numéro un mondial du platine, ont affiché leur rejet du licenciement de 12.000 personnes pour grève sauvage, menaçant de recourir à la violence.

"*C'est le début de la guerre*", a lancé l'un des responsables syndicaux des mineurs, Gadhafi Mdoda, sous les acclamations.



Regroupés dans un stade de Rustenburg, les mineurs ont été encouragés par leurs leaders à rejeter le licenciement prononcé par Anglo American Platinum (Amplats) et continuer les protestations jusqu'à l'obtention d'une augmentation salariale.

"La direction de la mine essaye juste de nous frustrer. Nous ne reculerons pas", a poursuivi un autre responsable, George Tyobeka.

"Si Anglo Americain n'est pas prêt à négocier, ils doivent faire leurs bagages et partir", a déclaré M. Mdoda à l'AFP.

Les mineurs de différents puits d'extraction s'étaient rendus au stade sous escorte policière, scandant des slogans, tandis qu'un hélicoptère survolait la zone.

Les mineurs ont également observé un moment de silence à la mémoire d'un de leurs collègues, tué jeudi dans des affrontements avec la police, près d'une colline où se déroulaient quotidiennement des manifestations.

Amplats, filiale d'Anglo American qui emploie 28.000 personnes à Rustenburg et y produit près d'un quart du platine mondial, a mis vendredi à exécution sa menace de licencier tous les mineurs en grève sauvage, depuis le 12 septembre, qui refuseraient de comparaître devant un conseil de discipline.

Plusieurs d'entre eux, totalement déterminés à obtenir les substantielles augmentations de salaire qu'ils réclament depuis le début de la grève le 12 septembre, menaçaient de recourir à la violence pour forcer l'exploitant de la mine à les réembaucher.

"S'ils ne veulent pas nous parler, beaucoup de choses vont brûler à partir d'aujourd'hui", a lancé à l'AFP Hendrick Mpondo, 27 ans. "S'ils disent qu'ils nous licencient, nous allons nous battre contre eux. Il y a déjà des gars qui projettent de brûler la fonderie".

Vendredi soir, trois véhicules ont été incendiés juste à côté du puits de Thembelani, l'un des site d'Amplats.

Par ailleurs, un dirigeant local du syndicat national des mines (NUM) a été abattu chez lui vendredi soir dans la ville de Marikana, à quelques kilomètres de là.

Depuis le début des conflits sociaux dans les mines, les grévistes expriment une vive défiance envers le NUM, accusé d'être trop proche du pouvoir et du patronat, et de ne pas défendre les intérêts des travailleurs.

La plupart des grèves sont d'ailleurs des grèves spontanées -- et illégales --, même si une formation dissidente du NUM, l'AMCU, semble y avoir joué un rôle important.

"Le NUM est choqué par ce nouvel assassinat de l'un de ses dirigeants à Marikana", a déploré le syndicat majoritaire dans un communiqué: "Ceci se produit après la mort d'un autre syndiqué du NUM le week-end dernier, et après une attaque contre un autre de nos dirigeants locaux qui a pu s'échapper, mais dont la femme a été tuée". (AFP 06.10)

C'est le sort qui attend les dirigeants syndicaux ou des partis parlant au nom de la classe ouvrière et qui soutiennent le capitalisme, rien de plus normal.

## 2- Tunisie

Des affrontements entre les forces de l'ordre tunisiennes et des manifestants protestant contre la réouverture d'une décharge publique sur l'île de Djerba ont fait 49 blessés parmi les policiers samedi, a indiqué à l'AFP Khaled Tarrouche, porte-parole du ministère de l'Intérieur.

"Un grand nombre de manifestants au centre de Guellala ont attaqué un poste de police avec des pierres et des cocktails molotov. Il y a 49 blessés parmi les policiers, des fractures et d'autres blessures à cause des pierres et des cocktails molotov", a-t-il dit.

Il a ajouté que seuls deux manifestants avaient été blessés, "cela montre de quel côté la violence venait, du côté des manifestants pas de la police". Selon la même source, six véhicules de police ont été incendiés et les forces de l'ordre n'ont procédé à aucune interpellation.

"Des renforts ont été envoyés", a ajouté le porte-parole, sans en préciser le nombre, assurant qu'en début de soirée "le calme était revenu" dans les rues de cette ville de 13.000 habitants située au sud de l'île de Djerba, haut lieu du tourisme tunisien.

La manifestation a été déclenchée, selon M. Tarrouche, par la décision des autorités locales de réouvrir jusqu'en 2013 une décharge publique. (AFP 06.10)

### 3- Chine

3.1- Des milliers de salariés se sont mis vendredi en grève dans une usine du groupe taïwanais Foxconn, en Chine, qui fabrique des composants pour l'iPhone 5 d'Apple, a indiqué samedi une organisation de défense des droits sociaux.

L'arrêt de travail à l'usine de Zhengzhou (dans le centre de la Chine) est intervenu vendredi après que la direction eut augmenté les niveaux de qualité des produits et demandé aux salariés de travailler un jour férié, a indiqué l'organisation China Labour Watch dont le siège se trouve à New York. "*Cette grève résulte du fait que les ouvriers subissent trop de pression*", a déclaré le directeur de China Labour Watch, Li Qiang, dans un communiqué.

"*Selon les salariés, de nombreuses lignes de production de l'iPhone ont été paralysées toute la journée dans plusieurs bâtiments de l'usine*", indique le communiqué. De 3000 à 4000 employés ont participé à la grève, selon la même source qui ne précise pas combien de personnes au total sont employées dans l'usine.

Foxconn --le numéro un mondial des composants pour ordinateurs-- assemble notamment des produits pour Apple, Sony et Nokia et emploie un million de personnes en Chine, dont la moitié à Shenzhen, dans le sud du pays. (L'Expansion.com avec AFP 06.10)

3.2- Le géant taïwanais de l'électronique Foxconn Technology Group, sous-traitant d'Apple, a affirmé samedi que son usine chinoise de Zhengzhou n'était frappée par aucune grève, contrairement à ce qu'a auparavant rapporté l'ONG China Labor Watch. (Reuters 06.10)

Qui dit vrai, entre les Chinois qui ont intérêt à passer sous silence ce qui se passe dans leur pays, et l'organisation China Labour Watch dont le siège se trouve à New York qui est financée par l'Etat américain donc instrumentalisée par Washington ?

### 4- Inde

La Cour suprême a donné cette semaine six mois aux écoles indiennes pour se doter de toilettes et d'eau potable, estimant que cela fait partie intégrante du droit des enfants à l'éducation.

Les juges ont estimé que les enfants devaient "*étudier dans un environnement propre et hygiénique*", que ce soit dans le secteur public ou privé.

Les gouvernements des Etats de la fédération indienne se doivent de fournir "*des toilettes pour les garçons et les filles, de l'eau potable, des salles de classe en nombre suffisant*", et "*de nommer du personnel enseignant et non enseignant etc...*", le tout "*dans les six mois*", a exigé la Cour, en statuant sur une pétition à cet effet datant de 2004 que lui avait soumise une organisation caritative.

Une école indienne sur dix ne dispose pas d'un accès convenable à l'eau potable tandis que 40% sont privées de toilettes, selon des données diffusées en avril par une ONG, le Forum pour le droit à l'instruction (Right to Education Forum).

Bien que l'Inde a lancé en 2010 un vaste programme de scolarisation, qui impose en principe aux Etats de scolariser gratuitement tous les jeunes âgés de 6 à 14 ans, le travail des enfants reste chose commune dans le second pays le plus peuplé de la planète avec 1,2 milliard d'habitants.

Le système éducatif indien souffre de nombreux maux, notamment de bâtiments en mauvais état et d'un certain absentéisme des enseignants, faisant craindre que des dizaines de millions de jeunes se retrouvent sans éducation suffisante pour trouver le moindre travail.

Le déplorable état sanitaire ne se limite pas au système scolaire, 47% des 330 millions de foyers indiens n'étant pas non plus équipés de W.C., alors que 63% ont en revanche accès au téléphone, portable pour l'essentiel. (AFP 06.10)

L'installation de toilettes nécessite de disposer d'un espace libre suffisant pour construire une fosse septique, ce qui n'est pas le cas de nombreuses habitations, notamment dans les espaces urbains où s'entasse maintenant près de la moitié de la population indienne.

En dehors des nantis, la plupart des Indiens qui vivent en ville ont acquis ou se sont vu donner par le gouvernement une parcelle de terre sur laquelle ils ont construit une maison qui couvre la totalité de la surface sans laisser le moindre mètre carré libre, pas même un morceau de jardin, donc je ne vois pas où ils pourraient trouver l'espace pour construire une fosse septique, à moins de casser le sol de leur maison pour l'enfouir en dessous, ce qui poserait le problème de son aération, des odeurs et de sa vidange.

Avec le développement récent du parc automobile en Inde, les autorités viennent seulement de se rendre compte que rien n'avait

été prévu à ce niveau-là non plus, les maisons ou immeubles d'habitation ne comprennent pas de garages ou de parkings, idem pour les rues de la quasi-totalité des villes du pays, du coup c'est un bordel monstre.

Pour revenir à la question de la fosse septique, pour en construire une et l'ensemble de l'installation, cela coûterait environ l'équivalent de deux mois de salaire (minimum) à chaque foyer, une somme énorme alors qu'ils sont endettés et ont juste de quoi survivre. Evidemment il n'existe pas de toilettes publiques ou ils sont rares en ville, du coup quand un petit ou un grand besoin se fait pressant, les Indiens se soulagent où ils peuvent.

Finalement, rien n'a été prévu par les autorités pour accompagner le développement économique du pays depuis le début des années 90 rendant un peu plus cauchemardesque la vie quotidienne des Indiens dont la mentalité et le comportement sont restés figés dans le passé, par exemple, si une personne qui vous rend visite a besoin d'aller aux toilettes elle ne vous demandera pas de bénéficier de vos toilettes elle préférera se retenir et se soulager dans la rue ou au bord de la route plus tard.

Quand on vous parle de progrès ou de développement à propos de l'Inde, on oublie généralement de préciser à quel prix ou dans quelles conditions pour la population. Le progrès serait synonyme de bien-être, pas si sûr ou alors quand on le traite sous la forme d'une abstraction, d'un point de vue occidental, et si j'en juge par la vie que mènent mes beaux-frères en comparaison de ce qu'ils vivaient il y a 20 ans ou leur qualité de vie, j'aurais tendance à penser qu'ils étaient plus heureux avant.

Il s'est agi d'un progrès à marche forcée, qui en réalité a assujéti la population à la société de consommation pour que les riches le deviennent encore plus, sans se soucier d'adapter l'éducation ou le comportement des Indiens à ces nouveaux besoins ou de traiter les conséquences concomitantes à ce développement. On pourrait parler de progrès anarchique ou réaliser dans des conditions anarchiques, de telle sorte que les Indiens ont accès à des biens de consommation ou au marché, ce qui n'était pas le cas auparavant, avant le début des années 90, en échange ils y ont perdu en liberté et bien-être... et ils sont endettés !

---

## ECONOMIE

### Avant-propos

Ces articles du portail Liesi animé par des traders ou des gens liés à la finance, montrent qu'ils ont intégré les éléments dont je vous ai parlé dans ma causerie plus haut. Eux, ils sont parfaitement informés du jeu sordide auquel se livre le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux.

On ne partagera pas leurs conclusions évidemment, d'ailleurs j'ai cru comprendre qu'ils n'étaient pas capables d'en tirer sur le plan politique ou elles seraient forcément très éloignées des nôtres ou diamétralement opposées aux nôtres, ce sont de farouches anticommunistes, tout comme les économistes bourgeois auxquels Marx se référaient pour réaliser ses travaux.

### 1- BCE

Plus que jamais, l'Europe apparaît comme un défi pour l'Etat de droit. Aveu édifiant de M. Lemoine, directeur des études économiques et de la stratégie Marchés de HSBC France : « *La question de la perte de souveraineté reste entièrement ouverte après deux années de crise de la zone euro. A chaque fois que la crise atteint un paroxysme, un effort a été fait par les Etats membres pour montrer leur détermination à doter la zone euro d'une politique budgétaire coordonnée. Mais dès que la crise a été moins vive, des palabres ont été engagées pour essayer de s'affranchir de ces décisions qui se seraient traduites par une perte de souveraineté* »[1] (L'Agefi). La conclusion est donc que la crise de la zone euro est loin d'être terminée ! Les hommes de la Finance anonyme et vagabonde vont donc poursuivre leur programme de désintégration de la souveraineté nationale.

Le 20 juillet 2012, Mario Draghi, directeur de la banque centrale européenne, a exprimé avec clarté ce même plan pour notre époque : « *Tout mouvement vers une union financière, budgétaire et politique est à mon sens inévitable et conduira à la création de nouvelles entités supranationales* ». Le président de la BCE enfonce le clou : « *Dans certains pays, le transfert de souveraineté (...) que cela implique est un enjeu majeur* ». Mais « avec la mondialisation, c'est précisément en partageant la souveraineté que les pays peuvent mieux la conserver ». (sic !)

Commentaire de l'ancien ministre de l'Economie italienne, Giulio Tremonti : il a qualifié Mario Draghi de « tueur » du système de séparation bancaire en Italie. Le 29 août 2012, Tremonti notait que « *Draghi est le père d'une législation bancaire en Italie qui a, de facto, rétabli un dangereux mélange entre les banques ordinaires et les banques d'affaires, une situation qui avait déjà provoqué la crise de 1929* ».

Rappelons si besoin était que Mario Draghi a été imposé par l'un des fossoyeurs de la France : Nicolas Sarkozy, l'Ami des Américains. En poussant M. Draghi à la direction de la BCE, Nicolas Sarkozy avantageait sérieusement Goldman Sachs et les petits amis qui, secrètement, ont déjà scellé le sort de la France.

Dans une chronique estivale du Handelsblatt, le chroniqueur Norbert Häring rappelle ce coup de pouce du président Sarkozy, lequel avait assuré que les banques françaises surexposées seraient celles qui bénéficieraient le plus de la politique d'assouplissement quantitatif de la BCE. Et pour montrer enfin combien les élections présidentielles françaises étaient bien « arrangées », Häring affirme que c'est « Hollande qui, avec le Premier ministre italien Mario Monti, s'est tout de suite rangé du côté de Draghi et a déclaré presque mot pour mot qu'il ferait "tout ce qu'il faut" pour sauver l'euro ». [...]

[1] Rappelons ce qu'écrivait David Rockefeller en 1991 : « *La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers internationaux est certainement préférable à l'autodétermination pratiquée dans les siècles passés* ». Curieusement, depuis cette époque et le célèbre discours du président Bush Sr sur la nécessité d'un Nouvel Ordre Mondial, prononcé à l'occasion de l'attaque contre l'Irak, l'histoire suit une logique aveuglante. Le plus triste est certainement de constater qu'une minorité seulement s'en aperçoit. (liesi 02.10)

## 2- Nathanael Rothschild et la société Glencore

Le regretté Christopher Story (assassiné en juillet 2010) de worldreports.org avait dans cet article « the octopus has been severely wounded » (qui a été effacé par BigBrother des archives de google) mis en lumière une tentative de corruption active du chef du shadow-cabinet, George Osborne, sollicitant des fonds à Derispaka sur le yacht de Nathanael. L'affaire avait fait grand bruit outre-Manche, il en reste quelques traces sur le net, comme ici dans le Telegraph. Nathanael Rothschild a donc longtemps œuvré dans une semi-pénombre à tisser les fils d'un empire dans les matières premières, jouant de ses relations politiques et bancaires avec plus ou moins de discrétion, comme le montre cette introduction. A partir de 2010, son hyperactivité dans ce méga-monopoly va devenir plus apparente. Il va multiplier des structures d'investissement et les introductions en bourse pour lever des fonds et/ou réaliser ses profits. Rusal

En 2010, Nathanael Rothschild faisait la promotion de RUSAL, dont 16,5% des parts étaient introduites en bourse. Il annonçait y avoir investi 100 Millions de \$. »Je connais le groupe de l'intérieur. Ce n'est pas la société la moins chère du secteur, mais c'est une très belle affaire, bien meilleure que ses concurrents Alcoa ou Chalco. En témoigne le très grand intérêt exprimé par des centaines d'investisseurs pour son introduction en bourse. L'offre a été sur-souscrite 1,4 fois ... Rusal peut compter sur la formidable force de vente de Glencore, le numéro un mondial du négoce en matières premières, actionnaire à hauteur de 8,65% de son capital. »

L'introduction en bourse de RUSAL à la bourse de Hong Kong a été repoussée plusieurs fois par les autorités. Elle n'a été autorisée que parce que quelques grands noms de la finance ont annoncé vouloir prendre des participations, avec au premier chef Nathanael Rothschild, le magnat des médias sino-malais Robert Kuok (ça aide pour faire la promotion du titre), le fonds spéculatif new-yorkais Paulson & Co et une banque publique russe (VEB). Malgré le soutien de quelques magnats, les autorités de Hong Kong n'ont pas permis que le titre soit vendu aux particuliers. Il était réservé aux professionnels avec un achat minimum de 1 million de HK\$. L'introduction a permis de lever 2,24 Milliards de \$... pas assez pour désendetter totalement le groupe. En mars 2012, Rusal annonçait une chute du bénéfice de 92%. Depuis, les actions ont chuté de plus de la moitié de leur cours d'introduction. Une technique qui ressemble beaucoup à celles pratiquées sur le marché de Toronto et qui est longuement décrite dans l'autobiographie d'un ancien golden-boy, « le loup de Wall Street », qui sort bientôt en film. On introduit un titre au plus haut en faisant monter la cote, tout en jouant la baisse sur les options, permettant de très grosses plus-values. D'ailleurs, à 20 ans ce loup de Wall Street avait fait ses premières armes à « *La Compagnie Financière* » d'Edmond de Rothschild.

On retrouve Nathanael Rothschild dans un fonds d'investissement, VALLAR Plc, qu'il créé à Jersey en juillet 2010 pour investir dans le marché du charbon, qui va lui permettre de lever 1 milliard de \$ par une introduction en bourse à Londres. Ce fonds va changer de nom en 2011 pour s'appeler BUMI (cité ci-dessous).

En juin 2011, il créé un nouveau fonds d'investissement en partenariat avec TONY HAYWARD (l'ex-président de BP). Ce fonds s'appelle VALLARES et doit s'investir dans le gaz et le pétrole. Introduit à la bourse de Londres (LSE:VLRS), il leur permet de lever 2,2 Milliards de dollars.

### Glencore

Marc Rich, de son vrai nom Marc David Reich, qui, enfant, avait fui l'Allemagne nazie, va se lancer dans le négoce de Matières Premières en 1970, avec un de ces amis, Pincus Green. Leur truc était de commercer avec des pays ayant des problèmes politiques, comme l'Afrique du Sud, par exemple, mais aussi d'inviter les barons du pétrole dans une villa de la Côte d'Azur préalablement remplie de jeunes et aimables pensionnaires de Madame Claude (source Bloomberg). Dans un interview de Daniel Ammann, Rich reconnaît que l'on trouve dans son livre « *The King of Oil* », qu'il travaillait avec le MOSSAD. Sa société Marc Rich Trading & Co fondée en 1974 va vite devenir un des leaders mondiaux dans son domaine.

Poursuivi pour évasion fiscale par l'administration américaine en 1983 et par le FBI pour avoir fait du négoce avec l'Iran pendant la crise des otages entre 79 et 81, il s'enfuit en Suisse où il vit toujours. A l'époque, l'embargo lui permettait d'acheter le pétrole



moitié-prix en Iran pour le revendre le double aux Etats-Unis. Sa société change de nom pour Glencore.

Rich va essayer de prendre le contrôle du marché du Zinc en 1993-1994. Son échec va mener la société au bord de la faillite, forçant Marc Rich à céder la majorité de sa société à Willy Strothotte et l'actuel président Yvan Glassenberg. D'où venaient les fonds de ces financiers ?... car Glassenberg a commencé comme négociant en charbon sans un sou vaillant ?

Bill Clinton gracia Marc Rich dans les dernières heures de son mandat, à la demande de plusieurs personnes influentes, dont le premier ministre israélien Ehud Barak.

William Strothotte, un charmant stratège d'origine allemande et à l'excellente réputation sur le marché des matières premières a été nommé président pour essayer de redonner une meilleure image à la compagnie, dont le sulfureux fondateur poursuivi par toutes les polices, ternissait le succès. Strothotte prenant sa retraite, il est remplacé en 2002 par le requin aux dents longues, Yvan Glasenberg.

Yvan Glasenberg siège au conseil d'administration de RUSAL, leader mondial de l'aluminium où Nathanael Rothschild a été actif. Normal puisque Glencore détient désormais 8,65% du groupe. Glasenberg est également au conseil de Minara Resources dont l'ancien président est aujourd'hui co-fondateur de la Compagnie minière BUMI avec Nathanael Rothschild.

Il est normal que Glencore, devenu le leader mondial du commerce de minerais, soit proche des actionnaires de référence d'un groupe leader comme Rio Tinto, mais les liens avec Nathanael Rothschild sont aujourd'hui plus concrets et plus officiels.

En janvier 2010, Nathanael avait souscrit pour 40 millions de \$ d'obligations convertibles (en actions) de Glencore. Un excellent investissement puisque GLENCORE a été introduite en bourse à Londres et à Hong Kong en mai 2011 avec succès, permettant de lever 10 Milliards de \$ et valorisant l'entreprise à 60 Milliards de \$.

Les méthodes de la compagnie n'ont pas changé. Elle faisait des affaires avec Saddam Hussein pendant l'embargo de l'Irak et elle est sûrement la première à Téhéran dont le pétrole est interdit d'exportation. A un certain niveau, on est totalement au-dessus des lois. Pot-pourri

Considérée par Greenpeace comme la société la plus impénétrable qui soit, Glencore est sur leur liste des sociétés à surveiller.

La société Glencore est poursuivie sous de nombreux chefs d'accusation dans de nombreux pays, notamment pour son mépris total pour les réglementations sur l'environnement. Fin 2010, GLENCORE nomme TONY HAYWARD, ancien président de BP, déchu pour sa mauvaise gestion du désastre écologique de Deepwater Horizon, responsable de son « *comité pour l'environnement, la santé et la sécurité* ». Quelle ironie !

Glencore achète ainsi le carnet d'adresses de Hayward s'il en était besoin ou plutôt renvoie l'ascenseur, après quelques mauvais coups faits ensemble, qu'il s'agisse de jeunes filles en fleurs ou de transactions pétrolières passées, présentes et à venir.

Yvan Glasenberg est devenu le plus riche des israélo-sud-africains (il a la double nationalité), devant Johann Ruppert (l'associé de Lord Rothschild et de Bill Winter cf mon Histoire de l'Argent) et Nicky Oppenheimer (le roi du diamant dont l'aventure familiale a été financée par les Rothschild).

Finalement dans ce petit monde, tout le monde connaît tout le monde. On est en famille, c'est cool. Bizarre ! vous avez dit Hasard ? comme c'est Khazar ?

Justement Glencore ces jours-ci investit au pays des Khazars, le Kazakhstan. Le 27 septembre dernier, la société de négoce suisse a renforcé sa participation dans le producteur de zinc, KAZZINC passant de 50,7 à 69,6% et envisage de prendre 93%. Glencore s'intéresse aux 300.000 tonnes de zinc, 130.000 tonnes de plomb et 240.000 tonnes de cuivre extraites par Kazzinc chaque année, mais aussi à ses ressources en or. Sa mine Vasilkovskoye est la première mine d'or du Kazakhstan avec 1,5 million d'onces. Kazzinc produit 45 Millions d'onces d'Argent.

Glasenberg, marchant dans les traces de Marc Rich, s'intéresse aux pays en plein bouleversement politique. L'explosion de l'URSS en 1991 va créer un climat particulièrement favorable aux affairistes. Toutes les entreprises publiques de l'ancienne Union Soviétique sont privatisées au profit d'oligarques qui cherchent souvent des profits rapides, parce qu'incapables de gérer durablement une affaire. Le Kazakhstan ne va pas échapper à la règle. Bulat Utemuratov va être probablement le plus brillant de ces oligarques. Dès 1982, à 35 ans, il travaille dans le commerce international, ce qui ouvre l'esprit manifestement. En 90, il rejoint l'équipe au pouvoir à différents postes dont Ministre des Relations économiques étrangères. Il va même à partir de 1992, être en charge de la commercialisation à l'étranger des matières premières Kazakhs, ce qui va assurer le début de sa fortune. En 1995, il fonde la Almaty Merchant Bank en association avec MeesPierson Merchant Bank, la banque de la famille royale hollandaise. Des postes clés et honorifiques de la banque vont être offerts aux proches du Président kazakh, Nazarbayev, dont Utemuratov est le plus proche conseiller. Simultanément, Utemuratov rencontre Marc Rich avec qui il commence de longues



et fructueuses affaires. Le kazakh est appelé le « cardinal gris », tant son influence est incontournable. Il est totalement au-dessus des lois et se moque des frontières. Sa banque a la réputation d'être une grande lessiveuse pour blanchir les fonds des occidentaux et par le biais de sociétés diverses, il fait main basse sur une partie de l'appareil de production du pays.

En 1997, l'ex société de Marc Rich, Glencore, va prendre une participation majoritaire d'une des sociétés KAZZINC, qu'il détenait par le biais d'une société écran Verny. Alors que Glencore apparaît aujourd'hui en pleine lumière du fait de son introduction en bourse, des hommes politiques dans l'opposition au Kazakhstan dénoncent le fait que Utemuratov est l'homme de paille du Président kazakh lui même et que ces richesses ont été volées au pays.

La S.E.C. de Londres est dans ses petits souliers parce que l'affaire n'est pas une première. Le 9 février 2007, les troupes boliviennes investirent les mines et fonderies de Glencore en décrétant la nationalisation. Evo Morales vint lui même signer les documents devant une foule de supporters en liesse. Glencore avait acheté ces installations deux ans auparavant au président précédent, qui s'était outrancièrement enrichi sur les matières premières du pays.

Glencore est bien sûr également très présent au Nigeria, où le pétrole a souvent un arrière-goût de sang. « *Qui se ressemblent, s'assemblent* » dit le dicton. Voilà donc un aperçu de cette équipe de voyous sans foi ni loi, avant d'entrer enfin dans le vif du sujet, qui me préoccupe. (liesi 05.10)

### 3- De Jakob Fugger à Rio Tinto

En 1519, Charles d'Espagne va être sacré Empereur Romain Germanique, sous le nom de Charles Quint. Si François 1er n'a pas été élu à sa place, c'est que le banquier de la Maison d'Espagne avait acheté les 7 Princes Electeurs, leur offrant un billet à ordre conditionnel, qu'ils ne pouvaient encaisser que si Charles d'Espagne était élu. Ce banquier était Jakob Fugger II, fils du fondateur. Ayant réussi son coup politique, il aura les protections nécessaires pour acheter et développer la plupart des mines de cuivre et d'argent européennes de son époque, créant un véritable conglomerat. A ce moment, ces deux métaux étaient monétaires. Le Ministre des Finances du Saint Empire attaquera Jakob le Riche en l'accusant d'avoir établi une position monopolistique. Cet homme est réputé pour avoir été l'homme le plus riche de son siècle.

### Salades chinoises

La dynastie bancaire Rothschild, qui après 1815 a dominé la finance européenne est, elle aussi, extrêmement bien placée dans les mines. Rio Tinto est la troisième compagnie minière dans le Monde avec des intérêts dans le Cuivre, le Fer, l'uranium, le charbon et les diamants. Cette compagnie a son siège à Londres et c'est une des pépites de la constellation Rothschild. Son premier concurrent, BHP Billiton, le N°1 mondial, est anglo-néerlandais, en partie fondée par ROYAL DUTCH SHELL, où la famille Rothschild a historiquement de sérieux intérêts. BHP Billiton a longtemps cherché à absorber Rio Tinto par une OPA, mais les Rothschild ont défendu leur bijou de famille bec et ongles en faisant miroiter une part du gâteau aux Chinois de Chinalco, avant de leur claquer la porte au nez une fois la bataille boursière terminée. Une tromperie qui n'a pas été appréciée à Beijing, qui après cela, avait fait arrêter les négociateurs de minerais de Rio Tinto pour espionnage, pour leur apprendre la correction en affaires.

### Salades Russes

Le truc des banquiers, c'est de prêter de l'argent en demandant des actions en garantie. Les actions sont estimées à 35% de leurs valeurs (comme « chez ma tante », le crédit municipal) mais vous ne vous en formalisez pas, il ne s'agit que de garanties et vous empruntez, persuadé que grâce à cet emprunt, vous allez renforcer votre société. A la suite de quoi, un retournement de marché savamment orchestré, permet de mettre l'emprunteur en position difficile et le banquier peut alors naturellement exercer sa garantie et saisir vos actions.

L'Ogre Staline avait eu une fille de sa troisième femme Rosa Kaganovitch, sœur de son bras droit en charge de l'industrie russe, Lazzar Kaganovitch. Rosa aura une fille qui deviendra la femme de Boris Eltsine.

Tatyana Diyachenko, née en 1960, est la fille du Président russe Boris Eltsine. Elle fut nommée conseiller personnel du Président en 1996, qui lui attribue la paternité de la dissolution du Parlement et la distance prise avec le Parti Communiste. Elle était réputée être la clé de voute du conseil restreint de Poutine, connu sous le nom de « la Famille », sans que les autres conseillers, comme Alexandre Valoshin ou Valentin Yumashev, n'aient de relations familiales avec le Président. A une époque où toutes les entreprises d'état sont vendues à l'encan à des hommes de paille, derrière lesquels se cachent des intérêts occidentaux, Tatyana est intime avec tous ces oligarques russes, fraîchement parvenus. On lui attribue d'avoir amené Poutine dans l'administration présidentielle. Ce dernier renvoya l'ascenseur lorsque Tatyana et les proches conseillers de Eltsine firent l'objet d'accusation de corruption avec les oligarques, en obtenant la démission du procureur général Skouratov. Néanmoins, lorsque Poutine, à la réputation d'incorruptible, devint Président fin 1999, il fit démissionner Tatyana de ses différentes fonctions dans l'année qui suivit. Tatyana épousa son alter ego Valentin Yumashev, co-conseiller et directeur opérationnel de Boris Eltsine.

Oleg Deripaska va épouser Polina, la fille de Valentin Yumashev, en 2001. De son propre aveu, alors qu'il était l'étudiant le plus fauché du monde, se demandant chaque jour comment il allait pouvoir trouver de l'argent pour manger le soir, il va profiter

de l'effondrement de l'URSS pour faire fortune. Il y a une grande part d'ombre sur la façon dont il a trouvé les premiers fonds pour investir et plus encore, comment il a réussi à se débarrasser de la mafia. Il est très lié à un autre personnage russe sorti de nulle part, trafiquant de matériel volé, Roman Abramovich, qui sera accusé d'avoir volé un train complet de carburant... et estampera le FMI de 3,4 Milliards d'Euros. Abramowitch va faire fortune grâce à « *la famille* » (Tatyana, Yumashev et Berezovsky), qui l'aide à obtenir des prêts contre des actions et/ou des actions contre des prêts (et réciproquement). Dans l'époque troublée de l'explosion de l'URSS, la vie des banquiers, hommes d'affaires, directeurs d'usine ou hauts fonctionnaires ne valaient pas grand chose. Meurtres, extorsions de fonds, rackets, c'était le quotidien, avec plus de 100 meurtres, rien que dans la guerre de l'Aluminium.

Abramovitch va survivre à cette guerre des gangs ou/et devenir «*capo di tutti capi* » de cette mafia de ferrailleurs.

Deripaska semble avoir été plus intelligent dans la construction de sa fortune, aidé et conseillé par qui ? Non ? Si ! Nathanael Rothschild. Ce dernier est le principal conseiller du fond « *Basic Element* », le holding de tête de RUSAL. Nathanael est aussi Président de « *N Plus* » un fond sur l'énergie appartenant à Deripaska. Grâce à l'aide de N.R., Deripaska a ainsi créé un gigantesque conglomérat de l'aluminium, RUSAL, devenu N° 1 mondial. Les parts d'Abramowitch vont être rachetées pour se débarrasser de cet encombrant partenaire, qui depuis s'est offert le F.C. de Chelsea.

Le piège se referme.

Deripaska valait 28 Milliards de \$ avant le krach de 2008. Mais comme nous le savons par Lindsey Williams, qui l'avait annoncé à l'avance, les Cartels ont fait chuter les matières premières au deuxième semestre 2008 pour essayer de mettre au pas la Russie et les producteurs de pétrole quant au NWO. Ceci a provoqué un krach généralisé, faisant plonger certaines sociétés minières de 80% pour Rio Tinto voire 93% pour Coeur d'Alene (CDE).

Deripaska, quant à lui devait rembourser un emprunt de 4,5 Milliards de \$ avant fin octobre 2008 pour garder le contrôle de son conglomérat, mais les actions mises en garantie avaient perdu 75% de leur valeur. Son empire tout azimut s'est bâti à coup d'emprunts faramineux gagés sur des actifs. Et, en fin de compte, un endettement vertigineux, estimé à 25 milliards de \$, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires (26,8 M\$ en 2007). « *On a peut être beaucoup acheté, mais les banques internationales nous ont suivis et la croissance du marché le justifiait!* », disait Konstantin Panine, son conseiller en communication.

BNP Paribas comptait parmi les plus gros créanciers de Deripaska depuis 2003. Michel Pébereau avait hésité à financer l'oligarque à cause des pages obscures de ses débuts, qui effrayaient ses collaborateurs. Après avoir un temps jubilé d'avoir osé prêter à cet oligarque, les banquiers vitupéraient de se retrouver avec des actifs industriels invendables.

Deripaska n'est pas seul dans la nasse. Tous les oligarques russes sont dans une situation similaire, ils doivent refinancer 140 Milliards de \$ avant la fin 2009.

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Certains financiers ont ainsi pu racheter à bon compte un empire industriel.

Le deuxième secret des Rothschild n'est il pas : « *Vendre quand tout le monde achète, acheter quand tout le monde vend.* » (liesi 04.10)

4- Tony Hayward. « *Pré-science* »

Un projet cinématographique était dans les cartons. En 2001, le budget financier a été bouclé. En 2007, Nicolas Cage signe son contrat pour en jouer le rôle principal. Le Film va sortir sur les écrans américains le 20 mars 2009...

Le scénario : En 1960, les étudiants d'une université doivent mettre des dessins dans une capsule qui sera scellée. L'une des étudiantes, qui semble entendre des voix qui lui dictent des nombres, remplit une feuille couverte de séries de chiffres. Cinquante ans plus tard, un groupe d'étudiants ouvre cette capsule. L'un des étudiants apporte à son père, professeur de maths (N. Cage) cette feuille codée. Il découvre que ces chiffres désignent les catastrophes des 50 dernières années avec la date exacte, le nombre de morts, etc. Il trouve alors que la date du jour est dans la liste et lorsqu'il allume la télévision, les images du Journal Télévisé montrent l'explosion d'une plate-forme pétrolière dans le Golfe du Mexique.

Ce film, c'est « *KNOWING* » que vous avez probablement vu et qui est sorti un an avant la véritable catastrophe.

Tony Hayward, lui aussi, savait-il à l'avance ce qui allait se passer sur cette plate-forme du Golfe du Mexique ?

En tant que Président de British Petroleum, Hayward était rémunéré 4 Millions de £ par an, soit 5 Millions d'Euros.

Le 17 Mars 2010, Hayward a vendu un tiers de ses actions de BP, soit 223.288 actions à 58\$, soit près de 13 Millions de

\$. Exactement un mois après, le 20 avril 2010, la plate-forme Off-Shore DEEPWATER-HORIZON explosait, créant une catastrophe écologique majeure.

Le 27 juin 2010, l'action BP faisait un plus bas historique à 27\$ avant de remonter à 49\$ en quelques mois.

Un joli coup de bourse pour quelques initiés au plus proche du pouvoir des cartels.

HALIBURTON était un contractant de BP et travaillait sur cette plate-forme.

HALIBURTON, dont le Président était Dick Cheney le vice-président de George w Bush.

HALIBURTON, qui était le sous-traitant en charge du cimentage de la base du puits de Deepwater et qui avait une de ses équipes sur place 19H avant l'heure H.

HALIBURTON, poursuivi par BP pour avoir détruit les documents concernant le bouchage du puits et les études ultérieures à ce sujet (Source )

Les loups se battent entre eux et peu importe les dégâts pour les masses. Nathanael Rothschild

Fils de Lord Rothschild, Nat est brillant, quoique un peu voyant dans ses affaires. Nat a oublié que « le secret de la réussite des Rothschild, c'est le secret ».

La crise de 2008 lui a fait perdre beaucoup sur le fonds Atticus qu'il a du fermer et en février dernier, il a du fermer Attara Capital après de lourdes pertes. Cela n'empêche pas ce rejeton de la célèbre famille d'avoir mis la main sur RUSAL, le N°1 mondial de l'aluminium. Mais c'est une autre histoire.

Vallares est un nouveau véhicule d'investissement créé conjointement par l'ancien Président de BP, Tony Hayward, et par Nathanael Rothschild. Vallares a été introduit en bourse en 2011 pour lever des capitaux. Ceux-ci ont servi à prendre une participation dans Genel Energy, une compagnie pétrolière turque, qui cherche à se développer dans la région semi-autonome du Kurdistan Iraquien. Le Kurdistan ! La guerre en Syrie a pour but de faire exploser ce pays en régions autonomes, plus facilement contrôlables. Le Kurdistan syrien est actuellement tenu par des milices kurdes, qui ont libéré leur région de la tutelle de Bachar Al Assad, et laisse transiter par leur territoire les troupes de rebelles armées par la Turquie.

Syrie: A qui profite le crime ? (liesi 03.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 octobre

## CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, j'inclurai les trois ou quatres infos en bref de dimande dans celles de demain. J'ai visionné la vidéo sur les *Maitres de la monnaie* jusqu'à 2h40 du matin en prenant des notes et je me suis levé à 6h.

Ce matin je relis *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine en procédant de la même manière.

La Fed a été créée treize ans auparavant, tandis que la première banque centrale dite faussement d'Etat et en réalité privée avait été créée en 1694 en Grande-Bretagne, depuis la création de le Fed (1903) et l'ouvrage de Lénine (1916) un siècle s'est écoulé. Cette vidéo (1996, durée 3h30) retrace les différentes étapes qui ont abouti à l'avènement de la BRI (banque des règlements internationaux), du FMI et de la Banque Mondiale, puis à la BCE et à l'euro.

Elle fait le lien entre les principaux évènements politiques intervenus durant toute cette période en relation avec l'enrichissement et la concentration du pouvoir économique par le cartel des banquiers internationaux, anglais et américains en fait, où il est démontré leur implication direct dans le déclenchement de la Première guerre mondiale, la dépression de 1929 aux Etats-Unis, la montée de Hitler qu'ils ont financé, la Seconde guerre mondiale et finalement toutes les autres guerres qui ont suivi jusqu'en 1996. Nous y reviendrons plus tard en détail.

Si dès le début du XXe siècle, en réalité depuis le début du XIXe siècle, un cartel de banquiers internationaux avait déjà acquis un pouvoir extraordinaire, un siècle plus tard ils sont aux commandes de l'économie mondiale et exercent un pouvoir politique sur

les Etats des puissances occidentales qu'ils contrôlent plus ou moins, leur objectif étant de les assujettir totalement à leur domination, fonction dévolue à l'Union européenne notamment.

Le défaut ou la faiblesse de cette vidéo, c'est qu'elle ne traite que de l'aspect spéculatif de l'économie capitaliste, ses auteurs ont laissé de côté les rapports sociaux de production et par conséquent la lutte des classes. Pour y remédier, j'ai pensé qu'on pourrait reprendre en entier l'ouvrage de Lénine en reproduisant quelques pages à un rythme que je n'ai pas encore déterminé ou qui dépendra du temps que je pourrai y consacrer, à moins que je les reproduise sans les commenter, les militants s'aidant des éléments fournis dans cette vidéo.

L'animateur de cette vidéo explique d'ailleurs à la fin qu'il serait inutile de s'en prendre aux personnes, à ces six banquiers ou familles de banquiers du cartel de la Fed, mais comme il n'est pas marxiste, il conclut que c'est au système monétaire qu'il faut s'attaquer, en ajoutant qu'il ne voit pas comment ce serait possible au regard du pouvoir extraordinaire acquis par ces banquiers, par exemple qui font ou renversent les présidents et les gouvernements aux Etats-Unis et en Europe ou ailleurs, possèdent les médias, etc. son impuissance provenant du fait qu'il n'aborde pas ces rapports sur le terrain de la lutte des classes, nous compléterons donc sa conclusion en affirmant que c'est au prolétariat mondial d'en venir à bout en s'attaquant aux rapports sociaux capitalistes de production, la toile de fond sur laquelle la spéculation est venue se greffer sans pouvoir s'en affranchir.

Ils peuvent devenir très riches et se retrouver ruinés du jour au lendemain, d'où leur combat incessant pour devenir toujours plus riches et puissants. Le pouvoir et l'argent sont liés, complémentaires, indissociables, l'un est la garantie de l'autre, si l'un fait défaut, l'autre sera en péril ou disparaîtra aussi, d'où leur quête incessante pour acquérir plus de pouvoir, dominer le monde, les Etats qu'ils souhaitent faire disparaître au profit d'un gouvernement mondial qu'ils dirigeraient et qu'ils ont intitulé Nouvel ordre mondial.

L'animateur de cette vidéo terminait en déclarant également que la plupart des Américains ignoraient absolument tout du fonctionnement de la société, par exemple ils pensent que c'est le gouvernement qui bat la monnaie, alors qu'en réalité c'est le cartel des banquiers de la Fed qui en détient le monopole depuis un siècle, comme la BCE dans la zone euro depuis plus d'une décennie, bref, il affirme que tant que les Américains demeureront ignorants aucun changement ne sera possible.

J'inclinerais à dire plutôt, que tant que les travailleurs demeureront sous la coupe de la propagande des médias et des partis qui défendent le régime en place, tant qu'ils n'auront pas commencé à s'en affranchir, ils ne pourront pas trouver la force ou la voie de leur émancipation du capital, ce qui doit coïncider avec l'élévation de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde, c'est la tâche et la responsabilité des militants de les y aider, en plus de participer à la lutte de classe et à l'organisation des masses, à la construction du parti.

Un jour, un collègue de mon père, qui était aussi conseiller municipal d'une petite commune dans les Pyrénées, lui proposa de s'établir dans le sud de la France parce que c'était un bon menuisier et un homme honnête et courageux, lui garantissant d'avoir toujours du boulot et de quoi faire vivre sa famille et lui procurant une habitation. Mon père qui avait un niveau d'instruction limité et qui ne comprenait rien au fonctionnement de la société refusa par crainte de l'avenir...

Plus tard son fils qui avait un niveau d'instruction plus élevé que le sien et qui avait commencé à comprendre comment fonctionnait la société fut placé devant l'opportunité de partir à l'autre bout du monde, c'était plus risqué que l'entreprise qui avait été proposée à son père puisqu'il ne savait pas de quoi il allait vivre par la suite, en Inde, et en cas d'échec il n'avait rien pour se retourner, il y réfléchit un moment, puis il franchit le pas, partant avec quatre malles et 250.000 francs en poche.

De cette expérience, j'ai tiré la conclusions que sans les connaissances que j'avais acquises, j'aurais été paralysé de trouille à l'idée de partir à l'aventure, ce sont elles qui m'ont permis de réfléchir et de prendre cette décision sereinement, sinon cela aurait été impossible, car absolument rien ne me prédisposait à quitter la France, ni même la région parisienne, j'étais plutôt timide et sans ambition particulière.

Mes connaissances ont favorisé ma réflexion au moment où j'en avais vraiment le plus besoin dans la vie sur le plan pratique. Les masses en auront besoin également pour passer à l'action et se libérer du carcan du capitalisme, c'est la conviction que j'ai acquise sans me référer aux marxistes qui l'avait également relevé, ce dont on n'a pas tenu compte ou en s'y prenant très mal apparemment.

J'arrête là, il est 11h10 et je dois aller au bureau d'immigration et faire quelques courses.

Bon courage et bonne semaine à tous.

[Haut de page ↗](#)



Le 9 octobre

## CAUSERIE

J'ai encore écrit n'importe comment hier, je suis épuisé. (j'ai corrigé !)

N'hésitez pas à réagir à cette causerie qui a nécessité plus de 20 heures de travail. Je n'ai pas eu le temps d'insérer quelques articles, ce sera pour demain. Entre nous, j'estime que c'est une des plus importantes causeries que j'ai écrite depuis quelque temps.

Prochainement on traitera une autre question : Chaque crise s'est traduite par une nouvelle concentration de la production (et du capital) et une amplification de l'exploitation, mais la particularité à partir de celle du début des années 70, c'est de se situer dorénavant en Asie et non plus en Europe, aux Etats-Unis et au Japon comme ce fut le cas après la Seconde guerre mondiale...

## Qui a dit ?

- *"La main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. L'argent n'a pas de patrie ; les financiers sont dépourvus de patriotisme et de décence : leur seul but est le gain."*

Réponse : Napoléon Bonaparte.

Nous non plus nous n'avons pas de patrie mais nous l'affirmons dans un objectif diamétralement opposé : nous émanciper du capital et du règne de la nécessité qu'incarne au plus haut degré l'argent.

Cependant l'empereur a commis une erreur qui lui a été fatale à Waterloo, à savoir que l'argent n'est pas le but de l'oligarchie financière, mais le moyen de conquérir le pouvoir, son but ultime. Pourquoi ? Je n'en sais rien, pure folie humaine sans doute.

Alors que le gouvernement britannique n'avait plus d'argent pour continuer la guerre contre la France, ce sont les Rothschild qui lui en fournirent sous la forme d'un prêt. Une fois la bataille terminée, l'émissaire que Rothschild avait eu le génie d'envoyer sur place se hâta de traverser la Manche pour le rejoindre à la City à Londres, afin d'être le premier informé de l'issue de cette bataille, Rothschild sur lequel tous les traders avaient les yeux rivés pour tenter de détecter sur son visage qui l'avait emporté prit un air triste à mourir, les traders en déduisirent que les Anglais avaient été vaincus et s'empressèrent de vendre leurs titres, pendant qu'en coulisse ses courtiers les rachetaient une bouchée de pain, c'est ainsi que Rothschild devint l'homme le plus riche d'Angleterre et du monde.

On voit ici comment le banquier Rothschild influença le cours politique de l'histoire, quant à cet épisode, il n'était qu'une étape vers la conquête du pouvoir. Depuis cette époque l'Empire britannique ne cessa de recourir au service de Rothschild et de Rockefeller à qui il mit le pied à l'étrier. En échange de quoi, les Anglais lui cédèrent la Palestine afin d'y établir son gouvernement, son Etat, à partir duquel il devrait soumettre le monde entier.

L'argent n'est que le moyen pour obtenir le pouvoir, le pouvoir absolu digne d'une monarchie est l'objectif ultime du cartel des banquiers internationaux de la Fed une fois le peuple réduit à l'état de serf selon Nike Rockefeller lui-même. L'euro et la BCE figurent parmi les instruments mis au point pour soumettre les Etats et les peuples européens et en faire leurs sujets.

Donc en toile de fond de la guerre que mène l'aristocratie financière depuis le XVIIe siècle à nos jours, figure la question du pouvoir, question que dorénavant plus aucun parti du mouvement ouvrier n'aborde, y compris sa soi-disant avant-garde, comme si cette question avait été définitivement tranchée en faveur de l'oligarchie financière, bref il a capitulé.

Avant que la Fed ne soit créée le 23 décembre 1913, il exista depuis le début du XIXe siècle plusieurs moutures de banques centrales aux Etats-Unis. Chaque fois l'objectif de l'oligarchie financière fut de se rendre maître de la monnaie et surtout de la production de la monnaie contre rien en échange, chaque Président des Etats-Unis en place, parfois au péril de sa vie, s'y opposa ou finit par céder, mais refusa de renouveler son bail, quand ce n'était pas la Chambre des représentants qui y était hostile. Les six banquiers qui allaient former la Fed mirent 77 ans pour parvenir à leur fin en achetant les médias de l'époque, les élus, et en plaçant leurs hommes de confiance au sein du gouvernement Wilson, au Trésor notamment.

Depuis 1913, ce sont eux qui élisent le Président des Etats-Unis et qui contrôlent le gouvernement, dont sa politique internationale. Ce sont eux qui sont responsables de toutes les guerres dans lesquelles les Etats-Unis ont été engagés et la plupart des autres qu'ils ont fomentées tout en finançant les belligérants des deux camps de façon à s'enrichir des deux côtés à la fois.

De nos jours, ils ont réussi à placer Draghi à la tête de la BCE dans le but de soumettre tous les Etats de l'UE à leur volonté, autrement dit à les plonger dans une terrible récession afin de mieux les démanteler ou leur retirer leur souveraineté



politique, tout pouvoir en somme, là encore l'euro et la BCE ne sont que des instruments pour parvenir à cet objectif : s'accaparer le pouvoir politique. L'oligarchie financière exécra la démocratie qui constitue un obstacle à leur plan.

Il n'est donc pas incorrecte de concevoir le combat pour la démocratie, mais à condition de la lier à la question du pouvoir, au renversement du régime en place et à la liquidation des fondements du capitalisme, dès lors qu'on lui donne un contenu politique de classe, sinon cela revient à faire le jeu de notre ennemi.

Ce cartel des banquiers les plus puissants de la terre n'ont pas confiance dans le déroulement de la lutte des classes sur la base des rapports sociaux de production, ils craignent que leur classe finisse par perdre cette guerre. Ils estiment que les gouvernements des Etats ne sont pas fiables ou n'ont pas forcément les qualités requises pour la mener à bien, alors qu'un gouvernement mondial composé d'une poignée de banquiers internationaux flanquée de l'élite intellectuelle formée à ce dessein et concentrant tous les pouvoirs, serait inaccessible et inattaquable, invulnérable pour l'éternité, une fois l'humanité réduite en esclavage.

Axer le combat politique contre l'émergence d'une banque centrale aux Etats-Unis au XIXe siècle et au début du XXe siècle aurait été une erreur, puisqu'il fut démontré par la suite que rien ne pouvait empêcher la création de la Fed, à partir du moment où le pouvoir de nuisance des banquiers n'avait pas été totalement annihilé, autrement dit, tant que les banques privées existaient, donc le système capitaliste dont elles sont indissociables et qu'elles dominent ou contrôlent.

De la même manière, axer le combat politique contre la BCE (le FMI et la Commission européenne) est une grave erreur politique, car s'ils ne parvenaient pas à leur fin par ce moyen-là, ils trouveraient toujours une parade pour y parvenir plus tard. A la limite ils pourraient conduire du jour au lendemain tous les Etats de l'UE endettés jusqu'au cou à la banqueroute en fermant les robinets du crédit -puisque dorénavant les Etats dépendent totalement du marché pour se financer et payer leurs dettes, donc de ces banquiers, comme en 1929 aux Etats-Unis ou en Allemagne au début des années 30, et ensuite alimenter la xénophobie par la presse qu'ils contrôlent conditionnant ainsi psychologiquement les masses dans la perspective d'une troisième guerre mondiale, une fois parvenus à ce stade et sans que cela débouche forcément sur une guerre, ils proposeraient leur service aux différents Etats moyennant quoi ils se délesteraient de leur pouvoir au profit d'une banque et d'institutions européennes ou mondiales que ces banquiers contrôlèrent totalement.

Soit cela passe en temps de paix, soit cela passera en ayant recours à une guerre, soit dit en passant qu'ils ont déjà entamée en 2001 avec l'Afghanistan et qu'ils poursuivent en Syrie en 2012.

Il faut se souvenir que lorsqu'ils ont créé la Fed, ses statuts étaient identiques au projet de la banque centrale qui avait été rejeté précédemment, ils ont juste changé le nom, entre temps ils avaient créé les conditions politiques pour réussir leur coup cette fois-ci, et cela marcha à merveille puisqu'un siècle s'est écoulé depuis, le gouvernement fédéral croule sous une dette de plus de 16.000 milliards de dollars et quand il doit approvisionner en papier les toilettes du Congrès, il doit emprunter à ces banquiers et leur verser des intérêts ! Ils détiennent donc le pouvoir aux Etats-Unis, ce n'est qu'une nouvelle étape vers l'établissement du Nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs vœux.

Ces gens-là possèdent une détermination à toutes épreuves et sont capables d'un cynisme sans nom pour réaliser leur plan, le négliger ou le perdre de vue et l'on ne comprend plus rien à ce qui se passe dans le monde.

De la même manière, l'animateur de la vidéo *Les Maitres de la monnaie* terminait en disant qu'il fallait changer le système monétaire mais que cela s'avérait impossible dorénavant au regard du pouvoir acquis par les banquiers de la Fed, son analyse n'allait pas plus loin parce qu'il ne se situait pas sur le terrain de la lutte de classe, à sa manière, en restant sur le terrain du capitalisme il avait raison, comme il est impossible en France (et en Europe) de s'attaquer ou de rompre avec la BCE sans s'attaquer aux institutions de la Ve République, le pilier de l'Etat, la condition politique qui a permis l'existence de la BCE, car si aucun président et aucun gouvernement en France, si l'Assemblée nationale n'avait pas adopté le traité de Maastricht, la BCE n'existerait tout simplement pas, voilà la vérité que les dirigeants des partis ouvriers ne veulent pas voir ou prendre en considération et qu'ils camouflent aux militants et aux travailleurs les conduisant dans une impasse politique criminelle.

On pourrait continuer encore longtemps dans le même registre.

De la même manière, l'animateur de cette vidéo estimait que le retour à la parité avec l'or ne résoudrait pas le problème et il avait raison. Dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* Lénine fustigera ceux qui s'en prenaient au monopole en voulant rétablir la concurrence parce que c'était justement la concurrence qui avait conduit au monopole. Eh oui, c'est élémentaire, fallait-il encore y penser ! Je l'ai mis en ligne, chacun peut le vérifier par lui-même ou le relire attentivement, je n'invente rien. D'ailleurs depuis le premier mot que j'ai écrit, je n'ai fait pour ainsi dire que relater des faits en analysant leurs rapports, je n'ai formulé aucune théorie nouvelle ou point de vue personnel.

Fustiger aujourd'hui la concurrence déloyale de certains Etats ou capitalistes en Europe qui conduit à la désindustrialisation et au chômage de masse dans les pays capitalistes les plus industrialisés relève du social-patriotisme ou de l'esprit étroit du petit-bourgeois réactionnaire, c'est exactement du même tonneau que l'exemple figurant ci-dessus, on renvoie leurs partisans

à l'ouvrage de Lénine qu'ils n'ont jamais lu ou étudié sérieusement.

Parce qu'ils sont incapables de s'attaquer à leur propre bourgeoisie dans leur propre pays, parce qu'ils n'ont pas compris le cours de l'évolution du capitalisme mondiale des dernières décennies, les voilà réduits à entonner une théorie réactionnaire, qui, si les capitalistes les écoutaient nous conduirait en Inde à revenir au vélo ou au char à boeuf que j'ai connu sur les routes il y a 20 ans, non merci !

Vous êtes en forme ? Assurément, alors continuons.

Puisque les militants ont peu de temps libre pour lire (et m'envoyer un courriel, sic!), bien qu'ils en aient le reste du temps pour réfléchir mais apparemment c'est un exercice auquel peu sont familiarisés ou ils ont autre chose de toujours plus important à penser, en guise d'épilogue et sans commentaire j'ajoute quelques passages de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*.

J'ai terminé par là hier soir ou plutôt ce matin sur les coups de 1h, je ne distinguais même plus les lignes à l'écran tellement j'étais épuisé, j'attendais que le courant revienne pour aller enfin me coucher. En passant je vous remercie de votre soutien, l'ostracisme dont je fais l'objet ne vous portera pas chance, je dirais même que vous en subissez déjà les conséquences, décidément nous ne partageons pas les mêmes principes ou les mêmes valeurs.

Au fait, j'allais oublier de signaler que ce qui vient d'être relaté dans cette causerie ne fait que confirmer l'orientation politique que je défends contre les opportunistes.

Les extraits de l'ouvrage de Lénine figurent en italique.

1- A bas la concurrence "*libre et non faussée*", vive la "*vraie*" concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes dits "*libres*" par le POI et la volonté du Saint-Esprit de la Libre Pensée, c'est la ligne de la totalité du mouvement ouvrier en 2012.

- "*... la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence "libre", "pacifique", "honnête".*"

2- La formation des monopoles n'est pas née dans le cerveau d'un banquier, le monopole se forme à un certain stade du développement du capitalisme et cette évolution est irréversible. Le monopole correspond à la socialisation des moyens de production au profit de l'oligarchie financière (et de l'aristocratie ouvrière au passage), au lieu de se réaliser au profit des travailleurs, c'est ce qui distingue l'impérialisme du socialisme sur le plan économique et social...

- "*Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son Capital, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une "loi de la nature". La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'oeuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que "le marxisme est réfuté". Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte.*"

*Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de libre échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme.*"

3- L'impasse politique à laquelle conduit infailliblement la politique du POI.

- "*L'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*" (POI) n'est rien d'autre qu'"*une critique - évidemment petite-bourgeoise - de l'oligarchie financière.*" parce que "*L'ancien capitalisme a fait son temps. Le nouveau constitue une transition. La recherche de "principes fermes et d'un but concret" en vue de "concilier" le monopole et la libre concurrence est, de toute évidence, une tentative vouée à l'échec*"

4- Avis à ceux qui estiment qu'il serait possible de réformer les bases de l'impérialisme.

- "*Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.*"

*La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle. "*

5- L'*"union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe"* est un mot d'ordre réactionnaire qui revient à dire : les règles de la libre concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes sont faussées par l'Union européenne, le FMI, l'OMC, rompons avec l'UE afin de rétablir une véritable concurrence entre eux qui bien entendu aboutirait au même résultat que l'impérialisme, puisque les capitalistes et les Etats les plus puissants imposeraient leurs lois aux plus faibles et se conduiraient comme des monopoles. Du coup le mot d'ordre du rétablissement de la démocratie apparaît encore plus erroné et grotesque, puisque le monopole est incompatible avec la démocratie ou conduit à sa disparition.

*" ... Agahd, A. Lansburgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : L'Angleterre et l'impérialisme, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire oeuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des "voeux innocents" de paix, etc. "*

6- S'opposer au monopole en prônant la concurrence entre les capitalistes et les Etats capitalistes est un *"non-sens"* issu d'un *"esprit réactionnaire et réformisme bourgeois"*.

*- "Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un "idéal réactionnaire", la "démocratie pacifique", le "simple poids des facteurs économiques", car cet idéal rétrograde objectivement du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste.*

*Le commerce avec l'Egypte (ou avec toute autre colonie ou semi-colonie) "se fût accru" davantage sans occupation militaire, sans impérialisme, sans capital financier. Qu'est-ce à dire ? Que le capitalisme se développerait plus rapidement si la libre concurrence n'était limitée ni par les monopoles en général, ni par les "relations" ou le joug (c'est-à-dire encore le monopole) du capital financier, ni par la possession monopoliste des colonies par certains pays ?*

*Les raisonnements de Kautsky ne sauraient avoir un autre sens : or, ce "sens" est un non-sens. Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, puisse développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle engendre le monopole. Et les monopoles sont déjà nés, - issus, précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.*

*Tournez et retournez les raisonnements de Kautsky, vous n'y trouverez rien d'autre qu'esprit réactionnaire et réformisme bourgeois."*

Cette critique des opportunistes ne peut être comprise, que si on a à l'esprit qu'ils refusent obstinément de s'attaquer aux institutions de la Ve République ou aux institutions politiques nationales dans chaque pays, ainsi qu'aux fondements du capitalisme, le capitalisme demeurant en place dans la perspective d'une *"union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe"*.

Nous reviendrons plus tard sur les questions abordées ici.

On pourrait terminer aujourd'hui en jetant un autre pavé dans la marre putride des opportunistes, cette fois à propos des forces productives qui auraient cessé de croître depuis le début du XXe siècle selon Trotsky et ses *"héritiers"*. Or le développement du capitalisme au cours du XXe siècle a prouvé exactement le contraire, notamment au cours des 70 dernières années.

Que disait Trotsky dans le *Programme de transition* que ces *"trotskystes"* agitent comme un fétiche :

*- " Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle."*

Cela est totalement faux évidemment, voici de quelle manière Lénine abordait cette question en 1916, soit 22 ans avant que ne soit rédigé le *Programme de transition*, toujours dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* : - *"Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "Etat-rentier", d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la "tonte des coupons". Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une tantôt l'autre de ces tendances.*

*Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre). "*

La décomposition ou la "putréfaction" du capitalisme n'est pas incompatible avec son développement à un niveau supérieur, en réalité gigantesque depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. On peut donc en déduire que Trotsky a commis là une erreur, mais on peut estimer aussi que s'il avait vécu les années ou les premières décennies d'après-guerre il aurait rectifié le tir, ce que ne firent jamais ceux qui se réclament du *Programme de transition*, du coup ils furent incapables de combattre efficacement l'impérialisme (capitalisme et stalinisme) et de construire un nouveau parti communiste. Que reste-t-il de la politique impulsée par Pierre Lambert et son dauphin autoproclamé ? Rien, pas une pierre debout ! On y reviendra plus tard.

L'essentiel, c'est d'aller de l'avant. Laissons là ceux qui ont les yeux toujours rivés vers le passé, notre objectifs'inscrit dans le futur, dont malheureusement on ne cesse de s'éloigner au lieu de s'en rapprocher. J'espère vous avoir encouragés ici à ne pas désespérer.

### La propagande de la peur.

La France compte jusqu'à plusieurs centaines d'islamistes radicaux capables de passer à l'action comme le groupe démantelé samedi et doit agir contre une menace prise très au sérieux, a déclaré lundi le ministre de l'Intérieur Manuel Valls.

"*Nous savons aussi qu'il y a plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines d'individus capables de s'organiser comme le groupe qui vient d'être démantelé*", a-t-il dit. (Reuters 08.10)

Est-il sûr qu'ils ne seraient pas des milliers par hasard, car dans chaque musulman sommeille un terroriste qui s'ignore... Ce dont on est certain en revanche, c'est que l'on trouve un réactionnaire dans chaque dirigeant ou responsable du PS. Qui en doutaient ?

### Histoire de "roquets".

"*Le président de la République et le gouvernement travaillent pour les Français, les leaders de l'UMP aboient mais n'ont rien à proposer, le débat démocratique a besoin d'une opposition digne, pas d'une opposition de roquets*", a déclaré M. Désir à l'AFP.

(Entre chiens vous êtes faits pour vous entendre, il a raison monsieur Désir. - Ndr)

"*Les leaders de l'UMP dérapent et insultent, la droite n'a toujours pas accepté sa défaite qui est le choix des Français*", a estimé M. Désir.

(Normal, le PS poursuit la politique de l'UMP, donc l'UMP estime qu'elle aurait été mieux placée pour l'appliquer, ce qui relève de l'hypocrisie puisque les médias appartenant à l'oligarchie financière avait voté... Hollande ! - Ndlr)

Selon lui, "*la droite des privilèges et du pacte avec l'argent n'accepte pas la politique de la justice sociale et des efforts partagés pour réparer les dégâts du sarkozysme et sortir de la crise*". (AFP 08.10)

(C'est d'ailleurs pour cette raison que le PS va ratifié le TSCG et la "règle d'or" qui inscrit l'austérité dans la Constitution ! - Ndlr)

### TSCG. Une misérable comédie de gens misérables.

L'heure doit donc être grave pour que le Premier ministre prenne le relais de son ministre délégué aux Affaires européennes Bernard Cazeneuve, du suppléant à l'Assemblée nationale de Laurent Fabius Guillaume Bachelay et du patron des députés PS Bruno Le Roux, dans le rôle d'avocat du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), qui sera voté mardi à 16 h 30 à l'Assemblée nationale.

Ils sont 22 députés du PS, représentants de la gauche de la gauche, embarqués derrière Benoît Hamon avant que celui-ci ne devienne ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, à donner des sueurs froides au gouvernement. Si tous votaient contre le traité, en plus de l'opposition stricte du Front de gauche et des réticences d'Europe Écologie-Les Verts, la majorité serait fragile. Le traité serait adopté de justesse, et la droite ne manquerait pas de souligner que ses voix - à une petite quinzaine près - n'ont pas manqué pour valider un texte conçu par Nicolas Sarkozy.

Bruno Le Roux s'occupait des questions de forme. "*Il est brutal et cash*", affirme-t-on dans les rangs de la gauche de la gauche. "*Il nous a bien fait comprendre que si on votait contre le traité, on aurait du mal à peser dans la vie du parti*." Puisque le PS prépare son congrès, qui se tiendra à Toulouse à la fin du mois, l'enjeu politique est grand : le nombre de places est déjà réservé entre les différents courants dans les futures instances du parti, mais les postes-clés ne sont pas encore distribués...



Il faut croire que la menace est opérante. Parmi les 22, dont Razzy Hammadi, Jérôme Guedj, Nathalie Chabanne, Olivier Dussopt, Pascal Cherki, Barbara Romagnan, Jean-Philippe Maré, Stéphane Travert, Linda Gourjade, Christophe Léonard, etc., on nous affirme "qu'il n'y en a pas vingt qui voteront contre". Selon nos informations, une petite dizaine d'entre eux pourraient transformer leur "contre" en abstention. Et deux d'entre eux ont décidé de voter "oui" au traité.

Mais très difficile, lundi, de faire un point clair sur la situation. Entre ceux qui refusent de s'exprimer, ceux qui s'agacent - "Il n'y a rien à dire !" - et ceux qui supplient - "Si je parle, il faut me protéger, sinon vous allez me retrouver pendu à un arbre devant le Palais-Bourbon !"

Et un autre de s'en prendre au gouvernement, qui n'a pas su leur parler : "Il suffisait dès le début que l'on se mette autour d'une table, qu'il nous demande de ne pas être plus de 15 à voter contre, toute la gauche confondue, et on aurait très bien su faire ça ! Au lieu de ça, ils ont créé un drame !"

D'ores et déjà, la bande de la gauche de la gauche a fait savoir qu'elle voterait en faveur de la loi organique relative au pilotage des finances publiques... qui permet l'application en France du TSCG ! Un député admet : "C'est peut-être incohérent, mais on fait comme on peut ! Le budget, c'est un vote d'appartenance à la majorité." Et puisqu'ils appartiennent à la majorité... (lepoint.fr 08.10)

Ils ne vous donnent pas envie de vomir au nom du socialisme ? Allez donc vous pendre où vous voudrez, bon débarras, cela nous évitera de le faire à votre place !

### La "règle d'or". Tour de passe-passe ou supercherie.

Le projet de loi organique sur les modalités d'applications de la "règle d'or" pour ramener les finances publiques à l'équilibre sous surveillance d'un Haut Conseil, est une "boîte à outils" préservant la souveraineté nationale, a affirmé lundi le ministre de l'Economie Pierre Moscovici.

"Le projet de loi organique ne remet pas en cause la souveraineté nationale et préserve le rôle du Parlement. Il donne des outils plus performants pour mettre en oeuvre l'engagement du retour à l'équilibre des finances publiques", a déclaré M. Moscovici devant les députés, avant de partir à Luxembourg pour une réunion de l'Eurogroupe.

Le projet de loi organique institue notamment un pilotage "structure" des finances publiques, avec des objectifs corrigés des aléas de la conjoncture.

Il instaure aussi un gendarme des finances publiques, sous la forme d'un Haut Conseil des finances publiques chargé de vérifier la fiabilité des prévisions macro-économiques et de se prononcer sur le respect de la trajectoire des finances publiques à moyen terme.

Le président de ce Haut conseil, adossé à la Cour des comptes, sera le président de la Cour des comptes, Didier Migaud (PS). Selon des amendements devant être acceptés lundi, le directeur général de l'Insee, et un membre nommé par le président du Conseil économique social et environnemental (Cese) vont s'ajouter aux huit membres initialement prévus.

Le texte organise également un mécanisme de correction en cas de creusement des écarts entre la trajectoire des finances publiques visée et la trajectoire effective. "Le caractère automatique du mécanisme de correction réside uniquement dans son déclenchement. Mais seul le législateur financier -cette Assemblée et le Sénat- pourra sur proposition du gouvernement définir les voies et les moyens d'effectuer cette correction", a assuré Pierre Moscovici.

"Là où la majorité présidentielle précédente voulait inscrire une +règle d'or+ dans la Constitution, ce qui aurait soumis l'ensemble des lois financières à un contrôle mécanique et rigide de cette règle et aurait réduit de facto le Parlement au rôle de simple +expert-comptable+ de la République", le gouvernement "a souhaité au contraire soumettre à la représentation nationale un dispositif qui n'énonce pas de +règle d'or+ mais qui préserve les prérogatives et vivifie les débats du Parlement", a-t-il dit.

Il espère que "ce texte utile, de bon sens (...) pourra faire l'objet d'une approbation très large de cette assemblée".

Mais pour François Asensi (Front de gauche), le texte est "un chien de garde de l'austérité" qui "rendra impossible de mettre en oeuvre une véritable politique de gauche". Le FG a défendu, en vain, deux motions de procédures contre le projet.

"Cela va dans le sens de l'intérêt national", a lancé Gilles Carrez (UMP), président de la commission des Finances, expliquant que l'ancienne majorité avait "élaboré ces règles de bonne gouvernance", et que "les contraintes du traité s'imposeront".

Barbara Pompili, co-présidente du groupe écologiste -qui votera contre le traité budgétaire européen mais n'a pas arrêté sa



position sur la loi organique-, a estimé que "le texte de la loi permet de dégager des marges de manoeuvres pour relancer la machine économique".

"Depuis 15 ans, nous nous sommes battus sur la règle d'or. Et bien on va voter la règle d'or!", a lancé Charles de Courson (Union des démocrates et indépendants). "Ce qui fait le malheur des peuples, ce n'est pas la règle d'or c'est ceux qui l'ont oubliée, qui ont surendetté leur peuple et qui les amènent un jour à un régime dictatorial!", a-t-il dit. (AFP 08.10)

Tandis qu'avec le projet de l'UMP, la "règle d'or" devait être inscrite directement dans la Constitution, avec celui du PS elle y figurera aussi, disons indirectement en tant que loi organique.

Rappelons que l'ensemble des lois organiques, décrets, ordonnances ou traités sont considérés comme faisant partie de la Constitution dès lors qu'ils ont été adoptés. On en veut pour preuve que toutes les lois votées sous la IVe République ont été reconduites après l'adoption de la Ve République, à l'exception bien entendu de celles contraires à l'esprit de la Ve République et contenues dans la nouvelle Constitution.

On nous a expliqué que le Conseil constitutionnel avait pris une décision politique en estimant que l'adoption de la "règle d'or" sous la forme d'une loi organique ne nécessitait pas la modification de la Constitution. Alors en quoi consiste véritablement la différence entre ces deux projets, celui de l'UMP et du PS ?

En l'inscrivant directement dans la Constitution, les gouvernements qui se succèderaient par la suite n'auraient plus qu'à s'y tenir sans impliquer les députés et sénateurs, alors qu'avec le projet du PS, les parlementaires seront amenés à mettre la main à la pâte pour l'appliquer.

On pourrait se poser une question : et si un jour il existait une majorité parlementaire opposée à son application, est-ce que ce n'est pas prendre le risque de la remettre en cause ? Non, répond implicitement le PS. Mais pourquoi peuvent-ils arborer une telle assurance ? Devinez, d'une part parce qu'ils savent que leur parti est totalement inféodé au capital, qu'il est lui-même un parti de l'ordre, d'autre part parce qu'ils savent qu'il n'y aura jamais une majorité parlementaire composée des autres partis que l'UMP et le PS, les dernières élections législatives ne l'ont-elles pas suffisamment prouvées ? Et puis lorsque le PS disposera d'une faible majorité, en cas de besoin l'UMP fera l'appoint et le tour sera joué. Donc le risque est zéro.

Le Front de gauche qui soutient l'ordre établi tient parfaitement son rôle ici.

L'UMP et l'UDI (centristes) vont voter cette loi organique qui leur convient très bien puisqu'elle préserve les intérêts des capitalistes. Les dirigeants du PS s'appuient sur la nature capitaliste de leur parti, il n'y a que le mouvement ouvrier pour l'ignorer.

### Le PS complice du patronat... de toujours, normal.

C'est une étude qui aurait pu faire grand bruit... si elle avait été remise quelques semaines plus tôt. Un document rendu en juin 2011 à l'agence de développement Seine-Saint-Denis Avenir — créée par le conseil général —, soulignait déjà les risques pesant sur l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay et proposait des pistes d'action. (leparisien.fr 08.10)

Le cabinet du président PS du conseil général, Stéphane Troussel, a affirmé n'avoir "jamais eu cette note entre les mains", un mensonge de plus.

### Marché de dupes. Donnant-donnant de la main droite vers la main gauche... du capitaliste !

Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a proposé lundi aux entreprises une "diminution des cotisations sociales" en contrepartie de "l'investissement productif", en marge d'une visite à l'usine de la Française de Mécanique à Douvrin (Pas-de-Calais).

"Je propose un donnant-donnant: diminution des cotisations sociales qui pèsent sur le processus productif, sur les entreprises, contre de l'investissement productif. Ca veut dire qu'une partie de la nation va payer une partie de l'investissement productif pour qu'il y ait une sorte de relance par l'investissement productif", a détaillé le ministre. (AFP 08.10)

C'est l'Etat ou plutôt les contribuables, les travailleurs, qui paieront aux organismes sociaux l'équivalent de cette diminution des cotisations sociales conduisant à une réduction du coût du travail, appauvrissant un peu plus les travailleurs pour que les actionnaires s'enrichissent davantage.

### Comment le gouvernement promeut le terrorisme et la charia. Mode d'emploi.

1- La pétro-monarchie saoudienne qui arment les mercenaires engagés dans le combat contre le

peuple syrien à l'honneur. Une "**première**" en Europe.

Des unités de forces spéciales saoudiennes, engagées pour la première fois en Europe, ont participé lundi à un exercice avec leurs homologues françaises sur la base aérienne de Solenzara dans le cadre de manoeuvres conjointes et interarmées en Corse.

Cet exercice, en présence des plus hauts dirigeants militaires des deux pays, a consisté pour des commandos français et saoudiens à prendre le contrôle de l'aérodrome.

Leur mission est, selon le ministère de la Défense, "*d'obtenir rapidement un effet déterminant sur l'issue d'une crise ou d'un conflit*".

Son homologue saoudien, le général Hussein Abdallah Al Qobeil, s'est félicité des "*relations excellentes entre les deux armées*". "*Nous avons acheté beaucoup de matériel militaire français*", a-t-il ajouté exprimant le souhait "*de développer les échanges et la coopération dans tous les domaines*".

Il a rappelé que les forces des deux pays avaient combattu ensemble lors de l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1990, et que les forces spéciales saoudiennes avaient encore été engagées notamment lors des combats à la frontière avec le Yémen en 2010. (Il a oublié Bahreïn contre les manifestants au régime ! - Ndlr)

C'est la première fois que ces unités sont projetées en Europe, a souligné le général Al Qobeil. (AFP 08.10)

Oui, le gouvernement impérialiste français figure bien aux avant-postes de la réaction en Europe et dans le monde. Qui en doutaient ? Peut-être ceux qui ont appelé à voter Hollande et PS...

2- L'argent n'a pas d'odeur pour le grand bourgeois Fabius. Bienvenue à tous les riches despotes alliés des Etats-Unis.

Le chef de la diplomatie française a souhaité dimanche "*bienvenue à tous les investisseurs*" en évoquant les investissements qataris en France, soulignant que ces derniers n'avaient "*aucune pesée sur la politique étrangère*" de Paris, lors de l'émission "Tous politiques" France Inter/AFP/Le Monde.

"*Ca ne veut pas dire du tout qu'il puisse y avoir une pesée sur notre politique étrangère*", a-t-il ajouté.

"*Nous avons de très bons contacts avec les autorités du Qatar que nous voyons régulièrement et nous sommes parfaitement au clair. Le Qatar a fait le choix d'un partenariat profond avec la France, la France en est heureuse*", a-t-il déclaré.

Interrogé sur les raisons des investissements qataris en France, il a estimé que ce pays était "*sensible au fait que la France est un pays qui pèse, une des cinq principales puissances du monde, et qu'en même temps nous ne sommes pas alignés*".

"*Nous avons des choix clairs, des principes, mais nous n'obéissons pas à tel camp ou à tel autre. En politique étrangère, la France est entendue et elle est attendue. Je crois qu'un pays comme le Qatar et d'autres sont sensibles à cela*", a-t-il estimé. (AFP 07.10)

Comment, vous ne saviez pas que la France appartenait au groupe des pays dits non-alignés ?

3- Le Qatar et l'Arabie Saoudite recrutent et financent déjà Al-Qaïda et les mouvements terroristes dans le monde, alors pourquoi pas en France ?

Dans un entretien publié lundi par la *Dépêche du Midi*, l'ancien chef de la DST (Direction de la surveillance du territoire) Yves Bonnet a mis en cause lundi l'argent de la drogue mais aussi celui de l'Arabie saoudite et du Qatar dans le financement de réseaux islamistes radicaux.

"*On n'ose pas parler de l'Arabie Saoudite et du Qatar, mais il faudrait peut-être aussi que ces braves gens cessent d'alimenter de leurs fonds un certain nombre d'actions préoccupantes*", déclare-t-il.

"*Il va falloir un jour ouvrir le dossier du Qatar car là il y a un vrai problème. Et je me fiche des résultats du Paris-Saint-Germain*", a-t-il déclaré.

Les projets d'investissements du Qatar en France suscitent des interrogations dans la classe politique. Après avoir investi au Paris-Saint-Germain, dans l'achat de droits de diffusion TV, puis sur le marché de l'art, le Qatar pourrait dédier un fonds d'investissement de 50 à 100 millions d'euros aux banlieues françaises.

"Côté renseignement, ce type de réseau est beaucoup plus difficile à identifier car là on a affaire à des gens qui sont des convertis (...) ils sont beaucoup plus difficiles à cerner", commente M. Bonnet.

Selon lui, il faut "s'intéresser à ces milieux de jeunes délinquants qui sont à la marge (...) Si la police veut être efficace, elle va devoir travailler en profondeur ces milieux, liés principalement à la drogue. Cela passera essentiellement par l'infiltration". (AFP 08.10)

## ACTUALITE EN TITRES

### Il est bien placé pour faire référence au nazisme !

- Opération antiterroriste : le président du Crif compare l'islam radical et le nazisme - LePoint.fr

Comme on peut comparer le sionisme au nazisme, en pire, si l'on se réfère au nombre de victimes innocentes à travers le monde depuis un siècle ou davantage causés par les guerres fomentées par le cartel de banquiers sionistes de la Fed, que le Crif soutient, ainsi que l'UMP et le PS.

Yeshayahou Leibowitz, né à Riga en 1903 et mort en 1994 était un chimiste, philosophe et écrivain israélien, considéré comme l'un des intellectuels les plus marquants de la société israélienne, et l'une de ses personnalités les plus controversées pour ses avis tranchés sur la morale, l'éthique, la politique, et la religion. Le chef d'orchestre et compositeur René Leibowitz était son cousin.

Dans une vidéo intitulé *Un juif extraordinaire*, il citait un verset de Jérémie à l'adresse des autorités israéliennes, après qu'elles aient emprisonné une jeune palestinienne et avoir refusé de lui retirer les menottes qu'elles lui avaient passées avant son accouchement en prison : "*Je vous couvrirai d'une honte éternelle, d'un opprobre éternel qu'on l'on n'oubliera pas*".

### Aurait-il quelque chose à se reprocher ?

- Fabius s'empare de Twitter pour appeler à l'abolition universelle de la peine de mort - 20minutes.fr

Pas besoin de loi pour aller massacrer la population en Afrique, en Algérie, au Vietnam, en Afghanistan, au Koweït, en Libye, et maintenant en Syrie...

### Pourquoi se gêner ?

- Taxation des plus-values: Le Medef réclame le retrait pur et simple de la réforme - 20minutes.fr

- Sanofi pourrait ravir à Total sa place de première capitalisation boursière - AFP

### L'oligarchie financière s'immisce dans toutes les entreprises.

- JCDecaux en net repli, plombé par Goldman Sachs - Reuters

L'action JCDecaux évolue en forte baisse lundi à la Bourse de Paris, plombée par une note négative de Goldman Sachs qui a revu sa recommandation sur la valeur d'acheter à vendre. (Reuters 08.10)

### Il ne manquerait plus que cela !

- Sapin réfute toute ingérence dans les affaires des entreprises - AFP

### La palme du ridicule. Populisme effréné.

- Mélenchon tacle les "*déplacements spectacle*" de Hollande - Reuters

Pauvre type !

### Monopole. Concentration de la production = augmentation des prix.

- La nouvelle donne après le Yalta du transport aérien - lepoint.fr

Plus de places disponibles jusqu'à la mi-janvier 2013 pour Chennai dans le sud de l'Inde à moins de 926 euros, soit un tarif

en augmentation de 50%.

Mon épouse en tombant en larmes devant le directeur d'une agence de voyage de Marseille où elle prend régulièrement ses billets d'avion, lui a trouvé une place à 731 euros sur Jet Airways le 6 novembre prochain, une compagnie aérienne privée indienne, avec une durée du voyage inférieure de moitié à celle des billets à 926 euros et plus sur des compagnies occidentales ou du Golfe (Qatar Airways, British Airways, Lufthansa, Air India, etc.).

Si vous projetez de voyager en avion, réservez votre place au moins 4 ou 6 mois à l'avance, sinon vous savez ce qui vous attend.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grèce

Huit mille manifestants ont défilé lundi à Athènes en scandant des slogans anti-austérité et en brandissant des banderoles contre la visite de la chancelière allemande Angela Merkel, attendue mardi dans la capitale grecque.

Organisée à l'appel de syndicats de plus en plus exaspérés par les coupes dans les salaires et les avantages sociaux opérées depuis trois ans en Grèce, cette manifestation était prévue avant l'annonce de la visite de Merkel.

La principale banderole était un drapeau allemand déployé devant le parlement et sur lequel on pouvait lire : "*Angela tu n'es pas la bienvenue!*"

La police avait précisé dans un communiqué que "*tout rassemblement public serait interdit mardi entre 09H00 et 22H00 dans des quartiers du centre-ville*" dans une zone incluant l'ambassade d'Allemagne, le Parlement et les palais gouvernementaux "*et sur les artères qui relient le centre à l'aéroport d'Athènes*".

Les autorités grecques ont prévu de renforcer la sécurité mardi dans les rues d'Athènes. La police a interdit les rassemblements dans la plupart des quartiers du centre-ville et a annoncé qu'elle allait déployer 6.000 agents, des unités antiterroristes et poster des tireurs d'élite sur les toits. (AFP et Reuters 08.10)

#### 2- Grande-Bretagne

Le ministre britannique des finances, George Osborne, a annoncé lundi 8 octobre que le gouvernement allait procéder à de nouvelles coupes drastiques de 10 milliards de livres dans les dépenses sociales.

*'La majeure partie des économies doit venir de la réduction des dépenses publiques et non de l'augmentation des impôts'*, a plaidé le ministre, lors de la conférence du Parti conservateur à Birmingham.

*'Nous devons trouver 10 milliards de livres [12,4 milliards d'euros] d'économies dans les dépenses sociales d'ici la première année complète de la prochaine législature'*, a-t-il annoncé. Les prochaines élections sont programmées pour mai 2015.

Ces coupes, qui toucheront notamment les allocations familiales ou les aides aux logements des jeunes chômeurs, s'ajoutent aux coupes de 18 milliards de livres déjà prévues d'ici 2015 par le gouvernement de coalition conservateurs-libéraux démocrates de David Cameron.

Tout en assurant que les Britanniques les plus riches continueraient à supporter la plus lourde part du fardeau, M. Osborne a balayé l'idée d'une taxe sur le patrimoine ou d'une taxe sur les biens immobiliers de luxe prônées par les libéraux démocrates. (lemonde.fr 08.10)

Et point d'euro, de TSCG ou de "*règle d'or*" en Grande-Bretagne, vous l'avez remarqué aussi, bravo !

Alors que vaut la campagne engagée contre la ratification du TSCG, contre l'euro, la BCE, l'UE déconnectée du combat contre les institutions ? Réponse : absolument rien, que dal, c'est du vent ! (comme quoi l'orthographe est un exercice périlleux, il existe pas moins de trois façons d'écrire cette locution : que dalle, dale ou dal.)

#### 2- Venezuela

Au pouvoir depuis 1999, M. Chavez s'est imposé dimanche avec 55,14% des suffrages face à son jeune concurrent, Henrique Capriles Radonski (44,24%), soit une différence d'environ 1,6 million de voix, le résultat le plus serré jamais obtenu par l'opposition en 14 ans, d'après des résultats portant sur 97,65% des bulletins.

La forte participation, supérieure à 80%, permet en outre aux deux hommes de revendiquer un soutien massif à leurs projets antagonistes.

Cette nouvelle victoire d'Hugo Chavez, 58 ans, confirme qu'il continue de disposer d'un large soutien populaire, notamment chez les plus défavorisés, premiers destinataires des nombreux programmes sociaux qu'il a instaurés.

*"La participation a été massive. Les secteurs les plus pauvres, ceux qui soutiennent le président, se sont déplacés en masse"*, confirme à l'AFP l'économiste et politologue Farith Fraija, proche du pouvoir.

Ce franc succès ne doit cependant pas masquer la percée sans précédent de l'opposition, de droite comme de gauche, parvenue à mobiliser presque la moitié du pays derrière un nom et un projet de libre entreprise de centre gauche, radicalement distinct du *"socialisme démocratique du XXI<sup>e</sup> siècle"* du président. Le président *"ne peut oublier qu'il a face à lui et contre lui la moitié du pays. Le Venezuela est malheureusement coupé en deux. Un pays dans cette situation ne peut pas prospérer"*, estimait lundi matin dans son éditorial le journal d'opposition Tal Cual.

Lundi, le président réélu a annoncé avoir eu une conversation téléphonique avec son concurrent malheureux.

*"Croyez-moi: j'ai eu une agréable conversation téléphonique avec Henrique Capriles! J'invite à l'Unité Nationale, en respectant nos différences!"*, a écrit M. Chavez sur son compte Twitter. (AFP 08.10)

## SOCIAL

### 1- Espagne

Quelques milliers de manifestants ont défilé dimanche à Madrid, à l'appel des syndicats espagnols qui organisaient une nouvelle journée contre la politique de rigueur menée par le gouvernement de droite, au moment où le pays cherche à éviter un sauvetage de son économie.

Dans le cortège aussi, des jeunes avec une pancarte *"J'ai un emploi poubelle"*: ils sont parmi les premières victimes de la crise, avec un chômage à plus de 53% chez les moins de 25 ans.

*"La situation des jeunes en Espagne est terrible, pour une seule raison: ici il n'y a aucun avenir pour nous, nous sommes obligés d'émigrer, de quitter l'Espagne pour trouver du travail"*, explique Alex Martin, 27 ans, responsable de la jeunesse du syndicat UGT.

Les grands syndicats espagnols, UGT et CCOO, avaient appelé ce dimanche à des manifestations dans 57 villes, comme ils le font régulièrement depuis l'hiver dernier, mobilisant à des degrés divers selon les dates.

Ils envisagent à présent une journée de grève générale pour le 14 novembre, qui pourrait coïncider avec une action semblable au Portugal. (AFP 07.10)

### 2- Grèce

Dix-huit salariés de la compagnie d'électricité grecque PPC ont été inculpés lundi d'atteinte à l'ordre public au lendemain d'une manifestation contre l'austérité dispersée par la police deux jours avant la visite de la chancelière allemande Angela Merkel à Athènes.

Les prévenus, qui sont passibles de plusieurs mois de prison, ont été remis en liberté dans l'attente de leur procès.

Parmi eux figure Nikos Fotopoulos, chef de file du syndicat Genop, qui a promis 48 heures de grève à l'occasion de la présentation au Parlement de nouvelles mesures de rigueur.

La police est intervenue dimanche soir pour déloger les manifestants qui occupaient un local de PPC pour dénoncer un impôt collecté via les factures d'électricité, en vigueur depuis l'an dernier.



"Vous avez fait de nos vies un enfer et du pays un protectorat", s'indigne leur syndicat dans un communiqué diffusé dimanche pour annoncer cette occupation.

Le Premier ministre Antonis Samaras, s'est engagé jeudi à faire régner l'ordre. Des dockers, qui n'ont pas été payés, avaient auparavant tenté de pénétrer au siège du ministère de la Défense. (Reuters 08.10)

### 3- Afrique du Sud

Des représentants des 12 000 employés licenciés par Anglo American Platinum accusent la police d'avoir abattu un des leurs jeudi soir.

Des représentants des 12 000 mineurs licenciés par Anglo American Platinum ont annoncé leur intention de porter plainte contre la police pour meurtre, après la mort d'un de leurs collègues dans des affrontements avec les forces de l'ordre. "Ce que nous voulons faire demain (lundi), c'est aller déposer plainte contre le SAPS (la police nationale sud-africaine)", a expliqué George Tyobeka, l'un des représentants. Un homme, que les travailleurs ont identifié comme étant Mtshunquleni Qakamba, âgé de 48 ans, a trouvé la mort jeudi soir quand la police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, afin de disperser un rassemblement sur l'un des sites d'extraction minière d'Anglo American Platinum (Amplats), dans la ville de Rustenburg (nord-ouest).

"Ils ont tiré sur les gens ... jusqu'à ce qu'ils tuent un de nos collègues", a raconté George Tyobeka. La plainte déposée contre la police portera des accusations "non seulement de meurtre, mais également de tentatives de meurtre". "Les mineurs ne se battaient pas, ils étaient juste assis sur la colline", a-t-il expliqué. Un organisme de surveillance indépendant de la police a repris l'enquête en main, car "l'incident semble être survenu côté policier", a indiqué la police dans un communiqué. (lepoint.fr 07.10)

---

## ECONOMIE

### 1- MES

Le Mécanisme européen de stabilité (MES), officiellement lancé lundi à Luxembourg, a fait appel aux établissements Deutsche Bank, RBS et SG CIB pour organiser des réunions avec les investisseurs en Europe début novembre, a rapporté lundi IFR, un service de Thomson Reuters, qui cite des sources bancaires.

La tournée des investisseurs passera par Londres, Francfort et Paris et le fonds de sauvetage de la zone euro envisage une première émission début janvier, ont déclaré ces sources.

Toujours selon ces mêmes sources, le MES a déjà rencontré des investisseurs en Asie.

L'une de ces sources a déclaré que la nouvelle entité devrait bénéficier d'une meilleure note de crédit que le fonds de secours actuel, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et sera par conséquent plus facile à vendre aux investisseurs.

Fitch a accordé lundi la note maximale, AAA, avec perspective stable au MES.

Son prédécesseur est noté Triple A par Moody's et Fitch mais seulement AA+ par Standard & Poor's.

Le MES est une institution intergouvernementale régie par le droit international et à laquelle les dix-sept membres de la zone euro sont associés, alors que le FESF ressort du droit luxembourgeois.

Dans les quinze prochains jours, le MES recevra 32 milliards d'euros de capital libéré, avec une souscription complète de 80 milliards de capital libéré d'ici 2014. Le capital mobilisable par le MES atteindra 620 milliards d'euros et sa pleine capacité de prêt 500 milliards. (Reuters 08.10)

J'ai l'impression que c'est un piège à cons, qui consistera à ruiner les investisseurs qui auront naïvement placé leur argent dans le MES, qui sont en concurrence avec le cartel des banquiers internationaux de la Fed ou qu'il ne contrôle pas, à suivre...

### 2- Etats-Unis

Cisco Systems a mis fin à un partenariat commercial de longue date avec le fabricant de matériel de télécommunications chinois ZTE à l'issue d'une enquête interne sur des accusations de ventes illégales par ce dernier de matériel Cisco en Iran.

L'enquête a été ouverte à la suite de révélations de Reuters au printemps dernier sur la vente par ZTE d'équipements de Cisco et d'autres entreprises américaines à la première entreprise iranienne de télécoms, en violation de l'embargo international.

Le département du Commerce et le FBI ont ouvert leur propres enquêtes.

Une commission du Congrès a par ailleurs estimé dans un rapport rendu public ce lundi que Huawei Technologies et ZTE, les deux premiers fabricants chinois d'équipements pour réseaux télécoms, ne devraient pas être autorisés à opérer sur le territoire américain, l'influence de Pékin au sein de ces sociétés faisant peser une menace sur la sécurité du pays. (Reuters 08.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 10 octobre

## CAUSERIE

Ici notre situation empire un peu plus chaque jour, depuis plusieurs jours ils coupent le courant quasiment toute la journée de 5 ou 6h du matin à 18h ou 20h, puis ils recourent plusieurs fois la nuit, du coup on ne dort plus que quelques heures par nuit par tranche de 30 minutes ou 1h.

Mon beaux-frère m'a apporté 30 litres de kérosène pour le générateur, au cas où la situation s'aggraverait encore histoire de recharger les batterie et alimenter le réfrigérateur quelques heures par jour, cela a un coût évidemment.

J'ai bossé presque uniquement sur le portable aujourd'hui histoire d'économiser les batteries de la maison, il fait environ 35°C à l'ombre et je n'utilise pas le ventilateur.

J'ai corrigé l'adresse suivante : ● Les trusts américains Leur action économique, sociale et politique. (Lafargue - 1903)

### Prise de conscience. Rapports entre politique et psychologie des masses

C'est un exercice que non seulement on doit pratiquer quotidiennement ou entretenir, mais développer, aussi est-il nécessaire de faire le point régulièrement de son état d'avancement, s'y refuser ou en être incapable signifiera qu'on n'est pas en mesure de déterminer ou de distinguer ce qui appartient à notre propre champ d'inconscience et celui des autres, dès lors s'exprimer au nom d'une catégorie, couche ou classe de la société relèvera d'un excès de pouvoir inconscient, arbitraire dans le sens autoritaire ou illégitime en quelque sorte.

L'homme naît ignorant de la nature humaine, de la nature, de la société, du monde et de l'univers, donc faible et vulnérable dans tous les domaines. Le but de son existence s'il doit y en avoir un, consistera à combler cette lacune tout au long de son existence pour se délivrer de cette ignorance, pour s'émanciper du règne de la nécessité. Habité par une ignorance totale à sa naissance, il sera une proie facile pour ceux qui ont développé avant lui un certain niveau de conscience et qui pourront l'exploiter à leur profit.

Voilà la première pensée qui m'est venue à l'esprit en me levant à 5h30 ce matin.

J'ajoute qu'à partir du moment où un travailleur adhère à un parti, paradoxalement il développera la fâcheuse tendance à le perdre de vue, comme si le fait d'avoir pris conscience d'une infime partie du fonctionnement de la société suffisait à combler sa propre ignorance qui concerne avant tout la nature humaine sur le plan psychologique.

Pour l'ignorer, il lui prêtera des facultés qui font défaut chez la plupart des hommes par un procédé d'identification inconscient qu'il répètera à l'infini ou s'emploiera à alimenter quotidiennement, bref, il se leurrera lui-même à la fois sur son propre niveau de conscience et celui des autres.

Conserver à l'esprit que notre niveau de conscience acquis ne représente rien ou presque rien à côté de l'océan d'inconscience dans lequel on baigne quotidiennement, est d'autant plus indispensable qu'on aura tendance à l'oublier, de telle sorte que notre niveau de conscience diminuera au fil du temps si notre vigilance vient à faire défaut, cela se produit le plus souvent au détour d'une expérience hors du commun ou inattendue qui distraira notre attention.

Cette réflexion repose sur un constat, donc des faits, ma propre expérience et celles des personnes que j'ai croisées un jour, et si elle s'applique à l'homme en général, je dirais qu'elle me concerne en premier lieu. J'ai commis tellement d'erreurs dans ma vie que je suis bien placé pour en parler.

L'essentiel ne réside pas dans nos erreurs, encore faut-il être en mesure de les discerner et de les admettre, mais notre capacité d'en tirer des enseignements pour la suite. Or, nous sommes généralement incapables de les discerner, encore moins de les admettre, donc d'en tirer des leçons pour ne pas les reproduire à l'infini, ce qui explique que le niveau de conscience de l'homme n'a pas vraiment progressé, la barbarie qui s'étale tous les jours sous nos yeux est là pour nous le rappeler.

Barbarie ou intentions malfaisantes, perfides, cyniques, dont sera victime une partie de la population et qui pourront d'autant plus facilement être masquées et se réaliser qu'elles reposent sur son ignorance. On en a des témoignages quotidiennement, le dernier en date remonte à hier avec l'adoption du TSCG, notamment.

On pourrait s'épancher à l'infini sur la cupidité, la vanité, la lâcheté et bien d'autres faiblesses ou défauts des hommes et des femmes qui l'ont ratifié, que cela ne nous ferait pas avancer d'un pouce dans la compréhension de la nature humaine, tout au plus cela nous conduirait à haïr la terre entière et soi-même pour notre propre ignorance.

Maintenant qu'il faille analyser cette expérience douloureuse ou malheureuse sur le plan politique est une chose que nous ferons plus loin, cependant il faut aussi la traiter sur le plan psychologique, sinon il nous manquera un aspect de la réalité qui a concouru à sa réalisation et nous serons finalement incapables d'en tirer des enseignements.

Car ce qui ressort de l'expérience de la lutte de classe des décennies ou même des siècles précédents, c'est que se pencher uniquement sur l'aspect politique qui traduit l'antagonisme économique et social entre les classes, ne suffit pas à élever le niveau de conscience des masses laborieuses ou à comprendre comment fonctionne la société qui se compose certes de classes aux intérêts opposés et irréconciliables, mais aussi d'hommes et de femmes réagissant aux expériences dont ils sont les acteurs ou dont ils subissent indirectement les conséquences sur le plan psychologique, donc en très grande partie inconsciemment.

On pourrait résumer ce qui vient d'être dit en affirmant que, toute prise de conscience politique qui demeure sous l'emprise d'une profonde inconscience du fonctionnement psychologique de l'être humain repose sur des sables mouvants et sera amenés à être engloutie ou disparaître un jour ou l'autre ou immédiatement, pour finalement retourner au même niveau d'inconscience que précédemment.

Ce que je veux dire par là, sur la base de mon expérience ou ce que j'ai pu constater autour de moi ou encore en analysant le cours de l'histoire de l'humanité jusqu'à nos jours, c'est qu'acquérir un niveau de conscience politique du fonctionnement de la société sans acquérir parallèlement ou simultanément un niveau de conscience du fonctionnement de la psychologie humaine ne permettra jamais à l'humanité de se délivrer des chaînes de l'ignorance qui font obstacles à sa propre libération, de passer du règne de la nécessité qui incarne sa propre ignorance et repose sur elle, pour atteindre le règne de la liberté, voilà l'intime conviction que j'ai acquise. A suivre.

**TSCG. Quelques réactions.** Réaction du NPA et de LO suite à l'adoption du TSCG : aucune. Normal ces "partis" sont en-dessous de tout. Par contre les médias aux ordres des maîtres du monde ne s'y trompent pas. Qu'ont-ils à craindre d'un parti comme le NPA dont les dirigeants semblent avoir été choisis en fonction de leur faculté à être manipulés et d'être suffisamment ignorants pour s'en réjouir. - P. Poutou à Ça vous regarde - LCP le 01/10/2012 - O. Besancenot à PolitiqueS-LCP le 04/10/2012 - O. Besancenot à la Matinale de France Musique le 08/10/2012 - Philippe Poutou au mondial de l'automobile sur BFM le 09/10/2012 - O. Besancenot sur Public Senat / Radio Classique le 09/10/2012

### Qui a dit ?

- "J'ai tué la banque."

Réponse : Andrew Jackson, Président des Etats-Unis, 1836. Il faudra ensuite 77 ans pour que l'oligarchie financière parvienne à imposer la Fed, en 1913.

- "Elles sont plus despotiques qu'une monarchie, plus insolentes qu'une autocratie, et encore plus égoïstes qu'une bureaucratie. "

Réponse : Abraham Lincoln, 1865, avant d'être assassiné pour avoir permis à l'Etat américain de frapper sa propre monnaie.

La presse américaine écrira en décembre 1913 dans la foulée de la fondation de la Fed : "jusqu'à maintenant les dépressions étaient scientifiquement prévues, désormais elles seront scientifiquement créées, c'est ce que fit en effet le cartel des banquiers en 1929.

C'est également un régicide qui fut à l'origine de la City de Londres. Quant à la Banque d'Angleterre qui vit le jour en 1694, elle fut la première banque centrale privée ayant le privilège exorbitant de battre la monnaie. Un peu plus d'un siècle plus tard, les Rothschild s'en empareront.

Ce qui est surprenant, à moitié seulement, c'est que la véritable histoire qui défile ainsi sous nos yeux, n'a absolument rien à voir avec ce qui figure dans les manuels scolaires ou même ce qui a pu être enseigné aux militants.

### Le PS : le parti de l'ordre de substitution

1- Le PS est un parti d'escrocs.

« *La gauche s'est réunie pour voter ce traité, elle n'aurait pas eu besoin des voix de la droite* », a déclaré le président.

Le traité a été adopté par 477 voix pour, 70 contre et 21 abstentions, tandis que 9 députés n'ont pas pris part au vote.

282 députés de gauche ont voté pour, soit 8 voix de plus que le seuil de la majorité absolue de 274 voix sur les 547 suffrages exprimés, selon le détail du vote publié par les services de l'Assemblée.

264 socialistes ont voté pour, 20 contre et 9 se sont abstenus. (AFP 09.10)

Il y a 577 députés à l'Assemblée nationale. La majorité est de 289 voix.

Avec seulement 282 voix des députés dits faussement de gauche, il manque donc 7 voix pour atteindre la majorité, or elle est quand même atteinte avec 274 voix seulement, alors comment ont-ils fait ?

Fastoche, avec 21 abstentions et 9 absents, le nombre de voix exprimé est tombé à 577 puisque les abstentions et les absents ne sont pas pris en compte dans les voix exprimées :  $577 - 30 = 547 : 2 = 274$  et le tour est joué !

La direction du PS a convaincu 21 députés de leur parti de s'abstenir et 9 de s'absenter pour ne pas participer au vote et faire ainsi baisser la barre pour que la majorité soit atteinte avec les seules voix des députés du PS et ses satellites. Allez, ne négotons pas : je remercie l'ensemble des députés du PS d'avoir confirmé ce que j'ai affirmé hier. Lors du vote en février au Sénat du MES, ils avaient déjà testé une variante de ce qui vient de se produire en s'abstenant afin qu'il soit adopté grâce aux voix de l'UMP. Rien ne distingue le PS de l'UMP en dehors des moyens à mettre en oeuvre pour appliquer la même politique sans que ses partisans s'en aperçoivent ou trouvent à y redire : manoeuvres en tous genres, tours de passe-passe, démagogie et mensonges grotesques notamment.

Il ne leur reste plus qu'à voter tous en chœur la "*règle d'or*" dite loi organique et vous pourrez tous les mettre dans le même sac et le balancer, car il n'y a absolument rien à attendre de ce parti de l'ordre bis.

Il est également légitime d'en déduire qu'un nouveau 3 août (1914) vient d'avoir lieu, confirmant que le PS est bien passé avec armes et bagages dans le camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière.

Quant à tous ceux qui s'étaient adressés aux députés du PS pour qu'ils rejettent le TSCG, ils en sont pour leurs frais, ils ont ainsi témoigné qu'ils étaient bourrés d'illusions dans ce parti capitaliste, et démontré qu'ils étaient totalement incapables de définir une politique indépendante du PS qui incarne le régime, donc du régime lui-même ou de l'Etat.

D'une certaine manière c'est tout à fait normal, puisqu'ils incarnent le prolétariat, davantage la petite-bourgeoisie, et le mouvement ouvrier, qui sont totalement subordonnés au capitalisme, au lieu d'inscrire leur stratégie politique dans la perspective de la rupture avec le capitalisme et l'Etat, ils ne font que reproduire ou incarner les illusions des masses.

Au lieu d'être l'avant-garde qui représente les couches du prolétariat prêtes à rompre avec le capitalisme et les institutions, ils incarnent non pas les couches les plus arriérées des masses, mais l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie qui a voté PS le 17 juin en espérant ainsi sauvegarder leurs privilèges par rapport aux couches les plus défavorisées de la classe ouvrière abandonnées à leur triste sort.

Prétendre que le PS disposait d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale en représentant en réalité moins de 25% des électeurs inscrits le 17 juin était déjà une escroquerie politique, là ils n'ont fait que récidiver. La magie de la Constitution de la Ve République a opéré une fois de plus foulant aux pieds les principes élémentaires de la démocratie qui incarne la majorité et non la minorité.

A l'UMP et à l'UDI ils jubilent sans trop la ramener quand même, car finalement ils servent les mêmes maîtres et ils ont en commun le même ennemi, la classe ouvrière.

Aussi longtemps qu'il n'existera pas un parti véritablement indépendant de l'Etat et du capital, le prolétariat et le mouvement ouvrier iront de défaite en défaite et la barbarie gagnera du terrain. C'est une victoire pour le cartel des banquiers internationaux

qui sont derrière le TSCG et la "règle d'or", ils peuvent sabrer le champagne !

2- Ayrault et les députés du PS et ses satellites porte-parole des besoins exprimés par l'oligarchie financière.

*"L'essentiel, c'est que la majorité socialiste, radicale de gauche et quelques écologistes ont compris ce qui était en train de se passer", a-t-il dit, alors que 20 députés socialistes et apparentés ont voté contre.*

*"Les efforts qui ont été faits après l'élection du 6 mai ont montré que le vote du peuple français avait du poids, que la parole de la France aujourd'hui comptait davantage", a-t-il dit.*

*"Le 18 et 19 octobre, le président de la République fera des propositions au nom de la France, pour exiger d'abord que les décisions du mois de juin soient mises en oeuvre", a poursuivi le chef du gouvernement citant "l'union bancaire, la supervision des banques, le rôle de la Banque centrale européenne, la taxe sur les transactions financières".*

*"C'est une étape que nous avons franchie, ce traité n'est pas le but, c'est un moyen pour réussir la réorientation durable de l'Europe", a estimé l'ex-patron du groupe PS à l'Assemblée. "Après ce vote de l'Assemblée nationale, le Sénat se prononcera, j'ai toute confiance: la France aura donc décidé de consolider son engagement en Europe". (AFP 09.10)*

L'union bancaire, la supervision des banques, le rôle de la Banque centrale européenne ont été mis au point par le cartel des banquiers internationaux de la Fed dans la perspective de se substituer aux Etats de l'UE. afin de réaliser le Nouvel ordre mondial qu'ils ont pour objectif d'établir, une fois la souveraineté des Etats réduite à néant ainsi que les oripeaux de la démocratie. Comment ? En prenant le contrôle des banques européennes qui dépendent déjà d'eux.

Ayrault reprend donc à son compte les revendications des banquiers. Il a raison de préciser que "ce traité n'est pas le but", le véritable but est de déposséder les Etats de tout pouvoir politique au profit des Rothschild, Rockefeller, Morgan, Goldman Sachs, etc.

Qu'il ajoute qu'ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour y parvenir donne une idée assez précise de la subordination totale du PS à l'impérialisme américain, il en est l'instrument en France au même titre que l'UMP, donc il doit être combattu de la même manière. Toute collusion ou recherche de conciliation avec ce parti devra être caractérisée comme une trahison de la part d'un parti ouvrier, y compris ou surtout sur le plan institutionnel, au moment des élections.

### [BCE. Qui décide quoi ? Les chefs d'Etat de la zone euro.](#)

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a appelé les parlementaires européens à poursuivre le processus de nomination du Luxembourgeois Yves Mersch à son directoire.

Mais ce n'est pas la BCE qui décide de proposer telle ou telle personne pour son directoire, a-t-il rappelé, lors de son audition devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, retransmise par la télévision du Parlement.

Ce sont les Etats de la zone euro qui proposent un nom, qui doit ensuite recevoir l'aval de leurs partenaires et des parlementaires européens. La BCE est aussi consultée mais n'a pas de pouvoir décisionnaire. (AFP 09.10)

Ah ben alors, cela veut dire qu'il y en a dans nos rangs qui s'emploient à nous raconter des histoires ! Oui mon grand bêta, cela te surprend, pas nous. Et si tu savais...

### [Parole des porte-parole des spéculateurs sur les denrées alimentaires, les banquiers dits encore les affameurs.](#)

D'après le dernier rapport sur l'insécurité alimentaire dans le monde, publié mardi par l'Onu, la Fao (l'organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation), le Fonds pour le Développement agricole (Fida) et le Programme alimentaire mondial (Pam), 868 millions de personnes, soit 12,5% de la population mondiale, souffrent de malnutrition.

L'immense majorité de ces gens qui ne mangent pas à leur faim vivent dans des pays en développement (852 millions), où l'Onu estime que 15% de la population est mal nourrie. C'est encore inacceptable mais l'Onu rappelle que depuis 1990, le nombre d'affamés a tout de même diminué de 132 millions. Par ailleurs, l'Onu note que les efforts consentis depuis les années 90 pour lutter contre la famine ont été plus efficaces que ce que l'on pensait jusqu'à présent et que s'ils sont maintenus et intensifiés, l'un des Objectifs du Millénaire, en l'occurrence celui visant à réduire par deux la malnutrition dans les pays en développement d'ici 2015, pourrait être atteint.

Si c'est toujours en Asie qu'on trouve le plus grand nombre d'affamés (563 millions), la sous-alimentation y a toutefois



fortement régressé ces vingt dernières années en raison principalement du fort développement économique de la région. En revanche, le nombre de mal nourris en Afrique a fortement augmenté sur la même période, passant de 175 millions à 239 millions de personnes. Les progrès réalisés avant 2007 tendent à s'annuler depuis, puisque le nombre d'affamés est en hausse de 2% par an depuis lors.

C'est l'un des principaux enseignements de ce rapport. Oui, la crise mondiale de 2007-2008 a bien eu des conséquences sur la faim dans le monde, puisque entre 2007 et 2010, la malnutrition a de nouveau progressé. Si la crise a fait dégringoler les principaux indices boursiers, elle a aussi déclenché une hausse importante des prix des denrées alimentaires. En Afrique subsaharienne mais aussi dans certains pays asiatiques, cette flambée des prix avait déclenché des « *émeutes de la faim* », parfois réprimées dans le sang, comme ce fut le cas au Cameroun. Depuis quelques mois, les prix des céréales sont à nouveau remontés très haut, ce qui fait craindre la résurgence d'une nouvelle crise alimentaire.

« *Nous appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour aider les plus pauvres à réaliser leur droit fondamental à une nourriture suffisante. Le monde possède les connaissances et les moyens d'éliminer toutes les formes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition* » estime le rapport publié mardi.

Pour lutter contre la faim, ses auteurs préconisent de stimuler la croissance économique, principal levier pour endiguer le fléau, celle-ci n'étant pas suffisante. (leparisien.fr 09.10)

Il faut avoir l'estomac bien accroché pour lire cette saloperie. Nous aussi nous connaissons les "*les moyens d'éliminer toutes les formes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition*" en expropriant les banquiers et les multinationales du secteur de l'alimentation et agro-alimentaire qui spéculent sur les denrées alimentaires et sont responsables de la hausse des prix.

Notre méthode présente l'avantage d'être radicale, de traiter le problème à la source et d'être irréversible. Et il s'agit là de chiffres officiels fournis par les affameurs eux-mêmes.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Cherchez l'erreur

- '*L'Afrique peut se nourrir et nourrir le monde*' - LeMonde.fr C'est marrant, on a plutôt l'impression que l'Afrique nourrit le monde et crève du pillage de ses ressources par les multinationales appartenant ou contrôlées par l'oligarchie financière, le banquier à la tête du journal Le Monde en sait quelque chose.

- Qui a peur du Qatar ? - LeMonde.fr

Certainement pas le PS et le gouvernement ainsi que les précédents qui l'ont armé...

- Il nous faut choisir la bonne compétitivité - LeMonde.fr

Dans la bouche d'un média contrôlé par un banquier, devinez ?

- Moscovici prend ses distances avec la séparation bancaire - L'Expansion.com

Le cartel des banquiers de la Fed y est également opposé, quelle coïncidence !

- Encore trop peu de services ouverts 24 h/24 à Paris - LeFigaro.fr

C'était quand même le bon temps quand les ouvriers bossaient comme des esclaves 12, 14, 16h par jour, sans parler des enfants...

### La faute à qui ?

- L'islamisme radical concerne "*plusieurs milliers de personnes*", estime Julien Dray - AFP

C'est justement pour qu'on n'accuse pas le PS d'en être le complice que Dray tient ce discours...

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Grande-Bretagne

Un référendum sur les relations entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne constituerait la manière la plus logique de forger un nouveau contrat avec l'UE, a déclaré mardi David Cameron.

Le Premier ministre conservateur a rappelé son attachement au maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne.

Soumis aux pressions de la puissante aile "eurosceptique" dans son parti, il juge toutefois le moment propice à une renégociation des termes de cette appartenance puisque les 17 pays de la zone euro sont engagés de leur côté dans une réflexion sur un renforcement de leurs relations pour lutter contre la crise des dettes souveraines.

*"Lorsque nous parviendrons à ce nouveau contrat, cela exigera un consentement, soit par référendum soit lors d'élections législatives", a déclaré David Cameron à la BBC en marge du congrès du Parti conservateur à Birmingham.*

*"Franchement, un référendum constitue la façon la plus raisonnable, la plus nette et la plus propre de faire cela", a-t-il ajouté, sans fixer de date pour une telle consultation.*

Il n'a pas précisé non plus quelle question pourrait être soumise aux Britanniques en cas de référendum. Il a déjà fait savoir qu'il excluait de demander aux électeurs s'ils souhaitaient que leur pays reste ou non dans l'UE.

La question européenne constitue une importante ligne de fracture chez les Tories. Dans les années 1990, elle a coûté leur place aux deux derniers chefs de gouvernement conservateurs, Margaret Thatcher et John Major.

David Cameron s'est engagé à organiser un référendum après 2015 sur tout futur traité européen. Il a également promis que la Grande-Bretagne ne se laisserait pas entraîner dans des solutions coûteuses pour sauver la zone euro.

Le camp "eurosceptique" exige en outre que Londres récupère sa souveraineté dans des domaines progressivement abandonnés à Bruxelles. Certains vont jusqu'à réclamer un référendum sur l'appartenance même de la Grande-Bretagne à l'UE de crainte de voir leur parti affaibli par une éventuelle poussée du Parti de l'indépendance (UKIP) lors des prochaines élections législatives en 2015.

Ils veulent en tout cas une renégociation immédiate sur la nature des relations entre leur pays et l'UE.

*"L'Europe est en train de changer, la zone euro se dirige vers une plus grande intégration (...), elle est nécessaire s'ils veulent sauver la monnaie unique mais je pense que cela fournit à la Grande-Bretagne l'occasion d'obtenir un nouvel et meilleur accord avec l'Europe", a dit David Cameron.*

Le chef du gouvernement britannique s'est dit prêt dimanche à opposer son veto dans les négociations entre les Vingt-Sept sur le budget de l'Union européenne pour la période 2014-2020 si le projet lui paraît trop laxiste.

David Cameron a refusé fin 2011 d'intégrer la Grande-Bretagne dans le pacte budgétaire européen destiné à lutter contre les déficits dans la zone euro. (Reuters 09.10)

La Banque d'Angleterre est une banque centrale privée qui a servi de modèle à la création de la Fed, ce sont en réalité les mêmes banquiers qui les contrôlent.

Partant de là, on comprend immédiatement qui est derrière cette proposition qui a d'ailleurs plus l'allure d'une menace qu'autres choses à l'encontre des chefs d'Etat de la zone euro pour qu'ils se plient aux recommandations de la troïka (BCE, Commission européenne et FMI) en matière budgétaire, qui implique de s'attaquer frontalement à la classe ouvrière.

### SOCIAL

## 1- Espagne

Le quotidien espagnol El País, né en 1976 durant la transition démocratique de l'après-franquisme, dévoile mardi 9 octobre un plan social comprenant une réduction d'un tiers de ses effectifs, dans un secteur qui a déjà perdu près de 8 000 emplois depuis 2008.

Le plan prévoit une réduction d'effectifs de 150 personnes sur un total de 466 salariés, selon une source proche du dossier. Les mesures attendues comprennent "*des préretraites, une réduction d'effectifs dans les bureaux du journal*" ainsi que "*dans les rédactions de Madrid et Barcelone, et une baisse des salaires*", avait indiqué vendredi la direction du journal, à l'issue d'une réunion avec les représentants du personnel.

Ce plan social est le dernier d'une longue série frappant les médias en Espagne: El Mundo, l'autre grand journal du pays, a lui aussi annoncé un plan cet été, prévoyant principalement des départs négociés, qui a touché 130 personnes, selon la direction.

Selon la Fédération des associations de journalistes espagnols (FAPE), 7 901 journalistes ont déjà perdu leur emploi dans le pays depuis le début de la crise en 2008, dont 3 039 depuis janvier 2012.

Prisa, le premier groupe de médias espagnol auquel appartient El País, avait annoncé en janvier 2011 la suppression de 2 500 emplois en Espagne, au Portugal et en Amérique latine, soit 18 % de ses effectifs.

Le personnel dénonce ce plan social qu'il redoutait depuis des mois. Réuni en assemblée générale, il a voté pour autoriser le comité d'entreprise à convoquer une grève. (Le Monde.fr 09.10)

## 2- Afrique du Sud

Le groupe sud-africain Gold One a annoncé mardi 9 octobre le licenciement de plus de 1 400 employés, tandis que le petit producteur d'uranium Atlatsa va se séparer de 2 161 mineurs, après une grève sauvage entamée dans les deux cas le 1er octobre.

La direction de Gold One, qui avait d'abord suspendu les grévistes après avoir obtenu de la justice du travail l'interdiction du mouvement, a "*conclu que, dans la plupart des cas, il n'y avait pas suffisamment de facteurs atténuants contre la sanction du licenciement*", a-t-elle précisé dans un communiqué. Les 1 435 mineurs concernés, sur un effectif total de 1 900 personnes à Ezulwini, peuvent faire appel jusqu'à jeudi.

Coté à Johannesburg et Sydney, Gold One est contrôlé par des capitaux chinois (Baiyin Nonferrous Metal Group et China-Africa Development Bank, notamment). Suivant un processus courant dans les conflits sociaux jugés illégaux en Afrique du Sud, le groupe avait déjà licencié en juin plus de la moitié des employés de sa principale mine d'or de Modder East (est de Johannesburg) après une grève sauvage organisée par un syndicat minoritaire. La plupart avaient été réembauchés. Le conflit avait fait deux morts, selon la direction. (LeMonde.fr 09.10)

---

## ECONOMIE

### 1- FMI

Des risques politiques "*importants*" pèsent sur le nouveau programme de rachat d'obligations publiques de la Banque centrale européenne (BCE) en raison des conditions qui seront exigées des pays bénéficiaires, a estimé le FMI dans un rapport publié mercredi.

Ce programme "*jouit d'une plus grande crédibilité (...) mais il fait face à d'importants risques liés à des facteurs politiques et à sa mise en application*", écrit le Fonds monétaire international dans son rapport sur la stabilité financière dévoilé à Tokyo.

Face à la crise de la dette, la BCE a annoncé début septembre un nouveau programme de rachat illimité d'obligations publiques réservé aux Etats ayant requis l'aide du fonds de secours européen (MES) qui, en contrepartie, exigerait des efforts accrus d'assainissement de leurs finances publiques.

"*Les gouvernements doivent désormais demander le soutien (du fonds de secours, ndlr), accepter les conditions et mettre en oeuvre les réformes*", souligne le FMI à l'heure où les programmes d'austérité soulèvent une résistance croissante en Europe.

L'Espagne, dont les taux d'intérêts sur les emprunts à dix ans flirtent avec les 6%, rechigne encore à demander d'actionner ce nouveau mécanisme d'aide.

Le Fonds prévient par ailleurs que le programme de la BCE ne garantira pas "*catégoriquement*" le retour à une dette viable "*en raison de l'impact incertain*" des conditions imposées aux pays, qui peuvent parfois freiner encore davantage la croissance et aggraver les déficits.

Le FMI assure également que ce programme doit s'accompagner d'une recapitalisation "*crédible*" des banques et d'une union bancaire. (AFP 09.10)

Il s'agit de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils appliquent les contre-réformes décidées par la troïka dont fait partie le FMI, en fait le cartel des banquiers de la Fed. Après avoir conduit les Etats de l'UE à un niveau d'endettement insupportable avec la complicité de leurs différents gouvernements et à la récession, ils leur imposent un remède de cheval, pas pour s'en sortir, mais uniquement pour honorer leurs dettes aux banquiers internationaux.

Ci-dessous vous pourrez lire que la BCE procède de la même manière, le noeud se ressert autour du cou des Etats de l'UE, qui il faut le marteler sont leurs complices quel que soit le parti au pouvoir, de droite ou de gauche comme ils disent.

## 2- BCE

### 2.1- Un mensonge qui en cache un autre.

Mario Draghi n'en démord pas. La Banque centrale européenne (BCE) n'imprimera pas de monnaie pour résoudre la crise de la dette en zone euro. "*La BCE ne peut s'engager dans du financement monétaire et ne peut pas remplacer l'action des Etats membres de la zone euro. Il est trop facile de penser que la BCE peut remplacer l'action des gouvernements ou leur manque d'action en imprimant de la monnaie. Cela n'arrivera pas*", a dit M. Draghi lors de son audition devant la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, retransmise par la télévision du Parlement.

Les rachats d'obligations publiques effectués par la BCE depuis 2010 sont entièrement stérilisés, c'est à dire que l'institution prend en dépôt de la part des banques le montant de ces rachats pour éviter de créer de la monnaie. Par ailleurs, son nouveau programme d'achat de titres, baptisé OMT, ne se fera qu'en échange de réformes et d'austérité budgétaire des pays qui veulent en bénéficier.

"*La BCE a déjà fait beaucoup*", a ajouté M. Draghi. "*Nous avons nos propres responsabilités et nous devons agir dans le cadre de notre mandat*". Un mandat qui lui interdit de financer les déficits publics en imprimant de la monnaie, notamment pour éviter de créer de l'inflation alors que l'objectif fixé à la BCE est de la maintenir sous le seuil de 2% à moyen terme. (L'Expansion.com 09.10)

Encore un gigantesque mensonge que les éditorialistes aux ordres ne relèveront pas. D'où sont sortis les 1000 milliards d'euros qu'il a distribués aux banques ? Certainement pas de la poche des Etats ou des banques mais bien de la planche à billets. Oui mais là c'était différent, c'était pour les mettre à la disposition des banquiers et non des Etats, s'il vous plaît ne confondez pas tout: péché à moitié avoué déjà pardonné !

L'oligarchie financière a décidé de saigner les peuples européens à défaut de pouvoir les envoyer à la boucherie... provisoirement.

Et puis, orchestrer un krack boursier comme en 1929 serait possible, ce serait prendre un risque inutile, pourquoi faire puisqu'ils contrôlent déjà l'économie de tous les Etats qu'ils ont réussi à endetter jusqu'au cou, la guerre avait servi à atteindre cet objectif afin de les contraindre d'accepter de se placer sous leur tutelle, mais là aussi c'est déjà le cas.

### 2.2- On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a estimé mardi qu'il faudrait une année pour transformer la BCE en organe de supervision bancaire, rôle que la Commission européenne souhaite lui attribuer au 1er janvier 2013.

"*La BCE n'est pas censée prendre en charge la supervision dans un délai de trois mois. Ce sera une période de transition. Nous prévoyons qu'il faudra un an pour adapter toutes les structures*", a-t-il dit devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen.

"*L'important est que le système de régulation entre en vigueur le 1er janvier, après quoi on commencera à travailler officiellement avec les superviseurs nationaux pour le mettre en place. On se donne un an*".

Mario Draghi a redit son attachement à une stricte séparation, au sein de la BCE, entre les activités de supervision et de politique monétaire. (Reuters 09.10)

Précaution inutile, qui ne sert qu'à camoufler que dans les deux cas, c'est le cartel des banquiers internationaux de la Fed et liés à

elle qui sont aux commandes.

### 3- Suisse

Julius Bär a annoncé mardi la suppression d'environ un millier d'emplois en conséquence de son rachat des activités internationales de gestion de fortune de Merrill Lynch (groupe Bank of America).

Ce pôle de gestion de fortune qui représente actuellement 5.700 postes sera réduit de 15% à 18%, du fait de doublons, a précisé la banque privée suisse avant une présentation aux investisseurs prévue à Londres.

Les suppressions d'emplois concerneront surtout les postes de Bank of America, qui a actuellement un effectif de 2.100 personnes, et auront lieu après la finalisation de l'acquisition prévue au premier trimestre 2013, a indiqué un porte-parole.

Julius Bär a également fait état d'une hausse de ses actifs gérés à 184 milliards de francs suisses (152 milliards d'euros) à fin août, contre 179 milliards à fin juin.

Le groupe, soucieux de se développer dans les marchés émergents, avait annoncé en août l'acquisition des activités de gestion de fortune de Merrill Lynch hors des Etats-Unis et du Japon pour un montant de 1,47 milliard de francs.

Selon Julius Bär, les activités rachetées ont accusé une perte de 30,4 millions de dollars au premier semestre mais auraient dégagé un profit hors coûts de restructuration liés à la fusion. (Reuters 09.10)

### 4- Equateur

Condamné par une juridiction équatorienne au paiement d'une amende de 18,2 milliards de dollars (14,1 milliards d'euros), le groupe pétrolier Chevron n'est pas parvenu à faire bloquer cette décision par la Cour suprême des Etats-Unis.

Une juridiction inférieure américaine avait déjà rejeté en janvier une demande de Chevron visant à faire annuler l'exécution du jugement équatorien. Mardi, c'est la Cour suprême des Etats-Unis qui a rejeté l'appel formé par le groupe pétrolier.

Les habitants de la région du Lago Agrio, dans le nord-est de l'Equateur, accusent Texaco, racheté depuis par Chevron d'avoir contaminé la région entre 1964 et 1994.

Le sort réservé à Chevron intéresse d'autres compagnies pétrolières qui craignent que la décision constitue un précédent qui pourrait un jour leur être opposé.

La justice équatorienne a condamné Chevron au paiement d'une amende de 18,2 milliards de dollars mais le groupe pétrolier a tenté de la faire annuler, clamant notamment qu'elle était inapplicable au regard de la législation de l'Etat de New York et que le jugement relevait de la fraude en raison de la corruption qui caractérise, selon lui, les magistrats de certains pays étrangers.

Dans un communiqué, Chevron a dit regretter la décision de la Cour suprême américaine et "*qu'il poursuivrait ses efforts pour se défendre contre les juristes représentant les plaignants qui cherchent à faire exécuter une décision relevant de la fraude.*" (Reuters 09.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 octobre

### CAUSERIE

Je n'ai reçu aucun courriel suite aux dernières causeries qui pourtant devaient porter à réflexion ou questionnement parce que je ne prétends pas avoir la science infuse ou avoir répondu à toutes les questions que j'avais soulevées, serait-il *minuit dans le siècle* chez les dirigeants ou cadres du mouvement ouvrier, on est porté à le penser. A quoi cela sert-il de continuer ?

Il est dit que le cartel des banquiers internationaux dirigé par ceux de la FED n'a pas d'autre choix que s'allier avec l'élite intellectuelle pour avancer dans la réalisation de leur plan dénommé Nouvel ordre mondial, qui à terme se traduirait par la mise en place d'un gouvernement mondial qu'ils contrôlèrent.

Faut-il inclure tous les dirigeants du mouvement ouvrier dans cette "*élite intellectuelle*", ceux qui contrôlent les partis ouvriers, c'est



la question qu'on est en droit de se poser aujourd'hui, hier ou avant-hier cela aurait été préférable. C'est la question que je me pose et que je vous invite à vous poser au regard des faits et uniquement des faits, faits qui incluent leurs déclarations et à travers lesquelles on peut percevoir plus ou moins nettement leurs véritables intentions, à quel niveau ils sont corrompus par les idées de la classe dominante ou trop faibles pour les combattre efficacement.

Quand on a acquis une idée assez précise de ce qui s'est réellement produit au cours des derniers siècles et plus précisément au XXe, qui n'a rien à voir avec ce qu'on a pu apprendre sur les bancs de l'école ni même à l'université, peu ou de manière très incomplète ou approximative avec ce qu'on a pu nous enseigner dans les différents partis ouvriers, on est en droit de s'inquiéter du sort des générations futures et de la civilisation humaine ; si je ne mentionne pas notre époque, c'est parce que j'ai déjà 57 ans et j'aurais tendance à considérer le sort des générations actuelles comme déjà scellée ou perdue au regard de la situation inextricable dans laquelle nous sommes et la gangrène réformiste bourgeoise qui a rongé le mouvement ouvrier jusqu'à atteindre les sommets de son avant-garde.

Cependant, nous avons un devoir de transmettre les connaissances que nous avons acquises pour les générations à venir, les militants les plus jeunes parmi lesquels émergeront les nouveaux dirigeants du mouvement ouvrier et qui auront pour tâche de le reconstruire sur des bases saines. Il faut être lucide et ne pas se raconter des histoires.

Ma démarche peut être mal comprise, peut-être suis-je maladroit, je veux bien l'admettre ou qu'on la considère comme telle, je n'ai aucune ambition personnelle et je ne me prends pas pour ce que je ne suis pas, j'ai ma propre personnalité et mon propre caractère qui plaisent ou non, peu importe, je considère que les multiples témoignages de militants que j'ai reçus au cours de ces dernières années démontrent que mon travail est utile à notre cause, constatant qu'unaniment ce n'est pas l'avis de vos dirigeants ou cadres qui n'ont jamais daigné prendre contact avec moi, j'en déduis qu'ils ne valent pas grand chose, si tel n'était pas le cas, qu'ils le démontrent.

Quand on a des rapports avec quelqu'un, il faut que les deux parties fassent un minimum d'effort pour se comprendre, sinon c'est impossible, ce qui ne veut pas dire tomber d'accord, au pire reconnaître qu'on ne l'est pas et savoir au moins pourquoi, l'indifférence, le mépris, l'ostracisme, la censure, sont l'apanage d'esprits médiocres ou tourmentés, soit qu'ils soient incapables de défendre leurs propres idées ou plutôt ils estiment que vous n'êtes pas en mesure de les comprendre, soit qu'ils estiment que vous n'en valez pas la peine, que vous êtes insignifiant.

Ce comportement m'est totalement étranger, dans le cas contraire j'aurais fermé le site il y a 7 ans au moins. Mon ex-épouse, à qui j'ai pensé le 8 octobre, le jour de son anniversaire, m'engueulait souvent à l'époque, me reprochant de systématiquement tenté de dialoguer avec ce qu'elle appelait les "*cons*", des gens que vous croisez au hasard de la vie et qui vous manquent de respect ou témoignent d'une éducation misérable, cela arrive tous les jours. Je n'ai pas changé 24 ans plus tard, à ceci près qu'en Inde le problème se pose différemment, nous avons une histoire différente et nous n'avons pratiquement rien en commun, donc je garde mes distances avec les gens ou je ne réponds pas, ce qui ne veut pas dire que je ne serais pas attentif à leur comportement.

Certains camarades doivent se demander pourquoi je me pose toutes ces questions, je les entends me dire : tu fais comme eux, tu les zappes, tu perds ton temps et puis c'est mauvais pour le moral... Mais camarades, ce n'est pas de moi dont il s'agit, moi, je n'existe même pas pour moi-même, pour avoir atterri dans ce trou en Inde je ne mérite pas davantage, ce que j'ai derrière la tête en prenant l'attitude qu'ils ont envers moi, c'est qu'il y a beaucoup de gens dans le monde qui sont parvenus à un niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde à peine croyable, des intellectuels évidemment, économistes, historiens, professeur, scientifiques, anciens élus, militaires, journalistes, etc., il leur manque juste une chose, à parvenir à la compréhension que le développement historique du capitalisme conduit à son dépassement, à la socialisation de la production à l'échelle mondiale, soit au profit d'une poignée de riches banquiers internationaux qui concentrent aussi entre leurs mains le pouvoir politique pendant que l'humanité est plongée dans la pauvreté, l'esclavage et la barbarie, soit au profit de l'humanité toute entière une fois liquidées l'exploitation et l'oppression à la surface de la terre, la monnaie, les banques, les classes, les Etats, les frontières et les guerres.

Ces intellectuels que j'estime sincères, militent contre l'impérialisme et souhaitent que l'humanité vive en paix, que le bien-être soit accessible à tous et que chacun puisse s'épanouir librement, on partage donc le même objectif, à ceci près qu'ils ne savent pas comment s'y prendre pour l'atteindre, d'ailleurs ils le disent eux-mêmes et s'avouent impuissants à lutter contre le cartel des banquiers qui revendiquent le pouvoir absolu.

Est-ce bien clair ? Ces dirigeants sont incapables d'avoir un échange avec moi, à la limite on s'en fout, mais ils sont surtout incapables d'en avoir un avec ces intellectuels qui sont des anti-impérialistes, pas tout à fait des anti-capitalistes mais pas loin. Du coup ces intellectuels demeurent isolés sur le plan politique. Ceux qui ont réalisé la vidéo *Les Maîtres de la monnaie - Rothschild/Rockefeller* mériteraient notre attention, et on devrait tout faire pour les gagner à notre combat. Leurs noms figurent dans cette vidéos, mais j'ignore totalement qui ils sont.

Pire encore, nos dirigeants font comme s'ils ignoraient l'existence de ces intellectuels, ne comptez pas sur eux pour vous faire connaître leurs travaux. C'est cela que j'estime totalement inadmissible, une faute grave. Pourquoi agissent-ils ainsi ? Cela aurait-il quelque chose à voir avec la politique qu'ils ont mis en oeuvre après-guerre jusqu'à nos jours ?

Il y a certes peut-être quelques passages contestables ou incorrectes dans cette vidéo notamment, mais 99% sont parfaitement exploitables. Si c'est le 1% qui sert à justifier leur comportement envers ces intellectuels (en général), cela en dit long sur ce qu'ils sont véritablement, des petits dictateurs excommuniant ou excluant ceux qui osent émettre des doutes sur leur probité ou leurs véritables intentions politiques, que d'ailleurs ils peuvent ignorer eux-mêmes ou inconsciemment ; quand Kautsky devint un renégat, pour lui il continuait de représenter et de défendre le marxisme. Les dirigeants du POI préfèrent courtiser les dirigeants sionistes du PS et les franc-maçons, les mêmes en somme, que faut-il en déduire ?

J'ai passé trop de temps à rédiger cette causerie, par conséquent les infos en bref du jour figureront dans celles de demain.

[La marche en avant inexorable du Nouvel ordre mondial. La monnaie, le moyen ou l'arme pour s'emparer du pouvoir politique à l'échelle internationale.](#)

(Cet article a été réalisé en grande partie à partir de la vidéo *Les Maitres de la monnaie - Rothschild/Rockefeller.*)

Des années 20 à 1939.

- 1- Stimuler l'économie par le crédit,
- 2- L'argent coule à flot, la population, les entreprises, les banques, le gouvernement s'endettent,
- 3- Une fois toute la société ou presque endettés jusqu'au cou, ils ferment progressivement ou brutalement le robinet,
- 4- Le cartel des banques de la FED vend discrètement et préventivement une partie suffisamment importante de ses actions pour amorcer la baisse de la bourse,
- 5- La bourse s'affole et s'effondre (1929), les banques refusent de verser des liquidités ou ferment, les entreprises font faillite ou réduisent fortement leurs activités, les salaires des travailleurs baissent ou ne sont plus versés, ils sont licenciés en masse, leurs biens mis en hypothèque sont saisis, le gouvernement est pris à la gorge,
- 6- Le cartel des banques de la FED exulte et se pose en sauveur suprême puisqu'il dispose du monopole de la création monétaire,
- 7- Il dispose désormais de suffisamment de pouvoir pour préparer la guerre suivante en finançant les deux camps à crédit pour doubler la mise de ses profits,
- 8- Il s'enrichit considérablement pendant la guerre puisqu'il contrôle l'économie des pays les plus industrialisés qui y ont participé.

De 1945 à nos jours.

- 9- A l'issue de la guerre, les Etats sont ruinés et ils ont multiplié leur niveau d'endettement en centaines ou milliers de pourcent, ils sont dans l'incapacité de refaire démarrer par eux-mêmes l'économie de leur pays respectif,
- 10- Le cartel des banques de la FED assure le service après-vente en leur proposant ses services, mais pas à n'importe quelles conditions,
- 11- Il impose aux Etats du monde entier des institutions supranationales économiques et politiques, sur le plan économique : la création de la Banque des règlements internationaux (BRI), du Fond monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) ; et sur le plan politique l'Organisation des Nations Unis (ONU).
- 12 - Son objectif à terme est de constituer un gouvernement mondial, un Nouvel ordre mondial dont ces banquiers internationaux flanqués de l'élite intellectuelle internationale corrompue seraient les maîtres,
- 13- A cette fin, il leur faut conquérir le pouvoir politique à l'échelle mondiale, en prenant dans un premier temps le contrôle de l'économie mondiale.
- 14- Le cartel des banquiers de la FED impose le dollar dans les transactions internationales, qu'ils peuvent fabriquer à volonté, puisque se sont eux qui possèdent la planche à billets ou le monopole de la création monétaire,
- 15- Ils décident que le dollar sera convertible en or pour accaparer l'or du monde entier (1945), l'or étant la dernière valeur refuge en économie depuis des siècles,

16- Au fil du temps, ils vont donc disposer du plus grand stock d'or qu'une banque ou un Etat n'a jamais possédé dans le passé, donc d'une richesse et d'un pouvoir gigantesque qu'ils vont pouvoir utiliser à des fins politiques. Entre temps ils ont créé ce qui allait devenir l'Union européenne (1950), une machine de guerre supranationale et antidémocratique destinée à spolier les Etats et les peuples d'Europe de leur pouvoir politique,

17- Un beau jour (1971), ils décident que le dollar ne sera plus convertible en or, réduisant ainsi la valeur des réserves en dollars des différentes banques centrales dans le monde au prix du papier et de l'encre qui ont été nécessaires pour les fabriquer, tandis qu'ils conservaient leur formidable trésor constitué d'or pur,

18- Par l'entremise des hommes à leur solde placés au sein des différents Etats en Europe, ils obtiennent que ces Etats cessent d'emprunter à leurs banques centrales à un taux d'intérêt à zéro au profit du marché financier qui leur impose des taux d'intérêt élevés, marché financier contrôlé par ce cartel de banquiers de la FED.

19- Les Etats qui étaient parvenus en quelques décennies à réduire leurs dettes proche de zéro dans la foulée du redémarrage économique sur fond de reconstruction de l'après-guerre (gain de productivité), voient à nouveau leur niveau d'endettement augmenter considérablement lors des décennies suivantes,

20- Afin d'accélérer brutalement ce processus d'endettement des Etats, une fois les banques centrales des puissances occidentales dépossédées d'une partie essentielle de leur mission (1973), prêter de l'argent à l'Etat, vont se voir déposséder de leur ultime pouvoir, celui de fabriquer la monnaie au profit de la BCE qui dorénavant fabriquera l'euro (2000), monnaie destinée à devenir commune à tous les Etats de l'Union européenne.

21- Au cours des 12 années qui suivront, les Etats s'endetteront dans des proportions aussi gigantesques que lors de la Seconde guerre mondiale, pour finalement se retrouver la proie des mêmes créanciers.

22- Pour leur interdire de continuer de s'endetter encore plus et prendre le contrôle de leurs économie, les banquiers de la FED et leurs associés internationaux vont s'employer à faire monter les taux d'intérêt sur les marchés financiers de telle sorte qu'ils soient contraints de faire à eux (2008).

23- Littéralement étranglés, les Etats ne peuvent plus espérer leur salut que d'un prêt contracté auprès des institutions financières qui ont été créées à cet effet notamment par le cartel de banquiers, le FESF et le FMI, en échange de quoi ils vont exiger qu'ils adoptent une brutale politique d'austérité contre le prolétariat et la classe moyenne (2011).

24- Pour s'assurer que les représentants de ces Etats ne flancheront pas sous la pression de la lutte de classe du prolétariat et de la classe moyenne, ils vont les lier par un traité, le TSCG (2012), qui leur interdit tout nouvel endettement, ce qui devrait se traduire par un appauvrissement continue de la population au cours des prochaines années.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 octobre

## CAUSERIE

Sur les dernières 29h, ils ont coupé le courant pendant 20h. La situation est grave (au Tamil Nadu, 60 millions d'habitants). A suivre, je suis d'une humeur massacrante. Mes batteries sont à plat, j'ai utilisé le générateur pour actualiser le site. Au passage, merci pour vos courriels de soutien, la cour est pleine n'en jetez plus ! On passe à l'offensive tout de suite.

On a abordé des sujets ou des questions précises ces derniers jours qui étaient plus ou moins connues des militants, pas toujours selon les témoignages que j'ai reçus, qui avaient pu être oubliées avec le temps ou qui n'avaient jamais été traitées dans une perspective correcte. Nous allons continuer.

Hier je n'ai abordé que le volet économique dans l'article *La marche en avant inexorable du Nouvel ordre mondial. La monnaie, le moyen ou l'arme pour s'emparer du pouvoir politique à l'échelle internationale.*, il faudrait le compléter avec son volet politique. On le fera plus tard. Cependant on pourrait aborder ici au moins deux aspects faciles à circonscrire, l'implosion de l'URSS en 1991 et très brièvement aussi la signification du plan Marshall, à quoi correspondait sa mise en oeuvre en France notamment. On ne vous a pas tout dit dans les deux cas.

Tout le monde a à l'esprit que l'URSS s'était lancée dans une course effrénée à l'armement avec les Etats-Unis, il y en a qui l'ont justifié en prétendant que l'URSS ne pouvait pas faire autrement ou moins pour conserver sa puissance militaire face un ennemi qui menaçait en permanence de lui déclarer la guerre, etc.

Ce qu'on ne nous a pas dit, c'est que l'URSS asphyxiée par la gestion parasitaire de la bureaucratie stalinienne n'avait pas les moyens de financer cette course aux armements (et à l'exploration spatiale), ce sont donc les Américains par l'intermédiaire des banquiers de la FED qui s'y employèrent, pendant que le peuple faisait quotidiennement la queue devant les magasins d'Etat pour se procurer les biens de première nécessité quand les étagères n'étaient pas vides, l'Etat étant réduit à l'état de faillite chronique.

Cet endettement de l'Etat pris une telle proportion qu'il arriva un moment où la situation ne pouvait plus durer, le fruit était mûr pour être cueilli ou il n'y avait plus qu'à se baisser pour le ramasser, l'URSS avait fait son temps et était enfin prête à disparaître pratiquement au grand soulagement du peuple russe qui ne savait évidemment pas ce qui l'attendrait par la suite. Ainsi, c'est à la fois la gestion parasitaire de la caste stalinienne et l'endettement de l'Etat qui a eu raison de l'URSS, endettement auquel a concouru largement l'impérialisme américain.

Les staliniens rétorqueront que Staline n'a fait qu'imiter Lénine. Pas vraiment.

Si le gouvernement bolchevik eut recours à l'argent des capitalistes au moment de la NEP, ce fut pour financer le développement économique dans un pays ruiné par la guerre et la guerre civile et le sabotage des capitalistes russes, pour sauver la révolution russe, tandis que Staline pilla les ressources du pays pour financer la contre-révolution dans le monde et accroître démesurément le poids de la bureaucratie et de l'armée, le tout sur fond de corruption généralisée, portant ainsi un coup fatal à terme aux acquis de la révolution socialiste.

Lénine utilisa l'argent des banquiers internationaux pour financer la révolution, tandis que Staline (et ses successeurs) s'en servirent contre la révolution mondiale, donc tout amalgame présenterait les caractéristiques d'une falsification consciente des faits une fois qu'ils sont établis.

Cela dit l'URSS était condamnée au rétablissement du capitalisme en l'absence de la poursuite de la révolution (permanente) socialiste dans le monde...

Passons au second sujet, le plan Marshall.

En réalité, il servit à quoi ? On nous a dit qu'il avait servi à reconstruire l'Etat français et à remettre sur pied le capitalisme dans ce pays. C'est exact, mais ce n'est pas tout. Qu'est-ce que cela signifiait au juste ? Il a surtout servi d'une part, à mettre en oeuvre le programme du Conseil national de la résistance (CNR) sur la base de l'union nationale et du désarmement des masses, et à organiser et financer la scission de la CGT pour donner naissance à un syndicat farouchement anticommuniste et totalement subordonné à l'impérialisme d'autre part.

Que FO et ceux qui se réclament du CNR le passent soigneusement sous silence se comprend aisément ; comme ce n'est pas non plus une pure coïncidence si les souverainistes issus du parti gaulliste (Debout la République notamment) se réclament 77 ans plus tard du programme ou de la tradition du CNR au même titre que les staliniens qui depuis ont revêtu depuis différents masques (M'PEP notamment).

Je n'ai fait que survoler rapidement ces deux questions. Il y en a bien d'autres questions du même tonneau qui ont été passées sous silence par nos braves dirigeants, par exemple la nature du syndicat polonais Solidarnosc et surtout son financement.

Nous avons eu des partis ouvriers et des organisations durant 70 ans qui ont fonctionné de manière opaque, non seulement au niveau de leur financement, mais des informations que leurs dirigeants possédaient et qu'ils ont sciemment cachées à leurs militants. Nous les mettons au défi de répondre à toutes les questions précises que l'on pourrait leur poser et de les rendre publiques ou d'apporter la preuve que les réponses que nous fournissons sont erronées ou fausses.

La suite.

Je n'ai pas le temps de commenter en détail chaque info, je renvoie les lecteurs aux causeries et infos en bref des mois ou années précédentes. C'est que j'ai autre chose à faire, moi aussi je dois avancer.

Relier la partie émergée et immergée de l'histoire, celle qui est connue et celle qui nous a été soigneusement cachée, en les reliant à la lutte des classes qui en est le ciment ou en assure la cohésion, pour comprendre et agir.

Vous vous en foutez peut-être, moi je trouve cela passionnant.

[Qui a dit ?](#)

« *Derrière le gouvernement visible siège un gouvernement invisible qui ne doit pas fidélité au peuple et ne se reconnaît*



*aucune responsabilité. Anéantir ce gouvernement invisible, détruire le lien impie qui relie les affaires corrompues avec la politique, elle-même corrompue, tel est le devoir de l'homme d'Etat ».*

Réponse : Le président Théodore Roosevelt (26ème président) disait dans son programme électoral de 1912. Il évoquait évidemment le cartel des banquiers de la FED.

Question : Qui complotent et qui doivent être pris au sérieux ? Ceux qui dénoncent les "complotistes" ou "conspirationnistes", c'est-à-dire les banquiers de la FED eux-mêmes, les médias et les partis institutionnels de droite comme de gauche qui sont à leur service ou ceux qui se donnent beaucoup de mal, parfois au péril de leur vie, pour révéler la vérité à la population ?

C'est un honneur pour nous d'appartenir à la seconde catégorie, et honte à ceux dans nos rangs qui ont choisi délibérément l'autre camp, celui du mensonge pour maintenir les travailleurs dans l'ignorance, malheureusement en dresser la liste ici serait trop long.

Quand c'est un puissant ou un homme d'Etat qui le dit, cela mérite le respect, dans tous les autres cas cela ne mérite même pas qu'on y réfléchisse. Il y a pire que l'ignorance en politique, la manipulation des consciences, et il faut bien avouer que sur ce plan-là, dans nos rangs on est particulièrement gâtés.

### Le saviez-vous ?

Intéressant extrait de l'ouvrage *Wall Street and The Rise of Hitler* (1976), écrit par le Dr Anthony C. Sutton :

*« ...l'apport fourni à l'Allemagne, avant 1940, par le capitalisme américain en vue de préparer la guerre ne peut être qualifié que de phénoménal. Il fut, sans aucun doute, décisif pour la préparation militaire de l'Allemagne. Des preuves permettent de comprendre que le secteur influent de l'économie américaine était, certes, lucide sur la nature du nazisme, prêt à l'aider et à le soutenir financièrement par intérêt personnel, pleinement conscient que cela finirait par une guerre où seraient impliqués l'Europe et les Etats-Unis. [...] »*

*En connaissant les faits, il est impossible de plaider l'ignorance. Les preuves très soigneusement établies qui attestent que les milieux bancaires et industriels américains étaient largement impliqués dans la montée du Troisième Reich sont maintenant accessibles au public. On peut les trouver dans les comptes rendus et les rapports sur les auditions du gouvernement publiés entre 1928 et 1946 par les différentes commissions du Sénat et du Congrès ». (liesi 09.10)*

Un témoignage de plus qui vous rendront le capitalisme et les banquiers encore un peu plus sympathiques.

### Un commentaire avisé.

Commentaire de Mathilde Lemoine, directrice des études économiques chez HSBC France :

*« L'activité industrielle (française) devrait se replier plus fortement qu'anticipé au troisième trimestre ». « La dépréciation de l'euro ne sera pas suffisante pour compenser la faiblesse de la demande mondiale ni l'impact très négatif de la persistance de la crise européenne sur les perspectives d'investissement. L'activité des prochains mois dépend de la capacité des Européens à enfin accepter l'existence d'autorités bancaire et budgétaire supranationales. » (liesi 08.10)*

Traduction : les Etats européens doivent accepter de déléguer leur pouvoir aux banquiers moyennant l'accélération de la mise en oeuvre d'une brutale politique d'austérité, ensuite les maîtres du monde relâcheront un peu de mou (taux de crédit ou crédit tout court) histoire de relancer modérément la consommation et faire baisser légèrement le chômage... Ils ont une expérience de près d'un siècle dans ce domaine.

### TSCG

Réaction du NPA et de LO suite à l'adoption du TSCG : aucune. Normal ces "partis" sont en-dessous de tout.

Par contre les médias aux ordres des maîtres du monde ne s'y trompent pas.

Qu'ont-ils à craindre d'un parti comme le NPA dont les dirigeants semblent avoir été choisis en fonction de leur faculté à être manipulés et d'être suffisamment ignorants pour s'en réjouir.

- P. Poutou à Ça vous regarde - LCP le 01/10/2012
- O. Besancenot à PolitiqueS-LCP le 04/10/2012
- O. Besancenot à la Matinale de France Musique le 08/10/2012



- Philippe Poutou au mondial de l'automobile sur BFM le 09/10/2012
- O. Besancenot sur Public Senat / Radio Classique le 09/10/2012

Le POI manipule la réalité, il s'aligne sur Hollande

Il n'a fourni aucune analyse ou explication sur la manière dont Hollande a pu revendiquer une majorité dite de gauche après la ratification du TSCG par l'Assemblée nationale. Le POI soutient le régime comme il peut, discrètement disons.

- "282 députés des partis de gauche ont voté pour, 8 de plus que la majorité absolue." (Sur son portail national le mercredi 10 octobre 2012 - La majorité des députés vote le Traité européen !)

Donc la majorité aurait été de 274 voix, or l'Assemblée nationale compte 577 députés, ce qui fait que la majorité est de 289 voix. Pour qu'elle diminue mécaniquement, il faut recourir à un tour de passe-passe qui consiste à faire en sorte que suffisamment de députés s'abstiennent ou ne pas participent au vote, puisque ne sont pris en compte que les voix dites exprimées pour ou contre. Pour abaisser la majorité à 274 voix, il a suffi que 21 députés du PS et ses satellites ainsi que de l'UMP et ses satellites, et que 9 ne participent pas au vote.

Ainsi, l'UMP et le PS et leurs satellites respectifs n'ont pas seulement réalisé un consensus sur le le TSCG mais sur la manière de le faire adopter, pour que finalement les uns et les autres puissent clamer haut et fort que les principes de la démocratie ont été respectés...

Vous pouvez lire et relire le n°212 d'*Informations ouvrières*, vous n'y trouverez pas cette analyse qui constitue un démenti de l'affirmation de Hollande comme quoi les voix des partis dits de gauche auraient suffi pour obtenir la majorité sur le TSCG.

Vous avez le droit d'en déduire que la déclaration du POI s'aligne sur celle de Hollande puisque c'est la réalité. Attendez, ce n'est pas fini.

Et le POI de déclarer "*Voilà le résultat de la soumission du gouvernement et de sa majorité à l'Union européenne !*", non ou pas seulement, au capital, à l'oligarchie financière qui entend se soumettre tous les Etats de l'UE afin de les déposséder du pouvoir politique au profit d'une dictature mondiale dont elle serait les maîtres absolus.

Là encore le POI tient à épargner le gouvernement, le PS en ne précisant pas que c'est envers le capital qu'il est totalement soumis et qu'il vient d'en apporter une nouvelle fois la preuve.

Pourquoi négocier sur ce point direz-vous peut-être ?

Se contenter de dire que le PS est soumis à l'UE lors d'un vote sur une question précise d'une telle importance sert en réalité à camoufler autant sa véritable nature que ses réelles intentions. Cela laisse supposer qu'il ne serait pas forcément totalement soumis à l'UE et que dans certaines circonstances il pourrait s'y opposer, ce qui évidemment serait trompeur, cela s'est d'ailleurs déjà produit à propos de certaines directives pour ensuite faire marche arrière en emballant sa reculade dans un discours démagogique. De plus, cela interdit ou empêche les travailleurs et les militants d'acquiescer la conviction ou la claire compréhension que c'est en réalité un parti du capital, réactionnaire, de brouiller l'idée qu'ils peuvent se faire de ce parti, d'entretenir l'illusion qu'il serait un parti ouvrier ou qu'il pourrait le redevenir en admettant qu'il le fut un jour, ce que nous contestons.

Vous aurez remarqué que jamais les dirigeants du POI, du PT ou de l'OCI avant lui ne se sont vraiment attardés sur la nature profondément réactionnaire du PS, ils ont toujours entretenu le doute sur sa possible évolution future, idem avec le PCF.

Ils n'ont toujours rien compris ou ils sont complètement corrompus ou les deux à la fois. Et les voilà à réclamer l'abolition du TSCG dont les masses se contrefoutent royalement ! Pourquoi ne pas demander l'abolition de lois adoptées sous le Second empire et toujours en vigueur !

Ce sont les institutions de la Ve République que le POI prétend combattre qui viennent d'adopter le TSCG et la "*règle d'or*". Question : A quel moment le POI l'aurait-il mis en lumière pour que les travailleurs et les militants en comprennent la nature réactionnaire ? Aucun.

Incurie politique ou soutien délibéré au régime en place ?

En conclusion, la barbarie a de beaux jours devant elle avec de tels partis, mille fois hélas ! Hier nous disions qu'à la Fed ils pouvaient sabrer le champagne, ils peuvent même reprendre une coupe, en toute tranquillité !

Bon, on ne va pas perdre son temps avec ces gens-là.

### Au Palais de la "trinité maudite"

François Hollande et la rock star irlandaise Bono ont évoqué mercredi à l'Elysée la "trinité maudite" qui meurtrit le Sahel, une région contrôlée par des milices islamistes où des ressortissants français sont retenus en otages.

"Nous avons parlé de ce mélange étrange, cette trinité maudite de trois extrêmes: l'extrême pauvreté, le climat extrême et les idéologies extrêmes, ce mélange est assassin", a déclaré à la presse le chanteur du groupe U2.

Bono et le milliardaire américain Bill Gates se sont entretenus environ 45 minutes avec le président en présence du ministre délégué au Développement Pascal Canfin.

Connu pour ses engagements humanitaires, le chanteur a salué l'effort de la France en faveur des pays pauvres alors que le pays doit faire face à une situation économique difficile.

"Il est difficile de tenir ses promesses (d'aide) quand les gens sont au chômage", a dit Bono, se décrivant sans complaisance comme une "riche rock star gâtée pourrie". (Reuters 10.10)

C'est peu dire à côté de ses deux acolytes qui peuvent en dire autant ou plus !

### Hollande l'impérialiste.

La première visite de François Hollande en Afrique lui offrira l'occasion de tenter de consolider son fragile succès diplomatique sur l'épineux dossier du Mali, même si plusieurs mois pourraient s'écouler avant une intervention militaire.

En réclamant fin septembre aux Nations unies une résolution rapide du Conseil de sécurité afin de permettre une intervention militaire africaine, le chef de l'Etat a voulu montrer que la France était en pointe sur la question malienne.

Si sur la Syrie, problème complexe avec un risque réel de déflagration régionale, la France et ses alliés ont à peine dépassé le stade des déclarations d'intention, on avance un peu plus sur le Mali, où des islamistes radicaux se sont emparés des deux tiers du pays.

"Le Mali est un problème plus crucial que la Syrie pour Paris parce que la France y a des intérêts directs et parce que la menace terroriste y est extrêmement sérieuse", confie une source diplomatique française.

"Pour le chef de l'Etat, il s'agit du dossier numéro un au plan international après la crise de la zone euro", ajoute cette source.

Dans la foulée de l'intervention de François Hollande à l'Onu, la France a présenté un projet de résolution visant à inciter les autorités maliennes, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Union africaine à soumettre dans les 30 jours un projet d'opération précis permettant l'envoi d'une force africaine dans le nord du pays.

"Toutes les conditions sont réunies pour qu'une résolution soit votée dans un délai raisonnable, c'est-à-dire bref", a dit mardi le président français lors d'un point de presse commun avec le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

Il ne s'agirait cependant que d'une étape puisqu'il faudra ensuite saisir une deuxième fois le Conseil de sécurité, cette fois d'une autorisation de déploiement, en ayant pris soin d'en préciser le concept et les objectifs, dit-on au Quai d'Orsay.

La France ne dévoilera qu'alors la forme que prendra l'indispensable appui logistique qu'elle se dit prête apporter à l'intervention africaine, ajoute-t-on de même source.

"Le scénario le plus optimiste avant une intervention militaire, c'est cinq mois minimum", estime un familier du dossier.

Paris, qui a démenti la présence sur le terrain de membres de ses forces spéciales, a écarté toute opération terrestre impliquant ses troupes. (Reuters 11.10)

### Une idée saugrenue. Une question de "principe".

La ministre de la Culture Aurélie Filippetti, opposée à l'intégration des oeuvres d'art dans l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), a annoncé jeudi que Matignon et l'Elysée étaient "sur la même ligne" qu'elle.

La commission des Finances de l'Assemblée pensait pourtant avoir fait une concession en ne proposant d'inclure que les oeuvres d'art d'une valeur de plus de 50.000 euros dans le calcul de l'ISF. Soit 10 fois plus que la proposition initiale du rapporteur général du Budget, le socialiste Christian Eckert, qui était partisan d'un seuil de 5000 euros.

Las. Dès mardi, Aurélie Filippetti avait fait savoir, via son cabinet, qu'elle était "contre" cette disposition. "*Ce n'est pas une question de seuil à partir duquel les oeuvres d'art seraient imposées. C'est une question de principe. Cela va déstabiliser le marché de l'art, qui est un élément important pour l'économie*", a expliqué le cabinet.

De fait, les milieux culturels français se sont mis rapidement en ordre de bataille. Jack Lang (PS), ex-ministre de la Culture, a sonné la charge contre ce qui serait selon lui "une faute contre la culture".

Dans un communiqué, il écrit avoir en 1981 convaincu François Mitterrand d'exonérer les oeuvres d'art de l'impôt sur la fortune car il redoutait "*une déstabilisation du marché de l'art, la fuite des collectionneurs, au moment où notre ambition était de transformer la France en un grand pays d'art et de création*". "*Trente ans après la décision de 1981, l'art contemporain connaît aujourd'hui en France une effervescence à travers tout le territoire national. Les institutions publiques, notamment les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) travaillent main dans la main avec les amateurs d'art*", poursuit M. Lang.

Jean-Pierre Osenat, président du Syndicat national des maisons de ventes volontaires (Symev), a également protesté contre une taxation qui causerait "*un préjudice énorme*" au marché français de l'art et à ses emplois. "*Bien souvent les gens ignorent la valeur de ce qu'ils possèdent*", relève le commissaire-priseur. "*En outre, les prix varient considérablement en fonction des modes*", relève-t-il.

Ce que Jennifer Flay, directrice de la Fiac (Foire internationale de l'art contemporain), traduit en affirmant que la mesure risque de "*tuer dans l'oeuf le renouveau de Paris comme place du marché de l'art*".

Cette nouvelle tentative de soumettre les oeuvres d'art à l'ISF semble donc vouée à l'échec. En 1998, la gauche avait déjà voulu mettre fin à cette exonération, mais le gouvernement Jospin a contraint sa majorité à y renoncer. Rebelote en 2011: le député UMP Marc Le Fur avait déposé un amendement en ce sens au collectif budgétaire de juin. Comme aujourd'hui, les collectionneurs, galeristes et acteurs du monde de l'art s'en étaient émus. Le ministre du Budget François Baroin avait alors fait pression sur sa majorité pour que l'amendement soit rejeté. (L'Expansion.com 11.10)

Fabius et DSK (notamment) peuvent souffler !

### PS. Le meilleur moyen de représenter le capital.

Ce jeudi, les militants socialistes se prononcent sur cinq motions ou lignes d'orientation politique en prévision du congrès de Toulouse de leur parti, lors d'un vote qui consacrerait sans surprise le texte de "*rassemblement*" d'Harlem Désir, ultra-favori pour diriger le parti.

Le vote débute dans les sections à 17 heures et s'achèvera à 22 heures. Les premiers résultats seront connus dans la nuit de jeudi à vendredi, selon le PS. Le Parti socialiste compte quelque 173 000 adhérents, dont 72 000 environ sont à jour. Un militant doit régler sa cotisation pour pouvoir voter, souligne-t-on rue de Solferino.

Les seuls enjeux de ce scrutin sont donc le taux de participation ainsi que le score obtenu par le texte de Harlem Désir. Au PS, on souligne qu'aux derniers congrès où cinq textes avaient été déposés, le score de 70% n'a jamais été atteint par la motion majoritaire, résultat de la dispersion automatique des votes.

La motion de l'aile gauche du PS "*Maintenant la gauche, le social au coeur*" devrait arriver en deuxième position. Les trois autres motions sont "*Question de principes*", menée par Juliette Méadel, "*Oser. Plus loin, plus vite*", avec Stéphane Hessel pour premier signataire, et "*Toulouse, mon congrès*", de Constance Blanchard. (l'express.fr avec AFP 11.10)

Complétons :

- "*Maintenant la gauche, le social au coeur*"... du portefeuille ou la main gauche sur le coeur et la main droite sur le portefeuille.

- "*Oser. Plus loin, plus vite*"... plus démagogique, plus réactionnaire, quoi ! Hessel est un ignare, rien à voir avec les intellectuels dont j'ai parlés hier..

### Sarkozy. Qui assure le service après-vente ? Devinez.

La toute première intervention officielle de Nicolas Sarkozy est organisée par BTG Pactual, une banque d'investissement brésilienne. La conférence, privée et sur invitation, se tient du 9 au 11 octobre au Waldorf Astoria, un luxueux hôtel de Manhattan, à New York. (l'express.fr 12.10)

Les banquiers ne sont pas ingrats avec leurs zélés serveurs... Il a plus de bol que moi avec mes lecteurs anonymes, cherchez l'erreur.

---

## ACTUALITE EN TITRES

Alors il faut "**chasser**" Hollande !

- Hollande sur les cellules islamistes: "*nous les pourchasserons et les éliminerons*" - AFP

Ne les soutient-il pas partout dans le monde, notamment en Syrie ?

Ah ben si vous le dites !

- Vote au PS : "*une mascarade!*" - Le Nouvel Observateur

Le contraire aurait été un crime !

- Filippetti : Hollande et Ayrault sont contre l'intégration des oeuvres d'art dans l'ISF - LePoint.fr

- Quand Jérôme Cahuzac défendait l'intégration des oeuvres d'art dans l'ISF - LeMonde.fr

Oui, c'était 18 mois avant qu'il ne soit nommé ministre, normal.

Tiens donc ?

- Le rapport des experts des syndicats de PSA confirme la gravité de la situation - L'Expansion.com

Il fallait y penser.

- Angela Merkel veut baisser les impôts pour soutenir la demande - Reuters

Dans quel but ?

- L'Espagne acculée après l'abaissement de sa note de crédit par S&P - Reuters

Réponse :

- Le FMI appelle les Etats à profiter de "*l'élan*" créé par les banques centrales - AFP

Pourquoi au juste ?

- Il faut donner plus de temps à l'Espagne et la Grèce dit Lagarde - Reuters

Réponse :

- La Grèce doit en faire plus, selon le numéro deux du FMI - Reuters

On se disait aussi...

Encore heureux !

- Pas de poursuites judiciaires pour le chauffard ivre - 20minutes.fr

Flashé à 234 km/h par des gendarmes près d'Aigues-Mortes (Gard) en novembre 2011, n'aura aucune poursuite judiciaire à cause d'un vice de procédure, rapporte ce jeudi le site Parisien.fr. (20minutes.fr 11.10)

C'est vrai qu'à cette vitesse il devait rouler dans une voiture "*populaire*", encore un pauvre quoi !

[A 69... on préfère ne pas y penser.](#)

- Un 68e miracle à Lourdes officiellement reconnu - LePoint.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

##### 1- Loi organique à l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi organique par 490 voix pour, 34 contre et 18 abstentions.

Le nombre de votes hostiles est deux fois moins important que lors du scrutin de mardi sur la ratification du traité (70) car les députés écologistes et des socialistes qui avaient voté contre le traité ont voté pour le projet de loi, tandis que le Front de gauche a maintenu son opposition. La grande majorité des députés UMP et la quasi-totalité des centristes ont voté pour.

Restera pour clore définitivement cette séquence européenne un dernier vote par le Sénat fin octobre de la loi organique qui en fixe les modalités d'application. (AFP 10.10)

Je n'ai pas eu le temps de lire attentivement cette loi organique. J'ai lu dans la presse qu'elle précisait les modalités d'application du TSCG. Donc voter pour ou s'abstenir signifiait autoriser ou favoriser l'application du TSCG, voter contre c'était s'opposer à son application.

Maintenant ceux qui ont voté contre ou qui se sont abstenus sur le TSCG et qui ont voté pour cette loi, sont les champions toutes catégories du double langage. Ils sont encore plus pourris que ceux qui ont voté pour dans les deux cas, car ils sont incapables de s'assumer. Ce sont les élus du PS sur lesquels d'autres partis lorgnent sans cesse, on n'ose même pas les citer tellement on a honte pour eux.

##### 1.2- TSCG au Sénat.

La France a ratifié jeudi le traité budgétaire européen, après un ultime vote du Sénat, succédant à celui de l'Assemblée nationale intervenu mardi. 306 sénateurs ont voté pour, et 32 contre.

La gauche n'étant pas majoritaire au Sénat sans les communistes qui ont voté contre, le gouvernement a eu besoin des voix de droite pour faire passer le texte. D'autant que les écologistes ont partagé leurs voix en 2 votes pour, 5 abstentions et 5 contre, dont leur chef de file, Jean-Vincent Placé. Trois sénateurs PS, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Pierre Godefroy et Daniel Percheron, ont également voté contre. Au sein du groupe radical, Jean-Pierre Chevènement et Pierre-Yves Collombat ont voté contre, tandis que Robert Hue s'est abstenu. (AFP 11.10)

Hollande et son gouvernement ne disposent donc pas d'une majorité. C'est marrant aucun parti ouvrier ne va s'attarder sur ce point pour s'en servir comme point d'appui du combat contre les institutions. Normal, leur objectif n'est pas de les renverser, excusez-moi je rectifie, n'a jamais réellement été leur objectif.

#### 2- Italie

2.1- Le gouvernement italien renonce à une partie des mesures de rigueur qui étaient prévues. Il a adopté dans la nuit de mardi à mercredi un projet de loi prévoyant une hausse de un point de TVA, contre 2 prévus initialement, et une baisse de l'impôt sur les revenus pour les ménages les moins aisés, a-t-il indiqué mercredi. (l'express.f 10.10)



Vive la lutte, vive la lutte, vive la lutte s'écrie la confrérie réunies des opportunistes... A bas le gouvernement Monti illégitime ! A bas les institutions au service de l'oligarchie financière qui nous saigne !

## 2.2- Mario Monti n'est qu'un pantin du cartel bancaire.

Le 7 août dernier, le Wall Street Journal publiait sur son site des extraits d'un entretien accordé par Mario Monti, le Président du conseil italien imposé/désigné en novembre 2011 avec la pression de la Haute finance internationale et ses relais marionnettistes : les politiciens gouvernementaux occidentaux. Mario Monti, le maillon fort des sociétés secrètes mondialistes pour l'Italie, a dévoilé le fond de sa pensée et l'objectif de son travail.

Il a tout d'abord exprimé que si les taux italiens n'étaient pas très élevés, c'était avant tout grâce à ses bonnes relations au sein des clubs financiers mondialistes. En effet, selon lui, si Silvio Berlusconi (l'ancien chef du gouvernement italien) était encore au pouvoir le « *spread* » – l'écart entre les taux des bons du trésor à dix ans – entre l'Italie et l'Allemagne « *serait à environ 1 200 points* ».

Deux jours avant, cette fois à un journaliste du Der Spiegel, Mario Monti a dit : « *Si les gouvernements devaient se laisser complètement brider par les décisions de leur parlement sans préserver leur espace de négociation, l'Europe risquerait davantage d'éclater que de renforcer son intégration* ». Une manière d'annoncer la couleur. Sus à la souveraineté nationale !

Mario Monti n'a donc pas été élu par les Italiens, il a été imposé par le cartel des banquiers internationaux. Maintenant, il avoue que le programme européen n'a pas à prendre en considération les valeurs démocratiques qui doivent disparaître avec la notion de souveraineté nationale pour accoucher d'une « *Europe forte* ».

Il y eut plusieurs réactions, dont celle du président du Bundestag, Norbert Lammert : « *Mieux vaut décevoir les marchés que la démocratie* ».

Même si les proches de Mario Monti ont essayé de corriger le tir en affirmant que le maillon fort des sociétés secrètes pour l'Italie est « *convaincu que la légitimation parlementaire est fondamentale dans le processus d'intégration européen* », on sait très bien qu'il n'en pense pas un mot.

Comme nous l'avions annoncé dans le cadre de LIESI, le futur départ de Mario Monti au printemps 2013 sera un signe sans doute comparable au départ d'un certain Alan Greenspan, préférant quitter la scène juste avant que ses patrons du cartel dominant la banque centrale américaine ne décident du déclenchement de cette bonne crise majeure avec les subprimes. (liesi 06.10)

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Sanofi : expropriation !

Les syndicats CGT et FO de l'ensemble du groupe Sanofi se sont dit en "colère", mercredi 10 octobre, après les déclarations du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, estimant qu'il n'y avait "absolument rien de changé" par rapport aux projets initiaux de la direction du laboratoire.

"On est tous en colère, toutes organisations syndicales confondues, d'avoir entendu ce message du ministre. On a l'impression que c'est encore une opération de communication de la part de la direction et que le gouvernement s'est bêtement fait avoir une nouvelle fois", a dit Thierry Bodin, coordonnateur groupe CGT.

Pour lui, "rien n'est changé, 914 suppressions de postes, c'est déjà le chiffre qu'annonçait la direction". "On ne voit pas quelles sont les avancées", a-t-il insisté. "Le plan de départ volontaire, c'est déjà ce qu'annonçait la direction, mais on sait très bien ce qui va se passer au moment des transferts de postes si les gens refusent... que vont-ils devenir ?", a-t-il ajouté. "Pas rassurée"

Même réaction du coordonnateur groupe FO Philippe Guerin-Petremen, qui se dit "particulièrement en colère de la façon de faire d'Arnaud Montebourg". "Il n'y a absolument rien de modifié par rapport aux projets initiaux de la direction de Sanofi que ce soit pour Toulouse ou pour le reste du groupe", a-t-il assuré.

Les syndicats estiment toujours que le projet de la direction du laboratoire va bien au-delà des 914 postes et réclament "le retrait du plan". "Pour nous, c'est environ 2 à 3.000 personnes qui sont impactées par la suppression de leur poste ou le transfert hors de

*la zone géographique où elles travaillent*", a assuré Thierry Bodin.

Par ailleurs, la secrétaire CFDT du comité d'entreprise de Sanofi à Toulouse, Dominique Junyent, s'est dite "*perplexé*" et "*pas rassurée*" par l'annonce faite par Arnaud Montebourg concernant le site de la Ville rose. "*Dire qu'on garde un site pour ne fâcher personne, mais sans prévoir aucune activité à l'intérieur, c'est problématique*", a-t-elle souligné. (nouvelobs.com 10.10)

## 1.2- Sanofi. (suite)

L'intersyndicale de Sanofi estime que le projet de restructuration du groupe pharmaceutique, présenté jeudi en CCE, menace entre 1.600 et 2.400 postes au regard des 914 avancés à ce jour par la direction de l'entreprise.

Ce dernier chiffre ne tient compte ni des 706 salariés, à qui le groupe propose "*une mobilité lourde*", ni des risques qui pèsent sur les 408 chercheurs du site de Toulouse dont le sort n'est pas tranché. Enfin, selon l'intersyndicale, Sanofi n'a apporté aucune garantie concernant les 355 créations de postes que mentionne son plan à l'horizon 2015.

"*Au total, selon les calculs de l'intersyndicale, l'impact du projet sera au minimum de 1.620 postes et pourrait toucher près de 2.400 postes*", a déclaré à Reuters Pascal Vially de la CFDT. (Reuters 11.10)

## 2- Surcouf en liquidation.

L'enseigne high-tech Surcouf a été placée en liquidation par le tribunal de commerce de Lille, une décision qui, bien qu'attendue, a causé l'écoeurement des salariés et l'émotion visible de son président Hugues Mulliez.

Comme annoncé la veille par des représentants du CCE, aucun candidat ne s'est présenté pour la reprise de l'enseigne en redressement judiciaire depuis fin février, dont le tribunal, lors de son délibéré, a prononcé la poursuite d'activité jusqu'au 30 novembre.

"*C'est 20 ans qui sont partis en fumée*", a regretté Olivier Chagnoux, représentant CFE-CGC et membre du CCE.

De son côté, les larmes aux yeux, Hugues Mulliez, dans une courte déclaration devant les journalistes, s'est principalement adressé aux salariés, qu'il n'a pas croisés en sortant.

"*J'ai une pensée pour tous les salariés qui ont tout donné, eux et leur famille, et qui ont eu de l'espoir jusqu'au bout. Je les remercie pour leur implication, pour le travail que nous avons fait ensemble*", a-t-il déclaré.

"*J'ai mis tout mon coeur, mes tripes et toutes mes ressources. C'est très difficile aujourd'hui d'en arriver là*", a-t-il ajouté, préférant ne pas répondre aux attaques des représentants de salariés.

"*Tout a été fait à l'envers. Il a commencé à faire un siège... Fallait faire un audit, savoir où ça va pas*", l'a vertement critiqué Olivier Chagnoux. "*On lui a dit, on lui a écrit (...) Le PDG de Surcouf c'est un sourd qui ne veut pas entendre*".

"*C'est un gâchis total. On perd une grande enseigne informatique*", a estimé Yann, logisticien chez Surcouf.

Le groupe Surcouf était à vendre depuis le mois de juin, après l'échec d'un projet de cession de trois de ses magasins.

Hugues Mulliez, qui gère également les magasins Youg's et dont la famille a créé le groupe Auchan, avait racheté l'entreprise au groupe PPR (Pinault Printemps Redoute) en 2009.

Le groupe avait été placé en redressement judiciaire le 29 février, à la suite de la rupture du crédit-fournisseur dont il bénéficiait. En 2010, il avait affiché une perte nette de 20 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 160 millions d'euros, conduisant à la mise en oeuvre d'un plan social et à la fermeture de deux de ses magasins.

Dans son jugement public, le tribunal a indiqué avoir tenu compte de l'importance du passif et de l'échec des solutions mises en oeuvre pour tenter de redresser l'entreprise qui emploie encore 379 personnes. (AFP 10.10)

## 2- Dockers en grève à Papeete

L'activité portuaire était bloquée mercredi à Papeete, à Tahiti, en Polynésie française, par une grève de certaines catégories du personnel du port, entamée la veille et qui menace d'entraver l'activité économique de la collectivité d'outre-mer du sud du Pacifique.

Un second préavis de grève, concernant d'autres catégories de salariés du port, a été déposé et prendra effet demain jeudi, si aucune négociation n'aboutit d'ici là. (Reuters 11.10)

### 3- E.ON France, suppression d'emplois

Comme PSA, ArcelorMittal ou Sanofi, le charbonnier E.ON France est pris dans la tourmente des plans sociaux. La réunion de Comité central d'entreprise, consacrée au plan de suppression de 215 postes, s'est déroulée jeudi dans une atmosphère "tendue", ont déclaré la direction et les syndicats après que ces derniers aient levé la séance en signe de protestation. 200 salariés mobilisés

Par ailleurs, 200 salariés et une vingtaine d'élus de la région de Saint-Avold se sont rassemblés devant l'immeuble où se tenait la réunion. *"La direction n'a pas voulu répondre à nos questions et le climat était assez tendu. Nous avons alors décidé de lever la séance en signe de protestation"*, a déclaré Jean-Pierre Damm, responsable FO et porte-parole de l'intersyndicale CGT, FO et CFE-CGC.

Il a indiqué qu'un expert avait été désigné pour *"étudier les mesures sociales"*. Les représentants du personnel ont également demandé la nomination d'un *"médiateur national"* parce qu'il *"n'y a plus de dialogue social"*. *"C'est unilatéral, ils nous ont dit que si nous n'acceptons pas le plan de départs volontaires, c'était le licenciement. Il n'y a pas de dialogue possible, les instances représentatives du personnel ne servent à rien"*, a ajouté le syndicaliste. La direction de la filiale française du groupe allemand a confirmé la désignation d'un expert, mais pour elle, les syndicats *"n'ont pas levé la séance"*, qui *"s'est clôturée à la fin de l'ordre du jour"*.

La direction d'E.ON France prévoit de fermer cinq tranches sur les sept que comptent ses quatre centrales à charbon héritées de la Société nationale d'électricité thermique. Elles sont situées à Saint-Avold (Moselle), Hornaing (Nord), Lucy (Saône-et-Loire) et Gardanne (Bouches-du-Rhône). La fermeture d'Hornaing est prévue en mars 2013, celle de Lucy en mars 2014 et la fermeture des deux tranches de la centrale de Saint-Avold en 2015. Une des tranches de Gardanne sera convertie à la biomasse.

Cette restructuration d'E.ON France, qui compte 885 salariés, entraînera la suppression de 215 postes sur l'ensemble des sites, via un plan de départs volontaires. A Hornaing, 86 emplois sont concernés, 67 à Lucy, 42 à Saint-Avold et 20 à Gardanne.

*"Dès demain, nous allons organiser des assemblées générales pour embrayer sur un arrêt des centrales"*, a assuré M. Damm qui prévient que *"les actions contre ce plan vont monter en puissance"*. Un comité européen est prévu en Allemagne le 16 octobre et les syndicats français ont prévu d'y demander à la direction allemande de changer de management à Paris. Une deuxième réunion de CCE est prévue pour le 5 novembre, selon la direction. (L'Expansion.com avec AFP 11.10)

Une logique implacable sur laquelle on ne reviendra pas pour l'avoir démontré dans des causeries précédente.

### 2- Grèce

2.1- Le taux de chômage a passé la barre fatidique des 25% en juillet en Grèce, a annoncé l'Autorité des statistiques grecques, jeudi, le jour de l'annonce par l'un des principaux employeurs du pays, Coca Cola Hellenic, qu'il déménageait son siège en Suisse.

Alors que le pays traverse sa cinquième année de récession, plus d'un quart de la population active en Grèce était au chômage au mois de juillet, le taux s'élevant à 25,1%, contre 17,8% un an plus tôt et 24,8% en juin (chiffre révisé), a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

En chiffres absolus, 1,261 million de personnes étaient inscrits au chômage contre 3,7 millions qui ont du travail, dans un pays dont la population totale s'élève à quelque 10 millions.

Depuis le début de la crise de la dette en 2010, le taux de chômage en Grèce a plus que doublé.

Les catégories les plus touchées sont les jeunes non scolarisés de 15 à 24 ans, 54,2%..

Dans ce contexte, l'annonce concomitante du déplacement du siège en Suisse d'un des gros employeurs du pays, le groupe Coca Cola Hellenic, qui représente le deuxième embouteilleur de la boisson américaine du monde et rayonne sur 28 pays, de la Russie au Nigéria en passant par l'Allemagne et l'Italie, accentue la noirceur du tableau.

Le groupe multinational, l'un des plus gros de Grèce, qui vise dans la foulée à être coté à Londres dans l'indice FTSE-100, représente à lui tout seul 22% de la valorisation totale de la bourse d'Athènes.

Il a assuré que le déménagement de son siège en Suisse n'avait *"aucune implication"* sur le plan fiscal. Mais il a admis qu'en 2010

et 2011, les deux années de crise de la dette, le groupe n'avait rapatrié en Grèce aucun dividende de ses implantations étrangères, en citant "*le manque de clarté sur la politique fiscale*", dans un pays qui était alors sommé par ses créanciers étrangers de remonter les impôts pour essayer de combler ses déficits publics.

*"La nouvelle (du départ) porte un coup à l'économie grecque déjà handicapée"* écrit le quotidien Kathimerini sur son site internet jeudi.

Le groupe a assuré dans son communiqué qu'il "*maintiendra la production et la distribution de ses produits en Grèce*" mais la presse grecque y a tout de suite vu une tentative de délocalisation.

Coca-Cola HBC Grèce embouteille et commercialise les boissons du géant américain des sodas dans 28 pays en Europe et en Afrique. Il commercialise 95% de sa production hors de Grèce, et emploie 41.000 personnes. (AFP 11.10)

2.2- Les deux centrales syndicales grecques ont appelé à une grève générale de 24 heures le 18 octobre, pendant le sommet européen, la deuxième en moins d'un mois, contre le nouveau train de rigueur réclamé par les créanciers UE et FMI, a indiqué mercredi une source syndicale.

La Confédération générale du privé (GSSE) et celle du public Adedy ont lancé ce mot d'ordre à l'issue d'une réunion commune, pour poursuivre leur mobilisation entamée avec une journée d'action le 26 septembre. L'objectif est de protester contre les nouvelles mesures dont l'UE et le FMI réclament l'adoption pour reprendre leur perfusion financière en faveur du pays.

La GSEE et l'Adedy appellent en outre "*à des rassemblements*" à Athènes et dans d'autres villes pour "*dénoncer la rigueur*" et "*faire entendre la voix des peuples et non des créanciers*", a indiqué à l'AFP une responsable du bureau de presse de la GSEE. (AFP 10.10)

### 3- Allemagne

Siemens a confirmé jeudi qu'il devra supprimer des emplois et réduire ses coûts de production pour faire face à la concurrence, après une année 2012 qui s'annonce plus mauvaise que prévu pour le groupe.

*"En tant que leader, nous voulons faire mieux que nos concurrents. Nous ne voulons pas nous contenter d'évoluer dans le ventre mou du secteur"*, a déclaré dans un communiqué Peter Löscher, le président du directoire du conglomérat industriel allemand.

Peter Löscher a fait cette déclaration à l'issue d'une réunion en interne rassemblant quelque 600 cadres du groupe à Berlin, au cours de laquelle il a exposé les grandes lignes d'un plan d'économies rendu nécessaire par la baisse des profits du groupe, directement liée au ralentissement économique.

Les analystes avaient anticipé cette cure d'austérité et prévoient la suppression de plusieurs milliers d'emplois ainsi qu'entre deux et quatre milliards d'euros de mesures d'économies.

L'an dernier, Peter Löscher, arrivé à la tête du groupe en 2007, avait dit viser un chiffre d'affaires de 100 milliards d'euros dans quelques années, contre environ 76 milliards en 2010.

Les derniers résultats trimestriels, présentés fin juillet, ont en fait été marqués par une chute des marges et surtout par une baisse plus marquée qu'attendu des commandes de Siemens, première capitalisation boursière d'Allemagne, qui est l'un des principaux employeurs du pays.

*"Il est devenu clair que l'écart de marges entre Siemens et ses concurrents s'est de nouveau creusé"*, estime Michael Hagmann, analyste de HSBC.

Siemens pourrait aussi réduire sa présence dans certains des 190 pays où il est implanté, pour se concentrer sur les implantations les plus rentables.

Le plan détaillé ne sera rendu public que lors de la présentation des résultats du groupe, le 8 novembre.

Ceux-ci devraient montrer une nouvelle baisse de la marge brute à 27,6%, ce qui serait son plus bas niveau depuis deux ans, et un ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires à 4%.

Fin juin, Siemens employait 410.000 personnes, dont 129.000 en Allemagne.

Le groupe est encore numéro un mondial sur certains de ses principaux segments d'activités, comme les logiciels

d'automatisation industrielle, ou les technologies d'imagerie médicale IRM. "*Mais les concurrents de Siemens ont été bien plus actifs en matière d'objectifs affichés de réduction des coûts*", notent les analystes de Credit Suisse.

Le français Schneider Electric et le suisse ABB ont déjà mis en application d'importantes réductions des coûts et Philips Electronics a annoncé le mois dernier 2.200 suppressions de postes en plus des 4.500 prévues en octobre dernier.

Parallèlement, le groupe devrait continuer d'investir dans des domaines en croissance comme les turbines à gaz, y compris en se lançant dans des acquisitions. Des sources ont ainsi récemment déclaré que Siemens était favori pour le rachat d'AnsaldoEnergia, filiale de l'italien Finmeccanica. (Reuters 11.10)

#### 4- Afrique du Sud

Pour mettre fin aux grèves, le patronat des mines a mis sur la table des hausses de salaire pour les employés des mines d'or, sous forme de promotions et d'allocations qui doivent être soumises aux mineurs, mercredi 10 octobre, par leur syndicat majoritaire, le NUM, a-t-on appris de sources patronale et syndicale. Ces négociations dans le secteur de l'or font partie des efforts pour régler la crise des mines sud-africaines, partiellement paralysées depuis le mois d'août par des grèves sauvages, qui ont fait des dizaines de morts.

La chambre des mines a annoncé très tard mardi soir à l'issue d'une journée de négociations qu'elle avait "*revu les conditions pour les salaires de base et les autres catégories*", sans pour autant modifier la convention salariale en vigueur. La chambre des mines "*reconnaît des anomalies qui méritent d'être traitées et a fait des propositions en ce sens*", ajoute le communiqué.

La chambre des mines, qui centralise la négociation salariale dans les mines d'or, a aussi proposé "*une allocation pour les foreurs*", ainsi qu'une catégorie pour toute une série d'employés "*incluant une amélioration de la rémunération*". Elle a aussi proposé "*des ajustements de salaires pour les autres employés pour préserver l'échelle salariale actuelle*".

De facto, "*ils ont accepté des augmentations de salaire*", a confirmé un porte-parole du NUM, Lesiba Seshoka mercredi, sans vouloir donner de chiffres tant que la base n'a pas été consultée. "*Il n'y a pas d'accord, c'est encore une proposition*", a toutefois ajouté M. Seshoka, en précisant que le NUM allait consulter la base, notamment à Carletonville, au sud de Johannesburg, où une mine d'or du groupe sud-africain Gold Fields est paralysée par une grève sauvage depuis le 9 septembre. (lemonde.fr 10.10)

#### 5- Argentine

Des milliers de syndicalistes ont manifesté mercredi sur la Place de Mai face au siège de la présidence argentine, le troisième mouvement de protestation contre la présidente Cristina Kirchner en moins d'un mois.

"*La seule voie, c'est la mobilisation et la grève !*", a lancé le dirigeant de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) dissidente, Pablo Micheli, s'exprimant aux côtés de parlementaires de l'opposition.

Les syndicats dissidents réclament une baisse de l'impôt sur le revenu, qui touche près d'un million d'employés et une augmentation des allocations familiales.

La CTA, dont une partie est dirigée par Pablo Micheli, et la CGT du leader des camionneurs Hugo Moyano, ancien allié de Mme Kirchner, sont aujourd'hui dans l'opposition. Mais il y a aussi une CTA et une CGT pro-gouvernement.

"*Moyano m'a dit ce matin qu'avant la fin de l'année nous aurons fait une grève nationale*", a prévenu Pablo Micheli.

Cette manifestation est la troisième contre le gouvernement en moins d'un mois.

Le 13 septembre, les classes moyennes ont surpris en manifestant massivement dans les grandes villes du pays contre un éventuel troisième mandat de Mme Kirchner, élue en 2007 puis réélue en 2011.

La gendarmerie et les garde-côtes, de leur côté, manifestent depuis neuf jours afin d'obtenir une hausse salariale. (AFP 10.10)

---

## ECONOMIE

### 1- Banque



JP Morgan Chase a perdu jusqu'à 10 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros) à la suite du rachat de Bear Stearns, transaction qu'il avait effectuée à la demande du gouvernement fédéral américain en pleine crise financière, a déclaré Jamie Dimon, directeur général de la banque.

"Je dirais que nous avons perdu entre cinq et 10 milliards de dollars en raison de divers éléments liés à Bear Stearns. Et oui, je dis que c'est injuste", a-t-il dit.

Jamie Dimon a précisé que ces pertes ont été le fait, entre autres, de litiges et de dépréciations.

La semaine dernière, JPMorgan a été l'objet d'une nouvelle plainte au civil déposée par le procureur général de New York, qui veut que la banque rende des comptes dans un dossier où Bear Stearns est soupçonné d'avoir floué des investisseurs ayant acheté des actifs adossés à des crédits immobiliers.

"Est-ce que, sachant ce que je sais aujourd'hui, j'aurais accepté le rachat de Bear Stearns ? Difficile à dire", a ajouté Jamie Dimon. (Reuters 10.10)

## 2- Assurance

Le coût économique des catastrophes naturelles a plus que triplé au cours des trente dernières années pour atteindre 3.500 milliards de dollars, ont évalué mercredi la Banque mondiale et le gouvernement du Japon qui ont appelé les Etats à agir. (AFP 10.10)

## 3- Banques et multinationales

Ivan Glasenberg après l'introduction réussie de Glencore en bourse, pèse 9,6 Milliards de \$, le poids des 20% qu'il détient dans la société. Cette introduction préparée par CITIGROUP, Crédit Suisse et Morgan Stanley et réalisée en mai 2011, détient le record de la plus grosse IPO de la bourse de Londres. La souscription a été fermée un jour plus tôt que prévu tant la demande était forte. Parmi les grands investisseurs ayant souscrit à cette augmentation de capital, on retrouve Crédit Suisse, UBS, Black Rock et Abu Dhabi IPIC, qui ont investi ensemble 3,1 B\$, soit 31% de l'augmentation de capital.

Du fait de cette cotation, la très secrète Glencore a été obligée de publier des données pour les investisseurs et quelques langues se sont déliées. En cherchant un tant soit peu, on découvre de nouvelles vérités sur Glencore et ses méthodes en Afrique ou en Amérique du Sud, longtemps financées par la B.E.I. donc avec nos impôts. En mai 2011, la Banque Européenne d'Investissement a formellement décidé de ne plus accorder de prêt à Glencore et ses filiales, à la suite des accusations de fraudes fiscales et de graves dégradations environnementales pesant sur sa filiale Mopani Copper Mines en Zambie.

Glencore a été également condamné en juin 2012, dans le procès à Bruxelles de Karel Brus, un ancien membre de la commission européenne de l'agriculture condamné pour avoir transmis des informations confidentielles concernant la PAC, permettant ainsi à ses corrupteurs de remporter des marchés céréaliers. Là aussi, Glencore avait offert outre des subsides, des « hôtesse » aussi généreuses qu'accueillantes à Karel Brus, suivant la technique originelle de Marc Rich.

## XSTRATA

Fondée en 1926 pour gérer des projets électriques en Amérique du Sud, la société va vendre son cœur de métier pour se tourner vers les mines, quand Marc Rich prend la majorité en 1990 à travers sa société, qui va devenir Glencore. En moins de deux décennies, par une série de fusions-acquisitions, la société va devenir le troisième ou quatrième groupe minier mondial dans le cuivre, le charbon, le chrome ferreux, le vanadium et le zinc. Wikipedia rajoute : « elle produit à petite échelle de l'or, du plomb et de l'argent », mais cette information est tronquée, comme nous le verrons plus bas. Strata opère dans neuf pays: Australie, Argentine, Colombie, Allemagne, Pérou, Afrique du Sud, Espagne, Canada et Royaume Uni.

En 2003 Xstrata achète Britannia Refined Metals et Mount Isa Mines. Cette raffinerie, la plus grande productrice de plomb d'Europe, est située à 40km de Londres dans l'estuaire de la Tamise, une situation optimale pour desservir tant le marché domestique britannique que le marché européen. Elle raffine le minerai de plomb brut de Mount Isa Mines depuis 1931. En 2005, les performances de MIM ont été améliorées permettant de donner 231.000 tonnes de zinc, 160.000 tonnes de plomb affiné et 11.36 Moz d'argent (353 t).

Le site de Britannia Refined Metals (BRM) donne une amélioration de ces résultats qui sont passés en 2011 à 180.000 t de plomb et 400 tonnes d'Argent.

A première vue, la production d'argent ne représente que le 450 ième de la production de plomb, c'est donc en apparence infime. Si on fait les comptes, cela change tout.

Le plomb oscille autour de 2000 \$ la tonne. 180.000 tonnes de pb valent donc 360 M\$ alors que 400 tonnes d'argent représentent aujourd'hui 400 M\$.

MIM est donc la troisième mine d'argent au Monde avec 36 Moz derrière Cannington (38,6 Moz Australie) du groupe BHP Biliton et Fresnillo de Penoles (38,6 Moz Mexique). MIM n'apparaissait nulle part dans les masses d'informations consultées pour écrire mon livre Histoire de l'argent.

70% de l'argent produit chaque année par les mines provient de mines de plomb, de zinc et de cuivre.

En épluchant les comptes de Rio Tinto, le quatrième producteur de cuivre de la planète avec 698.000 tonnes de minerai brut, qui donnent 321.000 t de cuivre raffiné, « *le reste donne par affinage des produits secondaires Or, Argent, Molybdène et acide sulfurique, dont Rio Tinto est aussi un des premiers producteurs, et qui amènent des revenus substantiels à la compagnie* ». « *Les ventes du cuivre ont généré 8% des revenus de la compagnie en 2008, et les revenus du cuivre et de ses produits secondaires sont comptabilisés pour 16% des revenus.* »

On retrouve donc chez Rio Tinto comme chez MIM un produit secondaire, qui dégage autant de revenus que le produit de base.

## GLENCORE-XSTRATA

Ces deux sociétés font la une des magazines économiques et financiers ces dernières semaines, car Glencore, qui est déjà majoritaire, veut absorber Xstrata dans sa totalité. L'opération traîne parce qu'elle froisse quelques intérêts particuliers.

« *Le nouveau groupe Glencore-XStrata contrôlera 60% du marché du Zinc et 50% du marché du cuivre* ». C'est ce que disaient plusieurs articles fin septembre, alors que les négociations pour une fusion de ces deux entités semblaient sur le point d'aboutir. Ces articles ne parlaient pas du zinc, ni des mines d'or et bien sûr, à aucun moment du silver.

L'Omerta sur l'argent est totale dans les médias. Pourtant, si le groupe Glencore-Xstrata contrôle 60% du zinc et 50% du cuivre, sans même évoquer le plomb, ils contrôlent probablement 55% des 70% de la production minière d'argent, donc près de 36%.

## UNE POSITION ECRASANTE

Seule la Chine a une position plus importante sur le marché du silver. (liesi 08.10)

## 4- Industrie du luxe

La bonne santé affichée par les marques de luxe, comme celle des constructeurs de bateaux de luxe, sont des signes illustrant l'impérieux désir des fortunés de notre monde d'investir ailleurs que dans les systèmes établis des dernières décennies. Comme les gens fortunés sont de plus en plus riches, ils préfèrent investir dans le luxe que garder du papier.

L'année 2012 n'a peut-être pas fini de nous surprendre dans ce domaine : les entreprises du luxe ont peut-être encore de beaux jours devant elles. Pour certaines d'entre elles, comme Richemont, le numéro deux du secteur (IWC, Cartier...), on attend une hausse de 20 % à 40 % du bénéfice semestriel !

Les responsables des grandes maisons de luxe ont une seule crainte : le ralentissement économique de la Chine. L'impact serait alors extrêmement douloureux et brutal pour plusieurs entreprises du luxe. (liesi 06.10)

## 5- Espagne

L'agence d'évaluation financière américaine Standard and Poor's a annoncé mercredi avoir abaissé la note de solvabilité de l'Espagne, reléguant ainsi le pays à la limite inférieure des emprunteurs fiables.

S&P a abaissé de "BBB+" à "BBB-" la note qu'elle attribue à la dette publique espagnole à long terme.

L'Espagne reste ainsi dans la catégorie des pays en mesure de faire face à leurs obligations de manière adéquate, mais la note qui lui est attribuée est la plus faible dans la catégorie des investissements jugés fiables.

"*La hausse du chômage et les restrictions budgétaires sont susceptibles d'intensifier le mécontentement social et de contribuer aux fictions existantes entre le gouvernement fédéral espagnol et ceux des régions*", ajoute le texte.

L'agence, qui a des "*doutes sur l'engagement de certains gouvernements de la zone euro à mutualiser les coûts de la*

*recapitalisation des banques espagnoles" y voit un "facteur déstabilisant pour la perspective de la note de crédit du pays". (AFP 10.10)*

## 6- Inde

Depuis mi-septembre, le gouvernement de centre-gauche du Premier ministre, Manmohan Singh, a ouvert des pans entiers de l'économie aux investisseurs étrangers en libéralisant les secteurs de la grande distribution, de l'assurance, de l'épargne-retraite, de l'aérien et de l'audiovisuel.

Mais toutes ces mesures de dérégulation, que les médias ont comparées à l'époque où l'Inde s'ouvrait à l'étranger dans les années 90 sous la houlette du même Manmohan Singh, alors ministre des Finances, pourraient ne pas provoquer d'électrochocs immédiats sur une économie en perte de vitesse.

Concernant la réforme du commerce de détail, par exemple, qui permettra aux multinationales étrangères d'ouvrir des hypermarchés, elle ne s'appliquera en fait qu'à neuf Etats sur les 29 que compte l'Inde.

Le gouvernement a en effet décidé d'autoriser l'implantation de grandes surfaces dans les villes peuplées d'au moins un million d'habitants.

Les géants de la grande distribution ne semblent pas non plus se précipiter: pour l'heure, seul l'américain Walmart a annoncé son intention d'ouvrir sa première grande enseigne d'ici les prochains 18 mois.

Les deux autres poids lourds du secteur, le français Carrefour et le britannique Tesco, qui avaient pourtant fait part de leur vif intérêt, sont aujourd'hui en proie à des tourments financiers qui pourraient remiser l'Inde au second plan de leurs priorités stratégiques.

Dans l'aérien, le gouvernement a autorisé les compagnies étrangères à entrer au capital des transporteurs locaux mais là aussi, la situation est peu propice aux afflux massifs d'investissements.

Le secteur, qui a connu un boom au cours des dix dernières années, ploie aujourd'hui sous les dettes et la hausse des prix du pétrole. Illustrant ces difficultés, la compagnie Kingfisher Airlines n'a pas payé ses employés depuis sept mois et lutte pour continuer à voler.

Dans ces conditions, qui voudrait venir la renflouer ?

Le cabinet-conseil Centre for Asia Pacific Aviation juge peu probable *"qu'une compagnie étrangère investisse dans Kingfisher en l'état actuel des choses, avec une dette massive (près de 2 milliards d'euros), des employés démoralisés et une flotte clouée au sol"*.

Quant à la réforme permettant aux assureurs étrangers d'augmenter leurs investissements dans les groupes locaux et d'entrer dans le secteur de l'épargne-retraite, le projet de loi doit encore être ratifié au parlement.

Et cela risque de ne pas être une mince affaire au vu des crispations politiques et des menaces de vote de confiance lors de la prochaine session au parlement en novembre.

Un ancien parti-clé de la coalition gouvernementale a accusé le pouvoir de vouloir brader le pays aux étrangers et de prôner des réformes *"antipauvres"*.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), *"les perspectives pour l'Inde sont inhabituellement incertaines"*. L'organisme estime que la troisième puissance économique d'Asie devrait connaître cette année une croissance de 4,9%, signant là sa plus faible prévision depuis dix ans.

Les analystes jugent aussi que la libéralisation de l'économie ne règle pas les *"problèmes structurels"* de l'Inde, citant pêle-mêle les difficultés pour acquérir des terrains, l'insuffisance des infrastructures énergétiques et routières, la corruption endémique et la lourdeur bureaucratique.

*"On est passé d'une image d'un gouvernement endormi à un gouvernement en pleine action mais il n'a pas réglé les vrais difficultés, comme le fait de réduire drastiquement les subventions, ce qui est le plus risqué politiquement"*, considère Ajay Bodke, responsable de la stratégie pour le groupe d'investissement Prabhudas Lilladher. (AFP 10.10)

Je reproduis ici le brouillon que j'ai écrit hier soir qui était initialement prévu pour la causerie du jour : Le gouvernement vient de libéraliser certains secteurs de l'économie soi-disant pour faire repartir l'économie après que les investisseurs étrangers eurent retiré leur argent ou réduit leurs investissements en Inde. En fait, il a plié à leur chantage.

Si vous avez lu ce que j'ai écrit avant-hier vous comprendrez que c'est le même mécanisme qu'ils utilisent absolument dans tous les pays et sur tous les continents pour étrangler les Etats : ils commencent par apporter de l'argent frais, l'Etat et toute la société s'endettent, puis ils ferment le robinet et posent leurs conditions pour le rouvrir, le gouvernement accepte d'entreprendre des contre-réformes sous peine de se retrouver dans une situation sociale pire encore (dans l'immédiat) ou d'être renvoyé lors des prochaines élections.

En Inde, ils ont créé un bordel tellement monstrueux en développant la classe moyenne mais sans avoir développé auparavant les infrastructures du pays, que du coup on se retrouve étrangler et sans électricité face à la demande qui a explosée.

Souvenez-vous qu'avant la Grèce, bien des pays en Afrique, en Amérique latine et en Asie leur ont servi de laboratoire... pour les soumettre à leur dictature.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 13 octobre

## CAUSERIE

J'ai ajouté (hier soir) un passage TSCG dans la causerie du 12 consacré au POI, NPA et LO, je l'avais oublié.

Le site ne sera que partiellement actualisé aujourd'hui, je suis trop fatigué. Depuis une semaine je ne dors que trois heures par nuit à cause des coupures de courant. Je me suis borné à actualiser les articles de presse.

Depuis hier, on a du courant que 5 ou 6 heures par jour. Le champ d'éoliennes qui produit 4.000 Mégawatts est à l'arrêt parce qu'il n'y a pas de vent. La centrale nucléaire n'a pas encore démarré à cause des manifestations des écologistes. La principale centrale hydro-électrique du sud de l'Inde est pratiquement à l'arrêt parce qu'il n'a pas suffisamment plu et son réservoir est presque à sec. Et cerise sur le gâteau, hier ils ont fait tourner à plein régime les centrales au charbon et l'une d'entre elles a explosé, ils sont en train de la réparer.

Selon la presse indienne de ce matin, cette situation devrait durer jusqu'au mois de janvier 2013. Pourvu qu'elle se trompe comme il lui arrive très souvent.

Je vous remercie pour tout vos témoignages de soutien, vous aurez l'occasion d'y repenser quand vous serez dans une merde noire. Je vous souhaite d'être aussi blindé que moi pour le supporter, en silence de préférence, un peu de dignité quand même.

Bon week-end à tous. Je vais me coucher.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 14 octobre

## CAUSERIE

J'ai mis de nouveaux articles en ligne. On a eu du courant de minuit à 8h ce matin sans interruption, à peine croyable, depuis ils ont recoupé. J'ai téléchargé quelques vidéos ce matin. Demain on décryptera en profondeur un article de presse sur le FMI. En attendant la fin d'un téléchargement, je vais écrire encore quelques lignes avant d'aller faire mes courses. Je me suis levé à 6h30, j'ai arrosé le jardin, rempli les deux réservoirs, balayé et passé la serpillière rapidement, j'ai dormi un peu plus que les derniers jours, je suis en forme et plus calme, hier soir j'ai raccroché au nez de mon épouse après qu'elle m'eut répété que je ne comprenais rien à rien, bref que j'étais un abruti, ce n'est pas la première fois que cela arrive, mes parents totalement arriérés me tenaient le même discours.

Autres sujet intéressant à aborder plus tard : comment Internet a en fait détruit les partis politiques ou plutôt, comment il contribue à faire en sorte que chacun trouve une échappatoire pour s'exprimer librement (sic!) sans passer par un parti politique, une fois la pression retombée, on se sent mieux quand on s'est exprimé, tout cela est trompeur, c'est un soulagement, on ne ressentira pas forcément le besoin de s'organiser ou de se mobiliser par la suite. réseaux sociaux" étaient à l'origine des soulèvements qui se sont produits en 2011, finalement c'était du bluff, ben oui mon grand bêta avec ton bac + 7, tu t'es fait manipuler en beauté. Mon grand ballot, tu sais comment cela s'appellait, hormis la Tunisie jusqu'à un certain point seulement, des soulèvements contrôlés, préventifs, pour les diriger dans une direction bien précise.

Quant aux partis ouvriers, pendant 20 ans environ ils ont boudé le Net, leurs dirigeants sclérosés, des vieillards à moitié séniles ou des gamins plutôt privilégiés, se sont arc-boutés sur leur conception de la lutte de classe en partis obsolète, délaissant ce terrain au profit des médias et des intellectuels corrompus par le régime. Et quand tu jettes un oeil à leurs portails, tu en as la preuve sous les yeux.

Nous ici, on s'emploie à mettre à la disposition des travailleurs et des militants des informations et des documents d'origines très diverses qu'ils ne trouveront sur aucun portail d'aucun parti ouvrier. Chacun peut le vérifier. Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir, ils ont tout simplement oublié le premier postulat qu'ils ont remplacé par la parole du chef de droit divin. Eux ils sont capables de réfléchir, pas toi, t'as compris ? Non, alors on va t'expliquer comment ça marche ou la différence qui existe entre nous. Et je ne te parle même pas des analyses qui figurent dans notre portail depuis des années ou les centaines de questions que nous avons abordées librement, sans a priori aucun.

Nous, c'est le genre de truc qui nous horripile au plus haut point, notre objectif c'est que chaque travailleur ou militant apprenne par lui-même à penser librement, à forger ses propres convictions, on ne veut surtout pas qu'il nous fasse confiance ou nous copie comme un zombi, il y perdrait son esprit critique ou serait incapable d'en acquérir un.

Eux, leur pédagogie consiste à interpréter la réalité en fonction de la politique qu'ils appliquent, pour la justifier si tu veux, elle a pour uniquement fonction que tu y adhères et non que tu progresses par toi-même, cela ne les intéresse pas, c'est d'ailleurs en grande partie pour cette raison que finalement ils n'ont jamais pu construire le parti ou quoi que ce soit, et que tu es toujours aussi ignorant. On te fait croire le contraire et toi tu les crois évidemment, cela flatte ton ego, au moins tu n'as pas l'impression de militer pour des prunes.

Mais demain quand les gangsters de la Fed remettrons les compteurs à zéro et que tout aura foutu le camp et que tu te demanderas comment on en a pu en arrivé là ou encore qu'est-ce qu'il faut faire maintenant, et que tu ne pourras pas répondre à ces questions, tu t'apercevras, trop tard hélas, qu'un jour tu es passé à côté de l'occasion de saisir ce qui se passait réellement.

On ne t'en veux pas, ce serait ridicule, on t'invite simplement à y réfléchir attentivement, sérieusement, si tu veux, c'est juste un conseil d'ami rien de plus. Tu avoueras, si tu es honnête avec toi-même, qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un bac +7 pour comprendre cela, c'est à la portée de chacun. Je te rassure, je suis passé par là moi aussi, c'est la raison pour laquelle je t'en parle, je paratge avec toi mon expérience, une fois corrigées mes erreurs. J'arrête là le téléchargement est terminé, c'était sur la crise de 1929, tu vois je continue d'apprendre encore et encore, car je me sens encore très ignorant et je considère que c'est une tare contre laquelle il faut lutter toute sa vie.

Bon dimanche.

Ce qui suit a été publié hier soir sauf certaines passages qui datent de ce matin, c'est précisé à cet endroit-là.

La causerie écrite vendredi soir.

Un camarade m'a écrit : "*Jean-Claude, tu fais un travail de plus en plus énorme malgré les problèmes d'alimentation électrique, ce qui fait que les mecs qui regardent le site ne se rendent pas compte de la galère dans laquelle tu te trouves*".

C'est possible, de nos jours tout le monde prend les autres pour des menteurs. Je t'écris cela, il est 20h32 et bien entendu il n'y a pas de courant. Je pense que la situation est en train de devenir très grave sur le plan social ici, car les boîtes sont à l'arrêt, comment tu veux bosser sans courant, surtout dans l'industrie. De plus le prix du kérosène a tellement augmenté qu'utiliser un générateur pendant dix heures par jour coûte une fortune, 50 roupies le litre, les gros générateurs doivent bien consommer entre 15 et 25 litres par heure, le mien est ridicule à côté 1650 watts en sortie et consomme déjà 3 à 4 litres par heure. Et puis il faut déboursier au minimum 400.000 roupies à l'achat, les petites entreprises ne peuvent pas se le payer.

Je t'assure et je me répète que tout le monde est sur les nerfs ici. Le pire, c'est que les Indiens n'ont aucun sens civique, surtout les nantis, en fait la quasi-totalité de la population. Dès que la nuit tombe ou que le courant revient ils allument toutes les lumières, c'est dingue, sans parler des climatiseurs qu'ils font tourner y compris en pleine journée alors que je m'en passe très bien. Il faut le voir pour le croire. Chaque maison dispose à l'extérieur d'au moins une ampoule située à hauteur de chaque côté, deux ou trois sur la façade principale, et il est normal d'allumer la lumière dans la pièce principale et la cuisine, même si on n'y est pas, la télévision doit aussi être allumer sinon on pourrait croire que vous êtes pauvre, c'est la connerie à l'état pur. Avec l'eau c'est la même chose, quand ils ouvrent un robinet, ils ne font pas couler un filet d'eau, non, ils l'ouvrent à fond ! Pour la même raison.

Une femme ne peut pas se suffire de quelques saris, non, elle doit en posséder une quarantaine au minimum. Tu ne manges pas en fonction de ta faim, non, tu dois remplir ton assiette de riz à deux reprises au moins, ce qu'ils mangent en un repas me fait au minimum trois repas. Quand mes beaux-frères mangent chez nous avec leurs épouses, je peux le constater chaque fois depuis plus de 20 ans. Et quand ils voient ce que je mange, et j'ai un bon appétit, ils disent que c'est normal parce qu'on n'est pas pareils ! C'est complètement fou. Cela leur coûte un fric monstre, peu importe, ils estiment que c'est normal, tout est normal en somme. Ils se refusent à réfléchir et à changer ces habitudes débiles. J'ai deux beaux-frères qui avaient tellement grossi après



leur mariage qu'ils ont dû se résoudre à manger moins, ils étaient devenus handicapés à force de s'empiffrer pour faire plaisir à leurs abrutis d'épouses qui sont évidemment devenus énormes, difformes. Moi aussi j'ai 15 kilos en trop, en fait je mange de moins en moins et je saute souvent un repas, le problème c'est que je ne fais pas suffisamment d'exercice, je suis cloué devant l'écran 10 à 12 heures par jour ou plus, de plus je ne dors pas suffisamment. Les trois derniers jours j'ai fait un repas par jour le soir, par manque de temps ! Demain matin je dois absolument aller faire des courses, je n'ai plus rien à bouffer, y compris pour mon chien. Je vais perdre deux heures.

Nos dirigeants vont s'empiffrer dans des brasseries parisiennes ou se tapent des menus gastronomiques sur le dos de leurs militants pendant ce temps-là, je parle des permanents, c'est un militant qui me l'avait fait remarquer, il en avait été choqué, on s'en fout, si au moins ils faisaient du bon boulot on pourrait comprendre qu'ils aient besoin d'une petite contrepartie, on n'a pas l'esprit borné et on comprend ce genre de choses, mais ce n'est pas vraiment le cas, c'est plutôt l'inverse.

Pour revenir à l'Inde. J'ai l'impression de vivre dans un asile d'aliénés de plus d'un milliards d'habitants, et tu sais à quel point je les respecte et les aide chaque fois que c'est possible, je peux t'assurer que tu ne peux pas faire autrement que de te poser un tas de questions et de réviser pas mal d'idées reçues sur la nature humaine, c'est une excellente expérience pour avancer, c'est mon obsession.

Ils vivent dans un état d'inconscience pratiquement absolu, ce qui m'a fait dire qu'on ne vivait pas dans le même monde ou à la même époque, mentalement ils ont des siècles de retard, c'est la raison pour laquelle je ne m'y intéresse pas sur le plan politique, les choses sérieuses se déroulent dans les pays occidentaux où la lutte des classes est la plus développée, c'est là que se joue l'avenir de l'humanité.

Pour mon épouse d'origine indienne, dorénavant vivre en Inde ou avoir des rapports avec des Indiens, y compris sa famille, c'est un véritable cauchemar et je la comprends, elle n'est pas armée comme moi pour vivre à la fois deux modes de vie qui n'ont pratiquement rien en commun. Elle pique des crises de nerf jusqu'à en devenir folle. Quand je lui ai expliqué au téléphone la situation ici avec les coupures quotidiennes d'électricité, elle s'est ravisée et ne voulait plus venir, c'est uniquement parce qu'elle n'a pas de chauffage chez elle en France qu'elle va passer une partie de l'hiver en Inde, entre deux maux, elle n'a pas le choix, espérons que la température va retomber rapidement ici.

Pour ce que tu m'as dit à propos des camarades qui se connectent sur le site. Effectivement, ils ne peuvent pas s'imaginer le boulot que cela représente et dans quelles conditions je dois bosser, c'est normal quelque part. Ce qui me contrarie, c'est plutôt leur silence. J'ignore qui ils sont. Mais bon, laissons cela de côté.

Quand j'ai appris que le prix Nobel de la paix avait été décerné à l'Union européenne, j'ai éclaté de rire évidemment. J'ai essayé de placer un commentaire à la suite de l'article de l'agence Reuters, à cinq reprises ils l'ont censuré, à deux reprises il a tenu 10 secondes sur le Net avant de disparaître, je ne dois pas savoir m'y prendre.

A ce propos, la fréquentation du site est remontée entre 130 et 153 visites par jour. Un militant a dû placer l'adresse du site quelque part, je n'en sais rien, cela me fait dire que si on s'y mettait tous à la suite de dizaines d'articles de presse on arriverait peut-être à multiplier par 10, 100 ou plus le nombre de visites quotidiennes et pourquoi pas envisager quelque chose par la suite, c'est un truc auquel je n'ai jamais pensé, si les militants voulaient tenter le coup pourquoi pas, le site est aussi ou surtout leur. Quand ils écrivent un message, ils peuvent rajouter l'adresse du site, mais à mon avis il ne faut pas écrire l'indicatif www, il faut seulement écrire luttedeclasse.org, la censure veille sur le Net, ils filtrent les sites comme le mien qui est leur pire ennemi, ils n'ont pas tort sur ce point.

Tu vas peut-être penser que je perds mon temps en écrivant tout cela, en fait je me repose l'esprit ! Je palie mon manque de mémoire et mes lacunes en faisant marcher la machine 24h/24, je n'ai pas le choix. L'avantage de vieillir, c'est qu'on n'a plus à penser à soi, notre vie est derrière nous, je sais que tous les vieux ne pensent pas ainsi, mais c'est mon cas.

D'ici quelques jours je publierai la transcription d'un important passage de la vidéo sur la monnaie et les gangsters de la FED, en début de semaine un soir j'ai passé 2h30 à recopier sur un cahier l'histoire du plus gigantesque casse ou hold-up de tous les temps, le transfert des 20 000 tonnes d'or entreposés dans Fort Knox et extorqués aux Américains dans les coffres de Rothschild, Rockefeller et Cie, une histoire véridique et inconnue de la plupart de nos contemporains et des Américains en premier lieu. Cela va me demander des heures de boulot mais cela vaut franchement la peine.

A cette occasion on se questionnera sur la naïveté des gens qui se sont fait dépouiller si facilement, cela aussi c'est complètement dingue. Imagine qu'on te dise: c'est la loi, dépose ton or dans notre coffre c'est pour sauver le pays de la faillite, on te le rendra plus tard et toi tu t'exécutes bêtement, et quelques décennies plus tard quand tu demandes à récupérer ton or, on te répond que c'est impossible parce que le coffre est vide et personne n'est foutue de te dire où il est passé, cela dépasse l'entendement franchement, j'ai raconté cette histoire à mon épouse en l'enjoignant de pas s'en prendre aux Indiens pour leur bêtise, car les Américains qui avaient eu le droit à une instruction et qui étaient censés avoir un niveau intellectuel plus élevé étaient en réalité encore plus demeurés.

Quand on a cette histoire véridique à l'esprit répétons-le, on se dit qu'il nous faut une nouvelle fois revoir notre copie pour vérifier qu'on ne se serait pas trompé quelque part, c'est me semble-t-il la moindre des choses à faire, sinon on prend le risque d'induire en erreur les autres, ce qui est inadmissible quand on en a pris conscience. Là encore, je le dis en passant, vous ne pourrez pas dire que je ne respecte pas les militants.

Cela nous fait repenser à Goebbels et les énormes mensonges des nazis évidemment qui sont passés comme une lettre à la poste, effrayant n'est-ce pas ? Si on prend cela au premier degré, on se demandera pourquoi on milite pour changer le monde, car à ce tarif-là on n'y parviendra jamais.

L'animateur de cette vidéo qui n'a pas l'air d'un crétin ou d'un manipulateur a affirmé que 90% des Américains ignoraient encore tout de cette histoire plus de 70 ans plus tard, pas étonnant que G. Bush, D. Cheney et Cie aient pu orchestrer tranquillement le 11 septembre, les Américains étaient prêts à tout gober, et l'autre pourriture de Hollande n'a rien trouvé de mieux à faire lors de son dernier passage à New-York que d'aller déposer une gerbe aux pieds du World Trade Center (WTC). Ignore-t-il lui aussi la vérité sur le 11/9, qui peut le croire, sérieusement ?

Les uns nous présentent une version des choses qui correspond à ce que la population doit croire, tandis que la vérité est soigneusement tenue secrète ou cachée, seuls quelques initiés en ont eu connaissance, pendant que les autres se lancent tête baissée dans la lutte des classes en ignorant ou en refusant de tenir compte de la face cachée des choses ou du véritable déroulement de l'histoire, du coup la population, les travailleurs demeurent toujours dans l'ignorance la plus totale. C'est ainsi que ce genre d'histoire peut se répéter à l'infini de génération en génération, à intervalle d'une cinquantaine d'années environ, pendant que les maîtres du monde deviennent de plus en plus puissants et envisagent la réalisation de leur plan sordide avec sérénité.

Maintenant, il est un fait certain que comprendre pour comprendre ne nous mènera à rien de plus, on doit parvenir à tout prix à mettre tout cela en musique sur le plan pratique.

Dans le bouddhisme il y a plusieurs écoles, sans entrer dans les détails que je n'ai plus forcément à l'esprit pour être honnête, il y en a une qui se donne pour objectif d'atteindre le bonheur au cours de cette vie - les bouddhistes croient dans la réincarnation, et il y en a une autre qui se propose de rester à la porte du bonheur et de ne la franchir que lorsque tous les hommes auront acquis un niveau de conscience suffisant pour la franchir ensemble, quand j'avais cessé de militer et que j'ai étudié les nombreuses écoles que comptent la philosophie bouddhique, c'est la seconde qui avait retenu mon attention ou que j'avais estimé la plus proche de mes convictions. Cet enseignement n'était pas contradictoire avec mes idées politiques puisque l'objectif était le même que le marxisme que j'avais laissé de côté pour un temps mais que j'avais toujours à l'esprit, l'émancipation de l'humanité de toute forme de servitude ou d'oppression pour atteindre le règne de la liberté. Dans le bouddhisme cela signifiait lutter contre sa propre ignorance pour aider les autres à s'en libérer à leur tour. Maintenant que j'y repense, c'est peut-être cela qui m'a permis de ne pas lâcher le fil définitivement du marxisme pour le ressaisir aussi facilement 20 ans plus tard. Ainsi cette forme de bouddhisme et le marxisme partagent le même idéal humaniste, le plus élevé qu'on puisse concevoir.

Mes détracteurs y verront peut-être la source de ma "déviation" théorique du marxisme, que bien mal leur fasse de la partager au lieu de défendre leur médiocre chapelle qui nous a conduit dans l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Contrairement à eux, je n'ai jamais renié aucun de mes principes et je n'ai pas besoin de recourir à des procédés malhonnêtes et sournois pour justifier la ligne politique que je défends.

Imaginez de nos jours pouvoir changer le monde dont la population est passée d'un à sept milliards d'habitants en à peine un siècle, tandis qu'elle demeurerait affecté par une profonde ignorance du fonctionnement de la société, est un leurre ou une contrevérité, cela demeurerait impossible si tel devait être le cas.

On a la preuve quotidiennement si on veut bien se donner la peine d'observer attentivement ce qui se déroule sous nos yeux, de quelle manière les nantis et leurs représentants parviennent à duper les masses avec une aisance déconcertante. Pour commencer à s'attaquer efficacement à cette question dont dépendent en partie la suite et le dénouement de la lutte des classes, il faut tout d'abord admettre qu'il s'agit pour nous d'un problème à résoudre, si on s'y refuse, tout ce qu'on entreprendra sur le plan politique échouera infailliblement. J'ai dit pour nous, car dans le camp de notre ennemi ils s'en occupent quotidiennement. Ils ont parfaitement compris que le meilleur moyen de manipuler les masses, c'est encore de les maintenir dans l'ignorance. De notre côté, nous le savons aussi, mais nous refusons obstinément d'en tenir compte sous prétexte que seule l'expérience de la lutte et l'organisation permettrait de vaincre notre ennemi, ce qui était sans doute valable il y a un siècle, mais ne l'est plus de nos jours.

Si vous regardez bien, cela correspond à la conception de la lutte de classe qui a été adoptée par les dirigeants trotskistes après-guerre qui idéalisèrent les travailleurs organisés dans les syndicats ou les autres partis, se détournant de toutes les questions qui n'étaient pas purement politiques, comme si il suffisait d'avoir adhéré à un syndicat ou un parti pour avoir atteint un niveau de connaissance ou de conscience susceptible de battre en brèche leur ignorance, encore aurait-il fallu que cette connaissance reflète la réalité pour s'ancrer profondément dans leur conscience et qu'ils puissent la transmettre à leur tour et ainsi de suite, or tel n'était pas le cas loin s'en faut, à moins d'un miracle qui ne s'est jamais produit naturellement. Laissons cet aspect de côté provisoirement, je suis en possession de témoignages de vieux militants qui peuvent le prouver si nécessaire.

Prenons un exemple pratique tiré de l'actualité.

Les travailleurs et la plupart des militants ignorent absolument tout de ce qui se trame dans le combat que mènent Hollande et son gouvernement, le PS et l'UMP, les appareils corrompus des syndicats, les médias (presse, radio, télévision, Internet), en leur imposant une brutale politique d'austérité ou de régression sociale qui sera sans fin.

Ils ignorent qui tirent véritablement les ficelles, à qui profite le crime. On leur a bien dit que c'était les banquiers ou l'oligarchie financière, mais ils ignorent comment et à quelle fin, qu'ils n'en sont pas à leur premier coup d'essai et quel est leur véritable objectif, à quel plan cela correspond qui a été patiemment, minutieusement pensé et savamment orchestré étape par étape depuis fort longtemps, un siècle, davantage même, et que depuis leurs auteurs n'ont jamais réellement lâché le morceau, qu'ils sont animés par une détermination cynique et inébranlable, bref qu'ils mènent une lutte à mort à l'issue duquel seul l'un des deux protagonistes restera en vie ou détiendra tout le pouvoir.

Ils n'ont pas la moindre idée que ce qu'ils subissent aujourd'hui et ce qu'ils vont subir demain qui sera bien pire encore, est le produit d'un calcul politique, qui est certes déterminé par les contradictions du capitalisme pour en quelque sorte les neutraliser en leur ôtant tout pouvoir politique, c'est-à-dire tout moyen de s'opposer à ceux qui les exploitent et les oppriment, les réduisant ainsi à un état pire que l'esclave puisque autrefois son maître s'employait à lui fournir ce dont il avait besoin pour le maintenir en bon état ou en vie, ce qui ne sera même pas leur cas. C'est déjà le cas de centaines de millions de travailleurs à travers le monde livrés à eux-mêmes, qui triment comme des esclaves pratiquement sans aucun droit politique, sans aucun recours, sans aucun moyen pour combattre le sort abominable qui leur est réservé quotidiennement, de la naissance à leur mort, sans compter qu'ils pourraient être un jour tout bonnement sacrifiés comme c'est le cas de masses entières de travailleurs avec leurs familles au Soudan, en Somali, au Nigeria et dans bien d'autres pays.

Cette terrible misère sociale qui s'étend à la surface de la terre, cette injustice innommable, tout comme les guerres aux XIXe, XXe siècle et de nos jours, les famines, la hausse des prix des denrées alimentaires, les génocides, etc. sont le produit à la fois de l'évolution du capitalisme parvenu à un certain stade de son développement devenu incompatible avec les satisfactions des besoins de l'humanité, avec la survie d'une partie grandissante de l'humanité condamnée à crever littéralement, et ceux d'une poignée de richissimes banquiers ou hommes d'affaires qui pour conserver ou étendre davantage leur pouvoir les ont planifiés, provoqués volontairement, ils ont même été jusqu'à imaginer des pandémies pour vendre ensuite des vaccins, leur cynisme est sans limite, pourquoi, uniquement pour détenir le pouvoir absolu sur l'humanité qui en serait totalement dépourvue ou sans défense.

On leur dit qu'il y avait une crise économique et que c'étaient les banquiers ou le capitalisme qui en étaient responsables, mais c'est insuffisant. Ils ignorent que les mesures qui sont prises par les différents gouvernements qui se plient au diktat de la troïka correspondent à un plan arrêté, non pas pour mettre fin à cette crise de telle sorte qu'ils vivent mieux par la suite, au contraire pour qu'ils vivent encore et toujours plus mal, et ce tableau serait incomplet si on omettait de préciser, en leur enlevant tout pouvoir politique de s'y opposer dans l'avenir, de façon à pouvoir leur imposer indéfiniment des conditions de vie et de travail toujours plus insupportables une fois réduits à l'état d'esclaves ou pire encore comme on l'a déjà dit, sous les ordres d'un gouvernement mondial contrôlé par un cartel de banquiers internationaux flanqué d'une élite intellectuelle qui vivraient comme des monarques absolus sur leurs sujets.

Bien entendu, il ne s'agirait pas de répéter indéfiniment le même refrain aux travailleurs, ce qui vient d'être dit figurerait dans une brochure et serait agrémenté d'exemples ou de faits précis, on n'aurait que l'embarras du choix.

Cela pourrait être résumé en quelques lignes et accompagnerait des exemples pris dans l'actualité ou on se servirait de faits qui se sont produits aux XIX et XXe siècle et que l'on porterait à leur connaissance en les reliant à l'actualité. Pratiquement chaque semaine ou plusieurs fois par semaine il se produit dans le monde des faits que l'on peut étayer de cette manière-là pour que les travailleurs en comprennent la signification profonde, complète en somme, au lieu de survoler les faits comme on le fait habituellement et qui ne sert pas à grand chose en réalité.

Si vous avez lu attentivement les causeries des derniers jours, vous avez pu vous rendre compte que je m'étais appliqué à prouver que cet exercice était facilement réalisable, et j'ai laissé passer de nombreux faits qui auraient pu être analysés de la sorte.

Par exemple, Lagarde (FMI) dit que l'Espagne doit encore faire un effort, etc. Rajoy répond en annonçant un nouveau train de mesures réactionnaires. On comprend parfaitement qui va en être les victimes et les bénéficiaires, mais on ne fait là qu'effleurer la réalité qui va bien plus loin. A ce stade on pourrait encore croire que le FMI et les banquiers font cela pour le bien des Espagnoles, qu'il n'est pas possible de faire autrement pour X raisons, qu'il s'agirait de mauvaises décisions et que de bonnes décisions existeraient, n'y ont-ils pas pensé, ne veulent-ils pas y penser, là on se rapproche de la vérité, cependant il ressort de tout cela, qu'on ne comprend pas bien ce qui se passe réellement. Tout le monde détient un morceau de la vérité mais personne ne la détient entièrement, tout le monde a raison et tort en même temps, il est toujours possible d'opposer les arguments des uns et des autres pour finalement en être toujours au même point, et en effet, car en réalité ces mesures figurent dans un plan d'ensemble à l'échelle mondiale que tout le monde ignore, c'est là que réside le secret de la puissance des maîtres du monde, ils sont les seuls à savoir au juste ce qui est en train de se passer, normal ils en sont les auteurs.

Je ne sais pas si j'ai été clair, il est maintenant 0h59, ils viennent juste de remettre le courant et je vais aller me coucher.

## Supplément de dimanche matin

### Maladresse sémantique, mais pas seulement.

NPA

- Portail national : Combattre les lois liberticides de gauche comme de droite!

- Tendence Claire : Austérité de gauche...

D'autres emploient les mêmes expressions ou des variantes.

Mettez-vous un instant dans la tête d'un travailleur qui lit ou qui entend cela. Que va-t-il penser sachant qu'il s'imagine que ceux que l'on catalogue à gauche représentent la gauche, tout en méconnaissant les autres partis qui méritent d'être classés à gauche sans pour autant être correctes de notre point de vue ?

Que la droite et la gauche c'est la même chose, bref que tous les partis sans faire de distinction sont pourris.

Quand les travailleurs n'identifient pas tous les partis ouvriers à la gauche, où l'on site par erreur le PS, c'est qu'ils les ignorent, disons à 99%, ils considèrent le POI, le NPA, LO et les groupes qui gravitent plus ou moins autour comme des gauchistes ou des farfelus sympathiques mais qui ne méritent pas qu'on s'y attarde.

Il n'y a pas de politique d'austérité de droite ou de gauche, il existe une politique d'austérité qui correspond aux besoins des nantis qui eux ne sont ni de droite ni de gauche mais des privilégiés tout court.

Tous les privilégiés appartiennent à la même classe et tous ceux qui appliquent une politique d'austérité figurent dans le même camp, celui de nos ennemis, ainsi les choses sont plus claires car conformément à la réalité que les uns et les autres s'emploient systématiquement à déformer, à croire qu'ils ne tiennent pas vraiment à ce que les travailleurs s'y retrouvent, en tout cas si telle était leur intention force est de constater qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Ils sont incapables de nommer un chat un chat, c'est terrible.

C'est une supercherie que de prétendre que le PS serait de gauche, c'est en réalité un parti qui présente exactement les mêmes caractéristiques que l'UMP qui comporte en son sein des gaullistes dit sociaux ou de gauche, qui se disent humanitaires, libres penseurs.

Le point commun (notamment) à l'UMP et au PS qui permet de les placer définitivement dans le même camp, c'est qu'ils se réclament tous les deux de l'économie de marché, du système économique capitaliste, partant de là ils figurent dans le camp de notre ennemi.

Rappelons que les dirigeants du PS l'ont claironné eux-mêmes en 1983 et qu'il ne s'agit pas là d'une interprétation de notre part.

Un parti se réclamant du capitalisme combattra donc l'ennemi du capitalisme, le socialisme, la classe qu'il incarne, la classe ouvrière, les travailleurs. C'est donc un parti du capital, tout le reste est du baratin pour faire illusion et tromper sciemment les masses et les militants.

Voilà ce dont se rendent complices consciemment ou non ceux qui tiennent absolument à placer le PS dans le camp de la gauche, qui ne devrait être réservé qu'aux partis ouvriers, ce qui évidemment ne présume en rien les véritables intentions de ces partis, s'ils combattent réellement pour le socialisme ou s'ils soutiennent en fait le régime, c'est une autre question.

Autre chose.

Le silence aussi un signe de faillite politique.

NPA et LO, le 14 octobre 2012, après l'adoption du TSCG et la "règle d'or" ils n'ont publié aucun article, c'est à se demander s'ils existent vraiment, quoi, vous pouvez ajoutez qui...



## C'est quoi au juste le Front de gauche en Europe ? Une imposture (de plus).

Lundi, le président de la Coalition pour une alternative de gauche (Syriza), Aleksis Tsipras, a pris part aux manifestations au Syntagma Square et a proposé un terme aux coupures. Au même moment, il a défendu l'UE – l'instrument principal de l'élite financière pour imposer ces coupures. Dans un article du Guardian lundi, il a appelé à renforcer les institutions européennes et à créer une union politique pour l'UE.

Tsipras a été appuyé par le président du (Parti de gauche) allemand, Bernd Riexinger, qui a aussi pris part à la manifestation à Athènes. Le Parti de gauche a non seulement permis l'adoption du sauvetage des banques en Allemagne, mais a aussi imposé des coupes sociales dans les états de Berlin, Brandenburg et en Rhénanie du nord-Westphalia. Il n'est donc pas surprenant que la revendication principale de Riexinger était que Merkel rencontre Tsipras pour des pourparlers. (source : wsws.org, sur Mondialisation.ca 12.10)

La suite publié la veille au soir

## UE. Imposture suprême ou provocation guerrière ?

Secouée par une grave crise économique et sociale, l'Union européenne a reçu vendredi un coup de pouce au moral en se voyant attribuer le prix Nobel de la paix 2012 pour son rôle dans l'unification du Vieux Continent.

*"L'Union et ses pionniers ont contribué pendant plus de six décennies à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe",* a indiqué le comité Nobel norvégien.

(Alors que dans un dernier sondage plus de 70% des Grecs rejettent les mesures d'austérité drastiques que veut lui imposer la troïka, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble a tenu à rappeler sa définition de la démocratie : *"En démocratie, c'est la majorité qui décide. Une minorité peut protester mais ce sont les dirigeants politiques qui prennent les décisions."* la majorité étant la troïka et le gouvernement allemand, la minorité ces 70% de Grecs. Il faisait référence aux 15.000 manifestants qui ont accueilli Merkel à Athènes au cri de : dehors! - Ndlr)

Le nom du lauréat a été officiellement annoncé à 09h00 GMT (11h00 en France) par les cinq membres norvégiens du jury, présidé par Thorbjorn Jagland, par ailleurs secrétaire général du Conseil de l'Europe.

(Un jury composé de cinq parlementaires norvégiens qui n'ont absolument aucune légitimité pour décider à la place des peuples du monde entier qui mériterait une telle récompense. - Ndlr)

Il faut également rappelé ce que les différents commentateurs agités et boyeurs oublis de signaler, que Nobel fut un marchand d'arme, on devrait dire plutôt un trafiquant d'arme au côté de... Rothschild. Il s'illustra de sinistre mémoire en mettant au point une nouvelle forme de nitroglycérine : la dynamite, une arme de guerre à la fin du XIXe siècle

L'UE a joué un rôle clé dans la transformation de l'Europe *"d'un continent de guerres en un continent de paix"*, a déclaré ce dernier.

(A coup de dynamite ! Comme chacun sait la paix succède toujours à la guerre. - Ndlr)

*"C'est un message adressé à l'Europe pour qu'elle fasse tout ce qui est en son pouvoir pour préserver ce qu'elle a réalisé et pour aller de l'avant",* a-t-il ajouté en soulignant que cette distinction avait pour objet de rappeler tout ce qui serait perdu *"si on permettait l'effondrement de l'Union"*.

(Chantage, c'est en réalité une oeuvre destructrice qui a contribué en Europe à jeter des centaines de milliers de travailleurs des mines, de la sidérurgie, de la métallurgie, du textile, etc. au chômage plongeant leurs familles dans le désespoir, soutenant toutes les guerres concoctées par l'impérialisme américain depuis sa création. - Ndlr)

Le choix du comité Nobel peut surprendre en raison des difficultés économiques actuelles de l'UE, secouée par la crise des dettes dans la zone euro. Le continent est plongé dans une cure d'austérité drastique qui se traduit par de vives tensions sociales et des gains de nationalisme.

(Entre provocation et mépris à l'encontre des peuples de l'UE auquel elle inflige des souffrances sans nombre, c'est peut-être ainsi que l'on pourrait qualifier cette opération de propagande... de guerre contre les travailleurs de l'UE. - Ndlr)

*"L'UE connaît actuellement de graves difficultés économiques et des troubles sociaux considérables. Le comité Nobel norvégien souhaite mettre l'accent sur ce qu'il considère comme le plus grand résultat obtenu par l'UE : le combat victorieux pour la paix, la réconciliation et pour la démocratie et les droits de l'homme",* déclarent les cinq membres du comité.



(Alors que l'impérialisme américain qui est le véritable inspirateur de l'UE n'a cessé de comploter contre les peuples qui la constitue jusqu'à armer Hitler pour préparer la seconde guerre mondiale. - Ndlr)

La Norvège, où siège le comité du prix Nobel de la paix, a refusé à deux reprises d'intégrer l'Union européenne, en 1972 et 1994. Le pays, classé au premier rang de l'indice de développement humain établi par l'Onu, a prospéré en dehors de l'UE grâce notamment à ses richesses en hydrocarbures.

(Ils savent parfaitement que ce serait un suicide que d'adhérer à l'UE, ils tiennent à préserver leurs richesses comme un autre pays de l'UE, un paradis fiscal, la Suisse. - Ndlr)

Les cinq membres du Comité Nobel sont désignés par le Parlement norvégien, où les différents partis représentés sont divisés sur l'hypothèse d'une adhésion à l'UE.

Thorbjorn Jagland est lui-même un partisan d'une telle adhésion. "*Dans l'entre-deux guerres, le Comité Nobel norvégien a plusieurs fois distingué des personnes ayant travaillé à la réconciliation entre l'Allemagne et la France. Depuis 1945, cette réconciliation est devenue une réalité*", dit le comité.

"*Sur une période de 70 ans, l'Allemagne et la France ont été trois fois en guerre. Aujourd'hui, la guerre entre l'Allemagne et la France est impensable.*"

(La der des der, on connaît la musique, il semblerait plutôt qu'ils préparent la suivante en coulisse, l'autre côté de l'Atlantique et de la Manche. - Ndlr)

Le président du Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz, s'est dit "*profondément ému et touché*" par cette distinction, qui constitue à ses yeux la reconnaissance des efforts de réconciliation entrepris par les Européens après la Seconde Guerre mondiale.

"*La réconciliation est l'essence même de l'UE. Cela peut être une source d'inspiration. L'UE est un projet unique qui a remplacé la guerre par la paix, la haine par la solidarité*", a écrit Martin Schulz sur Twitter. (Reuters 12.10)

(Traduisez "*la guerre par la paix*" entre les classes et la solidarité avec les nantis, pour leur bien-être car pour ce qui concerne les travailleurs de l'UE, il faudra encore attendre... - Ndlr)

### Réactions à l'annonce du prix Nobel de la paix décerné à l'UE

La paix franco-allemande sur le dos des peuples des autres continents où les guerres n'ont jamais cessé. La paix pour les gangsters de la finance, la guerre dans les ménages ravagés par le chômage, la précarité, la pauvreté.

- L'Élysée a estimé vendredi que l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne était "*un immense honneur*" qui "*nous engage tous à poursuivre vers une Europe plus unie, plus juste, plus forte et porteuse de paix*". Il a mis en exergue "*le chemin qui a été fait*" depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, évoquant "*une Europe unie, vivant en paix et avec des institutions solides*".

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, a estimé que la remise du prix Nobel de la paix à l'UE était un "*message à la fois moral et politique*".

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est demandé vendredi si l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne était "*de l'humour noir*", jugeant que "*l'UE n'est pas une force de paix internationale*" et a été "*actrice de conflits internationaux majeurs*". Et de demander : "*Qu'a-t-elle fait pour aider Chypre, face à l'occupation illégale du nord de l'île par la Turquie ? Frontex et les murs de l'Europe forteresse respecteraient les droits de l'homme ?*" Pour le secrétaire national du PCF, "*la concurrence, l'austérité et les confiscations de souveraineté - illustrées aujourd'hui par le traité budgétaire - conduisent à de nouvelles divisions des peuples, à leur appauvrissement et au désespoir. Nous savons - c'est l'histoire de l'Europe - que cela peut mener au pire*". "*Il n'y a pas lieu de redorer le blason d'une construction européenne dont l'échec est cuisant*", conclut-il.

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche, a décerné vendredi le prix de "*l'humour noir*" au Comité Nobel de la paix qui a couronné l'Union européenne. "*On comprend qu'elle n'ait pas reçu le prix Nobel d'économie tant sa politique aggrave la crise et le chômage*", ironise dans un communiqué l'ex-candidat du Front de gauche à l'Élysée. "*Certes, l'Union européenne a garanti la paix aux marchés financiers, aux spéculateurs et aux profits bancaires*", ajoute-t-il. "*Mais ne mène-t-elle pas une guerre contre les peuples qui la composent et leurs droits sociaux ? (...) Dans ces conditions, autant lui accorder aussi le prix Nobel de littérature pour la qualité littéraire de ses traités. Le Comité Nobel mérite, quant à lui, le prix Nobel de l'humour noir*",

conclut l'eurodéputé.

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la Convention européenne, a salué vendredi le prix Nobel de la paix accordé à l'UE : *"Il est juste que l'effort extraordinaire accompli par les Européens et leurs dirigeants pour établir une paix définitive sur leur continent, historiquement ravagé par les guerres, soit reconnu et honoré"*, écrit l'ancien chef de l'État français dans un communiqué.

- François Bayrou, président du MoDem, a salué le prix Nobel de la paix accordé à l'Union européenne, dans laquelle il voit *"l'entreprise historique la plus pacifique de tous les temps"*. *"En cela, le comité Nobel ne pouvait pas choisir plus justement"*, a dit l'ancien ministre centriste.

- Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, a vu vendredi dans l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE *"un très grand honneur pour tous les Européens"* et a rendu un hommage aux artisans français de l'Union, particulièrement à Nicolas Sarkozy. Ce prix, écrit le député-maire de Meaux dans un communiqué, *"vient récompenser des décennies de travail en faveur de la paix et des droits de l'homme sur notre continent et dans le monde."*

- Jean-Louis Borloo, président de l'Union des démocrates et indépendants, a salué vendredi en l'Union européenne, lauréate du prix Nobel de la paix 2012, *"une belle aventure politique"* et *"une formidable invention"*. *"C'est beau, l'Europe !"* s'exclame l'ancien ministre centriste dans un communiqué. *"Le reste du monde nous rappelle que l'Europe est le plus grand projet politique de paix, de liberté et de démocratie. Nous devons être fiers de ce que ce modèle unique au monde a accompli en si peu de temps."*

- Marine Le Pen, la présidente du Front national, a estimé vendredi que l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne, *"trois ans après Barack Obama, l'homme de toutes les guerres, montre la faillite totale du comité Nobel (...)* L'Union européenne est aujourd'hui le premier facteur de désunion et de montée des tensions entre les nations européennes, en organisant une concurrence féroce entre les peuples, en méprisant toute forme d'expression démocratique et en sacrifiant partout la prospérité sur le dogme de l'euro", écrit la responsable FN dans un communiqué. *"Les Grecs le savent déjà : l'Union européenne n'a pas encore de canons, mais ses divisions sont les puissances d'argent et les banques qui asservissent les peuples"*, poursuit Marine Le Pen. En récompensant *"la guerre économique et sociale tous azimuts entre les peuples, qui ne peut conduire qu'à la guerre tout court"*, le comité Nobel s'est "discrédité à jamais", conclut-elle. (lepoint.fr 12.10)

Il y a quelque chose de choquant dans ces déclarations, J-L Mélenchon comme toujours est incapable de mener une analyse jusqu'au bout ou de terminer une phrase contrairement à Le Pen. Quant à P. Laurent il laisse planer un affreux doute sur les véritables intentions de l'UE. Une nouvelle fois il laisse le champ libre à Le Pen sans doute pour mieux la combattre ensuite...

### [Le PS. Comment entretenir l'illusion.](#)

Harlem Désir a appelé vendredi au rassemblement et à l'unité du PS en ces temps *"de crise sans précédent"*, assurant se satisfaire pleinement du score obtenu par sa motion lors du vote militant de jeudi soir, sous la barre des 70% selon des résultats quasi définitifs. (Ce sont des gens qui sont toujours satisfaits d'eux-mêmes qui puent la suffisance à en vomir. - Ndlr)

Dans ce vote destiné à départager cinq textes, sa motion d'orientation politique soutenue par tout le gouvernement, Jean-Marc Ayrault en tête, et par la numéro un sortante Martine Aubry, a recueilli 68,42% des voix, selon des résultats portant sur 97% des bulletins dépouillés communiqués en début d'après-midi. Les résultats définitifs devaient être connus en début de soirée.

Ce votes s'est déroulé entre 17h et 22h et seulement 73.000 adhérents à jour de leurs cotisations devaient y participer sur 170.000 selon leurs chiffres, soit moins de 50%. Ce parti est le champion toutes catégories de l'imposture qui consiste à transformer systématiquement une minorité en majorité, l'avez-vous remarqué ? - Ndlr)

La motion de l'aile gauche a obtenu 13,27%, selon les mêmes résultats, ouvrant la voie à un duel entre Harlem Désir et son premier signataire Emmanuel Maurel pour le second vote des militants le 18 octobre, qui devra désigner le nouveau premier secrétaire.

(Gauche qui partage la reconnaissance du marché ou de l'économie capitaliste avec sa droite, autrement dit qui est aussi à gauche que Fillon par rapport à Copé à l'UMP ! - Ndlr)

La surprise est venue du score obtenu par le texte représenté par Stéphane Hessel (motion 4), auteur du best-seller *"Indignez-vous"*: 11,79% des suffrages.

Harlem Désir s'est félicité devant la presse de son score: *"une majorité des deux tiers, a-t-il dit, cela donne une stabilité à la gouvernance du parti, la possibilité d'avoir un choix exprimé par les militants très clair sur l'orientation et le soutien à la politique qui est conduite"*.

(Il confirme ce que j'ai rapporté plus haut, deux-tiers de moins de 42% fait une majorité ! - Ndlr)

Harlem Désir s'est employé aussitôt à mettre en exergue les points de convergence entre les différentes lignes d'orientation politique.

(Sur ce point on ne le contredira pas. - Ndlr)

"Ce souci de la justice sociale et en même temps de la loyauté et du soutien au gouvernement, je suis sûr qu'il est partagé par toutes les motions", a-t-il dit.

(C'est pas souci de "justice sociale que le gouvernement soutien la direction de PSA, Sanofi, etc. cela n'a échappé à personne. - Ndlr)

"J'ai vocation maintenant, a-t-il insisté, à rassembler l'ensemble des socialistes".

(Rectifions : Les farouches ennemis du socialisme et du prolétariat. - Ndlr)

Comme on lui demandait s'il avait eu des contacts avec les autres premiers signataires, il a répondu: "oui avec plusieurs, nous sommes en train d'échanger sur la façon de réussir notre congrès et de préparer cet indispensable rassemblement". (AFP 12.10)

### Le PS, un parti de grands bourgeois "sentimentaux".

Jérôme Cahuzac, le ministre socialiste qui veut taxer les retraités et plumer les « pigeons », se serait bien passé du cambriolage de son appartement personnel : on lui a dérobé quelques objets qui n'avaient, jure-t-il, qu'une « valeur sentimentale ». L'estimation pour les assurances fait état de montres Rolex, Breitling, Jaeger-LeCoultre, Chaumet ou Boucheron pour un montant de 100 000 euros – ce qui pousse très haut l'attachement « sentimental » du ministre pour ses montres suisses (source : Le Parisien). L'industrie horlogère respire : cela fait au moins deux collectionneurs de belles montres à Bercy, puisque Pierre Moscovici, le ministre de l'Economie, est lui aussi un grand amateur de belles montres suisses... (Atlantico.fr 12.10)

A croire que nos dirigeants sont des "sentimentaux" quand ils font encore une distinction entre l'UMP et le PS...

Commentaire d'internautes pour finir de dégoûter ceux qui ont voté Hollande et PS

1- "Et les lunettes d'Audrey PULVAR coutent 12 000 euros ! Oui douze mille euros ? C'est ce qu'a révélé le site du Point. Des lunettes sur mesure, modèle unique, en écaille de tortue. Sa réponse : "je fais ce que je veux de mon argent". "

2- "Et DSK, Julien Dray, Fabius leur préfèrent les tableaux ils avaient décidé de les soustraire à l'impôt désormais les socialistes préfèrent imposer les retraites, les fumeurs, les buveurs de bière pendant que la ministre d'opérette Benguigui voyage en jet privé à nos frais."

3- "La question est .....

Combien de français connaîtront ce détail, car au fond c'en est un ? 1 sur 100 ? 1 sur 1000 ? Tous les français ont été abreuvés jusqu'à plus soif de la Rolex de Sarkozy, pourtant un détail là aussi. Mais selon l'éclairage, ou pas, que décident de donner les médias à un détail, alors il devient une arme de destruction massive.

Il faut juguler les médias et les remettre à leur place, informer, commenter si nécessaire en respectant la thèse et l'antithèse, mais non pas manipuler une population de plus en plus manipulable."

Commentaire : Il faudrait pour cela commencer par "juguler" les banquiers à qui ils appartiennent ou qui les contrôlent.

---

### ACTUALITE EN TITRES

[La mimiolette reçoit du renfort. Il s'en serait bien passer...](#)

- Schwarzenegger soutient la rigueur de Hollande et agace les communistes - L'Expansion.com

La France "va dans le même sens que les Etats-Unis", assure l'ex-gouverneur de Californie.

## Fonds du mensonge intentionnel

- Le FMI tente de dissiper le flou entourant les débats sur l'austérité AFP

Lire : Le FMI s'emploie à entretenir le flou entourant les débats sur l'austérité

## Que craignent-ils ?

- L'Allemagne d'accord avec le FMI pour ajuster le rythme de la rigueur? L'Expansion.com

- Wolfgang Schäuble se dit prêt à discuter le rythme de réduction des dettes LePoint.fr

## Face au scandale, ils montent au front

- Un prix Nobel de la paix amplement mérité LeMonde.fr -

- Prix Nobel: "Le Comité a voulu donner un coup de pouce à l'Europe en cette période difficile" - L'Express.fr

## Modeste victoire de deux ex-ministres du PS.

- La fin de la castration des cochons, c'est pour demain en France - LePoint.fr

Ci-dessous, les titres mis en ligne la veille au soir.

## Propagande et ignorance.

- Les ménages américains retrouvent leur confiance d'avant crise - L'Expansion.com

Traduction : c'est reparti pour un endettement démesuré !

## L'honneur perdu

- Nobel de la paix : les Européens honorés - LePoint.fr

## Leur moral à coup de canons et de chômeurs

- Prix Nobel à l'UE: "*un message moral et politique*" selon Jacques Delors - AFP

## Ils creusent notre tombe.

- L'austérité est la seule voie pour l'Europe, estime le ministre allemand des Finances - L'Expansion.com

- L'Allemagne défend l'austérité à tout prix face au reste du monde - L'Expansion.com

Correction : sauf de la FED !

- Nobel de la paix à l'UE: Merkel vante l'euro - L'Expansion.com

Traduction : le mark !

## La guerre qui valait bien le prix de la paix.

- Ce que l'Europe va faire avec son Nobel de la Paix - L'Express.fr

Réponse : prendre le pouvoir une fois qu'elle aura vidé nos poches et remplii celles des banquiers. Avant cela : la guerre !

## Le quatrième pouvoir rend hommage à l'Union européenne.

- Le Nobel pourrait redonner sens au projet européen - Reuters
- Prix Nobel de la paix : un encouragement à l'Europe Mével, - LeFigaro.fr
- Un Nobel pour l'Europe? Bravo! - L'Express.fr
- 'Ce n'est pas l'Europe qui a fait la paix, mais la paix qui a fait l'Europe' - LeMonde.fr
- Nobel : "L'Union doit réclamer un siège au Conseil de sécurité" - Le Nouvel Observateur

### [Le chantre de l'obscurantisme](#)

- Moscovici : 'L'Europe sera aimée des peuples si elle offre des perspectives de croissance' - LeMonde.fr

### [Couac !](#)

- Prix Nobel : surprise à Bruxelles - LeMonde.fr
- Quand le Nobel de la paix sème la zizanie institutionnelle en Europe - LePoint.fr

En dehors des représentants du capital et leurs larbins intellectuels qui ont le droit de citer dans les médias, allez disons entre 80 à 90% des réactions tournent en dérision prise par une poignée de députés norvégiens... hostile à l'entrée de leur pays dans l'UE !

### [Circonvolution.](#)

- Hollande à Dakar : « *Le temps de la Françafrique est révolu* » - Public Sénat

### [Miroir](#)

- La France réfléchit à "réparer" les conséquences de l'esclavage - LePoint.fr

Alors qu'elle abolisse le capitalisme et le chômage !

### [Hollande. Parole d'un pillier et d'un affameur.](#)

- 'L'Afrique doit reconstituer ses réserves pour amortir un retour de la crise' - LeMonde.fr

### [Sauve qui peut !](#)

- Valls n'est pas le sauveur de la gauche - Slate.fr

Correction : il l'est de la droite, en fait droite et gauche couche dans les mêmes draps.

### [Les ennemis de l'intérieur.](#)

- Islamisme: Valls dénonce les «*ennemis en notre sein*» - LeFigaro.fr

Personne ne dénonce les «*ennemis en notre sein*» : le Parti socialiste et ses satellites ?

### [En parole.](#)

- Une politique de gauche existe bel et bien ! - L'Express.fr

### [Collusion et corruption.](#)

- Philippe Courroye, visiteur du soir de Sarkozy - Liberation.fr



Il s'est rendu au moins huit fois à l'Elysée entre septembre 2008 et mars 2011 en passant parfois par le parc, entrée la plus discrète.

- "Si Nicolas Sarkozy a influencé l'enquête, des poursuites sont possibles" - Le Nouvel Observateur

Parmi les éléments publiés figure le détail des agendas de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, mettant en évidence au moins huit rencontres entre lui et M. Courroye de 2008 à 2010, pouvant coïncider avec des moments importants de l'affaire Bettencourt. (lemonde.fr 12.10)

### Ils signent leur perte

- Arte cartonne avec "Ainsi soient-ils" ! - LePoint.fr

- Les salariés croient à la reprise de Petroplus - Reuters

### La CIA a frappé

- Anonymous s'en prend à WikiLeaks - L'Expansion.com

### Une intention inavouable.

- Comprendre un monde qui change - LeMonde.fr

Traduction : pérenniser l'ignorance des masses

### Ils sont proche du but : réunir les conditions d'une nouvelle guerre mondiale ?

- Lagarde juge la dette des pays riches proche des niveaux de "temps de guerre" - LePoint.fr

### Effet d'optique

- 'Une Amérique plus diverse devient moins prompte à imposer son modèle' - LeMonde.fr

Traduction : la vérité est davantage diluée, impossible à saisir. Moins prompte à se défaire de l'ignorance qui fait le malheur du peuple américain.

### Quelle peine pour un bâtard ?

- Condamné à trois mois de prison avec sursis pour le kidnapping d'un Yorkshire - L'Express.fr

S'il avait kidnappé mon chien, au poids ou au volume, il était bon pour la perpétuité !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Onu

Le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté vendredi une résolution appelant les organisations régionales africaines et les Nations unies à présenter dans les 45 jours un plan d'intervention visant à reconquérir le nord du Mali, sous contrôle de Touareg et d'islamistes, dont certains liés à Al Qaïda.

La France avait présenté fin septembre, dans la foulée de l'intervention de François Hollande à l'Onu, un projet de résolution visant à inciter les autorités maliennes, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et l'Union africaine à soumettre dans les 30 jours un projet d'opération précis permettant l'envoi d'une force africaine dans le nord du pays. (Reuters 12.10)

#### 2- Grèce

Après cinq années de récession et trois années de rigueur réclamées par les bailleurs de fonds du pays -l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international-, 72% des Grecs se disent opposés aux plans de sauvetage, contre 68% en septembre, montre ce sondage pour la chaîne de télévision Skai et le quotidien Kathimerini.

Le gouvernement négocie actuellement de nouvelles mesures d'austérité, comme des baisses de salaires et retraites et de fortes réductions des dépenses sociales, pour obtenir le versement de la prochaine tranche de son deuxième plan de sauvetage de 130 milliards d'euros.

Sur 1.017 personnes interrogées par l'institut Public Issue entre les 4 et 8 octobre, quatre sur cinq estiment que le pays va dans la mauvaise direction, contre 74% le mois dernier. Seuls 13% des sondés pensent le contraire.

"*Le climat politique se détériore*", a commenté le directeur de Public Issue, Yannis Mavris, sur la chaîne Skai. "*Ce sont des niveaux très (négatifs) que nous n'avions plus observés depuis longtemps.*"

Seules 21% des personnes interrogées jugent que le gouvernement actuel -une coalition des conservateurs et du centre gauche- parviendra au bout de son mandat de quatre ans.

Soixante-dix pour cent s'attendent à des élections anticipées et 44% estiment que dans ce cas de figure, l'alliance de gauche Syriza, hostile aux conditions exigées par les bailleurs de fonds, l'emporterait. (Reuters 12.10)

### 3- Egypte

Des incidents ont éclaté vendredi au Caire lors d'une manifestation de protestation contre l'acquittement de plusieurs responsables de l'ancien régime égyptien qui étaient poursuivis pour avoir ordonné une charge de dromadaires contre les révolutionnaires de la place Tahrir.

Les échauffourées ont opposé partisans et adversaires du président islamiste Mohamed Morsi qui manifestaient ensemble contre l'issue du procès et se sont affrontés à coups de pierres et de bouteilles.

Mercredi, un tribunal du Caire a acquitté par manque de preuves quelque 24 anciens hauts fonctionnaires du régime Moubarak qui étaient accusés d'avoir ordonné l'attaque à dos de dromadaires des manifestants de Tahrir le 2 février 2011, neuf jours avant la chute de Moubarak.

Le procès de cet épisode parmi les plus violents de la "révolution du Nil" était suivi de très près par ceux qui en Egypte réclament justice pour les centaines de morts des journées révolutionnaires de janvier-février 2011.

A la suite de l'acquittement, ils ont estimé que le procureur général Abdel Maguid Mahmoud avait mal préparé le dossier d'accusation.

Agissant sans doute par souci d'apaisement, le président Morsi a annoncé tard jeudi soir la nomination d'Abdel Maguid Mahmoud au poste d'ambassadeur auprès du Vatican, ce qui revient à le démettre de facto de ses fonctions de procureur général (le droit égyptien interdisait au président de le révoquer).

Mais le magistrat a dénoncé cette décision -également critiquée par l'association des juges au nom de l'indépendance de la justice- et annoncé à des médias égyptiens qu'il resterait en Egypte. (Reuters 12.10)

---

## SOCIAL

### France

Carrefour a détaillé vendredi aux organisations syndicales un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) concernant 533 postes administratifs en France, dont une grande majorité de cadres.

Fin août, le premier employeur privé de France avait affiché sa volonté de supprimer entre 500 et 600 postes sur les 7 000 postes administratifs des nombreux sièges du groupe, via un plan de départs volontaires. «*Ils nous ont annoncé 533 suppressions de postes, dont la grande majorité, c'est-à-dire 450, sont des postes de cadres*» a affirmé Bruno Moutry (CFDT), à l'issue d'un comité de groupe extraordinaire. 287 postes seraient supprimés au siège des hypermarchés Carrefour, situé à Evry-Courcouronnes, près de Paris. Les autres sites touchés sont principalement ceux de Boulogne-Billancourt et de Massy-Palaiseau,

en banlieue parisienne.

La CFDT dénonce un plan social qui «*cible des postes précis, réduisant l'impact du volontariat et stigmatisant les salariés qui occupent ces emplois*». La CGT y voit pour sa part «*un plan social a minima*». Carrefour compte 412 000 collaborateurs dans le monde, dont 115 000 en France. (Liberation.fr 12.10)

---

## ECONOMIE

### 1- Banques

1.1- Santander a renoncé à acheter 316 agences britanniques appartenant à Royal Bank of Scotland, alors que les deux banques s'étaient mises d'accord en août 2010 sur une cession pour 1,65 milliard de livres (2,04 milliards d'euros).

Santander expliqué sa décision par l'impossibilité de finaliser l'accord d'ici la fin de l'année.

RBS a de son côté dit vouloir remettre en vente ce réseau d'agences, conformément aux exigences posées par la Commission européenne lorsque la banque britannique avait reçu une aide publique destinée à lui éviter de sombrer.

La finalisation de l'accord, qui devait intervenir au plus tard en décembre 2011, a plusieurs fois été repoussée pour des raisons techniques.

Santander comptait sur ces agences pour affermir sa position en Grande-Bretagne avant d'introduire en Bourse sa filiale britannique. La banque espagnole visait en outre les portefeuilles des près de 240.000 petites et moyennes entreprises comprises dans l'accord. (Reuters 12.10)

Epurer le réseau des banques en faisant disparaître les plus faibles, mettre à genoux l'Espagne aura servi à empêcher Santander de se renforcer en Grande-Bretagne, le berceau de la FED faut-il rappeler.

1.2- La banque JPMorgan Chase a annoncé vendredi un bénéfice "*record*" de 5,7 milliards de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 34% sur un an et meilleur qu'attendu grâce à une hausse du chiffre d'affaires et une baisse des provisions pour pertes.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 6% sur un an à 25,1 milliards de dollars, mieux que les 24,5 milliards de dollars prévus par les analystes en moyenne. La banque d'investissement a vu ses recettes progresser de 37% sur un an à 1,4 milliard de dollars, celles de transactions en propre ont bondi de 49% et celles de prêts immobiliers de 72%. A l'inverse, le courtage d'actions a vu son chiffre d'affaires chuter de 25% sur un an.

Les provisions pour pertes liées aux prêts ont reculé de 26% à 1,8 milliard de dollars. La première banque américaine en termes d'actifs a réalisé "*une solide performance à travers toutes (ses) activités au troisième trimestre*", s'est félicité le PDG Jamie Dimon, cité dans le communiqué. Il a souligné notamment de bons résultats liés au courtage obligataire, à la hausse des dépôts, des prêts aux entreprises et des prêts immobiliers. "*Nous estimons que le marché immobilier a repris*", a fait valoir M. Dimon qui s'est dit "*fier de la dynamique que nous observons à travers nos activités*".

La division d'investissement en propre (CIO), à l'origine de paris risqués sur les dérivés de crédit ayant coûté 6 milliards de dollars à la banque américaine, a fini de déboucler les positions qui lui restaient sur ces paris, qui avaient pour l'essentiel été transférées à la division de banque d'investissement en juillet.

Au troisième trimestre, ces transactions ont encore coûté 449 millions de dollars à la division CIO en raison d'un resserrement des écarts de taux d'intérêts. La division de banque d'investissement a de son côté essuyé "*une perte modeste*" liée à ce portefeuille de dérivés au cours du trimestre sous revue, précise le communiqué. La banque a fortement remanié les rangs de sa direction depuis l'annonce de ces pertes en mai, qui a terni sa réputation jusqu'alors impeccable.

La presse américaine rapporte que le directeur financier Doug Braustein va lui aussi démissionner, de même qu'une série d'autres dirigeants. Les porte-parole de la banque ne confirment pas. Les rémunérations du groupe ont augmenté de 9% sur un an à 7,5 milliards de dollars. Le New York Times affirme de son côté que les autorités américaines utilisent des conversations téléphoniques enregistrées pour monter un dossier pénal sur ces pertes, cherchant à savoir si elles ont été sciemment dissimulées par des ex-employés des bureaux londoniens de la division CIO. (lexpress.fr 12.10)

### 2- France

PSA Peugeot Citroën et General Motors réfléchissent à une fusion de leurs activités européennes dans le cadre d'un renforcement de l'alliance annoncée en février, a-t-on appris vendredi de sources au fait du dossier.

Les deux partenaires envisagent plusieurs scénarios, dont une coentreprise regroupant la division automobile de PSA et Opel, la filiale européenne de GM, ont indiqué à Reuters deux sources sous couvert d'anonymat, confirmant ainsi une information du site Latribune.fr.

*"La phase II des discussions a commencé peu de temps après l'annonce initiale de l'alliance et a couvert plusieurs hypothèses, comme la vente d'Opel à PSA, le rachat de l'activité automobile de PSA ou le regroupement des deux dans une nouvelle entité", a déclaré une des sources.*

Depuis l'annonce en février d'une alliance stratégique entre PSA et GM, la question d'un partage de production entre les deux groupes en Europe fait l'objet de rumeurs récurrentes. Une fusion entre PSA et Opel permettrait d'importantes économies d'échelle, mais constituerait aussi un sujet explosif sur le terrain politique et social.

*"General Motors a évidemment à y gagner, mais pour PSA, c'est une autre histoire", commente Xavier Lelasseur, représentant CFDT chez PSA. "Opel reste le maillon faible de GM, et en termes d'emploi, il y aurait vraiment lieu de s'inquiéter."*

Latribune.fr écrit que le projet de regroupement des activités de PSA et d'Opel fait encore l'objet de discussions et qu'il suscite des réticences au sein de la famille Peugeot, principal actionnaire de PSA.

La question de savoir qui des deux groupes piloterait cette entité n'a pas non plus été tranchée, ajoute le site, précisant que le projet n'a pas encore été soumis au conseil de surveillance du constructeur automobile français, mais qu'une décision pourrait intervenir d'ici la fin de l'année.

Latribune.fr indique également que la valeur des actifs de PSA étant supérieure à celle d'Opel, *"General Motors pourrait mettre de l'argent en plus"*. (Reuters 13.10)

Et d'après vous qui prendrait les commandes sinon celui qui met de l'argent sur la table ?

### 3- Etats-Unis

Le déficit budgétaire américain a dépassé les 1.000 milliards de dollars au cours de l'exercice fiscal 2012, pour la quatrième année consécutive, a annoncé vendredi le département du Trésor.

Au cours de l'année écoulée au 30 septembre, le déficit budgétaire des Etats-Unis s'est élevé à 1.089 milliards de dollars (840 milliards d'euros), moins que les 1.297 milliards de l'exercice précédent, grâce à une hausse des recettes en provenance des entreprises et à une diminution des dépenses, a précisé le Trésor.

En septembre, les comptes publics américains sont toutefois ressortis dans le vert, avec un excédent de 75 milliards de dollars, alors que les analystes anticipaient un excédent limité à 42 milliards.

Au total, l'administration Obama a dépensé 3.538 milliards de dollars sur son exercice 2012, 1,7% de moins que l'année dernière, et elle a engrangé 2.449 milliards de recettes, 6,4% de plus que lors de l'exercice précédent. (Reuters 12.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 15 octobre

### CAUSERIE

Comme quoi on passe parfois à côté des choses les plus simples. Hier je me réjouissais d'avoir eu de l'électricité la nuit précédente et une grande partie de la journée, normal on était dimanche et un grand nombre d'entreprises étaient fermées. Donc soyons modeste comme je le répète souvent.

C'est aussi la preuve qu'ils fournissent du courant aux grandes entreprises la semaine, tandis que la population en est privée. Cela confirme également qu'ils ont développé l'industrie au cours des deux dernières décennies en *"oubliant"* de construire de nouveaux centres de production d'électricité, la corruption au niveau de l'Etat leur a bouffé le cerveau ! Ils n'ont pas forcément oublié, mais comme seul l'Etat pouvait construire des centrales nucléaires ou au charbon qui ne leur auraient rien rapporté personnellement ou trop peu, dans leur poche j'entends, ils ont favorisé d'autres projets plus lucratifs... pour eux.

C'est l'évidence même les connaissant.

J'ai ajouté les références de quelques vidéos sur le vieux monde que j'ai sélectionnés en fonction de l'intérêt qu'elles présentent pour les militants afin de mieux comprendre comment fonctionne la société et le monde, à visionner absolument évidemment, plusieurs fois si possible et en prenant le temps de réfléchir aussi, sinon cela ne servira à rien ou presque.

J'ai encore bossé comme un forcené. Ils ont voulu nous briser le moral en récompensant l'UE, rien de tel pour nous le remonter à bloc ! Je me nourris de l'adversité, des défis qu'on nous lance, la mièvrerie ou la flatterie produisent l'effet inverse. C'est pareil, vous refusez de me contacter pour des raisons que j'ignore, pas de problème, je vais continuer avec encore plus d'acharnement pour faire chier mes détracteurs ou adversaires. Quand ils vont lire ce que j'ai rédigé hier soir et ce matin, ils vont être fou de rage pour ne pas l'avoir publié à ma place plus tôt, car je ne pense pas avoir commis d'erreur. C'est en fait une analyse de la situation mondiale ou plutôt la synthèse des idées que j'ai développées précédemment enrichies de quelques éléments.

Demain ou plus tard si j'ai le temps, je compléterai l'actualisation du site, je dois aussi mettre à jour les pages d'accueil des différentes rubriques, mettre de l'ordre dans mon disque dur, etc. Je n'ai téléchargé que quatre articles de presse ce matin. Outre l'article sur le FMI qu'on décryptera demain, on abordera Facebook pour essayer de comprendre qu'est-ce qu'ils sont en train de tramer derrière, c'est apparemment phénoménal et à l'échelle mondiale.

### Eléments pour une analyse de la situation mondiale

Nous savons que le cartel des banquiers internationaux de la Fed ont facilité la montée de Hitler au pouvoir. Comment ? En participant à la reconstruction de l'Allemagne à coup de dizaines de milliards de dollars sans qu'ils n'osent rendre public le chiffre exact tellement cela représentait une somme astronomique à l'époque, en percevant des intérêts très élevés, particuliers, entreprises et Etat se retrouvaient ainsi fortement endettés, puis ils ont progressivement fermé le robinet plongeant l'Allemagne dans une profonde crise économique, sociale et politique sur laquelle surfa son sauveur suprême : Adolf Hitler.

Au passage, c'est le même mécanisme qu'ils utiliseront aux Etats-Unis eux-mêmes pour leur propre compte sur le plan politique, donc pas besoin d'un Hitler dans leur pays, pour assurer le redémarrage économique aux Etats-Unis il leur suffira de faire marcher la planche à billets qui servira à financer l'économie de guerre, rien de plus facile puisque c'était eux qui la détenait, contrairement à Hitler qui dépendait d'eux, ils continueront d'alimenter en matières premières (acier, aluminium, etc.) les usines d'armement du IIIe Reich bien après le déclenchement de la guerre... Ils n'allaient quand même pas s'autodétruire (les Etats-Unis) et passer à côté de si gigantesques profits à leur portée, un peu de sérieux quand même.

Hitler savait que ces banquiers avaient développé un plan consistant à se rendre maîtres du monde sous la dénomination du Nouvel ordre mondial. Il connaissait le mécanisme qui vient d'être décrit.

Jusqu'à quel point s'en est-il inspiré? A-t-il pensé qu'ils pourraient les manipuler ou les doubler ? Je n'en sais rien, toujours est-il que leur objectif politique était identique et que les moyens pour y parvenir présentaient une similitude : une guerre mondiale.

Est-ce que cette seconde guerre mondiale depuis la création de la Fed devait leur servir de test grandeur nature pour observer jusqu'à quel point il leur serait possible de soumettre un jour à une dictature de fer une population immense, qui préfigurerait ce qu'il reproduirait à l'échelle du monde ? C'est possible ou on peut se poser la question sachant que leur cynisme est sans limite.

Cependant, 70 ans plus tard, bien des obstacles demeurent sur leur chemin avant d'y parvenir.

Il leur faudrait soumettre à leur plan la Russie et la Chine qui sont les deux principales puissances avec lesquelles ils sont en concurrence. Tant que ce ne sera pas le cas, ces deux pays continueront de se présenter comme des puissances concurrentes susceptibles de constituer une sorte de monopoles en regroupant autour d'eux d'autres puissances régionales, c'est particulièrement vrai pour la Chine.

Au niveau mondial, on se trouve dorénavant en présence de trois monopoles, le premier regroupant les Etats-Unis, l'UE, l'Australie et le Japon, le second la Chine avec les pays d'Asie du Sud-est plus quelques pays gravitant autour ou alliés, le troisième étant la Russie qui paraît plus faible et isolé en dehors du Venezuela, Cuba et quelques pays d'Amérique latine où le pouvoir peut basculer du côté des Etats-Unis.

Le développement historique du capitalisme a produit la libre concurrence entre capitalistes jusqu'à la fin du XIXe siècle pour ensuite donner naissance au monopole sous l'emprise grandissante du capitalisme financier sur l'ensemble de l'économie, pour finalement déboucher sur une concurrence entre des monopoles à l'échelle mondiale qui épousent les contours des différents continents qu'ils se partagent, l'Afrique étant dépecée et placées sous l'influence ou la tutelle de ces trois principaux monopoles, d'où l'état de sous-développement endémique dans laquelle elle est restée pour la majeure partie de la population, mais par pour les multinationales de ces monopoles qui exploitent et pillent ses richesses, quelque part l'Afrique préfigure ce que leur Nouvel ordre mondial imposerait à la population mondiale sur le plan social et politique, précisons,



le destin qu'ils réservent aux centaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde et pas seulement en Afrique, qu'ils considèrent inutiles à leur plan ou des parasites qui ne méritent pas de vivre et qui doivent être exterminés, disons par voie naturelle, la faim, ou qui seront conduits à s'entretuer pour tenter de survivre, si vous avez bien observé, c'est déjà ce qui est en train de se produire au Moyen et Proche-Orient.

Les régimes en place en Russie et en Chine constituent actuellement des obstacles pour franchir une nouvelle étape vers la réalisation de ce gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière internationale. Il faudrait dans ces pays des régimes similaires à celui qui existe aux Etats-Unis ou en Europe avec l'Union européenne.

En Europe, leur projet avance (TSCG et MES), mais les résistances sont grandes et l'avenir demeure incertain du fait que les peuples refusent de subir la formidable régression sociale qu'ils veulent leur imposer et se mobilisent comme ils peuvent avec ce qui reste encore du mouvement ouvrier. On y reviendra plus loin.

En Georgie, ex-république de l'URSS, les Américains viennent de faire élire un milliardaire gagné à leur cause contre la Russie. Pour une raison géographique, la Georgie devrait être appelée à rejoindre l'UE, l'agence européenne des Américains. Tous les pays de la région sont dirigés par des affairistes proeuropéens, l'affaire est entendue. Reste la Turquie, qui en témoignant sa soumission totale à Israël, le bras armé de l'impérialisme au Proche-Orient, et aux Etats-Unis dans la guerre qu'ils ont engagée contre la Syrie, leur fournit ainsi un gage de fidélité qui devrait se conclure à terme par son intégration dans l'UE, sauf si sur le plan géostratégique ils avaient davantage intérêt à ce qu'elle reste en dehors de l'UE pour une durée indéterminée.

On ne voit pas comment les Américains pourraient venir à bout des régimes en Russie et en Chine, maintenant qu'ils ont rejoint l'économie capitaliste mondial, l'un disposant d'importantes richesses naturelles, le gaz et le pétrole entre autres, l'autre la plus importante main d'oeuvre du monde, sans parler de son gigantesque marché intérieur.

Je n'ai pas cité l'Inde où j'habite avec son 1,2 milliards d'habitants, car c'est encore un pays semi féodal. Les éléments fournis précédemment sur l'Afrique pourraient s'appliquer à l'Inde, il faudra en préciser les termes exacts plus tard, c'est relativement secondaire. Les travailleurs indiens sont déjà soumis à un régime de servitude extrême, étant donné que la législation du travail est quasi inexistante en dehors de la fonction publique et des grandes entreprises qui ne doivent rassembler que 10% à peine de la main d'oeuvre du pays, ce chiffre est fourni à titre indicatif seulement, pour dire qu'il demeure insignifiant. Et sur le plan politique, comme en Afrique aussi, tous les partis sont complètement corrompus, ce sont carrément des organisations de type mafieuses, criminelles, et de fait les masses exploitées se retrouvent sans parti politique pour les représenter véritablement et défendre leurs droits. Quant aux syndicats, ils n'existent que dans la fonction publique où ils ont acquis une certaine importance, mais ils sont tous totalement subordonnés au capitalisme et au régime.

En Asie encore, la Corée du Sud avec ses gigantesques trusts englobant usines, ports, aéroports, etc. autour desquels se sont construites des villes entières (Samsung, Hundai, notamment), elles préfigurent en quelque sorte ce que pourrait être ce Nouvel ordre mondial où les travailleurs seront totalement dépendant de leurs employeurs pour tous leurs actes de la vie quotidienne de leur naissance à leur mort, le carnet de travail du régime de Vichy en plus perfectionné en quelque sorte.

Quant à l'Amérique latine, quand elle ne dépend pas du marché mondial, elle dépend du dollar, malgré les efforts qu'elle peut faire (Mercosur) pour tenter de desserrer cet étau qui la ravalent au second plan par rapport aux grandes puissances ou aux trois principaux monopoles économiques. Le FMI contrôlé par les Américains vient une nouvelle fois de repousser à une date indéterminée une place plus importante au Brésil et aux autres pays dits émergents en constitue la preuve si nécessaire.

Dans ce contexte, face d'une part aux difficultés que les banquier internationaux de la Fed rencontrent en Europe pour soumettre les peuples à leur talon de fer, et d'autre part dans l'incapacité de renverser les régimes en place en Russie et en Chine, ils pourraient effectivement décider de recourir pour la troisième fois au grand moyen, à une guerre mondiale. Encore faudrait-il qu'ils soient certains que l'oligarchie financière en Russie et en Chine parviennent au pouvoir à cette occasion, donc qu'elles soient en position de s'imposer ou d'être incontournable comme le firent les Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale en créant l'ONU, la BRI, le FMI et la BM, en prenant la direction de l'Asean pour ce qui est de la Chine et ses voisins et parviennent au pouvoir en Russie, ce qui a manifestement échoué après l'implosion de l'URSS en 1991.

On pourrait émettre d'autres hypothèses dans cette perspective ou apporter des éléments supplémentaires qui confirmerait l'hypothèse précédente.

Les Américains ont entrepris de s'attaquer à la Syrie (après la Libye) pour mettre la main sur ses réserves de gaz ou barrer la route à la Russie (et à l'Iran), dans le but d'affaiblir Poutine et de porter un coup à l'économie russe, histoire d'alimenter le mécontentement de la population contre le régime, mais c'est peut-être un mauvais calcul, car la Russie possède d'autres atouts pour se développer. Pour cette dernière raison, la thèse de la guerre serait plausible.

L'objet de cette guerre ne serait pas forcément, contrairement aux précédentes, d'établir un nouveau rapport de forces entre puissances capitalistes ou de parvenir à un nouveau partage du monde, mais d'arriver à établir un régime basé sur le modèle américain ou de l'Union européenne en Russie et en Chine englobant leurs voisins, qui dans chaque entité serait dirigé

ou contrôlé par leur oligarchie financière respective, l'ensemble étant représenté au sein d'un gouvernement mondial. Ainsi la concurrence entre ces monopoles qui se dressait comme un obstacle à leur plan serait vaincu, ainsi que les peuples dénués désormais de tout pouvoir politique.

Quand on a à l'esprit la quête du pouvoir (politique) absolu qui constitue leur but ultime, ainsi que le contrôle des moyens économiques pour se faire, on comprend mieux les différents mécanismes qu'ils mettent en oeuvre pour y parvenir étape par étape. Revenons à l'Europe.

L'aristocratie financière vise en réalité deux et non pas un objectif, économique et politique, l'un et l'autre se conditionnent mutuellement et se complètent :

Leur objectif économique est d'engranger le maximum de profit en maintenant le coût du travail le plus bas possible, ce qui inclut que tous les besoins sociaux de la population soient privatisés, que pour satisfaire un besoin élémentaire il faille dorénavant payer, que les Etats soient réduits à un simple appareil judiciaire, policier, militaire, répressif, tandis que la population n'aurait plus aucun droit politique, pour ce qui est de leur objectif politique.

S'ils peuvent y parvenir sans recourir à une guerre tant mieux estiment-ils, c'est l'objet des traités européens et de la construction européenne, en incluant syndicats et partis ouvriers largement ou entièrement corrompus, sinon ils n'hésiteront pas à déclencher une guerre comme ils l'ont déjà fait à deux reprises depuis 1913.

Maintenant ils peuvent aussi avoir imaginé un autre scénario, en réalité une variante du précédent.

Il consisterait à poursuivre leur offensive en Europe pour faire baisser le coût du travail et accaparer le pouvoir politique, pour ensuite malgré tout recourir à une guerre, histoire de rendre inutile la prochaine et de finir leur sale boulot si je puis dire ou pour rendre irréversible leur domination politique sur le monde, escomptant que le mouvement ouvrier ne serait plus en mesure de reconstituer ses forces après que la totalité ou presque de leurs dirigeants aient fait faillite ou démontré qu'ils étaient leurs complices, au cas échéant en liquidant physiquement ceux qui résisteraient.

En cas d'échec, il ne leur resterait plus qu'à préparer les conditions pour rendre possible la suite, souvenons-nous qu'ils sont animés par une détermination inflexible et d'une cruauté innommable qui remonte à des siècles en arrière, ne reculant devant aucun crime pour parvenir à leur fin, la création de la City de Londres à la fin du XVIIe siècle a été le produit d'un régicide dont ils portent la responsabilité, alors le peuple pensez donc !

La guerre présente des avantages et des inconvénients et des périls pour ceux qui revendiquent le titre de maître du monde et qui la fomentent.

On a pu observer qu'à l'issue de chaque guerre, les masses exploitées réclamaient une compensation en échange des souffrances qu'elles avaient endurées ou pour service rendu à leur "*patrie*" ou encore pour leur engagement au côté de leurs capitalistes, qu'il en soit sorti vainqueur (France) ou vaincu (Italie). Le prolétariat soutiendra à sa bourgeoisie des acquis sociaux qui perdureront pendant de longues décennies au grand dam des capitalistes qui n'auront de cesse d'essayer de leur reprendre, d'où la lutte de classe incessante qui s'en suivra pour les conserver ou les accroître encore.

On va répéter ce qu'on a dit tout au début en allant un peu plus loin.

Dès lors qu'ils ont arrêté leur décision d'opter pour une nouvelle guerre, ce dont on ignore encore mais on se doit de ne pas écarter cette hypothèse qui n'a rien de farfelue, tout un mécanisme va se mettre en place qui aura l'avantage au passage de réduire à néant ou presque tous les acquis sociaux qu'ils ont dû concéder à la classe ouvrière dans la période d'après-guerre. On pourrait résumer cela de la sorte : si cela ne passait pas avec le TSCG on emploierait un autre moyen plus radical. Passons sur la période qui va de la reconstruction du pays, infrastructures, moyens de production, habitations, pour nous rendre à celle qui précède l'ouverture d'une nouvelle crise économique.

Par l'endettement des Etats et la raréfaction du crédit ou son renchérissement ou la réduction de l'argent en circulation ou les trois à la fois, le tout progressivement pour amplifier l'effet à un moment donné, ils vont forcer les Etats à augmenter les taxes et les impôts, à privatiser encore des entreprises et des services publics, le chômage de masse va se développer ce qui conduira mécaniquement à la baisse des salaires, si ce n'était pas le cas, autoritairement le gouvernement et le patronat abaisseraient le coût du travail en s'appuyant sur les syndicats jaunes ou corrompus, autant de mesures ou situation qui revient en réalité à reprendre aux travailleurs les acquis dont il a été question précédemment.

Au niveau des lois de fonctionnement du capitalisme la guerre se justifie, car elle permet avant, pendant et après d'engranger des profits fabuleux ou de nouveaux profits. Quand ils ont reconstruit un bâtiment détruit pendant la guerre, ils ont dû recourir au crédit, donc les banquiers se sont enrichis au passage, mais ensuite ce bâtiment ne leur rapportera plus rien, en le détruisant à nouveau pour en reconstruire un autre ensuite et ainsi de suite, chaque fois les banquiers percevront un profit, ils doivent

se lamenter d'avoir attendu si longtemps, 67 ans c'est long !

Avant la guerre ils ruinent les épargnants ou la population qui s'est endettée en saisissant leurs biens ou en leur rachetant une bouchée de pain, pendant ils font tourner les usines d'armement à plein régime, le capital circule et se reproduit à la vitesse que met un obus pour atteindre sa cible, on ne peut pas imaginer un rendement plus élevé, et après lors de la reconstruction, puisque les banquiers détiennent la planche à billets et un gigantesque trésor de guerre qu'ils ont amassé pour financer la reconstruction, les Etats sont ruinés et viennent les implorer à genoux, ils leur prêtent de l'argent, dans les trois cas, la guerre, c'est le jackpot pour les banquiers !

La guerre est bien la continuité de la politique sous une autre forme, puisque au-delà de s'enrichir encore plus, ils poursuivent un but politique.

Sur la plan politique aussi, chaque fois c'est le même scénario qui se reproduit en Europe notamment.

Les banquiers orchestrent la crise du capitalisme qui est bien réelle par ailleurs, les masses se mobilisent, elles portent au pouvoir des partis qu'elles croient à leur service ou représenter leurs intérêts, comme ce n'est pas vraiment le cas, une fois le gouvernement acculé parce que la crise s'amplifie il fait appel au parti de l'ordre ou s'arrange pour qu'il revienne au pouvoir, celui-ci commence par réprimer, pourchasser, museler, interdire le mouvement ouvrier, ensuite ils s'attaquent aux masses sans défense, il leur désigne un bouc émissaire responsable de la crise, à l'intérieur comme à l'extérieur, le juif ou le musulman, l'usurier ou le Noir, l'Arabe, le Rom, l'Asiatique, ou l'Allemand par exemple, toutes les conditions sont enfin remplies pour tirer le premier coup de canon, la boucherie et la grande destruction peuvent commencer... à nouveau.

Pourquoi est-ce possible demandera-t-on ? Parce que les masses sont demeurées aussi ignorantes que le premier jour, incapable de tirer les enseignements des guerres de 1870, 1914, 1939, plus toutes les autres guerres qui ont eu lieu dans le monde jusqu'à nos jours, parce que le capitalisme financier ait parvenu à corrompre les chefs du mouvement ouvrier, à corrompre les intellectuels...

Si le chômage devait encore s'amplifier en Europe pour finalement représenter un danger politique pour les régimes en place, en fonction de l'avancement de leur plan en Russie et en Chine, la combinaison des deux situations pourrait les décider à préparer la guerre, ce n'est encore qu'une hypothèse.

C'est malheureux à dire, et cela paraîtra peut-être paradoxal, mais plus les masses seront portées à résister et à se mobiliser pour défendre leurs acquis sociaux, et plus cette hypothèse semblera crédible ou sera sur le point de se réaliser en l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière.

Les attentats du 11 septembre 2001 qu'ils ont minutieusement orchestré, leur ont permis une nouvelle fois de tester grandeur nature le degré d'ignorance des masses mondiales, et de mesurer à la fois le niveau de soumission des intellectuels et des médias à leur idéologie, ainsi que par la suite l'efficacité de leur propagande en direction de la population qu'il se destine de soumettre à leur Nouvel ordre mondial.

Il faut être lucide en toute occasion, n'est-ce pas ? Alors soyons-le ici aussi en constatant qu'ils ont acquis une maîtrise pratiquement absolue dans l'art de tromper les masses pour atteindre leur objectif ou les entraîner là où ils avaient décidé de les entraîner.

Notre devoir consiste donc à participer à la lutte de classe quotidienne des travailleurs, à construire le parti révolutionnaire sur les bases du marxisme et du léninisme en les adaptant à notre époque, mais aussi à tout faire pour élever leur niveau de compréhension du monde dans lequel nous vivons, sinon, les pires défaites de notre histoire nous attendent.

Bien des intellectuels à travers le monde s'interrogent sur le capitalisme et ce qui est en train de se passer dans le monde, tous ou presque concluent leurs analyses en avouant ne rien y comprendre ou en reformulant les recettes qui nous ont justement conduits où nous en sommes, quand ils ne s'emploient pas à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, ce qui est évidemment impossible et qui plus est réactionnaire.

En désespoir de cause, ils en appellent à l'ONU qui en réalité se compose essentiellement ou dans son immense majorité des représentants politiques désignés par l'impérialisme américain pour représenter les intérêts de l'oligarchie financière et non ceux des peuples, donc qui préfigure le gouvernement mondial que les banquiers internationaux emmenés par ceux de la Fed envisage de mettre en place, en quelque sorte l'ONU assume l'intérim pendant la période transitoire qui précède l'établissement de cette dictature mondiale, ce qu'ils n'ont pas compris ou refusent obstinément d'admettre.

Quand ils n'en appellent pas au respect de la Charte des Nations Unies qui a été conçue uniquement comme paravent pour camoufler cette entreprise criminelle, et sur laquelle se sont justement appuyés les Etats-Unis pour acquérir le pouvoir qu'ils détiennent aujourd'hui. Ils ont eu près de 70 ans pour le comprendre et ils continuent de fermer les yeux sur ce qui est une évidence qui crèvent les yeux. C'est extraordinaire qu'ils passent encore à côté, alors qu'ils disposent de tous les éléments

pour parvenir à la même conclusion que nous, le plus fort étant qu'on leur emprunte ces éléments qui figurent dans leurs propres analyses !

Ce n'est pas le seul paradoxe ou la seule contradiction de leur démarche. Ils sont parvenus à comprendre comment fonctionne le système financier, mais ils n'ont encore rien compris au fonctionnement du capitalisme que Marx et Engels avait décrit, tout le problème réside ici.

D'où par conséquent leur refus ou leur incapacité à intégrer la lutte des classes dans leurs analyses qui sont forcément faussées et leurs conclusions erronées quand ils en formulent, car c'est le prolétariat, l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels qui possèdent la solution à la crise du capitalisme ou qui seuls sont à même de mettre en échec l'entreprise criminelle des banquiers internationaux.

En conclusion, comme ce fut le cas autrefois au moment de la constitution du mouvement ouvrier ou de la construction des partis ouvriers pour affronter le capital au XIXe siècle, c'est l'alliance des intellectuels et de la classe ouvrière au sein d'un parti révolutionnaire basé sur le marxisme et les enseignements de la lutte des classes au XIXe et XXe siècle qui pourra vaincre, pas seulement les banquiers internationaux puisque d'autres prendraient la relève ou ils parviendraient à se refaire, mais le système économique capitalisme incarnant le dernier (ultime) mode de production issu du développement historique des forces productives à l'échelle de l'humanité basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les intellectuels peuvent retourner le problème dans tous les sens, il n'existe pas et il n'existera jamais d'autre alternative au capitalisme que le socialisme, avec lequel l'URSS, la Chine, Cuba ou d'autres pays n'avaient finalement qu'un rapport étroit gangrené à la base, leurs dirigeants étant corrompus par le capitalisme mondial qu'incarnaient les banquiers internationaux, reproduisant finalement les mêmes rapports de classes à leur seul profit ou de soumission de leur peuple ou au détriment de celui-ci que dans les pays capitalistes en accaparant tout le pouvoir ou en leur imposant une dictature de fer, ce qui évidemment n'avait rien à voir avec le socialisme, qui consiste entre autres à interdire à la fois à quiconque de détenir les moyens de production qui permettent de produire les richesses ainsi que le pouvoir politique, afin de se les accaparer au détriment de la population, la production des richesses étant uniquement basée sur les besoins de la population mondiale afin de les satisfaire, tandis que c'est le peuple travailleur qui doit détenir le pouvoir politique, et non une minorité de rentiers ou de parasites cyniques et criminels.

Le socialisme demeure la seule alternative possible au capitalisme qu'on le veuille ou non, afin de permettre à l'humanité toute entière de vivre en paix, à chacun de pouvoir s'épanouir librement et d'accéder au bien-être, de faire en sorte que chacun participe à la société en fonction de ses capacités, tandis que la société se charge de satisfaire ses besoins.

Ce processus parviendra à son terme lorsque les classes sociales, les Etats, les frontières auront disparu, en fait tout ce qui divise ou constitue une source de friction ou d'opposition entre les citoyens ou les peuples aujourd'hui, et finalement de l'argent. L'humanité enfin délivrée du règne de la nécessité pourra entrer dans celui de la liberté et écrire consciemment sa propre histoire.

L'air de rien, une fois corrigé ou remanié car j'ai écrit cela rapidement à main levée, ce que vous venez de lire pourrait figurer en préambule du programme de notre parti, non ? Diffusez-le aussi largement que possible autour de vous, auprès des militants ouvriers notamment.

Epilogue réalisé à partir de l'actualité politique du week-end.

Russie.

- Elections en Russie : le parti pro-Poutine annonce sa victoire, l'opposition parle de fraudes - LeMonde.fr

Le parti Russie Unie aurait remporté les cinq postes de gouverneurs régionaux, ainsi que de nombreux scrutins municipaux. L'opposition et une ONG parlent de fraudes... (LeMonde.fr 13.10)

- L'opposition russe mise en échec aux élections locales - LeFigaro.fr

Opposition et ONG dénoncent de nombreuses fraudes lors du premier scrutin depuis le retour de Poutine au Kremlin. (LeFigaro.fr 13.10)

ONG financée par les oligarques russes à défaut de l'être par les Américains...

J'ai parcouru rapidement cet article, c'est la seule question qui intéresse ces journalistes, s'attaquer systématiquement au régime en place depuis que Poutine a mis au pas les oligarques, étrange coïncidence, non ? Il n'y figurait même pas les résultats de ce scrutin, pas un chiffre, démontrant ainsi leurs véritables intentions anti-russes. A qui profite le crime, devinez ?



Syrie.

Réalité. La mauvaise nouvelle ...

- L'armée syrienne reprend du terrain à Alep - Libération.fr (avec l'AFP)

«L'armée a expulsé les groupes de la mosquée des Omeyyades», a affirmé le responsable militaire à un correspondant de l'AFP sur place.

Fiction ou propagande. La bonne nouvelle...

- Bachar al Assad accusé d'utiliser des bombes à sous-munitions - Reuters (agence de presse américaine)

Les forces gouvernementales syriennes ont largué des bombes à sous-munitions de fabrication russe sur des zones civiles au cours de la semaine écoulée, a affirmé dimanche l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW).

Human Rights Watch, une organisation financée généreusement par l'impérialisme américain, comme la Ligue des droits de l'homme en France financée par les banquiers du PS notamment, alors rien d'étonnant...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 octobre

## CAUSERIE

Avec quelques heures d'avance sur demain.

J'ai mis en ligne les causeries des derniers jours au format pdf une fois les nombreuses fautes corrigées, je n'avais rien relu car j'étais trop crevé. Les pages d'accueil des rubriques du site sont actualisées, sauf celles des partis avec mes propres articles, c'est secondaire. J'ai classé les vidéos dans la page Internationale.

Il semble que le vent soit revenu et que les éoliennes produisent à nouveau du courant car ils ont très peu coupé jusqu'à présent, il est 16h15 ici, 3h30 en moins chez vous en France. On abordera aussi cette question de l'énergie que les écologistes prennent à l'envers ou de travers tout comme ceux qui soutiennent l'énergie nucléaire d'ailleurs...

Merde, j'ai parlé trop vite, ils viennent encore de couper ! Le temps de vérifier un truc et hop c'est revenu, c'est à devenir fou ! Ne vous marrez pas, on en oublie d'éteindre des lampes (basses consommation chez moi), ce n'est pas grave, mais imaginez un peu que ce soit un four électrique ou une cafetière, on fout le feu ou elle explose ! Précisions, je n'ai pas de four électrique et je m'en passe très bien merci, quant à ma cafetière elle a 20 ans. Bon j'arrête de bosser jusqu'à 20h.

Bonne semaine et à demain.

Et le lendemain matin à la mi-journée.

Il est 12h30 ici en Inde, 9h00 chez vous en France. Je vais prendre une douche, faire une course et déjeuner rapidement, puis on se retrouve pour la suite ou demain matin si je ne m'endors pas après manger !

[Saint patron : enrichissez-vous "beaucoup" de préférence ! Une agent du Nouvel ordre mondial prôné par les banquiers \(sionistes\) de la Fed au sein du gouvernement s'exprime ouvertement.](#)

La ministre déléguée aux PME, Fleur Pellerin, a dit dimanche, dans un entretien au Parisien, ne pas croire à la lutte des classes dans les petites et moyennes entreprises, estimant par ailleurs que dans plusieurs cas "il est normal que des gens puissent s'enrichir beaucoup".

"Tous les patrons de PME que je rencontre sont en osmose avec leurs salariés", observe Fleur Pellerin.

"Il est normal que des gens puissent s'enrichir beaucoup s'ils ont pris le risque de créer une entreprise, s'ils ont eu une super bonne idée, s'ils ont su la faire fructifier et s'ils ont créé des emplois", a indiqué la ministre.



"En France, il y a toujours eu un petit problème avec l'argent, qui est peut-être lié à la culture judéo-chrétienne. Il y a sans doute aussi un problème avec la réussite", a ajouté Fleur Pellerin. (AFP 14.10)

Elle a "oublié" : et si ces valeureux patrons ont exploité leurs salariés, bon, cela ne lui est pas venu à l'esprit, normal, elle mérite sa place dans ce gouvernement capitaliste.

Elle ne doit avoir que des notions très approximatives de ce c'est le capital ou elle n'y a rien compris, car il s'agit ici d'une question fort simple à aborder : Un patron d'une petite ou moyenne entreprise peut avoir eu une excellente idée pour s'enrichir, comment ? Apparemment cela ne l'intéresse pas ou elle est incapable de répondre à cette question. Pas seulement en exploitant ses salariés, mais en commercialisant la marchandise qui est le produit de cette idée (et de leur travail), en extorquant à ses acquéreurs la part de plus-value qui leur a été versée par leurs patrons sous forme de salaire à un niveau déterminé, suffisamment élevé pour s'enrichir, soit sur une masse restreinte de consommateurs si son prix est élevé, soit sur une masse plus importante si son prix est plus bas, mais suffisamment élevé pour que sur la masse de produits vendus il s'enrichisse dans des proportions importantes, qu'évidemment rien ne peut justifier, sinon sa cupidité et l'appât du gain qui est la raison d'être de tous les capitalistes sans exception petit ou grand. .

Capito ?

### Franco folie quatarisque

Le Qatar se voit intégré directement comme membre associé, sans passer par le statut d'observateur comme c'est généralement la règle. Cette entrée du Qatar a fait grincer des dents, puisque cette petite monarchie du Golfe n'est pas francophone. Il est également reproché au Qatar de chercher à développer davantage son influence en Afrique de l'Ouest musulmane, notamment en finançant des écoles religieuses.

Le pays a pu compter sur le lobbying de certains membres — Djibouti et Guinée en tête — pour faciliter son entrée dans l'OIF. Le Qatar défend sa candidature en expliquant qu'il accueille de nombreux expatriés francophones et qu'il avait financé une radio publique de langue française dans le royaume. (lecourrierdelatlas.com et AFP 13.10)

Il faut y ajouter le règne de la charia, ainsi que le recrutement et l'armement des barbares sanguinaires qui interviennent en Syrie pour le compte des puissances occidentales pour renverser le régime...

Rappelons que l'émir du Qatar signa en 1916 un traité de protectorat avec la Grande-Bretagne, en échange de quoi il lui fut concédé l'exclusivité sur les concessions pétrolières. (source : vivreauqatar.com)

Ainsi, il sera donné au régime du Qatar, allié des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, de surveiller de plus près les pays de l'ex-empire colonial français. Plus il sera implanté dans de nombreuses institutions internationales, et plus il lui sera facile de nouer des rapports avec des chefs d'Etat sur des sujets de plus en plus vastes ou touchant à la vie quotidienne des populations de leur pays respectif.

### Qatar acte de foi.

Il en aurait qu'il irait le crier sur les toits !

- Le Qatar n'a pas d'arrière-pensée politique quand il investit en France - L'Expansion.com avec AFP

Le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad ben Jassem Al-Thani, a affirmé lundi lors d'une conférence de presse à Doha, que son pays n'avait aucune arrière-pensée politique en réalisant des investissements en France.

Des relations "fructueuses" : pour qui ?

L'ambassadeur du Qatar à Paris, Mohamed Jaham Al-Kuwari, a estimé qu'il serait "dommage" que des "calculs partisans" sapent les perspectives d'échanges entre la France et le Qatar, dans une tribune mercredi au quotidien *Le Monde*. "Il serait dommage que des calculs partisans privent ces nations d'une telle occasion d'échanges dont les perspectives s'annoncent aussi fructueuses dans l'avenir pour les deux pays", a écrit l'ambassadeur revenant sur la polémique déclenchée en France par les projets d'investissements de son pays. (L'Expansion.com 15.10)

Le Qatar remplit une fonction complémentaire dans les pays du Golf à celle d'Israël au Moyen-Orient depuis le 11 septembre 2001, l'Arabie Saoudite qui remplissait ce rôle précédemment et ayant servi de base à la préparation de cette opération et à la création d'Al-Qaïda étant plus ou moins grillée ou trop exposée à la critique.

Comparativement le Qatar est un confetti plus facilement contrôlable et manipulable, plus vulnérable aussi et dont ils pourront se débarrasser avec d'autant plus d'aisance sans risque politique pour la région.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Un message de paix de l'UE.](#)

- L'Union européenne accentue la pression sur l'Iran - Reuters

[Sauve qui peut et le mérite.](#)

- "L'Europe sauve les banques mais refuserait d'aider les pauvres ?" - Le Nouvel Observateur

[Comment pourrait-on croire une énormité pareille avec l'expérience qu'ils possèdent dans ce domaine : un siècle ?](#)

- Les créanciers de la Grèce ont sous-estimé l'impact de la récession - L'Expansion.com

[Les mentors du jury des prix Nobel révélés au grand jour et récompensés.](#)

- Le prix Nobel d'économie décerné à deux spécialistes américains des marchés - LePoint.fr

Le prix Nobel d'économie 2012 a été attribué lundi aux Américains Alvin Roth et Lloyd Shapley, deux spécialistes de la théorie des jeux, pour leurs recherches sur les allocations de ressources et les correspondances entre agents économiques. (LePoint.fr 15.10)

[Les banquiers divisés ont fait leur choix. Ce sera Obama.](#)

- Romney discrédité par un ancien conseiller de son père et un ex-membre de l'administration Reagan - LeMonde.fr

Pour M. Stockman, "Mitt Romney n'était pas un entrepreneur. Il était un maître de la spéculation financière qui achetait, vendait et retournait et vidait des entreprises". David Stockman a un solide pedigree républicain, ce qui rend ses critiques d'autant plus dures. En 1985, il démissionna de l'administration républicaine car il estimait que celle-ci ne réduisait pas assez le déficit et dépensait trop d'argent. (LeMonde.fr 15.10)

J'ai lu dans un article sans avoir eu le temps de le vérifier, que Bush avait fait mieux dans ce domaine que Reagan, mais moins bien qu'Obama qui ne se serait pas attaqué au déficit fédéral, mais qui en revanche aurait diminué davantage les impôts que payaient les riches par rapport à son prédécesseur, ceci expliquerait peut-être cela.

[Entre grands de ce monde, on se rend service, normal, non ?](#)

- Sept grands maires PS opposés à la taxation des oeuvres d'art - LePoint.fr

[Identification. Il pourrait se compter dans le lot.](#)

- Pour Cambadélis, Ayrault est victime "d'un délit de sale gueule" - L'Express.fr

[Les mutants.](#)

- Marisol Touraine se prononce pour la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes - 20minutes.fr

[Indignez-vous !](#)

- PS: la motion de Stéphane Hessel "téléguidée" contre l'aile gauche? - L'Express.fr

[En famille.](#)

- Quand Dati vole au secours de Valérie Trierweiler - LePoint.fr

### Contradictions et décomposition du régime

- Blanchiment: Noël Mamère et Eva Joly demandent la démission de Florence Lamblin - L'Express.fr

- Blanchiment : la droite parisienne veut la tête de Florence Lamblin - LePoint.fr

- L'élue EELV mise en examen ne démissionnera pas - Reuters

- Dépénalisation du cannabis: Ayrault et Hollande recadrent Vincent Peillon - 20minutes.fr

- Cannabis : Peillon a "*posé une vraie question de société*", selon Jack Lang - LePoint.fr

Moi, j'ai arrêté d'en fumer le soir il y a un trois semaines environ, au bout de 32 ans, sans problème ou le remplacer par quoi que ce soit, ce n'est pas la première fois d'ailleurs. Un unique stick qui représentait l'équivalent d'une demi-clope, un jeune fumerait cela qu'il en rallumerait un autre au bout de 10 minutes. Mon fournisseur depuis 16 ans, un conducteur de rickshaw, m'a dit que la police était "*partout*" complètement affolé. Cela me servait à la fois de stimulant intellectuel et de somnifère, du coup j'ai beaucoup plus de mal à m'endormir malgré l'état de fatigue extrême dans lequel je suis. Par contre au niveau des neurores, ça fonctionne à toute allure même en m'en passant, c'est que j'ai dû faire des progrès intellectuels sans m'en rendre compte !

Le problème n'est pas la toxicité du produit en soi ou la dépendance ou les effets secondaires, il n'y en a pas, c'est juste une question de mesure que la plupart des jeunes ne maîtrisent pas.

J'ai analysé le truc à fond en 32 ans, comme beaucoup de choses, donc je suis bien placé pour en parler, mieux que ceux qui picolent et n'y connaissent absolument rien, je ne citerai pas de noms. Eh oui, dans nos rangs il y a plus de procureurs ou de justiciers que de véritables pédagogues, je parle des cadres et des dirigeants, pas des militants.

### Fainéant, profiteur, salopard va !

- Les pires excuses pour sécher le travail - L'Express.fr

### Une arme non léthal (ou létal)... qui tue quand même !

- Non-lieu rendu dans l'affaire du décès d'un homme neutralisé par un Taser - AFP

### Amalgame

- Drogue, incivilités : le journal de bord de cinq habitants de Saint-Ouen - LeParisien.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Belgique

La Nouvelle Alliance flamande, qui prône la division de la Belgique, a réussi une percée aux élections municipales de dimanche en Belgique, le leader de la N-VA, Bart De Wever, paraissant bien parti pour devenir bourgmestre (maire) d'Anvers.

Ces premières tendances, si elles se confirment, risqueraient d'ébranler le fragile équilibre sur lequel repose la Belgique depuis la fin, en décembre 2011, de la plus longue crise politique de son histoire.

La N-VA est arrivée en tête dans de nombreuses circonscriptions de la Flandre, y compris à Anvers, la grande cité portuaire et deuxième ville du royaume, où cette formation séparatiste est créditée de 36% des voix après dépouillement de 80% des bulletins de vote.

La municipalité d'Anvers est un bastion socialiste depuis 1945, à l'exception d'un intermède de six semaines en 1976.

*"Nous sommes le nouveau parti du peuple de Flandre"*, s'est écrié le chef de la N-VA, 41 ans, devant des partisans enthousiastes.

Le bourgmestre sortant, le socialiste Patrick Janssens, a reconnu sa défaite et déclaré qu'il appartenait désormais à Bart De Wever de former une coalition.

L'alliance du maire sortant composée de socialistes et de démocrates-chrétiens flamands, deux formations membres du gouvernement fédéral, a réuni moins de 30% des voix.

La victoire de Bart De Wever, si elle ne débouchera pas sur l'éclatement du pays, a néanmoins toutes les chances d'avoir des répercussions à l'échelon national. (Reuters 15.10)

## 2- Portugal

Le gouvernement portugais a annoncé lundi d'importantes hausses d'impôts et des mesures d'économies drastiques lors de la présentation du projet de budget 2013, année qui devrait être marquée une nouvelle fois par la récession.

Alors qu'environ 2.000 manifestants s'étaient rassemblés devant le Parlement pour protester contre cette politique d'austérité et demander la démission du gouvernement, Vitor Gaspar a souligné que les hausses d'impôts constituaient la seule façon d'atteindre l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 4,5% du PIB, prévu dans le cadre du plan de renflouement.

Ces hausses d'impôts représenteront jusqu'à trois mois de salaires pour de nombreux salariés de la classe moyenne portugaise.

Lisbonne maintient par ailleurs sa prévision de contraction économique de 1% pour 2013 après une contraction attendue de 3% cette année. Les économistes estiment toutefois cette estimation optimiste au regard de l'impact qu'aura la politique d'austérité sur la consommation des ménages.

Certains économistes estiment que ces mesures, qui impliquent une baisse des retraites ou encore une taxe sur les transactions financières, pourraient entraîner le Portugal dans une spirale récessive, à l'instar de la Grèce.

Les recettes générées par ces nouveaux impôts s'élèveront à 4,3 milliards d'euros en 2013, a précisé Vitor Gaspar, et représenteront 80% de l'effort budgétaire qui sera demandé sur l'année. (Reuters 15.10)

## 3- Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne souhaite faire modifier le projet d'union bancaire dans la zone euro, notamment pour modérer l'influence de la Banque centrale européenne (BCE), ont déclaré des responsables de l'Union européenne (UE), au risque de mettre en péril la mise en place rapide de cet organe de régulation censé contribuer à résoudre la crise de la dette.

La Commission européenne a proposé que la BCE soit responsable de la supervision bancaire, ce qui serait une étape supplémentaire vers une union bancaire et contribuerait à renforcer l'intégration économique au sein de la zone euro.

Soucieuse de protéger les intérêts de la City, la Grande-Bretagne envisage de proposer un système qui donneraient la possibilité aux Etats extérieurs à l'union bancaire d'empêcher toute alliance de pays de l'union bancaire pour élaborer une réglementation à l'échelle européenne, ont déclaré des responsables de l'UE, qui n'ont pas souhaité être nommés.

*"L'inquiétude, c'est que la Banque d'Angleterre (BoE) puisse se trouver mise en minorité par la BCE sur certains aspects de l'élaboration d'une réglementation"*, a dit l'une de ces sources. La Grande-Bretagne ne rejoindra pas une union bancaire et la BoE deviendra en 2013 le régulateur britannique.

*"Ils redoutent que la zone euro devienne capable de faire passer de nombreuses décisions de son propre chef. Ils veulent un système de freins et de contrepoids."*

Londres soutient le projet d'union bancaire dans la mesure où une telle structure aura le mérite de placer les dix-sept pays utilisant l'euro devant leurs responsabilités pour s'occuper de leurs banques et de mieux coordonner l'aide aux pays en difficulté.

Mais le ministre britannique des Finances George Osborne craint que la BCE profite de son autorité pour imposer une régulation à l'échelle européenne favorisant les pays de la zone euro au détriment de Londres.

"Il semble improbable que la BCE piétine les avis de la BoE mais c'est ce qui inquiète le Trésor britannique", a déclaré l'un des responsables européens. "Ils veulent des garanties pour être sûrs que cela n'arrive pas".

La Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'Union européenne doivent donner leur feu vert à une union bancaire pour que le projet puisse avancer.

Londres souhaite notamment une modification du système de vote qui intervient lorsque les régulateurs de toute l'Europe doivent s'accorder sur une législation. La Grande-Bretagne aimerait un double vote - les pays de l'union bancaire d'un côté, et les pays hors zone euro de l'autre - avant toute décision finale sur une régulation européenne.

Certains estiment cependant que cela reviendrait à donner un droit de veto à la Grande-Bretagne. (Reuters 15.10)

Ah ben voilà, ils lâchent le morceau à la dernière ligne. Banque d'Angleterre, la première banque centrale (privée -1694) que contrôleront les Rothschild ainsi que la City de Londres, et qui est à l'origine de la création de la Fed (1913), tout s'explique. Qui décide la politique que doit suivre la BCE ? Trop facile, on vient de vous donner la réponse !

#### 4- Grèce

4.1- Hier soir, vendredi 12 octobre 2012, environ 200 fondamentalistes et néonazis se sont rassemblés devant le théâtre pour la première de la pièce Corpus Christi. La police était au rendez-vous et aurait arrêté une cinquantaine de personnes. La première s'est déroulée « *normalement* ».

La plupart des sources de cet article sont issus de contacts et journalistes indépendants et/ou journalistes citoyens.

Cet article du Guardian parle des différents évènements : <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/oct/12/greece-fascists-beating-people-police?newsfeed=true>

Petit morceau choisi :

- When four protesters were arrested, the Golden Dawn MP Christos Pappas boarded the police bus in which they were held, and released one of the prisoners. From the video depicting the incident, we can see that no officer tried to stop him.

(Traduction de Tardieu (avec Google) : Lorsque quatre manifestants ont été arrêtés, la Golden Dawn MP Christos Pappas est monté à bord du bus de la police dans laquelle ils étaient et ils ont libéré l'un des prisonniers. Sur la vidéo montrant l'incident, nous pouvons voir qu'aucun policier a tenté de l'arrêter. J'ajoute que Golden Dawn MP Christos Pappas est apparemment un parti d'extrême droite)

Et la fin de l'article :

- It is once again time for the Greek people to ask themselves, is the Golden Dawn a legitimate political party? And, as Paul Mason asked a few days ago on Newsnight: is this even a democracy any more?

(Traduction de Tardieu (avec Google) : Il est de nouveau temps pour le peuple grec de se poser la question de savoir si la Golden Dawn est un parti politique légitime? Et, comme Paul Mason a demandé il y a quelques jours sur Newsnight: est-ce encore une démocratie ?)

Un internaute a ajouté un commentaire :

- "Ilias Panagiotaros : député de « *l'aube dorée* »(extrême droite) (7% aux élections de juin dernier) a adressé hier soir aux comédiens et l'équipe du spectacle « corpus Christi » à Athènes, dont la première a été finalement annulée.

- « *Sales pédés, vous allez y passer, vous comprenez? C'est fini pour les pédés. Allez, les enculés.. Connards d'acteurs. Regarde-moi espèce de pute ton heure viendra. Oui, oui filme-moi, mais ton heure viendra. L'heure vient et la police protège vos petits culs. De toute façon on sais que les Pakistanais vous baisent. Espèce de tantouzes déchirées. Trous du cul d'Albanais baisés* ». (oceanews.fr 14.10)

4.2- Nouveau scandale en Grèce concernant les propos de Venizelos. Il parlait aux institutions du Parlement et au comité de transparence le 11 Octobre concernant la liste des 2000 évadés fiscaux fournie par C. Lagarde.

Dans un témoignage de cinq heures, le chef du PASOK a dit qu'il avait reçu la liste sur un support numérique du responsable de



la brigade de lutte économique et financière (SDOE), Yiannis Diotis, en Août 2011.

Diotis avait également imprimé une partie des données, a continué Venizelos, qui insiste sur le fait qu'il n'a jamais ouvert le fichier numérique.

Il regarda les pages imprimées et eu la « *»désagréable impression que trois noms étaient d'origine grecque juive* » ( Ta Nea , 12 Oct 2012).

(Ses mots exacts seront dévoilés lorsque la vidéo de son témoignage sera mise en ligne sur le site internet du Parlement, en début de semaine).

Evangelos Venizelos, chef du Pasok, tente de justifier son incapacité à utiliser les informations de la liste de Lagarde au journal de Mega TV, le 3 octobre 2012

En tant que citoyen de Thessalonique, il devrait le savoir. La ville, autrefois connue comme la « *Mère d'Israël* », a perdu 94% de sa population juive pendant l'Holocauste nazi. Pendant des siècles, les Juifs formaient le plus grand groupe religieux dans la ville.

Un citoyen grec juif a écrit sa colère concernant la phrase de Venizelos.

« *Depuis le début de la crise, je me demandais qui serait le premier imbécile à nous donner le blâme, à nous les Juifs, »* a demandé à Jean-José Cohen, dans une lettre ouverte au chef du Pasok .

« *En tant que citoyen grec et électeur, je vous demanderai de ne pas transférer vos problèmes personnels politiques sur nous. Pour moi, ce que vous essayez de faire est clair. Distraire le public de vos propres problèmes politiques en jetant le blâme sur nous, les Juifs.* »

« *Non, M. Venizelos. La crise n'est pas notre faute. La plupart des gens (basé sur la dernière élection) estime que la responsabilité de la crise incombe à votre parti qui nous a apporté les dettes d'Andreas Papandreou et au chaos du « petit » George Papandreou.* »

Il a conclu en disant que Venizelos devrait démissionner suite à la polémique de la liste Lagarde et ne pas essayer de « *»faire des juifs les boucs émissaires* » ».

Il semble que Venizelos n'a effectivement que deux choix possibles : démissionner maintenant ou ... démissionner bientôt. (oceanews.fr 14.10)

## 5- Lituanie

L'opposition lituanienne de centre gauche a largement battu les conservateurs au pouvoir lors des élections législatives qui se sont tenues dimanche dans la république balte.

Les électeurs de l'ancienne république soviétique de trois millions d'habitants ont sanctionné quatre années d'austérité imposées par le Premier ministre Andrius Kubilius après la crise financière de 2008.

Après dépouillement dans les trois quarts des circonscriptions, le parti du Travail obtient 21% des voix et le parti social-démocrate, son probable futur partenaire de coalition, recueille 19% des suffrages.

L'Union patriotique du Premier ministre n'a que 13%.

Soixante-dix des 141 sièges du parlement étaient attribués dimanche au scrutin de liste proportionnel, l'autre moitié étant désignée au scrutin majoritaire à deux tours.

Un deuxième tour sera organisé dans les circonscriptions en ballottage, qui ne devrait pas sensiblement modifier la donne.

La Lituanie a été montrée en exemple par les marchés financiers pour sa politique d'austérité mise en place après la crise de 2008, mais des salaires et un niveau de vie en baisse, ainsi qu'une chute de 15% de la production en 2009, constituent le revers de la médaille.

Si le pays a retrouvé le chemin de la croissance (+5,8% en 2011), il reste l'un des plus pauvres de l'UE, des milliers de travailleurs ont émigré et le taux de chômage atteint 13%. (Reuters 15.10)

## 6- Libye

Ali Zeidan, un ex-opposant au régime de Mouammar Kadhafi, a été élu dimanche soir Premier ministre par l'Assemblée nationale libyenne et a un délai de deux semaines pour former son gouvernement, a indiqué le président de l'Assemblée.

Bénéficiant de l'appui des libéraux, M. Zeidan, 62 ans, l'a emporté avec 93 voix contre 85 pour l'actuel ministre de la Gouvernance locale, Mohamed al-Hrari, appuyé par les islamistes, selon les résultats annoncés par le président de l'assemblée, Mohamed al-Megaryef, à la télévision libyenne.

179 membres du Congrès général national (CGN) étaient présents sur 200.

"Ali Zeidan est le Premier ministre et il lui est demandé de former son gouvernement dans un délai de deux semaines à partir de la date de son élection", a déclaré M. Megaryef.

L'opération de vote a été diffusée en direct par la télévision libyenne.

Selon le règlement intérieur de l'Assemblée, le gouvernement, qui doit être proposé par le nouveau Premier ministre dans les deux semaines, doit obtenir la confiance du CGN.

Si son cabinet est accepté, M. Zeidan prendra officiellement ses fonctions et remplacera le Premier ministre sortant Abdelrahim al-Kib en poste depuis novembre 2011.

En présentant son programme dimanche devant l'assemblée, M. Zeidan, a précisé que la construction d'une armée et d'une police sera "*la priorité de ses priorités*".

Il prévoit ainsi "*une campagne intensive de formation et de recrutement dans les rangs de la police et de l'armée*" en vue d'intégrer de nouveaux éléments et de remplacer les officiers ayant travaillé sous le régime de Mouammar Kadhafi.

Parmi ses priorités, il a cité aussi l'activation de la justice transitionnelle et la réconciliation nationale, au moment où le pays risque de plonger dans la guerre civile, avec la tension qui monte de plus en plus entre tribus rivales, notamment entre Bani Walid, un des derniers bastions de Kadhafi, et la ville voisine de Misrata.

Ex-opposant radical au dictateur défunt Mouammar Kadhafi, Ali Zeidan a reçu le soutien de l'Alliance des forces nationales (AFN, libérale).

Ce diplomate de carrière a passé plus de 30 ans en exil après avoir fait défection en 1980 alors qu'il était en poste à l'ambassade libyenne en Inde, tout comme le président du CGN, Mohamed al-Megaryef, qui était ambassadeur de la Libye à New Delhi.

Il avait rejoint le Front national du salut libyen, une formation qui regroupait les opposants de l'ancien régime en exil, avant de la quitter et de se consacrer depuis Genève à la défense des droits de l'Homme en Libye.

M. al-Hrari, un universitaire de 56 ans, a bénéficié pour sa part des votes des islamistes du Parti de la justice et de la construction (PJC) issu des Frères musulmans ainsi que des indépendants appartenant ou influencés par différents courants islamistes.

L'AFN de Mahmoud Jibril, une coalition de petits partis libéraux menée par des architectes de la révolte de 2011 contre le colonel Kadhafi, détient 39 sièges sur les 80 réservés à des partis politiques.

Le PJC est la deuxième formation politique du Congrès avec 17 sièges.

Les 120 sièges restants sont détenus par des candidats indépendants aux allégeances et convictions diverses.

Le vote est intervenu une semaine après l'éviction du Premier ministre élu Moustapha Abou Chagour par l'Assemblée nationale, qui a rejeté à deux reprises la composition du gouvernement qu'il avait proposée. Selon M. Abou Chagour, son renvoi, le 7 octobre, a été motivé par son refus d'accepter les exigences de l'AFN et du PJC pour former son cabinet.

M. Abou Chagour, un technocrate de 61 ans, avait été élu Premier ministre par le CGN le 12 septembre avec seulement deux voix d'avance sur le chef de l'alliance des libéraux, Mahmoud Jibril. (AFP 14.10)

## SOCIAL

### France

14,3%. C'est le pourcentage d'augmentation du nombre de flashs depuis le début de l'année par rapport à l'année dernière. A en croire les chiffres que révèle aujourd'hui "Le Figaro", les automobilistes ont retrouvé le chemin de l'accélérateur... à tort et à travers. En effet, entre janvier et août, les radars automatisés ont envoyé 13,81 millions de messages d'infraction, contre 12,09 millions sur la même période l'année dernière. Pic de cette frénésie : plus de 100 000 messages ont été envoyés sur la seule journée du 21 juillet, une première au-delà de ce seuil à six chiffres depuis le lancement des radars automatisés, courant 2003.

Comment expliquer cette tendance de fond ? La décision de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur en 2011, de retirer les panneaux signalant les appareils flashants pour les remplacer par des radars pédagogiques, est une piste à explorer. En effet, alors que de nombreux panneaux sont toujours en place, une comparaison est d'autant plus facile à réaliser entre les radars avec panneaux et ceux sans. Or, les automobilistes se feraient plus flasher par des radars "*pédagogiques*" que par les autres à hauteur de 15%...

Autre facteur : la hausse du nombre de radars, tout simplement. Plus il y a de radars, plus la hausse du nombre d'infractions est de fait "*mécanique*", pour reprendre le mot du porte-parole du Ministère de l'Intérieur Pierre-Henri Brandet. Il y avait au 15 septembre 3 883 radars, dont 2 152 fixes, et à la fin du programme d'installation (fin 2013), on en comptera 4 250. En tout cas, comme déjà senti en août, les radars devraient rapporter des recettes record - entre 675 et 700 millions d'euros. (Atlantico.fr lu dans lefigaro.fr 15.10)

## ECONOMIE

### Inde

Alcatel-Lucent va supprimer 1.000 en Inde, soit 9% de ses effectifs dans le pays, dans le cadre du programme de restructuration annoncé cet été par l'équipementier télécoms, rapporte lundi l'Economic Times, citant deux responsables de l'entreprise. (Reuters 15.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre

## CAUSERIE

Demain j'expliquerai pourquoi nous ne pouvons pas soutenir ou participer à l'initiative du POI, M'PEP, etc. J'ai déjà rédigé au brouillon la trame de cet article, et manque de temps je ne voudrais le bâcler comme cela m'arrive parfois.

Juste un mot sur l'Inde.

Ce matin je suis allé faire quelques courses. Dans une quincaillerie de Pondichéry et j'ai discuté avec ce qui me semblait être le patron, pourquoi, pardi, parce que c'est lui qui tenait la caisse ! Je suis arrivé crevé dans sa boutique, ils ont défoncé la chaussée de quasiment la totalité des rues de la ville pour refaire totalement le réseau d'approvisionnement d'eau, c'est complètement dingue, car évidemment ils ont laissé des gravats partout, de la terre, des cailloux et du sable, avec le vent et la circulation, c'est devenu irrespirable, la circulation est rendue infernale, tout le monde stationne où il peut, bref, c'est un bordel monstre.

J'en cause deux mots à ce monsieur d'une cinquantaine d'année qui m'exprime sa colère contre le gouvernement. Avant j'en rajoute une louche en lui parlant des coupures de courant... Là il explose littéralement, il me dit toujours en anglais : "*tous les politiciens sont des ordures finis, corrompus jusqu'à l'os, il faut les foutre dehors, il faudrait qu'il y ait un régime militaire (military power) pendant au moins cinq ans histoire de remettre de l'ordre dans le pays, on n'en peut plus*". Ces derniers mots ne sont pas tombés dans l'oreille d'un sourd, je me suis qu'il faudrait en causer à mes petits camarades qui doivent avoir bien des illusions sur l'état d'esprit des masses ailleurs dans le monde, ce qui est normal puisqu'on a rien fait pour leur ouvrir les yeux ou qu'ils y comprennent quelque chose, n'est-ce pas ?

La population en Inde, mais j'imagine de bien d'autres pays en Asie et en Afrique, considère l'armée comme la protectrice des

citoyens car elle est la garante de la souveraineté nationale, de l'indépendance de leur pays, elle considère les militaires comme des gens honnêtes ou au-dessus de tout soupçon tant qu'ils n'en ont pas fait l'expérience au pouvoir évidemment, auxquels on pourrait confier le pouvoir et pourquoi pas son portefeuille, parce que les gens n'ont pas de conscience de classe ou ils n'ont pas idée de ce que cela signifie. Je lui ai répondu que ce serait quand même mieux si c'était l'ensemble des travailleurs qui prenaient le pouvoir et décidaient du sort du pays, autrement dit si nous nous en chargeons nous-même au lieu une nouvelle fois de le confier à quelqu'un d'autre, à l'armée. Il a acquiescé en me disant que c'était sans doute la meilleure solution...

On en reparlera demain.

### Qui a dit ?

- *"L'individu est handicapé en se retrouvant face à face avec une conspiration si monstrueuse, qu'il ne peut croire qu'elle existe".*

Réponse : J. Edgar Hoover, directeur du FBI de 1924 à 1972 (1895-1972)

Compte tenu de la personnalité de l'auteur de cette affirmation, faisant référence au plan du cartel des banquiers (sionistes) de la Fed et la fonction qu'il occupa au sein de l'administration américaine pendant près d'un demi-siècle, personne n'osera mettre en doute sa parole.

### Sur la question de l'énergie vue du Tamil Nadu en Inde.

Confronté quotidiennement à cette question au Tamil Nadu dans le sud de l'Inde où je vis, j'ai été amené à y réfléchir ces derniers jours particulièrement lorsque nous nous retrouvés privés d'électricité pendant 16 à 20 heures par jour.

Je vous ai déjà raconté que c'était la conjonction de plusieurs facteurs qui en était à l'origine, rappelons-le rapidement en prenant les choses dans l'ordre.

1- A partir de 1991 le gouvernement indien a décidé de libéraliser l'économie en faisant largement appel aux capitaux étrangers. Cela s'est traduit par un développement industriel à marche forcée ainsi que le développement d'une classe moyenne pour ainsi dire inexistante jusqu'à cette date. Il s'en est suivi une augmentation exponentielle de la consommation d'électricité.

Mais le gouvernement au lieu de construire de nouvelles centrales électriques pour faire face à la demande qui allait être croissante au cours des années suivantes, s'empressa de privatiser des pans entiers de l'économie qui permettait aux politiciens corrompus d'empocher des commissions occultes énormes, dans le secteur de la téléphonie et de l'électricité notamment.

Il fut au début des années 2000 une proie facile et la victime de prédateurs mieux introduits que lui sur le secteur financier en encaissant les conséquences de la faillite d'Enron à qui avait été confiée la modernisation du réseau électrique en Inde. Notons au passage que parmi les professionnels de la finance qui avaient manipulé les comptes ou les perspectives de croissance d'Enron figuraient entre autres Citigroup, JP Morgan, Merrill Lynch, Deutsche Bank, la CIBC, et la Banque Barclays, les banquiers de la Fed en somme alliés à leur alter ego allemand comme par hasard. (source : Wikipedia)

2- A partir du début des 2000, sans que les infrastructures suivent, l'industrialisation de l'Inde se poursuivit, les industriels achetant directement l'électricité dont ils avaient besoin pour alimenter leurs usines, tandis que pour la population les coupures de courant allait devenir de plus en plus fréquente.

3- Il entreprit de construire une nouvelle centrale nucléaire à la pointe de l'Inde, au Tamil Nadu, dont le premier réacteur aurait dû être mis en service au mois de juillet 2012, puis les trois autres au cours des mois suivants.

A ce jour, nous sommes le 16 octobre, cette centrale n'a toujours pas produit le moindre kilowatt, son démarrage ayant été reporté de mois en mois en raison de la mobilisation de la population après le tsunami de Fukushima, des politiciens véreux et des écologistes occidentaux s'employant à monter la population locale contre sa mise en service, exploitant son ignorance, la mystifiant littéralement en brandissant la menace d'une maladie pernicieuse ou diabolique qui pourrait l'infecter et dont l'issue serait fatale, manipulant ce peuple en proie à toutes sortes de superstitions millénaires.

4- Entre le début des années 2000 et 2012, je ne sais pas quelle année au juste, pour palier en partie à la carence d'électricité qui prenait une tournure préoccupante, le gouvernement de Delhi entreprit de construire dans le sud du Tamil Nadu un immense champ de milliers d'éoliennes étalés sur une superficie gigantesque, dont la capacité serait équivalente à celle de la centrale nucléaire dont il a été question plus haut, 4.000 Mégawatts.

Il faut préciser deux choses avant de continuer.

Le Tamil Nadu est le deuxième Etat le plus industrialisé de l'Inde. Ensuite, c'est le gouvernement central de Delhi qui est responsable du financement des grands travaux dans le pays ou des infrastructures (port, aéroport, route, centrales électriques, etc.) et non les différents Etats qui disposent par ailleurs d'une certaine autonomie...

Ce qui s'est passé la semaine dernière, c'est que le vent a progressivement cessé de souffler au point que les éoliennes ne produisaient plus que 300 Mégawatts.

5- Pratiquement simultanément, au cours des derniers mois, la production d'électricité de l'immense centrale hydroélectrique située au Karnataka et qui distribue une partie de l'électricité produite au Tamil Nadu, diminue drastiquement, son réservoir ayant atteint son niveau le plus bas du fait des faibles pluies enregistrées lors de la mousson précédente et des mois qui ont suivi.

6- Pour compléter le tableau, pour palier cette carence généralisée d'électricité au Tamil Nadu qui a déjà entraîné la fermeture de milliers de petites entreprises et conduit au chômage quelque trois millions de travailleurs, ils ont fait fonctionner à plein régime les centrales au charbon et l'une d'entre elle explosa.

7- C'est la conjonction de ces facteurs qui a conduit à cette situation. Depuis samedi soir la situation s'est nettement améliorée sans que je sache pourquoi, sans doute le vent s'est-il à souffler à nouveau ! Jusqu'à présent nous maudissions le vent après avoir vécu plusieurs cyclone dévastateur, le dernier en date c'est produit fin décembre 2011 et nous fûmes privés d'électricité pendant 19 jours, d'autres Indiens eurent plus de chance que nous et furent à nouveau alimentés en électricité au bout de quelques jours, tandis que des millions ont dû attendre près d'un mois avant que la situation redevienne normal.

En guise de conclusion.

Je ne m'adresserai pas aux écologistes qui sont de dangereux apprentis sorciers totalement ignorants du sujet que nous traitons là.

Personnellement je suis contre l'utilisation de l'énergie nucléaire civile (et militaire évidemment) à grande échelle, je suis pour la fermeture des centrales nucléaires existantes et contre la construction de nouvelles centrales. Cependant, il faut bien admettre qu'il n'est pas possible de fermer les centrales nucléaires existantes du jour au lendemain, ce qui se traduirait par un marasme économique et social dont la population serait la principale victime. parce que nous vivons sous un régime capitalisme mais pas seulement.

Sous un régime socialiste nous planifierions le développement d'autres sources (alternatives) de production d'électricité, photovoltaïque, éolienne, hydrogène, etc. afin de pouvoir stopper définitivement la production d'électricité d'origine nucléaire, on pourrait même recourir à des énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) sachant qu'il est possible de les utiliser de nos jours sans polluer l'atmosphère.

En régime capitaliste, c'est évidemment inenvisageable, puisque c'est uniquement le profit qui guide les décisions des pouvoirs publics qui cèdent à la pression du lobbying nucléaire. Si la centrale nucléaire avait été mise en service comme il était prévu initialement, nous n'aurions pas été privés de courant ou dans des proportions moindre, et trois millions de travailleurs qui font vivre au total une quinzaine de millions de personnes n'auraient pas perdu leur emploi. C'est d'autant plus ridicule qu'elle finira par ouvrir un jour ou l'autre.

En régime socialiste, l'Etat ouvrier contrôlant la monnaie et disposant du monopole bancaire, il serait possible de développer l'énergie photovoltaïque afin de la rendre accessible à chaque foyer, le coût de production des panneaux solaires serait fortement réduit, il serait assuré par une entreprise d'Etat, leur prix de vente également, et le financement aussi bien de leur fabrication que de leur commercialisation serait assuré par le crédit sans intérêt étalé sur une durée de 15 ou 20 ans correspondant à la durée de vie moyenne d'un panneau solaire, et rien ne dit que des progrès techniques ou que de nouvelles technologies ne permettraient pas d'en augmenter l'efficacité et la durée de vie, ce qui est freiné en régime capitaliste pour des questions de rendement financier, obstacle n'existant plus sous un régime socialiste.

La position défendue par les écologistes est criminelle, réactionnaire, car si elle devait être appliquée à grande échelle immédiatement, elle se traduirait par des coupures de courant incessante, la fermeture de milliers d'entreprises et la perte de millions d'emplois, tandis que seuls les nantis disposant de moyens pour passer à l'énergie solaire continueraient d'avoir de l'électricité en permanence et une vie confortable, le reste de population vivant un réel cauchemar. On aura compris à cette occasion les intérêts de quelle classe représentent les écologistes. (EELV).

Quant à la position défendue notamment par le POI et d'autres partis ouvriers, elle s'aligne sur le lobbying du nucléaire sous prétexte que la fermeture de centrales nucléaires conduiraient les salariés affectés à leur fonctionnement ou maintenance au chômage, c'est une position purement ouvriériste qui consiste uniquement à défendre leur fond de commerce commun aux syndicats.

En fait, le mouvement ouvrier est partagé entre la position défendue par les écologistes bourgeois et celle ouvriériste défendu



par certains partis ouvriers, les uns optant pour le capitalisme "vert", les autres pour le capitalisme tout court ou aveugle. Du coup les auteurs de ces deux positions ne sont pas crédibles et se neutralisent en quelque sorte pour laisser le champ libre au régime de faire comme il l'entend, gageons qu'il saura en profiter.

J'ai omis deux éléments qui me viennent à l'esprit après coup et que je rajoute ici.

Les coupures de courant sont un énorme problème pour les agriculteurs puisque l'eau est pompée en profondeur avec des moteurs électrique.

Le second élément, les batteries pour stocker l'électricité produite par les éoliennes ou les panneaux solaires. Là encore, le capitalisme freine la mise au point de nouvelle technologie et les batteries sont fabriquées de telles sorte qu'elles n'aient une durée de vie que de 5 ans.

### [Facebook, Twitter et les réseau sociaux des agences mondiales du renseignement à la solde du Nouvel ordre mondial.](#)

#### 1- Une ébauche d'analyse.

L'objectif non avoué de Facebook et Internet en général (Twitter, Yahoo, Google, You tube, etc.) est de parvenir à terme à exercer à l'échelle mondiale un contrôle plus ou moins complet individuel et collectif des esprits à défaut d'y parvenir dans l'absolu, afin que le gouvernement mondial dans la perspective où il se situe ne puisse être remis en cause en aucune manière.

C'est un outil de propagande qui a été conçu par ceux qui envisagent de devenir les maîtres absolus du monde.

Sur le plan individuel, cela fonctionnerait selon le principe de l'autosuggestion, les utilisateurs de Facebook se persuadant eux-mêmes que le monde dans lequel ils vivent est le meilleur qu'ils pouvaient espérer et qu'ils doivent s'en contenter.

Sur le plan collectif, il répondrait à des préoccupations d'ordre général prenant en compte les spécificités de chaque continent inclus dans un plan global, dont ils ignoreraient la finalité ou qui se tiendrait derrière.

Pour parvenir à leur fin, il leur faut absolument maintenir l'immense majorité de l'humanité dans l'ignorance la plus totale de ce qui se trame dans son dos. Pour ce faire, il faut détourner la population des sources où elle pourrait prendre connaissance de leur plan criminel car certains l'ont déjà percé, il s'agirait de marginaliser ou maintenir à l'écart ces derniers autant que possible par différents moyens, par exemple en introduisant des éléments qui permettraient de semer en permanence un doute dans l'esprit des utilisateurs de Facebook (You Tube, etc) de telle façon qu'ils n'acquiescent aucune conviction tangible qui permettrait de les mettre sur la bonne voie pour percer leurs véritables intentions.

Cela aurait l'avantage au fil du temps d'ébranler ou de miner leur confiance en eux et d'annihiler leur volonté, de la neutraliser, les maintenir à l'état passif de manière à ce qu'ils subissent leur Nouvel ordre mondial sans en comprendre ni la nature ni le fonctionnement ni l'objectif final ni à qui il profite vraiment, sans être capable de mettre le moindre nom dessus.

Jusqu'à présent vous avez entré des éléments disparates sur votre page Facebook. Maintenant, ils vous demandent de les présenter sous la forme d'un "*journal*" en vous vantant les avantages que vous pourriez en tirer, comme s'ils étaient réellement à votre service ou étaient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, ce qui n'est pas du tout le cas évidemment, ils ont une autre idée derrière la tête que nous avons ébauchée plus haut et qu'ils ne vont pas vous révéler.

Ils savent comment fonctionne la psychologie de l'être humain sur le plan individuel et collectif pour manipuler la population contre son gré. Prenons un exemple simple, simplet même pour démontrer comment elle fonctionne.

Qui va acheter ou consulter un ouvrage sur les ovnis ? Les personnes qui croient à leur existence ou qui sont portées à y croire et voudraient en savoir davantage à leur propos. Ceux qui estiment le contraire s'en détourneront systématiquement sans même y jeter un oeil.

Voilà pourquoi ils laissent publier sur Internet des articles qui dénoncent leur projet criminel ou des vidéos dans lesquelles on vous explique comment ils conspirent ou ont fomenté les attentats du 11 septembre 2001 par exemple, ils savent pertinemment que l'immense majorité de la population n'ira jamais lire ces articles ou ne visionnera pas ces vidéos.

Cela présente un autre avantage qui n'est pas négligeable : il permet de légitimer leur démarche auprès d'un public profondément ignorant. S'ils permettent la diffusion de ces documents sur leur support numérique, cela démontre qu'ils sont des démocrates animés de bonnes intentions envers la population contrairement à ce que certains affirment, cela permet donc de renforcer leur crédibilité aux yeux du public, de mettre les gens en confiance pour mieux pouvoir les manipuler par la suite,

leur vigilance diminuera et ils seront à point pour les entraîner dans une certaine direction à leurs dépens le moment venu.

C'est une façon d'appâter sa proie sans qu'elle s'en aperçoive.

Ils ont déjà produit des vidéos sur le 9/11 dont le titre et la présentation ressemble à s'y méprendre à celles qui dénoncent et démontrent que c'est l'administration américaine qui était à l'origine de ces attentats, en fait le cartel des banquiers (sionistes) de la Fed. Donc ceux qui seraient tentés d'en savoir plus sur le 11/9 et qui visionnent ces vidéos sans y prêter garde pourront se faire manipuler ou se dire que cela confirmait que ce qu'ils avaient entendu dire par ailleurs que cette histoire n'était pas sérieuse ou le fait de gens farfelus, de "*complotistes*", en bon français on dit comploteurs.

De plus, la confusion est d'autant plus grande, qu'on ignore la plupart du temps qui sont réellement les auteurs de ces vidéos, le savoir ne nous servirait à rien d'ailleurs, puisque dans presque tous les cas de figure ce sont pour nous d'illustres inconnus, dans les deux cas, ce qui conduira celui qui les aura visionnées à rester sur sa faim.

Nous compléterons plus tard cette analyse. En attendant ajoutons quelques éléments de réflexion.

2- Pour tout savoir sur vous, par vous-même de préférence.

Voici le message que j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres comme des millions de personnes. Je rappelle que je ne suis pas parvenu à annuler mon inscription à Facebook.

- "*Vous disposez désormais du « journal » Facebook, un nouveau type de profil.*"

Et en cliquant sur un lien pour obtenir des détails, voici ce que j'ai lu :

*"Le journal est une collection de toutes vos photos, publications et expériences qui vous représentent. Accédez à Facebook pour choisir votre photo de couverture, ajouter des photos et des événements importants de votre vie, ainsi que d'autres contenus que vous aimez."*

En somme, mieux qu'une fiche de police, un dossier complet sur vous, génial non ! Ainsi en un clic ils sauront tout sur vous, il fallait y penser. Ils peuvent ainsi fichier la terre entière. Et ça marche, c'est cela le pire parce qu'on vit dans un monde d'ignorants. S'ils avaient besoin d'un instrument pour mesurer le degré d'ignorance de la population, ils ne pouvaient pas espérer mieux.

3- La CNIL n'a pas pu faire autrement que se poser des questions.

Les autorités européennes chargées de la protection des données personnelles demandent à Google de modifier sa nouvelle politique en matière de vie privée, estimant qu'elle soulève un certain nombre d'interrogations au regard du droit, selon une lettre obtenue par Reuters.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) française doit présenter mardi les conclusions d'une enquête de plusieurs mois menée pour le compte des autres CNIL européennes sur les nouvelles règles adoptées début mars par le géant américain de la recherche sur internet.

Google a simplifié sa politique de confidentialité et de protection de la vie privée en fusionnant une soixantaine de règles différentes en une seule qui s'applique désormais à la plupart de ses services, dont le site de partage de vidéos YouTube, la messagerie Gmail ou le réseau social Google+.

Le groupe a également mis en commun les données qu'il collecte sur ses utilisateurs à travers ses différents services dans le but, par exemple, d'améliorer ses résultats de recherche mais aussi de proposer des publicités mieux ciblées.

*"Combiner des données avec une telle ampleur pose des risques élevés pour la vie privée des utilisateurs. Par conséquent, Google devrait modifier ses pratiques en matière de collecte des données à travers ses différents services (...)",* peut-on lire dans la lettre datée du 15 septembre et signée par une majorité des CNIL européennes.

Elles jugent également insuffisantes les informations fournies par la société à ses utilisateurs, notamment concernant le type de données collectées et l'usage qui en est fait.

Elles soulignent en outre que Google n'a pas défini de durée pour la conservation des données de ses clients. (Reuters 15.10)

Ce qui se passe, c'est que toutes les entreprises du Net se refilent les informations en leur possession comme dans un réseau

Intranet dans une entreprise, si vous voulez comme lorsque plusieurs ordinateurs sont connectés entre eux et partagent les mêmes données.

4- Sur les réseaux sociaux toutes les manipulations possibles et imaginables sont possibles

- Antisémisme sur Twitter : les associations pointent la responsabilité du réseau - LePoint.fr

Qui vous dit que ce ne sont pas les sionistes eux-mêmes qui postent ces messages pour que la population soit favorable à Israël ? Vous n'en savez rien et moi non plus, mais c'est parfaitement possible, quand on a à l'esprit qu'ils sont à l'origine de la Shoah, je parle des Rockefeller, Rothschild et Cie... Au fait, Rothschild était juif d'origine si l'on veut, mais de religion chrétienne, catholique ou protestant, j'ai oublié de le noter.

Beaucoup de gens ignorent que pour eux ils existent plusieurs catégories de juifs, utiles, inutiles, parasites, etc. Je n'ai pas encore étudié cette question, j'ai seulement entendu dire que dans la Tora il était fait mention de trois catégories distinctes de juifs. Avant d'aborder cette question j'aurai besoin d'un peu de temps, de visionner quelques vidéos, ce que j'ai commencé à faire dimanche dernier après-midi, entendre un rabbin dire qu'Israël est une monstruosité qui n'aurait jamais dû exister en citant la Tora, c'est très intéressant.

Pour terminer en revenant à notre sujet. Cela n'a rien à voir avec un projet ou une démarche humaniste.

Ces réseaux sociaux comme ils les appellent, qui encouragent l'individualisme, le nombrilisme, le narcissisme, les tendances extraverties autant que le voyeurisme, tendent plutôt à isoler les individus plutôt que les rapprocher et ne remplaceront jamais de véritables rapports humains basés au départ sur l'impression qui se dégage du ou des premiers contacts sensoriels ou qui les accompagnent.

Leur objectif serait semble-t-il, non pas de favoriser le rapprochement des individus afin qu'ils vivent en harmonie au niveau de l'humanité, mais davantage qu'ils ignorent ceux qui ne le ressemblent pas, qu'ils se regroupent ou se reconnaissent uniquement dans des gens qui leur ressemblent, pour finalement opposer ces différents groupes entre eux tout en les manipulant.

J'avais préparé cet article hier dans la journée, j'ajoute quelques éléments de dernières minutes.

5- L'impuissance des autorités européennes face à l'emprise des agences de communication de l'impérialisme américain empiétant sur les libertés individuelles.

Après sept mois d'enquête, la CNIL (regroupant les autorités compétentes des 27 pays membres de l'Union Européenne) a publié ce mardi ses conclusions sur la nouvelle politique de confidentialité de Google. La CNIL lui demande aujourd'hui d'en modifier les termes, afin de respecter la législation européenne.

Si Google venait à ne pas prendre en compte les recommandations de la CNIL, la commission entrera alors dans la "phase contentieuse", affirme Isabelle Falque Pierrotin. Mais de quels moyens dispose-t-elle ? Les conclusions de la CNIL ont bien reçu un soutien unanime au niveau européen

Mais paradoxalement, l'action européenne s'arrête là. Dans le cadre d'éventuelles poursuites en justice, il faudra en effet déterminer les autorités ainsi que la loi compétentes, pour envisager des actions Etat par Etat. Dans des affaires de ce genre, les commissions misent davantage sur l'impact médiatique d'une condamnation que sur le montant des amendes. Car elles ne sont généralement pas vraiment dissuasives. En 2010, la CNIL avait condamné Google à une amende de 100 000 euros pour son service Google Street View. (lexpress.fr 16.10)

Dérisoire !

6- Quand les réseaux sociaux servent de support à un pouvoir invisible qui se substitue à la justice.

Le groupe de pirates informatiques a dévoilé mardi le nom et l'adresse de l'homme qui a poussé au suicide une adolescente canadienne, dont le décès a suscité une vague d'indignation sur les réseaux sociaux et dans le pays.

Les pirates d'Anonymous ne voulaient pas attendre que la justice canadienne fasse son travail pour venger à leur manière le suicide d'Amanda Todd. Quelques jours après la mort de cette lycéenne de 15 ans qui se disait victime de harcèlement sur le web, le groupe de pirates informatiques a révélé l'identité de son tourmenteur.

L'initiative de Anonymous inquiète les autorités, qui craignent pour la sécurité du suspect. «Le système n'est pas censé condamner quelqu'un sans poursuites officielles. Il n'est pas censé être juge, jury et bourreau sur la place publique, a rappelé sur

la chaîne CBC Eric Gottardi, un avocat canadien. Nous avons un système judiciaire. Il doit fonctionner et il fonctionne.» (lefigaro.fr 16.10)

Pour mémoire, pour le président du Réseau Voltaire, T. Meyssan, ce serait la CIA qui se cacherait derrière Anonymous.

Dans ce cas de figure, ce sont de prétendus justiciers agissant anonymement qui utilisent les réseaux sociaux pour se substituer à la police et à la justice d'un pays pour les forcer à agir dans une direction précise, en jetant en pâture à la vindicte publique le nom d'un présumé coupable piétinant ainsi la présomption d'innocence qui lui aurait été accordée par la justice, alors que cet homme entendu par la police aurait clamé son innocence et connaître le véritable coupable.

Le journaliste du Figaro précisait plus loin dans cet article : "Selon les hacktivistes, cet homme de 32 ans aurait publié des vidéos d'Amanda sur des sites pédophiles. Selon la chaîne de télévision CTV, l'intéressé a reconnu avoir connu Amanda, mais a dit avoir été son ami et avoir indiqué à la police le véritable coupable." (lefigaro.fr 16.10)

[Pourquoi passent-ils systématiquement à côté d'un autre facteur inhérent au capitalisme : la surproduction et l'anarchie dans la production ?](#)

La compétitivité ne se résume pas au coût du travail - Slate.fr (15.10)

Si c'était le cas, les pays du sud de l'Europe auraient moins de problème qu'aujourd'hui.

Dans une note publiée en 2008 au sujet de la compétitivité dans les pays d'Europe du Sud (Espagne, France, Grèce, Italie et Portugal), un groupe d'économistes du FMI avait d'ailleurs analysé un certain nombre d'autres facteurs, comme par exemple le degré de diversification des exportations des pays concernés ou encore leur spécialisation plus ou moins forte dans les produits à forte valeur ajoutée. Et sur ces différents points l'Europe du Sud arrivait souvent loin derrière ses voisins du nord. (Slate.fr 15.10)

Réponse à la question figurant dans le titre que j'ai donné à ce sujet : Parce que pointer la surproduction, c'est mettre en cause les fondements du capitalisme qui y conduit inexorablement puisque la production n'est pas organisée uniquement en fonction des besoins de la population mais des profits que les capitalistes comptent en tirer se foutant au passage de l'anarchie qui y règne à l'échelle mondiale, et qui reproduit chaque fois le même processus, ajoutons à une plus grande échelle puisque la production est encore plus concentrée et rationalisée que précédemment.

C'est facile à comprendre, non ? Vous avez le banquier Attali (PS) et Copé (UMP) , le clone de Sarkozy, qui interviennent sur le portail Slate.fr, ils ne vont quand même pas vous mâcher le boulot, non ? Donc je m'y colle, pour moi, c'est un devoir envers les militants et les travailleurs. Question à cent balles : Quelle est l'origine de la crise, du TSCG ? L'avez-vous lu dans l'appel du POI, M'PEP, etc ? Non. Ou dans les différents appels à la manif du 30 septembre ? Non. Pourquoi ? La transition au sujet suivant est parfaite...

[Un complément à l'article du 15 octobre \*\*Éléments pour une analyse de la situation mondiale.\*\*](#)

Avant-propos.

Vous aurez remarqué que ne figure aucune citation (des marxistes) dans les articles que j'ai publiés au cours des dernières semaines notamment, je n'ai consulté absolument aucun document pour les rédiger, faute de temps certes, mais intentionnellement surtout, je ne me réfère qu'aux faits en essayant d'utiliser au mieux la dialectique matérialiste, sans prétendre évidemment épuiser les sujets que j'ai traité succinctement ni même forcément inclure dans mon exposé tous les facteurs qui composent la réalité dont certains n'apparaissent qu'implicitement ou en filigrane. Analyse et synthèse se mêlent étroitement dans ces articles du fait de leur taille restreinte, il était difficile de procéder autrement en un minimum de lignes et de temps, en espérant que la cohérence de l'ensemble n'en soit pas altérée.

J'ai également évité de recourir à des références historiques, dates, etc. qui chaque fois auraient nécessité des explications complémentaires, préférant privilégier les mécanismes ou les rapports à l'oeuvre pour cerner au plus près comment fonctionne le capitalisme et leur société. J'ai essayé de rassembler la substance des connaissances que j'ai accumulées au lieu de faire un étalage didactique de celles-ci ou de me livrer à une démonstration à caractère historique n'étant pas historien, ce qui plus est ne nous aurait avancé à rien au regard de l'objectif que je m'étais fixé, je laisse le soin aux intellectuels de formation de réaliser cette tâche puisqu'ils le feront mieux que moi. Inutile de vous exposer la source de mon inspiration, vous la devinez dès les premières lignes.

Si j'ai commis des erreurs quelque part ou si mon exposé comportait de graves lacunes, vous en serez tous témoins et je ne pourrais pas le nier, ainsi nos rapports sont parfaitement clairs. Vous pouvez évidemment me communiquer vos critiques ou réflexions, qui seront les bienvenues si elles sont étayées par des faits et non des insultes ou des marques de mépris.



## La surproduction

Chaque sortie de crise du système capitaliste à la fois réelle et manipulée par les banquiers internationaux de la Fed qui détiennent la planche à billets et un gigantesque trésor accumulé en dollar et en or, se traduit par une nouvelle concentration de la production et du capital financier. Cette nouvelle concentration des moyens de production va rapidement se traduire après guerre par une nouvelle surproduction. Pour en amortir les effets et écouler les marchandises ainsi produites en nombre toujours croissant, il va leur falloir à nouveau alimenter l'économie mondiale ce qui aura pour conséquence de développer l'inflation qui se répercutera sur les salaires des travailleurs, ceux-ci se mobilisant pour réclamer leur part en période d'expansion économique (en grande partie artificielle), ils pourront ainsi les acquérir ou contracter un crédit pour se faire, sans toutefois que la surproduction soit totalement jugulée. Ils vont à nouveau engranger d'énormes profits, tandis que le cycle du capital sera mené à son terme, car pour qu'il soit achevé ou que le capitaliste retrouve le capital qu'il a investi au départ additionné de la nouvelle plus-value produite au cours du cycle de production, il faut que la marchandise qu'il a produite trouve acquéreur sur le marché.

Les investissements devenant de plus en plus risqués, coûteux et colossaux, leur profit fluctuant en fonction de l'évolution du marché et de la lutte des classes (nationales et internationales), il va leur falloir développer de nouveaux marchés dans des pays où il existait déjà des capitalistes et avec lesquels ils vont s'associer en investissant des sommes énormes de capitaux, afin de conserver leur rang ou leur hégémonie à l'échelle mondiale.

Les marchandises qui seront produites dans ces pays ne pourront pas trouver preneurs immédiatement sur le marché local encore sous-développé, au départ elles seront destinées au marché des pays dits développés où le niveau de vie et les salaires sont incomparablement plus élevés. De cette manière le processus de surproduction qu'ils avaient contribué à réduire en Occident s'amplifiera à nouveau, jusqu'au jour où ils programmeront la fermeture d'unités de production aux Etats-Unis et en Europe (textile, électroménager, biens d'équipement divers, automobile, etc.), qui sont moins rentables ou dégagent moins de profit, le coût de production et de main d'oeuvre étant moins cher en Asie notamment, continent qui dispose d'une main d'oeuvre en nombre quasi illimitée, disciplinées et bien formées (Corée du Sud, Chine, etc.).

Ayant trouvé le filon pour produire à bon marché et engranger ainsi des profits colossaux, une fois le marché local suffisamment développé dans ces pays-là, ils décideront d'augmenter encore la taille des unités de production avec pour objectif d'inonder le marché mondial en reproduisant cette fois à grande échelle dans tous les secteurs industriels ce qu'ils avaient expérimenté dans des secteurs limités de l'économie marchande, développant la division du travail à l'échelle mondiale à un niveau jamais atteint dans le passé, on pourrait résumer cette transition en disant qu'ils sont ainsi parvenus à généraliser à l'économie toute entière ou presque une forme de production bon marché qui leur rapporte un maximum de profit en mettant en concurrence les travailleurs du monde entier.

Cependant, ils n'ont toujours pas résolu le problème de la surproduction qui grève leur profit, les nouveaux marchés se développant trop lentement, les coûts de production (matières premières, énergie -pétrole) augmentant dont les salaires, tandis que la démographie explosera et les besoins à satisfaire de la population mondiale afficheront la même tendance, s'attaquer au niveau de vie et aux revenus des travailleurs qui servent à alimenter la machine capitaliste en consommant les marchandises produites sera envisageable jusqu'à un certain point au-delà duquel il risquera de se produire une rupture sociale qui pourrait contrarier ou déstabiliser politiquement la marche en avant du capitalisme mondial dirigé en sous-main par l'oligarchie financière qui s'est fixé à terme un objectif social et politique inavouable applicable à l'échelle mondiale...

De plus, pris à leur propre piège, après avoir imposé à tous les pays leur conception du libre échange (OMC) sur le marché international que les uns et les autres ont fini par accepter, ils vont se retrouver en présence de puissants concurrents qui se moqueront des contradictions du capitalisme et des effets à terme que pourra provoquer leur exacerbation tant sur le plan économique que social ou politique dans les pays les plus riches ou ailleurs dans le monde, provoquant une gigantesque crise économique mondiale qui frappera à peu d'exceptions près tous les pays sur tous les continents.

Alors qu'on assistera à une rationalisation et à une concentration (fusion-acquisition) de la production dans les pays dits développés, c'est l'anarchie de la production qui se développera en Asie et en Amérique latine, les principaux pays de ces continents ou sous-continent ne voyant pas pourquoi ils devraient freiner leur développement du fait que les pays capitalistes occidentaux seraient en proie à une crise économique sans précédent qui aura été orchestrée pas à pas par les banquiers internationaux réunis autour de ceux de la Fed, crise économique qui par les effets qu'elle produira sur la population ressemblera à ce qu'ils ont connu eux-mêmes tout au long du XXe siècle puisqu'elle conduira à l'appauvrir, l'air de dire : tous pour un, chacun son tour !

Ce n'est pas parce que ce serait le transfert d'une gigantesque masse de capitaux en direction de l'Asie de la part de l'oligarchie financière occidentale, principalement américaine et allemande, qui contrôlait les plus puissantes multinationales, qui serait à l'origine de son développement (à l'Asie) depuis environ trois décennies, qu'elle devrait maintenant se sacrifier pour permettre aux différentes puissances occidentales de maintenir leur rang au niveau de l'économie mondiale, qu'elles règlent entre elles leurs problèmes de compétitivité en affrontant leur prolétariat au lieu de nous accuser maintenant de causer leur perte affirment-elles, d'autant plus que leur marché est ouvert aux produits occidentaux, à eux de se débrouiller pour y commercer et assurer leur propre développement.



Les puissances occidentales s'y attèlent partout en Europe avec une décennie de retard sur l'Allemagne (Agenda 2010 ou Hartz IV), la question est à l'ordre du jour en France où les syndicats vendus au capital vont "*négozier*" avec le patronat la baisse du coût du travail avec la bénédiction du gouvernement Hollande-Ayrault. Serait-ce suffisant ou cela n'est-il pas un moyen de contourner un problème qui reste entier ? Car en réduisant le niveau de vie de la population en Europe, ils vont réduire sa capacité à consommer les marchandises toujours produites en plus grande quantité alimentant ou accélérant le phénomène de surproduction propre au capitalisme. Ils peuvent fermer des usines en Europe devenues inutiles, mais quel sort réservent-ils à la surproduction imputée au reste du monde ?

Les pays dits émergents ont libéralisé le crédit après avoir permis aux capitaux étrangers de se déverser en masse dans leur économie, ce qui a contribué à leur développement industriel ainsi qu'à la hausse des salaires tout en maintenant l'inflation à un haut niveau qui finalement la ronge lentement mais sûrement, empruntant ainsi le même parcours que les économies occidentales, l'ensemble de la société étant endetté, tandis que des centaines de millions de travailleurs et leurs familles sont laissés pour compte, principalement les paysans et les travailleurs éloignés des grandes villes ou des zones industrielles qui composent encore la majorité de la population, expansion économique en grande partie artificielle, la situation étant différente d'un pays à l'autre cependant.

La rançon du succès est amer pour les deux pays les plus peuplés du monde.

La Chine croule sous quelque trois milliards d'obligations au trois quart constituées de bons du Trésor américain en dollars qui ne lui sert à rien ou presque, si elle en réclamait le paiement ou les mettait en vente sur le marché, le dollar s'effondrerait et le marché mondial avec. Quant à l'Inde, qui n'a pas bénéficié de la même aubaine si l'on peut dire, un cadeau empoisonné en réalité, elle s'est endettée démesurément au point de voir sa croissance économique divisée par deux. Ce qui s'est passé en Inde et peut-être dans une moindre mesure jusqu'à présent en Chine, c'est que la population est si endettée qu'il est dorénavant inutile de produire davantage puisqu'elle ne peut plus s'endetter davantage ou consommer plus, du coup l'économie stagne ou régresse.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets à travers le monde depuis plus d'un siècle, ainsi va la marche à l'abîme du capitalisme qui entraîne derrière lui l'ensemble de l'humanité. Il est donc urgent de le stopper dans sa course folle avant qu'il recourt au grand moyen, à une guerre, hypothèse que l'on ne peut pas écarter. Réduire partout le coût du travail, appauvrir des couches entières de la population, en quoi cela pourrait-il contribuer à une nouvelle expansion économique et à endiguer la surproduction et les 20 millions de chômeurs que compte déjà l'Europe, entre 150 et 200 millions dans le monde, en réalité beaucoup plus, dont la capacité à consommer à été réduite ou anéantie pendant que les travailleurs encore solvables sont endettés pour de longues années encore ?

Comment peuvent-ils relever ce défi tout en continuant de s'enrichir indéfiniment dans des proportions phénoménales ? C'est cette contradiction poussée à l'extrême qui a été dans le passé à l'origine de toutes les guerres dans la mesure où les privilégiés ne veulent rien céder de leur pouvoir et comptent encore l'accroître. Si c'est cet objectif qui les guide uniquement, il faut se rappeler qu'il correspond à la définition même du capitalisme, à sa raison d'être qui se confond avec ses fondements.

Maintenant avec la domination incontestée du capitalisme financier sur le capitalisme industriel, nous assistons à un phénomène nouveau qui modifie la manière dont la crise se développe.

Si la surproduction industrielle demeure, elle a cessé de s'amplifier, elle a pris une telle dimension pour arriver à la situation où l'oligarchie financière s'est en partie détournée de la production industrielle pour se consacrer à la spéculation pure plus rentable sur les monnaies, les obligations d'Etat, les matières premières en mettant au point des instruments financiers tellement sophistiqués qu'ils n'en contrôlent plus toujours les conséquences sur l'économie marchande, mais leur permet d'engranger des profits colossaux. La production industrielle elle-même n'est plus qu'un objet livrée à la spéculation.

Détenant entre ses mains la création monétaire (Fed, BCE, BdA, BdJ), déterminant le cours de l'or et des matières premières, elle est devenue le maître du monde, il ne lui reste plus qu'à rendre irréversible ce pouvoir acquis en le devenant également sur le plan politique pour parfaire son oeuvre en instaurant un gouvernement mondial et ainsi la boucle sera bouclée.

Arrêtons-nous là un instant. N'avez-vous rien noté de suspect dans l'avant-dernier paragraphe ? J'ai commis une grosse erreur que je n'ai pas corrigée volontairement pour qu'on puisse l'aborder ensemble.

La surproduction n'a pas cessé de s'amplifier, c'est faux, une part importante de la production industrielle a basculé d'un continent à un autre tout en demeurant aussi anarchique que dans le passé, davantage même depuis que tous les pays ont adhéré à l'OMC ce phénomène s'est encore amplifié. En Inde où j'habite, mais cela doit être la même chose chez vous en France, régulièrement je découvre de nouvelles marques de voitures, de biens d'équipement ou autres que je n'avais encore jamais vu auparavant au point de demander au vendeur quel est leur pays d'origine, la Chine neuf fois sur dix, tandis que les autres marques existent toujours. Pourquoi ? Parce que l'impérialisme américain et les puissances occidentales en Europe ne contrôlent pas la totalité du marché mondial ou de la production mondiale, je vais peut-être commettre une véritable erreur ici je n'en sais rien, j'aurais plutôt tendance à dire qu'il leur échappe de plus en plus au contraire, d'où la tentation de les inonder de capitaux pour semer le chaos dans leur économie, le Brésil et même le FMI viennent d'intervenir en signalant que cela pourrait conduire à une "surchauffe"

de leur économie qui pourrait à terme porter préjudice à leur développement dont les économies occidentales ont impérativement besoin pour écouler leurs propres marchandises.

Donc une nouvelle fois le problème de la surproduction demeure intact.

Qu'est-ce que cela signifie pour les puissances occidentales ? Qu'elles ne peuvent s'y attaquer que dans leur propre pays respectif, qu'elles n'ont pas d'autres alternatives tout en étant à la merci d'autres capitalistes plus compétitifs en matière de productivité ou coût de production, salaires, etc. Prenons un exemple concret.

Renault peut produire en Chine à un coût de production beaucoup plus bas qu'en France et vendre une partie de sa production en Chine à un prix plus bas tout en maintenant une marge et un profit important; le marché chinois de l'automobile est en pleine expansion et est en passe de devenir le premier du monde, c'est déjà le cas pour GM. S'il décidait de produire davantage en Chine et d'exporter ces voitures en France, il devrait fermer toutes ses usines en France forcément moins compétitives. Pour maintenir sa production en France, il lui faut donc baisser énormément ses coûts de production, les salaires notamment, mais rien ne dit que cela fera le compte, même en bénéficiant de subventions de la part du gouvernement, d'exonérations de cotisations sociales, etc. Quoi qu'il fasse ses concurrents lui emboîteront le pas et tout sera à refaire.

Dans tous les cas de figure, Renault devra fermer des unités de production, car il lui sera impossible d'écouler la totalité de sa production en France ou en Europe face d'une part à des concurrents qui proposent des voitures semblables à un prix plus bas, et au rétrécissement du marché dû à la récession et au chômage de masse qui est installé pour durer d'autre part. Renault et tous constructeurs automobiles en France sont placés face à une situation de surproduction qu'ils sont incapables d'affronter d'une autre manière et qui va aller en s'amplifiant. Ils ne peuvent pas escompter davantage puisqu'ils produisent eux-mêmes à l'étranger à un prix plus bas ou le segment du marché qui pourrait les intéresser est déjà pris par la concurrence. La solution qui marchait encore hier ne fonctionne plus aujourd'hui. Je ne vois ni comment ni pour quelle raison Renault continuerait de produire en France, en dehors peut-être de raisons politiques.

Qu'ont fait Ford ou Toyota pour réussir à s'implanter en Inde ? Ils ont construit des usines et produit sur place depuis déjà plus de 10 ans. Renault, Fiat ou PSA en ont été incapables ou s'y sont refusés, résultat : on en croise une par hasard pour cinquante Toyota et une dizaine de Ford. Dans le lotissement de nantis où j'habite, les propriétaires roulent (par ordre décroissant) en Toyota, Tata, Maruti-Suzuki, Ford, Hundai, Honda, Chevrolet, Mercedes, je n'ai pas vu une seule marque européenne et un concessionnaire VW s'est installé récemment à Pondichéry qui est une petite ville pour l'Inde.

En conclusion.

L'impérialisme américain et les banquiers de la Fed qui ont pour objectif d'instaurer un gouvernement mondial ne sont pas au bout de leur peine. Leur projet est contrecarré par de nouvelles puissances qui refusent de se plier à leur diktat et qui de ce fait menacent même de le réduire à néant, aussi bien en Amérique latine qu'en Asie sur lesquelles ils ne peuvent pas exercer un contrôle de leur économie et n'ont aucune emprise politique, sans oublier la Russie, et empêcher que la surproduction qui se perpétue ainsi à l'échelle mondiale ait raison des économies européennes que les Américains ont conduites à la banqueroute en les endettant. Même s'ils n'avaient pas contribué à endetter dangereusement leurs Etats, rien n'aurait pu empêché les économies européennes d'être incapables de rivaliser avec leurs concurrents asiatiques ou sud-américaines plus compétitives ou meilleurs marchés dès lors qu'ils se développaient.

Une puissance mondiale comme les Etats-Unis peut étendre sa domination sur le marché mondial, mais finalement elle ne pourra pas en prendre le contrôle totalement, à moins de s'assurer la complicité des Etats les plus puissants qui constituent une sorte de monopoles une fois l'oligarchie de ces pays parvenue au pouvoir comme c'est le cas aux Etats-Unis. Les obstacles pour y parvenir sont beaucoup trop nombreux pour y parvenir à brève échéance, il faut donc écarter ce scénario ou le mettre provisoirement de côté, alors que bon nombre de pays en Europe sont au bord de l'effondrement.

Se résoudre-t-ils à l'admettre ? Que vont-ils entreprendre en attendant pour renforcer leur hégémonie mise à mal ou contestée ? Vont-ils jeter leur dévolu sur l'Europe dont le PIB par habitant demeure le plus élevé au monde après les Etats-Unis ? De quelle manière, "*pacifique*" en empruntant la voie législative ou en l'entraînant dans une guerre pour finir de la soumettre à sa dictature ? Ce sera l'enjeu de la lutte de classe des mois et des années à venir, de son issue dépendra largement ses décisions.

Finalement, ce sont les lois de fonctionnement du système capitaliste qui sont le produit des contradictions inhérentes à ses fondements, et dont la surproduction et la concurrence à laquelle se livrent les différentes puissances capitalistes sont des aspects déterminants qui constituent encore des obstacles s'opposant à l'établissement du Nouvel ordre social que le cartel des banquiers de la Fed et internationaux projetaient d'instaurer.

Pour contourner cet obstacle ou le réduire, il leur faudrait parvenir à concentrer entre leurs mains la totalité du pouvoir politique à l'échelle mondiale, alors seulement les lois internes qui régissent le capitalisme se trouveraient neutralisées ou annihilées et leur pouvoir absolu établi, sans que plus rien ni personne ne puisse s'y opposer, puisque les bases économiques sur lesquelles on pouvait espérer bâtir une autre société auraient disparu.

Rappelons à cet effet que le socialisme n'est pas une vue de l'esprit ou une idée reposant sur du vent, mais repose sur les rapports sociaux de production capitalistes qui déterminent la lutte des classes, le passage au socialisme étant rendu possible par le degré auquel est parvenu le développement des forces productives, alors si un jour ces rapports étaient amenés à disparaître, la théorie qui s'appuyait à la fois sur leur existence et leur évolution possible serait rendue caduque ou inutile et l'on pourrait proclamer que ce n'était qu'une merveilleuse utopie, la lutte des classes ayant vécu et la barbarie l'ayant emporté. Nous en sommes encore loin et rien n'est perdu heureusement.

Les banquiers de la Fed et leurs alliés n'exercent leur pouvoir que sur une partie de l'humanité, les Etats-Unis et l'Europe principalement plus quelques pays ici ou là sur d'autres continents au niveau de la dette de leurs Etats. Ce n'est pas parce qu'ils contrôlent la monnaie, le marché des matières premières dont l'or qu'ils maîtrisent l'essentiel des rapports économiques dans le monde, d'autres critères et rapports (sociaux) interfèrent, parfois de manière imprévisible (climat) ou sans qu'ils puissent agir dessus (démographie), bien des domaines leur échappent. A nous de bien le comprendre pour déterminer la stratégie la plus efficace pour les combattre et les vaincre.

Il se peut que j'ajoute un complément dans les jours qui viennent.

On n'a pas épuisé le sujet loin de là, on n'a fait ici que tracer un tableau à grands traits d'un aspect déterminant du capitalisme, une de ses contradictions incontournable.

En réalité la surproduction ne concerne pas uniquement l'industrie, mais aussi les services, d'une certaine manière la masse colossale de monnaie qu'ils ont fabriquée depuis 2008, la population mondiale qui est passée de 1 à 7 milliards en à peine un siècle, et dont la répartition inégale dans le monde ou sur les différents continents entraîne des bouleversements économiques et politique ou rebat les cartes du fragile équilibre de l'économie mondiale se traduisant à nouveau par des tensions politiques aux quatre coins du Monde.

### [Propagande contre Cuba relayée par un portail français à la solde de l'impérialisme américain.](#)

Fidel Castro tissait des liens avec ses pires ennemis, des nazis de la Waffen SS? C'est ce qu'affirment des archives des services secrets allemands (le BND) qui viennent d'être déclassifiées, rapporte *The Telegraph*.

(Pour accréditer cette thèse, *The Telegraph* a recours à des faits bien réels pour mieux salir la réputation de Fidel Castro. - Ndlr)

La menace d'une invasion américaine plane alors sur Cuba et Fidel Castro est prêt à tout pour empêcher une défaite de ses troupes, explique le *Telegraph* citant les déclarations d'un analyste du BND pour *Die Welt*:

«De toute évidence, l'armée révolutionnaire cubaine n'avait pas peur d'être en contact personnel avec le nazisme, tant que cela servait ses propres objectifs.»

Selon le *Telegraph*, Cuba aurait alors invité quatre officiers nazis, leur faisant une offre difficilement refusable pour des criminels de guerre recherchés dans le monde entier:

«Castro a personnellement approuvé un plan visant à engager d'anciens officiers nazis pour former l'armée révolutionnaire cubaine, leur offrant des salaires quatre fois supérieurs au salaire moyen de l'époque en Allemagne et une chance de débiter une nouvelle vie à La Havane.»

Par ailleurs, le régime aurait acheté plus de 4.000 fusils automatiques de fabrication belge à deux trafiquants d'armes allemands, «dont l'un d'eux était connu pour avoir fondé un parti politique de droite ultra-nationaliste et négationniste,» rapporte *The Huffington Post UK*.

Mais pourquoi donc les communistes cubains iraient chercher l'aide d'anciens nazis, leurs ennemis idéologiques? Apparemment pour s'émanciper du grand frère russe, explique *The Telegraph*:

«La conclusion tirée par les services secrets allemands était que le régime cubain voulait se libérer de sa totale dépendance du soutien logistique et matériel soviétique.» (Slate.fr 16.10)

A mon avis, Castro devait tout ignorer du passé de ces anciens militaires Allemands. Et puis, entre 1939 et 1945, tout soldat allemand volontaire ou recruté de force devait servir le IIIe Reich et était de ce fait assimilé à un nazi. Le reste tient sans doute de la fabulation car Cuba à la portée des Américains ne pouvait pas espérer conserver son indépendance sans recourir au soutien de Moscou.

Cela ne change rien à l'appréciation que nous portons sur Castro et son régime.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Quel soulagement !

- L'art échappera à l'ISF, la redevance télé ne sera pas étendue - Reuters

### Vous êtes décidément trop bon monseigneur !

- Monseigneur di Falco : Faites-leur au moins l'aumône d'un regard - LePoint.fr

Conseillant aux députés quand ils croisent un malheureux de lui adresser au moins un regard, et ce n'est pas une plaisanterie de ma part. Et s'ils sont aveugles ou mal-voyants ? Et bien... ils s'en passeront, c'est un don de Dieu qu'ils s'estiment heureux qu'il ne les ait pas oublié dans son extrême bonté, non mais enfin en voilà une question !

### C'est l'évidence même.

- Politique étrangère : les États-Unis ont-ils perdu le leadership ? - LePoint.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- UE

Le commissaire européen à la Santé et à la Politique des consommateurs, le Maltais John Dalli, a démissionné mardi avec effet immédiat après avoir été mis en cause dans une affaire de trafic d'influence présumé liée à la législation contre le tabac, a annoncé la Commission européenne.

Selon l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), un homme d'affaires maltais a tenté de monnayer auprès d'une compagnie suédoise les contacts dont il se prévalait avec John Dalli.

*"Le rapport de l'OLAF n'a pas mis au jour de preuve concluante d'une participation directe de M. Dalli mais a considéré qu'il était au courant de ces événements"*, précise la commission dans un communiqué.

*"(...) M. Dalli a décidé de démissionner afin d'être en mesure de défendre sa réputation et celle de la commission. M. Dalli rejette catégoriquement ces conclusions"*, ajoute la Commission.

Le communiqué bruxellois souligne qu'il appartient aux autorités judiciaires maltaises de donner suite ou non à cette affaire.

L'enquête de l'OLAF a été ouverte à la suite d'une plainte déposée en mai dernier par un fabricant suédois de tabac, Swedish Match, qui dit avoir été approchée par un homme d'affaire maltais.

Cet homme, dont le nom n'apparaît pas dans la procédure, proposait d'intervenir dans l'élaboration de propositions de la Commission, notamment sur la politique à l'égard du "snus", de la poudre de tabac autorisée en Suède mais interdite dans le reste de l'UE.

La Commission a annoncé l'an dernier qu'elle réexaminerait cette interdiction du "snus" dans le cadre d'une refonte plus large des directives et règles en vigueur concernant le tabac.

Dans un courriel à destination de ses équipes, que Reuters a pu consulter, le président de la Commission, José Manuel Barroso, annonce que les fonctions qu'assumait Dalli au sein de la Commission seront exercées à titre temporaire par le Slovaque Maros Sefcovic, commissaire aux Relations interinstitutionnelles et à l'Administration, dans l'attente de la nomination



d'un nouveau commissaire maltais. (Reuters 16.10)

Dommage car il aurait bien mérité un prix Nobel...

## 2- Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel a pressé mardi l'opposition de ne pas bloquer les mesures de réductions d'impôts qu'elle juge nécessaires pour relancer la demande allemande et ainsi soutenir la croissance.

Devant un parterre d'hommes d'affaires, la chancelière a demandé l'ajustement du barème d'imposition à l'inflation pour éviter que les contribuables ne se retrouvent automatiquement dans des tranches d'imposition toujours plus élevées. Selon elle, ce système fiscal détourne du circuit de l'économie allemande plus de 20 milliards d'euros par an.

Depuis 1958, les tranches d'imposition allemandes sur le revenu ne sont pas ajustées à l'inflation, ce qui a permis à Berlin de collecter environ 22 milliards d'euros de recettes supplémentaires par an depuis 2010 et 76 milliards d'euros entre 2005 et 2010.

Un an avant les élections fédérales, Angela Merkel, qui devrait briguer un troisième mandat, a également demandé une baisse des cotisations pour les caisses de retraites, afin de relancer le pouvoir d'achat.

*"Actuellement, rien ne peut davantage stimuler la croissance allemande que d'augmenter la demande intérieure"*, a-t-elle déclaré.

Les entreprises sont aussi invitées par la chancelière à procéder cette année à de plus importantes hausses de salaires pour leurs employés.

La croissance allemande a connu un net ralentissement depuis le début de l'année et le gouvernement devrait abaisser mercredi ses prévisions pour l'année prochaine à 1%, contre 1,6% attendu précédemment. (Reuters 16.10)

## 3- Grèce

3.1- Le chef de file de la Gauche démocratique, petite formation membre de la coalition au pouvoir à Athènes, a annoncé mardi qu'il n'accepterait pas les exigences des créanciers internationaux de la Grèce pour libéraliser encore plus le marché du travail.

*"La troïka exige une récession et un chômage galopant"*, a déclaré Fotis Kouvelis à l'issue d'une rencontre politique.

Il a ajouté que la Grèce avait besoin de plus de temps pour imposer le nouveau train de mesures d'austérité réclamé par la "troïka" (Commission européenne, la Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) en échange de financements censés permettre au pays d'éviter un défaut. (Reuters 16.10)

3.2- La Grèce prépare une nouvelle série de cessions d'actifs publics, dont le premier raffineur et les deux plus grands ports du pays, dans le cadre d'un programme de privatisations imposé par le plan d'aide international reçu du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne.

Les opérations en cours de préparation constitueront une deuxième vague de privatisations après les six cessions censées être finalisées au début de l'année prochaine

*"Nous avons des actifs très significatifs qui seront mis en vente au cours des prochains mois"*, a déclaré mardi Yannis Emiris, directeur général de l'agence de privatisations HRADF, lors d'une conférence de presse.

Athènes prévoit ainsi d'organiser des enchères pour des participations dans le raffineur Hellenic Petroleum, les ports du Pirée et de Thessalonique, dans la deuxième compagnie d'eau du pays Thessaloniki Water et dans Larco, l'un des premiers producteurs mondiaux de nickel.

La Grèce est également en quête d'investisseurs pour l'aéroport d'Athènes, le plus important du pays, l'autoroute Egnatia ainsi que pour d'autres aéroports et marinas de tailles plus modestes.

D'après les termes du plan d'aide international, Athènes doit lever 19 milliards d'euros d'ici fin 2015 via des cessions d'actifs et un total de 50 milliards d'ici la fin 2020. (Reuters 16.10)

Et au fait les quelque 300 milliards d'euros que les nantis ont détourné du fisque et planqué dans des paradis fiscaux dont la Suisse, il n'en est pas question ?



#### 4- Israël

La Knesset, le Parlement israélien, a voté sa dissolution, lundi 15 octobre, et validé la date du 22 janvier 2013 proposée par le conseil des ministres pour la tenue d'élections législatives anticipées. Les prochaines élections législatives auraient normalement dû se tenir en octobre 2013 mais le premier ministre Benyamin Nétanyahou, favori des sondages, a décidé d'avancer cette échéance.

Il a invoqué des mésententes sur le projet de budget 2013 pour expliquer la tenue de ce scrutin anticipé. Elu en 2009, le chef du Likoud est actuellement à la tête d'une coalition de cinq formations qui disposent de 66 sièges à la Knesset. Un sondage publié jeudi dans le journal Maariv crédite le Likoud de 29 des 120 sièges du prochain Parlement, deux de plus qu'actuellement. Les travaillistes auraient 17 sièges, de même que le nouveau parti centriste fondé par l'ancien présentateur de télévision Yair Lapid. (lemonde.fr 16.10)

---

#### SOCIAL

##### France

Le tribunal de commerce de Rouen s'est prononcé mardi pour la liquidation de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), un site qui emploie 476 salariés.

Les juges ont toutefois décidé la poursuite de l'activité jusqu'au 15 décembre avec possibilité de dépôt de nouvelles offres jusqu'au 5 novembre, a déclaré Jean-Marie Valentin, l'avocat de l'intersyndicale de Petit-Couronne.

La raffinerie avait été placée en redressement judiciaire le 24 janvier dernier.

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, assure dans un communiqué que le gouvernement "*poursuivra ses efforts visant à faire aboutir une solution de reprise*" et "*à apporter des solutions d'avenir aux salariés de ce site*".

Le porte-parole de l'intersyndicale, Yvon Scornet, s'est dit "*écoeuré*".

"*Aujourd'hui, c'est 2.000 familles (salariés et entreprises extérieures-NDLR) qui vont perdre leur travail*", a-t-il déclaré.

"*Ça fait un an qu'on se bat pour un repreneur. Le repreneur, on en avait un. Pourquoi on ne nous a pas laissé tenter notre chance ? Le risque, c'était quoi, qu'on ferme demain ? On ferme aujourd'hui*", a-t-il poursuivi.

Le tribunal s'était donné le 1er octobre un délai supplémentaire pour étudier les deux offres de reprise du site déposées par les sociétés Alanfandi Petroleum Group (APG) et Net Oil. Aucune d'entre elles n'a été retenue.

L'avocat de l'intersyndicale, Jean-Marie Valentin, espère une intervention des pouvoirs publics et compte aussi sur l'Union française des industries pétrolières (UFIP), "*curieusement absente*".

"*C'est au gouvernement de reprendre la main*", a estimé également Jean-Luc Brouté, secrétaire général CGT de la raffinerie, qui accuse Shell de les avoir "*jetés à la rue*".

La raffinerie de Petit-Couronne a redémarré sa production à la mi-juin, après la signature d'un contrat temporaire d'une durée maximale de six mois avec le groupe Shell, son ancien propriétaire.

Le Parti communiste a dénoncé une décision "*inacceptable*" pour une entreprise "*viable*" et "*rentable*".

"*Le bilan est lourd pour l'industrie française, après Sodimedical, Florange, Technicolor et toutes les PME-TPE qui déposent le bilan en effet domino*", poursuit le PCF dans un communiqué. "*L'Etat doit intervenir, y compris en reprenant la main sur l'outil industriel*".

Emmanuel Maurel, candidat au poste de premier secrétaire du Parti socialiste face à Harlem Désir, appelle à "*un volontarisme public sans faille*".

"*Il faut envisager la nationalisation immédiate, fût-elle transitoire, afin de sauvegarder l'emploi et l'outil, engager sa modernisation et structurer la filière*", dit-il dans un communiqué. (Reuters 16.10)

## ECONOMIE

### Banques

#### 1- Citigroup

Le directeur général de Citigroup Vikram Pandit a brusquement démissionné mardi après des mois de tensions au sein du conseil d'administration, une décision qui a pris de nombreux collaborateurs de la troisième banque américaine par surprise.

Le président du conseil Michael O'Neill a annoncé dans un communiqué la nomination de Michael Corbat, auparavant directeur de la division Europe, Moyen-Orient et Afrique, pour succéder à Vikram Pandit à la direction générale et au conseil.

Quelques minutes seulement après cette annonce, le nom de Vikram Pandit avait disparu du site internet du groupe.

Le directeur général adjoint John Havens, un proche de longue date de Vikram Pandit, a lui aussi démissionné.

Ce changement inattendu et spectaculaire, qui intervient 24 heures après la publication de résultats trimestriels supérieurs aux attentes, est le point culminant de plusieurs mois de conflits au sein du conseil - notamment avec son président Michael O'Neil - notamment sur des questions d'ordre stratégique.

La cause exacte du départ de Vikram Pandit n'est pas connue.

(Toujours aussi perspicaces les journalistes de Reuters, ils se sont mis à trois pour écrire cet article, David Henry et Matthew Goldstein et Carrick Mollenkamp. Ils ne savent pas pourquoi le directeur général de Citigroup a "*soudainement*" démissionné, alors qu'ils ont eux-mêmes fourni la réponse ! La réponse immédiatement. - Ndlr)

Pour certains observateurs, le fait que Vikram Pandit et John Havens aient démissionné simultanément renforce l'hypothèse d'un désaccord avec le conseil d'administration.

Les relations du conseil avec Vikram Pandit étaient déjà tendues depuis le rejet par l'assemblée générale en avril du plan de rémunération du directeur général, qui prévoyait qu'il touche plus de 15 millions de dollars au titre de 2011.

(A ce stade, dans ce milieu-là cela voulait déjà dire qu'ils étaient grillés, qu'ils allaient être virés, ce qui a ce niveau aurait été du plus mauvais effet, conduits à démissionner serait la formule la plus appropriée pour éviter de faire des vagues, les investisseurs n'aiment pas cela. - Ndlr)

Le changement d'homme à la tête de la banque intervient après une série de revers importants ces derniers mois. En mars, la Réserve fédérale avait opposé son veto à un projet de relèvement du dividende, Citigroup n'ayant pas réussi les tests de résistance réalisés par les autorités de tutelle.

Vikram Pandit avait laissé entendre aux investisseurs et aux analystes que la hausse du dividende serait validée.

Le mois dernier, il avait conclu la vente des parts du groupe dans une coentreprise de courtage avec Morgan Stanley à un prix réduit, ce qui a contraint Citigroup à inscrire dans ses comptes une charge de dépréciation de 4,7 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros). (Reuters 16.10)

(Les dirigeants de la Fed avaient décidé d'avoir leurs peaux. C'est fait ! Quel mystère ! - Ndlr)

#### 2- Goldman Sachs Group

Le groupe américain Goldman Sachs Group a réalisé sur le trimestre juillet-septembre un bénéfice de 1,51 milliard de dollars (1,15 milliard d'euros).

Son produit net bancaire (PNB) a progressé de 133% sur un an à 8,35 milliards de dollars contre 3,59 milliards au troisième trimestre l'an dernier.

La majeure partie de la croissance du PNB est à mettre au crédit de la division d'investissement et de prêt, qui regroupe les investissements en actions et en obligations détenus par la banque.

La valeur de ces investissements a augmenté après l'annonce par la Réserve fédérale américaine d'un nouveau programme d'achats d'actifs sur les marchés financiers, mais les volumes de transactions et l'activité sont restés limités.

La division d'investissement et de prêt a contribué au PNB à hauteur de 1,8 milliard de dollars au troisième trimestre, alors qu'elle avait eu un impact négatif de près de 2,5 milliards l'an dernier sur la période correspondante. (Reuters 16.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 18 octobre

## CAUSERIE

Nous n'avons pas eu d'électricité de 18h hier à 14h, du coup j'ai peu dormi et je n'ai pas pu travailler normalement, je suis à nouveau obligé d'actualiser partiellement le site.

Que dois-je faire consacrer mon temps à l'actualité quotidienne ou écrire des articles de fond comme celui que vous allez lire qui nécessite des heures de travail ? Il est impossible de faire les deux à la fois. Votre avis.

[Le mouvement ouvrier a déserté le combat idéologique, notamment celui contre le sionisme, fer de lance de la dictature du capital.](#)

Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) s'est exprimé dans l'édition du journal *Le Monde* du 17 octobre 2012, qui lui a gracieusement ouvert ses colonnes, normal.

Voici notre réponse qui ne paraîtra nulle part ailleurs que dans notre portail, et quand vous en aurez terminé la lecture, vous aurez compris pourquoi.

- *"Etre indulgent envers l'islamisme radical, c'est être indulgent envers le nazisme. "*

Notre réponse : Etre indulgent envers le sionisme, c'est être indulgent envers le nazisme.

- *"Mais il ne s'agit pas ici des crimes commis : ceux des nazis sont indépensés dans l'histoire de l'humanité. Il s'agit de doctrine, de ces mots en "isme" qui ont organisé le comportement des groupes humains, souvent pour le malheur de l'humanité commune. Il s'agit d'idéologie."*

Notre réponse : les preuves matérielles accablantes du financement de la montée de Hitler au pouvoir par les banquiers sionistes Rothschild et Rockefeller de la Fed aux Etats-Unis, les désignent comme les principaux coupables de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah perpétrée par le régime nazi, dont répétons-le ils ont facilité l'accession au pouvoir à des fins bassement mercantiles, s'enrichir pendant la guerre en finançant les deux camps en présence, et à des fins politiques pour étendre leur pouvoir sur l'Europe notamment, et le monde ensuite.

Effectivement il s'agit bien d'une doctrine en "isme", qui a pour nom le sionisme, qui a armé le bras des plus grands criminels de l'histoire et qui les a inspirés par leur doctrine de domination mondiale sur tous les autres peuples, comme si un peuple possédait des qualités à tous les autres. On verra plus que finalement les sionistes n'en croient pas un mot.

- *"Qu'il soit bien entendu que parler d'islamisme radical, ce n'est pas parler de l'islam."*

Notre réponse : Qu'il soit bien entendu que parler de sionisme , ce n'est pas parler du judaïsme, de la même manière que nous ne confondons pas sioniste et juif. Comme on le verra plus loin, le judaïsme n'est qu'un prétexte derrière lequel se cache une entreprise criminelle.

- *"Mais "islamisme radical" réfère à une conception du monde où il est nécessaire de poursuivre l'œuvre divine en annihilant les ennemis. "*

Notre réponse : De la même manière que le sionisme "réfère à une conception du monde où il est nécessaire de poursuivre l'œuvre divine en annihilant les ennemis. " en contradiction avec la Tora...

Le sionisme n'a pas pour objectif le bonheur des juifs, il part d'une interprétation tronquée ou sélective d'un texte à caractère

religieux commun à tous les juifs pour en déformer la substance, afin de justifier son entreprise criminelle qui consiste à terme à instaurer un gouvernement mondial, une dictature implacable, qui serait contrôlé par les plus riches banquiers du monde dont les banquiers de la Fed d'origine juive, précisions dès lors accessoire, une fois tous les peuples déposséder de leurs droits politiques et réduits pour ainsi dire en esclave, seule une poignée "d'élus" désignés par eux étant épargnés par cette dictature et vivant dans l'opulence.

- *"Les islamologues discutent du terme approprié, et certains préfèrent celui de salafisme djihadiste. N'étant pas spécialiste, j'ai préféré la formule "islamisme radical". "*

Notre réponse : Force est de constater que l'Etat sioniste d'Israël, son armée et ses services de renseignement, Tsahal et le Mossad, n'ont aucun scrupule à combattre au côté de "salafismes djihadistes" en Syrie contre le régime en place, islamistes radicaux recrutés, formés, financés et armés par les puissances occidentales (par le biais du Qatar et l'Arabie Saoudite notamment) qui sont à l'origine de la création de l'Etat israélien après avoir chassé les Palestiniens de leur terre en 1947, et qui oeuvrent au renversement du régime afin de mettre en place un gouvernement à leur solde et accaparer les richesses (gaz) de la Syrie convoitées par tous les impérialistes, cette guerre comme toutes les autres n'étant motivée que par des intérêts économiques inavouables en passe de devenir un secret de polichinelles.

- *"Entre le nazisme et l'islamisme radical, deux points communs sont évidents, l'un est la place d'ennemi prioritaire attribuée au juif, l'autre est sa déshumanisation."*

Notre réponse : Monsieur Prasquier qui n'est pas sans connaître en détail l'histoire du nazisme et du déroulement de la Seconde Guerre mondiale fait preuve ici d'une amnésie pour le moins étonnante ou d'une malhonnêteté incroyable, mais somme toute tout à fait compréhensible en occultant le fait que dans l'entourage de Hitler figuraient des juifs, ce dont Hitler ne pouvait ignorer, la preuve en étant qu'il leur a permis d'échapper à la Shoah et de quitter l'Europe pour se réfugier aux Etats-Unis.

Je ne me suis pas encore suffisamment documenté sur cette question pour aller plus loin, j'ai juste pris connaissance de quelques éléments que j'ignorais et que je rapporte ici. D'après ce que j'ai compris, les banquiers sionistes de la Fed qui ont armé Hitler, ont continué de lui fournir des matières premières pour faire tourner ses usines d'armement alors qu'il avait commencé à envahir l'Europe, avant que la Seconde Guerre mondiale soit officiellement déclenchée, sachant que les juifs vivant en Europe était déjà la cible intérieure du régime nazi. Je tiens ces éléments d'une vidéo américaine dont j'ai mis l'adresse en ligne, ainsi qu'un documentaire sur l'histoire des mines et de la sidérurgie au Canada et aux Etats-Unis diffusé un soir, il y a environ 6 ou 8 mois, sur TVMonde Asie.

Quand j'aurai le temps prochainement, je rassemblerai d'autres preuves de l'implication des banquiers sionistes de la Fed, qui évidemment contrôlaient déjà à l'époque la production du pétrole, de l'acier, etc. en Amérique du Nord, ainsi évidemment que la flotte commerciale qui devait acheminer ces matières premières en Europe à destination de l'Allemagne, et si j'ai bonne mémoire, je crois que la Grande-Bretagne qui disposait des plus importantes compagnies maritimes du monde y a largement participé, ce qui semble logique.

- *"Pour les nazis, les juifs étaient des cafards, des rats, des poux ou de grosses bactéries. Pour les islamistes radicaux, les juifs et les chrétiens sont des bâtards de singes, de porcs, d'ânes ou de chiens. "*

Notre réponse : L'outrance langagière de monsieur Prasquier ne sert qu'à détourner la population ignorante de la réalité rappelée plus haut ou plutôt de l'empêcher de prendre connaissance de la vérité.

Pour le sioniste Rockefeller qui s'est livré à son "am" Aaron Russo atterré par les révélations qu'ils venaient de lui faire sur les préparatifs des attentats du 11 septembre 2001 onze mois avant qu'ils ne se produisent, et qui devait servir à déclencher une guerre sans fin soi-disant contre le terrorisme (et l'Afghanistan, l'Irak, etc.) dont finalement Rockefeller et ses amis étaient à l'origine ou les promoteurs, Rockefeller voyant que son "am" ne partageait pas vraiment sa conception criminelle du monde et refusait de s'y rallier lui répondit, je retranscris exactement les propos qui figurent dans la vidéo (YouTube) mise en ligne dans le site :

- Rockefeller : *"Pourquoi te soucies-tu de ces gens ? Prend soin de ta propre vie ! Fais du mieux que tu peux pour toi et pour ta famille ! En quoi la vie des autres devrait te toucher ? Ce sont juste des serfs, c'est juste le peuple"*

- Russo : *"Je lui ai demandé : Quel est le but dans tout ça ? Tu as tout l'argent dont tu as besoin. Tu as tout le pouvoir que tu veux. Que veux-tu de plus ? Quel est l'objectif ? Et il m'a répondu que l'objectif était que tout le monde ait une puce (sous-cutanée ou électronique implantée dans le corps. - Ndlr) pour contrôler toute la société et que les banquiers, et les gens de l'élite contrôlent le monde."*

Rappelons que monsieur Aaron Russo était américain et juif ou d'origine juive lui-même, et qu'il est décédé d'un cancer six mois après avoir révélé dans une interview ce que Nicholas Rockefeller lui avait livré 11 mois avant le 11/9, à moins que son décès n'ait été quelque peu précipité...

Pour revenir à notre sujet, dont finalement nous ne nous sommes pas vraiment écarté, les intentions des sionistes dont monsieur Prasquier fait partie, ne concernent pas que les juifs et les chrétiens mais aussi les juifs, toute "la société", la population mondiale en dehors des "banquiers et les gens de l'élite" dont Nicholas Rockefeller estimait que son "ami" Aaron Russo faisait partie commettant là une très grave erreur, car évidemment au sein de l'élite ou des intellectuels juifs un grand nombre ne partageait pas les intentions criminelles des sionistes.

Poursuivons

- *"Est-ce qu'une idéologie qui se prévaut de l'appui de la divinité (...) qu'une idéologie fondée sur le surhomme (...) Qu'importe. Le remords ne fait pas partie du bagage moral des tueurs endoctrinés du nazisme ou de l'islamisme radical."*

Notre réponse : Le cynisme des planificateurs du Nouvel ordre mondial auquel ils aspirent et qu'involontairement Nicholas Rockefeller a rendu public, n'a semble-t-il d'équivalent que le nazisme et l'islamisme radical instrumentalisé ou créé de toutes pièces par Washington, Londres et Jérusalem.

- *"Qu'il y ait des liens historiques entre les deux doctrines, c'est probable."*

Notre réponse : Tout comme il semble (un euphémisme !) y en avoir un entre les intentions ou celles des sionistes et des nazis.

Le passage suivant est particulièrement intéressant, car pour un peu monsieur Prasquier nous aurait lâché le morceau :

- *"Qu'il y ait des liens historiques entre les deux doctrines, c'est probable. Les historiens mettent l'accent sur les connexions et les complicités qui, au-delà même de la figure du mufti de Jérusalem, ont relié les nazis et les mouvements politiques islamiques de l'époque, religieux ou non, lesquels se sont développés dans un contexte d'animosité contre la colonisation occidentale. Par ailleurs, Israël a fourni à la radicalisation un aiguillon pour englober des haines diverses. Le nazisme avait englouti sous son idéologie des rancœurs disparates."*

Notre réponse : Hitler et les nazis connaissaient le plan de Nouvel ordre mondial des sionistes, Hitler s'en étant largement inspiré et ayant semble-t-il tenté de les doubler ou de l'établir à son profit, à moins qu'ils lui aient laissé croire qu'ils pourraient s'entendre et partager le gâteau à l'arrivée, si tel fut le cas et cette hypothèse n'est pas à écarter, c'était mal connaître la détermination des banquiers de la Fed de ne partager le pouvoir (absolu) avec personne, hormis l'élite intellectuelle cupide et corrompue qui devait servir leur plan.

Pour mener à bien ce projet et se rendre maître de l'Europe ou des territoires de la Manche à la Sibérie dans un premier temps, Il fallait aux nazis se rendre maître du Moyen et Proche Orient pour assurer son approvisionnement en pétrole, or c'était justement là que les sionistes avaient jeté leur dévolu pour installer leur gouvernement mondial, à Jérusalem pour être plus précis, ce que le banquier du PS Attali confirmera à sa manière après coup, il ne s'en cache même plus si vous avez visionné la vidéo en ligne dans le site ou en mémoire ses propos. Donc pour Hitler l'alliance avec les représentants de la communauté musulman était indispensable, d'où son invitation au mufti de Jérusalem, tiens donc Jérusalem justement, quelle coïncidence !

Maintenant, que monsieur Prasquier dénonce les liens qui auraient existés entre les nazis et les mouvements de libération nationale opposé à la "colonisation occidentale" n'étonnera personne puisque les sionistes y étaient opposés, à la libération des peuples du joug de l'impérialisme ; je n'ai pas étudié suffisamment la question pour m'avancer davantage, disons que s'il leur était arrivé dans le passé de s'y opposer, cela aurait été uniquement parce que cette "colonisation occidentale" contrariait leur plan de domination du monde ou parce qu'il ne la contrôlait pas. Habitant en Inde, j'ai évidemment à l'esprit avec quel acharnement ou quelle férocité, mitraillant des masses sans armes, l'Empire britannique s'opposera à son indépendance et organisera sa partition...

Monsieur Prasquier a des trous de mémoire et semble ignorer d'où provient l'antisémitisme ou ce qui n'a cessé de l'alimenter depuis 1917 (pour ne pas remonter plus loin, j'ai visionné une vidéo ou un rabbin disait qu'il y avait plus d'affaires Dreyfus en Israël qu'ailleurs dans le monde !). On va donc lui rafraîchir la mémoire en reproduisant *La déclaration de Balfour*, qui en novembre 1917 fut adressée par Arthur James Balfour, alors ministre britannique des Affaires Etrangères, à Lord L. W. Rothschild.

Précisons que Rothschild était avec son associé Rockefeller, le principal actionnaire de la Banque d'Angleterre (1694), la banque centrale britannique, privée, qui servit de modèle à la Fed (1913), dès cette époque (en réalité depuis le début du XIXe siècle quand il devint l'homme le plus riche d'Angleterre et du monde.) il détenait le monopole avec les autres banquiers de la Banque d'Angleterre de la création monétaire ou de la planche à billets (la livre), tandis qu'il était également le principal créancier de la Couronne britannique. C'est donc Rothschild qui a financé "l'effort de guerre" du gouvernement britannique au cours de la Première Guerre mondiale, avant de financer la Seconde...

Les éléments fournis ci-dessous sont une retranscription de ce qui figure dans la vidéo que vous pouvez trouver sur YouTube à l'adresse suivante : [les\\_rothschild\\_le\\_sionisme\\_l\\_empire\\_britannique\\_la\\_de\\_claration\\_de\\_Balfour.mp4](#), je vais la mettre en ligne



dans le site.

Rappelons le contexte.

A l'aube de la Première Guerre mondiale, la Palestine fait partie de l'empire ottoman. Les troupes britanniques s'engagent dans une campagne contre les Turcs en 1917. Cette campagne se termine par la capitulation de l'empire ottoman fin octobre 1917.

La maîtrise des zones pétrolifères et donnant un accès privilégié aux Indes, était essentiel aux yeux des britanniques. Voici quelques raisons qui ont justifiées la décision de Balfour :

- Protéger les routes commerciales de l'Empire britannique.
- Sauvegarder le canal de Suez.
- Créer un prétexte pour préempter la Palestine face à la France.
- Remercier Chaim Weizmann pour la synthèse de l'acétone (l'inventeur du TNT, un proche de Rothschild qui fréquenta aussi un autre chimiste célèbre, Alfred Nobel qui mit au point la dynamite, à croire que les sionistes ont toujours été animés de bonnes intentions envers la population du monde entier, en effet monsieur Prasquier... - Ndlr)

La lettre d'Arthur James Balfour à L. W. Rothschild.

*"Cher Lord Rothschild,*

*J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.*

*Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.*

*Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste."*

L'hypocrisie du gouvernement britannique n'ayant d'égal que la perfidie d'un banquier, Rothschild en l'occurrence, l'un et l'autre le savent pertinemment, ce seront les Britanniques eux-mêmes qui 30 ans plus tard se chargeront de piétiner les droits des Palestiniens en les chassant de leurs terres au profit des sionistes.

Ajoutons que lors de la guerre contre la Libye, tout comme contre Syrie aujourd'hui, l'Etat sioniste d'Israël s'est engagé au côté des "colonisateurs occidentaux" contre l'autodétermination des peuples libyens et syriens. Il semblerait que ce soit une fâcheuse et incessante manie chez les sionistes.

- "Les limites entre les divers aspects de l'islamisme sont floues."

Notre réponse : En ce qui nous concerne, la limite entre l'anti-sionisme que nous revendiquons, et l'antisémitisme que nous condamnons, est parfaitement claire.

Notons au passage que le mouvement ouvrier en France (et ailleurs) a déserté ce combat, en réalité il a totalement déserté le combat idéologique après s'être converti au capitalisme dominé par les banquiers sionistes de la Fed entre autres. Faut-il y voir également une soumission au sionisme ? Certains le suggèrent. L'ignorance dans laquelle ils s'emploient à maintenir militants et travailleurs pourrait porter à le penser, au conditionnel je précise.

Cela aurait-il un rapport avec le fait que des dirigeants des partis ouvriers sont franc-maçons et le revendiquent ouvertement ? N'avez-vous pas remarqué, que les principaux ministres ainsi que Hollande sont à la fois des défenseurs du sionisme et franc-maçons, étrange coïncidence, non ? Et que au moins un des symboles du sionisme est identique ou présente une étrange similitude selon l'angle sous lequel il se présente avec celui de la franc-maçonnerie, la pyramide et le triangle ? Pourquoi Trotsky s'était-il montré aussi féroce envers les franc-maçons en affirmant qu'il présentait un danger mortel pour le mouvement ouvrier et qu'il faudrait les "brûler", c'est son expression, au-delà des éléments qu'il nous a livrés ?

Trotsky, né Bronstein et d'origine juive et pour le moins proche de Lénine, avait dû discuter avec ce dernier des éléments qu'il avait découverts en faisant des recherches sur le fonctionnement de la finance et de la banque en Europe, rappelons qu'il vivait en exil à Londres en 1903 à deux pas du coffre fort des Rothschild et Rockefeller, qui lui servirent plus tard (1916) à rédiger *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, à ce moment-là il vivait encore en Europe, ignoraient-ils tout du sionisme et de sa connexion avec la franc-maçonnerie, ou en s'attaquant d'un côté à l'impérialisme et de l'autre à la franc-maçonnerie n'était-

ce pas un moyen de régler son compte au sionisme sans le nommer, à ma connaissance ? On est en droit de se poser ces questions.

Ce sont des questions qu'on abordera une autre fois quand j'aurai eu le temps de me documenter et de les étudier.

Pour induire une nouvelle fois en erreur les personnes qui lirait sa prose nauséabonde qui relève de la manipulation, de la falsification de l'histoire, du négationnisme, procédé que les sionistes partagent avec des intellectuels d'extrême droite, une coïncidence de plus à près d'un siècle d'intervalle qui finit par ne plus en est vraiment une à force, monsieur Prasquier se demande en feignant une fausse naïveté ou une ignorance feinte destinée justement à bernier les ignorants, quel lien il existerait entre les Frères musulmans et les salafistes qui sont tous deux manipulés et financés et éventuellement armés par les impérialismes britannique et américain qui sont les alliés de toujours du sionisme et d'Israël, qu'ils ont porté au pouvoir en Tunisie, en Egypte, en Libye, et demain peut-être en Syrie, où pour le moment ils se contentent de terroriser et massacrer aveuglément la population.

Nous arrêterons là pour aujourd'hui, car je n'ai pas terminé l'actualisation du site. Vous venez d'avoir confirmation que les sionistes ne reculaient devant absolument aucun procédé pour défendre leurs intérêts, qui ne se confondent pas avec les intérêts des juifs en général, mais uniquement avec ceux des banquiers juifs et internationaux (le banquier Pigasse actionnaire du Monde) qui poursuivent le même objectif qu'eux ainsi qu'une élite d'intellectuels dont le journal Le Monde.

Je reporte à demain ma critique de la ligne opportuniste défendu par le POI et le M'PEP.

### Comment faut-il caractériser la ligne politique du POI ?

En attendant vous pouvez vous poser quelques questions.

- Qui se réclament du TSCG?
- Qui a ratiifié le TSCG ?
- Qui demain (ou déjà aujourd'hui) va appliquer le TSCG (ou la politique correspondante) ?
- Qui est le bras armé de la troïka en France ou son ou ses représentants ?

Réponse : Hollande, le gouvernement, les députés PS-UMP-UDI, les institutions de la Ve République, les représentants de l'Etat des capitalistes.

Questions : N'avez-vous pas remarqué qu'ils ne figurent nulle part dans leur appel qu'ils font signer ? Gluckstein a écrit dans son éditorial d'hier : « *Contre la dictature de la troïka et du TSCG, pour l'unité et la résistance.* ». C'est tout ? Oui, c'est tout, contentez-vous en ! Hollande peut s'en contenter effectivement et l'on comprend pourquoi immédiatement.

Qui protègent-ils ou épargnent-ils ainsi ? Fastoche, vous venez de lire la réponse qui reste cependant à compléter. A qui profite cette politique ? Qui en est à l'origine d'après vous, en amont des technocrates de Bruxelles ou de Washington, devinez, je viens de leur consacrer un long article ? Ah ben non, c'est trop fastoche ! Pas tant que cela.

Et il faudrait soutenir une telle politique ? Une mauvaise blague assurément.

---

### ACTUALITE EN TITRES

[Un peu usé comme discours, non ?](#)

- Hollande : «*Nous sommes tout près*» de la sortie de crise en zone euro - Liberation.fr

[La République qu'il nous faudrait défendre.](#)

- Hollande reconnaît au nom de la République la répression sanglante du 17 octobre 1961 - AFP
- 17 octobre 1961 : Jacob (UMP) juge "*intolérable de mettre en cause la police républicaine*" - LePoint.fr

Avec Hollande, le sionisme peut s'exprimer librement en France, en voici la preuve !

### [Bonne nouvelle pour les parasites de la maison de retraite des institutions de la Ve République](#)

- Sénat : la fin de la suspension des allocations pour absentéisme adoptée en commission - Public Sénat

### [On connaît la musique.](#)

- Dray prône la nationalisation pour les entreprises en difficulté - Public Sénat -

Avec l'argent public afin ensuite de les revendre une fois renflouées...

### [La marée brune prête à sévir de nouveau.](#)

- Face à la marée noire du nouvel antisémitisme - LePoint.fr

### [Le sionisme frère jumeau du nazisme monsieur Prasquier.](#)

- Israël a calculé le nombre de calories nécessaires aux Gazaouis - LeMonde.fr

### [Comment ils alimentent la théorie du complot, le terrorisme d'Etat.](#)

- New York: Le FBI déjoue un attentat grâce à une opération d'infiltration 20minutes.fr - 20minutes.fr

### [Sanofi, la nouvelle proie des Américains après PSA.](#)

- Des «*boissons bien-être*» par Coca et Sanofi - Liberation.fr

Traduire : Empoisonnement !

### [C'est General Motors qui va être content.](#)

- Le gouvernement ira au secours de la banque de PSA - Reuters

### [Et c'est reparti pour une nouvelle bulle immobilière !](#)

- Bond de 15% des mises en chantier US en septembre - Reuters

Etats-Unis: le redressement du logement pourrait ressembler à une vraie reprise - AFP

Le redressement du marché du logement aux Etats-Unis commence à ressembler à une véritable reprise après l'annonce mercredi d'un bond des mises en chantier et des permis de construire à leur plus haut niveau depuis la crise de 2008 et même un peu avant.

Et les ventes de logements neufs et anciens affichent des taux de progression annuelle de 27,7% et 9,3%, selon les derniers chiffres disponibles (août).

"*La stabilisation des prix du logement, le niveau historiquement bas des taux d'intérêt immobiliers et des facteurs démographiques comme l'augmentation du nombre des créations de ménages, devraient continuer de soutenir le secteur*", estime Martin Schwerdtfeger, économiste de TD Financial.

La récession de 2007-2009 a entraîné une chute des mariages et des mises en ménage aux Etat-Unis qui n'a été enrayée qu'en 2011. (AFP 17.10)

Pendant que des milliers ou beaucoup plus de familles continuent d'être jetées à la rue parce qu'elles ne peuvent pas honorer leurs crédits hypothécaires. Ils voudraient nous faire qu'en si peu de temps la population américaine aurait réussi à se désendetter.

En réalité, les riches qui croulent sous le capital qu'ils ont amassé sont en train d'acquérir toutes les habitations mises en vente à

bas prix pour les revendre plus tard. En Inde, dès qu'un terrain est découpé en parcelles et qu'elles sont mises en vente, en un rien de temps elles sont vendues et demeurent telles quelles pendant des années, voir plus d'une décennie.

On m'avait proposé d'en acheter il y a 20 ans et j'ai refusé, car m'enrichir n'a jamais été le but de ma vie. Pour vous donner un ordre d'idée, un acre (4.000 m<sup>2</sup> environ) qui valait 250.000 roupies dans les faubourgs de Pondichéry il y a 16 ans, vaut actuellement entre 5 et 10 millions de roupies. Evidemment le pauvre type qui peinait à survivre ne pouvait pas immobiliser 250.000 roupies pendant des années, d'ailleurs il ne les avait pas, tandis qu'un nanti cela ne changeait rien à son niveau de vie, il pouvait patienter des années pour s'enrichir davantage plus tard, c'est ainsi que les privilégiés le restent et les pauvres demeurent pauvres.

[Pas seulement, mais ils brûlent, la vérité n'est plus très loin.](#)

[Prémices d'un naufrage : et si la dette globale était à l'origine de la crise économique ? - Atlantico.fr](#)

[Fin de la crise, mode d'emploi. Du boulot pour les carrossiers.](#)

[- Radars aux feux rouges : jusqu'à dix fois plus d'accidents - LeParisien.fr](#)

[Qu'elle rejoigne le combat du prolétariat pour son émancipation du capital !](#)

[- 'La classe moyenne espagnole est en voie de disparition' - LeMonde.fr](#)

[A peine croyable !](#)

[- Non le prix Nobel de la Paix à l'Union européenne n'est pas une farce! - L'Express.fr](#)

[Non, cela existe encore !](#)

[- La censure pointée du doigt à l'audience des accusés du 11-Septembre - AFP](#)

Vous ne voudriez tout de même pas que les accusés s'expriment librement de telle sorte que le monde entier comprenne qu'ils ont été manipulés et par qui ?

[Haut de page ↗](#)

---

Le 19 octobre

## CAUSERIE

Etant donné la masse d'informations que j'ai dû traiter aujourd'hui, je reporte à demain ma réponse à l'appel du POI, elle est pratiquement prête et très longue car j'argumente la ligne politique que je défends, de plus, entre temps j'ai reçu le dernier numéro d'*Informations ouvrières* et je vais inclure la critique de plusieurs articles, dont celui de Patrick Hébert (POI-CCI) qui fournit de précieuses indications sur la profonde décomposition des dirigeants de ce parti.

Ensuite je consacrerai le week-end à visualiser et télécharger de nouvelles vidéos pour en apprendre un peu plus sur certains sujets que nous n'avons fait qu'effleurer ces derniers jours : le monde de la finance et leurs différentes organisations plus ou moins secrètes, les réseaux sociaux, le sionisme, la franc-maçonnerie, et différents faits marquants du XXe siècle ainsi que des questions économiques. Cela prend énormément de temps car on ne tombe pas du premier coup sur des vidéos valables et ma connection est très lente.

Ici il pleut depuis 24h, et quand il pleut, c'est sérieux, ce sont des pluies tropicales, c'est la mousson, et bien entendu on a du courant par intermittence. A force de ne pas pouvoir dormir normalement, je suis devenu insomniaque, dès que je me réveille, même après trois ou quatre heures de sommeil je ne peux plus me rendormir et je me lève. Je dois résoudre ce problème, je vais acheter une troisième batterie pour pouvoir utiliser un ventilateur la nuit, la climatisation est devenue inutile car avec la mousson la température a diminué d'environ 10°C, donc on peut dormir les fenêtres ouvertes, les miennes sont doublées avec des moustiquaires métalliques.

Bon week-end à tous.

### UE. Pitrerie grotesque, méprisable.

Qui pour recevoir le Nobel de la paix décerné à l'Union européenne. Depuis le 12 octobre, on s'interroge, révélant ainsi l'une des faiblesses congénitales de l'Union : elle ne parle pas d'une seule voix.

Mercredi, le président du Parlement européen Martin Shulz annonçait donc que trois têtes emblématiques de l'Union allaient à Oslo recevoir le prix : lui-même, ainsi que les présidents de la Commission européenne José Manuel Barroso et du Conseil européen Herman Van Rompuy.

Pour marquer l'ouverture du sommet européen, Herman Van Rompuy a décidé d'élargir quelque peu la délégation. Il a invité jeudi les 27 dirigeants européens à se rendre à Oslo. *"Pour marquer cette occasion festive, j'espère que tous les chefs d'État et de gouvernement européens pourront participer aux célébrations à Oslo en décembre"*, a-t-il indiqué sur son compte Twitter. (lepoint.fr 18.10)

Ils vont pouvoir faire la fête, picoler et se goinfrer sur le dos des peuples grecque, espagnol, italien et portugais qu'ils ont plumés et qui n'en peuvent plus. Chacun son tour, les autres viendront par la suite, pas tous en même temps et pas de jaloux s'il vous plaît, un peu de décence enfin, on comprend, ils pourraient être victimes d'une indigestion !

### PS. Une « victoire collective ». On n'en doute pas.

Harlem Désir, le candidat soutenu par Martine Aubry a été élu avec un peu plus de 70% des voix des militants socialistes.

*"Je veux rendre hommage à Emmanuel Maurel et saluer sa belle campagne, Emmanuel qui est à l'image de la génération d'avenir de notre parti"*, a ajouté Harlem Désir.

*«Je les appellerai lui et ses amis à prendre toute leur place au sein de la future direction»*, a-t-il poursuivi, en qualifiant son élection de *«victoire collective : ce soir, c'est la victoire de l'unité des socialistes!»*.

Harlem Désir arrive largement en tête dans le vote des militants socialistes, recueillant 71,9% des suffrages contre 28,1% au représentant de l'aile gauche du parti, Emmanuel Maurel, avait annoncé peu avant à la presse un responsable du PS.

Ces résultats portent sur 70% du corps électoral et 65% des sections. La participation était un peu avant 23H00 de 46,5%, a-t-on précisé de même source. (AFP 18.10)

70% de 46,5% cela donne 32,55%, c'est pas mal pour une *"majorité..."* Ne perdons pas notre temps avec ce parti de l'ordre bis, laissons cela à ceux qui n'ont rien d'autre à foutre, leurs larbins.

### Les nantis se rebiffent, ils n'en ont jamais assez. C'est leur nature.

Le créateur Karl Lagerfeld étrille le président français François Hollande, le traitant d'*"imbécile"* et critiquant sa politique *"désastreuse"* envers *"les riches"*, dans une interview accordée à l'édition espagnole du magazine Marie Claire, à paraître vendredi. *"Cet imbécile, il sera aussi désastreux que Zapatero"*, l'ancien chef du gouvernement espagnol, lui aussi socialiste, déclare le sulfureux créateur dans le magazine, dont il a dirigé cette édition spéciale, pour son 25e anniversaire.

*"Hollande déteste les riches. C'est désastreux. Il veut les punir, et évidemment, ils s'en vont et personne n'investit"*, lance-t-il, dans des extraits publiés sur le site du journal *El Mundo* et confirmés par le magazine. *"Les étrangers ne veulent plus investir en France et, ainsi, les choses ne fonctionnent plus"*, ajoute-t-il avant de charger contre la compétitivité française.

*"En dehors de la mode, des bijoux, des parfums et du vin, la France n'est pas compétitive. Le reste des produits ne se vendent pas. Qui achète des voitures françaises ? Pas moi"*, assène-t-il. (LePoint.fr 18.10)

C'est bien à ce dandy efféminé que DSK avait accordé une remise d'impôt de quelques dizaines de millions de francs quand ils étaient ministre des Finances, n'est-ce pas ? Dans ce milieu-là ils ne supportent que les gens de leur monde ou qui ont le même niveau social qu'eux, c'est vrai qu'à côté de DSK qui nage dans le fric, Hollande passe pour un parvenu, un minable qu'ils ont envie d'écraser entre leurs doigts.

### Balladur et Sarkozy bientôt mis en examen et écroués ?

L'état se resserre autour d'Edouard Balladur dans l'enquête sur le volet financier de l'affaire Karachi. Pour la première fois, l'ancien premier ministre est cité par un témoin comme destinataire de rétrocommissions versées en marge d'un contrat de vente de trois sous-marins au Pakistan, conclu en 1994. Les juges Renaud van Ruymbeke et Roger Le Loire cherchent à savoir si



Edouard Balladur a profité de ces versements d'argent pour financer sa campagne présidentielle, en 1995. Une hypothèse que l'ex-hôte de Matignon a toujours fermement niée.

Mais un témoignage vient semer le trouble sur ces dénégations. Selon *Paris Match*, Hélène de Yougoslavie a clairement identifié Edouard Balladur comme bénéficiaire du système, lors d'une audition devant les enquêteurs de la division nationale d'investigations financières et fiscales. Elle base ses allégations sur des propos que lui aurait tenus Thierry Gaubert, son ex-mari, lui-même mis en examen dans le dossier Karachi.

Selon elle, ce proche de Nicolas Sarkozy avait ouvert, en mai 1995, un compte et un coffre-fort à la banque Safdie de Genève. «*Thierry avait gardé de l'argent en Suisse sur ce compte et ce coffre pour Nicolas Bazire (directeur de cabinet d'Edouard Balladur, ndr) et aussi pour Edouard Balladur. C'est ce que Thierry m'avait dit à l'époque, qu'il allait chercher en Suisse de l'argent de Bazire et de Balladur*», a-t-elle déclaré aux enquêteurs, selon le procès-verbal de l'audition. Pour Hélène de Yougoslavie, «*Nicolas Bazire et Edouard Balladur ne voulaient pas savoir les modalités pratiques mais simplement récupérer l'argent*». «*Une partie de l'argent était prévue pour Edouard Balladur. C'est Bazire qui récupérait l'argent de Balladur et était chargé de le lui remettre*», a-t-elle ajouté.

Il y a un an, Hélène de Yougoslavie avait déjà accusé Thierry Gaubert et l'homme d'affaire franco-libanais Ziad Takieddine de se rendre en Suisse pour y récupérer des sacs d'argent liquide qu'ils remettaient à Nicolas Bazire. Ces révélations, complétées par celle de l'ex-épouse de Ziad Takieddine, avaient conduit à la mise en examen des trois hommes. Mais Edouard Balladur n'a jamais été directement inquiété. Interrogé par l'AFP, l'entourage de l'ex-premier ministre a indiqué ne pas vouloir faire «*de commentaire sur des allégations ridicules*». (lefigaro.fr 18.10)

### On ne touche pas au quatrième pouvoir.

L'Assemblée nationale a rejeté jeudi un amendement UMP au projet de budget qui proposait une baisse de 10% de l'avantage fiscal dont bénéficient les journalistes, qui peuvent déduire 7.650 euros de leur revenu imposable.

"*Il s'agit moins d'une aide à une catégorie professionnelle qu'à une aide à un secteur professionnel qui s'appelle la presse écrite*", "en situation très délicate à l'heure actuelle" et "indispensable à la démocratie", a expliqué le ministre du Budget Jérôme Cahuzac. (nouvelobs.com 18.10)

Valait mieux... pour tenter de tenir juqu'en 2017 !

### Il est passé par ci, il repassera par là...

Selon une information de l'hebdomadaire *Le Canard enchaîné*, Nicolas Sarkozy se serait discrètement rendu au Qatar avant de se rendre à sa conférence à New York.

C'est a priori pour rencontrer son ami l'émir et son premier ministre que l'ex-président de la République est descendu au palace Four Seasons le 8 octobre, avant de prendre le temps d'un petit jogging sur la corniche. Un luxueux hôtel dont le Premier ministre est justement le propriétaire.

Cette discrète escale est peut-être une façon de garder de bons contacts avec des acteurs internationaux influents et de passer derrière l'actuel président de la République. François Hollande avait en effet reçu l'émir à l'Elysée en août et le Premier ministre en juin, au restaurant du musée d'Art islamique de Doha, tenu par Alain Ducasse. L'émirat était alors soucieux de se rapprocher du PS, après avoir longtemps entretenu de fortes relations avec Nicolas Sarkozy. (leparisien.fr 18.10)

Il a dû faire ce voyage pour lever les doutes dans la tête de ces dégénérés sur son éventuel retour au premier plan de la scène politique ou pourquoi pas leur faire croire qu'il n'était pas fini, et qu'il pourrait se représenter en 2017 pour mieux les servir à nouveau.

Non, il n'a pas eu besoin de les rassurer sur les véritables intentions du gouvernement, Fabius s'y était déjà collé avant le 6 mai et depuis Hollande a confirmé "l'amitié" entre la France et le Qatar. L'amitié, cela s'entretient, on comprend.

### Energie. L'arnaque.

À propos de ne plus avoir de problèmes d'énergie, selon le Government Accounting Office (équivalent de la Cour des comptes américaine), le sous-sol du site de Green River Formation (à cheval sur l'Utah, le Wyoming et le Colorado) renfermerait à lui seul 3 000 milliards de barils de pétrole de schiste. Si la moitié de ce pétrole était récupérable, cela équivaldrait à l'ensemble des réserves connues à l'échelle mondiale. (Atlantico 17.10)

Vaut mieux pour l'impérialisme américain épuiser les réserves de pétrole partout où cela est possible dans le monde et conserver les leurs, ainsi tout le monde leur mangera dans la main et plus personne ne sera tenté de contester leur hégémonie sur le monde.

En attendant le prix du baril de pétrole se situe aux alentours de 100 et les compagnies américaines peuvent s'enrichir tranquillement. Que voulez-vous le monde ne s'est pas fait en un jour, alors pour en prendre le contrôle (absolu), ils peuvent concevoir qu'un certain délai s'impose.

### Pauvreté. Satisfecit

À propos de la journée mondiale du refus de la misère, avec 14,1% de la population au-dessous du seuil de pauvreté (964 €/mois), la France est un des pays d'Europe qui compte le moins de pauvres (moyenne européenne: 16,4%). (Atlantico 17.10)

De quoi vous plaignez-vous franchement ?

### Guerre et manipulation psychologique de masse. Google ou la dictature du Nouvel ordre mondiale en marche. (suite)

1- Quand Google menace un Etat.

Aurélie Filippetti, la ministre de la Culture et de la Communication, a déclaré jeudi que ce n'était "*pas avec des menaces qu'on trait [ait] avec un gouvernement*", en réaction à un courrier de Google à l'exécutif menaçant de ne plus référencer les médias français. "*Je suis un peu surprise par le ton de cette correspondance, qui s'apparente à une menace. Ce n'est pas avec des menaces qu'on traite avec un gouvernement démocratiquement élu*", a déclaré la ministre, alors que le géant américain de l'Internet conteste un projet de taxation des moteurs de recherche. (LePoint.fr 18.10)

Elle doit ignorer où elle a mis les pieds et à qui elle a à faire. Bientôt elle sera débarquée ou n'entendra plus parler d'elle. On prend les paris ?

2- Facebook et Twitter : une entreprise mondiale à caractère criminelle.

C'est un nouveau hoax qui en a déçu plus d'un aux Etats-Unis. Un internaute s'est fait passer pour un tétraplégique pendant plusieurs années, inventant entièrement un personnage qui a déclenché la sympathie et l'émotion de nombreux internautes, rapporte Beta Beat.

David Rose était un blogueur californien de 24 ans censé être tétraplégique. Il tenait «*un blog, un compte Facebook et Twitter sur lesquels il postait des messages inspirants et ironiques sur sa vie et son combat contre la maladie*», explique Beta Beat. Il pouvait communiquer grâce à l'ordinateur spécial Tobii qui suit les mouvements des yeux grâce à une technologie infrarouge.

Il commence à se faire connaître sur Internet jusqu'à ce que le site *The Chive* lui consacre un article relatant son histoire et propose une sélection de ses meilleurs tweets. Sa popularité explose, des chaînes de télévision s'emparent de l'information. L'histoire de David Rose provoque l'émotion dans tout le pays.

Arrivé au fait de sa popularité, David Rose décède d'une pneumonie. Sa sœur publie sa lettre d'adieu sur Twitter, rapporte *Daily News*. Alors que la nouvelle de sa mort bouleverse de nombreux internautes et même plusieurs célébrités qui retweetent la lettre, d'autres commencent à douter de la véracité de l'histoire de David Rose.

*The Huffington Post* rapporte qu'une blogueuse a d'abord découvert que la photo que David Rose utilisait n'était pas du tout la sienne, mais celle de Hunter Dunn, un tétraplégique qui apparaît sur le site des ordinateurs Tobii. D'autre part, l'un des rédacteurs du site *The Chive* avait pris un billet pour Los Angeles afin d'assister aux funérailles de David Rose, mais sa supposée sœur, Nichole Rose, a refusé de le rencontrer. Après enquête, *The Chive* n'a trouvé aucun certificat de décès au nom de David Rose à Los Angeles, explique *The Huffington Post*.

Alors que ces révélations sèment le doute chez les internautes, un blogueur utilisant le pseudo Nichole Rose confesse être derrière le hoax et tente d'expliquer ses motivations, relate *Daily News*:

«*David était juste un personnage, une partie de mon psyché. (...) Je n'avais pas l'intention de devenir célèbre avec cette ruse. (...) Il n'y avait aucune tentative de rencontrer quelqu'un en personne, c'était juste un jeu de rôle.*» (slate.fr 17.10)

Facebook et Twitter sont assimilables à une entreprise mondiale à caractère pernicieuse et criminelle, ayant pour objectif de déstabiliser les esprits les plus faibles pour mieux les manipuler.

Que risquent-elles ? Rien, puisque ce sont les personnes qui s'y connectent qui s'abusent eux-mêmes ou se laissent abuser malgré eux par des paranoïaques ou des schizophrènes qui essaient sur leurs supports en diffusant de fausses informations, ou encore des manipulateurs professionnels agissant dans l'ombre (agences de renseignement des différents pays) qui propagent des messages haineux à caractère racine, antisémite ou xénophobe.

Le but de cette opération ou leur véritable intention est de conduire les personnes qui se connectent à leur support à finir par douter de tout et de tout le monde, afin de renforcer leur tendance à l'individualisme, ce que les personnes seront incapables de suspecter imaginant au contraire que ces supports ont été créés justement pour leur permettre d'entrer en relation avec des gens qu'ils ne connaissaient pas ou parfois de rompre avec leur isolement ou leur solitude, pour leur bien en somme.

Quand vous avez été abusé à ce niveau-là, vous aurez tendance à n'avoir plus confiance en personne, pas même en vous. Pourquoi est-il si difficile de refaire sa vie après une séparation ou un divorce ou un décès ? Pourquoi est-il si difficile (ou même impossible la plupart du temps) d'adhérer à un autre parti quand vous avez été abusé une fois ?

Vous remarquerez que les sectes se présentent innocemment de la même manière. L'homme est faible et ignorant par nature à sa naissance, leur but est de faire en sorte qu'il le reste tout au long de son existence. A suivre.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Les coupables viennent de loin !

- Najat Vallaud-Belkacem lance un programme "*anti-sexisme*" en maternelle - L'Express.fr

Quelle abrutie ! Au moins on sait pourquoi Hollande et Ayrault l'ont choisie pour faire partie de leur gouvernement.

### Bon pour service rendu au régime.

- Les journalistes conservent leur avantage fiscal intact - Le Nouvel Observateur

### Manipulation. Quand Le Figaro prend ses désirs pour la réalité.

- Les Français pensent que les riches ne sont pas assez aimés - LeFigaro.fr

Qu'ils ne sont pas encore assez riches en somme !

### La faute à qui ? Qu'on les mette au smic !

- Santé : échec des négociations sur les dépassements d'honoraires - Liberation.fr

- 20% de Français renoncent aux soins médicaux - Le Nouvel Observateur

### Merkel ou le bras armé du Nouvel ordre mondial en Europe.

- Merkel veut que l'UE puisse rejeter le budget d'un pays membre - LePoint.fr

Ce n'aurait pas été juste de dire Merkel ou le bras armé du Nouvel ordre mondial en Europe après Cameron, puisque la Fed ou la Banque d'Angleterre partage le même coffre-fort.

C'est depuis les années 20-30 que l'Allemagne est devenue l'alliée indéfectible des Etats-Unis... Qui le sait ou en a la moindre idée ? Personne ou presque. Les faits qui le prouvent sont tellement nombreux que cela en est navrant. Du coup qui comprend ce qui se passe réellement ? Même réponse. Question : Pourquoi ?

### A quoi cela sert-il une guerre ? Réponse.

- Grèce, Portugal, Espagne, la dévastation... La crise est-elle en train d'effacer 25 ans de bienfaits européens ? - Atlantico.fr

### Rappel.

- Guerre des brevets: Apple de nouveau débouté contre Samsung - L'Expansion.com

A Londres après Washington, normal, c'est la même boutique, pardon les mêmes banquiers, non mais enfin, c'est qui les maîtres du monde ! Pour combien de temps encore ?

Quel aveu !

- Antiterrorisme: la provocation aux attentats, une pratique légale aux Etats-Unis, impensable en France - L'Express.fr

En France, l'Etat fait mieux encore quelque part.

Ils manipulent des islamistes radicaux ou des gauchistes tout en sachant qu'ils ne peuvent pas exercer un contrôle total sur leurs agissements et prévoir à l'avance à quel moment ils passeront éventuellement à l'action, ils appelleront cela une bavure le cas échéant, et puis il y a le secret défense, ce qui fait de l'Etat un complice de leurs crimes à venir. Si M. Merah était véritablement l'auteur des tueries de Montauban et Toulouse, on pourrait résumer ainsi le rôle et la responsabilité de la DCRI, de Sarkozy, de l'Etat.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

##### 1.1- Hold-up sur le Livret A.

Le gouvernement a signé mercredi l'acte de naissance de la Banque publique d'investissement (BPI) promise par François Hollande et a confié à Nicolas Dufourcq, numéro deux de Capgemini, le soin d'en faire le fer de lance des PME françaises.

L'ambition du président est de reproduire en France grâce aux financements de la BPI, le succès du "*Mittelstand*", ce vivier d'entreprises de taille intermédiaire qui assurent à l'Allemagne une balance commerciale largement excédentaire.

Prenant comme référence la banque publique allemande KfW, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a annoncé que la BPI aurait une capacité globale de financement de 40 milliards d'euros.

*"Les missions de la banque, ce sera bien sûr de faire des prêts mais c'est aussi d'accompagner tout au long de leur vie et de leur développement chacune des entreprises, de les aider à l'export, de les soutenir à l'innovation et de favoriser partout la transition énergétique"*, a déclaré Jean-Marc Ayrault.

La banque aura une puissance de frappe de plus de 40 milliards d'euros au total et pourra se refinancer sur les marchés.

*"Cela donne une capacité de 20 milliards d'euros en prêts, 12 milliards d'euros de capacité en garanties, 10 milliards d'euros de capacité d'investissement en fonds propres sur le quinquennat"*, a détaillé Pierre Moscovici.

La banque bénéficiera des liquidités que les Français auront eu la possibilité de transférer grâce au doublement du plafond du Livret de développement durable et l'augmentation de celui du Livret A. (Reuters 17.10)

Oui vous avez bien lu, il s'agit d'un hold-up sur l'argent que les travailleurs ont placé sur le Livret A sur vos économies qui seront gracieusement mises à disposition des patrons qui paieront leurs salariés avec un lance-pierres et continueront de s'enrichir et ainsi de suite...

Les fonds déposés sur le Livret A ne devaient-ils servir au financement de la construction de logements sociaux ? Ah les priorités du gouvernement "*socialiste*" sont ailleurs ! Quelle surprise, n'est-ce pas monsieur Patrick Hébert (POI-CCI) ?

##### 1.2- Comment faire baisser le coût du travail l'air de rien ? Mode d'emploi.

Le gouvernement français a annoncé jeudi le déblocage de 40.000 contrats aidés supplémentaires dans le secteur non

marchand, après les 80.000 annoncés en juin, dans le cadre des mesures visant à répondre à la hausse continue du chômage.

"Au total ce seront 440.000 contrats aidés non marchands qui seront mobilisés en 2012, et environ 500.000 en incluant les contrats aidés dans le secteur marchand", écrit le ministère du Travail dans un communiqué.

"Ces nouveaux contrats permettront de répondre aux besoins exprimés sur les territoires, corrigeant les moyens insuffisants prévus par le gouvernement précédent qui avait concentré les moyens sur la première moitié de l'année", poursuit le communiqué. (Reuters 18.10)

Donc si l'on compte bien, cela fait quelque 994.000 emplois exonérés en partie ou en totalité de cotisations sociales que l'Etat règlera à la place de patrons d'entreprises ou d'associations qui en réalité s'assimilent ou fonctionnent comme des entreprises, on pourrait soustraire les emplois destinés aux collectivités territoriales, et que les travailleurs paieront à leur place par l'impôt et les taxes.

C'est un autre moyen de faire baisser le coût du travail dont on n'entend pas vraiment parler dans nos rangs, normal puisque bon nombre de ces associations sont liées au PS ou au PCF ou encore au NPA. C'est aussi un moyen par lequel l'Etat achète la paix sociale.

## 2- Equateur

Nouveau revers pour la compagnie pétrolière Chevron dans ses déboires judiciaires en Equateur. Un tribunal de ce petit pays d'Amérique du Sud a ordonné, mardi 16 octobre, le gel des actifs du géant pétrolier américain dans le pays, en raison de son refus de payer une amende de 19 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros) pour dégâts à l'environnement. La valeur des avoirs ainsi confisqués atteindrait 200 millions de dollars (152 millions d'euros).

La cour de la province amazonienne de Sucumbios a souligné, dans son jugement, que cette décision concernait l'ensemble des actifs de la compagnie dans le pays, y compris à travers ses filiales. "*L'exécution de cette décision s'impose sur la totalité du patrimoine de Chevron jusqu'à l'accomplissement total de son obligation*", a indiqué le juge Wilfrid Erazo, en référence à l'amende que la société refuse de payer.

Cette décision intervient une semaine après que la Cour suprême des Etats-Unis, saisie par Chevron, a refusé de bloquer l'amende infligée par la justice équatorienne en 2011. "*Pour les villageois de l'Amazonie, c'est un premier pas énorme vers le paiement de la totalité des 19 milliards de dollars*", s'est réjoui Pablo Fajardo, principal avocat des communautés villageoises qui poursuivent la compagnie.

Quelque 30 000 indigènes et petits agriculteurs accusent Texaco, acquise en 2001 par Chevron, d'avoir pollué de vastes zones de la forêt amazonienne alors qu'elle y exploitait du pétrole, de 1964 à 1990. Selon les plaignants, des dégâts environnementaux très graves ont été causés par le déversement dans des fosses à ciel ouvert de déchets pétroliers qui ont ensuite contaminé sols et rivières, et empoisonné la population.

L'amende décidée par le tribunal de Lago Agrio est la plus forte dans toute l'histoire du droit de l'environnement, dépassant celle initialement infligée à ExxonMobil pour la marée noire de l'Alaska en 1989, de 4,5 milliards de dollars.

Chevron estime pour sa part que les preuves présentées par les plaignants sont "*sans fondement scientifique*", que Texaco a nettoyé toutes les fosses et que le jugement est fondé sur une "*application rétroactive et illégale de la législation*".

Chevron peut toujours espérer échapper à son amende record. La Cour suprême de l'Equateur doit encore se prononcer sur la condamnation. Et la compagnie a demandé l'arbitrage d'un comité international, en vertu d'un accord commercial entre l'Equateur et les Etats-Unis. Ce comité doit commencer à examiner le contentieux au mois de novembre.

L'ensemble du secteur pétrolier guette attentivement l'issue de cette bataille judiciaire, qui pourrait influencer l'évolution d'autres affaires de pollutions liées à leurs activités. Poursuivie par une association du Nigéria, la compagnie Shell est ainsi jugée depuis le jeudi 11 octobre à La Haye, aux Pays-Bas, pour des fuites de pétrole dans le delta du Niger. lemonde.fr 17.10)

## 3- Etats-Unis

La censure exercée par la justice militaire de Guantanamo, visant à garder "top secret" tous les faits et gestes des accusés du 11-Septembre, a été sévèrement critiquée par la défense, au deuxième jour d'une audience boycottée par le cerveau des attaques.

La défense a littéralement "*supplié*" le juge militaire de l'aider à comprendre "*quelle information est en réalité classée secret défense*" dans le passé des cinq hommes accusés des attentats les plus meurtriers de l'histoire américaine.



Comme "*toutes les déclarations des accusés sont présumées contenir des informations top secret*", parle-t-on aussi de "*ce qu'ils vont avoir à manger à midi*"?, a demandé l'avocat James Connell.

Quatorze médias et une organisation de défense des libertés (Aclu) ont plaidé en faveur de la transparence des débats, dénonçant "*l'antichambre de la censure*" qui prive le grand public d'informations précieuses sur "*le procès pour terrorisme le plus important de notre temps*".

Ces échanges ont eu lieu en l'absence de trois des cinq accusés, qui ont choisi de ne pas assister à l'audience, après y avoir été autorisés la veille par le juge militaire.

Cette audience, la première depuis la mise en accusation des cinq hommes en mai, est destinée à préparer leur procès, qui ne s'ouvrira pas avant un an sur la base navale américaine, située à Cuba à des milliers de kilomètres de Manhattan où le président Barack Obama voulait initialement les juger.

Mardi, comme tous les jours d'audience, les familles des victimes du 11-Septembre et les journalistes assistaient aux échanges derrière une paroi vitrée, où les mots leur parviennent avec 40 secondes de différé. Ce délai permet à un censeur d'appuyer sur un interrupteur et de brouiller toutes les déclarations jugées sensibles pour la sécurité nationale.

"*Les tribunaux américains n'ont pas d'antichambre de la censure qui sépare le public de la salle du tribunal*", a protesté Hina Shamsi, l'avocate de l'Aclu.

"*Le public a le droit de savoir ce qui est fait ici en son nom*", a lancé pour sa part l'avocat des médias, David Schulz. Le priver "même temporairement" des informations dites classifiées "*viole la Constitution*", a-t-il dit.

Le juge James Pohl a rétorqué que "*ce délai de 40 secondes était simplement un instrument pour des déclarations inattendues*", "*je ne vois qu'une abondance de précaution si quelque chose sort sans prévenir*".

Au coeur du débat, les mauvais traitements assimilés à de la torture que les accusés ont endurés lors de leur détention dans des prisons secrètes avant leur transfert à Guantanamo en 2006.

"*Comme les accusés ont été détenus et interrogés selon le programme de la CIA, ils ont été exposés à des sources, des méthodes et des activités classifiées (...) et sont en position de révéler ces informations publiquement*", argue le gouvernement américain, dans son recours, qui réclame de maintenir le caractère secret de l'audience au nom de la sécurité nationale.

L'avocat Kevin Bogucki a évoqué un "*immense parapluie*" qui vise à dissimuler "*tous les souvenirs et le passé*" des accusés. (AFP 17.10)

Sachant qu'ils ont été manipulés par la CIA qui a orchestré ces attentats, exactement de la même manière qu'avant-hier devant le siège de la Fed, ils ne peuvent pas permettre aux accusés de s'exprimer librement, car par recoupement la vérité pourrait jaillir au grand jour, ce qui produirait un scandale si gigantesque que les Etats-Unis seraient ravalés au statut d'Etat terroriste et son hégémonie sur le monde ainsi que le plan du cartel des banquiers de la Fed définitivement compromis.

Ce serait les rapports politiques établis à l'échelle mondiale qui en seraient bouleversés, ce qui n'est même pas envisageable pour leurs ennemis déjà en proie à des tensions sociales grandissantes dans leur propre pays respectif.

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Alcatel-Lucent va supprimer plus de 1.400 emplois en France.

L'équipementier télécoms Alcatel-Lucent a annoncé jeudi qu'il prévoyait de supprimer plus de 1.400 emplois en France dans le cadre de son vaste plan de restructuration qui se traduira par 5.490 réductions de postes au total dans le monde.

Au total, a annoncé Alcatel-Lucent lors d'un comité de groupe européen, 3.300 postes seront supprimés en Europe et dans la zone Moyen-Orient-Afrique, dont 1.430 en France. Cela représente respectivement 60% et 26% des réductions prévues.

La France, où le groupe emploie environ 9.000 personnes, paie ainsi un lourd tribut avec une coupe de 15% dans ses effectifs.

"On est sous le choc", a déclaré à Reuters Isabelle Guillemot, membre de la CFDT d'Alcatel-Lucent, précisant que le chiffre des réductions d'effectifs en France était dans le haut de la fourchette des estimations du syndicat.

"Le nombre de suppressions d'emplois est énorme. Une catastrophe humaine et industrielle", souligne dans un communiqué la même organisation, qui appelle le gouvernement à "prendre clairement en charge ce dossier".

Le gouvernement a réagi aux suppression de postes d'Alcatel-Lucent en annonçant "un plan d'action pour l'ensemble de la filière des équipementiers de télécoms passant notamment par une relance des investissements des opérateurs dans les réseaux à très haut débit".

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, et Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée de l'Economie numérique, ont également fait savoir qu'il seraient "extrêmement vigilants à ce que le projet (...) préserve les fonctions les plus stratégiques du groupe en France (et) à ce qu'un dialogue exemplaire soit mis en place avec les organisations syndicales".

Alcatel-Lucent emploie au total 76.000 personnes dans 130 pays.

Le détail des sites touchés n'a pas été communiqué par l'entreprise, qui organisait un comité de groupe spécifique à la France dans l'après-midi.

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et CGT ont cependant annoncé en fin de journée que la direction prévoyait la fermeture du siège de la filiale française à Vélizy (Yvelines), plus gros site du groupe dans le pays avec 2.400 salariés.

Une porte-parole a toutefois précisé que les salariés de Vélizy seraient redéployés sur le site de Villarceaux (Essonne) pour en faire le deuxième centre de recherche et développement du groupe au monde.

Des comités d'entreprise sont programmés vendredi dans les filiales du groupe en France, ont également fait savoir les syndicats. Ils prévoient d'organiser des assemblées générales le même jour et la CFDT a lancé un appel à des manifestations.

"Ce sont des décisions difficiles mais elles sont nécessaires pour la santé et la rentabilité durable du groupe à long terme", a déclaré un porte-parole d'Alcatel. Le groupe a en outre souligné que la France restait un "élément névralgique".

Les fabricants d'équipements télécoms traversent une période difficile face à la dégradation de la conjoncture, qui pèse sur les revenus de leurs clients opérateurs alors que la guerre des prix continue de faire rage dans le secteur.

Les équipementiers européens doivent en outre faire face à la concurrence des asiatiques Huawei et ZTE, particulièrement agressifs en matière de prix.

L'annonce d'un nouveau plan de restructuration de la société franco-américaine a sonné comme une nouvelle désillusion pour le groupe issu de la fusion entre Alcatel et Lucent en 2006.

Trop petit par rapport à ses principaux concurrents, le groupe, qui souffre également d'une importante consommation de trésorerie, a échoué pour l'heure à atteindre son objectif de redevenir une entreprise "normale", c'est-à-dire en croissance, profitable et qui génère du cash. (Reuters 18.10)

A lui seul le contenu de cet article confirme l'analyse de l'évolution du capitalisme mondial (et ses conséquences sur le plan social) que j'ai exposée ces derniers jours dans le site.

## 1.2- Le groupe d'immobilier et de loisirs Pierre et Vacances supprime 195 emplois.

Le groupe d'immobilier et de loisirs Pierre et Vacances a annoncé jeudi un plan social concernant 195 personnes en France et en Europe, après une chute de 5,1 % de ses ventes annuelles et de 10,7 % pour le seul dernier trimestre, en raison d'un contexte jugé "difficile". "Compte tenu de la persistance des difficultés économiques en France et en Europe, le groupe a décidé d'accélérer et d'intensifier par de nouvelles mesures le plan de transformation initié fin 2010, afin d'obtenir des économies significatives dès l'exercice 2012/2013", explique le groupe, qui emploie près de 7 500 salariés.

Interrogé, Pierre et Vacances a souligné que, dans le cadre de ce premier plan social de son histoire, "deux modalités seront privilégiées : un plan de départs volontaires aidés et des aides au reclassement externe, afin de minimiser les impacts sociaux". Le groupe n'a pas non plus communiqué la répartition par pays des suppressions de postes. Outre la France, il est présent en Belgique, en Allemagne, en Espagne, aux Pays-Bas.

Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 450 millions d'euros au quatrième trimestre, soit une chute de 10,7 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, à données comparables. Pour son exercice annuel décalé, clos au 30 septembre, Pierre et Vacances a enregistré un recul de ses ventes de 5,1 % à 1,42 milliard d'euros, un chiffre qui s'explique surtout par une baisse de 16,4 % du chiffre d'affaires du pôle immobilier, alors que le pôle tourisme n'affiche qu'un repli de 1,3 % des ventes.

Dans ce contexte, Pierre et Vacances a expliqué que ses résultats 2012, qui seront présentés le 6 décembre, seront moins bons qu'espérés. (lepoint.fr 18.10)

## 2- Grèce

2.1- Avocats, médecins, pharmaciens, dentistes, notaires et journalistes étaient appelés à la grève en Grèce mercredi, à la veille d'une journée nationale d'action des syndicats contre le nouveau train de rigueur et de réformes que la Grèce se prépare à adopter.

Les professionnels concernés en grève mercredi étaient appelés à divers rassemblements à Athènes, devant converger en début d'après-midi devant le ministère des Finances par leurs syndicats, qui protestent notamment contre un durcissement des régimes fiscaux et d'assurances sociales de leurs corps.

De nombreuses pharmacies fonctionnaient aussi normalement dans le centre, tandis que côté hôpitaux publics, la grève de 48h00 pour protester contre une rigueur menaçant selon les syndicats de "détruire la société grecque" ne perturbait pas de manière significative le fonctionnement des services, selon le ministère de la Santé.

En revanche, la grève des journalistes, dont le syndicat impose le suivi sous peine de sanctions, était largement suivie, privant le pays de bulletins télévisés, radios et de sites internet mis à jour.

Frappés par des baisses de salaires et des licenciements en rafale dans un secteur sinistré par la crise, les journalistes réclament des mesures de sauvegarde de l'emploi et de leur protection sociale.

Ils ont choisi de débrayer mercredi pour pouvoir couvrir la grève générale, la deuxième en moins d'un mois, à laquelle les centrales syndicales ont appelé pour jeudi, en protestation contre le nouveau tour de vis, concrétisé par des économies budgétaires de 13,5 milliards d'euros.

La date du 18 octobre pour lancer un appel à la grève générale a été retenue par les syndicats pour coïncider avec le sommet européen, où le gouvernement grec de coalition entend afficher sa détermination à mettre en oeuvre les recettes de redressement dictées par l'UE et le FMI pour obtenir la reprise de la perfusion financière qu'ils ont accordée au pays pour le sauver de la faillite, mais est gelée depuis juin.

Cette grève générale, assortie de manifestations à la mi-journée dans les grandes villes doit notamment perturber les transports, clouant au port tous les ferries desservant les îles et interrompant en mi-journée le trafic aérien du fait d'un arrêt de travail des contrôleurs du ciel.

Après deux mois de laborieuses tractations, compliquées par les divergences entre UE et FMI sur les moyens d'extraire la Grèce de son endettement abyssal, Athènes et la troïka de ses créanciers (UE, BCE, FMI) sont arrivés à un accord sur l'essentiel de ce plan, selon le ministère des Finances.

Des divergences subsistent toutefois sur la dérégulation du marché du travail, au vu du refus des alliés socialiste et de gauche de M. Samaras de céder aux demandes de la troïka sur des mesures facilitant les licenciements et gelant le salaire minimum à son niveau, raboté à l'hiver dernier, de 580 euros mensuels. (AFP 17.10)

2.2- Un homme de 65 ans est mort aujourd'hui pendant la manifestation. Xenofondas Lougaris, ingénieur, était sans emploi depuis 6 ans.

L'année dernière, presque jour pour jour, un membre de PAME de 53 ans était mort pendant la manifestation dans des conditions similaires.

Plusieurs cortèges avaient commencé dans la matinée, avec Syntagma en point de mire pour tous les syndicats et manifestants. Mais tous n'ont pas pu rejoindre la place. La police a utilisé la même stratégie que durant le mois de février : faire en sorte de casser les très grands cortèges en plus petits groupes pour éviter toute concentration de la foule.

L'épisode habituel des cocktails molotov et des répliques à coup de gaz lacrymogène a bien eu lieu, mais plus tôt que d'habitude (avant 14h). La manifestation a été étouffée par la police anti-émeute dans les heures qui ont suivi les

premiers affrontements.

Des manifestations ont aussi eu lieu en province et dans certaines îles, notamment en Crète.

Bilan actuel : Environ 100 000 manifestants (Athènes + Thessalonique), plus de 50 arrestations, 3 blessés, 1 mort.

Comme à chaque manifestation en Grèce, OkeaNews suit les événements. Ce « *storify* » propose la liste des tweets importants de la journée. Aujourd'hui, un homme de 66 ans est mort d'un arrêt cardiaque pendant la manifestation. Comme il y a un an, presque jour pour jour. (okeanews.fr 18.10)

### 3- Espagne

Brandissant des pancartes réclamant "*une école publique de tous, pour tous*", des milliers d'étudiants et de lycéens ont manifesté mercredi à Madrid, comme dans une dizaine de villes d'Espagne, contre les coupes budgétaires qui frappent l'éducation. "*L'argent du banquier pour le lycée ouvrier*", criaient jeunes et adolescents, pour beaucoup vêtus du tee-shirt vert devenu l'emblème de ces manifestations et qui répondaient à l'appel à défilé lancé par le Syndicat des étudiants.

Environ 3 000 jeunes ont aussi manifesté à Barcelone (nord-est), selon la police, et plusieurs milliers à Valence (est), ces cortèges ponctuant une grève d'étudiants et lycéens de trois jours qui s'achèvera jeudi avec une manifestation où viendront les rejoindre des enseignants et parents.

Dans le vacarme du défilé madrilène, les lycéens se plaignaient de la réduction du nombre d'enseignants. En plus des amphithéâtres bondés, les étudiants se plaignent, eux, de la hausse du coût des inscriptions à l'université. "*Les frais ont énormément augmenté : l'année dernière, l'inscription coûtait 700 euros et cette année 1 300*", affirme Laura Ruiz, étudiante en journalisme de 21 ans.

Engagé dans une cure de rigueur sans précédent, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy veut économiser 150 milliards d'euros entre 2012 et 2014. Prix de cet effort, les dépenses dans l'éducation ont été réduites de plus de 1 milliard d'euros en 2012 par rapport à l'année précédente, et on comptait déjà près de 3 000 professeurs en moins pendant l'année scolaire 2011-2012, sur un total de 494 000, selon le ministère de l'Éducation. (lepoint.fr 17.10)

### 4- Suède

L'opérateur télécomsuédois TeliaSonera va supprimer 2000 emplois, soit 7% de ses effectifs, a-t-il annoncé après avoir fait état d'une baisse de 1,2% de son bénéfice net au troisième trimestre, soit moins bien qu'attendu.

De juillet à septembre, le résultat net est ressorti à 4,8 milliards de couronnes (555,85 millions d'euros) contre 4,86 milliards un an auparavant, alors que les analystes consultés par DowJones Newswires tablaient au contraire sur une légère hausse de 1,6%.

TeliaSonera, qui a confirmé ses objectifs annuels, entend réaliser des économies, alors que son service mobilité est affecté par "*une baisse des revenus sur plusieurs marchés*". Le PDG de TeliaSonera Lars Nyberg a ainsi annoncé des coûts de restructuration de 2 milliards de couronnes dans les deux années à venir. "*Cela comportera aussi des réductions de personnel et notre estimation initiale est que cela affectera approximativement 2000 employés, soit 7% des effectifs du groupe*", déclare-t-il dans le communiqué.

Lars Nyberg explique que les coûts de TeliaSonera augmentent aujourd'hui à un taux plus élevé que ses revenus et "*il faut inverser cette tendance*", avance-t-il. "*Nous avons passé les derniers mois à analyser nos opérations en profondeur*", poursuit-il, souhaitant un changement fondamental dans l'entreprise qui doit "*simplifier sa façon de travailler*". (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

### 5- Tunisie

Les médias tunisiens observent une grève nationale ce mercredi, après trois mois de tensions croissantes avec le gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda. Celui-ci est accusé de s'en prendre à la liberté de la presse et de chercher à contrôler les médias, selon le Syndicat National des Journalistes Tunisiens, (SNJT).

Un communiqué publié dans le Temps -quotidien national tunisien- dénonce cette politique: "*Nul ne peut nier que le Gouvernement provisoire n'a pas lésiné sur les moyens pour mettre la main sur les médias et museler la presse*", le journal précise toutefois que ces déclarations n'engagent que leurs auteurs.

Une journaliste en grève de la faim hospitalisée

Dans le même temps, Lamia Cherif, une journaliste du groupe de presse Dar Essabah a été hospitalisée, après une grève de la faim menée avec cinq autres collègues depuis le 12 octobre. Les employés sont en conflit ouvert avec leur directeur général, Lotfi Touati, nommé en août par les autorités tunisiennes, et soupçonné d'être sous influence. (lexpress.fr 17.10)

## 6- Afrique du Sud

Le président Jacob Zuma a exhorté mercredi les mineurs à mettre fin aux grèves sauvages à l'origine d'une crise sociale sanglante et ruineuse pour l'économie sud-africaine et qui met aussi à l'épreuve sa propre autorité.

A deux mois d'un congrès de l'ANC --le parti au pouvoir-- où il espère être réélu facilement, M. Zuma n'a pas envie d'apparaître comme le président d'un pays en plein chaos économique avec une devise nationale au plus bas depuis trois ans et des agences financières guettant le moindre signe pour dégrader encore davantage la note de l'Afrique du Sud.

*"Nous appelons les travailleurs participant à des grèves sauvages à retourner au travail dès que possible afin que la production dans l'industrie minière revienne à la normale"*, a déclaré le président Zuma, à l'issue d'une réunion avec les partenaires sociaux dont il a lu la déclaration finale commune.

*"Le droit de grève et de manifester, protégé par la Constitution, doit être exercé pacifiquement. Nous ne transigerons pas là-dessus"*, a-t-il ajouté sans annoncer de véritable décision.

*"Nous assurons les travailleurs que nous sommes conscients des frustrations et des difficultés apparues de plus en plus clairement au fil des manifestations"*, a-t-il ajouté.

*"Ces doléances légitimes méritent qu'on s'en occupe"*, a-t-il dit, promettant un plan pour répondre aux besoins en logement des mineurs.

Il a aussi évoqué ces *"disparités de salaires qui crée du ressentiment et entame la cohésion sociale entre Sud-Africains"*.

*"Ils n'auraient jamais dû utiliser la force contre les mineurs, ça a braqué les travailleurs. Le gouvernement a été incroyablement désinvolte et insensible à propos de ce secteur fondamental pour des millions de Sud-Africains"*, juge de son côté Moeletsi Mbeki, commentateur politique et frère de l'ancien président Thabo Mbeki, évincé par M. Zuma en 2007. (AFP 17.10)

## 7- Chine

Le géant taïwanais de l'électronique Foxconn Technology Group, sous-traitant d'Apple, a reconnu mercredi avoir fait travailler dans une usine chinoise de jeunes adolescents, âgés pour certains de seulement 14 ans, dans le cadre d'un programme de stages pour étudiants.

Le groupe était depuis un certain temps dans le collimateur d'activistes chinois qui l'accusaient d'utiliser des stagiaires comme main d'oeuvre à bas coût pour des emplois à bas salaires et peu attractifs.

Foxconn, nom commercial de Hon Hai Precision Industry, a dit avoir découvert que certains stagiaires d'une usine située dans la province de Shandong avaient effectivement moins de 16 ans, âge légal pour travailler en Chine.

*"Selon notre enquête, ces stagiaires, âgés de 14 à 16 ans, ont travaillé sur ce site pendant environ trois semaines"*, a fait savoir le groupe dans un communiqué.

*"Cela ne représente pas uniquement une violation de la loi chinoise, mais aussi de la politique de Foxconn. Des mesures ont été immédiatement prises pour renvoyer les stagiaires vers leurs lieux d'études"*, explique le groupe, précisant qu'il s'agit d'un cas isolé. Des excuses ont été présentées aux jeunes concernés, dont le nombre n'a pas été dévoilé.

Foxconn est le plus important sous-traitant du groupe américain Apple et travaille également pour Dell, Sony et Hewlett-Packard. (Reuters 17.10)

Une réponse (dénonciation) de son concurrent Samsung à ses procès perdus contre Apple aux Etats-Unis et hier en Grande-Bretagne ? En Chine, vérifie-t-il l'âge de leurs salariés ?



## ECONOMIE

### 1- Energie.

SunPower, filiale solaire du géant pétrolier français Total basée aux Etats-Unis, a annoncé mardi un plan de restructuration prévoyant la suppression de 900 postes essentiellement aux Philippines, rattrapée à son tour par la crise du secteur photovoltaïque.

Elle comptait plus de 5.000 employés au premier janvier. Dans le cadre de cette réorganisation, la filiale va interrompre temporairement six des douze lignes d'une usine de production de cellules photovoltaïques située aux Philippines, et réduire de 20% sa production de panneaux solaires dans ce pays, "*afin de réduire fortement ses stocks et ses dépenses opérationnelles et d'améliorer son efficacité*", a indiqué SunPower dans un communiqué. Industrie qui souffre de surcapacités

"*De plus, la société va réduire ses effectifs d'environ 900 employés, des réductions qui interviendront essentiellement aux Philippines*", a ajouté SunPower. "*Les conditions au sein du secteur restent difficiles et (...) nous devons prendre des décisions prudentes pour rester compétitifs au sein d'une industrie qui souffre de fortes surcapacités*", a justifié le PDG de SunPower Tom Werner, cité dans le communiqué.

SunPower va ainsi payer à son tour un tribut à la crise de surcapacité qui secoue le secteur photovoltaïque et a déjà entraîné la chute de plusieurs fabricants de panneaux solaires en Europe et aux Etats-Unis. Malgré ce contexte défavorable, la filiale de Total a tout de même inauguré au printemps une usine de fabrication et d'assemblage de panneaux photovoltaïques à Porcellette (Moselle), qui doit à terme produire 150.000 panneaux par an et employer 80 salariés. (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

Tiens donc, une "*crise de surcapacité*", de surproduction. Comme quoi, si vous avez lu mes derniers articles. Et le TSCG, il vient d'où au fait ? C'est marrant, j'ai comme l'impression que nos dirigeants ne sont pas vraiment pressés de faire le lien entre les deux, non ? Pourquoi ?

### 2- FMI

L'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Olivier Blanchard, a jugé "*fondamental*" que l'Espagne et l'Italie bénéficient d'un plan disposant d'une "*garantie de financement*", dans un entretien mercredi au Corriere de la Sera. "*A court terme, il serait fondamental qu'il y ait un plan pour les deux grands pays périphériques (de la zone euro), qui comporte non seulement un processus d'ajustement interne continu, mais aussi la garantie d'un financement, à condition que ces pays mettent vraiment en oeuvre leurs plans*", a-t-il déclaré.

"*Nous en sommes proches mais nous ne sommes pas encore exactement arrivés à ce point*", a-t-il ajouté en allusion au programme de rachat des obligations souveraines de pays en difficulté, baptisé OMT, annoncé début septembre par la Banque centrale européenne (BCE), mais auquel aucun pays de la zone euro n'a encore fait appel. (L'Expansion.com avec AFP 17.10)

### 3- Banques et multinationales

#### 3.1- Nathaniel Rothschild jette les gants.

JAKARTA – Le fils du baron de Rothschild, Nathaniel, a démissionné du géant du charbon Bumi, société qu'il avait fondée dans l'espoir de créer une plateforme internationale réunissant notamment les principales houillères indonésiennes, a-t-on appris mardi de sources concordantes.

La démission de M. Rothschild fait suite à une longue bataille avec l'autre homme fort de Bumi, l'Indonésien Aburizal Bakrie, un des hommes d'affaires les plus riches d'Indonésie et candidat à la future élection présidentielle en 2014. Les deux hommes sont à couteaux tirés depuis de longs mois : en novembre 2011, M. Rothschild avait rendu publique une lettre dans laquelle il réclamait un grand ménage dans les comptes de Bumi Resources, première société houillère indonésienne fondée par les frères Bakrie et dans laquelle Bumi plc détient 29%.

La missive avait été peu appréciée par M. Bakrie et M. Rothschild avait été démissionné de son poste de président du conseil d'administration de Bumi plc en mars dernier. Mais le puissant financier est revenu à l'assaut, faisant diligenter une enquête en septembre sur de possibles irrégularités financières au sein de Bumi Resources. Aburizal Bakrie avait répondu en demandant auprès du conseil d'administration de Bumi plc le divorce pur et simple entre la société londonienne et ses actifs indonésiens, ce qui consisterait notamment à annuler la participation que Bumi plc détient dans Bumi Ressources.

C'est contre ce projet que M. Rothschild entend dorénavant se lever en abandonnant son poste d'administrateur. Accepter la proposition Bakrie avant la conclusion de l'enquête sur les comptes de Bumi Resources serait une honte, estime l'héritier de

la famille Rothschild dans sa lettre de démission remise au président de Bumi plc, Sami Tan. « *Je suis déterminé à me battre pour les investisseurs et je peux le faire de manière plus efficace en dehors (du conseil d'administration)* », ajoute-t-il dans la lettre, citée par l'agence Dow Jones. Le groupe Bakrie a répondu avec la même dureté à la missive de M. Rothschild. Il aurait dû démissionner plus tôt... « *S'il l'avait fait il y a plus de douze mois, l'action aurait grimpé et non baissé comme aujourd'hui* », a estimé Christopher Fong, vice-président du groupe Bakrie, dans un courriel à l'AFP. Le titre Bumi Plc a chuté de plus de 70% en un an environ. « *M. Rothschild représente une menace pour l'ensemble des actionnaires* », a ajouté M. Fong.

L'AFP se trompe. L'action a chuté de 1250 à 150 plus bas du 24 septembre, avant de rebondir à 250. Elle a perdu 80% de sa valeur en 18 mois. Nous pourrions changer le titre de l'AFP « *Nathaniel Rothschild jette les gants* » pour BUMI jette le gland. (liesi 16.10)

« *S'il ne peuvent [les gouvernements] aborder le problème d'une manière crédible, je pense que dans l'espace de peut-être deux à trois semaines nous aurons un effondrement des dettes souveraines qui aura comme effet l'effondrement du système bancaire européen. Nous ne parlons pas simplement ici d'une relativement petite banque belge, nous parlons des plus grosses banques du monde, les plus grosses banques d'Allemagne, les plus grosses banques de France, et cela touchera le Royaume-Uni, cela s'étendra partout car le système financier mondial est tellement interconnecté. Toutes ces banques sont les contreparties de toutes les banques importantes en Amérique, et en Grande-Bretagne, et au Japon et dans le monde entier. Ce serait une crise qui serait selon moi plus sérieuse qu'en 2008?.* »

Ainsi s'exprime un des conseiller au FMI, le docteur Robert Shapiro le 5 octobre 2012, confirmé dans ses propos par Lord Mynersi qui pense que l'on approche d'une « *véritable tempête* ». (liesi 11.10)

### 3.2- Rothschild change la donne (5)

C'est ce que certains grands sages de la famille ont du dire au jeune Nath, dont les entreprises ont parfois été très hasardeuses ou sont encore mal ficelées. La Bourse de Londres et surtout les investisseurs ayant suivi le jeune loup se posaient fin 2011 des questions au sujet de deux de ses fonds d'investissement qu'il essayait de faire coter en bourse.

Nath a acheté 29% des actions de PT BUMI, le leader indonésien de la production de charbon à la famille Bakrie, qui en était la propriétaire. Cette famille avait acquis ces mines de Rio Tinto, BP et BHP Biliton en 2001 et 2003. 2001 correspond au renversement du « *Nouvel Ordre* » du dictateur Suharto, qui dirigeait l'Indonésie depuis l'abandon des Hollandais de leur Empire colonial en 1949. 2004 correspond à l'élection du premier président démocratiquement élu après cette dictature et la phase de transition qui a suivi. L'Indonésie venait de vivre 50 ans sous le joug de la CIA et de ses manœuvres souterraines mortelles, qui avaient permis aux sociétés américaines et à leurs alliées de mettre la main sur les immenses richesses naturelles du pays. La présence de Kissinger apparait partout à partir de 65 et plus encore en 75, avec l'invasion du Timor Oriental. Mines de cuivre et mines d'or, pétrole et gaz et bois exotiques valaient bien quelques centaines de milliers de morts. Pas vu pas pris, les masses occidentales ont fermé les yeux. Freeport-McMoran Copper and Gold Co où Kissinger est comme chez lui, a bien profité de ce régime dictatorial néo-colonialiste à l'américaine, Rio Tinto aussi, qui avait des contrats d'exploitation des mines de Freeport. L'une de ses mines, Grasberg, est la plus grande mine d'or et la troisième mine de cuivre au Monde, exploitée par ... Rio Tinto. Un véritable génocide a été mené notamment en Papouasie sous la houlette de ces multinationales avec évidemment un silence total des médias aux ordres.

Le renversement du dictateur a amené une privatisation des entreprises d'état, mais surtout une prolifération de mini-entreprises sauvages de bois exotiques et de mines illégales, violemment contrôlées précédemment et qui ont été plus ou moins tolérées ultérieurement. C'est probablement ce désordre et le pillage systématique de leurs stocks, qui a amené Rio Tinto et BHP Biliton à céder leurs mines à des potentats locaux. 2004 est une date clé pour l'Indonésie, dont les réserves pétrolières seraient en fort déclin, tant et si bien que l'Indonésie devient alors nette importatrice de pétrole. A cette date, elle subira par ailleurs un tsunami séculaire et spectaculaire.

L'Indonésie et ses 17.000 îles a toujours été un pion important en géopolitique, car plusieurs détroits contrôlent depuis toujours le commerce international entre l'Asie et l'Occident. Ce qui était vrai du temps de l'Empire portugais, l'était tout autant du temps de l'Empire hollandais, britannique puis américain. La Chine, puissance montante du XXIe siècle, a commencé à sécuriser ses routes d'approvisionnement maritime les plus directes, mais sans s'intéresser encore à l'Indonésie, pourtant son fournisseur principal de charbon. C'est là où Nathaniel apparait en cherchant à contrôler différentes mines pour que son fond d'investissement devienne le plus gros fournisseur en charbon de la Chine.

Après avoir introduit Vallares puis BUMI au marché gris de Londres avec succès, pour se mettre en conformité avec les réglementations du LSE, Nath a demandé aux Bakrie de procéder à un « *nettoyage radical dans la gestion financière de leur société* ». Au lieu de demander cela discrètement lors d'un conseil d'administration, il a eu la maladresse de le faire à travers une lettre publiée par le *Financial Times*. En effet, ce n'est qu'après avoir investi 200 millions de \$ que Nathaniel Rothschild apprend que les Bakrie avaient 437 millions \$ de dettes auprès de Crédit Suisse et qu'ils avaient nanti leurs titres pour garantir ces prêts. Cela fait désordre.

La famille Bakrie n'a pas apprécié la verdeur de l'injonction de N.R. au point de ne pas lui signaler la vente de 48% de leur participation dans PT Bumi à un industriel indonésien, Samin Tan. La transaction a relégué le descendant de la famille Rothschild au rang de troisième actionnaire de la société minière. Ce qui explique sans doute la très forte baisse du titre.

Certains investisseurs ont suivi NR quand son action BUMI (ex Valares) a été introduite sur le « marché gris » en bourse. BUMI qui détient 29,2% de PT BUMI resources, qui elle-même détient 87% de BUMI RESSOURCES MINERALS. BUMI est monté à plus de 1200p. Le titre se négocie aujourd'hui à 150p.

Mais d'un autre côté, souvenez-vous de la technique du « *Loup de Wall Street* ».

On achète des valeurs qu'on met au capital d'un véhicule d'investissement. Celui-ci est introduit en bourse en vantant les perspectives de ce fonds, ce qui permet d'obtenir des liquidités et on joue simultanément le titre à la vente par le biais d'options, ce qui génère d'importantes plus-values. Je ne peux affirmer que NR utilise cette technique, mais le parcours de ses différentes sociétés le laisse à penser.

De même, GENEL ENERGY est passé de 1000 à 600, lorsque le marché a su que Karamehmet, le principal actionnaire turc et créateur de la société initiale était condamné en 2010 à 11 ans de réclusion pour une faillite frauduleuse de banque. Genel est remontée depuis à 750. Est-ce un effet de l'avancée de la guerre en Syrie ou le fait que Karamehmet a su trouver un « *arrangement* » avec ses juges ?

On retrouve Karamehmet, l'homme le plus riche de Turquie, associé dans quelques affaires à Mikhail Fridman, le 7ième homme le plus riche de Russie. Ce qui nous ramène aux premiers chapitres de cette Histoire. Vous allez voir que c'est un vrai spectacle de derviches tourneurs, qui, comme on le sait, réussissent à tourner sans fin sans perdre l'équilibre grâce à un pivot fixé au sol, qu'ils coincent entre deux orteils. Ce petit pivot porte un nom, qui ne vous surprendra pas.

### 3.3- KHODORKOVSKI IOUKOS

Au moment de la débâcle soviétique et de la privatisation de l'appareil de production de l'état, chaque camarade ouvrier ou fonctionnaire va recevoir un bout de papier, qui fait de lui un actionnaire de l'entreprise pour laquelle il travaille. Pour le soviétique de base, ce titre de propriété ne veut rien dire. Pour certains plus malins que la moyenne, cette ignorance leur permet d'acheter pour quelques roubles dévaluées des parts significatives de très grosses sociétés d'état. Certains vont profiter de leur proximité du pouvoir, pour obtenir des prêts contre leurs premiers titres pour en acheter plus encore... d'autres vont constituer des fortunes en étant de simples hommes de paille pour le compte de banques ou d'investisseurs occidentaux.

Khodorkovski n'est pas un intime de « *la Famille* » de Eltsine. Scientifique et chercheur, il va se reconvertir en vendant des voitures, qu'il achète moins cher que leur coût de fabrication et revend avec de gros profits, jusqu'à ce que l'usine dépose le bilan. Ses profits lui permettent de créer une banque, Menatep, à qui le Parti Communiste confiera ses fonds. La Menatep va être impliquée dans le KREMLINGATE, cette affaire de détournement de 4,8 Milliards de \$ du FMI, dans laquelle la Fed de NEW York est également citée. L'état russe a désespérément besoin de liquidités au milieu des années 1990 et va emprunter aux banques des nouveaux oligarques, en garantissant ces emprunts contre les richesses naturelles du pays et des actions des plus grosses entreprises. L'état ne pouvant rembourser ses emprunts, une vente aux enchères truquées va permettre aux oligarques d'acheter pour rien le fleuron de l'industrie russe. Khodorkovski va ainsi s'offrir Ioukos. Il va se débrouiller pour dégager les petits porteurs avec des méthodes très obscures et devenir milliardaire.

Poutine, qui a été témoin de cette grande braderie des biens de l'état et de la corruption de son prédécesseur, va d'abord cohabiter avant de chercher à remettre la main sur la richesse du pays. Plusieurs oligarques vont devoir fuir la Russie où ils sont accusés entre autres de corruption, fraude fiscale, etc. Khodorkovski va se retrouver en prison. Mais pour éviter une saisie totale de ses biens, l'oligarque avait sanctuarisé sa participation et celles de ses associés dans un trust offshore à Gibraltar, Menatep Group Limited. Ce trust met à l'abri de toute expropriation, puisqu'en cas d'empêchement ou d'incarcération, les avoirs passent du propriétaire aux trustees, qui gèrent la fortune pour le compte des bénéficiaires.

Qui contrôle IOUKOS depuis l'incarcération et le procès de Khodorkovski ? Lord Jakob Rothschild, père de Nath. (The Washington Times) Il a fait la connaissance de Khodorkovski lorsque celui-ci a acheté Ioukos, au début des années 90. Les deux hommes ont monté ensemble plusieurs opérations culturelles et de bienfaisance. Lord Rothschild siège ainsi au conseil d'administration de Russie Ouverte, une fondation très active dans le domaine éducatif et social, fondée en 2001 par le magnat du pétrole. (Source : Libération). On retrouve Khodorkovski et ses filiales dans le premier scandale CLEARSTREAM, et comme par hasard, cette société est absorbée par Deutsche Börse, qui appartient à qui ? aux Rothschild père, fils, cités ci-dessus. On retrouve Khodorkovski actif avec Georges Soros, qui a eu un rôle très actif pour démanteler l'URSS.

Cette semaine, la Banque Rothschild (Londres) fait la une de Financial News pour avoir décroché de très gros contrats de rapprochement et de privatisation d'entreprises en Russie. Quelle surprise de retrouver quelques oligarques russes de la belle époque Eltsine parmi les clients privilégiés de Rothschild ! et notamment Mikhail Fridman qui lui aussi a réussi dans le gaz et le pétrole en Russie au moment de l'éclatement de l'URSS, qui fait partie du C.F.R. depuis 2005, et milite activement dans

le rapprochement de la communauté juive russe et européenne. L'éternel combat des Rothschild, qui ont introduit Lénine en Russie pour faire exploser l'Empire Russe Orthodoxe.

Je me suis écarté de mon sujet initial et je vous prie de m'en excuser. Quand on commence à chercher autour de ces hommes d'affaires, on tombe sur tellement d'énormités qu'il est difficile de ne pas digresser et plus difficile encore de les passer sous silence. Ils ont des mains partout et les affaires de B.P. et de Rio Tinto montrent un mépris total pour la vie humaine, la société, le droit, les états, les peuples et le respect de la Terre. Ce sont des monstres absolus, bien pire que tous les épouvantails de l'Histoire qu'ils agitent devant nous comme Hitler ou Staline. Ce sinistre constat ternit tout l'aura de ceux qui semblent n'être que des brillants financiers. (liesi 11.10)

### 3.4- Rothschild donne le change (6)

#### BANCOR BANCO !

Ceux qui se rappellent mes papiers antérieurs (fin 2008 et 2009) ou qui on lu avec attention le chapitre concernant la future Réforme Monétaire dans mon e-book, se souviendront que le 23 mars 2009, Dr Zhou Xiaochuan, le gouverneur de la PBOC a publié un essai appelant à « Réformer le système Monétaire international ». Après avoir énuméré les systèmes monétaires antérieurs (Silver Standard, Gold Standard, Gold Exchange Standard, ..), il invoque la nécessité de réformer le système actuel pour créer une monnaie de réserve internationale avec une valeur stable, afin de sauver la stabilité financière et économique mondiale. Le but est de créer un monnaie international de réserve, déconnectée des monnaies nationales basée sur le crédit (ou sur la dette). Si une super monnaie de réserve a été proposée depuis longtemps, aucun progrès notable a été réalisé dans ce sens. Dans les années 40, Keynes avait déjà proposé d'introduire une monnaie internationale appelée le « *BANCOR* », basée sur la valeur de 30 matières premières représentatives. Malheureusement, la proposition n'a pas été retenue. ... etc. Lire la suite en anglais

Ce document est un véritable manifeste en faveur d'un système proche du BANCOR. Si ce document est consultable sur le site de la B.I.S. de Bâle, c'est qu'il a un poids certain.

Si cette réforme était progressivement mise en place, les premiers bénéficiaires seraient les grands groupes internationaux qui contrôlent les mines de cuivre, d'or, d'argent, et qui ont une position dominante dans le pétrole... suivez mon regard en relisant les chapitres précédents.

Les Pères Fondateurs de la monnaie fiduciaire, qui ont usé et abusé de leur position dominante dans les banques centrales pour déconnecter le prix de l'argent métal de la réalité pendant deux siècles, pourraient se retrouver à la meilleure place si une telle option était retenue dans le système monétaire à venir. On sait que Glencore stocke des quantités très importantes d'aluminium dans ses entrepôts aux Pays-Bas en attendant une hausse des prix, ce que fait également Goldman Sachs aux Etats Unis, et JPM en fait autant sur le cuivre. Si Glencore ou ses fournisseurs ont suivi les conseils d'Eric Sprott en thésaurisant du métal blanc, une hausse parabolique de l'argent au moment de sa remonétisation multiplierait leur fortune par un chiffre que je n'ose mettre sur le papier.

Cependant, il est à noter que la Chine a mis dans l'un des sous-titres de cette lettre d'intention, que cette option devrait amener un résultat win-win pour tous.

Quels bénéfices pourraient tirer la Zambie, la Bolivie, l'Indonésie ou même le Canada de leurs richesses minérales, si les compagnies minières continuent à les exploiter avec des contrats léonins, ne laissant quasiment aucun revenu au pays ? Il me semble que ce qui se passe en Amérique du Sud pourrait devenir la norme. Chavez après avoir nationalisé le pétrole puis le gaz, en a fait autant avec les mines d'or en 2011 pour imposer des royalties de 13% sur l'or. Après avoir fait fuir les grandes compagnies minières, Chavez a pris des accords avec CITIC, la grande entreprise chinoise qui notamment commercialisait l'argent de la Chine au travers de Bear Stearns.

En septembre 2012, la Bolivie a passé ses royalties sur l'or à 7%, 6% pour l'argent et 5% pour le zinc, le plomb et l'étain. La loi qui devrait passer en Bolivie est une forme de nationalisation. L'état serait majoritaire dans chacune des mines sur le territoire national, les entreprises étrangères seraient considérées comme des prestataires de services. Le Pérou, le Guatemala, l'Argentine sont en train de reprendre en main leurs ressources minérales, chacune à leur manière et à leur rythme. La Bolivie en septembre 2012 a passé ses royalties sur l'or à 7%, 6% pour l'argent et 5% pour le zinc, le plomb et l'étain. La loi qui devrait passer en Bolivie est une forme de nationalisation. L'état serait majoritaire dans chacune des mines sur le territoire national, les entreprises étrangères seraient considérées comme des prestataires de services. A l'heure actuelle, les mines d'or et d'argent payent des royalties de 4%, les mines de métal de base 3% et celles qui ne s'occupent que de minerais industriels ne paient que 1% au gouvernement guatémaltèque. Ces royalties ont été jusqu'à aujourd'hui extrêmement minorées, comme l'étaient celles calculées par l'Anglo-Persian Oil pour l'Iran avant l'arrivée des Américains.

J'ai même eu des échos sur une nationalisation à venir des ressources minières en or canadiennes. Une telle nationalisation impliquerait une indemnisation des actionnaires, et pourrait être une très bonne affaire, si les réserves sont



réévaluées à un juste prix, ce qui pourrait être le cas semble t'il.

Globalement, la donne pourrait changer dans les mois et années qui viennent et éroder sérieusement les marges bénéficiaires des compagnies minières, d'autant qu'on pourrait exiger d'elles qu'elles soient de plus en plus écologiquement responsables.

Cette nationalisation des ressources, qui pourrait être suivie d'une nationalisation de l'or monétaire (ETF, pièces et lingots) par chaque état-nation juste avant la mise en place de la Réforme Monétaire, devrait déclencher la phase que j'appelle la « *Silvermania* », la mère de toutes les bulles amenant l'once d'argent à des sommets absurdes, dont j'espère vous saurez profiter. L'argent est un métal industriel et ne pourra pas être confisqué. (liesi 14.10)

3.5- Un indice de la Réforme Monétaire à venir ?

### VOL DE NOUVEAUX BILLETS AMERICAINS

Un Hold-Up a eu lieu jeudi. Les voleurs ont fait main basse sur une « *grande quantité* » de ces nouveaux billets de \$100, d'après le FBI. Le hold-up a eu lieu entre l'aéroport de Philadelphie et l'un des locaux de la Reserve Fédérale dans le New Jersey, où ils devaient être entreposés. Ces billets sont totalement nouveaux et ne devaient pas être mis en circulation avant 2013. Ils portent le chiffre 100 de couleur or et une case orange avec la liberty bell, a ajouté l'inspecteur. (source CNN )

Une autre source se raille des voleurs, qui ont fait main basse sur des billets, qui ne sont pas encore en circulation et qui ne ressemblent à aucun billet existant.

Bernanke et Geithner ont posé ici devant un billet de 100 dollars, qui a fait couler beaucoup d'encre sur les blogs. La partie gauche du billet ressemble à celle des billets précédents, mais sur la partie droite, la plume, le texte manuscrit, la « *liberty Bell* » et le nombre 100 sont imprimés en Or. Pour Bix Weir et Andy Hoffman, ce billet annoncerait le retour au « *Gold Standard* ». Le texte manuscrit est un extrait de la constitution des « *pères fondateurs* ».

L'information importante, c'est que ce billet doit être mis en circulation en 2013.

Pour ceux qui continuent à véhiculer le mythe d'un bail de 99 ans de la Fed, vous constaterez que ce billet est émis par la Federal Reserve. (liesi 14.10)

3.6- Quand on parle du loup

Hier, je reparlais du parcours de Mikhaïl Fridman

« *Cette semaine, la Banque Rothschild (Londres) fait la une du Financial News pour avoir décroché de très gros contrats de rapprochement et de privatisation d'entreprises en Russie. Quelle surprise de retrouver quelques oligarques russes de la belle époque Eltsine parmi les clients privilégiés de Rothschild ! et notamment Mikhail Fridman qui lui aussi a réussi dans le gaz et le pétrole en Russie au moment de l'éclatement de l'URSS, qui fait partie du C.F.R. depuis 2005, et milite activement dans le rapprochement de la communauté juive russe et européenne. L'éternel combat des Rothschild, qui ont introduit Lénine en Russie pour faire exploser l'Empire Russe Orthodoxe....* » (Cette dernière affirmation est une pure fabulation de gens portés vers l'anticommunisme et l'extrême droite. Rappelons qu'il s'agit de traders. - Note de Tardieu.)

« *L'année prochaine à Jérusalem* » c'est la prière d'espérance des sionistes. En faisant une petite recherche sur cette phrase, cela nous amène à un sermon historique prononcé le jour de Pâque, le 20 avril 1886, qui fait l'objet d'une page-écran sur le site du judaïsme. La note de la rédaction en bas de page est très claire: « *Lorsque le grand rabbin Schuhl prononce son sermon en 1886, l'idée de sionisme est donc encore étrangère aux communautés juives d'Europe occidentale.* » Le pré-sionisme est issu d'un manifeste publié à Berlin en 1882 par un médecin d'Odessa, Leon Pikster, qui prône que les juifs créent leur propre état hors d'Europe, sans même évoquer « *la Terre Sainte* » ou Jérusalem. En 1903, le gouvernement britannique de Chamberlain va proposer aux organisateurs du mouvement sioniste de créer un « *foyer national juif* » en Ouganda. Une commission va même y être envoyée pour étudier la faisabilité. Ce n'est qu'en 1905 que l'Ouganda sera abandonné au profit de la Palestine. Sans retracer toute l'histoire du sionisme, rappelons seulement que la Banque Rothschild a posé les premières pierres de l'état d'Israël en rachetant des terres et des sociétés en Palestine au moment de la dislocation de l'Empire Ottoman au lendemain de 1914-1918.

Aujourd'hui, un de mes lecteurs et amis m'envoie cet article de *Ria Novosti*:

Le gouvernement israélien et la fondation de bienfaisance Genesis créée par l'homme d'affaires russe Mikhaïl Fridman ont institué mardi un « *prix Nobel juif* » d'un montant d'un million de dollars, a annoncé un communiqué de l'exécutif israélien. Dénommée Genesis, la nouvelle récompense sera remise chaque année par le premier ministre israélien la veille de la fête de Pessah (Pâque juive). « *Ce prix est destiné à souligner la contribution des Juifs au développement de l'humanité et à réveiller la fierté chez les jeunes Juifs dans le monde entier. Cela renforcera la conscience qu'ils ont de leur identité juive et consolidera*



*leurs liens avec Israël* », a déclaré le premier ministre Benjamin Netanyahu cité par le communiqué. Le prix a été institué en vertu d'un accord signé par M. Netanyahu, M. Fridman et le directeur de l'Agence juive (Sohnout), l'ex-ministre israélien chargé des Relations avec la diaspora Nathan Chtcharanski. Le prix récompensera « *des personnes bénéficiant d'une reconnaissance internationale pour leurs réalisations éminentes dans différents domaines* ». « *Le lauréat sera élu parmi les candidats proposés par des experts indépendants, chaque candidat étant conscient de son lien avec le peuple juif et l'Etat d'Israël, et servant d'exemple à la jeune génération* », lit-on dans le communiqué.

Il va y avoir l'embarras du choix, mais je propose notre cher président Nicolas Sarkozy, qui a fait tout ce qu'il a pu pour le salut et la grandeur d'Israël.

Après le « *Francophonissime* » de Pierre Tchernia, voilà donc le Grand Prix du « *Sionnisme* » de Mikhaïl Fridman. (liesi 12.10)

#### 4- Espagne

L'Espagne a fixé une limite de 90 milliards d'euros à la taille des actifs regroupés au sein de sa "*bad bank*", la structure appelée à accueillir les actifs à risque des principales banques du pays, mise sur pied pour obtenir les fonds mis de côté par l'Union européenne pour le secteur bancaire espagnol.

Madrid est sur le point de recevoir les premières tranches d'une ligne de crédit de 100 milliards d'euros mise en place par les partenaires européens du pays en juin pour soutenir les banques espagnoles.

Les établissements bancaires transféreront les biens immobiliers saisis ou encore des prêts irrécouvrables consentis à des promoteurs à la "*bad bank*", qui devrait être appelée Sareb, ce qui devrait leur permettre de libérer des fonds pour consentir davantage de crédits aux particuliers et aux entreprises.

La taille définitive de la Sareb, qui devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année et fonctionner pendant 15 ans.

Le pays doit fixer le prix auquel les actifs seront transférés vers la "*bad bank*" dans les sept jours qui suivent le 19 novembre, date à laquelle la loi établissant la structure de défaisance sera votée, ont encore dit les sources.

Ce prix sera la clef du succès de la Sareb. Il devra être suffisamment bas pour intéresser les investisseurs privés mais en même temps suffisamment élevé pour recapitaliser les banques en difficulté.

Selon les sources du ministère de l'Economie, la "*bad bank*" ne devrait commencer qu'à engranger des bénéfices au cours des cinq dernières années de son existence.

Les autorités espagnoles ont déjà contraint les banques à passer quelque 137 milliards d'euros de dépréciations sur des créances immobiliers douteuses, les établissements se retrouvant à 40% de la valeur faciale des actifs en question.

Des sources bancaires estiment qu'il faudrait encore enlever entre 5% à 10% supplémentaires de cette valeur avant que les actifs ne puissent être transférés à la "*bad bank*".

L'Etat ne veut pas détenir plus de 50% de la Sareb et voit les investisseurs privés en posséder au moins 55%.

Les établissements espagnols cotés en bonne santé - Santander, BBVA et CaixaBank - seront vraisemblablement les principaux investisseurs dans la "*bad bank*", qui n'aura sans doute pas d'actionnaires étrangers. (Reuters 17.10)

#### 5- Russie

Surnommé « *Dark Vador* » par les médias russes, Igor Setchine, le patron du groupe pétrolier d'Etat Rosneft, a offert hier plus de 25 milliards de dollars (19 milliards d'euros) au britannique BP pour sa part de 50 % dans TNK-BP.

En mettant la main sur le troisième producteur russe de pétrole, Rosneft, qui est déjà le premier pétrolier russe, se propulserait au premier rang mondial, devant l'américain Exxon Mobil. L'opération doit considérablement renforcer l'emprise du Kremlin sur la manne des hydrocarbures.

Setchine, ancien vice-Premier ministre de Vladimir Poutine, dont il est un des plus proches confidents, a supervisé pendant des années le secteur énergétique avant d'être nommé à la tête de Rosneft lorsque Poutine a été réélu président en mars. BP devrait être payé en partie en cash et en partie en actions Rosneft.

Le groupe souhaitait depuis des mois se désengager de TNK-BP en raison d'un conflit avec les quatre milliardaires russes qui détiennent l'autre moitié du capital. Eux aussi sont priés de vendre leurs parts à Rosneft. (liberation.fr 18.10)

## 69- Etats-Unis

Morgan Stanley a annoncé jeudi une perte nette au troisième trimestre mais son bénéfice ajusté a progressé plus fortement que prévu grâce à l'amélioration des revenus de son activité de trading sur le marché obligataire qui plombait depuis longtemps les comptes de la banque d'affaires.

Le bénéfice des opérations poursuivies a été de 561 millions de dollars (429 millions d'euros), soit 28 cents par action, contre 64 millions, soit deux cents par action, un an auparavant.

La hausse du bénéfice ajusté est surtout liée à l'amélioration des activités sur valeurs mobilières pour les institutionnels, qui incluent le trading et la banque d'investissement.

Les performances de l'activité de gestion de fortune dans le monde se sont également améliorées, hors coûts exceptionnel d'intégration et d'achat d'une part supplémentaire dans une société commune de courtage avec Citigroup.

La marge bénéficiaire avant impôts est passée de 11% à 14%. La direction de la banque a fixé un objectif autour de 15% de marge pour son activité de gestion de fortune l'an prochain.

Morgan Stanley a cependant accusé une perte nette d'un milliard de dollars, soit 55 cents par action, en raison de charges liées au changement de valorisation de sa propre dette, après avoir gagné 2,2 milliards, ou 1,14 dollar par action, il y a un an.

La banque a dû passer une charge de 2,3 milliards de dollars pour ajustement de la valeur de sa dette.

Cette opération est liée à une nouvelle règle comptable, connue sous l'appellation d'"ajustement de la valorisation des dettes" (debt valuation adjustments, ou DVA). (Reuters 18.10)

Explication : Une banque est pas nature endettée, puisqu'elle crée et prête de l'argent qu'elle ne possède pas ou sans équivalent, à partir de rien, ensuite par un jeu comptable en l'augmentant cela lui permettra de payer moins d'impôt sur les bénéfices qu'elle a engrangés.

C'est un peu compliqué à expliquer et à comprendre, surtout il ne faut pas comparer le fonctionnement d'une banque avec le budget d'un ménage.

## 7- Japon

Le Premier ministre japonais prévoit de mettre en oeuvre un nouveau programme de soutien à l'économie de 1.000 milliards de yens (9,6 milliards d'euros) pour relancer la croissance, rapportent mercredi des médias locaux, mais les économistes doutent de l'impact à long terme de ce plan, jugé insuffisant.

Grâce à ce programme, qui n'impliquera pas de nouvelle émission obligataire, Yoshihiko Noda espère soutenir la troisième économie mondiale dont la croissance a stagné au cours des derniers mois, soulevant la crainte d'une récession.

Le gouvernement trouvera les fonds nécessaires dans les réserves du budget existant ainsi que dans le budget alloué à la reconstruction mis en place après le séisme qui a durement frappé le Japon en 2011, a précisé le journal Yomiuri, sans citer ses sources.

Après avoir revu à la baisse sa perspective pour l'économie nippone pour le troisième mois consécutif, Tokyo allouera en priorité ces fonds au secteur des énergies renouvelables, à la santé et à l'agriculture, selon la presse. L'agence de presse Kyodo ajoute qu'ils pourraient également servir à aider les entreprises à faire face à la forte appréciation du yen.

"C'est mieux que rien, mais, au final, (...) l'impact sera faible", commente Masayuki Kichikawa, économiste en chef chez Bank of America Merrill Lynch. (Reuters 17.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 octobre

## CAUSERIE

Bienvenue au club !

- 50 000 foyers privés d'électricité à cause de vents violents dans le Sud-Ouest - LeMonde.fr

- Paris : 89 000 personnes affectées par une coupure de courant - LePoint.fr

Autant vous dire qu'au moment même où j'écris ces lignes il n'y a pas de courant ici, mais on en a eu toute la nuit malgré la pluie incessante depuis 24h.

Rectification.

J'ai retiré l'adresse d'une vidéo dont je n'avais pas pris le temps de lire la totalité du sous-titrage (traduction) et dont le son était particulièrement mauvais, en anglais que je ne maîtrise pas suffisamment pour suivre, elle mettait en scène un député d'un parti italien avec lequel nous ne pouvons pas avoir de relations même indirectement ou faire référence à eux, d'extrême droite ou assimilées, nous ne sommes pas comme certains intellectuels ou gens du spectacle que cela ne dérange pas.

Nous, contrairement à eux, nous n'avons pas besoin d'eux pour défendre nos idées dont ils sont également la négation, et nous avons une conscience de classe pour combattre notre ennemi quel que soit le masque qu'il revêt. Contrairement à mes adversaires ou détracteurs, quand je commets une erreur, je le reconnais et je la corrige publiquement.

Passons à autre chose.

J'ai laissé de côté jusqu'à demain mon article sur le POI, tellement c'est sans importance. J'ai visionné et téléchargé des vidéos sur le sionisme, l'histoire de la Palestine, la franc-maçonnerie, etc. jusqu'à 3h15 ce matin (et j'ai continué ce matin depuis 10h).

J'ai découvert des choses que j'ignorais totalement, hallucinant, j'en suis abasourdi, j'ai besoin de vérifier tout cela et de réfléchir à tête reposée, j'ignorais que l'antisémitisme était une création des sionistes et que Theodor Herzl son "*père fondateur*" comme ils l'appellent, celui d'Israël également, évidemment, avait décrit dans un ouvrage la Shoah, tout comme les sionistes étaient en relation avec Hitler tout au long de la Seconde Guerre mondiale, si cela n'était pas confirmé par des rabbins eux-mêmes je ne le croirais pas.

Pourquoi nos dirigeants s'emploient-ils à nous cacher la vérité ? A qui profitent leur silence ? J'ai mis l'adresse de certaines vidéos que j'ai visionnées plusieurs car je n'en croyais pas mes yeux et mes oreilles.

Le documentaire sur la franc-maçonnerie dont j'ai mis l'adresse en ligne, permet en partie de répondre aux questions précédentes, j'aborderai ce sujet plus tard. Ce documentaire a été produit par Jacques Kisner, autrement dit Charles Berg, ex-dirigeant de l'OCI exclu à la fin des années 70 pour malversation, quand je militais dans cette organisation.

Il apparaît que les objectifs que la franc-maçonnerie s'était fixée au cours des XVIIIe et XIXe siècles avaient été atteints dès 1905 une fois la République (sociale et laïque) solidement établie, et qu'elle aurait dû cesser de jouer un rôle majeur au sein de l'Etat, mais que les francs-maçons en aient décidé autrement, on nous dit que c'était dû au fait qu'ils avaient pris goût au pouvoir, je considère que cette explication est incomplète et ne me satisfait pas.

Je voudrais vérifier qu'elle n'aurait pas un lien avec un autre événement. C'est justement vers la fin du XVIIIe siècle que le fondateur de la dynastie Rothschild allait envoyer ses fils en Grande-Bretagne et en France notamment, et qu'ils allaient faire fortune jusqu'à devenir les banquiers les plus riches du monde, particulièrement en Grande-Bretagne où la franc-maçonnerie sera très puissante.

C'est aussi à cette époque ou un peu plus tard que les Rothschild dans leur mégalomanie démente mettront au point un plan destiné à se rendre maître du monde pour les siècles à venir. Je ne l'ai pas vérifié, mais il semblerait qu'Herzl n'ait fait que théoriser ou définir de quelle manière sur le plan pratique il serait possible de mettre en oeuvre ou d'accélérer la mise en oeuvre l'idéologie sioniste précédemment imaginée par les Rothschild, et qui comprenait l'extermination du peuple juif dont Hitler s'est inspiré, Herzl étant athée et Rothschild chrétien, cette dernière précision n'étant assurément pas une simple coïncidence.

On reviendra sur tous ces sujets dans les prochains jours.

Je rajouterai des articles dans le site dans la journée. Bon dimanche à tous.

## Conclusion et ambiance du Conseil européen de Bruxelles. En Merkhollande.

La chancelière allemande, Angela Merkel, tient "*beaucoup*" à sa relation avec "*le président français*".

"*Je tiens beaucoup à cette relation parce que la chancelière et le président français vont toujours bien coopérer*", a assuré Angela Merkel.

"*Nous sommes tous des gens différents, c'était visible quand vous m'avez vue, moi, avec l'ancien président français, et c'est aussi visible quand vous me voyez avec l'actuel président français*", a-t-elle admis.

"*Et malgré tout, nous trouvons une voie pour coopérer*", a-t-elle souligné. A ce sommet, "*comme vous l'avez vu, nous avons même trouvé une solution au problème concret (sur la supervision bancaire). Et ça compte*", a-t-elle jugé.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, M. Hollande s'était lui aussi félicité d'un "parfait accord avec nos amis allemands", préparé lors d'une rencontre bilatérale avec la chancelière avant le début du sommet.

"*J'ai trouvé, dès que j'ai rencontré Mme Merkel, qu'elle était dans une disposition d'esprit très précise, comme elle l'est toujours, c'est-à-dire d'avoir des étapes, de ne pas les brûler*" et "*nous nous sommes trouvés facilement*", a-t-il assuré.

Dans la nuit, c'est un compromis franco-allemand qui a permis de dégager un accord sur la supervision bancaire, étape clé dans la stratégie européenne de sortie de crise.

Les Européens se sont engagés à s'entendre sur le cadre légal de ce mécanisme en 2013 comme le souhaitait la France, mais à la mettre en oeuvre de manière progressive, selon les vœux de l'Allemagne. (AFP 19.10)

La chancelière Angela Merkel a immédiatement fait savoir que, si le Mécanisme européen de stabilité (MES) pourra recapitaliser les banques quand l'union bancaire sera effective, il n'était pas question qu'il prenne en charge le legs du passé.

L'Espagne, qui a obtenu lors du Conseil européen de juin dernier la promesse d'une recapitalisation de son secteur bancaire pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, risque d'être la première à pâtir de cette position allemande.

"*Il n'y aura aucune recapitalisation directe rétroactive*", a dit Angela Merkel. "*Si la recapitalisation est possible, elle ne le sera que pour l'avenir, donc je pense que quand le superviseur bancaire sera opérationnel, nous n'aurons plus de problèmes avec les banques espagnoles, du moins je l'espère.*"

Paris est une fois de plus en contradiction avec Berlin.

Du côté français, on estime que le dispositif de recapitalisation directe des banques par le MES, dont le préalable était l'union bancaire, pourra être activé dès 2013.

Si l'Espagne demandait une aide européenne pour ses banques, "*il n'y a pas de raison de lui imposer de conditions qui ajouteraient encore de l'austérité à l'austérité alors qu'elle fait tous les efforts nécessaires*", a dit François Hollande.

La déclaration du Conseil ne fait qu'une allusion furtive aux propositions de la Commission, qui prévoient que toutes les banques de la zone euro seront concernées au 1er juillet 2014. Mais l'on assure du côté français que ce sera bien le cas.

"*Un point très important a été acté, c'est que toutes les banques sont appréhendées, sans distinction*", a déclaré vendredi François Hollande à la presse, à l'issue du conseil.

Dans la nuit, une source gouvernementale française avait précisé que "*la totalité du mécanisme de supervision bancaire, c'est-à-dire une supervision effective des 6.000 banques, (serait) une réalité au 1er janvier 2014*" et qu'Angela Merkel s'était "*engagée clairement sur ce point*". (Effectivement Hollande est bien un "imbécile" ou le pigeon rêvé, car l'objectif à terme sera de liquider les banques les plus faibles au profit des vautours plus grosses ou de mieux les "*contrôler*" ou "*superviser*", ce qui revient au même, ce que confirme la suite de cet article. - Ndlr)

Cela étant, la BCE ne supervisera pas au quotidien la totalité des 6.000 banques et délèguera aux superviseurs nationaux la surveillance au jour le jour de la majorité d'entre elles tout en se réservant la possibilité de reprendre la main.

"*La BCE sera en mesure d'assurer, de manière différenciée, une surveillance directe*", souligne le texte du Conseil. (Reuters 19.10)

## France. Premières mesures (recettes) adoptées lors de l'examen de la première partie du projet de budget pour 2013.

Les députés français, qui poursuivent vendredi l'examen de la première partie du projet de budget pour 2013, ont désormais adopté les principales mesures de premier projet de loi de finances (PLF) du quinquennat de François Hollande.

L'Assemblée a adopté vendredi les amendements surnommés "*pigeons*", du nom du groupe d'entrepreneurs qui ont contesté la hausse de la taxation des plus-values des cessions. Ces amendements allègent le dispositif initial, qui devait faire rentrer un milliard d'euros dans les caisses de l'Etat mais seulement 200 millions après ajustement.

La contribution exceptionnelle de solidarité de 75% sur la fraction des revenus d'activité professionnelle supérieure à un million d'euros, qui concernera environ 1.500 personnes, s'appliquera au titre des revenus de 2012 et de 2013 et devrait rapporter environ 210 millions par an.

D'autres mesures phares, comme la création d'une tranche à 45% de l'impôt sur le revenu, le maintien du gel du barème de l'impôt sur le revenu instauré par le gouvernement précédent mais avec un mécanisme d'une décote sur les deux premières tranches afin d'épargner les contribuables les plus modestes, avaient auparavant été adoptées.

Le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui abroge les assouplissements votés par la précédente majorité et relève ainsi les taux d'imposition des plus gros patrimoines, est également modifié.

La réduction de 2.336 euros à 2.000 euros du plafond de l'avantage fiscal au titre du quotient familial et la modification du barème des frais kilométriques qui prend désormais en compte la puissance du véhicule et l'abaissement du plafond de l'avantage procuré par la déduction forfaitaire de 10% des frais professionnels ont été votés.

Contre l'avis du gouvernement, un amendement du groupe écologiste a été adopté qui interdit à une même personne de faire plusieurs dons de 7.500 euros à des partis politiques différents.

En revanche, le gouvernement a obtenu le rejet de l'amendement du rapporteur général de la commission des Finances, Christian Eckert (PS), qui visait à assujettir les oeuvres d'art d'une valeur de plus de 50.000 euros à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

L'amendement socialiste qui visait à étendre aux résidences secondaires la redevance audiovisuelle a aussi été rejeté en commission.

L'examen de la première partie de la loi de finances pour 2013 devrait se poursuivre samedi et reprendre, si nécessaire, lundi, l'Assemblée devant se prononcer mardi par un vote solennel sur l'ensemble de la partie recette.

Après le vote de cette première partie du PLF, les députés examineront le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013. Ils engageront ensuite l'examen de la seconde partie du projet de loi de finances, celle des dépenses. (Reuters 19.10)

## Parole d'aristocrate en quête de ministère futur. Sans blague ! Mais pourquoi peut-il se permettre un tel aveu ?

"Les campagnes électorales amènent les candidats à dire des choses qu'ils ne pensent pas pour gagner l'élection", a déclaré Dominique de Villepin sur BFM TV et RMC Info, à propos de Copé qui avait évoqué un "*racisme anti-Blanc*" et le ramadan en des termes controversés. (Reuters 19.10)

"Ce que je peux dire, c'est que Copé a des qualités exceptionnelles", a-t-il dit.

- UMP : Villepin soutient Copé, '*une perle rare*' - LeMonde.fr

- Villepin : "*Copé a été un de mes meilleurs ministres*" - LePoint.fr

Villepin ancien Premier ministre ne peut pas soutenir Fillon ancien Premier ministre, et puis ce serait une occasion pour Copé président de lui retourner le service qu'il lui avait rendu en le nommant dans son gouvernement, on comprend qu'il ait de nobles intentions...

## La corbeille (le Bourse) n'est plus faite que pour plumer les pigeons!



- La chute de l'action Google était-elle justifiée? - L'Expansion.com

On reviendra plus tard sur l'évolution du rôle de la Bourse pour permettre au cartel de banquiers de la Fed et leurs alliés d'accroître leur emprise sur l'économie mondiale et les Etats, en gros, notamment, elle remplit la même fonction que la participation dans les entreprises qui enchaîne un peu plus les travailleurs au capitalisme, mais à un niveau supérieur, les sommes en jeu étant considérablement plus importante en Bourse, et la Bourse permettant d'influer directement non pas sur le fonctionnement d'une entreprise mais la totalité des grandes entreprises et multinationales...

[A qui profite le crime ? Quand Reuters manipule l'information.](#)

- Un chef du renseignement libanais tué dans un attentat Oliver Holmes et Mariam Karouny - Reuters

- Saad Hariri accuse Bachar al Assad après l'attentat de Beyrouth - Reuters

- Le général Wissam Al-Hassan, un proche de Saad Hariri, tué dans l'attentat - LeMonde.fr

- Attentat à Beyrouth : Hollande appelle à protéger le Liban des tentatives de "déstabilisation" - LePoint.fr

Flagrant délit.

Voici ce qui figurait dans l'article de Reuters téléchargé le 20 octobre à 1h14 (heure locale en Inde, eh oui je bossais encore!) :

- "*Les partisans de Hariri ont accusé la Syrie et le Hezbollah chiite d'être les commanditaires de cet attentat, ce que les deux démentent.*"

Voici ce qui figurait dans l'article de Reuters téléchargé le 20 octobre à 11h19, soit 10h plus tard :

- "*Les partisans de Hariri ont accusé la Syrie et le Hezbollah chiite d'être les commanditaires de l'attentat de février 2005.*"

Le démenti apporté par le Hezbollah a disparu, plus loin ils n'ont pas osé supprimer le passage suivant ce qui permet de comprendre immédiatement qui est l'auteur de cet attentat (le Mossad ou la CIA) et qui il visait le Hezbollah allié de Damas et Téhéran :

- A Damas, le ministre de l'Information, Omrane al Zoabie, a déclaré que le régime syrien condamnait "*cette explosion terroriste et toutes ces explosions où qu'elles se produisent. Rien ne les justifie.*" (Reuters)

Mais c'est qu'on devient "*bon*" comme me disait un camarade (P) récemment, et on s'emploie à s'améliorer jour après jour. Je vais vous avouer un truc, passer du temps là-dessus est plus important que de consacrer du temps au POI, NPA et LO.

[Informatique. Indiscrétion](#)

- Apple supprime définitivement Java de ses navigateurs - Reuters

Java est un langage informatique qui permet aux programmeurs d'écrire du code capable d'être lu par la quasi-totalité des ordinateurs. Il est largement utilisé sur internet car il permet aux sites d'être accessibles depuis de nombreux navigateurs, sur Mac comme sur les PC équipés du système Windows de Microsoft.

Java a suscité des craintes en termes de sécurité qui ont conduit certains experts à recommander aux internautes de ne l'utiliser qu'en cas de nécessité.

Fin août, des experts européens ont identifié des failles de Java exploitées par des pirates pour lancer des attaques informatiques. Oracle a ensuite mis plusieurs jours à publier une mise à jour de Java afin de corriger ces défauts.

Adam Gowdiak, chercheur de la société de sécurité polonaise Security Solutions, a déclaré vendredi avoir décelé depuis deux nouvelles failles de Java qui rendent les ordinateurs vulnérables aux attaques. Il estime que la suppression de Java des navigateurs des Mac permet donc de réduire ces risques. (Reuters 19.10)

## ACTUALITE EN TITRES

### Offensive de la réaction

- Le couac de Jean-Pierre Jouyet sur «les canards boiteux» - Liberation.fr
- Alimentaire : les industriels en plein ulcère - Liberation.fr
- Rejet par les députés de la taxation des oeuvres d'art - Reuters

Les députés français ont rejeté vendredi l'amendement visant à assujettir les oeuvres d'art d'une valeur de plus 50.000 euros à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). (Reuters 19.10)

- La France est-elle trop généreuse avec ses chômeurs? - L'Expansion.com
- L'étude sur la nocivité d'un maïs OGM réfutée par six Académies - Reuters
- Google achève sa semaine mouvementée par un bras de fer avec la France - AFP -
- La Pussy Riot libérée saisit la Cour européenne de Strasbourg - 20minutes.fr
- Intervention au Mali : "*Nous ne devons plus perdre la moindre seconde*" - LePoint.fr

### Ceci explique cela, notamment.

- Le rapport Gallois prônerait un '*choc*' de compétitivité de 30 milliards d'euros - LeMonde.fr
- 27,5 milliards d'euros : ce qu'aurait pu rapporter la taxe sur les oeuvres d'art d'une valeur supérieure à 50 000 euros - Atlantico.fr
- Plus-values de cession: ce que les Pigeons ont obtenu - L'Expansion.com

### Encre à gauche sans se tacher les doigts quand même.

- Maurel (PS) : «*Les militants veulent un parti ancré à gauche*» - LeFigaro.fr

### En famille, une histoire d'amour entre le Medef et le PS.

Parisot prend la défense de Hollande... on sait pourquoi.

- Parisot tance Karl Lagerfeld, «*un provocateur qui peut être grossier*» - 20minutes.fr

Avant-hier il l'avait traité d'imbécile. Elle se décarcasse pour que le consensus Medef-PS se passe pour le mieux, et voilà qu'il y en a un qui vient jouer les trouble-fête, un peu de tenue Karl, enfin !

« **Apprenez que tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute** ». (La Fontaine).

- Parisot trouve Montebourg "*très sexy*" en marinière - L'Expansion.com

### Social-libéralisme et social-patriotisme font bon ménage.

- Montebourg veut des rayons "*made in France*" dans les supermarchés - L'Expansion.com

### Quelle question !

- Mohamed Merah: Pourquoi les services secrets ont-ils arrêté de le surveiller quand il a commencé à préparer ses actions? - 20minutes.fr

### Pourtant vous en connaissez une, non ?

- Stanley Fischer : 'Je ne sais pas quelle pourrait être l'alternative à l'austérité' dans la zone euro - LeMonde.fr

Qu'est-ce qui conduit à l'austérité ? Mais aussi dans quel objectif ? Révisez vos classiques, 1929, 1933, 1939... Expansion-profit-récession-dépression-profit-guerre-profit-expansion-profit et ainsi de suite, non ?

Naïveté. Même sans être volées, c'est plus discret !

- Les berlines de luxe volées servaient au trafic de drogue - LeParisien.fr

Comment ils ont eu la peau de Berlusconi trop laxiste à leur goût.

- Italie. Rubygate : Berlusconi nie en bloc - Le Nouvel Observateur

Laquelle ?

- La queue a-t-elle encore un avenir ? - LeMonde.fr

---

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

#### 1- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols ont lancé, vendredi, un appel à une grève générale le 14 novembre pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement de Mariano Rajoy.

Il s'agit de la seconde grève générale organisée depuis l'arrivée du conservateur Mariano Rajoy au pouvoir en décembre après la victoire de sa formation, le Parti populaire, aux élections législatives du 20 novembre dernier.

Elle coïncidera avec un mouvement de même nature prévu le même jour au Portugal voisin. "*Le 14 novembre prochain, nous aurons la première grève générale ibérique de l'histoire*", a dit Fernando Lezcano, porte-parole des Commissions ouvrières, principale centrale syndicale espagnole.

C'est également la première fois dans l'histoire de l'Espagne que deux grèves générales seront organisées la même année. Cette initiative intervient alors que le mécontentement social face aux mesures d'austérité et face à la persistance du chômage ne cesse de croître dans le pays. (Reuters 19.10)

#### 2- Grande-Bretagne

Plusieurs dizaines de milliers de personnes devraient défilé samedi dans les rues de Londres pour dénoncer les mesures d'austérité voulues par le gouvernement de David Cameron.

Le Trade Union Congress (TUC), confédération qui regroupe les organisations syndicales britanniques, prévoit la venue de manifestants de tout le pays pour ce défilé baptisé "*un avenir qui marche*" dans le centre de la capitale. Des manifestations similaires sont prévues à Glasgow et à Belfast.

"*Il devient de plus en plus évident que l'austérité est en train d'échouer*", a estimé Brendan Barber, secrétaire général du TUC. "*Plus de deux millions et demi de personnes sont sans emploi et trois millions d'autres ne travaillent pas assez pour boucler leur fin de mois, et depuis trois ans les salaires ne cessent de baisser chaque mois*", a-t-il expliqué.

En mars 2011, près de 250.000 personnes avaient participé à une manifestation organisée par le TUC à Londres, le plus grand rassemblement depuis les défilés contre l'intervention militaire en Irak en 2003. (Reuters 19.10)

#### 3- Afrique du Sud

Les mineurs du producteur d'or Gold Fields ont mis fin à leur grève vendredi en Afrique du Sud où le président Jacob Zuma a

promis d'accélérer les investissements pour répondre aux doléances qui alimentent le pire conflit social du pays depuis l'apartheid.

En revanche, la grève en cours depuis un mois à l'Anglo American Platinum, plus gros producteur mondial de platine, ne montre aucun signe d'apaisement et les employés de la mine d'or de Kusasaletu, exploitée par Harmony's Gold, n'ont pas davantage repris le travail.

Le gouvernement appelle les mineurs à reprendre le travail et les entreprises ont été encouragées à lancer à des centaines de grévistes illégaux des ultimatums les menaçant de licenciements, une tactique de négociation brutale qui semble porter ses fruits.

Gold Fields, 4e producteur mondial d'or, rapporte qu'environ 11.000 mineurs, menacés de renvoi à moins qu'ils ne reprennent le travail d'ici jeudi, étaient revenus travailler après un arrêt d'un mois dans son exploitation de KDC West, située à Carletonville, à 40 km à l'ouest de Johannesburg.

Le producteur a licencié 1.500 travailleurs qui ne sont pas venus travailler à KDC West et a prévenu 8.500 travailleurs en grève sauvage à KDC East qu'ils avaient jusqu'au début de la semaine pour se manifester ou perdre leur emploi.

Environ 15.000 travailleurs ont été licenciés ces deux dernières semaines, bien que les analystes estiment que la plupart devraient être réembauchés en raison du coût très élevé et du temps nécessaires pour leur trouver des remplaçants.

Environ 35.000 mineurs, soit 7% de la main-d'oeuvre totale de la branche sont en grève et menacés de licenciement, même si à peu près le même nombre a repris le travail. (Reuters 19.10)

#### 4- Etats-Unis

Le fabricant de puces électroniques Advanced Micro Devices (AMD) a annoncé vendredi qu'il supprimerait près de 15% de ses effectifs (12.000 salariés), pour faire face à un ralentissement de la demande mondiale, et a fait état de prévisions décevantes pour le 4e trimestre, ce qui fait chuter le titre de plus de 14% à Wall Street. (Reuters 19.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 22 octobre

### CAUSERIE

En lisant ma production des deux derniers jours, vous aurez confirmation ou compris que j'ai bien les deux pieds sur terre ou toute ma tête, car c'est indispensable pour aborder les sujets traités ici. Ni mégalomane ni paranoïaque, ni enclin à verser dans la "théorie du complot", ce sont habituellement les arguments avancés par ceux qui ont quelque chose à cacher ou qui fuit la vérité parce qu'elle leur est insupportable, ils n'ont aucune emprise sur moi, j'essaie tout simplement d'être le plus lucide possible, un crime paraît-il, soit.

Je continue de télécharger des vidéos et de lire des articles sur Internet sur les différents sujets que nous avons abordés les derniers jours, au fur et à mesure j'affine mon analyse ou je rectifie si nécessaire, on aborde des questions controversées ou un terrain glissant ou beaucoup de gens se sont méticuleusement appliqués à nous dresser des bâtons dans les roues pour nous empêcher d'accéder à la vérité, il faut donc être d'une extrême prudence avant de se prononcer de façon définitive, seuls les faits établis et vérifiables compteront.

Surtout il faut tenir compte de qui écrit, la personnalité de cette personne, qu'est-ce qui pour elle présente le plus d'intérêt dans la vie, ses goûts, ses fréquentations, et de la faiblesse humaine qui pour un oui ou un non peut écrire du jour au lendemain le contraire ou se contredire sans se justifier, ce qui pour nous est inqualifiable, inacceptable évidemment, c'est très délicat à démêler le vrai du faux, mais nous persistons dans notre effort pour y parvenir, et puis il faut éviter les amalgames et les généralisations, il ne faut rien laissé au hasard. Si on a commis une erreur, on rectifiera. Avançons lentement et prudemment.

Rédigé samedi soir.

J'ai retranscrit en substance un passage du documentaire figurant dans le site (adresse YouTube dans la rubrique Vidéo) consacré à la franc-maçonnerie.

- Les francs-maçons deviennent ceux qui profitent du système politique qu'ils ont établi aux alentours de 1905 pour continuer de dominer indépendamment du jeu normal des institutions, une fois leur projet intellectuel, spirituel ou moral réalisé, la République solidement établi, l'Eglise ayant perdu l'essentiel de ses prérogatives ou pouvoirs.

Après la Première Guerre mondiale l'anti-maçonnisme et l'anti-sémitisme vont se conjuguer et créer un concept redoutable facile à comprendre pour l'opinion publique : le complot judéo maçonnique.

Il ressort de cet extrait et de ce documentaire dans sa totalité, que la franc-maçonnerie ne puisse pas être assimilée au sionisme, puisqu'elle en fut elle-même la victime, et qu'elle remplirait plutôt une fonction progressiste au sein de la société, toutefois en utilisant le conditionnel pour au moins trois raisons qu'il nous faudra éclaircir par la suite.

La première, parce que ce documentaire ne rend compte que de la franc-maçonnerie en France, la seconde, parce qu'il ne rend compte que de certains aspects disons publics de la franc-maçonnerie, et enfin, parce qu'il y manque ses rapports avec le monde de la finance qui est déterminant dans la marche du monde depuis plus d'un siècle, jusqu'à prétendre imposer un Nouvel Ordre mondial à tous les peuples une fois rendus à l'état de serfs (N. Rockefeller).

Donc, au regard des maigres données dont je dispose à ce jour, je serais porté à dire que je suis dans l'impossibilité de trancher cette question. Cependant, si vous avez visionné ce documentaire, vous aurez constaté qu'il y manque un autre élément déterminant.

Après qu'il eut été rappelé à juste titre que la réaction avait pratiqué un amalgame entre franc-maçonnerie et judaïsme, il n'apparaît nulle part la véritable origine de l'antisémitisme lié justement à la finance, plus précisément aux Rothschild déjà très puissants en France, il y est bien question de la vengeance des catholiques exercée par Pétain et le régime de Vichy ainsi qu'Hitler ou le régime nazi aussi bien à l'encontre des juifs que des francs-maçons, sans que l'on sache ni d'où elle venait véritablement, qui en était le ou les véritables inspirateurs ou théoriciens sur le plan idéologique, ni son véritable objectif politique, sachant par ailleurs qu'Herzl, Hitler, Rothschild et les siens partageaient la même idéologie et poursuivaient le même objectif.

Cette lacune est pour le moins surprenante, car ni le producteur, ni les réalisateurs et ni les personnalités intervenant dans ce documentaire n'étaient censés ignorer que ce facteur fut en grande partie à la fois à l'origine de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, plus particulièrement de la chasse aux sorcières organisée contre les francs-maçons et les juifs pour les exterminer.

Y aurait-il au sein de la franc-maçonnerie la même répartition cynique des rôles qui existe au sein de la communauté d'origine juive, entre d'une part les membres d'une élite restreinte appelée à vivre et à assumer le pouvoir désigné par les Rothschild, Rockefeller et Cie., et d'autre part le plus grand nombre qui serait au mieux appelé à survivre ou pire à disparaître ? C'est notamment à cette question précise qu'il nous faudra répondre pour la trancher définitivement ou de manière satisfaisante.

Pendant qu'on y est, on pourrait poursuivre en posant la même question à d'autres acteurs : les partis ouvriers. Comment se fait-il qu'ils se soient employés à cacher systématiquement la vérité à leurs militants sur autant de questions déterminantes pour comprendre dans quel monde nous vivons ? Cette partie figure plus loin.

Comment j'ai fait confiance à un parti et des dirigeants qui m'ont sciemment caché la vérité, induit en erreur, laissé dans l'ignorance de 1977 à 2012.

En 1978 j'ai participé à un GER (groupe ou groupement d'études révolutionnaires, j'ai oublié le terme exact, peu importe), un stage de formation si vous voulez, pendant plusieurs mois avant d'être "coopté" à l'OCI (Organisation communiste internationaliste), ancêtre du courant communiste internationaliste (CCI) du PT, puis du POI qui de fait dirige et contrôle ce parti, pendant lesquels furent abordés notamment l'histoire de la lutte des classes au cours des siècles précédents et plus particulièrement la période couvrant le XXe siècle, donc la crise économique des années 20-30 et les deux guerres mondiales, etc.

Jamais les questions que nous avons abordées plus haut n'ont été traitées, pas un mot sur la nature de l'antisémitisme et l'origine du sionisme, pas un mot sur le rôle des banquiers Rothschild et Rockefeller ne fut évoqué, ni la collusion entre eux et le régime nazi et de Vichy, ni la déclaration de Balfour, ni Bilderberg, ni la Commission Trilatérale, ni le Nouvel Ordre mondial, et si je ne dis pas de bêtise ni l'Union européenne qui existait pourtant depuis 21 ans, ni un tas d'autres questions importantes, qui, si on ne les aborde pas et on n'y apporte pas de réponses claires ou satisfaisantes, ne permettront pas de comprendre comment fonctionne réellement la société.

J'ai peut-être une mauvaise mémoire, mais il se trouve que lors de mon départ en Inde en 1996, parmi la caisse de livres que j'avais emportée figurait le manuel de GER que j'avais utilisé 18 ans auparavant, environ 150 pages, la couverture était bleu marine, je l'ai consulté à de nombreuses reprises quand je me suis remis au militantisme après le 11 septembre 2001, car j'avais hâte de retrouver un bon niveau politique, mais par manque de chance il a disparu dans les flots lors du tsunami de décembre 2006 ainsi que les neuf dixièmes de ma bibliothèque, donc je ne pourrais pas évoquer en détail quel en était le contenu exact. Des anciens camarades de l'OCI auront peut-être à cœur de confirmer mes assertions, ce dont je leur serais reconnaissant.

Il y a des choses d'une extrême importance que l'on n'oublie pas dans la vie, je pense que vous serez d'accord avec moi, et celle-ci en fait partie. Apprendre par hasard que le sionisme est à l'origine de l'antisémitisme à 57 ans, c'est terrible camarades,



terriblement humiliant. J'ignorais également totalement que ceux qui avaient financé "*les alliés*", le "*camp de la paix et de la démocratie*", les "*vainqueurs*" de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, les banquiers Rothschild, Rockefeller, etc. avaient également financé le camp adverse, Hitler, Mussolini, Franco, etc. Si les profs d'histoire sont finalement des cancre, mes formateurs de l'OCI ne valaient guère mieux en somme, dont Christian Eyschen.

Là je me dis stop, trop c'est trop ! Te rends-tu compte à quel point tu as pu être ignorant jusqu'à présent, et tu t'es permis de t'exprimer sur un tas de sujets, en fait j'ai commis des erreurs involontairement, c'est grave. J'ai été berné par les Lambert, Gluckstein et leur cour d'intellectuels de merde au-delà de tout ce que j'ai pu imaginer jusqu'à ce jour.

Qu'on se comprenne bien, la tâche d'un militant, d'un cadre ou dirigeant, d'un parti combattant pour la révolution socialiste internationale, c'est d'organiser les travailleurs en intervenant dans la lutte des classes, donc de construire le parti, ensuite de tout faire pour élever le niveau de compréhension de la société des travailleurs et évidemment des militants de son propre parti, c'est la moindre des choses. Et bien force est de constater qu'ils ont fait exactement l'inverse en nous maintenant dans l'ignorance la plus profonde pour mieux nous manipuler, je le savais depuis un moment déjà, mais pas à ce point-là.

S'ils emploient les mêmes méthodes que notre ennemi, profiter de l'ignorance des militants et les y maintenir indéfiniment, quelles sont leurs véritables intentions ? On est en droit de se poser cette question parfaitement légitime, non ? Ils peuvent toujours hurler à la calomnie, on s'en contrefout totalement, les faits sont établis et c'est pour nous l'essentiel. Viendraient-ils nous dire que nous n'étions pas prêts à entendre la vérité et capables de faire la part des choses qu'ils s'enfonceraient un peu plus, c'est justement l'argument qu'emploient ceux qui tiennent à cacher la vérité aux travailleurs, l'argument favori des staliniens notamment, les travailleurs sont tellement cons, c'est bien connu.

Nous, nous partons du postulat inverse, en estimant qu'à partir du moment où l'on est capable de présenter les choses simplement et de manière cohérente, la plupart des travailleurs et des militants sont en mesure de réfléchir et de comprendre de quoi on leur parle et de progresser.

A ceux qui ont découvert le site récemment, je conseille de lire mes premières causeries qui remontent à août 2008, où j'ai beaucoup parlé de mon parcours personnel, d'où je viens, je pourrais l'évoquer encore ici brièvement.

Parvenu à l'âge de 19 ans j'étais un ignare fini, un abruti, un arriéré comme l'on dit, totalement arriéré, comme mes parents. Il m'a fallu acheter un dictionnaire pour pouvoir lire les livres un peu sérieux que je commençais à aborder en suivant les conseils de copains qui eux avaient eu la chance d'aller à l'école publique, puis au lycée et pour certains à l'université, la philosophie. Je venais de découvrir en fréquentant les grands frères de mes copains que j'étais totalement incapable de comprendre de quoi ils parlaient, donc je restais à l'écart en espérant qu'ils ne me demandent pas mon avis tellement j'avais honte de mon ignorance, j'ai vécu cette expérience comme l'humiliation suprême de ma vie, encore jusqu'à présent d'ailleurs, rien ne l'a égalé à ce jour, pas même ce que m'on fait subir des dizaines de patrons par la suite.

C'est à cette occasion que je me suis fixé pour objectif de lutter toute ma vie contre mon ignorance, contre l'ignorance en général, sous toutes ses formes. J'ai considéré que c'était une tare, à l'époque pire que d'être pauvre puisque j'étais issu d'un milieu ouvrier pauvre, mon père était menuisier en bâtiment. En y repensant, cela doit être à partir de ce jour-là que j'ai estimé qu'au lieu de penser à mon avenir comme certains pensent à leur carrière professionnelle, je m'en suis détourné pour ne plus penser qu'à vaincre cette terrible ignorance, un fléau, une gangrène, une maladie honteuse dont il était possible de venir à bout puisque mes copains l'avaient vaincue, tel était mon état d'esprit.

J'avais 19 ans, j'en ai 57 et depuis cette obsession ne m'a jamais quitté un instant. Alors imaginez un instant ma réaction (violente) après ce que j'ai découvert ces derniers jours ? Un cauchemar ! J'ai eu l'impression de revivre ce que j'avais vécu 38 ans auparavant. Vous savez que j'ai peu dormi depuis deux semaines à cause des coupures d'électricité et que j'étais complètement crevé, déjà avant d'ailleurs, j'ai atteint la limite de l'épuisement, par chance j'ai réussi à mieux dormir deux jours de suite, du coup hier j'ai bossé jusqu'à 3 heures du matin et la veille jusqu'à 2 heures, je voulais tout voir, tout entendre, tout de suite, sans délais, je ne voulais pas rester une minute, une nuit de plus sans savoir la vérité, cette vérité que l'on dit révolutionnaire et que des manipulateurs professionnels m'avaient caché si longtemps. Surtout, je voulais la partager avec mes camarades, tous ceux qui se connectent sur le site et qui l'ignorent sans doute aussi, peut-être, je n'en sais rien, sûrement pour certains.

Connaître la vérité n'a d'intérêt que lorsqu'on la partage avec le plus grand nombre pour qu'elle finisse par triompher un jour, sinon à quoi bon, pour se dire plus intelligent que les autres, c'est grotesque comme comportement, indigne. Oui, c'est cela, ces dirigeants ne sont pas dignes que des militants leur accordent la moindre confiance, et qu'ils n'osent pas feindre d'ignorer la vérité, ils ont évoqué à de rares reprises le Nouvel Ordre mondial sans jamais s'aventurer à en décrire le fonctionnement ou la structure, on en a la preuve, impossible de le nier, donc ils savaient parfaitement de quoi ils retournaient, mais ils sont trop corrompus pour l'avouer. Il est 0h15, j'arrête là, je tombe de fatigue. Quelque part je suis écoeuré au dernier degré, dégoûté, et d'un autre côté, je suis heureux d'être moins ignorant que la veille.

Je rajoute quelques mots en me relisant et en corrigeant lundi après-midi.

Je ne l'ai pas précisé, mais il va de soi que lorsque je militais à l'OCI de 1978 à 198, puis lorsque j'ai repris contact avec le PT en 2001 en m'abonnant à *Informations ouvrières* et en me rendant à leur siège à Paris en 2002, j'avais une confiance totale en eux, jamais je n'avais soupçonné ce que j'allais découvrir plus tard ni l'existence de Bilderberg, la Commission Trilatérale, etc.

Brouillon d'un courriel destiné à des organisations anti-sionistes ou opposées au Nouvel ordre mondial que je n'ai pas envoyé.

Qu'est-ce qui est à la racine, à l'origine du sionisme, de l'idéologie imaginée par N. Rothschild au début du XIXe siècle ou même avant, de cette idéologie théorisée par Theodor Herzl au début du XXe siècle et dont ce sont inspirés Hitler et les nazis pour exterminer les juifs par millions ?

Réfléchissez. La finance, le capitalisme financier qui allait finir par dominer le capitalisme suivant un processus dialectique et qui reproduirait les mêmes atrocités si on ne l'éradiquait pas définitivement, c'est-à-dire qu'il faut liquider le système économique capitaliste qui a engendré le capitalisme financier, etc. et non une partie ou un pan de ce système économique.

Et à ce système économique basé sur l'appropriation des moyens de produire les richesses, il n'existe pas d'autre alternative possible que l'appropriation des moyens de produire les richesses par la collectivité toute entière, disons les travailleurs manuels et intellectuels une fois qu'ils auraient constitué leur propre Etat social sur les cendres de l'Etat capitaliste, de la finance, sioniste. Il n'existe aucune autre alternative ni de moyen terme possible sauf à vouloir revivre à nouveau... ce que nous voulons justement nous débarrasser.

Le courriel que j'ai adressé dimanche après-midi aux auteurs du portail 911nwo.info qui ont dénoncé la supercherie des attentats du 11 septembre 2001 ou qui prétendent combattre contre le Nouvel ordre mondial. Je vais en adresser une copie à Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire.

Courriel adressé hier au portail 911nwo que j'ai légèrement corrigé ou complété.

Il y a des intellectuels sans doute honnêtes au départ, qui vont parvenir à comprendre que le Nouvel ordre mondial constitue une réelle menace pour l'humanité, puis effrayés par leur découverte ou tout simplement parce qu'ils sont déconnectés de la lutte des classes en laquelle ils ne croient pas non plus, ils vont progressivement ou brutalement faire marche arrière, affaiblis par l'absence de perspective politique pour mettre à bas ce plan criminel, ils vont basculer ou se faire récupérer par des organisations à la solde de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui l'a conçu ou œuvre à sa réalisation. En voici une preuve.

On peut lire dans le portail 911nwo :

- Dans le document audio ci-joint (<http://www.dailymotion.com/video/xelyhi>), Pierre Hillard informe qu'il va limiter les conférences de presse et les interviews concernant le Nouvel Ordre Mondial, car pour lui c'est humainement cuit en ce qui concerne le NWO : il n'y a plus grand chose à dire, on assiste maintenant à la mise en place du Nouvel Ordre mondial. (<http://911nwo.info> 13.10.2010)

Puis, les auteurs de 911nwo ont rectifié en faisant savoir que Pierre Hillard n'avait pas décidé de désertir le combat contre le Nouvel ordre mondial, puisqu'il participerait à une conférence à Toulon en décembre 2010 sur ce thème...

Pourquoi pas. Puis en me connectant sur Wikipédia, j'apprends qu'" Il est depuis octobre 2012 éditorialiste sur le site Internet Boulevard Voltaire, lancé par Robert Ménard ", qui justement appartient à cette flopée d'intellectuels réactionnaires abonnés au Nouvel ordre mondial ou présenté comme tel par Thierry Meyssan, le président du Réseau Voltaire. Question : êtes-vous vraiment certain que Pierre Hillard n'aurait pas changé de camp depuis ou retourné sa veste ?

Si je puis me permettre, votre naïveté est sidérante, combattre les pires criminels de l'humanité par la "non-violence" (déclaration figurant dans la présentation de leur portail), on nage là en plein délire, à moins que...

Vous faites partie de ces intellectuels farouchement anti-marxistes, antisocialistes ou anticomunistes pour n'y avoir rien compris ou par ignorance, or l'interprétation du développement historique du capitalisme qui a conduit à ce qu'une minorité concentre les richesses et le pouvoir politique entre leurs mains est un processus dialectique qui découle des fondements économiques et sociaux du capitalisme et que Marx et Engels s'étaient employés à décrire. Ils n'ont rien inventé de ce point de vue-là, ils n'ont fait que découvrir les lois internes qui régissaient ce processus et devaient conduire infailliblement, soit à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial incarné par une poignée de banquiers et d'intellectuels, soit à un monde débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression propre à un système économique reposant sur la division de la société en classes (et en Etats) aux intérêts antagoniques et irréconciliables ne profitant qu'à une infime minorité de privilégiés au détriment de l'immense masse de la population réduite en esclavage ou dépourvue de tout droit social et politique.

Ce Nouvel ordre mondial, s'ils parvenaient à l'instaurer coïnciderait avec l'extinction non pas des classes, mais de la lutte des classes, qui seule a permis à la civilisation humaine de progresser vers son émancipation du règne de la nécessité au cours

des derniers millénaires. C'est elle qui est le moteur principal du progrès social (je rajoute après coup, que j'ai laissé volontairement de côté les forces productives pour ne pas alourdir inutilement ma démonstration.) . Le nier ou ne pas en tenir compte, refuser les conclusions qui découlent des enseignements de la lutte des classes du passé que Marx et Engels n'ont fait que théoriser si l'on veut, conduit infailliblement à une impasse politique, à l'impuissance, et finalement à rendre possible l'établissement de ce Nouvel ordre mondial que nous combattons, à la victoire finale, définitive de la barbarie qui coïnciderait en réalité avec l'extinction ou la disparition de la civilisation humaine.

Vous me faites penser aux anti-sionistes qui ont identifié quelle était l'origine idéologique de l'antisémitisme, mais qui refusent de remonter à son origine sur le plan de la lutte des classes, et dont pour cette raison le discours est incohérent ou inaudible et s'encanaille avec l'extrême droite, origine qui prend sa source dans l'inégalité qui existe entre les classes entre ceux qui vivent de leur travail en produisant des richesses, et ceux qui vivent soit en exploitant directement le travail d'autrui, soit en tirant profit des richesses qu'ils n'ont pas produit eux-mêmes, faire de l'argent à partir de l'argent des autres, le propre par excellence du banquier. Or c'est justement un banquier, N. Rothschild, qui est l'idéologue qui a imaginé se rendre maître un jour du monde ou ce Nouvel ordre mondial, T. Herzl n'ayant fait que le théoriser d'une certaine manière...

Bref, c'est cette inégalité sociale, qui est le fondement du capitalisme, qui a produit le sionisme, qui a conduit à toutes les atrocités que nous avons vécues depuis plus d'un siècle ainsi que l'oligarchie financière qui domine le monde. Donc, vous pouvez mener tous les combats que vous voulez, ils sont perdus d'avance si vous n'avez pas pour objectif l'éradication du capitalisme de la surface de la planète qui a été théorisé par les fondateurs du socialisme scientifique. S'en remettre à l'ONU, précurseur ou temple de ce Nouvel ordre mondial ou militer pour un capitalisme plus humain est du domaine de l'illusion ou de l'ignorance.

J-C Tardieu (milarepa13@yahoo.fr – www.luttedeclasser.org)

PS. J'ajoute ce passage qui confirme ce que vous venez de lire.

(<http://www.bvoltage.fr/pierrehillard/victoire-de-loligarchie,1592>)

Victoire de l'oligarchie (article signé Pierre Hillard – 11 octobre 2012)

*« A la lecture de ces quelques articles, on ne peut que constater qui est le maître.*

*Nous sommes convaincus que les ardents défenseurs de la souveraineté nationale vont occuper tous les plateaux de télé et saisir tous les micros pour dénoncer l'instauration de cette dictature financière nous rangeant à l'état d'esclaves taillables et corvéables à merci. »*

Vous avez bien lu , c'est foutu, déposez les armes, cessez le combat, tel est le message très clair de ce représentant du Nouvel Ordre mondial, Meyssan ne s'était pas trompé. Fin.

Réflexion générale avant de poursuivre

Vous remarquerez chers camarades que je ne passe pas mes dimanches sous les cocotiers, j'aurais eu du mal aujourd'hui il pleuvait !

J'ai visionné ou plutôt j'ai noté les adresses d'une quinzaine de vidéos que j'ai découverte et qui m'intéresse particulièrement, sur les sujets que nous avons abordés les derniers jours. Ma connexion étant trop lente et le téléchargement se bloquant au bout d'un moment il me faudra plusieurs semaines avant de les visionner toutes, mais j'y arriverai, vous savez à quel point je suis déterminé.

Avant cela on pourrait faire un point pour déblayer le terrain si je puis dire. Il n'a jamais été aussi facile de se faire manipuler, à côté des professionnels qui opèrent sur Internet, nos dirigeants qui nous ont maintenu dans une profonde ignorance ou nous ont sciemment caché une partie essentielle de la vérité sont des apprentis. Nous allons essayer de procéder par ordre et de récapituler tout ce que nous avons appris ces derniers jours, et si nécessaire nous corrigerons par la suite les erreurs qui auraient pu se glisser ici ou là ou préciser certains points particuliers qui présentent un intérêt pour la compréhension du monde tel qu'il est véritablement.

A propos d'anti-sionistes et d'intellectuels opposés au Nouvel ordre mondial

Nous sommes en présence d'intellectuels, de personnalités, d'organisations, de partis qui prétendent combattre le sionisme ou le Nouvel ordre mondial synonyme de la dictature de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui couvre ses plans criminels, comme dernière étape du développement du capital au stade de l'impérialisme, d'un processus dialectique et historique qui a débuté aux alentours de la fin du XVIIIe siècle, bien avant que le capitalisme triomphe du système féodal sur le plan économique et de la monarchie sur le plan politique, appelé aussi l'Ancien régime.

Parmi les anti-sionistes, il y en a qui sont organisés en parti, leur objectif est de faire en sorte que les couches de la bourgeoisie liées au judaïsme dans sa version originelle, prétendent-ils, parviennent au pouvoir. Ils sont alliés à des musulmans qui de leur côté revendiquent le même objectif à partir d'une lecture du Coran, ainsi qu'à des courants catholiques qui seraient animés des mêmes bonnes intentions. L'ensemble concourt à instaurer une société se reconnaissant dans un dieu unique qui n'aurait pas de nom ou tous à la fois de telle sorte qu'aucun ne s'opposerait aux autres si j'ai bien compris leur démarche.

En tout état de cause, ils se situent sur un terrain idéologique faisant la part belle à la religion tout en étant totalement étranger à la lutte des classes qu'ils ignorent dans leurs déclarations ou discours. Du coup, ils en arrivent à s'encanailler avec des éléments ou des partis d'extrême droite dont l'idéologie présente un caractère de classe bien précis qui consiste à combattre le socialisme qui incarne le bien-être de l'humanité et la paix sans distinction de peuple ou de race, de telle sorte qu'ils se retrouvent à s'allier avec ceux qui prônent une idéologie raciste et antisémite similaire à celle des auteurs de la Shoah ou de l'extermination par millions de juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Bien entendu, ne se situant pas sur le terrain de la lutte des classes, tout du moins en apparence, ils ne remontent pas à l'origine du sionisme dont les racines sont issues des fondements mêmes du capitalisme, plus précisément du capitalisme financier qu'incarneront les Rothschild dès la fin du XVIIIe siècle.

Parmi les opposants au Nouvel ordre mondial, on trouve différentes catégories d'intellectuels, dont certains sont organisés et d'autres demeurent plus ou moins isolés.

Ils vont présenter exactement le même défaut que les anti-sionistes que nous venons de décrire, à savoir qu'ils sont incapables jusqu'à présent de se situer sur le terrain de la lutte des classes ou pour être plus précis, d'intégrer dans leurs analyses les enseignements du capitalisme résultant des travaux de Marx et Engels, ainsi que la lutte des classes au cours de la seconde moitié du XIXe siècle au moment de la phase progressiste ou révolutionnaire du capitalisme et de sa phase déclinante ou réactionnaire au cours du XXe siècle.

Précisons et nous y reviendrons plus loin, à leur décharge, qu'ils ont été d'autant plus enclins à adopter ce comportement ou cet état d'esprit, que le mouvement ouvrier s'est avéré totalement sclérosé ou décomposé notamment au cours de la seconde moitié du XXe siècle, quand il n'a pas littéralement capitulé devant les tenants du Nouvel ordre mondial.

Parmi ces intellectuels, il y a ceux qui ne comprenant pas le rôle de l'ONU s'en remettent à cette institution qui fait justement figure de gouvernement mondial ou aspire à le devenir au détriment des intérêts de tous les peuples de la planète, ou qui s'en remettent à sa Charte qui remplit précisément la fonction de Constitution de ce Nouvel ordre mondial.

Charte à laquelle les différentes puissances impérialistes feront appel au cours des décennies écoulées sans forcément en respecter les termes, indiquant bien par là qu'elle n'avait été conçue que pour avoir un rôle coercitif envers les Etats que les maîtres du monde avaient décidé de soumettre à leur dictature, tandis que leurs alliés (Israël notamment) pourraient la piétiner ou piétiner allègrement et de manière continue pendant 60 ans les résolutions adoptées par cette institution, sans que personne finalement ne trouve rien à y redire, de telle sorte que s'en réclamer ne fait que manifester l'impuissance de ceux qui s'en réclament ou réclament son application stricte de la part de tous les Etats qui l'ont ratifiée. Cela a été et demeurera un voeu pieux et sans lendemain. Parmi ces intellectuels figure le Réseau Voltaire notamment.

D'autres intellectuels qui dénoncent les crimes et les dangers, qui revendiquent leur opposition à l'établissement de ce Nouvel ordre mondial, sont parvenus à en comprendre le fonctionnement, les tenants et les aboutissants, mais là encore, incapables de se situer sur le terrain de la lutte des classes d'un point de vue marxiste, ils avouent eux-mêmes leur impuissance à le combattre et ne proposent aucune alternative au capitalisme. Parmi eux figurent les auteurs de la vidéo sur la monnaie et l'emprise des familles Rothschild et Rockefeller sur les Etats-Unis et l'économie mondiale.

D'autres intellectuels sont parvenus à faire le lien entre les attentats du 11 septembre 2001 et le cartel des banquiers internationaux de la Fed, tout en refusant de se situer sur le terrain de la lutte des classes ou niant son existence, du coup ils n'ont rien trouvé de mieux que de vouloir lutter contre les mégalomanes criminels à la détermination sans faille et au cynisme sans limite qui caractérise notre ennemi en leur opposant une lutte non-violente, pacifique, à croire qu'ils seraient prêts à leur servir de cobayes !

Maintenant, il existe des intellectuels d'une autre nature, qui peuvent avoir été à un moment donné en contact avec ceux que je viens de nommer, et qui plus tard peuvent avoir changé de camp ou dont les convictions ont évolué dans une direction opposée sans le crier sur tous les toits, mais où c'est le plus pernicieux et dangereux, tout en continuant à se présenter sous leur ancienne étiquette de manière à infiltrer des partis, organisations, associations, réseaux, pour le compte de notre ennemi en jouant si l'on veut le rôle d'indicateur, d'agent de renseignement sur ce qui s'y passe.

Ils se présentent comme précédemment comme des ennemis du Nouvel ordre mondial, pour rendre plus crédible leur discours afin qu'on ne se doute pas de leur réelle intention, pour tromper leur auditoire, ils vont même jusqu'à le radicaliser ou s'épancher avec force détails, c'est ainsi que Pierre Helliard présenté comme " *l'un des plus grands spécialistes indépendants du Nouvel Ordre Mondial*" va citer dans son article contre le MES, Goldmann Sachs et Mario Draghi, et les comparer à la mafia " *Al Capone*



à côté, c'est de la petite bière", pour finalement conclure son article en affirmant que c'est foutu, que tout combat est inutile et qu'il est devenu impossible de les vaincre, il ne va pas aller jusqu'à le dire ouvertement mais c'est inclus implicitement dans son discours, ses maîtres n'en demandaient pas plus, sinon il serait immédiatement démasqué et ne leur servirait plus à rien. Là nous sommes en présence d'une manipulation sciemment orchestrée. Mais nos intellectuels qui manquent singulièrement de discernement, dès qu'ils doivent se prononcer sur une situation ou des rapports relevant de la lutte des classes ou des facteurs qu'ils ne maîtrisent pas, l'économie peut en être un pour beaucoup d'entre eux, ils se font piégés ou peuvent être l'objet d'une manipulation à leur insu.

Du côté du mouvement ouvrier, c'est pire encore ou misérable, on se demandera de l'ignorance, de l'incurie politique ou de la corruption ce qui l'emporte.

Laissons de côté le PS que je situe dans le camp de notre ennemi, finalement mais sans être en mesure de le prouver ou sans posséder suffisamment d'éléments vérifiables et incontestables pour le prouver par ses liens avec le sionisme et la franc-maçonnerie ne peut pas être assimilé à un parti ouvrier et oeuvre tout en oeuvrant à l'avènement de ce Nouvel ordre mondial.

Le Front de gauche, le PCF et le PG principalement, dont une partie des dirigeants sont également des francs-maçons, s'en remettent régulièrement à l'ONU, donc au temple du Nouvel ordre mondial.

Lutte ouvrière vit dans un autre monde que le nôtre, sur une autre planète, ils ignorent apparemment tout de ce qui se trame dans notre dos, ce sont des ignares finis dont laissons-les là où ils sont.

Le NPA présente à peu de choses près les mêmes caractéristiques que LO, dès que les tenants du Nouvel ordre mondial monte une opération qu'on pourrait également assimiler à une provocation, ils sautent à deux pieds dedans, on peut encore l'observer avec la Syrie.

Reste le POI à qui il est arrivé de citer le Nouvel ordre mondial sans jamais décrire son fonctionnement ou nommer ses institutions ou organisations plus ou moins secrètes, Bilderberg, la Commission Trilatérales, etc. ni évidemment l'origine de l'antisémitisme et du sionisme, contribuant ainsi à maintenir leurs militants et les travailleurs avec lesquels ils étaient en contact dans la plus profonde ignorance, comme si on pouvait combattre pour le socialisme avec une armée d'ignorants !

De ce point de vue-là, les dirigeants du POI (OCI, PCI, PT inclus), du NPA (LCR inclus) et de LO portent une énorme responsabilité dans l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés des intellectuels honnêtes et sincères se dressant contre l'impérialisme de se reconnaître dans le socialisme ou de rejoindre notre combat, par ignorance, dogmatisme ou sectarisme ou pire encore qui sait, les laissant ainsi à la merci de théories foireuses ou fragilisés par leur isolement jusqu'à devenir une proie facile pour toutes sortes de charlatans ou de manipulateurs aux aguets.

Pierre Helliard considère que dorénavant le projet de Nouvel ordre mondial est trop avancé pour être vaincu, trente ans plus tôt Pierre Lambert (OCI - POI) faisait pour ainsi dire le même constat en déclarant à Pierre Broué que son fils devait bien être encore le seul à croire encore en la révolution socialiste, mettant en pratique cette affirmation en liquidant le PCI (Parti communiste internationaliste), les dirigeants de la LCR qui ont toujours un retard à l'allumage attendront encore quelques années avant de liquider la LCR, entre temps le PCF s'était débarrassé de la dictature du prolétariat, indiquant par là que seule dorénavant la dictature du capital aurait le droit de citer, ainsi le cours de l'histoire de la lutte des classes était définitivement fixé ou entendu, pour ainsi dire clos, il ne resterait plus qu'à mendier aux capitalistes de quoi survivre quotidiennement et le combat pour le socialisme était rendu au rang d'utopie.

Alors il ne faut pas s'étonner si la marche en avant de la barbarie qu'incarne leur Nouvel ordre mondial avance à pas de géant, même s'ils n'ont pas encore gagné la partie.

Les militants, les cadres et dirigeants de ces partis ainsi que d'autres issus d'autres formations combattant pour le socialisme et qui sont restés fidèles au socialisme, doivent se rassembler d'urgence pour constituer un nouveau parti et une Internationale avec des formations partageant les mêmes convictions et le même objectif à travers le monde, sur la base des enseignements du marxisme et du léninisme, mais aussi en intégrant toutes les données ou connaissances dont nous disposons sur ce Nouvel ordre mondial que notre ennemi projette d'établir à l'échelle mondiale, car on ne peut pas se permettre de les ignorer et d'ignorer ou de se passer du concours des intellectuels les plus brillants de notre époque qui tentent de s'y opposer sans avoir trouvé le moyen pour le vaincre.

Quelle que soient les circonstances ou les difficultés auxquelles nous faisons face, notre devoir demeure d'organiser les masses les plus conscientes ou déterminées ou construire un parti capable le moment donné de guider l'ensemble des travailleurs pour renverser l'ordre établi afin de changer la société, et élever par tous les moyens possibles à notre disposition le niveau de conscience politique de l'ensemble des exploités. Soit on s'engage résolument dans cette voie, soit l'humanité est condamnée à disparaître, au choix.

Comment la décomposition des dirigeants "trotskystes" du POI se confirme et s'amplifie.



L'interview du syndicaliste (sic!) Patrick Hébert par *Informations ouvrières*, ou quand un dirigeant du POI (CCI) interview un dirigeant du POI (CCI), ne vous marrez pas c'est très sérieux.

A croire que Hollande était leur candidat, parole de bureaucrate syndical (une charge héréditaire de permanent qu'ils se transmettent de père en fils depuis un demi-siècle!) :

- "*Cette ratification est contraire à l'engagement pris par l'actuel président lorsqu'il était candidat*", quelle affaire ! Il n'y a que les crétins ou les ignorants pour y avoir cru. Dites donc monsieur à quelle catégorie appartenez-vous ?

La politique d'austérité mise en oeuvre par Hollande découlera de l'application du TSCG et non de la crise du capitalisme qui s'est mystérieusement évaporée :

- "*En tout cas, nous ne resterons pas les bras ballants face aux conséquences de la politique d'austérité qui en découle*", parole de bras cassé, les bras nous en tombent littéralement !

Ils sont incapables de s'adresser à la classe ouvrière, à se demander qui ils représentent et quels intérêts :

- "*Nous essayons de rassembler, au-delà des appartenances syndicales et politiques qui relèvent de choix individuels*", à qui d'autres alors ?

Dès lors ils s'adressent à des "*militants*" qui seraient extérieurs au mouvement ouvrier ou à la classe ouvrière sans l'être tout à fait, non mais c'est très tordu... mais qui seraient tout de même fidèles à ses intérêts, on en rirait presque :

- "*tous les militants honnêtes qui entendent rester fidèles aux intérêts de la classe ouvrière, aux intérêts de la population, de la démocratie, et qui entendent bien ne pas subir cette dictature*", encore une chance, il est vrai que vous n'avez pas dû avoir trop de difficultés à demeurer "*fidèle*" à vous-même, quel aveu, quel terrible aveu qui vaut également pour Lambert, Gluckstein et sa cour !

Et dans quelle perspective se situe leur conférence du 1er décembre, je vous le donne en mille : la création d'un "*comité national de la résistance*", ils pourront intégrer des gaullistes, le M'PEP les affectionne, ils parodient le Conseil national de la résistance, quelle honte !

Et sur quelle position :

- "*non à la dictature de la troïka, non au TSCG*", position ou mot d'ordre commun aux souverainistes et à l'extrême droite notamment, à des intégristes anti-sionistes, etc. Vive le front unique !

Qui n'est que la traduction de l'allégeance ou plutôt la capitulation devant le régime et le gouvernement qu'ils s'emploient à épargner, le POI emploie le même discours que la CFDT et FO :

- "*Le gouvernement me fait penser à la chanson d'Annie Cordy : « Je voudrais bien, mais je peux point ! » Le gouvernement s'est mis dans une nasse. Il est confronté à un tas de dossiers.*

*En Loire-Atlantique, il y a le cas des chantiers navals STX. Le Premier ministre est issu de ce département, il est donc intéressé à double titre.*

*Je ne le soupçonne pas de vouloir fermer les chantiers. Il cherche des solutions, de nouvelles commandes de bateaux, etc."*

Le pauvre, on devrait le plaindre par dessus le marché, on croirait des courtisans flattant leur souverain ou lui prêtant des bonnes intentions, difficile de tomber plus bas.

Le gouvernement est de bonne foi, si, si, parole de contre-révolutionnaire :

- "*Le gouvernement ne peut pas demander à une entreprise française de passer commande auprès des chantiers navals. Le gouvernement cherche donc à ruser, à trouver un bol d'air dans la nasse où il s'est placé.*"

Le gouvernement est surtout très fort pour ruser avec les travailleurs pour mieux les berner, non, cela il ne le dira point. On a envie de lui répondre à propos du gouvernement : qu'il s'asphyxie et en crève, lui il se verrait bien lui porter secours, c'est inclus implicitement dans son discours si vous avez lu attentivement.

Le bureaucrate pourri qui a tout du bourgeois qui ne subit pas la dictature du capital et qui n'en ressent évidemment pas les conséquences pratiques, matérielles, physiques dans sa chair, voilà une déclaration digne de figurer dans le Figaro :

- "On est dans le faux-semblant. En même temps, c'est inquiétant, car c'est illustratif de la nature de cette dictature. Elle ne prend pas la forme de violence physique, mais de violence morale, de discipline forcée des consciences. "

Le chômage n'est pas une violence physique, quand tu n'as rien à bouffer, ce n'est pas non plus une violence physique, quand tu n'as pas de fric pour te soigner, ce n'est pas non plus une violence physique, dans quel monde au juste il vit ce "syndicaliste" ?

La dernière phrase confirme que le POI est totalement inféodé au PS, au régime et au capital :

- "Ces ministres pleins de bonne volonté, si j'ose dire, restent dans un cadre qui les réduit à contourner, à maquiller pour ne pas se faire taper sur les doigts par les « commissaires » de Bruxelles et les « hommes en noir » de la troïka."

Pauvre ou plutôt sale type car il nous dégoûte Patrick Hébert présenté par *Informations ouvrières* comme un syndicaliste de base, alors qu'il a hérité de la charge héréditaire de permanent de la fédération FO de Loire-Atlantique à la suite de son père, alors qu'il est l'un des dirigeants du courant communiste internationaliste du POI, ces gens-là et l'honnêteté cela fait deux décidément.

"Ces ministres pleins de bonne volonté, si j'ose dire", ben voyons, des gens bien qui s'ignorent quoi. Et ils osent se dire les "héritiers" de Trotsky, honte à eux !

Cette interview confirme tout ce que j'ai écrit sur les dirigeants de ce courant politique depuis 2005, je persiste et signe, à vrai dire, il semblerait que j'aie même été en dessous de la vérité, ils sont encore bien pire, des escrocs dignes des staliniens et qui se font passer pour des trotskystes.

"Résistance à la dictature", titre Gluckstein (éditorial - IO n°222) : militants et cadres du POI qui voulez rester fidèles à vos convictions, au socialisme, prenez vos jambes à votre cou et quittez ce parti en courant s'il vous reste un peu de dignité, fondez un nouveau parti avec des responsables et des militants d'autres formations issues de l'OCI.

Sortez vos mouchoirs : "Le gouvernement n'est pas au bout de ses peines" titrent-ils en page 4.

Toujours en page 4, le malheureux gouvernement capitaliste aurait hérité de "La patate chaude du "choc de compétitivité"" avec lequel il n'aurait évidemment rien à voir, à croire que le PS combattait le capitalisme avant de parvenir au pouvoir les 6 mai et 17 juin dernier.

Ils ont en commun avec notre ennemi d'où ils tirent leur inspiration et leur méthode pour tromper militants et travailleurs de ne reculer devant rien, de pratiquer un double langage en permanence.

Voilà qu'après ce que nous venons de relever, qu'ils osent ironiser sur les illusions que l'*Humanité* place dans le gouvernement, alors qu'eux le soutienne directement en s'employant à l'épargner ou ignorer qu'il agit en tant que représentant du capital et de la troïka, jugez plutôt le cynisme : "Chacun est libre de placer ses espoirs où bon lui semble", il devait parler pour lui, car en la matière il est vrai qu'ils sont bien placés pour le savoir après avoir soutenu les appareils pourris des organisations et des partis PS-PCF pendant un demi-siècle pour les plus âgés d'entre eux.

Yan Legoff qui signe cet article, termine par un constat que chaque militant pourrait faire de son côté, et qui dans le cas présent devrait suffire à démontrer que le POI serait différent des partis du Front de gauche... que finalement il imite si vous avez suivi attentivement de quelle manière le POI avance sa politique, par exemple, les militants doivent encore l'avoir en mémoire, comment finalement ses mots d'ordre rejoignaient ceux des organisateurs de la manifestation du 30 septembre à Paris, où tous se sont livrés à un exercice consistant à faire allégeance aux institutions de la Ve République en suppliant les députés du PS de ne pas ratifier le TSCG.

- "Quelle autre politique pourrait suivre ce gouvernement alors qu'il revendique haut et fort sa volonté d'appliquer à la lettre le traité TSCG (ce qui sera pour lui loin d'être simple, d'ailleurs) et sa soumission à l'Europe de Maastricht ?"

Vous allez l'aider, non ? Vous aurez remarqué au passage que le gouvernement n'applique pas une politique mais "suit" une politique, histoire de dire qu'il n'en est pas vraiment responsable, qu'il ne serait pas responsable de ses actes, car il est hors de question pour le POI de s'attaquer au gouvernement, d'où la nécessité pour eux de désigner aux travailleurs et militants un bouc émissaire, la troïka, Washington, etc.

C'est une imposture, nous vivons à l'époque où tous les acteurs de la scène politique se livrent à la même comédie.

## Ce n'est pas fini. Acte II scène III !

Après avoir liquidé le PCI (1985) qui regroupait théoriquement des militants trotskystes sur la base du programme de la révolution sociale au profit du PT, afin de rassembler dans le même parti des militants refusant de combattre sous le drapeau de la révolution socialiste et provenant essentiellement du PS et du PCF, donc sans avoir rompu avec l'idéologie réformiste ou stalinienne de ces partis et qu'ils avaient défendue jusqu'au début des années 80 quand le capitalisme pouvait encore supporter la mise en oeuvre de réformes sociales ou des mesures contribuant à l'amélioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs, on pourrait ajouter le courant anarcho-syndicaliste opposé au marxisme et au combat pour un Etat ouvrier, au socialisme en somme et à la construction du parti indispensable pour porter la classe ouvrière au pouvoir, comme cela n'avait pas donné les résultats escomptés et que le parti qu'ils prétendaient vouloir construire était une passoire ou stagnait numériquement, avait même régressé en vérité sur tous les plans, ils ont décidé de le saborder dans le dos de leurs militants pour fonder le POI en 2008 qui serait encore plus ouvert à tous les vents en intégrant des élus provenant de différents partis y compris bourgeois comme les Verts, dont certains n'ont pas hésité à déclarer publiquement qu'ils étaient opposés à toute révolution, etc. bref, en vain.

Face à cet échec cuisant qui traduit l'incurie devenue légendaire de leurs dirigeants, en réalité ceux du courant communiste internationaliste, à moins qu'il s'agisse de tout autre chose que nous n'aborderons pas ici, les voilà qui envisage d'ouvrir leur prochain congrès à "150 à 200 militants ouvriers de différentes tendances", précisant que " *Telle était la question posée au comité fédéral national le 13 octobre 2012*", maintenant vous avez le droit de vous lâcher et d'en rire, car leur parti censé se composer d'un courant socialiste, d'un courant communiste, d'un courant anarcho-syndicaliste et pour finir d'un courant trotskyste dénommé communiste internationaliste, on se demande bien quels courants politiques peuvent-il encore exister dans le mouvement ouvrier qui n'est pas déjà représenté dans leur parti, soi-disant représenté pour être plus précis, sans oublier des syndicalistes qui ne se reconnaissent dans aucun courant de ce parti parce qu'apparemment ils seraient apolitiques, ce qui nous a fait dire ailleurs qu'on était en droit de se demander si le POI était vraiment un parti politique.

Comment peut-on imaginer un seul instant qu'un parti puisse être en ordre de bataille ou que l'ensemble de ses militants se reconnaissent dans la politique impulsée par sa direction, quand celle-ci est écartelée entre des courants qui finalement ne partagent ni les mêmes moyens pour combattre le capitalisme et le régime en place ou porter la classe ouvrière au pouvoir ni les mêmes objectifs politiques ?

La liquidation du PCI au profit du PT puis du POI aurait dû suffire à ses militants à comprendre que les réelles intentions de leurs dirigeants, le tandem Lambert-Gluckstein, n'avaient rien à voir avec celles qu'ils affichaient, en vain, ils étaient déjà totalement sclérosés, fossilisés, en dehors d'une poignée qui démissionnèrent ou furent exclus pour finalement reproduire de leur côté à quelques variantes près les mêmes erreurs que les dirigeants de l'OCl.

En réalité, en lisant les morceaux choisis des interventions de militant lors de la dernière réunion de leur conseil fédéral national du 13 octobre, il ressort qu'il s'agit d'une nouvelle imposture du même type que lors du passage du PCI au PT ou au POI consistant à vanter le fonctionnement " *démocratique*" de leur parti en invitant à y participer des militants du PG, de syndicalistes avec lesquels ils sont en contacts et qui n'y verront que du feu, ne parvenant pas à les convaincre de rejoindre leur parti à partir de leur interprétation du développement historique du capitalisme sur la base du marxisme qu'ils ont abandonné ou tout simplement en développant leur programme, c'est à se demander à quoi il sert.

Les militants qui suivent le portail et le courant que j'anime depuis parfois des années auront à coeur je l'espère de comparer nos principes, notre conception du parti, notre ligne politique, notre stratégie, notre programme (disséminé dans mes causeries ou articles hélas !) et notre méthode avec ceux du POI qui viennent d'être exposés partiellement, et de déterminer librement lesquels sont cohérentes et sérieuses, lesquels s'inspirent ou sont conformes aux enseignements du marxisme et du léninisme, lesquels leur semble tendre (en permanence) vers l'objectif que nous nous sommes fixés.

Comme vous avez pu le constater et je ne m'en suis jamais caché j'ai émis à plusieurs reprises des doutes sur l'appréciation que je portais sur le POI, dorénavant et depuis déjà un bon moment ces doutes ont totalement disparu, jamais ce parti ne permettra à la classe ouvrière de parvenir au pouvoir. J'ai acquis cette conviction, non pas en me basant sur des hypothèses ou une vieille rancœur que j'aurais contre ses dirigeants, mais en analysant les déclarations de ses dirigeants, la politique qu'ils ont mise en oeuvre et de quelle manière il la justifiait, loyalement ou au moyens d'artifices ou en recourant à des méthodes que je qualifierai de détestables.

Mille fois hélas, et ce n'est pas une posture de ma part, car très franchement et je peux vous dire que rien que d'y penser cela me rend malade, il y a là quelque chose d'effrayant que je perçois très nettement, j'ai parfaitement conscience de la signification et de la portée politique de la décomposition totale de ce parti, qui n'est pas nouvelle me diront certains camarades et je suis d'accord avec eux sur ce point, j'aurais préféré de loin aboutir à une conclusion diamétralement opposée.

J'allais dire que secrètement on espère toujours se tromper ou que quelque chose va se passer qui les fera réagir et renouer avec le léninisme, et voilà qu'ils démontrent une nouvelle fois qu'ils en sont devenus totalement incapables, qu'on est en présence d'un processus irréversible que d'autres avant moi avaient discernés, depuis des années déjà j'ai été plus loin qu'eux dans l'analyse de ce courant politique (CCI) pourri de l'intérieur, irrécupérable, quel immense gâchis ! Je n'ose pas vous avouer les

conclusions politiques que j'en tire, elles m'effraient moi-même, je suis désolé, je vous assure que c'est mieux ainsi.

Notre seul espoir repose sur la jeunesse, les nouvelles générations de militants qui vont faire l'expérience de l'affrontement direct avec la bourgeoisie, enregistrées de cinquantés et violentes défaites, on ne voit pas trop comment il pourrait en être autrement. Même s'il se trouvait des cadres ou des responsables du mouvement ouvrier qui finiraient par partager nos analyses, isolés ou sans parti je ne vois pas comment ils pourraient agir et modifier le cours des choses au cours de la lutte des classes des années à venir. Bien entendu, il existe des centaines de militants qui ont des convictions proches des miennes ou avec lesquels je partage un certain nombre d'idées, mais malheureusement il existe des divergences majeures, de fond, qui nous empêchent de nous rassembler.

Je n'ai pas la carrure d'un dirigeant je le répète, j'ai la conviction profonde d'avoir compris un certain nombre de choses que la plupart n'ont pas encore saisies, d'être parvenu à comprendre comment la société fonctionne en conduisant jusqu'au bout mes analyses, en fait c'est une réflexion permanente qui conduit à des ajustements ou des modifications parfois ou assez souvent puisque la situation évolue aussi on est bien obligé d'en tenir compte.

J'ai produit un gigantesque effort pour tenter de me réapproprié le marxisme, sa méthode, vous en êtes tous témoins, je ne vous ai jamais rien caché, ni mes lacunes ni mes faiblesses ni mes erreurs, vous avez pu suivre mon évolution et les progrès que j'ai réalisés au cours des dernières années, et je peux vous affirmer que je ne suis pas au bout de mes peines loin de là, car il y a encore beaucoup de questions que je n'ai pas eu le temps d'aborder et d'étudier.

J'espère vous avoir fait partager ma soif insatiable de parvenir à un niveau de conscience toujours plus élevé, c'est à mon avis le seul moyen d'être vraiment digne de l'idéal que l'on s'est donné et que l'on prétend incarner. Quand il m'arrive de ne pas avoir un comportement tout à fait adéquat avec quelqu'un parce que je suis fatigué, peu importe la raison, je me dis que j'ai vraiment encore des efforts à faire pour être digne de mon idéal. C'est lui, notre combat politique qui donne un sens à notre vie, notre combat contre l'ignorance en somme qui ne se réduit pas au champ politique d'ailleurs. Je suis un fervent passionné de cette cause qui se confond avec le socialisme et le communisme, la liberté.

On passe une partie de son temps à se justifier auprès des autres pour un oui ou un non, c'est ingrat et épuisant à la fois mais nécessaire, on n'a pas vraiment le choix. Si je me contentais de balancer des idées, on me dirait pour qui il se prend celui-là, et quand je me casse la tête à les justifier on essuie encore des reproches, c'est inévitable et il faut l'accepter, ce que je ne suis pas toujours disposé à faire, je le reconnais. J'espère toutefois que ma contribution n'aura pas été inutile. Il est 1h 05 du matin, je vais me coucher si je ne veux pas être de mauvaise humeur demain matin, merde, j'ai encore parler trop vite, ils viennent de couper le courant, à croire qu'ils veulent ma peau, je plaisante ! A mon avis il y en a pour une heure.

### Qui a dit ?

- *"Celui là qui est prêt à perdre sa liberté au nom d'une prétendue sécurité, ne mérite ni l'une ni l'autre"*

Réponse : Benjamin Franklin.

### Manipulation et propagande. Le régime jordanien et la CIA à l'oeuvre.

- La Jordanie annonce avoir déjoué un complot islamiste - Reuters

La Jordanie a déjoué un important complot islamiste d'Al Qaïda visant à déstabiliser le pays par des attentats contre des galeries marchandes et des diplomates occidentaux à Amman, rapporte dimanche la télévision publique jordanienne qui cite les services de sécurité.

Onze suspects ont été arrêtés, ajoute la télévision qui précise que les attentats, en préparation depuis juin, devaient être commis avec des armes et des explosifs provenant de Syrie.

*"Leurs projets visaient à obtenir des explosifs et des mortiers en provenance de Syrie", a-t-on confirmé à Reuters de source proche des services de sécurité. "Leur but était de causer le plus de morts possible", a-t-on ajouté. (Reuters 21.10)*

### Michelin. Les bonnes consciences à pas cher, ouviéristes et tiers-mondistes français à l'oeuvre en Inde.

Ce qui peut choquer une fois de plus des arriérés ou des social-patriotes tels le Parti de gauche ou la CGT, ne parlons pas de la réaction catholique ( CCFD-Terre solidaire) mêlée évidemment à cette affaire et avec laquelle le PG et le CGT partagent les mêmes nobles intentions, les premiers par pure ignorance, les seconds par pur intérêt clérical, ce qui peut choquer c'est qu'un pays sous-développé et fortement peuplé (1,2 milliard d'habitants), dont plus la moitié de la population, j'ai lu récemment 75% mais je pense que ce chiffre est exagéré, vit encore de l'agriculture, doit pour remédier à ce problème au XXIe siècle empiéter sur des terres agricoles ou forestières.



Maintenant les conditions dans lesquelles cela se réalise et de quelle manière les agriculteurs ou la population locale est indemnisé est une autre question. Elle est du ressort du gouvernement qui loue ces terres à des entreprises dans le cadre de l'établissement de complexes industriels, et des représentants des populations locales ou des agriculteurs, sachant que le gouvernement tentera toujours de verser des indemnités les plus basses possibles, en fait au prix du marché connu de tous, oui cela existe aussi, je le précise pour les ignares que j'ai cités plus haut, et les agriculteurs de vendre leurs terres le plus cher possible. Je connais bien le sujet. Je vais vous expliquer rapidement ce qui se passe en réalité.

Une acre équivaut à 4.000 mètres carrés environ, un hectare (10.000 mètres carrés) représente donc environ 2,5 acres. Aujourd'hui, je possède une acre située en rase campagne qui vaut 50.000 roupies. Une acre située à proximité de la ville ou aux abords d'entreprises en vaut 300.000. Si demain j'apprends qu'une usine ou une entreprise va s'installer proche de chez moi, si je dois vendre mon terrain, je tenterais de le vendre beaucoup plus cher qu'il ne vaut aujourd'hui puisque sa valeur va considérablement s'accroître du fait de l'installation de cette entreprise. En attendant encore quelques années, il va encore grimper pour atteindre 300, 400, 500.000 roupies, donc si le gouvernement exige que je lui cède pour installer un complexe industriel dessus, je vais refuser de lui vendre seulement 50.000 roupies, le prix qu'il vaut actuellement, je vais vouloir en tirer beaucoup plus, même s'il me proposait le double je refuserais estimant qu'il serait très loin du compte, j'en exigerais au moins le prix qui existe actuellement aux abords d'une zone industriel soit 6 fois plus. Or, c'est en grande partie parce que ces terres sont encore bon marché que le gouvernement veut les acquérir.

Sans vouloir prendre la défense du gouvernement du Tamil Nadu, je peux vous affirmer que dans cette histoire les agriculteurs ne sont "*dépouillés*" ou "*spoliés*" de leurs terres comme j'ai pu le lire ici ou là, d'ailleurs si tel avait été le cas, jamais les travaux n'auraient pu débiter sur ces terres, là dans le cas présent, Michelin va être l'une des dernières entreprises à démarrer sur ce site où des entreprises sont installées depuis 2007, la taille des arbres qu'on peut voir sur les photos en témoigne si nécessaire, une sorte de palmier n'atteint pas 4 ou 6 mètres de haut en un ou deux ans.

Ce qui se passe, c'est que les agriculteurs ont bien été indemnisés par le gouvernement, ce sont des potentats locaux et des politiciens véreux, souvent les mêmes d'ailleurs qui poussent à la roue en manipulant la population locale en lui promettant de construire une nouvelle route, de remédier au manque d'eau ou je ne sais quoi encore, pour finalement soutirer des sommes importantes au gouvernement et s'enrichir davantage sur le dos de la population puisqu'ils sont tous corrompus jusqu'à l'os. Voilà ce qui se passe réellement.

Je rappelle qu'en 1990 j'avais acheté un peu plus d'un hectare de rizière en rase campagne à 25 kilomètres de Pondichéry, au Tamil Nadu, nous avons fait deux récoltes, eh oui j'ai aussi été agriculteur pendant deux ans ! parce que je n'avais pas les moyens d'acquérir un morceau de terrain à proximité de la ville, à cette époque je voulais planter une cocoteraie afin d'en tirer un revenu jusqu'à la fin de ma vie sachant que je n'aurais pas de retraite dans le futur et que je ne disposais que de peu d'argent pour assurer mon avenir et peu de temps aussi pour trouver une solution à ce problème. Je vous passe la suite, j'ai construit une maison sur ce terrain et j'ai tout revendu à moitié prix, parce qu'aucun indien ne voulait vivre en rase campagne ; mes beaux-frères ayant dilapidé mon argent dans la construction de cette maison, en principe sinon il me serait resté suffisamment d'argent pour tenir le coup avant que les cocotiers commencent à produire les premiers fruits et m'assurer un revenu.

Avant de prendre connaissance de l'actualité et de document en rapport avec cette affaire, voyons qui est le CCFD-Terre solidaire, ainsi qu'un extrait d'un article que le Parti de gauche lui avait consacré.

CCFD-Terre solidaire. (<http://ccfd-terresolidaire.org/>)

Constitué en association selon la loi de 1901, reconnu d'utilité publique en 1984, le CCFD-Terre Solidaire a reçu en 1993 le label Grande Cause Nationale. Il a le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies et est, aujourd'hui, la première Ong française de développement. Il est composé de 29 mouvements et services d'Église (MSE).

Le CCFD-Terre solidaire s'appuie sur son réseau de 11 000 bénévoles répartis dans 99 comités diocésains et 1500 équipes locales.

Le CCFD-Terre solidaire a reçu pour mandat de la Conférence des évêques de France de mobiliser la solidarité des chrétiens, notamment lors de la période de Carême.

Parti de gauche.

- Solidarité avec les villageois de Thervoy Kandigai en lutte contre Michelin - Jeudi 12 Janvier 2012

- "*En Inde, toute une région du Tamul Nadu, État du sud, est en lutte contre Michelin qui entend y bâtir une usine de pneus.*", c'est largement exagéré, imaginez ce qu'est une "*région*" ici, au bas mot 10 millions d'habitants, donc si tel était vraiment le cas, le gouvernement aurait renoncé à donner son autorisation à Michelin d'implanter une usine.



- "*Les paysans, des Intouchables, ne sont pas dupes*", certainement, c'est vous qui l'êtes !

- "*Au lieu des richesses promises ils n'ont pour l'instant vu que la spoliation de leurs principales sources de subsistance.*", une extrapolation ou un pur fantasme comme je l'ai précisé plus haut.

- "Cette affaire montre l'autre pendant des délocalisations. Les peuples du monde entier sont victimes du capitalisme globalisé", alors que cette usine aura en réalité pour vocation de couvrir le marché indien de l'automobile en pleine expansion, Michelin est associé avec une compagnie indienne, MRF, depuis de longues années, un de mes élèves à l'Alliance française était un de ses cadres (en 2000).

Ajoutons, "*capitalisme globalisé*" que le Parti de Gauche soutient en s'en remettant à l'ONU pour résoudre les conflits ou guerres dans le monde, dont les concepteurs de cette institutions, le cartel des banquiers de la Fed, sont justement à l'origine, et dont sont évidemment victimes tous les peuples, les mêmes qui associés aux dirigeants des plus importantes multinationales dont Michelin, s'emploient à spolier tous les peuples des richesses qu'ils ont produits, ce qui fait du Parti de Gauche leur complice.

AFP - L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) va auditionner à Paris en novembre le groupe Michelin et cinq associations qui l'accusent de violer les droits d'une communauté d'Intouchables en Inde avec l'implantation d'une usine dans le sud-est du pays.

La plainte qui avait été déposée en juillet par ces cinq associations - les ONG Sherpa et CCFD-Terre solidaire, la CGT et deux associations locales indiennes - a été jugée recevable par le Point de contact national (PCN) de l'OCDE en France, ont-elles annoncé dans un communiqué.

La construction de cette usine de pneus, la plus grande de Michelin en Inde, près du village de Thervoy dans l'Etat du Tamil Nadu, a démarré en 2010. Selon la CGT, elle devrait produire son premier pneu "*d'ici quelques semaines*".

L'implantation de cette usine "*a contribué à la destruction de 450 hectares de forêt et l'accaparement de ressources en eau, privant les populations riveraines de leur principal moyen de subsistance*", selon Bernard Pinaud, délégué général du CCFD-Terre Solidaire.

Les cinq plaignants ainsi que Michelin seront auditionnés à Paris en novembre, ajoute le communiqué. Selon le journal *Le Monde*, l'audition a été fixée au 22. (AFP 21.10)

1- About the Construction of the Michelin Plant in India - (<http://michelin-plant-in-india.com>)

Michelin n'a détruit et ne va détruire aucune forêt ni aucun pâturage. Michelin n'a confisqué et ne va confisquer aucune terre et Michelin n'a aucune volonté de nuire à aucune population pas plus en Inde que dans d'autres régions où l'entreprise est installée.

L'Etat du Tamil Nadu a pris la décision de transformer un terrain de 480 hectares dont il a toujours été le propriétaire et situé non loin du village de Thervoy en parc industriel en 2007 – trois ans avant le démarrage des travaux de construction de l'usine de Michelin. Suite à un jugement rendu par la Haute cour de Madras qui avait été saisie par les opposants au projet, l'Etat du Tamil Nadu a procédé à l'indemnisation des villageois concernés. Michelin n'a jamais été propriétaire de la parcelle qui lui a été attribuée par les autorités de l'Etat, et loue à présent un terrain représentant environ un quart de la surface du parc industriel de Thervoy.

2- Des images de ce complexe industriel - (State Industries Promotion Corporation of Tamil Nadu) - [http://www.sipcot.com/Industrial\\_complex\\_thervoykandigai.htm](http://www.sipcot.com/Industrial_complex_thervoykandigai.htm)

3- Le portail (en anglais) de Anbulla kaadu (My beloved forest): Madhumita Dutta qui dénonce la déforestation et les conséquences pour la population locale de l'implantation de ce complexe industriel, ainsi que son combat pour s'y opposé depuis 2007. - <http://kafila.org/2011/02/18/anbulla-kaadu-my-beloved-forest-madhumita-dutta/>

4- Ce portail (en anglais) du gouvernement du Tamil Nadu est dédié aux "*New Industrial Parks*", aux nouveaux complexes industriels en cours de réalisation. ([http://investingintamilnadu.com/tamilnadu/infrastructure/new\\_industrial\\_park.php](http://investingintamilnadu.com/tamilnadu/infrastructure/new_industrial_park.php))

Au nord-est du Tamil Nadu.

- Thervoy Kandigai Industrial Complex. The Government issued orders alienating 1127 acres...

- Mappedu Industrial Complex. 125 acres...

- Foot Wear and Leather Products SEZ at Irungattukottai

- SIPCOT is developing a Footwear and Leather Products Special Economic Zone over an extent of 153.65 acres at Irungattukottai Industrial Park.

Au sud du Tamil Nadu.

- Madurai – Tuticorin Industrial Corridor. In order to give impetus to the industrial growth of southern districts and to create a new Industrial Park in Madurai District, SIPCOT has identified 1478 acres of land in Thirumangalam Taluk of Madurai District. Further action to acquire the land is in progress.

- Tuticorin Industrial Park. Further, to create one more Industrial Park in Thoothukudi District, SIPCOT has identified about 1533 acres of land in Ottapidaram Village in Ottapidaram Taluk, Thoothukudi District.

Au nord-ouest du Tamil Nadu

- Coimbatore – Salem Industrial Corridor. For the development of this region and also pursuant to the Government announcement, SIPCOT has proposed to expand its existing Industrial Complex at Perundurai in Erode District in an extent of 1257 acres. The Corporation is also taking action to identify few more sites in this region for setting up of new Industrial Complexes.

- Coimbatore TIDEL Park. TIDEL Park Coimbatore Limited has been incorporated with ELCOT, TIDCO, TIDEL and STPI as promoters to construct an IT Park with built up area of 1.7 million sq. ft. at the IT-SEZ, Coimbatore, at an estimated cost of Rs.370 Crores.

Dans le district de la capitale du Tamil Nadu (ex-Madras).

- Chennai – Ranipet – Hosur Industrial Corridor. For the development of Chennai – Ranipet region, SIPCOT has already taken up expansion of its existing Industrial Complexes at Oragadam, Irungattukottai and Cheyyar. While Oragadam and Irungattukottai Industrial Complexes in Sriperumpudur Taluk are expanded in an extent of about 1200 acres each, the Cheyyar Industrial Complex in Cheyyar Taluk, Thiruvannamalai District, is being expanded in an extent of 2300 acres. Apart from the above, acquisition of 2583 acres of land in Sriperumpudur Taluk has recently commenced. Further, SIPCOT has proposed to promote a few more Industrial Complexes in this region including Ranipet Expansion IV (1082 acres) in Wallajah Taluk.

For the development of Ranipet – Hosur region, SIPCOT has proposed to expand its existing Industrial Complex at Hosur in Krishnagiri District with two more expansions, viz., Expansion III and IV over an extent of 2306 acres in total covering Addagurukki, Nallaganakothapalli, Doripalli and Marudandapalli villages in Hosur Taluk and action has been taken to acquire the lands.

Perambalur SEZ Project. The SPV company has completed the land procurement of around 2880 acres through private negotiations. Ministry of Commerce and Industries, Government of India, has given formal approval for this SEZ.

- IT-ITES SEZ at Taramani. The proposal is to develop a state-of-the-art IT - ITES SEZ with about 4.00 million sq.ft. built up space on 26.64 acres of land at Taramani in Chennai in Mylapore-Triplicane Taluk...

- T-ITES SEZ with Integrated International Convention centre at Taramani. The proposal is to develop a state-of-the-art IT - ITES SEZ with an Integrated International Convention Centre in 25.27 acres of land in Kanagam village of Mambalam...

Voilà un dossier sérieux qui fait de nos ouvriéristes ou tiers-mondistes de bien fâcheux réactionnaires.

Encore une fois, et c'est parfois inévitable, si on n'y prête pas garde on peut facilement se faire manipuler. Dans le cas du PG ou de ses alliés du Front de gauche, c'est pratiquement leur profession, mais dans d'autres cas où l'on ne réfléchit pas suffisamment. Tenez vous avez un exemple tout frais sous les yeux.

Cette femme qui a perdu son bébé dans le Lot, c'est malheureux évidemment, que 835 maternités aient fermé lors des dix dernières années est inadmissible.

J'ai lu que la maternité la plus proche se situait à 30 ou 35 minutes de son domicile, c'est relativement peu comme délai, tout le monde en fait une histoire comme si elle avait dû mettre des heures pour rendre à la maternité la plus proche, c'est du délire, si elle a attendu la dernière minute pour se rendre à la maternité, à la limite la plus proche aurait été située à 15 minutes de chez elle que le résultat aurait été le même, c'est plutôt un accident ou la faute à pas de chance voilà tout. Je suis père de famille et l'aîné de trois enfants, donc je ne parle aussi en connaissance de cause.

---

ACTUALITE EN TITRES

Eh non, le miracle ne s'est pas produit !

- Inondations: plusieurs centaines de pèlerins évacués de Lourdes - L'Express.fr

### Encore un piège !

- Compétitivité: "*Hollande pris à son propre piège*", selon Copé L'Express.fr

Jean-François Copé affirme que les propositions du rapport Gallois sur la compétitivité française, qui proposerait 30 milliards d'euros de baisse de charges, "donnent raison à l'UMP". (L'Express.fr 20.10)

### De l'UDR au RPR à l'UMP et de l'UDF à l'UDI...

- Lévy : «Une partie de la droite est orpheline de l'UDF» LeFigaro.fr

- Jean-Louis Borloo veut faire de l'UDI le premier parti de France Reuters

- Giscard apporte son soutien à l'UDI de Borloo L'Express.fr

- Borloo présente son ambition pour l'UDI en présence de Simone Veil L'Express.fr

- L'ancienne ministre UMP Chantal Jouanno rejoint l'UDI de Borloo 20minutes.fr

### La méthode. Corporatisme, collaborationnisme contre lutte des classes.

- Ségolène Royal reprend son credo de la "*démocratie citoyenne et participative*" pour mieux associer les Français aux grandes réformes. (lepoint.fr 20.10)

### Syrie. Fabius ou la busherie.

- Attentat à Damas le jour de la rencontre entre Assad et Brahimi - Reuters

- Attentat au Liban : Laurent Fabius pointe du doigt la "*probable*" implication de la Syrie L'Express.fr

Parce Assad serait assez débile pour orchestrer cet attentat le jour même de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU !

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grande-Bretagne

Des dizaines de milliers de manifestants - 150.000, selon les organisateurs - ont défilé samedi dans le centre de Londres pour dénoncer les mesures d'austérité que le Premier ministre conservateur David Cameron veut imposer pour réduire les dépenses publiques au moment où la Grande-Bretagne glisse dans la récession.

Sous un gris ciel d'automne, dans un bruyant concert de sifflets et de cornes de brume, le cortège est passé devant le Parlement de Westminster, précédé d'une grande banderole proclamant: "*l'austérité, ça ne marche pas*", avant de gagner Hyde Park.

"*Si tous les travailleurs font grève une seule journée, on verra bien qui fait tourner ce pays*", a déclaré dans la foule Nick Chaffey, 48 ans, membre du petit Parti socialiste de Grande-Bretagne. "*J'ai des amis qui sont dans une situation désespérée, qui ont peur de perdre leur travail et leur maison.*"

Cette manifestation s'est déroulée au lendemain de la démission du ministre Andrew Mitchell, accusé d'avoir traité de "*prolo*" un policier en faction à Downing Street, la résidence du Premier ministre.

L'affaire Andrew Mitchell, le "*Chief Whip*" chargé de faire respecter la discipline du Parti conservateur par ses élus au Parlement, fait samedi la "*une*" des journaux britanniques qui ne ménagent pas leurs critiques envers un gouvernement accusé d'afficher

une culture de classe.

Autre affaire qui laisserait à penser que les "Tories" au pouvoir se croient au-dessus des lois, le ministre des Finances George Osborne a été surpris alors qu'il voyageait en première classe dans un train avec un billet de seconde.

"Pour qui se prennent-ils ?", s'interroge le Daily Mail. Pour le *Financial Times*, les affaires Mitchell et Osborne sont venues couronner "une triste semaine" pour le parti de David Cameron.

Infirmières, ambulanciers, bibliothécaires et agents d'entretien figuraient parmi les dizaines de milliers de personnes qui ont marché jusqu'à Hyde Park.

Des manifestations ont également eu lieu à Belfast, en Irlande du Nord, et à Glasgow, en Ecosse.

Les dirigeants syndicaux comptent sur le succès de ces rassemblements pour faire pression sur Cameron et dénoncer la faillite, selon eux, de la politique économique de son gouvernement.

"L'austérité, ça ne marche pas. Ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qu'on assomme", a dénoncé dans son discours Brendan Barber, secrétaire général du Trades Union Congress (TUC), confédération qui réunit 54 syndicats.

"Les ministres nous disent que si on accepte de souffrir, la reprise sera au rendez-vous. Au lieu de cela, nous nous enfonçons dans la récession", a-t-il ajouté.

Ed Miliband, dirigeant du Parti travailliste, a également pris la parole, tirant à boulets rouges sur David Cameron, "un Premier ministre faible et qui ne sait rien de rien".

"Andrew Mitchell a peut-être démissionné mais il y a vraiment une culture de classe dans ce gouvernement qui baisse les impôts pour les millionnaires et les augmente pour les familles ordinaires", a-t-il dit.

Le gouvernement de coalition qui réunit conservateurs et libéraux a répondu à certaines demandes du Parti travailliste et des syndicats en faveur de la croissance en favorisant notamment les prêts aux entreprises.

Mais David Cameron a annoncé que les Britanniques devaient s'attendre à de nouvelles "décisions douloureuses".

Les économistes anticipent de mauvaises prévisions de croissance en décembre qui pourraient contraindre le cabinet de coalition à prolonger les réductions de dépenses publiques bien au-delà des élections de 2015. (Reuters 21.10)

## 2- Espagne

La droite du chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy garde la majorité absolue dans la région de Galice tandis que les indépendantistes confirment leur percée attendue au Pays basque.

Au Pays basque, les nationalistes conservateurs du PNV conservent leur première place au Parlement régional. Le vote se déroulait un an après l'annonce historique par le groupe armé basque ETA qu'il mettait fin définitivement à la violence, en octobre 2011.

Le fait marquant de ce scrutin restera la percée de la nouvelle coalition indépendantiste Euskal Herria Bildu (EH Bildu). C'est sous la banderole EH Bildu que la mouvance de Batasuna, parti interdit en 2003 en Espagne car considéré comme le bras politique de l'ETA, confirme son retour amorcé aux municipales de 2011. Ses candidats se présentaient, sans étiquette, aux côtés des partis Aralar, Eusko Alkartasuna (EA) et Alternatiba, qui n'ont eux jamais été interdits. "Il est temps de commencer à penser en tant que peuple, que pays. Il est temps d'arrêter les ordres venant de Madrid", a lancé Laura Mintegi, candidate à la présidence de la région de la nouvelle coalition indépendantiste.

Le PNV quant à lui, même sans majorité absolue, devrait grâce à des alliances reprendre les rênes d'un pouvoir qu'il avait, en 2009, cédé pour la première fois en plus de trente ans aux socialistes. Reste la grande inconnue : avec qui le PNV s'alliera-t-il pour gouverner ?

Dans un climat social alourdi par le chômage et par une cure d'austérité historique, Mariano Rajoy pourrait devoir se résigner, dans les jours ou semaines prochaines, à demander un sauvetage financier pour l'économie du pays, la quatrième de la zone euro. Et dans un mois, le 25 novembre, il affrontera un nouveau scrutin régional, cette fois en Catalogne, puissante région du nord-est du pays en proie elle aussi à une fronde nationaliste, nourrie par la crise économique. (Le Monde.fr avec AFP et Reuters 21.10)

On ne connaît pas le taux de participation à ces scrutins. Très souvent quand il est passé sous silence c'est qu'il contredirait ou rendrait caduc l'analyse de ces journalistes aux ordres.

Une précision sur le risque s'éclatement de l'Espagne, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie et pourquoi pas la France, ils devraient réactiver le mouvement séparatiste breton.

Il semblerait qu'il ne figure pas dans la stratégie de la Commission Trilatérale ou les maîtres du monde qui sont à l'origine de l'Union européenne, leur intention est de liquider les Etats-nations, ce que des mouvements indépendantistes manipulés peuvent favoriser, d'où le soutien qu'ils leur apportent, mais sans qu'ils puissent déboucher sur de nouveaux Etats qui seraient véritablement indépendants ou qui échapperaient à leur contrôle, cela serait contraire à leur projet ou en freinerait la réalisation.

Pour autant ou pour cette raison notamment, on ne soutiendra pas ces mouvements séparatistes ou autonomistes.

### 3- Koweït

La police a tiré des gaz lacrymogènes, des balles de caoutchouc et des grenades assourdissantes, dimanche 21 octobre, pour disperser des dizaines de milliers de manifestants à Koweït City qui protestaient contre une réforme du code électoral jugée trop favorable aux candidats du pouvoir. La manifestation a rassemblé entre 30 000 et 100 000 personnes, selon les différentes sources. La police n'a pas fait d'estimation.

Le cortège s'était rassemblé en trois points de la capitale et devait converger vers le palais Seif, qui abrite les bureaux de l'émir, du prince héritier et du premier ministre. La police anti-émeute, armée jusqu'au dents, avait prévenu qu'elle n'autoriserait aucun '*sit-in, rassemblement, marche, regroupement ou campement*' dans '*aucun lieu autre que la place en face du Parlement*'. Les heurts ont rapidement éclaté lorsque les forces de police ont encerclé plusieurs groupes, avant de tenter de les disperser par la force.

'*La façon dont les manifestants ont été traités est sans précédent au Koweït*', a déclaré le député Abdallah Al-Barghash, présent dans le cortège. La Société koweïtienne pour les droits de l'homme compte au moins une centaine de personnes hospitalisées. Le ministère de l'intérieur affirme que 11 policiers ont été blessés par des pierres lancées par des manifestants. Au moins 15 personnes, dont deux anciens députés et un journaliste, ont également été interpellées. Quatre activistes de l'opposition interpellés lundi après des heurts avec la police sont toujours incarcérés.

La police a tiré des gaz lacrymogènes, des balles de caoutchouc et des grenades assourdissantes, dimanche 21 octobre, pour disperser des dizaines de milliers de manifestants à Koweït City qui protestaient contre une réforme du code électoral jugée trop favorable aux candidats du pouvoir. La manifestation a rassemblé entre 30 000 et 100 000 personnes, selon les différentes sources. La police n'a pas fait d'estimation.

Le cortège s'était rassemblé en trois points de la capitale et devait converger vers le palais Seif, qui abrite les bureaux de l'émir, du prince héritier et du premier ministre. La police anti-émeute, armée jusqu'au dents, avait prévenu qu'elle n'autoriserait aucun '*sit-in, rassemblement, marche, regroupement ou campement*' dans '*aucun lieu autre que la place en face du Parlement*'. Les heurts ont rapidement éclaté lorsque les forces de police ont encerclé plusieurs groupes, avant de tenter de les disperser par la force.

La manifestation monstre était une réponse organisée par l'opposition à la décision de l'émir, cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Sabah, d'amender la loi électorale avant les élections législatives anticipées prévues le 1er décembre. Pour l'opposition, qui a décidé de boycotter le scrutin, c'était la mesure de trop. (lemonde.fr 21.10)

### 4- Cisjordanie

Les bons résultats obtenus par des candidats dissidents et la faible participation aux élections municipales de samedi en Cisjordanie fragilisent le Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas.

Ce scrutin, le premier dans un territoire palestinien depuis six ans, était boycotté par les islamistes du Hamas, qui contrôlent depuis juin 2007 la bande de Gaza et accusent le Fatah de persécuter leurs partisans en Cisjordanie.

L'absence des islamistes semblait ouvrir un boulevard au Fatah mais les résultats rendus publics dimanche montrent que des candidats de formations dissidentes ont remporté des sièges dans plusieurs grandes villes.

Autre déboire pour le Fatah, à peine la moitié des électeurs de Cisjordanie se sont rendus dans les bureaux de vote. Il y a sept ans, le taux de participation aux municipales avait atteint 80%.

Déjà mis en cause pour sa politique d'austérité, Mahmoud Abbas se voit ainsi encore fragilisé, alors qu'il entend de nouveau plaider



le mois prochain au Nations unies pour une reconnaissance internationale d'un Etat palestinien. (Reuters 21.10)

## 5- Islande

Les Islandais se sont prononcés lors d'un référendum d'initiative populaire pour une nouvelle constitution prenant en compte les leçons de la débâcle bancaire de 2008, notamment par un contrôle accru des ressources naturelles du pays.

L'effondrement du système bancaire islandais a entraîné une forte demande de changement dans la population, révoltée par la connivence entre la classe politique de l'époque et les milieux d'affaires.

Le référendum organisé samedi n'est pas contraignant pour le gouvernement, mais ses promoteurs espèrent que le monde politique ne pourra ignorer l'issue du scrutin.

Selon les premiers résultats publiés dimanche et portant sur deux-tiers des voix, 49% des quelque 235.000 électeurs ont participé au vote.

Six questions étaient posées, dont l'une avait trait au bien-fondé d'une nouvelle constitution rédigée sur la base d'un texte mis au point par un panel de 25 citoyens spécialement nommés pour cette tâche.

Soixante six pour cent des électeurs ont répondu "oui" à cette question. Toute modification de la constitution relève du parlement. (Reuters 21.10)

Donc seulement 32% des Islandais ont approuvé cette nouvelle constitution.

---

## SOCIAL

France. Saint François, exhaussez leur voeu !

L'intersyndicale de Petroplus, la raffinerie dont la liquidation a été prononcée mardi par la justice, a été reçue à l'Elysée et a pu exposer ses revendications au président François Hollande, a-t-on appris samedi 20 octobre auprès des syndicats.

En déplacement au sommet européen à Bruxelles vendredi, le chef de l'Etat a finalement pu assister à la rencontre en début de soirée à Paris avec les représentants syndicaux du site de Petroplus.

Le secrétariat général adjoint de l'Elysée Emmanuel Macron, le conseiller social Michel Yahiel, ainsi que des représentants du ministère du Redressement productif étaient également présents.

"On a parlé des repreneurs potentiels, NetOil (dont le siège est à Dubaï, nldr) et Alafandi Petroleum Group (APG) (basé à Hong Kong) sont revenus dans la course et il y a d'autres repreneurs potentiels", a indiqué Nicolas Vincent, délégué CGT.

L'intersyndicale a par ailleurs plaidé auprès de François Hollande pour la cession de la raffinerie à un repreneur, ou sa nationalisation, ainsi que pour l'intervention éventuelle de la future Banque publique d'investissement (BPI) ou du Fonds stratégique d'investissement (FSI).

"On a besoin d'1% des 42 milliards de la BPI pour moderniser l'outil qui produira 8% des besoins de raffinage en France", fait valoir Nicolas Vincent.

Selon cette source, une réunion sur la raffinerie doit avoir lieu à Matignon début novembre, avant le 5.

La justice a prononcé mardi la liquidation de la raffinerie Petroplus, qui emploie 470 personnes à Petit-Couronne (Seine-Maritime), près de Rouen.

Après avoir écarté deux offres de reprise, les juges du tribunal de commerce de Rouen ont permis à d'autres éventuels repreneurs de se "faire connaître avant le 5 novembre". (Le Nouvel Observateur avec AFP 20.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 octobre

## CAUSERIE

On essuie de grosses rafales de vent, c'est bien pour faire tourner les éoliennes, on a du courant, mais il ne faudrait pas que cela se transforme en cyclone, c'est la saison. Il tombe des trombes d'eau depuis quelques jours, normal c'est la mousson, la rivière Kaveri qui alimente la principale centrale hydroélectrique va pouvoir fonctionner à plein régime. Voilà de quoi nous mettre de bonne humeur !

Ici on se contente de peu, on n'a pas le choix. Quelqu'un de l'extérieur qui verrait les Indiens se marrer malgré la vie terrible qu'ils ont, pourrait facilement en déduire qu'ils sont débiles et irrécupérables, non, on prend son plaisir où on peut. Des petites choses nous suffisent, sinon on deviendrait fou ou on irait se pendre au premier arbre venu, ce que font malheureusement beaucoup d'Indiens ; avant ils se jetaient volontiers dans un puits, mais il n'en existe pratiquement plus, sauf à la campagne, sinon ils se pendent à un ventilateur, c'est commun en ville ou alors ils ingurgitent un produit chimique liquide, les journaux en tamoul y réservent deux pages par jour, et les suicides sont tellement nombreux qu'il consacre à chacun à peine quelques lignes.

C'est le genre de trucs qu'on ignore totalement chez vous, ici autour de nous on connaît tous quelqu'un, que dis-je, plusieurs personnes dans notre entourage qui a mis fin violemment à ses jours. On n'a pas la guerre avec des armes qui fait grand bruit, on a la guerre économique, discrète, qui dessime tranquillement la population, cela se voit d'autant moins qu'on est plus d'un milliard, alors quelques dizaines de milliers de suicides par jour, c'est la routine, cela passe inaperçu, et je ne vous parle même pas des gens qui parlent ouvertement de se foutre en l'air tellement ils en ont marre de la vie épouvantable qu'ils mènent, mes beaux-frères en font partie. C'est la barbarie au quotidien que je vis ici. Je ne vais pas vous casser le moral, vous avez déjà suffisamment de motifs pour cela chez vous.

Je n'ai reçu aucune réponse à mes courriels à une organisation et un parti, normal, ils aiment la vérité, mais la leur seulement, tronquée, viciée, la nôtre s'adresse et prend en compte les intérêts de l'humanité toute entière, en dehors des pourritures de banquiers et l'élite intellectuelle qui sert leur dessein funeste et criminel. On aura besoin de tous les militants et de toutes les bonnes volontés pour les vaincre. On reviendra dans les prochains jours sur tout cela, surtout si vous ne l'avez jamais fait de votre côté, visionnez la sélection de vidéos que j'ai mises en ligne (adresse seulement), un conseil d'ami si je puis me permettre. Vaincre l'ignorance, la nôtre pour commencer, c'est un devoir pour chaque militant. On ne va pas se laisser abattre pour si peu. Vive la lutte de classe et la révolution socialiste internationale !

Bonne continuation à vous tous.

L'article du portail Atlantico.fr (économie) est nul ou presque, c'est ce qui le rend particulièrement intéressant. En y réfléchissant durant ma courte pause à midi pour casser la graine, j'ai eu le temps de poser les grandes lignes d'un article sur l'or et le dollar ou la monnaie que je peaufinerai ce soir.

Il semble, vaut mieux être prudent, qu'ils nous préparent quelque chose de monstrueux à l'échelle mondiale avec l'or et le dollar, le crash de 1929 à l'échelon de la planétaire entière. Ils en ont acquis les moyens : les banquiers de la Fed (et accessoirement leurs associés internationaux) disposent du plus grand stock d'or du monde, des mines d'or et d'argent (notamment), de la planche à billets (dollar, euro, livre), et sur le plan politique avec la Commission Trilatérale réunissant le NAFTA (alliance des pays d'Amérique du Nord), l'UE et l'ALEAN (et APEC, région Asie Pacifique), ils sont déjà pour ainsi dire les maîtres du monde... La suite demain.

### [Lobbying. Dégénérescence et liquidation programmée d'une grande partie de la population mondiale.](#)

- OGM : Séralini plaide pour une interdiction du maïs NK603 avant une nouvelle étude - LePoint.fr
- OGM : l'Anses, qui réfute l'étude du Pr Séralini, souhaite des études à long terme sur l'association avec les pesticides - L'Express.fr
- Maïs OGM : le Haut Conseil des biotechnologies réfute les conclusions de l'étude - LePoint.fr

Je suis absolument contre l'utilisation des OGM dans l'alimentation.

Ces manipulations génétiques n'auraient jamais dû exister. Elles sont sorties du cerveau de l'élite intellectuelle désignée par le cartel des banquiers internationaux pour soumettre l'agriculture de tous les pays aux multinationales que ces derniers contrôlent, Monsanto en tête.

Pire encore, les OGM n'ont pas été conçus par les pires criminels qu'a connus l'humanité à ce jour pour son bien-être, il n'y a que les ignorants ou les naïfs pour le croire, mais pour affaiblir les défenses immunitaires de la population et l'empoisonner à son insu,

afin d'éliminer les peuples qu'ils estiment à terme nécessaire de faire disparaître.

Les OGM s'inscrivent dans un plan d'ensemble (une guerre qui ne dit pas son nom) qui consiste à faire en sorte qu'une infime minorité détienne le pouvoir absolu, pas seulement sur la population, mais aussi sur la flore et la faune, sur les richesses du sous-sol de la terre, sur la planète entière. Il serait peut-être temps d'en prendre conscience.

Pour revenir à cette affaire.

Le professeur Séralini a fait preuve d'une grande sagesse ou de lucidité en plaidant pour une interdiction du maïs NK603 produit par Monsanto avant une nouvelle étude, démarche que conteste l'Anses en prônant au contraire l'autorisation de la mise sur le marché de ce maïs transgénique sans même attendre les résultats d'une étude à long terme sur l'association de cette OMM avec les pesticides. A suivre

### [Manipulation psychologique des masses. Facebook : No limit !](#)

- Facebook expliqué aux parents - Le Point.fr

- Pour répondre aux angoisses d'adultes dépassés par l'usage du Net, l'opérateur téléphonique Orange a mis en place un "cours des parents" pour apprendre le b.a.-ba des réseaux sociaux.

Intention louable ou généreuse de l'opérateur serait-on porté naïvement à penser. Oui, mais plus loin on nous dit que *"évidemment, Orange n'a pas la solution miracle"*, pas de bol ! Pire.

- Reste que si les parents seront désormais à même de mieux sécuriser le compte, les enfants concernés pourront toujours (dé) cocher toutes les cases qu'ils souhaitent. *"Quoi ? bondissent les parents à l'unisson. Il n'y a pas de possibilité d'installer un logiciel de contrôle parental spécifiquement sur Facebook ?"* La réponse est non. Sur Facebook comme ailleurs, il va falloir faire confiance à votre enfant. (Le Point.f 22.10)

---

### ACTUALITE EN TITRES

#### Encore une chance, non mais !

- Le rapport Gallois n'est pas enterré, affirme Pierre Moscovici - L'Expansion.com

#### En famille ils ne se sentent plus...

- «*Les barons du PS ont une attitude arrogante*» - LeFigaro.fr

#### Sages mais pas fous... ou l'inverse.

Les Sages pourraient censurer la loi sur le logement social - LeFigaro.fr

#### Tiens donc, des banquiers !

- Brésil: Nicolas Sarkozy a rencontré la présidente Dilma Rousseff avant une nouvelle conférence - L'Express.fr

En visite dans le pays pour donner une conférence avec des banquiers à Sao Paulo, l'ancien chef de l'Etat français a fait un détour par la présidence brésilienne pour s'y entretenir, à huis clos pendant une heure, avec Dilma Rousseff. (L'Express.fr 22.10)

#### Ingratitude. Tant que cela ?

- Chantal Jouanno à l'UDI: Fillon *"déçu et choqué"* - L'Express.fr

- Chantal Jouanno : *'Je reste une sarkozyste 2007 convaincue'* - LeMonde.fr

Une insulte au genre humain, quoi.

## Trop riches ! Trop pauvres !

- Alimentation: Pourquoi les Français gaspillent-ils tant - 20minutes.fr

- Debré (UMP) pessimiste à propos de l'accord sur les dépassements d'honoraires - LePoint.fr

Le député UMP de Paris Bernard Debré a déclaré qu'il y a trop d'hôpitaux en France et plaide pour des dépassements avec tact et mesure. (LePoint.fr 22.10)

Le cynisme n'a pas de limite chez ces gens-là...

## Syrie.

Changement de ton : c'est cuit pour l'Otan !

- La Turquie pire que la Chine pour les journalistes, dit une ONG - Reuters

- L'Onu prépare différents plans de maintien de la paix en Syrie - Reuters

... et la pourriture sioniste désespère et passe à l'offensive.

- Syrie: Kouchner et Glucksmann pour une intervention militaire - L'Express.fr

## Les véritables gangsters ne sont pas ceux qu'on croit.

A qui obéissent-ils ? Comment font-ils pour passer d'un pays à un autre ? Qui les a armés, les financent ?

- Mali: des centaines de djihadistes étrangers affluent dans le nord - L'Express.fr

Parole de gangsters.

- Au Sahel, la guerre contre l'islamo-gangstérisme - LeMonde.fr

## Confirmation. Rue89 porte-parole de la pire réaction en France.

- La France doit lâcher le premier ministre libanais Najib Mikati - Rue89

## Cadeau empoisonné. Bizarre ?

- L'émir du Qatar débarque à Gaza chargé de cadeaux - Libération.fr

Cette visite, favorisant le Hamas plutôt que le Fatah, est qualifiée de «bizarre» par Israël. (Libération.fr 22.10)

Le plus "bizarre", c'est plutôt le commentaire du journal du banquier Rothschild, allié de l'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, et à la tête du mouvement sioniste international. Pour rappel, 80% d'Israël appartiendrait au Rothschild.

## Comme quoi...

- Les médias brésiliens se passent très bien de Google News - L'Expansion.com -

## Internet, pourquoi d'une application militaire (Pentagone) , est-ce devenue subitement une application civile accessible à tous ? Réponse.

- L'opposition à Poutine tente de s'organiser sur internet - Reuters

- Les adversaires de Vladimir Poutine ont décidé de s'organiser sur internet et ont élu 45 représentants dont la tâche sera de rendre plus efficaces. (Reuters 22.10)

## Afrique du Sud. Aveu embarrassant. Assassinat.

- La police reconnaît la possibilité de bavures dans la fusillade de Marikana - LeMonde.fr

---

### INFOS EN BREF

#### POLITIQUE

##### 1- France

###### 1.1- Hausse de la redevance audiovisuelle.

Après un très bref débat, les députés ont voté, ce lundi, l'augmentation de quatre euros de la redevance audiovisuelle. Elle passera ainsi de 125 à 129 euros, comme prévu initialement par le projet de budget 2013. Cela n'impactera pas les résidences secondaires, comme l'avait exclu le Premier ministre.

- L'extension de la redevance aux résidences secondaires avait été supprimée par la droite en 2005. (L'Expansion.com 22.10)

###### 1.2- Un article d'un trader (liesi)

Avertissement.

J'ai écarté le dernier paragraphe de cet article un peu trop anticommuniste à mon goût où l'auteur se livrait à des amalgames insupportables.

Ce sont des traders, ceci explique cela, mais leurs analyses méritent le détour car ils fréquentent des gens que l'on ne peut pas approcher et ils en savent souvent plus que nous ou ce que l'on trouve ailleurs.

Ces voyous qui gouvernent pour des citoyens apatrides... le temps que finisse la nuit.

Aujourd'hui, il semble évident, à entendre le rouge devenu vert Cohn Bendit, vociférer toujours en faveur de la Révolution mondiale, que les souverainistes seront de plus en plus détestés par la technocratie bruxelloise au même titre que les complotistes (ceux qui préfèrent la lecture officieuse de l'Histoire -Balzac- à la version officielle des dirigeants voyous qui rend impossible la corrélation entre les événements futurs et ceux du passé).

Il suffit simplement d'un peu de temps, quelques attaques menées par la finance internationale, tant sur les marchés financiers que sur les taux des dettes souveraines, et les souverainistes seront les gens mal pensants... ceux qui empêchent des solutions assurant le calme après la tempête. Nous en sommes au début.

Les moulins à propagande de la pensée unique savent transformer les évidences en doute par force de répétition de messages (faux) répétés inlassablement. Et force est de reconnaître que le rouge vert Cohn Bendit est très apprécié sur les plateaux de télévision. Pourquoi donc aucun de nos grands journalistes du grand écran ne s'est-il jamais intéressé à son parcours, plutôt très croustillant ? Pourquoi est-il L'intouchable ?

Ces rouges intouchables qui roulent pour le cartel de la haute finance...

Les crises successives doivent abattre les dernières forteresses des Etats nations, comme les crises successives survenues aux Etats-Unis tout à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle ont fini par faire avaler la pilule de la création d'une Banque centrale de droit privé. Depuis, le citoyen américain est l'esclave des coteries de Wall Street. L'Europe n'est pas en reste.

Les officines secrètes, les brasseurs d'affaires, les banquiers sans foi ni loi mais guidés par le souci d'amasser et de '*gagner plus*' (pas surprenant que l'on en trouve de très nombreux comme généreux donateurs du Premier cercle de l'UMP), veulent accréditer l'idée qu'une Europe forte (pour s'opposer à d'autres blocs continentaux) doit être le résultat de lourds sacrifices. Et comme le citoyen n'est pas capable de comprendre cette 'nécessité', il doit subir,... faire confiance dans le changement à la sauce hollandaise et... payer... surtout payer.

Aujourd'hui l'Etat doit perdre sa souveraineté ; demain, le propriétaire sera taxé sur sa propriété. C'est ainsi que la société glisse



vers le rouge, couleur de la cravate d'un certain politicien plutôt haineux du peuple, sauf quand il en a besoin pour faire du score.

Les maçons de la Babel européenne inventent des mots comme « *TSCG* », « *FESF* » ou « *MES* », un peu compliqués. Aussi dit-on qu'ils traduisent la « *solidarité européenne* ». Il faut plus d'Europe et les peuples ne le comprennent pas. Donc il faut agir sans lui, le museler, et lui faire admettre que l'unique solution est la gouvernance globale. Là est la nouvelle définition de la démocratie. Espérons que les gogos de l'interprétation républicaine de la Révolution de 1789 comprendront, avant d'être complètement plumés par ceux qui promettent le changement et qui ne visent qu'à abaisser la France en échange de strapontins dans de nouvelles entités supranationales.

En attendant, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui « *au nom du peuple* » nous imposent, par ce traité européen récemment signé, la création d'un régime non-démocratique au nom de la sauvegarde d'un système qui nous appauvrit, sans que la population ne puisse réagir autrement que par la violence (puisque les solutions « *démocratiques* » comme le référendum, les grèves et les manifestations n'ont plus de poids). Et ce n'est que « *justifié* » par cette violence délibérément organisée, qu'un pouvoir autoritaire pourra ensuite se mettre légitimement en place et la répression se légaliser...

Cela est bien évidemment à éviter.

De toutes les façons, il est important de garder l'espoir : leur plan va échouer. Laissons du temps au temps pour nous préparer à la nuit qui tombe afin de tenir jusqu'à l'aurore. Mais nous en sommes encore loin... (liesi 19.10)

## 2- Etats-Unis

Présidentielles américaines : qui mentira le mieux ?

Barack Obama et ses porte-parole à la Convention démocrate ne cessent de répéter que « les perspectives sont bonnes mais que nous avons besoin d'un peu plus de temps ».

N'est-ce pas la même attitude défensive choisie en France par François Hollande ?

En fait les statistiques macro-économiques interprétées comme encourageantes par quelques économistes américains (surtout démocrates) ne donnent aucun signe positif du côté du chômage. De nombreux américains ne figurent plus les listes de demandeurs d'emplois et, en réalité, il n'y a pas d'amélioration. La triste réalité est que les Américains sont plus nombreux que jamais (46 millions) à dépendre de l'aide publi-que pour acheter de la nourriture. Selon la dernière étude du département de l'Agriculture, un Américain sur six ne mangeait pas à sa faim en 2011 et neuf millions d'enfants vivaient dans l'« insécurité alimentaire ».

Dans un tel contexte, les stratèges de B. Obama lui ont conseillé de reprendre toujours le même argument économique : ce que propose le candidat républicain M. Romney serait encore pire. (liesi 20.10)

## 3- Grèce

Le Premier ministre grec, Antonis Samaras, a exclu du groupe parlementaire de son parti un député qui a menacé de voter contre le dernier train de mesures d'austérité exigé par les créanciers internationaux du pays, annonce le gouvernement grec.

Le député exclu, Nikos Stavrogiannis, a déclaré dans une interview à la presse ce week-end qu'il voterait contre les mesures, qui comprennent notamment une nouvelle baisse des salaires et des pensions de retraite.

Nikos Stavrogiannis, qui sera classé député indépendant après son exclusion du groupe Nouvelle Démocratie, estime ces mesures "*injustes et inefficaces*" et ne pas pouvoir les voter "*en conscience*". Le porte-parole du gouvernement, Simos Kedikoglou, a confirmé lundi son exclusion. "*L'intérêt national*" doit primer, a-t-il dit à la télévision grecque.

Nikos Stavrogiannis est le premier député Nouvelle Démocratie à être exclu pour avoir menacé de voter contre l'austérité.

La coalition gouvernementale tripartite a enregistré une seconde défection, lundi, le député Yannis Mihelogiannakis de la Gauche démocrate ayant annoncé son intention de rejoindre les indépendants en raison de ses réserves sur le plan d'austérité.

"*Les nouvelles mesures vont être la pierre tombale de la société grecque*", a-t-il affirmé pour expliquer sa dissidence. (Reuters 22.10)

## 4- Tunisie

Environ 5.000 militants de l'opposition laïque ont défilé lundi sur l'avenue Bourguiba dans le centre de Tunis pour protester contre la violence politique et religieuse en accusant les islamistes au pouvoir de menacer la transition démocratique.

Cette manifestation intervient quatre jours après la mort d'un représentant du parti d'opposition Nida Tounès (L'Appel de la Tunisie) lors d'échauffourées avec des islamistes proches du parti Ennahda (au pouvoir) à Tataouine, dans le sud du pays.

Le chef de file de Nida Tounès, l'ex-Premier ministre Beji Caïd Essebsi, a qualifié vendredi la mort de Lotfi Nagedh de premier assassinat politique en Tunisie depuis la révolution qui a conduit à la chute du président Zine ben Ali en janvier 2011.

*"Non à la dictature émergente, non à la dictature religieuse", "Le pouvoir appartient au peuple",* pouvait-on lire lundi sur les banderoles brandies par les manifestants qui appelaient à la chute du pouvoir en place, à la veille du premier anniversaire des élections remportées par Ennahda.

*"La violence se répand et le gouvernement ne bouge pas. (...) C'est une menace grave contre la transition démocratique en Tunisie",* a déclaré Ahmed Ibrahim, chef du parti laïque Al Massar. (Reuters 22.10)

## 5- Koweït

L'opposition s'est déclarée lundi déterminée à poursuivre son mouvement de contestation, malgré la violente répression la veille de la plus grande manifestation dans l'histoire du Koweït, sans remettre en cause le règne de la dynastie des Al Sabah.

*"Malgré les mesures répressives du gouvernement, nous assurons que nous poursuivrons notre campagne de protestation (...) et nous annoncerons de nouvelles activités bientôt",* a promis un communiqué publié à l'issue d'une réunion des groupes de l'opposition.

L'opposition a affirmé dans son communiqué que la lutte pour les réformes était *"une longue bataille"* mais a assuré que les protestations populaires n'étaient *"pas dirigées contre les Al Sabah"*, la dynastie au pouvoir depuis plus de 250 ans.

*"Les revendications du peuple koweïtien ne se limitent pas à l'abolition du décret (sur l'amendement de la loi électorale...) mais incluent des réformes politiques qui transformeraient le Koweït en démocratie parlementaire",* a ajouté le communiqué.

*"Malheureusement, nous nous dirigeons vers l'inconnu. Je m'attends à de nouvelles protestations, à davantage de manifestations et de confrontations",* a estimé Ayed al-Manna, un professeur koweïtien de sciences politiques. "Le régime peut déclarer la loi martiale, ce qui conduirait à une confrontation ouverte entre le régime et le peuple".

*"Nous sommes entrés dans une nouvelle phase, où les jeunes jouent un rôle central dans l'opposition",* selon Dahem al-Qahtani, un expert indépendant.

*"En l'absence d'une solution pacifique, nous pourrions aller vers un scénario similaire à celui de Bahreïn",* a-t-il déclaré à l'AFP, en référence au petit royaume secoué par des manifestations sporadiques mais persistantes contre la famille régnante.

*"A ce stade, il est très difficile, voire impossible pour le mouvement populaire de faire marche arrière. La solution réside dans de véritables réformes démocratiques",* a-t-il souligné.

En 1962, le Koweït a été le premier pays arabe du Golfe à se doter d'une Constitution et opter pour une démocratie parlementaire, jugée souvent incomplète car l'émir et sa dynastie jouissent de larges pouvoirs. Des crises politiques à répétition ont conduit à la dissolution du Parlement à neuf reprises, dont six depuis la mi-2006.

L'opposition, qui rassemble des islamistes, des nationalistes et des libéraux, réclame des réformes démocratiques de fond pour réduire l'emprise des Al-Sabah sur les rouages de l'Etat, avec en particulier un gouvernement élu et une meilleure lutte contre la corruption. (Reuters 22.10)

---

## SOCIAL

### 1- Grèce

La forêt de Skouries, dans le nord de la péninsule grecque de Halkidiki s'est transformée en champ de bataille dimanche soir alors que des villageois et des manifestants proches du Syriza se sont affrontés avec la police anti-émeute. Environ 2000 manifestants ont défilé pacifiquement vers le site de la société Eldorado contre l'impact environnemental grave de ses activités

d'exploitation minière. Des escadrons de la police anti-émeute avait déjà bloqué l'entrée et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser la foule.

Il y a eu plusieurs cas de brutalité policière scandaleux qui n'ont pas été -comme souvent- repris par les médias traditionnels. De manière opposée, les messages sur twitter furent encore une fois d'une viralité importante.

Des policiers auraient cassé les fenêtres des voitures en bas de la jonction de la route, avec les passagers restés à l'intérieur, ont tabassé des manifestants âgés, contraint une femme de 55 ans à s'agenouiller, la blessant à la jambe et ont cassé l'objectif de la caméra du journaliste @nikospilos.

Iliopoulos, membre du mouvement de jeunesse Syriza aurait dit: « *Ils (les policiers) nous ont poursuivi jusqu'en bas de la route pendant 7km et les gens ont été pris de panique. Ils ont lancé des gaz lacrymogènes à l'intérieur des voitures.* »

18 personnes ont été arrêtées et ont été conduites au poste de police de Polygyro (capitale de Halkidiki), où 150 autres personnes se sont rassemblées pour exprimer leur solidarité. Suite aux négociations, des détenus ont finalement été autorisés à voir 4 avocats.

Le député du Syriza Katerina Igglesi s'est vue refuser l'accès au bâtiment et aurait été agressée par un policier en civil sur place. Les détentions se sont toutes transformées en arrestations, sauf pour un conducteur de pick-up qui a été inculpé de tentative d'homicide alors qu'il était transféré à l'hôpital pour des problèmes cardiaques après que la police aient lancé une grenade lacrymogène dans son véhicule qu'il était en train de conduire (!).

Parmi les personnes présentes à la manifestation, il y avait manifestants anti-mine de Kilkis et de Thrace, dont les régions sont également menacées par un désastre environnemental dû aux plans miniers. Étaient également présents des militants écologistes de Thessalonique, deux députés du Syriza, un Eurodéputé Eco-Green et un représentant du parti des Grecs indépendants.

Le service de communication du Syriza a condamné « *les forces répressives de la police* ». En poursuivant que « *la police, au lieu de protéger les intérêts du peuple, est utilisée comme une armée de mercenaires pour servir les intérêts des colonialistes modernes* ».

De son côté, le service de communication du ministre de l'ordre public, Dendias, a indiqué que « *L'annonce du Syriza est un monument d'insolence et de tentative de perversion des faits. Les soi-disant manifestants pacifiques ont attaqué la police sans provocation à Halkidiki avec des cocktails Molotov, des pierres, des bouts de bois.* » Dendias accuse les manifestants d'avoir provoqué le feu de forêt, comme durant les dernières manifestations contre la mine d'or.

Enfin, Dendias précise qu'« *il est temps de réaliser que les députés du Syriza comme les membres de l'Aube Dorée devraient se conformer(...), comme tous les citoyens grecs, aux mêmes exigences de la Constitution et des lois de la République hellénique* ».

Une manière de faire croire que les écologistes qui souhaitent protéger la forêt seraient assez stupides pour provoquer un incendie. Une manière de faire croire que la police fait un travail admirable pour la protection de la population et de la constitution grecque.

Et enfin une manière de faire croire que les activités du Syriza seraient comparables aux violences des membres de l'Aube Dorée.

On atteint donc des sommets. (okeanews.fr 21.10)

## 2- Suède

Electrolux a annoncé lundi son intention de réduire ses coûts en Europe en raison de conditions de marché difficiles, qui l'ont aussi conduit à réduire sa prévision de marché pour l'Amérique du Nord.

Le groupe suédois d'électroménager (numéro deux mondial du secteur derrière l'américain Whirlpool), qui a fait état d'une hausse, conforme aux attentes, de 33% de son bénéfice d'exploitation du troisième trimestre, a précisé qu'il allait entamer des pourparlers avec les représentants syndicaux de l'usine de Revin (Ardennes) afin de mettre un terme à la production de machines à laver.

Il promet de rechercher "*des solutions extérieures*" pour réindustrialiser le site, qui emploie un peu plus de 400 personnes.

"*La situation du marché en Europe est susceptible d'empirer avant de s'améliorer et nous en minimisons les effets en lançant de nouveaux produits et en supprimant des coûts*", a déclaré Keith McLoughlin, directeur général du groupe.

Le coût total de ces mesures sera d'environ un milliard de couronnes suédoises (117 millions d'euros), charge qui sera passée dans

les comptes du quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires s'est établi à 27,2 milliards de couronnes .

S'agissant de l'évolution du marché européen, Electrolux a confirmé tabler sur une demande au mieux stable et au pire en recul de 2%. En revanche, en Amérique du Nord, le groupe voit désormais le marché de l'électroménager reculer de 1% alors qu'il anticipait auparavant une hausse pouvant aller jusqu'à 2%. (Reuters 22.10)

Vous avez compris le message : réjouissez-vous salariés d'Electrolux, on prend les devants, car sinon le coût social serait pire encore... pour vous bien sûr!

---

## ECONOMIE

### 1- Banque. (France)

Le milieu bancaire français se porte bien... la preuve... La filiale de courtage du Crédit Agricole, Cheuvreux, envisage de supprimer 80% de son effectif en France, soit 290 postes sur 358, dans le cadre de son union avec son concurrent Kepler, a indiqué vendredi une source proche du dossier.

Cette source confirmait une information publiée par le journal en ligne l'Agefi. « *A l'échelle du groupe (France et Europe), les suppressions de postes se montent à 500 sur un effectif de 700 personnes* », affirme l'Agefi, précisant que l'information a été divulguée jeudi lors d'un comité d'entreprise de Cheuvreux.

Contactée par l'AFP, Crédit Agricole CIB, la banque de financement et d'investissement de Crédit Agricole, s'est refusé à tout commentaire. Crédit Agricole CIB et Kepler avaient indiqué en juillet être entrés en négociation exclusive en vue du rapprochement des deux entités. Leur fusion doit donner naissance au premier courtier actions en Europe continentale, Kepler Cheuvreux. A la suite de cette opération, Crédit Agricole prendrait une participation d'une quinzaine de pourcent dans le nouveau groupe, avait indiqué à l'AFP la banque lors de l'annonce des discussions.

En sus du Crédit Agricole, la banque italienne UniCredit est également partie prenante à la transaction car elle a développé un partenariat avec Kepler et pourrait prendre une participation dans le nouvel ensemble Kepler Cheuvreux. La banque française a engagé un large processus de cession de ses filiales de courtage. Des nouvelles qui se généralisent...

Julius Baer va supprimer entre 15 et 18% de ses effectifs dans le but d'accroître sa rentabilité. La mesure s'inscrit dans le cadre de l'intégration des activités de gestion de fortune de Merrill Lynch hors des Etats-Unis et du Japon rachetées à Bank of America.

Les coupes devraient donc concerner entre 850 et 1030 des quelque 5700 emplois que le groupe bancaire privé zurichois compte, selon un communiqué publié mardi à l'occasion d'une journée des investisseurs à Londres. Julius Baer n'a pas donné le détail de l'impact des mesures sur les plus de 50 sites qu'il exploite. Conclusion

Les marchés ont-ils toutes les raisons de grimper ? (liesi 18.10)

### 2- UE

Le déficit budgétaire consolidé des 17 pays membres de la zone euro a fortement diminué en 2011, à 4,1% du produit intérieur brut (PIB) contre 6,2% en 2010 mais, parallèlement, le montant de la dette publique a augmenté pour atteindre 87,3% du PIB en 2011 contre 85,4% en 2010, selon les chiffres publiés lundi par le bureau des statistiques de l'Union européenne (Eurostat).

L'Allemagne, première puissance économique de la zone euro, a fortement réduit son déficit budgétaire, tombé à 0,8% du PIB en 2011 contre 4,1% en 2010. Le niveau de sa dette est revenu à 80,5% du PIB en 2011 contre 82,5% l'année précédente.

L'Irlande a considérablement diminué son endettement budgétaire passant de 30,9% en 2010, ratio qui s'expliquait par des dépenses exceptionnelles dans le cadre du sauvetage de son système bancaire, à 13,4% en 2011. Sa dette publique a toutefois fortement augmenté, passant de 92,2% du PIB en 2010 à 106,4% en 2011.

Pays le plus endetté d'Europe avec un taux d'endettement de 170,6%, la Grèce a réduit son déficit budgétaire qui a atteint en 2011 9,4% contre 10,7% en 2010 et 15,6% en 2009.

L'Espagne a peu réduit son déficit budgétaire, qui est passé de 9,7% en 2010 à 9,4% en 2011. Cette faible réduction

est principalement due à la recapitalisation par l'Etat de trois banques régionales, selon Eurostat.

Le niveau de la dette espagnole est resté modéré à 69,3% du PIB en 2011 contre 61,5% en 2010.

Le déficit budgétaire italien a diminué, passant de 4,5% du PIB en 2010 à 3,9% en 2011 mais la dette publique a légèrement augmenté pour atteindre 120,7% du PIB en 2011 contre 119,2% l'année précédente. Le Portugal a divisé par deux le niveau de son déficit budgétaire, qui est passé de 9,8% du PIB en 2010 à 4,4% en 2011, mais, sa dette publique a fortement augmenté pour atteindre 108,1% du PIB en 2011 contre 93,5% en 2010. (Reuters 22.10)

La réduction du déficit budgétaire correspond à la fois aux coupes dans les budgets sociaux de l'Etat et à l'augmentation des taxes et impôts perçus et payés par les travailleurs en très grande partie, quant à l'augmentation de la dette publique, elle correspond aux cadeaux accordés aux banquiers et aux capitalistes (exonérations de cotisations sociales, aides (sic!) à la recherche, etc.

### 3- Energie

Siemens va vendre ses activités liées à l'énergie solaire, comme le prévoit son plan d'économies "*Turbine 2013*", et a déjà engagé des discussions avec des acheteurs potentiels.

"*En raison des changements sur les marchés de l'énergie solaire, d'un ralentissement de la croissance et d'une forte concurrence sur les prix, les objectifs de la compagnie dans ce domaine n'ont pas été atteints*" a déclaré lundi le groupe allemand.

Siemens souhaite se focaliser sur d'autres énergies renouvelables, comme l'hydro-électrique et l'éolien.

La branche de Siemens consacrée à l'énergie solaire emploie 680 personnes et a généré moins de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011.

Siemens donnera plus de détails concernant les économies envisagées et le nombre de licenciements prévu par son programme de réduction des coûts "*Turbine 2013*", lors de la publication de ses résultats annuels, programmée le 8 novembre. (Reuters 22.10)

Il y a de nombreux pays en Afrique et en Asie principalement qui bénéficient d'un ensoleillement permanent tout au long de l'année, pour lesquels l'énergie solaire présenterait une alternative viable à l'énergie fossile qu'ils importent (l'Inde) en grande partie. Mais cette solution n'est pas exploitée ou faiblement, beaucoup trop chère ou inaccessible.

Quant à retenir les éoliennes, leur production est très aléatoire puisqu'elle dépend du vent qui souffle ou non ; pas de vent pas d'électricité, je viens d'en faire l'expérience pendant une douzaine de jours. Pour la petite histoire, on a de nouveau du courant 24h/24 ou presque depuis trois jours, et effectivement le vent s'est remis à souffler. Et les régions où le vent souffle en quasi permanence toute l'année sont généralement situées loin des terres habitées ou isolées.

L'annonce de Siemens, en dehors de virer 680 salariés, n'a pas d'autre signification sérieuse, car du jour au lendemain ils peuvent décider de revenir à l'énergie solaire. Mon propriétaire qui connaît bien le sujet et qui utilise en grande partie cette source d'énergie m'a dit que les sociétés commercialisant des panneaux solaires en Inde proposent des produits estampillés made in France, Allemagne ou China, alors qu'en réalité la plupart sont fabriqués en Inde, et les panneaux solaires estampillés made in India sont les plus chers, cherchez l'erreur !

### 4- Grèce

La montagne de dettes de la Grèce est encore plus importante que prévu. Le déficit et la dette publics de la Grèce pour l'année 2011 se sont nettement aggravés, respectivement à 9,4% et 170,6% du PIB, selon des données provisoires rendues publiques lundi par l'Autorité des statistiques grecques (Elstat).

En chiffres absolus, le déficit s'établit à 19,686 milliards d'euros et la dette à 355,658 milliards, sans grande différence par rapport aux estimations d'avril.

En 2009, juste avant le déclenchement de la crise, le pays accusait un déficit public de 15,6% du PIB, à 36,125 milliards d'euros et une dette de 129,7% du PIB, à 299,682. (L'Expansion.com 22.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 octobre



## CAUSERIE

Depuis hier je rencontre à nouveau des problèmes avec mon ordinateur, comme chaque année à la même saison à cause de mousson et de l'humidité. Un des ventilateurs ne fonctionne plus, je l'ai immédiatement remplacé et j'ai ouvert un côté de l'ordinateur pour qu'il chauffe moins. Cela dit il s'est bloqué plusieurs fois hier soir et ce matin. Du coup je sauvegarde tout sur une clé USB par précaution, un homme averti en vaut deux !

J'ai découvert encore par hasard l'existence d'un journaliste, sérieux ou pas, je n'en sais rien, Pierre Jovanovic, il a publié récemment (date ?) Blythe Masters (éd. Le jardin des livres), un livre qui raconte comment cette banquière chez JP Morgan spécialisée dans les produits dérivés a acheté des stocks monstrueux de matières premières, y compris alimentaires, pour simuler une crise ou leur raréfaction, en réduire le volume disponible sur les marchés pour en faire grimper artificiellement les prix et les revendre ensuite au prix fort pour toucher le jackpot, ce qui été à l'origine d'émeutes de la faim dans une quarantaine de pays principalement en Afrique en 2008.

Il paraît que ce livre se lit facilement et qu'il est extraordinaire, car son auteur démonte pièce par pièce comment s'est effectuée cette opération spéculative sur les marchés mondiaux. Apparemment monsieur Jovanovic est informé sur les institutions du Nouvel ordre social et bon nombre de mensonges ou de fables véhiculés depuis des siècles ou davantage encore, mais il semblerait aussi qu'il lui arrive de fantasmer, j'emploie le conditionnel n'en sachant pas davantage sur lui et ses ouvrages.

Il se trouve qu'on ne peut pas produire une multitude de livres et avoir d'autres activités à côté en si peu de temps, et y consacrer le temps qui est nécessaire pour réfléchir à toutes les questions sur les sujets qu'il aborde, rassembler une documentation et l'étudier sérieusement. Or ce qui nous intéresse avant tout ce ne sont pas des ouvrages superficiels ou approximatifs, mais des données ou connaissances exactes auxquelles on puisse faire référence par la suite ou utiliser pour notre propre réflexion qui ne consistent pas à procéder par abstraction pour ensuite se contredire sur un plan général, car pour comprendre ce qui se passe dans les domaines qui nous intéressent on a besoin de pouvoir porter un regard valable sur l'ensemble de la société ou du monde, car c'est à cette échelle que nous combattons.

J'ai consacré quatre heures à télécharger des articles et quelques vidéos sur l'économie et l'entourloupe des banquiers sur l'or et l'argent. Je vais prendre le temps de lire et écouter tout cela avant de rédiger mon article sur la monnaie et l'or ; j'en ai rédigé les grandes lignes hier soir, mais il se pourrait bien que je devrais y apporter d'importantes corrections, j'y ai passé plus de deux heures déjà. On procèdera par chapitre peut-être ou sous forme d'épisodes.

Quelques articles ne seront traités que demain par manque de temps.

### Recyclage des déchets.

- Pendant ce temps-là, Papandréou enseigne la crise à Harvard - LePoint.fr

Vous savez pourquoi ils recyclent ainsi Blair, Clinton, Sarkozy, etc. ? Parce qu'ils racontent à un parterre de petits banquiers, hommes d'affaires, chefs d'entreprises, ne correspond pas tout à fait à la réalité, mais uniquement à ce que veulent leur faire croire ceux qui tirent les ficelles ou ce qu'ils ont décidé de porter à leur connaissance, mais pas davantage, ils les abusent un peu ou beaucoup, je n'y suis pas pour le juger précisément, et se servent de ces laquais pour faire cette sale besogne. Comme on dit, ils n'appartiennent pas au premier cercle, sauf les Présidents américains, dont certains ont justement disparu brutalement...

Vous ne croyez tout de même pas qu'ils vont leur raconter comment fonctionne véritablement l'économie mondiale afin de découvrir les magouilles des banquiers de la Fed, Sarkozy franchement ce ne serait pas sérieux, ils ne le savent pas eux-mêmes ou en partie seulement, et s'ils commettaient l'imprudence d'en parler en public, ils seraient grillés... ou liquidés !

### Nous non plus!

- CGT: Thierry Lepaon n'aime pas les francs-maçons. - leexpress.fr

D'où vient cette rumeur ? D'une déduction un peu trop facile. Comme Lepaon préside le Groupe CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cése), et comme le Cése est réputé être un repère de frangins (les présidents du Cése le seraient presque tous)... on en a déduit que Lepaon en était proche.

Cette proximité supposée de Lepaon apparaissait pourtant paradoxale. Ce n'est pas à la CGT que la sensibilité maçonnique s'épanouit le mieux, loin s'en faut... mais plutôt à l'Unsa et surtout à FO. De surcroît, Le Paon a sa carte au PCF, où là-aussi la maçonnerie n'a pas bonne presse : elle y est perçue comme un cercle de collaboration de classes.

Lepaon a entendu la rumeur et a donc jugé utile de démentir. "*Je ne suis pas franc-maçon, je ne l'ai jamais été et je ne le*

*serai jamais*", affirme-t-il catégorique. Le propos apparaît un tantinet maladroite.

Le plus surprenant, c'est que Lapaon en rajoute. "*Arrivé à la présidence du groupe CGT au Cese, j'ai lu une dizaine de livres sur la franc-maçonnerie pour comprendre comment ça marchait*" parce que "*quand on préside un groupe dans une instance comme celle-ci, il faut savoir comment les réseaux fonctionnent*", raconte-t-il.

C'est clair, le nouveau patron de la CGT ne va faire se faire que des amis dans les loges ! (lexpress.fr 23.10)

### L'offensive du capital. Mode d'emploi.

1- L'offensive patronale sur tous les fronts s'intensifie.

Dans le cadre des "*rumeurs*" qui circulent sur le contenu du rapport Gallois qui doit être remis au gouvernement le 5 novembre prochain, le think tank patronal l'Institut de l'entreprise rappelle que la baisse des charges est la seule solution permettant, selon lui, de relancer l'économie française à court terme, d'autant que le gouvernement a renoncé à baisser les impôts des entreprises. L'Institut se prononce clairement sur un transfert massif de charges sociales vers les ménages - 20 milliards d'euros en une seule fois - et considère qu'il ne faut pas utiliser la CSG : "*la TVA devra être le levier privilégié*" insiste cette nouvelle contribution, alors que le précédent rapport, en janvier, laissait les deux options ouvertes.

Au-delà des mesures de court terme, l'Institut de l'entreprise propose la mise en place d'un "*Agenda 2020*" avec un calendrier précis de réformes structurelles : "*Il faut absolument que les entreprises puissent travailler dans un cadre clair et prévisible*", expliquent les auteurs. Quatre grandes mesures sont avancées : une plus grande décentralisation de la négociation sur l'emploi, la durée du travail et les salaires, au niveau de chaque entreprise, car "*l'Etat ne peut pas tout régir*" ; une ouverture des secteurs et professions non soumis à la concurrence, y compris dans la sphère publique (comme le réclamait la Commission Attali) ; la levée des tabous qui pèsent sur l'énergie, et là, l'Institut de l'entreprise vient clairement au secours de Louis Gallois en demandant, comme lui, une réouverture du débat sur les gaz de schiste ; enfin, une révision des politiques d'innovation, car, selon les auteurs, la R&D ne souffre pas en France d'un manque de moyens mais bien d'un problème de diffusion des innovations qui se heurtent à de fortes réticences.

Ainsi, l'automatisation des services ou encore la robotisation de l'industrie sont très en retard dans notre pays comparé à ce qu'ont accompli nos voisins allemands et britanniques. "*L'Etat cherche à maintenir des secteurs obsolètes au lieu d'encourager de nouvelles activités*", regrettent les auteurs. (lexpansion.lexpress.fr 23.10)

2- Son relais gouvernemental. Un aveu en prime.

Le ministre de l'Économie Pierre Moscovici s'est déclaré mardi favorable à un "*allègement des charges*" des entreprises pour améliorer la compétitivité de l'économie française, mais "*pas favorable*" à une augmentation de la CSG pour compenser cette baisse. Sur l'amélioration de la compétitivité, "*ma position c'est qu'il faudra qu'il y ait une partie d'allègements des charges avec des proportions à déterminer et des financements en face à trouver*", a déclaré le ministre interrogé sur RTL.

Il a précisé qu'il souhaitait des allègements du coût du travail et attendait les propositions que doit faire l'ancien patron d'EADS Louis Gallois dans un rapport attendu le 5 novembre. "*Nous trouverons des recettes si cette décision est prise*", a-t-il ajouté.

Pour autant, il s'est dit hostile à une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG), une des pistes les plus souvent évoquées pour financer une éventuelle baisse des cotisations sociales. "*Je n'y suis pas favorable*", a indiqué le ministre. "*Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un choc fiscal brutal*", a-t-il poursuivi, d'autant que le gouvernement a déjà demandé un "*effort considérable*" aux entreprises et aux ménages français. (lepoint.fr 23.10)

Ils réduisent les cotisations sociales versées par les employeurs, cotisations sociales qui est en réalité une partie (différée) du salaire des employés, ce qui revient donc à une réduction du coût du travail pour les patrons ou plutôt les actionnaires.

Mieux ou pire encore, puisque c'est l'Etat qui prendra en grande partie ou en totalité à sa charge et compensera cette réduction de cotisations sociale, ce sont les travailleurs qui paient taxes et impôts qui paieront à la place des actionnaires, et comme cette somme payée par (tous) les travailleurs correspondra à une partie de leur salaire, ce sera comme leur reprendre une partie de ce que leurs patrons leur ont versée au titre de la plus-value qu'ils ont produite, autrement dit, cela correspondra également à une baisse généralisée du coût du travail.

Ensuite sous différentes formes ils leur allouent des "*aides*" à la recherche ou au développement qu'ils n'auront pas à déboursier, somme qu'ils pourront consacrer à leur développement sans qu'elle ne soit prise sur la plus-value produite au cours du cycle de production (d'exploitation) précédent, ce qui revient à leur permettre de la distribuer aux actionnaires, à augmenter la part du profit qui leur revient. Quant à sa traduction pour les travailleurs, cela revient à appliquer là aussi le processus décrit au paragraphe précédent.

Eh oui, tout cadeau qu'ils font aux patrons-actionnaires sous une forme ou une autre correspond à une baisse du coût du travail même si cela ne se traduit pas directement sur la feuille de paie du travailleur, et constitue un moyen de pression permanent tendant à le faire baisser, puisque ce sont uniquement les travailleurs qui produisent le profit ou les richesses, le capital n'étant que de la force de travail extorquée aux travailleurs et accumulée par les capitalistes, ces derniers ne produisant pas de richesses dont n'en possèdent pas, ils n'en possèdent qu'en recourant au vol légal de la force de travail des exploités. Est-ce clair ?

Tout centime d'euro que l'Etat prend aux travailleurs sous forme de taxes ou d'impôts ne peut provenir que de leur salaire, salaire qui correspond à une certaine quantité et valeur de leur force de travail qu'ils ont vendue à un capitaliste (ou l'Etat qui sert à faire marcher l'économie capitaliste, ce qui revient au même, l'Etat employeur capitaliste.), si l'Etat emploie cet argent pour satisfaire des besoins sociaux, cette partie du salaire des travailleurs conservera son caractère sociale comme partie de leurs salaires, si maintenant l'Etat emploie cette somme pour la verser à des capitalistes, cela revient au même que si leurs patrons avaient diminué leurs salaires, cette partie de leur salaire ne conserve plus qu'un caractère social que pour le capitaliste.

### [Le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius soutient les terroristes en Syrie.](#)

La Syrie a accusé mardi la France d'entraver les efforts visant à l'arrêt des violences en soutenant les "terroristes" dans le pays, en référence aux rebelles engagés dans des combats contre les troupes du régime. "*La Syrie en appelle à la communauté internationale, et en particulier au Conseil de sécurité de l'ONU pour traiter de manière sérieuse la question du rôle de la France qui empêche l'arrêt des violences et du terrorisme en Syrie*", a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères repris par l'agence officielle Sana.

D'après le ministère, Paris encourage "*les terroristes à poursuivre leurs massacres contre les civils innocents*". "*Le gouvernement français, précédent et actuel, continue de défier le droit international de manière flagrante à travers le soutien qu'il a apporté aux groupes terroristes armés en Syrie*", poursuit le communiqué. (lepoint.fr 23.10)

### [Ils ne pourront pas dire par la suite : mais on ne le savait pas. Vérité et hypocrisie. Dans quel but ?](#)

Le Qatar est aussi l'ami des islamistes. Pour le régime de Doha, les Frères musulmans et les salafistes, parfois liés à Al-Qaïda, propagent une interprétation de l'islam parfaitement compatible avec le wahhabisme de l'émirat. Au nom de cette solidarité, le Qatar et sa chaîne satellitaire globale Al Jazeera ont activement soutenu les révoltes de Tunis, puis du Caire et de Tripoli. Mais ignoré ou combattu les revendications démocratiques dans les monarchies amies de Bahreïn et du Koweït dont la contagion, dans le Golfe, pouvait être menaçante.

Au Proche-Orient, il préfère à l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas le "*gouvernement*" islamiste du Hamas au pouvoir à Gaza, où l'émir a été reçu ce mardi en grande pompe. Premier chef d'Etat reçu à Gaza depuis la prise de pouvoir par le Hamas, il apportait un cadeau de poids : 400 millions de dollars destinés à la reconstruction et au développement.

Dans le nord du Mali, ce sont des groupes armés bénéficiant de l'aide qatarie qui imposent la férule de la charia. Avec l'Arabie saoudite, le Qatar est aujourd'hui l'un des principaux soutiens de l'opposition syrienne. Mais cette aide - notamment en armes - inquiète désormais Washington. Alertée par des rapports récents de ses services secrets, la Maison-Blanche déplore que la majeure partie des armes livrées par le Qatar parvienne aux opposants islamistes les plus radicaux.

"*Précisément ceux qui ne devraient pas les recevoir*", estime une source officielle américaine citée par le "*New York Times*". Question : le gouvernement français, qui entend combattre l'islamisme radical sur son territoire, peut-il avoir pour partenaire privilégié, doté d'un statut fiscal avantageux, une monarchie absolue au modernisme tapageur, mais trompeur, qui soutient partout les Frères musulmans et les salafistes armés ? (nouvelobs.com 23.10)

De deux choses l'une ou les deux à la fois serait le plus vraisemblable, ce que sait parfaitement Washington (et Jérusalem) ou plutôt avec son aval : soit l'émir du Qatar est venu (accompagné d'une importante délégation a-t-il été précisé) directement recruter des djihadistes, soit il est venu apporter un gros chèque au Hamas pour le faire patienter en échange de compromis provisoires avec Israël, à moins que ce ne soit l'inverse en fonction de la politique américaine et israélienne puisque le Qatar est leur allié, on ne peut pas imaginer un seul instant qu'il aurait pris le risque de contrarier ses mentors en ayant encore à l'esprit le sort qu'ils ont réservé à S. Hussein, Moubarak, Ben Ali et Kadhafi.

Il n'y a que des crétins de journalistes pour croire qu'il aurait pu agir ainsi de son propre chef, à moins qu'ils feignent mais cela m'étonnerait. A mon avis, ils sont tellement habitués à se laisser manipulés, qu'ils n'ont même plus besoin qu'on leur indique la marche à suivre pour s'y conformer. Ils mêlent ainsi vérités et contrevérités dans le même article, ce qui pour nous saute aux yeux, mais eux sont devenus complètement aveugles et ne voient rien.

Vous ne pensez pas qu'un parti ouvrier digne de ce nom ne devrait pas chaque semaine dans son journal, expliquer dans son journal à ses militants et aux travailleurs qui le lisent, de quelle manière la manipulation des masses par les médias fonctionne ? Si nous avons notre parti, nous y consacrons une ou deux pages à chaque numéro.

En aparté, comme nous consacrons une ou deux pages à chaque numéro aux institutions du Nouvel ordre mondial (Bilderberg, etc.), une ou deux pages à chaque numéro aux enseignements du marxisme, une ou deux pages à chaque numéro aux affaires juridico-policières concernant les institutions de la Ve République, les partis politiques, les patrons pour en montrer la pourriture, les 6 ou 8 pages restantes étant consacrées à l'actualité et à la lutte des classes du moment.

Cela aurait assurément une autre gueule que ce qu'on trouve aujourd'hui sur le marché et j'emploie volontairement cette expression, qui finalement ne présente aucun intérêt ou très peu pour les militants et les travailleurs qui entre temps se sont déjà informés ailleurs.

Ces journaux sont conçus pour fidéliser leurs lecteurs à une ligne éditoriale uniquement, tout comme les journaux de la presse nationale bourgeoise, pour faire du fric si vous voulez, les informer éventuellement, mais surtout pas les aider à réfléchir ou les faire progresser, à l'opposer chez moi, c'est une obsession et mon unique objectif, que chaque lecteur ou militant parvienne à se doter ou à renforcer son esprit critique pour qu'il puisse librement forger ses propres convictions, qui d'ailleurs ne seront pas forcément les mêmes que les miennes.

Si nous avons un parti, nous agirions de même, dans le même objectif, car nous construirions un parti de militants conscients qui devraient continuer de progresser pour comprendre le monde en perpétuelle évolution ou transformation, c'est parce que les dirigeants de nos partis n'ont jamais voulu agir de la sorte ou qu'ils en ont été incapables, qu'ils ont derrière eux des troupes (peu nombreuses) de bénis oui-oui lobotomisés, j'entends les cadres et les vieux militants qui les suivent aveuglément, et que paradoxalement ils existent encore, à l'état fossile, mais ils existent quand même.

### Un motif de fierté pour Obama.

Lors du dernier débat présidentiel américain consacré à la politique étrangère Barack Obama lance à Mitt Romney :

- «Gardez à l'esprit que nos dépenses militaires ont augmenté chaque année de mon mandat. Nous dépensons plus sur notre armée que les 10 pays suivants combinés, la Chine, la Russie, la France, le Royaume-Uni etc.» (Slate.fr 23.10)

Barack Obama et Mitt Romney sont les deux bras du même corps qui a pour nom l'oligarchie financière, le cartel des banquiers de la Fed plus précisément.

---

### ACTUALITE EN TITRES

Certains style de prostitution sont mieux appréciés que d'autres.

- Montebourg vend mieux la marinière que Miss France - LeFigaro.fr

Non c'est Lucifer !

- Jean-Marc Ayrault: être Premier ministre, "ce n'est pas l'enfer" - AFP

Les institutions de la Ve République devraient être orphelines et disparaître alors !

- Abus de pouvoir : une SPA retire son chien à une jeune marginale - Rue89

Les parenthèses qui s'imposent.

- Comment votre travail a ruiné (ou sauvé) votre santé - 20minutes.fr

Ceci explique cela.

- La France libérée de ses carcans et tabous serait une puissance économique irrésistible - Atlantico.fr

- Le mal-être au travail gagne du terrain chez les salariés - LeFigaro.fr

Une paille !

- Dénoncer ses voisins, c'est possible ! - LePoint.fr

[Les rustres, ils ne méritent même pas de vivre !](#)

- Les femmes les plus pauvres sont les plus exposées à la violence conjugale - L'Express.fr

[Sans blagues, ils ont les mêmes mentors de la Fed.](#)

- Barack Obama et Mitt Romney très proches sur l'Iran et Israël - Reuters

[Dans cet ordre là c'est préférable.](#)

- Rhône: un homme tue sa femme et se suicide - L'Express.fr

[Bravo, autant employer les grands moyens, pour l'Etat aussi !](#)

- Saint-Denis: un distributeur de billets braqué à la pelleuse - L'Express.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

L'état se resserre autour d'Edouard Balladur. Son ex-trésorier, René Galy-Dejean, a contredit devant les juges chargés de l'affaire Karachi l'ancien candidat à la présidentielle de 1995, en affirmant que l'argent liquide versé sur le compte de campagne ne provenait pas des meetings.

Convoqué une nouvelle fois par les juges le 17 octobre pour expliquer le versement, en une seule fois, de 10 millions de francs en liquide le 26 avril 1995, trois jours après le premier tour de la présidentielle, René Galy-Dejean a réaffirmé n'avoir déposé que 3,2 millions de francs à la banque.

La somme provenait de la cellule meeting d'Edouard Balladur, dirigée par Brice Hortefeux, a précisé l'ancien trésorier, selon l'extrait du PV d'audition publié par Le Monde.

*"Je ne me suis pas interrogé" sur la provenance de cette somme "parce que depuis le début de la campagne, les sommes qui nous arrivaient étaient censées provenir des meetings. Bien entendu, je n'en croyais rien et restais persuadé (...) qu'il s'agissait de fonds secrets", a ajouté René Galy-Dejean. "A ce moment, j'ignore bien entendu que 7 millions seront déposés à mon insu le lendemain au Crédit du Nord".*

*"Pourquoi les fonds secrets seraient passés par la cellule meeting?" a interrogé le juge Renaud van Ruymbeke. "Parce que c'était le seul moyen de rendre crédible la collecte dans les réunions publiques", a répondu Galy-Dejean.*

*"Je ne me suis pas interrogé" sur la provenance de cette somme "parce que depuis le début de la campagne, les sommes qui nous arrivaient étaient censées provenir des meetings. Bien entendu, je n'en croyais rien et restais persuadé (...) qu'il s'agissait de fonds secrets", a ajouté René Galy-Dejean. "A ce moment, j'ignore bien entendu que 7 millions seront déposés à mon insu le lendemain au Crédit du Nord".*

*"Pourquoi les fonds secrets seraient passés par la cellule meeting?" a interrogé le juge Renaud van Ruymbeke. "Parce que c'était le seul moyen de rendre crédible la collecte dans les réunions publiques", a répondu Galy-Dejean.*

Edouard Balladur a toujours justifié les importants dépôts d'espèces par les dons des militants et la vente de gadgets ou de tee-shirts lors des meetings. *"Vous savez que c'est faux?", a demandé le juge. "Je vous l'ai déjà dit et vous le redis, c'était faux", a insisté René Galy-Dejean. (lexpress.fr 23.10)*

#### 2- Grèce



Deux partis de gauche membres de la coalition au pouvoir en Grèce ont campé mardi sur une position intransigeante à l'égard des réformes du droit du travail exigées par les créanciers du pays, bloquant un accord politique sur un ensemble crucial de mesures d'austérité.

Les socialistes du Pasok et du petit parti de la Gauche démocratique qui forment, avec Nouvelle Démocratie, la fragile coalition gouvernementale dirigée par Antonis Samaras, ont insisté à plusieurs reprises sur leur refus de soutenir des projets controversés émanant de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) pour réduire les salaires, les indemnités de licenciement et abandonner les revalorisations automatiques des salaires.

Les dirigeants des deux partis n'ont pas changé de position à l'issue de la dernière étape des discussions avec Antonis Samaras mardi, anéantissant les espoirs qui avaient grandi ces derniers jours au sujet de l'imminence d'un accord entre les trois partis concernant le plan d'austérité.

*"Je n'accepterai ni ne voterai pour les réformes du marché du travail que réclame la 'troïka', et les députés de la Gauche démocratique feront de même",* a déclaré le chef de cette formation, Fotis Kouvelis, à l'issue de la rencontre des dirigeants de partis.

*"Telle sera ma position, constante et inchangée, jusqu'à la fin (...). Les droits des travailleurs ont déjà été amputés et ces demandes de la 'troïka' ne sont qu'un projet pour éliminer ceux qu'il leur reste."*

Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok, a également réitéré son opposition aux réformes et pressé le Premier ministre de dire aux partenaires européens que la société grecque ne pouvait supporter un nouveau train d'économies douloureuses.

*"Nous ne devons pas ouvrir de nouveaux fronts tels que les réformes du droit du travail qui ne contribuent en rien à nos objectifs fiscaux",* a indiqué Evangelos Venizelos, ajoutant que le pays avait déjà appliqué une série de réduction des coûts salariaux plus tôt cette année.

*"C'est injustifié et provocateur d'ouvrir à nouveau ces discussions maintenant",* a-t-il ajouté.

Antonis Samaras a cependant insisté sur le fait que le gouvernement n'avait d'autre choix que de promouvoir les mesures d'austérité pour obtenir de nouveaux financements et éviter la faillite.

Dans une déclaration télévisée, le Premier ministre a appelé ses alliés et le pays à soutenir les mesures d'austérité contestées avant qu'il ne soit trop tard.

*"Je ne veux même pas penser à ce qui arriverait si en ce moment je ne m'accrochais pas au volant. Je ne regarde que vers l'avenir, demandant la plus grande unité possible",* a déclaré Antonis Samaras.

*"Nous sauverons la Grèce, ceux d'entre nous qui l'osent",* a-t-il ajouté. (Reuters 23.10)

Cela pourrait être la goutte qui ferait déborder le vase, car les Grecs sont excédés, la situation quasi révolutionnaire.

Tandis qu'une partie de la petite bourgeoisie et une grande partie de la classe ouvrière ne sont toujours pas organisées ou ne soutiennent aucun parti se réclamant des travailleurs ou encore ne participent pas encore à la mobilisation contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement, et que d'autre part une très faible partie de la première soutient encore le Pasok, une partie penchant pour Syriza et d'autres formations réformistes bourgeoise, une fraction de la classe ouvrière s'orientant vers le KKE et surtout les syndicats, toute nouvelle mesure d'austérité pourrait entraîner la radicalisation et la mise en mouvement des couches de la petite-bourgeoisie pour le moment dans l'expectative ou demeurant encore passives, tandis que le gros des bataillons de la classe ouvrière se tourneraient vers les partis ou organisations exigeant la rupture avec l'UE et l'euro, interdisant de la sorte toute application du programme de la troïka et tout retour en arrière, le pays se retrouvant totalement paralysé, l'économie étant livrée au chaos brutalement, toute cotation à la Bourse étant suspendu après son effondrement, le gouvernement ne réglant plus les salaires et les retraites des fonctionnaires, les patrons pratiquant le lock-out, ce qu'évidemment l'UE n'acceptera jamais, préférant soutenir ouvertement ou en coulisse un coup d'Etat militaire pour imposer par la force si nécessaire sa politique antisociale dictée par l'oligarchie financière et rétablir l'ordre. Le scénario classique, quoi.

---

SOCIAL

1- Finlande

Le groupe finlandais Stora Enso a annoncé mardi vouloir fermer ou céder trois de ses usines en Europe, dont une en France, pour adapter ses capacités à la baisse de la demande de papier, sa spécialité.

Il a parallèlement fait état d'une baisse moins marquée qu'attendu de son bénéfice au troisième trimestre. Ces annonces permettaient à son action de gagner 6% en début d'après-midi à la Bourse d'Helsinki.

Parmi les sites touchés par les nouvelles restructurations figure l'usine de Corbehem, dans le Pas-de-Calais, qui produit du papier magazine et emploie environ 350 personnes. Sa capacité de production est de 330.000 tonnes par an.

Stora Enso, qui produit du papier, de la pâte à papier et du carton d'emballage, prévoit aussi de fermer une ligne de production en Suède et une usine en Finlande.

Au troisième trimestre, Stora Enso a dégagé un bénéfice d'exploitation de 175 millions d'euros, en baisse de 22%. Les analystes financiers interrogés par Reuters prévoient en moyenne un résultat de 150 millions.

Pour le quatrième trimestre, le groupe prévoit un bénéfice courant stable ou en léger repli par rapport au précédent. (Reuters 23.10)

L'action de Stora Enso a gagné 6% en début d'après-midi à la Bourse d'Helsinki, c'est le principal...

## 2- Afrique du Sud

Le groupe sud-africain Gold Fields a annoncé mardi le licenciement de 8 500 grévistes à la mine d'or de KDC East, son dernier site encore en grève au sud-ouest de Johannesburg, parce qu'ils ont ignoré son ultimatum. Celui-ci exigeait des grévistes un retour au travail à 16 heures. *'Aucune des 8 500 personnes qui étaient en grève n'est revenue [...] et nous avons donc envoyé des lettres de licenciement à tous'*, a indiqué Sven Lusche, porte-parole du groupe, ajoutant que les mineurs avaient vingt-quatre heures pour faire appel. La *'grève sauvage'* a commencé le 14 octobre, sur ce site qui compte 12 500 employés.

La semaine dernière, le producteur d'or a licencié, avec le même mode opératoire, 1 500 travailleurs qui ne sont pas venus travailler à KDC West. Quelque 11 000 mineurs ont, eux, repris le travail vendredi. Une grande partie de l'industrie des mines de platine et d'or est paralysée par des mouvements sociaux depuis le mois d'août. (LeMonde.fr 23.10)

## 3- Etats-Unis

DuPont a annoncé mardi des résultats trimestriels en baisse et inférieurs aux attentes, conséquence du recul de la demande pour plusieurs de ses principaux produits, ce qui le conduit à lancer un plan de restructuration incluant 1.500 suppressions d'emplois à travers le monde.

En réponse à la baisse de ses ventes, le groupe chimique prévoit de se séparer de 1.500 salariés - environ 2% de ses effectifs, actuellement de 70.000 personnes - au cours des 12 à 18 prochains mois. La restructuration est censée lui permettre d'économiser à terme quelque 450 millions de dollars.

La moitié environ des suppressions d'emplois est liée à la détérioration de la conjoncture, et DuPont a inscrit dans ses comptes une charge de 242 millions de dollars pour les financer.

Les autres suppressions de postes sont la conséquence de la cession, en août, de l'activité de peinture automobile à la société d'investissement Carlyle Group pour 4,9 milliards de dollars. Carlyle n'ayant pas repris l'ensemble du personnel concerné, DuPont a décidé de s'en séparer, moyennant là encore une charge - de 152 millions de dollars - dans ses comptes du troisième trimestre. (Reuters 23.10)

Un cas d'école qui illustre la rapacité, le cynisme des actionnaires, de l'oligarchie financière, en lisant les détails fournis plus loin :

- Hors éléments exceptionnels, le bénéfice par action ressort à 32 cents, alors que le consensus établi par Thomson Reuters I/B/E/S était de 46 cents.

Pour l'ensemble de 2012, DuPont prévoit un BPA de l'ordre de 3,25 à 3,30 dollars, alors que la prévision moyenne des analystes était de 3,93 dollars.

Autrement dit, les actionnaires de DuPont au lieu de percevoir (en 2012) par action 3,93 dollars ne vont en empocher que 3,25 à 3,30 dollars, voilà de quoi justifier 1.500 licenciements.

[Haut de page ↗](#)

Le 25 octobre

## CAUSERIE

Vous pourrez constater en lisant la causerie du jour que l'on ne fuit devant aucune question et qu'on assume nos responsabilités.

Avec le témoignage de cette femme, qui a accouché sur un parking et dont le bébé est mort, paru mardi dans le *Nouvel Observateur*, je comprends mieux ce qui s'est passé.

Cela étant, outre les hypocrites de service, médias et gouvernement qui feignent d'ignorer l'état sanitaire du pays (835 maternités ont été fermées ces dernières années) et ont politisé cette affaire selon cette femme qui n'a pas du tout apprécié, le POI a cru bon d'en faire la première page du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, alors que les faits étaient limités pour exploiter politiquement ce qu'elle a vécu, voici ce qu'elle a déclaré :

- Vingt minutes après être partie de Figeac dans la voiture conduite par son compagnon, elle a perdu les eaux. *"Puis tout s'est enchaîné. Quand la petite est née, elle vivait. Elle bougeait contre moi. Mais au bout de quelques minutes, c'était fini"*. (*Nouvel Obs.fr* 24.10). Il s'agissait d'un bébé prématuré de 7 mois pesant à peine 700 gr pour 31 cm. 20 minutes c'est très court pour atteindre une maternité, se garer, se rendre à la réception, être pris en charge, conduire le bébé en salle de réanimation et éventuellement le sauver.

Heureuse coïncidence !

*Informations ouvrières* (page 2) écrit : *"La maternité de Figeac, qui n'était distante que de vingt minutes de son domicile, avait été fermée en 2009"*

Puis s'excusant presque de participer à cette cacophonie indécente, peut-être s'en sont-ils aperçus sans que cela les gêne vraiment finalement, ils écrivent plus loin :

*"Une chose est sûre : si cette maternité n'avait pas été fermée, cette jeune femme n'aurait pas été contrainte d'accoucher seule, au bord de la route, quelle que soit l'issue incertaine d'un accouchement prématuré à sept mois."*

Le plus incertain pour ce bébé appelé à devenir un jour un adulte s'il avait survécu, c'est surtout la suite, quelque part osons une parole humaniste, en disant que par bonheur il ne saura jamais ce à quoi il a peut-être échappé, sans le savoir, voilà ce que ce dramatique concours de circonstances lui a peut-être évité de vivre, le POI étant de son côté favorable aux OGM, au nucléaire, à la procréation in vitro, sans doute à la vivisection, etc. :

- "42% des enfants nés entre 24 et 28 semaines de grossesse et 31% de ceux nés entre 29 et 32 semaines nécessitent une prise en charge médicale ou paramédicale spécifique à 5 ans

Au total, presque 40% de ces anciens grands prématurés présentent une déficience motrice, sensorielle ou cognitive. Les taux de déficience sévère, modérée et légère s'élevant respectivement à 5%, 9% et 25%.

9% de ces anciens grands prématurés présentent une paralysie cérébrale (Infirmité motrice cérébrale se traduisant par des troubles moteurs). Un tiers de ces enfants ne marchent pas ou marchent seulement avec une aide.

32% ont obtenu un score de capacités cognitives (équivalent au Q.I) inférieur à 85 et 12% un score inférieur à 70, contre 12% et 3% respectivement dans le groupe de référence ; environ 5% des grands prématurés contre seulement 2% du groupe de référence n'ont pas achevé le test. Les difficultés cognitives des grands prématurés, qui risquent de les exposer à des troubles des apprentissages lors de leur scolarisation, ont pu de ce fait être sous-estimées."

<http://www.perinat-france.org/guide/inserm-institut-national-de-la-sante-et-de-la-recherche-medicale-16-183.php>

Honteux, scandaleux !

[Essayons d'y voir un peu plus clair.](#)

Sur le plan économique, il y a ceux qui estiment que le système financier va s'effondrer et qu'il faudrait le refondre en mettant au

pas les principaux acteurs des marchés financiers, d'autres pensent qu'il faudrait revenir à l'étalon or, d'autres encore imaginent recourir à une nouvelle monnaie, mais aucun n'imaginerait qu'il soit possible de changer de système économique.

Dans le premier cas, en laissant le pouvoir aux banquiers aucun changement ne serait possible ou ils disposeraient toujours des moyens de recourir à d'autres procédés pour parvenir à leurs fins, ce qui finalement nous conduirait à la même situation qu'aujourd'hui. Dans le second, sachant que ce sont les mêmes banquiers qui détiennent parmi les plus importants stocks d'or, c'est s'illusionner, et quand à la dernière solution proposée elle a déjà cours sous l'égide du FMI (Droits de tirages spéciaux, DTS), ajoutons que sans retirer le monopole de la création monétaire des mains des banquiers et sans faire main basse sur leur stock d'or, c'est toujours s'illusionner.

Dans les trois cas, soit la même oligarchie financière continuerait de concentrer et d'exercer le pouvoir économique, soit elle serait associée plus étroitement à d'autres acteurs financiers pour parvenir au même résultat pour la population.

Si leurs analyses sont intéressantes parce qu'elles décrivent des tendances de l'industrie financière, pour le moment prenons comme telles et non comme des prévisions devant forcément se réaliser, tous les quatre matins ils nous annoncent que les marchés financiers et tout le système économique va s'écrouler et ce depuis déjà 4 ans.

Je ne sais pas si j'aurais les moyens d'aller plus loin, dès que j'ai un peu de temps je le consacre presque exclusivement à cette question.

Sur le plan politique, il y a les souverainistes qui défendent l'existence des Etats-nations tels qu'ils existent et prônent la sortie de l'UE, sans vouloir changer la nature (capitaliste) de ces Etats, ce qui ne peut que conduire à un affrontement violent entre eux du fait de la crise du capitalisme.

Et il y a ceux qui prônent le rupture avec l'UE qui serait destructrice des Etats, ce qui n'est pas faux, à condition d'expliquer d'une manière simple et plausible comment les concepteurs de l'UE comptaient s'y prendre, non pas pour détruire ou liquider les Etats, ce qui pourrait laisser penser à une action violente ou rapide ou tout d'un coup les Etats disparaîtraient, mais pour les fondre ou les dissoudre dans un ensemble composé de régions détenant le pouvoir au détriment des Etats.

Si effectivement le résultat final est le même, il apparaîtra d'autant plus clairement en le présentant ainsi, l'UE ne disposant pas de pouvoir à l'arrivée, elle ne doit avoir du pouvoir que le temps qui s'écoule pendant que les Etats se dissolvent lentement au profit de régions, dans la mise en oeuvre de ce scénario elle joue le rôle de chef d'orchestre conduisant à un retour à un régime de type féodal.

De la même manière, au lieu de dire que la Sécurité sociale est morte parce que le gouvernement a pris telle ou telle mesure, idem pour l'école, etc. il serait préférable pour être crédible auprès des travailleurs, de dire que ces mesures concourent à leur destruction ou cette destruction est en cours.

### [Transcription du passage de la vidéo \*\*Les maîtres de la monnaie\*\*, consacrée au crash de 1929 aux Etats-Unis.](#)

La dépression ou le crash de 1929 aux Etats-Unis orchestré par le cartel de banquiers de la FED.

Dans les années 20, l'augmentation continue du crédit bancaire permettait l'expansion du marché. Personne ne se préoccupait des affaires économiques. Mais il y avait un côté obscur à cette prospérité. Les entreprises faisaient des affaires et croissaient grâce au crédit.

A la Bourse des échanges, la spéculation augmentait. Alors que tout paraissait fonctionner, on avait plutôt à faire à un château de sable.

Quand tout fut programmé en avril 1929, Paul Warburg (un des six banquiers de la Fed - Ndlr), envoya un mémo secret à destination de ses amis les prévenant de l'effondrement économique et la dépression nationale étaient inéluctables. En août 1929, la FED commença à retirer l'argent.

Ce n'est pas une coïncidence si les biographies de tous les géants de Wall Street de l'époque, John D. Rockefeller, P.P. Morgan, Bernard Baruch, etc. font état de leurs retraits des marchés peu avant le crash, convertissant leurs avoirs en liquide ou en or.

Le 24 octobre 1929, les grands banquiers de New York exigèrent de se faire rembourser dans les 24 heures. En conséquences, les courtiers et les actionnaires durent vendre en catastrophe afin de couvrir leurs dettes, se fichant désormais du prix des actions qu'ils vendaient. Cela conduisit à une chute de la bourse et au désormais célèbre "*mardi noir*".

Selon Kenneth Galbraith, auteur du "*rand crash de 1929*", au plus fort de la chute boursière, Bernard Baruch était avec

Winston Churchill dans la galerie des visiteurs de Wall Street, afin de contempler la panique et l'impressionnant remue ménage en cours à l'étage inférieur.

Le membre du Congrès Louis Mc Fadden, président de la Commission bancaire et monétaire de 1920 à 1931, savait qui était à blâmer. Il accusa la FED et les banquiers internationaux d'avoir orchestré cette crise : *"Ce n'était pas accidentel. C'était un évènement soigneusement préparé. Les banquiers internationaux cherchaient à rendre la situation désespérée, dans le but qu'ils puissent paraître être les seuls à pouvoir nous diriger"*.

Mais Louis Mc Fadden alla plus loin : il les accusa ouvertement d'avoir délibérément provoqué le crash, afin de voler l'or des Etats-Unis. En février 1931, en pleine dépression, il dira ceci : *"Je pense qu'il puisse difficilement être contesté, que des hommes d'Etat et des financiers européens étaient prêts à tout pour retrouver les stocks d'or que l'Europe avait perdus au profit des Etats-Unis, après la Première guerre mondiale"*.

Curtis Dall, un courtier de Lehman Brothers, était au rez-de-chaussée de la bourse de Wall Street le jour du crash. Dans son livre paru en 1970 : *"Mon beau-père exploité"*, il explique que le crash fut fomenté en planifiant la contraction monétaire à la bourse de New York : *"En réalité ce fut un "tondage" du public, calculé par les puissances mondialistes monétaires, et déclenché par la raréfaction planifiée de monnaie sur les marchés financiers de New York"*.

En quelques semaines, 3 milliards de dollars semblaient s'être évaporés. En un an, 40 milliards de dollars furent perdus. Mais avaient-ils vraiment disparus, ou avaient-ils simplement changé de main ? Et que fit la Réserve Fédérale (FED) ? Au lieu de chercher à soutenir l'économie en faisant baisser rapidement les taux d'intérêts afin de stimuler l'économie, la FED continua à contracter l'émission monétaire, aggravant ainsi la dépression. entre 1929 et 1933, la FED réduisit encore son émission monétaire de 33%.

Alors que de nombreux Etasuniens ignorent encore que la FED fut aussi responsable de la dépression, ce fait est cependant parfaitement connu des grands économistes.

Milton Friedman (théoricien du néo libéralisme (Reagan, Thatcher, Eltsine), inspirateur du néo conservatisme, conseillé de dictateur (Pinochet, Vidéla) - Ndlr), économiste et lauréat du prix Nobel d'économie en 1996 avec l'université de Standfort, dira la même chose lors d'un entretien radiophonique national en janvier 1996 : *"La Réserve Fédérale a définitivement causé la Grande Dépression en contractant d'un tiers l'émission monétaire en circulation entre 1929 et 1933."*

Mais l'argent perdu par de nombreux Etasuniens durant la Grande Dépression, n'a pas tout simplement disparu. Il a juste été redistribué entre quelques-uns ayant vendu juste avant le crash, et avant le crash et ayant acheté de l'or, ce dernier étant toujours une valeur refuge lorsque surgit une dépression.

### [A propos de notre position sur la Libye et la Syrie.](#)

Mon commentaire censuré après un article du Nouvel Observateur du 24 octobre, j'ai essayé de le placer à plusieurs reprises, puis en morceau, en vain. :

- Syrie : lutter contre Assad ou contre BHL ? Par Laurent Joffrin, Directeur du Nouvel Observateur.

Les extraits de sa production putride figure entre guillemets, je vous fais grâce du reste de la prose nauséabonde de ce néo conservateur, dénonçant Assad le *"dictateur sanglant"*, nous ne daignons pas le droit d'en juger à cette pourriture qui a soutenu toutes les guerres impérialistes, saluant à six reprises en six paragraphes la *"sage non-intervention des démocraties"* ou des *"occidentaux"*, ou *"occidentale"*, c'est de l'acharnement à ce niveau-là, les choses ne se passant pas comme ils le souhaitaient apparemment qu'ils en perdraient leur sang-froid.

Qui soutient et arme le Qatar et l'Arabie Saoudite qui recrutent des mercenaires sanguinaires djihadistes pour renverser le régime ? Hier Sarkozy-BHL, aujourd'hui Hollande-Fabius, tous étant sur la même longueur d'onde:

- *"le dictateur sanglant est toujours en place, mais ce sont maintenant les islamistes, financés et armés de l'étranger, qui tiennent le haut du pavé dans la résistance syrienne"*.

Qui est responsable de la situation actuelle ? Les mêmes, notamment :

- *"le niveau de violence ne cesse de monter en Syrie"*.

La faute à qui ? Les mêmes :



- *"pacifique à l'origine, le conflit s'est depuis plusieurs mois changé en guerre civile."*

Affirmation sans preuve et démenti par les faits eux-mêmes, Assad aurait été assez stupide pour réaliser un attentat au Liban le jour où il devait rencontrer l'émissaire de l'ONU :

- *"dans sa volonté de survie, le régime Assad exporte peu à peu le conflit dans la région"*.

Les Américains, le modèle de ce repère de néo conservateurs (ce torchon), surtout pas :

- *"les seuls pays à s'intéresser à l'affaire sont la Russie"*. Vous aurez compris qu'on est en présence d'une opération de désinformation

Vous aurez compris qu'on est en présence d'une opération de désinformation, de propagande au profit des tenants de l'instauration d'un Nouvel ordre mondial...

Nous soutenons la Syrie inconditionnellement, et je me demande même si on ne devrait pas soutenir Assad et j'explique pourquoi.

Tout d'abord, à l'heure actuelle il est le seul en mesure d'incarner l'unité et la souveraineté de la Syrie face à l'envahisseur. La preuve en est c'est qu'il a toujours le soutien de l'immense majorité du peuple syrien.

Ensuite, on pourrait se dire : mais que vont penser les travailleurs en France (ou ailleurs) ? Question qui en appelle une autre : Que savent-ils exactement sur cette guerre, ses tenants et ses aboutissants, qui tirent les ficelles ? Rien, sinon ce que leur servent les médias qui soutiennent cette entreprise criminelle fomentée par l'oligarchie américaine et internationale et qui ont pris partie pour les ennemis du peuple syrien et de l'Etat syrien.

Après, face à ce danger mortel qui menace la totalité des syriens et pas seulement une classe particulière, en dehors des couches de la bourgeoisie compromis avec l'impérialisme américain qui ne représente qu'une infime minorité de la population, le mouvement ouvrier syrien n'a pas d'autre alternative pour sauver sa peau que d'opposer avec Assad un front commun à l'envahisseur, il faut qu'il sache qu'en cas de victoire des puissances occidentales, il serait le premier à être bâillonné, décapité, liquidé physiquement, donc il n'a pas d'autres alternatives.

Finalement, les masses occidentales ignorant ce qui se joue au Moyen et Proche-Orient tout comme du passé du régime d'Assad ou son père (de triste mémoire), comme de tout le reste d'ailleurs, il faut l'avoir à l'esprit, ne condamnera pas une position qui consiste à soutenir la résistance de tout un peuple contre sa liquidation.

De la même manière, j'en suis arrivé à la conclusion que nous avons commis une grave erreur en ne soutenant pas Kadhafi, et si cela posait un problème aux militants qui adoptaient cette position face à des militants qui les accuseraient de soutenir un régime tyrannique, il serait toujours possible de leur opposer que leurs propres partis a fait preuve de moins de scrupule ou pas du tout pour soutenir des dictateurs dans le passé, en temps de paix quand il était alors de les combattre.

Nous avons commis cette grave erreur, parce que nous n'avons pas été au bout de notre analyse sur cette question précise, je devrais plutôt dire que nous n'avons pas osé, que face à la pression des militants dont on soupçonnait fortement qu'ils auraient condamné cette position, nous avons adopté un compromis sur la Libye, une position intermédiaire en refusant de soutenir ou condamner l'intervention militaire occidentale sans soutenir ou condamner le régime de Kadhafi, en fait notre position a consisté à prendre en compte l'ignorance des militants (véhiculés par tous les partis retranchés derrière un "principe", il faut quand même le rappeler), à refuser de l'affronter estimant qu'adopter une position plus tranchée aurait conduit à une incompréhension totale entre nous ou à une rupture, ce que j'assume entièrement aujourd'hui face au développement de la situation en Syrie en proie à une destruction systématique, comme en Irak.

Pour revenir sur la Libye, d'un côté nous savions parfaitement quelles étaient les intentions à l'origine de l'intervention de l'impérialisme occidentale, d'un autre côté nous savions que le régime était contesté de l'intérieur, sans en connaître les termes précis ou à quel niveau exactement, ce qui nous a en partie induit en erreur, nous avons estimé que la conjonction de ces deux éléments pourraient peut-être permettre au peuple libyen de s'émanciper du régime de Kadhafi et à la lutte de classe étouffée dans ce pays de se développer.

Or, bien que cette question ne soit pas encore tout à fait tranchée dans un sens ou un autre, ne sachant pas à quel degré la réaction occidentale était impliquée dans le pourrissement de la situation sur place, de telle sorte que le peuple libyen se verrait interdire toute indépendance politique, nous avons favorisé une analyse de la situation conforme à notre conception de la lutte des classes ou aux rapports entre les classes, au détriment d'une version l'excluant, l'intervention armée d'islamistes radicaux ou de djihadistes fanatiques étrangers à la Libye sans foi ni loi n'ayant rien à voir avec la lutte des classes, or, c'est cette version qui s'est imposée, tout du moins jusqu'à présent, peut-être même au grand dam de très nombreux libyens qui ne comprennent que la guerre continue dans leur pays une fois le régime de Kadhafi tombé.

Je pense qu'on se devait de fournir ces précisions aux militants. Nous assumons les différentes positions que nous avons été amenées à prendre sur la Libye ou plus précisément de quelle manière elle a évolué, sans jamais nous ranger au côté des bourreaux du peuple libyen évidemment.

Nous n'avons pas commis cette erreur par ignorance ou si peu, mais plutôt par manque d'audace, pas par manque de courage car je pense que tous les militants reconnaîtront qu'il en fallait pour soutenir la position que nous avons adoptée, ce qui encore une fois n'a pas été et n'est pas le cas de nos dirigeants et donc ne peuvent pas nous servir d'exemples, surtout pas !

Nos dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, une grande partie de nos problèmes viennent de là, ils ont failli à tous leurs devoirs. Et je vais encore vous le prouver, et n'attendez pas de leur part qu'ils reconnaissent la moindre erreur publiquement, ils en sont totalement incapables, tellement ils ont une haute opinion d'eux-mêmes, ils doivent bien être les seuls... C'est ce qui nous distingue et nous en sommes fier.

Si on ne consacre pas un temps considérable à chercher des données ou des informations ici ou là sur le Net, on demeure ignorant non seulement de la situation réelle dans un pays, mais on se retrouve incapable de produire la moindre analyse sans prendre un grand risque, car on ignore précisément la véritable nature des différents acteurs en présence, la différence entre un islamiste radicale, un djihadiste, un salafiste, à quoi ou à qui ils se rattachent, si c'est la religion qui les guide ou plutôt la politique ou un mélange des deux ou aucun des deux, c'est le cas des salafistes selon Thierry Meyssan qui vit en Syrie, vous le saviez, bien sûr que non, salafiste par ci, salafiste par là, une salade d'ignorants aurait dit Engels.

Nos dirigeants ne veulent pas mettre l'accent sur le fait que tout ce qui se passe au Moyen et Proche-Orient depuis maintenant 11 ans est directement en rapport depuis le début de la guerre contre l'Irak ou même l'Afghanistan, avec l'intention du cartel des banquiers de la Fed et leurs associés internationaux d'instaurer un Nouvel ordre mondial, et que toutes ces guerres et destructions sont planifiées de longue date selon un schéma bien arrêté. On pourrait en dire de même de ce qui se passe en Europe avec l'UE ou ailleurs dans le monde, selon une stratégie bien précise qui est réajustée au fil du temps. Ils l'évoquent en passant une fois ou deux par ans, en passant sciemment sous silence en quoi consiste ce plan criminel, jamais je n'en ai lu une description précise dans leurs journaux destinés aux travailleurs comme s'ils ne devaient pas savoir. Des militants que j'ai questionnés ces derniers jours me l'ont confirmé.

Ce qui est très préoccupant, c'est qu'on aboutit au même constat quand on observe les analyses qui nous sont proposés par des intellectuels critiques du système économique et ses derniers développements.

Ce qui m'étonne le plus, c'est que je sois en mesure de détecter les erreurs ou les lacunes grossières de P. Jovanovic, M. Colon, P. Hillard, A. Fekete, N. Kein, etc. , du coup je suis inquiet, je me dis qu'il y en a sans doute que je laisse passer, ce qui m'oblige à prendre le temps de réfléchir encore et encore à certaines questions qui me semblaient claires avant de publier quoi que ce soit.

On n'arrive pas toujours à discerner dans leurs propos ce qui concerne le court, du moyen ou du long terme, s'il s'agit d'une tendance ou d'un fait qui se produira un jour, on peut donc être induit en erreur ou plutôt s'induire soi-même en erreur parce qu'on ne maîtrise pas les outils pour faire preuve d'un discernement à toute épreuve ou presque.

Moi aussi il m'arrive de me dire en les lisant qu'ils exagèrent ou qu'ils fabulent, puis quand Mageswary (mon épouse) me raconte qu'à la BNP à Aubagne ils ont refusé de lui donner 1.000 euros en espèces, alors qu'il y en avait le double sur son compte et qu'elle a dû y retourner une autre fois à 10 jours d'intervalle, en plus en étant questionnée sur l'usage qu'elle allait en faire, là je suis bien obligé de convenir que ceux que j'ai cités plus haut ne nous racontent pas que des blagues quand ils parlent d'un effondrement éminent du système financier.

Est-ce que vos dirigeants vous y préparent et y préparent les travailleurs ? Bien sûr que non et le contraire aurait été fort surprenant. On ne peut manipuler que des ignorants. C'est la première règle que tous ceux qui exercent le moindre pouvoir connaissent sur le bout des doigts et conservent en permanence à l'esprit, gare à ceux qui en sont les proies ou les victimes.

Un dernier point en rapport avec notre sujet. N'étant pas correctement informés par nos dirigeants, nous sommes placés devant un dilemme :

- soit on prend des données et des bribes d'analyses sans se soucier de leurs origines, de la personnalité de leurs auteurs ou de leurs relations, dans la mesure où c'est le seul moyen d'y accéder et de les partager avec les militants ;

- soit on décide de se passer de ces données et de ces bribes d'analyses parce qu'on estimerait leurs auteurs ou leurs relations infréquentables, ce qui nous conduirait à nous interdire de les porter à la connaissance des militants et ainsi les maintenir volontairement dans l'ignorance.

J'avoue avoir eu une attitude hésitante face à cette question, là encore parce que je savais qu'en mettant en ligne des articles provenant du Réseau Voltaire des militants m'avaient brusquement tourné le dos, en y repensant par la suite j'en ai déduit

que c'était le comportement d'ignorants ou de militants gangrenés par le dogmatisme, ce qui provenant d'ex-militants de la LCR aujourd'hui au NPA n'avait finalement rien d'étonnant, d'autres provenant de l'OCI ou du PT ont eu le même comportement ce qui évidemment ne m'a pas surpris, je les remercie au passage, car c'est grâce à eux que je suis parvenu à trancher cette question, dans le sens inverse cela va de soi

Car notre devoir de militant et qui plus est du mien qui anime ce portail dédié à la révolution socialiste internationale, est de tout faire pour combattre l'ignorance des militants et des travailleurs dans laquelle les tiennent leurs dirigeants ou les médias aux ordres, donc j'adopterai dorénavant la seconde attitude qui consiste à mettre en ligne articles et vidéos sans que leur origine pose problème, notre portail et la tendance que j'anime ne faisant pas la promotion des partis ou organisations auxquels leurs auteurs seraient affiliés ou proches, encore moins de leur idéologie que nous combattons.

Bien entendu dans ce domaine comme dans toute chose, il y a des limites à ne pas franchir où il faut faire preuve de discernement.

S'agissant des articles, j'avais déjà tranché cette question depuis un bon moment. En ce qui concerne la rubrique vidéo que j'ai introduite tout récemment dans le site, j'ai hésité au début, et puis j'en suis arrivé à la conclusion que je devais agir de la même manière ; sachant qu'il s'agit d'une sélection et non d'un catalogue exhaustif, on se passera de vidéos réalisées par des gens connus pour développer des idées propres à l'extrême droite ou s'en réclamant ouvertement. Maintenant je ne connais pas forcément les auteurs des vidéos dont je mets les adresse en ligne, s'ils s'en trouvaient parmi elles qui aient été réalisées par des membres d'un tel parti, je vous demanderais de bien vouloir m'en informer rapidement pour que je les retire du site.

### En famille. Ils sont décidément inséparables.

Denis Baupin (EELV) a annoncé mercredi matin la création du "*Club des parlementaires pour le vélo*" qui réunirait quelques 77 députés "*de tous bords*". (lemonde.fr 24.10)

### On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Selon le Canard enchaîné, la conseillère UMP du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Roxane Decorte, a écopé de quatre mois de prison avec sursis et 6000 euros d'amende pour abus de confiance. Elle avait détourné les fonds d'une association dont elle était présidente "*bénévole*". (L'Express.fr 24.10)

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Quand le cul leur bouffe le cerveau

- Mariage homosexuel : un baiser déjà culte - LePoint.fr

### Ils sont bien placés pour en parler.

- Montebourg traité d'«*abruti mental*» par le président de Mitsubishi France - Slate.fr

- Placé sur Montebourg : «*Si le ridicule tuait, il y aurait un remaniement gouvernemental*» - Public Sénat

### Sa spécialité.

- La CE veut sanctionner les décharges sauvages italiennes - Reuters

### La main des Golden boys de Chicago (Milton Friedman)

- Jusqu'à 7 Mds€ d'aides pour PSA - LeParisien.fr

- PSA botte en touche sur la préservation des emplois - Liberation.fr

- L'Etat garant siègera au conseil de surveillance de PSA - Reuters

- L'Etat s'impose chez PSA, le titre plonge - L'Expansion.com

- Le titre PSA tombe à un plus bas de près de 27 ans en Bourse - Reuters

[Le conditionnel est en trop.](#)

- Syrie : les rebelles utiliseraient des lance-missiles américains - LePoint.fr

---

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

#### 1- France

##### 1.1- Le chômage explose.

En septembre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 46.900 (+1,6%) en France métropolitaine pour s'établir à 3.057.900, son niveau le plus élevé depuis plus de 13 ans.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,1%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,5% en septembre, soit 20.900 personnes de plus, pour atteindre 4.515.500 (+8,3% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C était de 4.797.200 fin septembre.

Les plus âgés et les plus jeunes ont été les plus touchés.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a ainsi progressé de 2,3% en catégorie A (+17,5% sur un an) et de 1,4% en A, B, C (+15,4% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a quant à lui augmenté de 2,2% en catégorie A (+10,6% sur un an) et de 0,8% en A, B, C (+8,9% sur un an).

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,3% en catégories A, B et C (+10,1% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an était stable (+7,1% sur un an).

Les entrées à Pôle emploi pour fins de contrat à durée déterminée ont augmenté de 1,3% sur un mois, les fins de mission d'intérim de 2,8% et les "autres licenciements" de 2,7%. Les entrées pour licenciements économiques ont baissé de 7,6%.

Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi a baissé de 4,4% en France métropolitaine (-17,0% sur un an), le nombre d'offres d'emplois d'une durée de plus de six mois baissant de façon nettement plus marquée que les offres plus courtes. (Reuters 24.10)

##### 1.2- Electrolux : fermeture de l'usine de Revin

La direction d'Electrolux a confirmé mercredi soir lors d'un CCE à son siège de Senlis (Oise) son intention d'arrêter la production des lave-linge à Revin (Ardennes) d'ici 2014 devant des salariés dépités par la fermeture probable de leur usine. *"Il n'y a pas d'autre alternative à l'arrêt de la production des machines à laver, mais la direction affirme vouloir chercher des solutions de reprises externes tout en acceptant de parler également de solutions internes"*, a expliqué aux salariés venus manifester sur le site, Lysian Fagis, porte-parole de l'intersyndicale à l'issue de 7 heures de réunion du comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire.

*"On est dégoûté, ils ferment alors que nous sommes rentables, on se sent méprisés"*, a réagi Sandrine Ounissi, 42 ans qui travaille depuis 20 ans à l'usine de Revin.

*"S'ils veulent faire du stock sur notre dos, il va falloir qu'ils paient car on ne va pas travailler pendant deux ans au même rythme en se sachant condamnés"*, a-t-elle continué. Selon les syndicats, une réunion des salariés est prévue jeudi en début d'après-midi à Revin pour déterminer les suites du mouvement de grève.

L'usine de Revin avait été touchée en 2010 par la délocalisation de la production de Faure, la marque d'entrée de gamme des lave-linge d'Electrolux, vers le site d'Olawa en Pologne. Elle conservait alors les marques Electrolux et AEG qui sont désormais destinées à migrer aussi vers la Pologne. (lepoint.fr 24.10)

### 3- Automobile

Ford a annoncé mercredi la fermeture d'ici fin 2014 de son usine belge de Genk dans le cadre d'une restructuration visant à redresser ses activités automobiles européennes lourdement déficitaires.

Le site, qui emploie 4.300 personnes, verra l'assemblage des Mondeo, Galaxy et S-Max transféré à l'usine Ford de Valence, en Espagne, à la fin du cycle de production en cours.

La nouvelle, relayée par les syndicats à la sortie d'une réunion avec la direction, a suscité la colère et l'amertume de centaines d'ouvriers massés devant l'usine.

*"La direction a décidé de fermer l'assemblage de voitures et les activités de presse à Genk à la fin du cycle de production actuel en 2014", leur a déclaré Luc Prenen, représentant du syndicat ACV. "Cela entraînera la fermeture du site de production de Genk et la perte des 4.300 emplois."*

Selon le syndicaliste, les dirigeants de Ford Europe n'ont pas assisté à la réunion, laissant la direction de l'usine lire une simple déclaration.

*"Le projet de restructuration de nos activités de production en Europe est un volet fondamental de notre plan pour renforcer l'activité de Ford en Europe et renouer avec une croissance profitable", y déclare Stephen Odell, le PDG de Ford Europe, en promettant des mesures d'accompagnement pour les salariés de Genk.*

Selon le communiqué, *"le plan vise à remédier aux surcapacités découlant d'une baisse de plus de 20% de la demande de véhicules en Europe occidentale depuis 2007"*.

Les responsables de Ford Europe, dont Stephen Odell, avaient des entrevues mercredi avec le gouvernement de la région flamande, où est située l'usine de Genk, et avec le Premier ministre Elio di Rupo et la ministre de l'Emploi Monica De Coninck.

La direction de Ford rencontrera également, jeudi, les syndicats britanniques, les médias locaux rapportant que le groupe envisage aussi de fermer son usine de Southampton, dans le sud de l'Angleterre.

Ce site, où est assemblé le monospace Transit, emploie environ 500 personnes.

L'annonce de la fermeture a provoqué des échauffourées devant l'usine, vite contenues par les syndicats. *"Elles visaient la direction mais ils sont vite partis. Il y avait beaucoup de colère et de frustration"*, a expliqué Luc Prenen par la suite.

Le constructeur américain, dont les usines européennes tournent en moyenne à 52% de leurs capacités maximales, présentera lundi prochain ses résultats du troisième trimestre.

De son côté Opel, filiale de General Motors, négocie avec les syndicats la fermeture de son usine de Bochum, en Allemagne, après avoir décidé en mai de transférer la production de la nouvelle Astra en Grande-Bretagne.

L'usine Ford de Genk a ouvert en 1964. Selon les syndicats, elle a tourné à un rythme de quatre jours par semaine pendant une bonne partie de 2012 et il ne reste cette année que 15 jours de production au programme, dont aucun en décembre.

Dans une récente note de recherche, l'analyste d'UBS Colin Langan, basé à New York, estimait à 1,1 milliard de dollars le coût de la fermeture du site de Genk, pour des économies attendues de 730 millions par an.

En Belgique, la fermeture de Genk fait suite à celle de l'usine de General Motors à Anvers en 2010. Il ne restera à l'avenir que deux sites d'assemblage de voitures en Belgique, ceux de Volvo à Gand et d'Audi (groupe Volkswagen) à Bruxelles.

L'usine Ford de Valence emploie 3.485 personnes et assemble actuellement des Grand C-Max et des Compact. Le constructeur américain a également à Valence une usine de moteurs, avec un effectif de 470 personnes.

Dans son communiqué, Ford dit envisager de transférer la production des C-Max et Grand C-Max de Valence à Sarrelouis, en Allemagne, pour faire place aux nouveaux modèles. (Reuters 24.10)



Les syndicats dans le rôle de police patronale.

- *"des échauffourées devant l'usine, vite contenues par les syndicats"*

- *"Opel, filiale de General Motors, négocie avec les syndicats la fermeture de son usine de Bochum"*

Il faut réserver le même sort qu'en Afrique du Sud à ces dirigeants syndicaux pourris, tout de suite, et prendre d'assaut les usines, les occuper, élire des comités de grève et appeler les travailleurs dans chaque pays à se soulever et les imiter pour abattre l'oligarchie financière et chasser du pouvoir leurs représentants, se donner les moyens politiques pour en finir une fois pour toute avec le capital et prendre le pouvoir, c'est la seule voie, le socialisme.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève illimitée avec occupation de tout le secteur automobile en Europe pour pas un licenciement, pas une suppression de poste, pas un centime de moins sur la feuille de paie en cas de chômage partiel, répartition de la production sur toutes les usines, donc baisse de la réduction de la journée de travail sans diminution de salaire.

#### 4- Etats-Unis

Dow Chemical, le numéro un américain de la chimie, a annoncé mardi soir son intention de réduire ses effectifs de 5% et de fermer 20 sites de production dans le cadre d'un plan de restructuration destiné à contrer le ralentissement de l'économie mondiale.

Comme plusieurs autres grands noms du secteur, Dow Chemical est confronté au ralentissement de la demande sur la plupart des marchés. Son compatriote DuPont a ainsi revu mardi à la baisse ses prévisions de résultats et annoncé 1.500 suppressions de postes.

*"La réalité est que nous opérons dans un climat de croissance faible à court terme et, même si ces mesures sont difficiles, elles illustrent notre détermination à gérer nos activités avec rigueur"*, a déclaré Andrew Liveris, le PDG de Dow Chemical, cité dans un communiqué.

Il espère économiser 500 millions de dollars (385 millions d'euros) par an grâce à ces mesures, qui se traduiront par 2.400 suppressions d'emplois dans le monde.

Parmi les sites voués à la fermeture figurent une usine de en Belgique, une autre aux Pays-Bas et plusieurs lignes de production aux Etats-Unis et au Japon.

Le troisième trimestre se solde par une chute de 39% du bénéfice à 497 millions de dollars, soit 42 cents par action, conséquence de la baisse de la demande et des prix de vente.

Au troisième trimestre de l'an dernier, le groupe avait dégagé un bénéfice de 815 millions de dollars (69 cents/action).

Le chiffre d'affaires trimestriel a reculé de 10% par rapport à 2011, à 13,6 milliards de dollars (-7% en données ajustées). En Europe, la baisse des ventes - amplifiée par les effets de change - a atteint 10% en données ajustées.

Les analystes financiers prévoient en moyenne un bénéfice par action de 37 cents hors exceptionnels pour un chiffre d'affaires de 14,22 milliards de dollars, selon le consensus Thomson Reuters I/B/E/S. (Reuters 24.10)

Afrique du Sud (Reuters) - Le groupe minier AngloGold Ashanti a licencié mercredi 12.000 mineurs sud-africains en grève sauvage et ayant refusé de reprendre le travail après des semaines de manifestations.

Les grévistes, qui ont cessé le travail il y a un mois à l'appui de revendications salariales, avaient jusqu'à mercredi midi pour retourner à leur poste ou perdre leur emploi.

*"La date limite est désormais dépassée, ce qui signifie que les licenciements vont désormais être prononcés"*, a déclaré à Reuters le porte-parole du groupe Alan Fine.

Les manifestants se sont rassemblés sur un site d'AngloGold, premier producteur d'or du pays et numéro trois mondial, près de Carletonville, pour faire savoir qu'ils ne céderaient pas aux pressions du groupe.

La multiplication des grèves ces derniers temps empoisonne les relations sociales en Afrique du Sud. Quelque 100.000 travailleurs, pour la plupart des mineurs, se sont mis en grève depuis août.

Chez AngloGold, près de 24.000 mineurs ont cessé le travail sans préavis. Une grève sauvage chez le concurrent Gold Fields a pris fin vendredi après, là aussi, un ultimatum de la direction.

Les grèves se sont étendues à l'industrie aurifère après être parties des mines de platine. (Reuters 24.10)

---

## ECONOMIE

### BCE

Le nouveau programme de rachats de titres de la Banque centrale européenne (BCE) ne compromettra pas son indépendance et n'alimentera pas l'inflation, a déclaré mercredi le président de la BCE Mario Draghi aux parlementaires allemands.

"Les OMT (Opérations monétaires sur titres) ne conduiront pas à un financement déguisé des gouvernements (...). Les OMT ne compromettront pas l'indépendance de la BCE", a dit Mario Draghi devant le Bundestag.

"Les OMT ne feront pas peser de risques excessifs sur les contribuables de la zone euro", a-t-il ajouté. "Les OMT ne créeront pas de l'inflation". (Précaution inutile, parole d'escroc en vérité ! Un euphémisme pour dire que les risques s'avèreront effectivement "excessifs" sur les contribuables, ce qu'ils ne s'apercevront que bien plus tard, quand il sera trop tard. Saviez-vous qu'ils avaient déjà décidé de placer Draghi à la tête de la BCE trois ou quatre ans avant la fin du mandat de J-C. Trichet ? Je l'ai appris hier soir en visionnant une vidéo de P. Jovanovic. - Ndlr)

Au contraire, l'objectif de ce programme est "d'envoyer un signal clair aux investisseurs pour leur dire que leurs craintes sur la zone euro ne sont pas fondées". (Jusqu'au jour où ils leur annonceront que ces bouts de papier ne valent plus rien ! Les Chinois vont être les dindons de cette mauvaise farce... à plumer ! - Ndlr)

La BCE, qui a annoncé son plan d'OMT en septembre, n'a pour l'instant lancé aucune opération d'achat. (Reuters 23.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 octobre

## CAUSERIE

### [A propos du site](#)

J'ai décidé de modifier le contenu du site à partir d'aujourd'hui.

Dorénavant je consacrerai moins de temps à cette activité pour me réserver le temps nécessaire pour perfectionner mes connaissances et élever mon niveau de compréhension du monde, combler mes importantes lacunes dont j'ai pris conscience dernièrement, soit par la lecture et le visionnage de vidéos dont j'étudierai attentivement le contenu, afin d'intégrer les enseignements que j'en aurai tirés dans ma propre interprétation du monde en utilisant la méthode du marxisme ou la dialectique matérialiste et historique.

A force de passer trop de temps devant l'écran, ma santé s'est détériorée, j'ai notamment grossi et ma respiration est difficile, les deux vont ensemble, demeurer assis toute la journée de 7h du matin à minuit ou plus sept jour sur sept, fumer comme un pompier et boire beaucoup de café pour compenser la fatigue ne peut durer qu'un temps, de plus je suis devenu insomniaque, sans parler des coupures de courant qui n'ont évidemment rien arrangé. Ma vue a baissé et j'ai un problème aux deux yeux en permanence, donc la cote d'alerte est atteinte.

J'ai travaillé comme un forcené pendant des années, c'est désormais terminé, je vais aussi consacrer davantage de temps à ma propre vie. Cet entraînement intellectuel et la masse colossale de travail que j'ai abattus au cours des sept dernières années me permettent maintenant d'être disponible pour aborder n'importe quelle question très rapidement, alors que précédemment j'aurais dû y consacrer beaucoup de temps. Celles que j'ai étudiées uniquement.

Bref, ce qui est fait n'est plus à faire, il faut passer à autre chose ou plutôt au niveau supérieur, se donner les moyens de comprendre une situation, un fait en un clin d'oeil, c'est mon objectif, j'y parviens dans les domaines que j'ai eu l'occasion d'étudier, mais ce n'est pas le cas dans d'autres que j'ai laissés de côté faute de temps, de plus, je dois réviser et corriger une

partie de mes connaissances, j'ai un tas de choses à vérifier, cela va forcément prendre du temps, j'ai découvert qu'on m'avait enseigné un tas de choses qui en réalité étaient tronquées ou carrément erronées, d'autres que j'avais prises pour argent comptant depuis ma scolarité qui remonte loin maintenant, et qui en réalité étaient fausses, il me faut absolument rectifier tout cela.

Pour penser, réfléchir, se poser les bonnes questions, c'est impossible quand on est toujours en train de cavalier et qu'on est toujours fatigué ou au bord de l'épuisement, j'ai décidé de me donner les moyens de réunir les conditions qui me permettront de pousser ma réflexion le plus loin possible, il faut que là haut la machine soit en parfait état de marche pour mener cette tâche à bien, là haut c'est le cerveau, ne levez pas la tête, au-dessus il n'y a rien d'autre !

Je ne suis pas un caractériel et j'ai plutôt tendance à prendre les choses du bon côté, j'aime bien plaisanter ou faire preuve d'humour ou faire des blagues, je ne suis pas quelqu'un de triste et qui passe son temps à se lamenter sur son sort, or j'aurais pu donner cette impression totalement fausse à mon sujet, encore une fois à cause de la fatigue, on devient tendu, on s'emporte plus facilement, alors que ce n'est pas ma nature, je suis plutôt optimiste et j'apprécie la vie en général. Mais c'est vrai qu'en observant la misère qui nous entoure, on a tendance à ne pas trop le montrer, on trouve cela plutôt indécent, c'est peut-être une erreur d'appréciation car on y est pour rien ou on n'a rien à se reprocher quand on combat le vieux monde pourri 24h/24, qu'on respecte les autres et partage leurs souffrances. Vivre en Inde n'est pas facile, vous vous en rendrez bientôt compte quand vous vivrez le même sort que les Grecs, vous n'y échapperez pas ou vous aurez le droit à bien pire encore, vous ne voulez pas m'écrire ou vous me méprisez, soit c'est vous que cela regarde, moi je vous écris ce que je pense et je ne suis pas le seul à le penser.

Pour avoir l'esprit disponible, il faut aussi se changer les idées parfois, je vais aussi y consacrer du temps. Quand Marx était épuisé et sortait faire une balade, il ne pensait à rien, il faisait le vide en profitant librement du temps qui passe, on en a besoin parfois, je l'ai négligé, ce ne sera plus le cas dorénavant. Lui il a eu la chance d'arriver à quelque chose, moi je ne suis arrivé à rien jusqu'à maintenant, je suis frustré, je plaisante, je ne suis pas Marx, certains se feront un plaisir de me le faire remarquer, je ne leur ferais pas l'affront de leur dire ce que je pense d'eux ou à quel niveau je les situe, ce n'est pas très brillant en vérité, passons.

Hier soir j'ai visionné la vidéo sur la dépression de 1929 (Arté), ils avaient donné la parole à des économistes, un prix Nobel d'économie, des historiens, etc. tous d'imminents intellectuels, vous parlez, tous médiocres, ils n'ont rien compris, dans mon langage quand je me parle à moi-même, des abrutis, des ignares, quel constat cet étalage de nullités ! Je me suis repassé plusieurs passages parce que je n'en croyais pas mes oreilles. Eh bien tout ou presque est du même tonneau, c'est à peine croyable, cela inclut nos braves ou plutôt lâches dirigeants ! Dans d'autres vidéos sur l'économie, des intellectuels citent Milton Friedman qui est l'idéologue, le théoricien, le théologien, l'apôtre, le pape de l'ultralibéralisme, du néo conservatisme, de la pire réaction qui soit, sans rire et je suis très sérieux, ce qu'ils dénoncent, ce sont les conséquences de la mise en oeuvre de sa théorie, c'est complètement dingue, ils ne s'en sont même pas aperçus ! Cela veut dire que même l'élite intellectuelle critique envers le capitalisme et ses dérives ultra libérales se leurre. Dans nos rangs, au mieux nos dirigeants ont une interprétation du monde qui remonte à un siècle en arrière, tout ce qui s'est passé entre temps depuis jusqu'à nos jours, ils l'ignorent, ils effectuent un saut de 1789 à la fin du XXe siècle, extraordinaire !

Du coup, pour avoir constaté tout cela, j'en suis arrivé à me dire que j'étais parvenu à comprendre des choses que ces grosses têtes bardées de diplômes n'avaient pas comprises ou à côté desquelles ils étaient passés, j'en ai conclu que je devais continuer sur ma lancée et que peut-être bien que j'avais encore quelque chose à apporter à mes petits camarades, petits à valeur amicale ou sentimentale.

Qu'est-ce qui va changer dans le site ?

Il n'y figurera plus les infos en bref ainsi que l'actualité en titres qui me prenaient beaucoup trop de temps. On va se concentrer sur des articles dont nous analyserons le contenu et la manière dont ils ont été conçus. Je continuerai d'actualiser la rubrique Article de presse ainsi que celles où figurent des articles de sources diverses, la Tribune libre.

Dans la causerie figureront un ou plusieurs articles plus ou moins longs ou élaborés en rapport avec l'actualité ou des questions particulières qui me seront venues à l'esprit au cours de lectures ou en visionnant des vidéos.

Intervenant sur Internet étant donné que je vis à 10.000 km de la France et que je ne peux pas participer directement à la lutte de classe, je vais voir comment je pourrais participer à d'autres portails ou intervenir dedans.

J'ai oublié de vous dire qu'en travaillant à un rythme normal, c'est-à-dire en passant au maximum 4 à 5 heures par jours devant l'écran sans cavalier ou stresser, pour actualiser le site comme je le faisais jusqu'à présent, je passais entre 12 et 14 heures par jours 7j/7 devant l'écran, il faudrait que 3 ou 4 militants s'y collent, je le répète en bossant à un rythme normal, pas à mon rythme je suis hyper actif et je bosse comme un dingue. Un pour les actualités en titre, deux pour les infos en bref et un ou deux pour les causeries et actualiser les autres rubriques, formater les articles, etc. Personne n'a voulu m'aider, dont acte. On ne reparlera plus tard, bientôt...

Au lieu d'aller promener mon chien une fois la nuit tombée, on va sortir plus tôt, cela fait déjà un heureux !

### [A travers un exemple tiré de l'actualité, voyons précisément comment fonctionne réellement l'Union européenne.](#)

Avant d'aborder cet article je rappelle ma position qui consiste à dire qu'axer sa politique ou son combat politique contre l'UE et la troïka est une grave erreur politique ou le témoignage du refus de combattre les institutions (de la Ve République en France) donc des partis qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle et le gouvernement qu'il soit étiqueté de droite ou de "gauche", c'est le produit de la volonté délibérée des dirigeants du mouvement ouvrier de les épargner, parce que l'UE tient sa légitimité et son existence uniquement des chefs d'Etat, qui eux-mêmes tiennent la leur des institutions nationales qui existent dans chaque pays de l'UE, c'est donc contre ces institutions nationales qu'il faut axer notre combat politique, donc évidemment en France contre Hollande et son gouvernement qui en font partie ainsi que le PS, l'UMP et l'UDI principalement.

Pour résumer notre position qui en fait correspond à l'analyse que chacun peut faire des rapports entre les différents acteurs et institutions, sans la signature et le pouvoir que lui octroient les chefs d'Etat des différents pays, l'UE ne disposerait d'aucun pouvoir, elle n'existerait tout simplement pas.

On peut ajouter que sans la ratification des différents traités par les partis institutionnels composant la majorité des députés à l'Assemblée nationale aujourd'hui ou hier, ceux-ci n'auraient jamais été appliqués ou seraient restés lettres mortes, confirmant si nécessaire que notre combat politique devait se concentrer contre ces partis (UMP, UDI et PS) et les institutions, le Parlement dans chaque pays.

Telles auraient dû être l'analyse et les tâches dévouées au prolétariat et à son avant-garde révolutionnaire figurant dans le programme d'action de l'Internationale ouvrière qui malheureusement n'existe pas.

Quand le Parlement européen exprime un désaccord avec la Commission européenne ou le Conseil européen, c'est pour manifester au jour son impuissance et sa subordination aux institutions qui dirigent et contrôlent l'Union européenne.

A quoi sert-il alors ? De vernis démocratique à cette entreprise de démolition des Etats-nations entreprise dans le monde entier, à commencer par l'Europe, le cartel des banquiers de la Fed et leurs idéologues ou théoriciens ultra conservateurs ont mis au point cette stratégie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour à terme avec leurs partenaires européens exercer un contrôle totale de la population une fois celle-ci dépouillée de tout pouvoir politique. L'UE a pour fonction de réaliser ce plan au niveau de l'Europe.

Ainsi, comme nous allons le voir immédiatement, le Parlement européen est la négation des Parlements nationaux. Comment cela se présente-t-il ? Tandis que le Parlement européen n'a en réalité aucun pouvoir, les Parlements nationaux disposent encore de pouvoirs dans chaque pays, c'est pour les concepteurs du Nouvel ordre mondiale cette "anomalie" qu'il s'agit de corriger en transférant les pouvoirs des Parlements nationaux au Parlement européen qui parce qu'il ne possède aucun pouvoir revient à le transférer à la Commission européenne (CE) et au Conseil de l'Europe, donc à l'arrivée à retirer aux différents peuples le pouvoir d'agir sur leur destin présent et futur. C'est la négation de la démocratie au profit d'une dictature de l'oligarchie financière dont les commissaires européens et les chefs d'Etats, les ministres des différents gouvernements sont les représentants.

Bien entendu, la population dans son immense majorité l'ignore totalement, elle est manipulée et pour ainsi dire réduite à l'impuissance pour lutter contre un mécanisme dont elle ne comprend ni les tenants et les aboutissants, d'où la nécessité de l'entraîner à combattre à la racine ce processus pour l'enrayer et le réduire à l'impuissance, le liquider, ce que nous avons expliqué plus haut.

L'article en question.

- Le Parlement européen a rejeté jeudi la nomination du Luxembourgeois Yves Mersch au directoire de la Banque centrale européenne (BCE), pour protester contre l'absence totale de femmes au sein de cette instance.

Il est précisé que quel que soit le résultat d'un vote au Parlement européen, il comptera pour du beurre, car en dernière instance ce sont les chefs d'Etat réunis au sein du Conseil qui détiennent le pouvoir.

- Cet avis, adopté à une courte majorité à Strasbourg, n'est que consultatif. Mais il devrait embarrasser les gouvernements de l'UE qui désignent au bout du compte les membres de la BCE.

- M. Mersch, 63 ans, avait été choisi par les ministres européens des Finances pour succéder à l'Espagnol Jose Manuel Gonzales-Paramo.

Histoire d'enfoncer le clou, là les choses sont dites très clairement, cela ne correspond pas à

une interprétation d'un journaliste de l'AFP qui pourrait avoir commis une erreur ou avoir perdu la tête, non, il n'a fait que retranscrire la stricte réalité ou répartition non pas des pouvoirs mais des rôles au sein de l'Union européenne entre ses différentes institutions. Vous pourrez ainsi mesurer le degré d'opportuniste des partis qui mettent en avant le combat contre l'UE, nous estimons qu'ils sont totalement corrompus tellement la réalité saute aux yeux, absolument personne ne peut le nier.

- Les représentants des 27 gouvernements de l'UE ont désormais le choix de prendre en compte le vote du Parlement ou de passer outre et de confirmer M. Mersch.

Le Parlement européen réclame, quémande, mendie auprès de la CE ou du Conseil, il n'a aucun pouvoir.

- Le Parlement européen réclame depuis des mois au Conseil (qui représente les gouvernements) non pas un nom mais une liste de noms comprenant des femmes.

Le Parlement européen veut quelque chose, ce qui n'a pas plus de portée que formuler un vœu pieu.

- "*Le Parlement européen est clair: nous voulons la diversité. Un directoire de la BCE uniquement composé d'hommes en 2012 et jusqu'en 2018 n'est pas acceptable*", a expliqué l'eurodéputée libérale française Sylvie Goulard.

Sur le plan légal, législatif, juridique, c'est le Conseil donc les chefs d'Etat qui détiennent le pouvoir, le Parlement européen n'en a aucun. Les parlementaires européens sont voués à vociférer ou gesticuler et rien d'autres.

- "*Juridiquement parlant, le Conseil peut certes confirmer Yves Mersch, mais ce serait une énorme erreur politique et un mauvais signal*", a-t-elle ajouté.

La BCE est le pendant ou l'appendice européen de la FED qui a placé à sa tête tous les présidents qui se sont succédés à sa direction depuis 1997. Si vous en doutez, sachez que J-C.Trichet avait participé à une réunion du groupe Bilderberg, je ne sais plus en quelle année, et qu'ils avaient désigné M. Draghi pour le remplacer trois ou quatre ans avant la fin du mandat de Trichet. Sachant cela, vous mesurerez mieux à quel point on est en présence d'une cynique comédie destinée à faire diversion ou amuser la galerie,, pendant que les décisions importantes sont prises ailleurs qu'à Strasbourg, Bruxelles ou Frankfurt, de l'autre côté de l'Atlantique en réalité.

- "*Il nous faut davantage que des négociations boiteuses et des promesses insatisfaisantes si nous voulons obtenir la parité au sein de la BCE. Il s'agit d'une question qui touche de nombreuses institutions publiques, et pas seulement la BCE*", a affirmé pour sa part la présidente de la commission des Affaires économiques du Parlement, la Britannique Sharon Bowles. (AFP 25.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 octobre

## CAUSERIE

Dans la foulée du crash de Wall Street aux Etats-Unis en 1929, le taux de chômage monta à 25% (officiellement, plus en réalité), des millions de travailleurs américains furent expulsés de leurs habitations, et les ouvriers qui avaient encore un travail consacraient jusqu'à 70% de leurs revenus pour uniquement se nourrir.

Ce furent les classes moyennes qui furent visées principalement et ruinées en 1929. Elles représentaient les couches de travailleurs qui percevaient des revenus supérieurs à la classe ouvrière et qui eurent accès plus facilement au crédit et s'endettèrent jusqu'au cou, vivant au-dessus de leurs moyens, elles se mirent à emprunter pour spéculer frénétiquement en bourse, c'était devenu le sport national aux Etats-Unis, et lorsque le cartel des banquiers sifflèrent la fin de la partie tous leurs biens furent saisis et ils rejoignirent les rangs des millions de miséreux...

Ils sont en train de reproduire exactement la même situation sans que les bourses ne se soient effondrées jusqu'à présent, à mon avis parce que la capitalisation boursière n'a pas atteint le niveau démentiel de 1929, bien que la capitalisation en bourse de la plupart des entreprises ne corresponde pas à leur valeur réelle, elle est certes surévaluée mais sans rapport avec ce qui existait en 1929. Si maintenant on tenait compte de leur endettement souvent colossal, il faudrait corriger cette appréciation, on s'apercevrait qu'elles ne valent plus rien.



Pour que leur système fonctionne et que leurs magouilles demeurent hors de portée de la population, les banques ne font pas figurer dans leur bilan les sommes astronomiques sur lesquelles elles se sont engagées sur les marchés spéculatifs, notamment les marchés dérivés et les CDS (Credit default swap) qui se montent à des centaines de milliers de milliards de dollars. Cela représente des sommes tellement gigantesques que sans être économiste on comprendra tout de suite qu'en cas de panique et d'effondrement lorsque tous les investisseurs voudront récupérer leur argent, ce sera évidemment impossible, la totalité des banques du monde ne disposant pas d'une telle somme, l'effondrement final est ainsi inévitable et se produira un jour ou l'autre. Ils le retardent en injectant des centaines, des milliers de milliards de dollars ou d'euros dans les marchés financiers, augmentant encore le niveau colossal de la dette des banques et des banques centrales, des entreprises, de toute la société. Cet argent sert justement à couvrir les risques des banquiers engagés dans une spéculation effrénée, jusqu'au jour où ceux qui détiennent la planche à billets décideront que le moment est venu que toute cette construction bâtie sur du vent explose pour passer à l'étape suivante selon un plan bien arrêté. C'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer ou à comprendre.

Sur cette question très précise, il n'y a pas un seul dirigeant du mouvement ouvrier depuis un demi-siècle qui ait tenu des propos cohérents qui correspondent véritablement à la réalité. Quant aux intellectuels dont j'ai écouté les prestations retranscrites dans des vidéos, je leur ai trouvé un surnom qui est préférable à les traiter d'ignares, intellectuels aux idées courtes, trop courtes pour relier les tenants et les aboutissants de la crise du capitalisme, ce qui se manifeste par leur incapacité à comprendre que cette crise remonte aux fondements du capitalisme, à l'inégalité entre les classes et à l'existence des classes elles-mêmes, cela saute aux yeux quand on observe que des milliards peinent à survivre, tandis qu'une poignée croule sous des fortunes colossales.

Reprenons.

Car ces banquiers ne décident pas cela sur un coin de table entre le fromage et le dessert, de même que cela n'arrive pas par hasard à ce moment précis ou encore, ce n'est pas l'économie réelle qui est effectivement en crise ou dont la crise a atteint son apogée qui va être le déclencheur de cet effondrement en cascade, cette distinction est indispensable pour comprendre ce qui se passe réellement, et surtout la suite, car ce n'est que le début d'un processus devant se traduire par d'importantes modifications des rapports entre les classes étalées sur des années, comme étape ou servant la réalisation d'objectifs politiques qu'ignorent la population.

Leur objectif en précipitant l'effondrement de tout le système économique à un moment donné, c'est d'en assurer le contrôle ou la maîtrise, le bon déroulement pour emprunter une formule cynique qu'ils ne désavoueraient pas, ils ont tout calculé, avant, pendant et après, cela peut paraître incroyable et pourtant cela est prouvé. Ceux qui le démentent s'appuient sur des détails finalement insignifiants, ces banquiers taillent dans la masse, ils ne font pas dans le détail. Quand ils évaluent un risque, c'est qu'ils ont conscience qu'il existe, si maintenant les choses ne se passaient exactement pas comme ils les avaient prévues, ils mettraient en oeuvre le plan qui correspondrait à cette situation et qu'ils avaient évidemment imaginée aussi, et tout rentrerait finalement dans l'ordre, seul le rythme ou le délai de la réalisation de leur projet aurait été contrarié ou modifié, mais en aucun cas sa direction ou son objectif final. Ils ont tout fait pour empêcher Allende de parvenir au pouvoir, ils n'ont pas pu y arriver, soit, ils l'ont liquidé et ils sont tout de même parvenus à leurs fins, et il en va toujours ainsi. Idem en Argentine. Il aurait pu débarquer Castro depuis 50 ans, rien n'était plus facile, mais il leur était trop utile pour pratiquer un amalgame entre stalinisme (dans sa version castriste) et communisme, diaboliser le communisme et le marxisme pour en détourner les masses laborieuses.

Puisque nos intellectuels sont incapables de comprendre la crise du capitalisme, essayons de l'expliquer brièvement en quelques lignes.

Ce sont les inégalités entre les classes qui constituent les fondements du capitalisme qui sont à l'origine de chaque crise du capitalisme, qu'elle soit économique ou financière. De ces fondements découlent ses lois internes de fonctionnement, dont l'anarchie dans la production, la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes, ces deux facteurs aboutissant à la surproduction et à l'accumulation du capital à un niveau toujours plus élevé, d'où découlent ensuite l'endettement général de la société et la spéculation, puis de nos jours, depuis quelques décennies déjà, des produits financiers très sophistiqués totalement déconnectés ou en contradiction avec l'économie réelle, en réalité servant à retarder l'explosion des contradictions de l'économie réelle déjà parvenues à leur terme depuis longtemps et continuer de s'enrichir malgré tout, c'est ce qui explique que finalement la crise atteint infailliblement l'économie réelle et se traduit par un chômage de masse et l'appauvrissement général des travailleurs.

En résumé, les riches sont trop riches mais veulent le devenir encore plus, les pauvres sont trop pauvres pour qu'on puisse leur soustraire davantage de richesses ou trop peu, reste la classe ou les couches moyennes à dépouiller des richesses qu'elles ont acquises ou accumulées pour les plonger dans la pauvreté, une fois atteint cet objectif, il sera à nouveau possible d'en tirer un maximum de profit, sans forcément qu'elles se refassent comme ce fut le cas chaque fois dans le passé, pour bien faire les maintenir dans cet état serait préférable et éviterait que dans l'avenir elles en viennent à s'allier avec le prolétariat dans la perspective de remettre en cause le système économique, la dernière étape de ce processus que je viens de décrire correspond précisément au plan imaginé par l'oligarchie financière et qui porte le nom de Nouvel ordre mondial. C'est exactement ce à quoi nous assistons en Grèce, en Espagne, en Italie, tous les pays de l'UE étant promis à connaître le même sort, la terre entière ensuite.

Et savez-vous pourquoi ces intellectuels, mais aussi nos dirigeants, sont incapable de saisir ou d'expliquer simplement aux travailleurs en quoi consiste la crise du capitalisme ?

Parce qu'ils sont incapables de concevoir qu'on pourrait se passer du capitalisme et passer au socialisme, puis au communisme. Les premiers parce que ce sont de farouches anticommunistes ou des réactionnaires finis, par ignorance ou pour des raisons idéologiques, les seconds parce qu'ils se sont détournés du marxisme et du léninisme, cela inclut tous les partis ouvriers sans exception.

Ce qui est frappant, c'est l'ignorance de ces intellectuels aux idées courtes qui font étalage de leur soi-disant savoir qui comporte de graves lacunes. Certains ou même la plupart sont de bonne foi, mais ils sont incapables jusqu'à présent de se défaire totalement de l'idéologie qui leur a été inculquée, à laquelle ils ont adhéré ou dans laquelle ils se complaisent finalement. Pire encore, ils fricotent ouvertement avec l'extrême droite. Si on met leurs vidéos en ligne, c'est uniquement lorsqu'ils n'abordent que des questions économiques et à condition que n'y figure pas une référence à une personnalité ou un dirigeant d'extrême droite ou souverainiste. Comment faire autrement puisqu'ils sont les seuls (en vidéo) à aborder sous un regard critique la crise du capitalisme ou le Nouvel ordre mondial.

D'un autre côté, nos dirigeants fricotent avec des dirigeants de l'UMP, du Parti radical ou les bureaucrates anticommunistes et corrompus des syndicats, quand ils ne réhabilitent pas ou ne font pas référence à des monarchistes, des féodaux ou des curés, sans y être obligé notez bien, c'est comme si on faisait référence à Le Pen pour dénoncer l'emprise de la finance sur la société, alors qu'il existe d'autres sources auxquelles on peut se référer si nécessaire, vous avez bien saisi la distinction, n'est-ce pas ?

Plus grave encore, le sectarisme ou le dogmatisme de nos dirigeants, leur interprétation étriquée, étroite, bornée du monde, le culte du secret qui entoure leurs activités, leurs propres relations, ou le fonctionnement opaque de leurs partis, la fâcheuse tendance à nier tout ce qui ne sort pas de leur bouche, leur mégalomanie autant que leur paranoïa, le tout a contribué à attirer des intellectuels qui finalement leur ressemblaient ou ne représentaient finalement aucun intérêt, pour finalement laisser le champ libre à des intellectuels proche de la droite ou de l'extrême droite ou qui s'en sont rapprochés n'ayant aucune chance de trouver un écho ailleurs à leurs théories, certes très imparfaites ou contestables à bien des égards, eux seuls s'exprimant sur un support qui allait s'avérer incontournable au fil du temps, Internet, YouTube notamment, au point d'apparaître comme les seuls véritables opposant au capitalisme ultra libéral, au Nouvel ordre mondial, alors qu'en réalité on a à faire à des aventuriers, des réactionnaires. Imaginez un instant des travailleurs se connectant sur YouTube et cherchant à s'informer sur ces questions, sur qui vont-ils tomber obligatoirement ? Soit des défenseurs du Nouvel ordre mondial, soit ces intellectuels ou pire, Soral, Le Pen et Cie. Mais c'est un désastre camarades.

On nous a toujours dit qu'on ne pouvait combattre efficacement un ennemi qu'à partir du moment où on pouvait discerner clairement qui il était et quelles étaient ses réelles intentions, le démasquer. Tout le monde s'emploie à le cacher aux travailleurs et militants, ce qui en découle ne devrait plus vous surprendre dorénavant.

J'ai découvert tout cela très récemment parce qu'ici en Inde où j'habitais, à une dizaine de kilomètres de la première ville (Pondichéry, ma connexion Internet était trop lente pour pouvoir visionner la moindre vidéo, encore moins en charger une, j'ai déménagé depuis un an et c'est en essayant ces derniers mois seulement de visionner une vidéo que je me suis aperçu que c'était dorénavant possible, pas à tous les moments de la journée ou tous les jours hélas, mais en m'acharnant j'y suis arrivé pour certaines d'entre elles, c'est là que je me suis rendu compte de l'étendue de ce désastre.

Sans avoir pris le temps de le vérifier, je crois être le seul à intervenir sur le Net et à tenir informer les militants sur toutes ces questions, à tenir ce discours, à développer ces arguments. Aucun parti, aucun groupe de militants, aucune organisation ou association ne fait ce travail à la fois pour aider les militants à comprendre la situation, ce qui se trame dans notre dos, à dénoncer ces manipulations, l'incurie intellectuelle de ces économistes, historiens, journalistes, etc.

Dois-je continuer ou arrêter, fermer le site ou le laisser s'éteindre de lui-même, non, pas comme les classes et les Etats, ou pas vraiment dans le sens où l'entendait Marx et Engels ? Dans la vie il faut savoir ce que l'on veut, si vous n'êtes pas capables de me répondre, c'est que vous êtes déjà mort politiquement, j'aurai compris et le site ne sera plus actualisé à partir de lundi.

A vous de voir, vous êtes en moyenne 150 à vous connecter quotidiennement, j'attends une centaine de courriels au minimum.

Qu'est-ce que je vais faire ensuite ? Cela ne vous regardera plus désormais.

[1929-1939, nous y sommes, la preuve.](#)

Espagne.

- Le chômage en Espagne au seuil historique de 25%, pas d'éclaircie en vue - AFP

Plus d'un quart de la population active en Espagne est désormais au chômage, un record historique qui assombrit encore les perspectives d'une sortie de la récession et alimente un malaise social grandissant.

Le nombre de foyers dont tous les membres actifs sont au chômage continue lui à progresser, à 1.737.900, soit un foyer espagnol sur dix. (AFP 26.10)

Grande-Bretagne.

- EDF Energy augmente ses tarifs de 10,8% pour l'hiver - Reuters

Selon la fédération de défense des consommateurs uSwitch, les hausses annoncées par les fournisseurs d'énergie devraient se traduire pour les ménages britanniques par une dépense supplémentaire globale de 753 millions de livres (602 millions d'euros) et précipiter 314.000 foyers de plus dans la précarité énergétique, une situation dans laquelle un ménage dépense plus de 10% de ses revenus en dépenses basiques (eau, électricité, chauffage...).

Au total, cette catégorie comptera cet hiver sept millions de foyers, ajoute uSwitch. (Reuters 26.10)

Grèce.

Un officier de police déclare que les gouvernements successifs en Grèce ont permis au parti ultra-nationaliste de l'Aube Dorée d'infiltrer la police du pays.

Les victimes de certaines attaques brutales par des voyous d'extrême droite à Athènes avertissent que les immigrés sont les premières victimes d'une longue liste de cibles des néo-fascistes. (oceanews.fr 26.10)

Le leader de l'Aube Dorée, Nikos Michaloliakos a attaqué dimanche l'institution parlementaire et s'en est pris au ministre de l'ordre public Nikos Dendias, qui avait déclaré que « les troupes d'assaut ne seront pas tolérées ».

Le chef du parti néonazi a déclaré devant des centaines de partisans en uniforme, lors de l'« hommage » aux 300 spartiates (qui avaient résisté face aux perses), aux Thermopyles, ce week-end :

*« Dendias est sorti avec un sourire béat en disant que nous (le gouvernement) devons écraser les troupes d'assaut. Nous sommes ici, laissons-les venir et nous écraser ... Vous êtes les troupes d'assaut de l'Aube Dorée »*

Michaloliakos a déclaré: « il y a des traîtres partout », tout en intensifiant ses attaques contre le parlement :

*« Nous nous sentons mal à l'aise là-dedans. S'ils le veulent, nous allons le quitter à tout moment, nous allons descendre dans la rue... et nous verrons qui sont les troupes d'assaut »*

Il a poursuivi en disant :

*« nous attendons le moment d'être assez fort pour réclamer la juste cause des Grecs ... à un moment donné, la lutte sera menée. »* (oceanews.fr 27.10)

Question : ces informations figurent-elles dans les portails des partis, organisations, groupes, etc?

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 octobre

## CAUSERIE

J'ai mis en ligne au format pdf les causeries du 26 au 28 octobre, j'ai corrigé une vingtaine de fautes, c'est pas mal !

Ce qui caractérise l'homme en général parmi ses innombrables faiblesses, ce n'est pas seulement sa profonde ignorance, mais aussi son inconsistance, son incohérence, son dilettantisme, sa lâcheté, son manque d'audace, bref, en établir la liste serait trop long, ajoutons sa propension à décrire les défauts des autres qui sont en réalité les siens...

On abordera un autre jour la question qu'il ne faut surtout pas se poser de cette manière là : faut-il changer l'homme pour changer la société ou faut-il changer la société pour changer l'homme ? C'est en réalité une combinaison des deux qui selon moi constitue la bonne réponse, alors que les uns et les autres s'emploient systématiquement à poser l'une en ignorant l'autre. Cela explique peut-être pourquoi finalement nous ne progressons pas, nous pour le mouvement ouvrier international.

Au fait, pour ceux qui s'interrogeraient sur Theodor Herzl et ce que vous avez pu entendre ou lire dans certaines vidéos et qui vous semble incroyables ou le fait d'antisémites, vous pouvez en vérifier l'exactitude en vous procurant son livre "*L'Etat juif*" et son "*Journal*", j'ai vérifié sur Internet, ils sont en vente libre et disponibles. Donc les auteurs de ces vidéos n'auraient pas pris le risque insensé de se livrer à une grossière et ridicule manipulation sachant que chacun pouvait se procurer ses ouvrages infâmes.

Debout les damnés de la terre... (l'Internationale). Get up, stand up, stand up for your rights. (Bob Marley) Mais c'est que j'ai des références ! Plus sérieusement. Un élément de notre programme, socialiste et révolutionnaire bien sûr !

**Réactionnaires : "*à l'unanimité*" ! Vive la République sociale !**

Le Parlement européen et tous les partis qui le composent sont des instruments du Nouvel ordre mondial que l'oligarchie internationale veut imposer à tous les peuples pour les réduire en esclavage. La preuve.

- Le cinéaste iranien Jafar Panahi et sa compatriote l'avocate Nasrin Sotoudeh, condamnés à de lourdes peines dans leur pays, ont été désignés vendredi lauréats du Prix Sakharov du Parlement européen, une distinction qui survient alors que l'Union européenne vient de renforcer ses sanctions contre Téhéran.

L'attribution de ce prix a été décidée à l'unanimité des groupes politiques du Parlement.

Vous avez bien lu, "*à l'unanimité des groupes politiques du Parlement*", ce qui incluent tous les partis dits de gauche de l'Union européenne, PC, Die Linke, Parti de gauche, etc.

Quels sont au monde les plus grands défenseurs et combattants pour la démocratie ? Réponse : Bush, Obama, Cameron, Sarkozy, Hollande, Merkel, Monti, Rajoy, etc.

Dans l'interview d'Aaron Russo, qui n'était pas marxiste loin de là, mais c'est une autre question, dont l'adresse (vidéo) figure dans le site, il déclarait en substance : quand Bush dit que la démocratie égale liberté, il faut entendre démocratie égale dictature, tyrannie, suppression ou confiscation des libertés, le gouvernement des institutions par les institutions pour les institutions, la Fed ou l'oligarchie financière, moi je dis il faut rétablir la République, le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple...

Je sais quelle va être votre réaction immédiate : M. Russo a commis une grossière erreur en confondant démocratie et République, en attribuant la définition ou le contenu de la démocratie à la République. C'est exact si l'on s'en tient strictement à la définition académique à laquelle se réfèrent les représentants du capital et les opportunistes, et qu'on fait abstraction de l'évolution des institutions qui constituent l'Etat dit républicain.

Ce qu'a voulu dire M. Russo, qui était un bourgeois disons progressiste ou démocrate, typiquement républicain, c'est qu'en réalité aux Etats-Unis la démocratie et la République furent condamnées à disparaître en 1913 lorsque fut créée la Fed et que depuis l'une et l'autre sont bien mortes ; la République a été remplacée par des institutions entièrement contrôlées par une oligarchie cynique et toute puissance concentrant le pouvoir économique et politique, et un pouvoir tyrannique fut instauré en guise de démocratie.

Par définition dans une République le gouvernement qui dispose du pouvoir exécutif tire sa légitimité du peuple qui l'a élu, à l'opposé d'une monarchie, d'une dictature ou d'un régime tyrannique, pour faire bref et en laissant provisoirement de côté son contenu de classe.

Par définition, la démocratie désigne la souveraineté qui doit appartenir à l'ensemble des citoyens, au peuple ou l'organisation politique dans laquelle les citoyens exercent cette souveraineté.

Ces deux définitions ou ces deux concepts sont au demeurant très imparfaits, dans la mesure où ils ne tiennent pas compte du fait que l'ignorance du peuple ne permet pas qu'elles s'exercent réellement pour le bien du peuple dans sa totalité, mais au profit seulement d'une frange ou de couches de la population ou d'une classe spécifique.

M. Russo rappelait que le terme démocratie ne figurait nulle part dans la Constitution américaine ainsi que dans les principaux textes législatifs fondateurs de la République américaine, et que donc s'en réclamer revenait à revendiquer un type de gouvernance étranger à la République, jusqu'à faire la confusion entre le fonctionnement des institutions américaine avec la démocratie, d'où son rejet de la démocratie...



Si la distinction est bien établie et facile à saisir entre une République généralement parlementaire, une monarchie de droit divin et une dictature parvenue au pouvoir par un coup d'Etat ou se maintenant au pouvoir en recourant à l'armée, il n'en est pas de même de la démocratie.

En effet, la démocratie est un concept aléatoire, virtuel ou volatil par excellence du fait qu'il peut être bafoué de mille manières ou repose sur une imposture. Concept qui se résume ainsi : chaque citoyen disposerait d'un droit égal. Or pour que ce droit puisse s'exercer réellement à égalité de droit entre tous les citoyens de la cité, faudrait-il encore que chacun dispose des mêmes moyens pour l'exercer, que chaque citoyen possède le même degré de connaissance ou le même niveau intellectuel, qu'il dispose de conditions ou de moyens matériels semblables pour les acquérir afin de pouvoir trancher dans un sens ou un autre les questions qui lui sont soumises par le législateur, or tel n'est pas le cas, et n'a jamais été les cas.

Il existe d'autres définitions ou significations de la démocratie, dont celle que nous retenons volontiers en occultant totalement celle qui vient d'être exposée et à laquelle se référait sans doute M. Russo, qui consiste à dire que le pouvoir doit être exercé par la majorité de la population pour la majorité de la population (donc les travailleurs) ou l'ensemble des citoyens. C'est celle qui figure dans le manuel de formation du parfait militant, l'induisant ainsi en erreur il faut le préciser au passage.

La démocratie est donc un concept élastique que chacun peut interpréter à sa manière en lui donnant différents contenus qui peuvent être diamétralement opposés en fonction des intentions qui nous animent, de l'objectif que nous nous sommes fixés en l'incluant dans notre discours, l'auditoire à qui nous nous adressons, bref l'usage que nous avons décidé d'en faire et sa finalité ne seront pas forcément portés à la connaissance de nos interlocuteurs qui devront se contenter d'une interprétation superficielle ou stéréotypée de son contenu.

Tout le monde se réclame de la démocratie des dirigeants du POI aux plus grands tyrans de la planète, du coup ce discours ne peut que prêter à confusion au lieu d'éclairer les travailleurs. Question : A qui profite la confusion politique, sinon à ceux qui détiennent le pouvoir et entendent le conserver, nous sommes bien d'accord, n'est-ce pas ?

La République ne présente par cet inconvénient majeur dès lors qu'on précise son contenu de classe et que nous combattons pour une République sociale, ainsi nous demeurons fidèle au socialisme.

La question se pose ensuite de savoir si on peut mener un combat contre la tyrannie pour la défense de la République avec des bourgeois du type de M. Russo ? J'aurais tendance à répondre positivement, à condition d'avoir précisé le contenu social que de notre côté nous comptons y mettre, c'est-à-dire, sans mettre au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialisme comme l'a fait le POI. Le cas du POI est différent, pire encore.

Si M. Russo n'était pas décédé j'aurais pu lui proposer de nous associer à son combat pour la République, qui sur le plan pratique avait pour contenu et objectif (notamment) la fermeture de la Réserve Fédérale, la Fed, pendant qu'à côté j'aurais continué le combat avec d'autres militants ouvriers pour construire un nouveau parti communiste.

Ce n'est pas ce qu'on fait les Lambert-Gluckstein et leur cour, ils ont liquidé le parti (PCI) que je veux justement construire pour lui substituer un parti dans lequel pourraient être intégrés des ennemis du socialisme, M. Russo l'était visiblement par ignorance, au POI ce sont des petits-bourgeois qui condamnent le recours à la révolution pour prendre le pouvoir qui constituent dorénavant le gros des troupes de ce parti. A l'opposé, jamais je n'aurais proposé à M. Russo de rejoindre notre parti, il aurait fallu qu'ils reviennent sur ses déclarations anticommunistes et qu'il adhère au programme de la révolution socialiste internationale pour nous rejoindre.

Le POI met en oeuvre une politique compatible avec l'idéologie contre-révolutionnaire d'un M. Russo, Schivardi, Jeanneney et des milliers d'autres dans leur parti, tandis que moi j'aurais mis en oeuvre une politique conforme au programme de la révolution socialiste dans laquelle M. Russo (Schivardi, Jeanneney, etc.) n'aurait pas pu se reconnaître évidemment, mais tout en menant un combat commun sur la question particulière de la République aux Etats-Unis, dans la mesure où la question de la liquidation de la Fed telle qu'il l'avait posée (en y apportant des améliorations) constituait un formidable levier pour envisager dans la foulée l'évolution de cette révolution vers une révolution socialiste.

Au front unique dans le parti qui ne peut être possible que dans un parti complètement décomposé et subordonné au capital, ce qui me fait dire que les dirigeants ont capitulé, j'oppose le front unique hors du parti, sur des questions précises, bien circonscrites, ce qui nous permet d'avoir une ligne politique et une stratégie qui ne soient pas subordonnées à des éléments étrangers à la classe ouvrière et au socialisme, contrairement au POI.

En conclusion.

Le combat pour la démocratie ou le rétablissement de la démocratie est profondément opportuniste, réactionnaire, dans la mesure où il est vide de sens, où chacun peut y placer le contenu qu'il veut.



Par contre le combat pour une République sociale aux Etats-Unis, mais aussi en Europe a un contenu révolutionnaire, il prend tout son sens constatant que les institutions républicaines ont été détruites au profit d'institutions inféodées à l'oligarchie financière, au sein desquelles s'exercent le pouvoir absolu des banquiers des différentes banques centrales qui sont en réalité des banques privées. Une autre fois on pourrait traiter cette question précise pays par pays, par exemple, en Espagne où les institutions du franquisme se sont élevées sur les cendres de la République, le combat pour une République sociale est d'une actualité brûlante, un mot d'ordre qui concentre toutes les contradictions de la situation sociale et politique et propose aux travailleurs une issue politique pour résoudre favorablement la crise du capitalisme.

Il va de soi qu'au regard de la profonde décomposition du capitalisme aux Etats-Unis et dans l'Union européenne et des problèmes sociaux qu'elle engendre, l'établissement ou le rétablissement d'une République (bourgeoise) ainsi que la prérogative reconquise des différents Etats de battre à nouveau la monnaie dont ils ont été spoliés par les banquiers depuis des décennies (UE), parfois depuis un siècle (Etats-Unis) ou davantage encore (Grande-Bretagne), ne suffira pas pour pouvoir satisfaire les immenses besoins des masses laborieuses, d'autant plus que les capitalistes conserveront leur pouvoir de nuisance et le pouvoir de s'y opposer (lock-out, sabotage, évasion des capitaux, propagande mensongère, armement de milices fascistes, etc).

L'établissement de cette République ne pourra être qu'une étape vers une République sociale réalisant l'expropriation des banquiers et des patrons ou actionnaires des grandes entreprises, sans que cette étape soit forcément un passage obligé dans chaque pays, le rythme et la profondeur de la révolution prolétarienne différant d'un pays à l'autre en fonction d'un certain nombre de critères sociaux et politiques, détermineront à quel moment le passage de la République bourgeoise à une République sociale se réalisera, conformément au processus dialectique de la révolution permanente, reproduisant à sa manière et dans des conditions différentes à un siècle d'intervalle, les révolutions de février et octobre 1917 en Russie.

Ainsi, cette perspective que nous avons tracée ici pour ainsi dire spontanément, renoue avec les enseignements du marxisme et du léninisme, de la révolution socialiste internationale initiée en 1917. Elle présente l'avantage d'être valable pour tous les pays dont les institutions politiques sont inféodées à une banque centrale privée, et elle peut servir de base à la construction de partis révolutionnaires et d'une nouvelle Internationale ouvrière.

Nous développerons et affinerons cette perspective politique plus tard.

Reprenons cet article où nous l'avions laissé.

- Le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, doté de 50.000 euros, récompense chaque année un défenseur des droits de l'Homme et de la démocratie.

De la part d'une institution qui a soutenu toutes les guerres impérialistes dans le monde, qui bafoue en permanence la démocratie, ce prix de la honte vient s'ajouter au prix Nobel de la paix décerné à l'UE par les représentants des banquiers internationaux. Tout est dans l'ordre des choses.

Hypocrisie.

- "*Cette récompense constitue un message de solidarité et d'encouragement pour tous ceux qui s'engagent en Iran pour la défense des libertés*", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères (allemand).

Liberté totalement bafouée en Europe, puisque les gouvernements des différents pays de l'UE interdisent à leur peuple de se prononcer sur le TSCG ou le MES.

[Présentation de plusieurs vidéos \(adresse en ligne dans le site\) ou livres sur l'économie.](#)

1 - Préface du livre d'Eustace Mullins **Les secrets de la réserve fédérale** (vidéo en deux parties) :

La plupart des gens, aux États-Unis, en Europe et dans le reste du monde, pensent que les dollars en circulation sont créés par le gouvernement américain. Que le nom de « Réserve Fédérale », mentionné sur chaque billet, désigne une administration gouvernementale. Or, il n'en est rien : la « Réserve Fédérale » est une institution privée, possédée par des banques commerciales. Ce livre, traduit pour la première fois en français, a représenté quarante années de travail pour son auteur. C'est probablement un des ouvrages les plus importants du XX<sup>e</sup> siècle. C'est le seul livre brûlé en autodafé, par décision de justice, en Europe après 1945. C'est une enquête minutieuse, servie par l'honnêteté et la compétence. C'est, aussi et surtout, une révélation sur la manière dont fonctionne réellement le monde, depuis un siècle.

Dans ce livre vous apprendrez, entre autres choses, que : Le système de la Réserve Fédérale n'est pas fédéral. En outre, il ne possède pas les moindres réserves. C'est un syndicat d'émission monétaire, dont les membres se sont octroyés le privilège exorbitant de fabriquer l'argent que vous gagnez durement. Sans ce système, il est très probable que les deux

guerres mondiales n'auraient pu être ni déclenchées, ni financées. Et surtout, vous apprendrez, que, pour citer Henri Ford, un grand capitaine d'industrie et un vrai américain : « *L'unique objectif de ces financiers est le contrôle du monde par la création de dettes inextinguibles.* » Des mots qui, à l'heure actuelle, prennent une actualité brûlante...

Commentaire.

Mais pourquoi ? Cette explication est insuffisante. Ne serait-ce pas parce que le système capitaliste était arrivé au bout du rouleau, pour qu'il survive au prix de devenir une monstruosité ?

2 -L'effondrement du dollar et de l'euro de James Turk et John Rubino

Le dollar et l'euro ont de plus de plus de difficultés. L'euro a même failli exploser le 12 juillet 2011. La vraie dette des États-Unis est de 210.000 milliards de dollars. Celle de l'Europe n'est guère mieux.

Depuis sa création en 1917, le dollar a perdu 98% de sa valeur. Autrement dit, il ne reste que quelques mois, au mieux quelques années avant l'effondrement final.

Publié bien avant la première crise de 2008, cet ouvrage a effectivement sauvé tous ceux qui l'ont lu et qui ont suivi à la lettre les conseils qui y sont exposés. Et plus que jamais, il est d'actualité avec la destruction constante de l'euro.

Les États-Unis sont devenus la nation la plus endettée du monde. Pour financer ses montagnes de dettes, la Réserve Fédérale inonde le reste de la planète avec des dollars imprimés par des planches à billets devenues hystériques: il a été imprimé plus de dollars au cours de ces 4 dernières années que depuis toute son existence... L'Europe, elle, endette tous ses habitants sans vergogne pour sauver des banques et même des pays entiers de la faillite comme la Grèce. En conséquence, la valeur du dollar, comme de l'euro, continuera à baisser, diluée par des centaines de milliards de billets "*Monopoly*", et cela jusqu'à ce qu'il perde intégralement sa qualité de référence mondiale.

En même temps, la valeur des métaux précieux ira en augmentant et l'or réclamera sa couronne de monnaie de référence mondiale et historique, et cela au coeur même de la crise financière. James Turk, célèbre fondateur de la société GoldMoney.com, et John Rubino, éditeur du site DollarCollapse.com, donnent des exemples précis de stratégies de sortie de la monnaie papier au profit de l'or et d'autres métaux précieux pour sauver son patrimoine.

Le sujet majeur de ce livre est le dollar parce que les Etats-Unis, en tant que pays le plus dépensier au monde, est clairement en tête dans la course des destructions de devises. Cependant, le vrai coupable n'est ni le gouvernement, ni les citoyens, mais bien le concept même de la monnaie papier, la monnaie fiduciaire. Le fait de déconnecter la devise d'une nation des formes réelles de monnaie comme l'or, et de donner une planche à billets illimitée aux politiciens et aux banquiers, a été testé par le temps: c'est une garantie de la montée de la dette, de l'inflation et éventuellement de l'effondrement de la monnaie elle-même, détruisant au passage les économies de toute une génération. (Eventuellement, non, sûrement, cela ne fait que retarder le moment de son effondrement. - Ndlr)

Vu sous cet angle, l'expérience de l'Europe avec son union monétaire est condamnée d'avance aussi sûrement que l'est le dollar. En créant un marché commun de pays disparates qui utilisent tous la même devise (mais sans aucune limite sur le montant du crédit que la Banque Centrale Européenne peut amener) l'Europe est entrée dans une décennie de troubles. D'ailleurs, les membres les plus faibles comme la Grèce et le Portugal s'effondrent déjà sous le poids des standards monétaires nord-européens, et nécessitent des sauvetages bancaires pour leur survie.

Au moment où j'écris ces lignes, la maladie se propage aussi aux économies dites "*too big to fail*" (trop grandes pour faire faillite) comme l'Espagne et l'Italie. Cela aura comme résultat inévitable soit une création massive de monnaie et de dettes nouvelles à l'échelle continentale (et qui va produire une crise de style américain) soit un éclatement de la zone euro : les pays avec les économies les plus faibles retourneront à leurs anciennes monnaies, et avec une dévaluation spectaculaire à la clé. Quel que soit le cas, les différentes banques centrales de l'eurozone seront obligées de créer de vastes quantités de crédit afin de retarder au maximum l'approche du moment fatal. La conséquence en sera que les bons du trésor européens seront des investissements horribles, presque aussi mauvais que les obligations du Trésor américain, et aussi une détériorations du niveau de vie des gens. C'est le sort inévitable de tout pays qui choisit la monnaie papier.

L'un des points forts du concept de l'euro était l'influence puissante exercée par la politique de la Bundesbank, qui, en raison de son expérience formatrice de l'hyperinflation des années 1920, serait un gardien fiable de la stabilité de la monnaie européenne. Mais ces dernières années, la BCE n'a pas réussi à gérer l'euro aussi prudemment que la Bundesbank l'avait fait avec son mark. Ses achats de dettes souveraines, pour éviter un défaut de paiement de la Grèce, montre clairement que la BCE est désormais sous le contrôle des politiciens, et qu'elle n'est pas gérée de manière indépendante. Les deux graphiques suivants illustrent ce point. (au passage, ils ignorent que c'est la Fed qui a été responsable de l'hyperinflation en Allemagne au lendemain du crash de Wall Street 1929, quand les banquiers américains fermèrent le robinet du crédit et exigèrent d'être remboursés sur le champ conduisant l'économie allemande à la banqueroute et dans les bras d'Hitler. Ils ignorent également que la Bundesbank a

joué un rôle majeur dans la faillite de Lehman Brothers en 2008. De plus ce ne sont pas les politiciens qui tirent les ficelles comme ils disent, mais l'oligarchie financière internationale, en Grèce, les grandes banques européennes. Décidément, ils ont les idées courtes ces brillants intellectuels ! - Ndlr)

Le premier montre la façon remarquable dont le mark a préservé le pouvoir d'achat (mesuré en pétrole brut) des Allemands. De 1950 jusqu'à 2000, date de l'arrivée de l'euro, la performance du mark reflète fidèlement celle de l'or, ce qui revient à dire que le mark achetait la même quantité de pétrole en l'an 2000 qu'en 1950.

Le second graphique couvre la décennie la plus récente et montre clairement que l'euro est victime d'inflation. Depuis 2009, en terme de préservation du pouvoir d'achat, il a à peine été meilleur que les deux autres principales devises.

Une autre façon de mesurer la stabilité d'une monnaie consiste à tout calculer en or, la monnaie choisie par l'Humanité depuis le début de son histoire. Si une monnaie conserve sa valeur par rapport à l'or, alors elle peut légitimement être appelée "*Solide*". Dans le cas contraire, elle appartient alors à la catégorie beaucoup plus vaste des devises détruites par leurs gouvernements. Alors dans quel groupe se trouve l'euro? Selon ce dernier graphique, on voit clairement que c'est l'une des monnaies papier dont la valeur se dilue, et aussi que ce processus s'accélère. La trajectoire de l'or par rapport à l'euro est devenue parabolique, ce qui est une autre façon de dire que la valeur de l'euro baisse à un rythme accéléré.

Hélas, ce n'est que le début tout comme le sauvetage généreux de la Grèce n'est qu'un début; bientôt d'autres pays insolubles vont demander également leur sauvetage. La pression sur la BCE pour financer ces opérations de sauvetage deviendra alors écrasante, comme c'est toujours le cas pour les banques centrales fonctionnant avec des monnaies papier, et politiquement orientées.

Des montagnes de dettes seront émises et/ou garanties, de la monnaie sera créée pour financer le processus, et l'euro va suivre la livre sterling et le dollar sur la pente glissante de l'oubli.

Commentaire.

Ils recherchent tous la recette miracle pour sauver le capitalisme... et leurs propres économies ou patrimoines, quelque part ils sont pathétiques. Vous savez pourquoi ils tournent tous en rond ? Devinez, c'est simple ? Pourquoi ont-ils déconnecté la monnaie papier de l'or ?

Parce que la crise du capitalisme avait atteint son apogée, et que s'ils n'avaient pas procédé ainsi, c'était le crash immédiat de l'économie mondiale. Ce fut un moyen pour le retarder, pas seulement, pour aussi mieux imposer leur hégémonie sur le reste du monde pendant ce temps-là et mettre au point un moyen de réduire l'humanité en esclavage, d'instaurer un Nouvel ordre mondial qui serait déconnecté des lois de fonctionnement du capitalisme.

Ces intellectuels tous autant qu'ils sont, il n'y a pas un qui vous le dira, normal, ils sont incapables d'imaginer la société au-delà du capitalisme, pour eux le socialisme, c'est le diable !

3 -Le retour au standard or par le Pr Antal Fekete

*"Les économistes actuels sont des charlatans, des bonimenteurs qui, tout en se délectant de leur propre gloire, sont totalement incapables de prévoir un effondrement financier, même quand ils le regardent fixement dans les yeux, comme l'a montré leur misérable performance de 2007. Pire encore, ils sont même totalement incapables d'admettre leurs propres erreurs. Ils sont une malédiction jetée sur le corps politique et des verrues sur le corps académique. Ils conduisent le monde vers un désastre monétaire et économique sans précédent à la minute où je vous parle".*

Le professeur Antal Fekete est un théoricien de l'or depuis quarante ans et forme les spécialistes du métal jaune des banques centrales. Dans ce livre, il explique les raisons pour lesquelles le système financier mondial se dirige vers l'explosion, comme un train lancé à toute vitesse et auquel on a enlevé les freins, alors que la presse tente de vous faire croire par tous les moyens que tout va bien.

Pour le Pr Fekete, le système reposant sur la monnaie-papier (euro, dollar) est arrivé à son terme, exactement comme les billets de banque de John Law ont disparu en fumée sous Louis XV. Et il explique aussi pourquoi Nicolas Sarkozy avait vendu l'or de la France de toute urgence alors que le cours était au plus bas.

Avec ce livre, vous allez également découvrir que l'économie est quelque chose de très simple, mais que les pseudo-économistes l'ont volontairement rendue compliquée, afin de cacher les mécanismes de la monumentale escroquerie du dollar.

Commentaire.

Je n'ai pas lu ce livre et je ne suis pas encore parvenu à télécharger une de ses conférences traduites en français, ma connexion se bloque depuis deux jours.

Cela dit, ce qui est stupéfiant, c'est que ce monsieur est "*professeur*" et "*un théoricien de l'or depuis quarante ans*" nous dit-on, or sa théorie est en partie foireuse, car il a tout simplement oublié de se poser la question ou s'il se l'est posée cela a été pour l'ignorer aussitôt : qui détient la plus grande réserve d'or du monde. Réponse: la Fed, les gangsters de banquiers qui ont mené le monde là où il en est et qui ont inondé le monde de dollars et d'euros ! Pierre Jovanovic commet la même erreur, donc ces vidéos ou ces livres nous apprennent beaucoup de choses, mais sur le plan théorique il ne faut surtout pas les suivre, ils sont nuls !

Le retour à l'étalon or sous la direction des banquiers des banques centrales qui détiennent les plus gros stocks d'or du monde, au profit de la population, c'est une mauvaise blague sans doute, n'est-ce pas ?

Non vont nous répondre sans sourciller les souverainistes et autres sociaux-patriotes adeptes de la rupture avec la BCE, on va redonner sa souveraineté à la Banque de France... Sur quelle base ? L'or de la Banque de France ? Quel or de la Banque de France ? Sarkozy en a venu une partie, une autre partie a été transférée dans les coffres de la BCE, quant au reste il est hypothéqué, il sert de garantie à l'immense dette de l'Etat, envisagez-vous de ne pas payer la dette de la France aux autres Etats créanciers, aux marchés financiers, aux banquiers de la Fed, de la Banque d'Angleterre, etc. ? Bien sûr que non, vous ne prendriez pas l'initiative de déclencher une guerre, n'est-ce pas ?

Il n'y a qu'un soulèvement révolutionnaire se répandant comme une traînée de poudre à travers l'Europe puis le reste du monde qui pourrait nous en préserver, mais cela ne fait pas partie de leur programme...

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Le coup du lapin leur sera fatal.

- Martine Aubry électrise le congrès, appelle les socialistes à "*garder la nuque raide*" - AFP

Voilà ce qui pourrait constituer la trame de leur hymne : garde-à-vous, "*garder la nuque raide*", garde-à-vous, "*garder la nuque raide*", tralala...

### Posture et imposture politique .

- Duflot n'exclut pas la réquisition de logements vacants - Le Nouvel Observateur

- Hamon monte au créneau pour défendre le droit de vote des étrangers - Le Nouvel Observateur

- "*Un peu plus*" d'expulsions d'étrangers en 2012 qu'en 2011, selon l'Intérieur - AFP

Ils accorderont le droit de vote aux étrangers quand ils les auront tous foutus dehors, des malins les sociaux-libéraux-impérialistes !

### Imposture économique et sociale

- La Bourse de Paris sera tournée vers les US et vigilante sur les sociétés - AFP

Pour rappel, la Bourse de Paris a fusionné avec le Nyse, (New York stock exchange), elle a été vendue à l'oligarchie américaine... Oui, la France, l'économie du pays, le CAC 40, la nation toute entière, bordel il faut réagir s'écrient en chœur souverainistes, néo stalinien et sociaux-patriotes...

- Ebranlée par de mauvais résultats, Wall Street surveille l'emploi américain - AFP

En réalité, Wall Street se fout totalement de l'emploi aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde, s'ils ne s'en foutaient pas, croyez-vous que le crash de 1929 aurait eu lieu, et celui de Lehman Brothers en 2008 ? Leur principal ennemi : le peuple américain, la classe moyenne américaine...

### L'Etat voyou et recèleur

- Grâce aux biens issus de la délinquance, l'Etat empoche 812 millions d'euros - L'Express.fr

[Le combat contre l'ignorance est un combat de tous les instants.](#)

- Jusqu'à 40% des Américains pourraient voter avant le 6 novembre - Reuters

- Obama et Romney prêts à un éventuel litige électoral - Reuters

[Résistance à la barbarie.](#)

- Manifestation anti-austérité à Madrid, aux cris de "*démission*" - AFP

- Grande manifestation à Rome pour protester contre l'austérité - Reuters Afrique du Sud: des balles en caoutchouc pour disperser des mineurs grévistes - AFP

- Manifestation contre une usine pétrochimique en Chine - Reuters

- Des milliers d'Israéliens à Tel-Aviv pour l'anniversaire du meurtre de Rabin - AFP

[Le pastis l'est davantage au regard du résultat.](#)

- Pour Cabrel, le cannabis ne "*paraît pas beaucoup plus nocif que le pastis*" - AFP

[Haut de page ↗](#)

---

Le 29 octobre

## CAUSERIE

Je ne m'attarde pas sur les derniers développements de la situation politique en France, j'en ai fourni la grille de lecture au cours des semaines et mois passés.

Dans la rubrique Economie j'ai mis en ligne la lettre que les patrons du CAC40 ont envoyé à Hollande, y figure à la suite la liste des 98 grandes entreprises... à exproprier sans indemnités ni rachat au programme de la révolution socialiste, autrement dit, d'aucun parti en France. Cherchez l'erreur. En réalité, il n'y a pas de parti anticapitaliste ou révolutionnaire dans ce pays.

Demain on verra à quoi correspond l'instauration d'un Nouvel ordre mondial prôné par les banquiers centraux et leurs représentants politiques. Des gens ont dit beaucoup de choses à ce sujet, mais en passant à côté de l'essentiel ou sans les relier entre elles, normal, ce ne sont pas des dialecticiens.

La population et les militants dans la presque quasi-totalité vivent dans l'ignorance totale de ce qui se passe depuis un siècle. Ils ont interprété le déroulement de l'histoire selon les critères ou les règles que ceux qui tenaient à les maintenir dans l'ignorance leur ont fournis. J'en faisais encore partie tout récemment à ma grande stupéfaction. Vous comprenez pourquoi je répète sans cesse qu'on se doit d'être modeste quand cela ne fait partie de notre comportement habituel.

[La stratégie du "\*choc\*" tous azimuts.](#)

Choc des "*civilisations*" (G. Bush), choc de "*compétitivité*" (Parisot, patrons du CAC40), "*chocs*" dans toute la chaîne d'approvisionnement du complexe militaro-industriel...

Paupérisation de la classe moyenne et de la classe ouvrière, détournement des richesses produites au profit des multinationales, du complexe militaro-industriel, des banquiers, réduction d'impôt pour les plus riches, chantage à la fermeture d'usines, voilà les ingrédients que le régime tyrannique de l'oligarchie financière fait subir à la population américaine par le biais du gouvernement. à sa solde.

Pour qu'on ne l'accuse pas d'être responsable du gigantesque endettement de l'Etat fédéral et des maux dont souffre la population américaine, elle accuse ce dernier d'avoir laissé filer la dette, alors qu'en réalité c'est l'oligarchie financière qui en est l'unique responsable et le tour est joué, la manoeuvre consistant à détourner l'attention des Américains des vrais responsables de cette dette colossale, le cartel des banquiers de la Fed principalement, pour mieux assujettir le gouvernement et les institutions



à leur volonté, en réalité se substituer à eux.

Et évidemment, le journaliste de l'AFP leur emboîte le pas en prétendant que la réduction des dépenses de l'Etat serait une priorité absolue, entendez pas là les budgets sociaux, car celles destinées à la finance, aux banques et à la défense notamment ne devraient pas connaître de coupes, c'est écrit en toutes lettres.

La complaisance du journaliste à l'égard de ces prédateurs fournit une idée assez précise du degré de corruption idéologique de cette agence de presse qui n'a d'indépendante que le nom. Pour que le lecteur se persuade du bien fondé des besoins exprimés par les capitalistes américains, l'AFP s'en fait le relais en employant un ton volontairement dramatique, voire alarmiste, ainsi le tableau est complet, la manipulation ou le conditionnement psychologique des masses peut opérer.

L'alliance des gangsters de la finance avec les médias est indispensable pour maintenir la population dans l'ignorance et la maintenir en esclavage.

Tout ce qui vient d'être dit ici tient dans les quelques lignes de cet article. Vous avez donc à votre disposition les clés pour le décrypter et comprendre comment fonctionne la dictature américaine et de quelle manière il la présente à la population pour qu'elle la perçoive comme une fatalité, pire une nécessité.

Ces clés sont utilisées dans un grand nombre de cas, qu'ils traitent d'économie ou de politique. Si vous les maîtrisez, vous pouvez interpréter correctement une bonne partie des articles qui paraissent dans la presse ou les médias.

- Les multinationales américaines fustigent le blocage politique sur la dette - AFP

A l'approche du scrutin présidentiel, les grands patrons américains s'alarment du blocage politique sur la réduction de la dette qui entraînera des coupes automatiques dans les dépenses publiques si aucun accord n'est trouvé d'ici la fin de l'année.

Lloyd Blankfein, le PDG de la banque d'affaires Goldman Sachs, avertissait récemment sur la chaîne CNBC que le "*mur budgétaire*" était un problème "*très sérieux*" qui risquait de "*faire dérailler*" la reprise.

Faute d'un accord entre parlementaires républicains et démocrates sur la manière de réduire la dette abyssale du gouvernement américain, un certain nombre de mesures de relance et de réductions d'impôt prendront fin au 1er janvier et des baisses automatiques des dépenses publiques entreront en vigueur. Cela devrait entraîner une contraction de 3 à 5% du PIB américain, selon les estimations.

Les entreprises américaines, en pleine période de publication de leurs résultats trimestriels, dressent un tableau sombre des mois à venir: nombre d'entre elles abaissent leurs prévisions pour les trois derniers mois de l'année.

Certaines craignent que la morosité se prolonge au-delà et licencient ou ferment des usines, comme le fabricant de puces AMD, les chimistes Dow Chemical et DuPont, le fabricant de couches et mouchoirs en papier Kimberly-Clark, ou encore le constructeur automobile Ford.

Si la crise économique en Europe et le ralentissement en Chine y sont pour beaucoup, le blocage budgétaire aux Etats-Unis constitue un véritable point noir, mettent en garde nombre de banquiers et grands patrons de l'industrie.

Pour Jeffrey Immelt, patron du conglomérat General Electric, il s'agit de la "*plus grande variable*" qui pèse sur l'année 2013.

Selon son confrère Dave Cote, PDG du fabricant d'automatismes et d'équipements industriels Honeywell, il y a "*le potentiel pour une bonne reprise économique*" aux Etats-Unis et dans le monde "*si le gouvernement fait son travail et résout le problème du mur budgétaire*". Dans le cas contraire, il prédit un "*désastre potentiel*".

La menace du "*mur budgétaire*" pèse sur le secteur bancaire en paralysant notamment de nombreux projets de fusions et acquisitions. Le secteur de la défense est lui aussi particulièrement menacé.

Les coupes budgétaires automatiques, qui atteindraient 1.000 milliards de dollars sur 10 ans, concernent pour moitié le Pentagone, par ailleurs déjà engagé dans des économies de 487 milliards de dollars sur cette période.

C'est une incertitude "*sans précédent*" pour le secteur de la défense, qui risque de créer des "*chocs*" dans toute la chaîne d'approvisionnement, s'inquiétait déjà en juillet le PDG de Lockheed Martin, Bob Stevens.

Mais pour Art Hogan, stratège boursier de Lazard Capital Markets, aucun secteur n'est à l'abri.

"Il est difficile pour une entreprise de savoir de quoi l'an prochain sera fait si on ne sait pas ce que la réduction de la dette va signifier en terme de taux d'imposition et de dépenses gouvernementales", constate-t-il.

Par conséquent, beaucoup gèlent les embauches et investissements, que ce soit dans la finance, l'industrie ou la grande consommation, poursuit Joel Naroff, économiste indépendant. "Il n'y a pas de raison d'embaucher si on se dirige vers une récession".

Un accord est peu probable avant l'élection présidentielle du 6 novembre. Le Congrès, partiellement renouvelé le même jour, se réunira de nouveau à partir de la mi-novembre et aura six semaines pour trouver une solution. (AFP 25.10)

### Ils n'en auront jamais assez. La preuve.

Apple déçoit les attentes malgré un bénéfice net annuel en hausse de 60% - AFP

Apple a déçu le marché jeudi avec des résultats annuels et des prévisions pour le trimestre en cours nettement inférieurs aux attentes, malgré un bond de 60% de son bénéfice net annuel à 41,7 milliards de dollars. (AFP 25.10)

### Sectarisme et crime de lèse-majesté.

- Ayrault, "un homme sectaire, qui insulte la moitié des Français" pour François Fillon - L'Express.fr

«Les trois premiers mois de François Hollande ont été gâchés par ce sectarisme, a-t-il affirmé. Quel est le pays au monde où le président de la République aurait pu prononcer une phrase aussi bête que "j'aime pas les riches"?». L'ex-premier ministre a aussi cité «la désignation des chefs d'entreprise qui sont les boucs émissaires de la crise» comme preuve que le chef de l'État a «des réflexes de premier secrétaire du Parti socialiste». (L'Express.fr 28.10)

Fillon a raison, ce ne sont pas les riches ou les chefs d'entreprise en tant que tels les responsables de la crise, c'est le capitalisme lui-même et l'oligarchie financière qui le contrôle, ce qu'évidemment Hollande ni aucun dirigeant du PS ne peut avouer.

Tous les outils financiers que les banquiers ont créés pour s'affranchir des contradictions du capitalisme parvenues à leur paroxysme n'ont servi qu'à leur permettre de continuer à s'enrichir toujours plus tout en repoussant le moment où l'ensemble du système capitalisme d'effondrerait. Ils sont parvenus à la limite de ce processus basé sur une spéculation effrénée et reposant sur un endettement colossal de l'ensemble du monde en apparence déconnecté de l'économie réel, qui menace dorénavant leur système d'exploser à tout moment.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre et à admettre, et ce en quoi tous nos dirigeants ont fait faillite précisons en passant, c'est qu'ils n'ont le choix qu'entre deux solutions :

- soit recourir à une guerre mondiale pour ensuite tout reconstruire et s'enrichir à nouveau davantage, c'est risqué, les guerres pouvant débouchées sur des révolutions, et puis cela ne résoudrait pas définitivement leur problème, à terme ou au bout d'une période plus ou moins longue, ils se retrouveraient dans la même situation, les contradictions du capitalisme n'ayant pas disparu, ils profiteraient de cette occasion pour asservir davantage les Etats aux institutions internationales qu'ils ont mises en place et qu'ils contrôlent déjà en grande partie, dans le but à terme de les substituer aux Etats une fois complètement vidés de leur substance, pouvoirs ou prérogatives ;

- soit en s'assurant la collaboration des partis dits ouvriers et des dirigeants syndicaux corrompus, ils parviennent à plonger la petite-bourgeoisie ou les classes ou couches moyennes dans un état de pauvreté ou d'indigence permanent comparable à celle que vit déjà des couches entières de la classe ouvrière, ce qui implique la destruction de tous leurs droits sociaux, ils parviennent à réduire à néant et à réprimer toute forme de résistance à leur politique ultra réactionnaire une fois liquidés ou cadencés les droits politiques des masses exploitées livrées à une dictature, un gouvernement mondial, en substituant aux Etats et aux rapports politiques entre les classes qui pouvaient encore s'y exprimer même de façon déformée et laissant entrevoir à chaque citoyen qu'il pouvait agir ou décider de son propre destin, même si ce n'était qu'une illusion mortelle, la preuve en est donnée ici, un pouvoir absolu, implacable, tyrannique, tout puissant de type néo-féodal ou monarchique, l'instauration d'un Nouvel ordre mondial dirigé par l'oligarchie financière internationale et l'élite intellectuelle totalement subordonnée à cette perspective, dont ils seraient les seuls bénéficiaires, tandis que la population mondiale serait réduite en esclave, ainsi, ils seraient parvenus à surmonter ou à s'affranchir définitivement de l'obstacle constitué par les fondements du capitalisme d'où découlaient ses lois de fonctionnement et ses contradictions.

Dans les deux cas, ils visent le même objectif, c'est le même plan qu'ils mettent en oeuvre, il n'y a que la tactique ou les moyens, le rythme et les délais pour le mener à terme qui changent. L'ignorer ou ne pas en prendre conscience pour livrer notre combat politique, ne pas en informer jour après jour travailleurs et militants, conduit infailliblement à la réalisation de ce plan criminel.

Les dirigeants du PS savent tout cela par coeur, ils en sont les complices. Demain quand ils seront violemment attaqués par le patronat et les représentants du capital on nous demandera de les soutenir, nous nous y refuserons.

Depuis plus d'un demi-siècle, nos "trotskistes" (et bien d'autres petits-bourgeois révolutionnaires, maoïstes, guévaristes, gauchistes, anarchistes, etc.) de salles de classe ou de salon, intellectuels de leur état, n'ont cessé d'apporter leur soutien au PS et au PCF, pas ouvertement, de façon voilée ou indirecte, et encore, il fallait être aveugle ou ne pas vouloir le voir pour ne pas en faire le constat, l'hypocrisie et la malhonnêteté intellectuelle des uns et des autres, leur ignorance et les méthodes arbitraires auxquelles ils ont eu recours pour la camoufler, pour justifier leur opportunisme, autant que la défense d'intérêts particuliers ou de misérables appareils n'ayant rien à voir avec les intérêts collectifs de notre classe et le combat pour le socialisme, le tout a conduit à la situation actuelle du mouvement ouvrier en France et à l'échelle internationale. Vous ne vous êtes jamais demandés pourquoi tous ces partis n'avaient aucune crédibilité parmi les travailleurs, pourquoi ils ne sont jamais parvenus à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, pourquoi aucun parmi les intellectuels les plus brillants du pays ne les ont rejoints.

Donc s'ils nous demandaient demain, et ils vont nous le demander, c'est imparable, de soutenir le PS ou le gouvernement face à la menace de la droite et de l'extrême droite, nous mènerions notre combat politique sans répondre à cet appel, on a envie de dire : on a donné pendant un demi-siècle, voyez le résultat, non merci, vous voulez nous mener à l'abattoir désarmés, si nous devons y aller et y laisser notre peau, ce qui ne nous effraie pas, ce sera en militants libres et conscients, communistes, armés de la méthode du marxisme que nous considérons incarner que nous périrons ou vaincrons.

Si demain en revanche vous développiez une politique véritablement en rupture avec le capitalisme, ses institutions, ses représentants, dont le PS et ses satellites et les dirigeants syndicaux vendus, et que vous disiez enfin la vérité aux travailleurs et aux militants sur le monde dans lequel nous vivons, de quelle manière il a été interprété de manière erronée pendant plus d'un demi-siècle, bref, que vous en tireriez les enseignements pratiques, alors seulement ces conditions réunies nous pourrions envisager de rejoindre votre parti, ce qui ne doit pas évidemment nous interdire de mener des combats ensemble, nous ne sommes ni dogmatiques ni sectaires.

- Mélenchon blâme le "sectarisme" du PS qui n'a pas invité le PG à son congrès - AFP

Ils ont osé inviter le PCF mais pas le PG, quel drame ! Mélenchon ne s'en remet pas ! Dans la tempête qui s'annonce et les affrontements violents qui en découleront, qui peut faire confiance à un dirigeant davantage préoccupé par son image médiatique qu'autres choses ?

[Une insulte de leur part.](#)

- Au PS, le «chers camarades» est une valeur en hausse - Liberation.fr

[Allemagne. La machine à broyer ou à appauvrir les couches supérieures de la classe ouvrière est en route.](#)

BMW pourrait enregistrer une chute de 30% de ses ventes sans pour autant subir de pertes ou procéder à des licenciements, grâce à un plan anti-crise adopté par la direction et les employés, rapporte dimanche Der Spiegel.

Cet accord, signé le mois dernier, autorise le constructeur automobile à modifier les horaires de travail de ses employés en fonction du rythme de production, ou encore à leur imposer des congés lors des période de ralentissement de la demande, explique le magazine allemand.

"L'accord que nous avons mis sur pied avec les salariés implique un grand nombre de mesures de flexibilité", a déclaré à Reuters un porte-parole de BMW. "Le but de ce plan est de préserver l'emploi". (Reuters 28.10)

[Taxe sur le capital : 0,02 pour mille. Où ? Dans une paradis fiscal. Mystérieux, inconnu, retiré aux confins du monde habité ? Non, au coeur de l'Europe, en Suisse, c'est plus pratique.](#)

Les Grecs fortunés ne se contentent plus de dissimuler leurs économies en Suisse. Ils y délocalisent aussi leurs entreprises, du moins fictivement. Coca-Cola Hellenic, la plus grosse capitalisation boursière du pays, annonce qu'elle installe son siège social dans le canton de Zoug en 2013. Ce ne serait qu'un début. Nikolaos Aggelidakis, président de la chambre de commerce Suisse-Grèce, assure que pour échapper à la hausse des impôts dans leur pays, de nombreux chefs d'entreprise grecs lui téléphonent pour s'informer sur les avantages d'un déménagement de leur siège dans la Confédération.

Notamment les patrons de Perseus Specialty Food Products, l'un des plus gros producteurs grecs de l'alimentation pour poissons. "En fait, pour obtenir un siège social à Zoug, il suffit de fixer une simple plaque sur la boîte au lettres d'un avocat du canton. Ce n'est même pas nécessaire d'embaucher une secrétaire", sourit Josef Lang, ancien dirigeant de la Ligue marxiste révolutionnaire, aujourd'hui responsable des Verts alternatifs.

La spécialité de Zoug, c'est moins son lac, son marché aux taureaux et son alcool de cerises que ses privilèges fiscaux aux sociétés holdings. Leur capital n'y est taxé qu'à 0,02 pour mille. "Quant à l'impôt sur les bénéfices, les sociétés ne le payent que sur le chiffre d'affaires réalisé en Suisse. Comme elles gagnent essentiellement leur argent à l'étranger, elles ne payent rien, ou presque, à Zoug", constate Josef Lang.

Glencore, le numéro un mondial des matières premières, entré en Bourse l'année dernière, qui emploie plus de 50 000 salariés dans le monde, est ainsi domicilié à Baar, une bourgade à côté de Zoug. Apparemment, les managers ne se réunissent pas très souvent au siège social : Baar ne compte qu'un modeste hôtel deux étoiles, donnant sur la gare... Même la Fraternité Saint Pie X, fondée par monseigneur Marcel Lefebvre, n'est pas restée insensible à ce paradis fiscal. Elle a établi sa "maison généralice" à Menzingen, un autre village du canton de Zoug. Les offrandes peuvent être déposées à la Zuger Kantonalbank (la banque cantonale de Zoug). (lepoint.fr 28.10)

### UE. Dictature en marche. La BCE et le ministre des Finances allemand ou la voix de l'oligarchie financière. Ils ne sont jamais à court d'imagination.

- Draghi soutient le '*super-commissaire*' proposé par Berlin - Reuters

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE) a apporté dimanche son soutien à la proposition du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble de créer un poste de "*commissaire aux Affaires monétaires*" pour la zone euro, doté de larges prérogatives.

Wolfgang Schäuble s'est prononcé au milieu du mois pour que ce commissaire ait le pouvoir de rejeter les budgets nationaux qui ne sont pas conformes aux critères de l'union monétaire.

Le modèle pour ce nouveau poste serait le commissaire européen à la Concurrence, qui est "*craint dans le monde entier*", selon le ministre.

"*Je soutiens ouvertement cette proposition*", a déclaré Mario Draghi dans un entretien à paraître lundi dans l'hebdomadaire Der Spiegel. "*J'en suis certain : si l'on veut asseoir à nouveau la confiance en la zone euro, il faut que les Etats abandonnent une part de leur souveraineté*" à l'Europe.

Les propos de Mario Draghi donnent plus de poids à la proposition de Wolfgang Schäuble, prudemment soutenue par la chancelière Angela Merkel, mais elle ne pourrait être mise en place que si la Grande-Bretagne, a priori peu enthousiaste, accepte une modification des traités européens.

Un traité séparé, concernant exclusivement la zone euro, pourrait également être une solution. (Reuters 28.10)

Inutile de commenter, le discours de Draghi et de Schäuble est on ne peut plus clair.

Question : Pourquoi, mais comment peuvent-ils afficher leurs véritables intentions, avancer à visage découvert ? Vous avez lu la réponse plus haut.

### Merkel ou comment soumettre l'ensemble des Etats européens au Nouvel ordre mondial du cartel des banquiers internationaux.

- Merkel appelle à une meilleure régulation des marchés financiers - lepoint.fr

La chancelière allemande, Angela Merkel, a appelé à une meilleure régulation des marchés financiers, dans son podcast hebdomadaire diffusé le samedi, trois jours avant de rencontrer à Berlin les dirigeants de l'OCDE, de la BM, du FMI, de l'OMC et de l'OIT. "*Nous ne sommes pas encore arrivés, à mon avis, où nous devrions être. Nous avons prévu de réguler chaque place financière, chaque acteur financier et chaque produit de marché financier. Des progrès sensibles ont été faits. Mais les règles n'ont pas encore été mises en oeuvre partout*", a-t-elle dit. Elle a notamment cité le manque de progrès concernant la finance de l'ombre et exprimé l'espoir de voir une telle régulation décidée lors du prochain G20, réunion du groupe des 20 pays développés et émergents.

(En réalité, elle vise les portions du marché financier sur lesquelles ils n'exercent pas encore un contrôle total, pour à terme faire disparaître les acteurs financiers les plus faibles au profit des plus puissants, comme dans l'industrie ou les autres secteurs économiques, ils visent une plus grande concentration du capital pour avoir un pouvoir absolu sur l'économie. Et comment comptent-ils s'y prendre. La réponse figure ci-dessous. - NdI)

La chancelière, qui reçoit mardi le gotha de l'économie mondiale à Berlin, s'est dite convaincue de la nécessité de renforcer le rôle



des organisations internationales face à la mondialisation croissante.

(Et quel est leur objectif à terme ? On a dit détruire les classes ou couches moyennes, réduire la population en esclavage, elle le confirme non sans cynisme naturellement. - Ndlr)

Lors de cet échange, Angela Merkel compte souligner les progrès réalisés dans la zone euro et l'Union européenne. "*Les réformes structurelles, même si elles sont douloureuses, commencent à avoir de l'effet dans certains pays*", a-t-elle déclaré, citant le cas de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce.

Ce type de réunions de la chancellerie avec les dirigeants de l'OCDE, de la BM, du FMI, de l'OMC et de l'OIT ont lieu régulièrement, la dernière remontant à il y a tout juste un an. Le président français François Hollande doit tenir la veille à Paris une réunion du même type. (lepoint.fr 29.10)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 octobre

## CAUSERIE

Je n'actualiserai plus tous les jours le site de la sorte, aujourd'hui j'avais plus de temps.

J'ai préparé un très long article sur le sionisme et l'antisémitisme que je combats féroce, contre Israël également, évidemment. Cela nous servira de déclaration solennelle ou de position sur cette question précise.

Le prochain article sera consacré au premier chapitre du *Programme de transitions* intitulé *Les prémisses objectives de la révolution socialiste* rédigé par Trotsky et publié en 1938, que nous mettrons en perspective à partir de la définition que Lénine avait donné de l'impérialisme en 1916 dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, en incluant les développements qu'a connu le capitalisme mondial de 1945 à nos jours, le tout à grands traits par manque de temps, mais en allant au fond des choses et sans rien laisser au hasard, tout du moins je l'espère.

L'essentiel pour ce qui me concerne, ce n'est pas de rédiger un ouvrage monumental ou un document bourré de citations auxquelles finalement on peut faire dire ce que l'on veut, ou faire oeuvre d'historicien puisque je ne le suis pas, question qui sera évidemment abordée, mais de se poser les bonnes questions pour comprendre les rapports qui existent entre les principaux facteurs (de quelle manière ils ont évolué), qui ont façonné le cours de l'histoire et de la lutte des classes au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, afin d'en dégager des enseignements théoriques et pratiques permettant d'aller de l'avant, alors que chacun peut observer que le mouvement ouvrier et particulièrement son avant-garde sont empêtrés dans des contradictions en apparence inextricable, je veux croire encore qu'il est possible de les surmonter ou les résoudre.

Le temps presse semble-t-il, alors s'atteler sans délai à ce travail est indispensable. Il se peut que je mette quelques jours ou plus avant de publier cet article et que j'en publie d'autres entre temps, tout dépendra aussi de l'actualité sociale et politique ou des aléas de la vie puisqu'ici je suis confronté à des difficultés matérielles imprévisibles, la barbarie, c'est la précarité dans absolument tous les domaines. Ce soir je mettrai en ligne une vingtaine d'articles de sources divers, maintenant je n'ai plus le temps de les formater.

Nous aussi on croule sous des trombes d'eau. Je n'ai plus de pain, plus d'allumettes, plus de cigarettes, il va bien falloir que je sorte faire des courses... Je n'ai pas le temps de me relire et de corriger les fautes, on verra cela ce soir, je profite d'une accalmie pour sortir mon chien, sinon il va déprimer, je ne plaisante pas.

## Une question grotesque du M'PEP

Gaullistes réveillez-vous : « *Un nouveau Conseil national de la Résistance est-il possible et nécessaire ?* ». (voir dans leur portail national) Il y en a qui se trompent de révolutions et il y en a qui se trompent de guerres, on nage en pleine confusion, quoi.

Réponse (rapide) : Le programme du CNR a été mis en oeuvre après la fin de la guerre de 39-45. Qui l'a financé ? Le plan Marshall. Mais encore ? Le gouvernement américain. Non, le cartel des banquiers de la Fed qui ont financé le régime nazi pendant la guerre et qui détenait le monopole de la création monétaire aux Etats-Unis depuis 1913, date de la création de la Fed.

A vous de convaincre les petits et moyens patrons, certains grands aussi, mais ils sont de plus en plus rares à demeurer indépendants de la dictature de l'oligarchie financière, qui seront laminés par la mise en tutelle de l'intégralité de l'économie mondiale par les tenants du Nouvel ordre mondial, que le socialisme est préférable, leur seul espoir de ne pas tout perdre ou



d'espérer un avenir meilleur... Encore faudrait-il que les dirigeants du M'PEP renouent avec le socialisme révolutionnaire, jusqu'à présent ils n'en ont pas fourni la preuve.

Le populisme tous azimuts ne s'arrête pas là. Ils ont pris position contre l'extension de l'aéroport de Nantes, emboîtant le pas aux écologistes et autres gauchistes... Et bien moi je suis pour, j'estime préférable que cet aéroport, comme tous les autres en général, soit construit à une certaine distance d'une grande ville ne causant pas des désagréments à des centaines de milliers de personnes. Maintenant on pourrait aussi envisager de supprimer les avions pour ne causer de tort à personne, mais je ne suis pas sûr que parmi la population concernée tout le monde apprécierait ou serait prêt à se passer de ce moyen de transport, ou à voyager tout simplement.

Voyez-vous, il semblerait qu'on ne soit plus au Moyen-Age, et c'est étrange car c'est justement là que veulent nous renvoyer les tenants du Nouvel ordre mondial, réfléchissez-y la prochaine fois.

Vous aurez compris que pour se réapproprier le socialisme, il va falloir qu'ils fassent un sacré effort ou revoient entièrement leur copie.

Ces militants: des " gros beaufs". Où cela ? Mais à l'UMP voyons !

- UMP: Copé multiplie les propositions choc pour tenter de l'emporter - AFP

Bernard Debré a regretté la "course à l'échalotte" de Jean-François Copé qui "se radicalise". "Ca donne une mauvaise image de l'UMP et présente le militant comme un gros beau", ajoute un filloniste qui se réjouit toutefois que son attitude "pousse des personnalités à sortir de leur neutralité". (AFP 29.10)

Hier, nous dénoncions hier par hasard la stratégie du "choc" tous azimuts. Stratégie de la tension, consistant à créer un climat d'angoisse ou de peur permanente parmi la population, dont l'origine serait connue ou palpable mais indomptable ou insaisissable, de telle sorte qu'elle s'en remette à un sauveur suprême pour la protéger de cette menace insidieuse, d'un ennemi invisible et nuisable à son bien-être ou son existence, au comportement imprévisible, prêt à frapper à tout moment...

Qu'ils s'étripent entre eux, mais il ne faut se faire aucune illusion sur leurs réelles intentions.

Il n'y a pas un courant de droite ou de gauche au sein de l'UMP, pas plus qu'au PS, Mélenchon l'illusionniste vient juste de s'en apercevoir, c'était dans une déclaration avant-hier dans le cadre du Congrès du PS.

Il existe des sensibilités différentes dans l'UMP en fonction des couches de la bourgeoisie dont les uns et les autres se sentent les plus proches ou se réclament, on pourrait dire la même chose du PS. Et s'il fallait en avoir confirmation pour ce qui concerne l'UMP, rien de tel qu'un témoin d'un de ses dirigeants : l'AFP rapporte que M. Fillon a revendiqué d'être "plus à droite qu'on ne le pense", ce dont nous n'avons jamais douté en ce qui nous concerne.

C'est comme la fable selon laquelle le centre serait moins à droite que la droite, alors que le centre est le plus farouche partisan de l'Union européenne, pont avancé du Nouvel ordre mondial en Europe, de la pire réaction dans le monde.

Tenez, pendant qu'on y est, vous savez pourquoi et comment l'UDF (Giscard) est parvenu au pouvoir en 1974 ? C'est peut de temps après que j'ai commencé à militer à l'OCI et je me souviens parfaitement qu'on ne nous a jamais dit ou expliqué ce que vous allez lire maintenant. Mes ex-camarades de l'OCI pourront le confirmer ou l'infirmer si je me trompais.

On nous a parlé de la crise des institutions, du bonapartisme, du capitalisme, mais on ne nous a pas dit que Giscard et l'UDF étaient parvenus au pouvoir porté par les Américains qui avaient conçu l'Union européenne dont l'UDF était une farouche partisane, alors que l'UDR, ancêtre du RPR, puis du courant qui en est issu au sein de l'UMP aujourd'hui, le parti gaulliste fidèle au principe de l'indépendance de la France s'opposait à la construction de l'Union européenne ou faisait tout pour la freiner. Evidemment, Giscard bénéficia du soutien de la majorité des médias pro-atlantistes ou déjà conquis à l'époque au néo conservatisme, au Nouvel ordre mondial, à cette dictature qu'incarne l'Union européenne.

Pour faire bref, dans la perspective de la reconquête du pouvoir par le parti historiquement lié à la Ve République, et afin de s'assurer que les principes du régime bonapartiste qui en constituaient les principaux piliers ne seraient pas remis en cause, entre nous, il s'agissait d'une inquiétude sans fondement ou d'une précaution tout à fait inutile puisque ni Giscard ni Mitterrand n'y apporteront la moindre modification, ils liquideront l'UDR au profit du RPR qui se voulait plus ouvert, et une fois la majorité des dirigeants du RPR acquis définitivement à l'Union européenne, ils bazarderont le RPR au profit de l'UMP, vous connaissez la suite avec l'élection de Sarkozy à la direction de l'UMP, puis élu président de la République, la réintégration de la France dans le commandement de l'Otan, la subordination totale à l'impérialisme américain, etc.

Rien que les titres en disent long sur les bonnes dispositions de Hollande envers les patrons et actionnaires.

- François Hollande rassure les "maîtres du monde" - Lemonde.fr

- Compétitivité : Hollande répond à l'appel des grands patrons - publicsenat.fr

En réalié ils partagent le diagnostic établi par l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale qu'il avait gracieusement conviés à l'Elysée pour formuler les exigences des multinationales dont les principaux actionnaires sont un cartel de banquiers internationaux.

Voyons cela en quelques extraits, interrogé lors de la conférence de presse donnée à l'OCDE.

- « *Il y a des mesures à prendre dans tous les domaines de la compétitivité, y compris sur le coût du travail. Car tous les indicateurs montrent que nous ne sommes pas dans la meilleure des positions* ».

Cela devrait se traduire par le basculement d'une partie des cotisations sociales dénommées faussement patronales sur la TVA et la CSG qui augmenteraient, modérément nous dit-on. Un cadeau de 30 milliards d'euros minimum étalé sur 5 ans.

- « *Le pacte de compétitivité que le gouvernement prépare doit répondre à trois principes* », dont par la négociation « *permettre l'adaptation face aux mouvements de la conjoncture* », « *préparer les salariés aux mutations parfois inévitables* ».

Il emploie le terme "*pacte*" moins violent que "*choc*" pour en fait parvenir au même résultat, dans des délais un peu plus long, la référence à la négociation avec les dirigeants syndicaux corrompus le confirme, histoire de préciser que les syndicats et les partis dits ouvriers y seront associés, chacun à leur manière en fonction de leur répartition des rôles au sein du mouvement ouvrier, c'est moi qui le précise, comme d'habitude quoi.

Bref, rien que nous savions déjà.

Plus intéressant, voyons comment s'articule leur discours pour mieux berner militants et travailleurs.

- Le directeur général de l'OMC, le français Pascal Lamy, a fait de son côté un « *lien entre croissance, compétitivité et emploi* ». « *C'est le problème majeur de la France et d'un certain point de vue de l'Europe en ce moment* », a dit l'ancien membre du Parti socialiste. « *Dans les cinq ans qui viennent, le moyen de créer des emplois en Europe, c'est d'aller chercher la croissance là où elle est, c'est-à-dire dans les pays émergents* », a-t-il plaidé. « *Cela veut dire que l'attitude à l'égard de l'économie internationale doit être offensive et pas défensive* », « *c'est vrai d'une manière générale* » mais « *particulièrement* » dans le cas de la France, a mis en garde Pascal Lamy. publicsenat.fr 29.10

Ils mettent en avant le triptyque suivant : croissance, compétitivité et emploi. On aurait envie de dire : cherchez l'erreur ou l'intrus : l'emploi. Pourquoi ?

Croissance et compétitivité sont strictement du domaine économique réservée aux patrons, tandis que l'emploi est une question sociale qui concerne davantage les travailleurs. Les lier entre eux constitue dès lors la pierre angulaire sur laquelle va reposer la politique de collaboration de classes qu'ils vont pouvoir élaborer et mettre en oeuvre grâce aux dirigeants syndicaux corrompus qui acceptent de dialoguer ou négocier sur cette base, avec le gouvernement et le patronat.

En pratiquant un amalgame d'intérêts entre croissance, compétitivité et emploi, ils vont pouvoir tenir un discours consistant à dire que l'ensemble des intérêts des différents acteurs économiques seraient pris en compte, et qu'ils agissent ainsi dans le cadre de la préservation de l'intérêt général et la boucle est bouclée.

Ainsi, les masses ignorantes ou qui n'ont pas acquis un niveau de conscient suffisant pour décrypter correctement leur discours, se figureront qu'elles n'ont pas été oubliées, ce qui est exact, mais pas vraiment dans le sens où elles l'entendent, leurs intérêts étant systématiquement spoliés ou bafoués, l'essentiel consistant à leur donner l'apparence du contraire. Quant à la suite, de quelle manière elles en subiront les conséquences dans leur vie quotidienne, gouvernement, patrons et dirigeants syndicaux s'en foutent éperdument, ce n'est pas leur problème.

Pour produire de la croissance, autrement dit produire davantage, augmenter le PIB, mais aussi pouvoir vendre les marchandises produites, être plus compétitif sur le marché mondial, il faut s'aligner sur les pays où la main d'oeuvre est bon marché, donc il faut diminuer les salaires, où les travailleurs ne disposent d'aucun ou peu d'avantages sociaux qui sont une partie différée de leur salaire, donc il faut liquider les avantages sociaux qui demeurent encore en France, s'attaquer à la Sécurité sociale, aux retraites, les privatiser, etc, où les travailleurs font face à une législation du travail qui leur est très défavorable, voire quasi inexistante, donc il faut flexibiliser davantage la législation du travail en faveur des patrons, s'attaquer au Code du travail, aux conventions collectives, au contrat de travail, permettre aux patrons d'embaucher à leurs conditions définies entreprise par entreprise, de licencier des travailleurs quand bon leur semble, rapidement, de préférence sans que les travailleurs ne puissent contester les motifs de leur licenciement.

Voilà le programme que les patrons du CAC40, l'OCDE, le FMI, l'OMC et la Banque mondiale ont remis à Hollande et lui intime l'ordre d'appliquer dans les meilleurs délais.

Hollande et le PS n'ayant nullement l'intention de s'attaquer au capital et à la dictature de l'oligarchie financière, de remettre en cause la BCE et l'Union européenne, on répondra un peu vulgairement : qu'ils se démerdent !

Nous de notre côté notre devoir est de dire la vérité aux travailleurs, ce que nous venons de faire ici en décryptant le discours de Hollande et ses mentors, et de les mobiliser pour exprimer de manière organisée le refus de subir cette politique antisociale dans la perspective d'une République sociale.

En guise de seconde partie, voyons ce qu'il a dit des gangsters de la finance et de la crise du capitalisme.

- " *Si nous laissons les marchés seuls, a-t-il affirmé, il y a à craindre que la résolution de la crise dure encore longtemps* ", en réalité aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été abattu, puisque cette crise a pour origine les fondements mêmes du capitalisme, les forces productives qui ne peuvent plus être contenues dans le cadre du mode de production capitaliste et qui sont vouées à être détruites d'une manière ou d'une autre, le chômage de masse n'y suffisant pas manifestement, quant à l'appauvrissement continu d'une part toujours plus vaste de la population c'est une autre question qui a davantage un rapport avec la spéculation, les outils financiers développés par les banquiers pour retarder le moment de l'éclatement de l'économie mondiale ou l'instauration d'un Nouvel ordre mondial une fois la population réduite en esclavage...

- (A propos de la zone euro) "*Elle est sur le point de sortir de la crise, de l'incertitude et de l'instabilité*", il doit bien être le seul à le penser, quelle hypocrisie en réalité ! Il sait pertinemment quelle en est l'origine qui vient d'être rappelée, de la même manière qu'il connaît parfaitement le plan conçu par le cartel des banquiers internationaux que je viens également de rappeler.

A ce propos, il est évident que si on veut expliquer aux militants et aux travailleurs en quoi consiste réellement la situation, si on occulte les deux aspects ou facteurs que j'ai rappelés, ils n'y comprendront rien et demeureront désarmés pour l'affronter. Observez attentivement de quelle manière les différents partis ou groupes de militants la présentent, et voyez s'ils figurent dans leur littérature.

Terminons en voyant quel bilan les représentants du Nouvel ordre mondial ont tiré de cet entretien. Ils lui ont attribué une note, mais peu mieux faire... évidemment !

- Un diplomate européen a résumé le sentiment des participants à la réunion de La Muette en termes positifs. "*Nous croyions que M. Hollande n'avait pas de politique économique claire, a-t-il déclaré. C'est inexact : il sait très précisément ce qu'il veut faire. Son problème est de trouver la bonne dose de chacun des remèdes et le tempo idéal pour les appliquer. Toutefois, il lui faudra faire des progrès en matière de pédagogie.*"

Plusieurs participants ont noté une grande similitude de comportement entre M. Hollande et Mme Merkel, la chancelière allemande qu'ils doivent rencontrer mardi 30 octobre, à Berlin, sur les mêmes thèmes. "*Tous deux écoutent, prennent des notes et débattent vraiment avec nous des solutions possibles*", note l'un d'eux.

M. Hollande a confirmé qu'il rencontrerait chaque année à Paris les cinq responsables de la régulation mondiale, à laquelle il tient tant. lemonde.fr 29.10

Voilà, les maîtres à penser de Hollande, les représentants de l'oligarchie financière, lui ont soumis "*des solutions possibles*" qu'il appliquera dans le cadre de "*la régulation mondiale*", à son rythme ou "*tempo*", à moins que la réaction se déchaîne et exige qu'il accélère, qui sert à camoufler les véritables intentions des maîtres du monde et que nous avons rappelées plus haut.

La troisième partie sera réservée à un "*déjeuner*" en famille à Matignon le même jour, quelle heureuse coïncidence !

- Outre M. Mestrallet, PDG de GDF Suez, le Premier ministre a reçu pour déjeuner durant environ 1H30 Jean-Pierre Clamadieu, président du comité exécutif de Solvay, Benoît Potier, PDG d'Air Liquide, Philippe Crouzet, président du directoire de Vallourec et Gilles Michel, directeur général du groupe Imerys.

"*Ce déjeuner était prévu de longue date, bien avant le texte de l'Afep*", a souligné un conseiller de Matignon.

(Celle de la réunion de Hollande avec les représentants des institutions internationales du capital sans doute moins... -Ndlr)

Il a de nouveau appelé de ses vœux un "*nouveau modèle français*" précisant que ce n'était pas "*un modèle nostalgique*" en référence à ce que certains appellent "*l'Etats providence*", prévenant ainsi qu'il ne fallait pas compter sur le rétablissement des acquis sociaux qui avaient été liquidés au cours des dernières décennies.

Je précise que je n'ai pas eu accès à la fin de sa phrase coupée par l'AFP, peu importe, il a dû ajouter des réserves dans le genre : on conservera ce qui fonctionne patati patata, on connaît la musique par coeur destinée à endormir la vigilance des travailleurs et permettre aux dirigeants syndicaux de soutenir le gouvernement en ayant un argument pour se justifier : vous voyez, il a dit qu'il n'allait pas tout nous prendre, c'est une bonne nouvelle, on peut y aller "négocier" avec le patronat, la plupart des militants syndicaux n'y verront que du feu ou s'en contenteront, et le tour est joué.

### Le MRC n'est pas en reste. Parole patronale.

A propos du débat sur la compétitivité des entreprises françaises, Jean-Pierre Chevènement, qui était l'invité de Public Sénat et de Radio Classique hier matin, a estimé que c'est une question « *prioritaire* » du gouvernement : « *Nous avons des prix qui ne sont pas rémunérateurs pour nos entreprises (...) ce qui est en jeu, [c'est] la capacité pour l'économie française de croître à nouveau, de regagner des parts de marché à l'exportation, d'être en fait une économie attractive.* ».

Il s'est par conséquent déclaré plutôt favorable à un basculement des charges patronales sur la TVA et la CSG : « *Je considère que c'est à tort qu'on a repoussé la TVA (...) le gouvernement précédent a l'esprit d'escalier, il a beaucoup de bonnes idées mais quand il est trop tard. (...) Un panachage de TVA, de CSG, d'autres impôts (...) peut être un moyen de soulager les entreprises qui doivent payer des cotisations patronales ou sociales.* » publicsenat.fr 29.10

Allez-y, mettez le paquet, cela passera ou cassera, si cela casse on ne vous oubliera pas monsieur Chevènement !

### Manipulation de masses. Propagande du Medef contre le système de retraite par répartition.

- Inquiets pour leur retraite, les Français jugent une réforme nécessaire - AFP

Les travailleurs ont pris conscience de la menace qui pèse sur leur retraite.

Les Français, inquiets pour leur niveau de vie à la retraite, jugent qu'une nouvelle réforme est "nécessaire" et souhaitent un système qui reste "collectif et solidaire", selon un sondage Ipsos pour l'Union mutualiste retraite (UMR) avec Liaisons Sociales .

Que cela ne tiennent disent-ils, on va vous avoir par un autre moyen.

- Interrogés sur leurs conditions de vie à la retraite, les sondés se disent d'abord inquiets pour le montant de leur pension (76%), puis pour leur niveau de vie (71%), leur accès aux soins (58%) et leur capacité à vivre de façon indépendante (57%).

Pas de bol pour les champions de l'individualisme et des privatisations : "collectif et solidaire".

- Une majorité de Français (69%) se prononce pour un système qui "reste collectif et solidaire afin de limiter les inégalités entre les Français et garantir à chacun une retraite minimum".

Attendez, ils n'ont pas dit leur dernier mot, comme quoi c'est seulement mort qu'on en sera vraiment débarrassé.

- Selon ce sondage, 70% des personnes interrogées jugent "nécessaire" une nouvelle réforme des retraites dans les deux ans qui viennent...

A croire que 70% des personnes interrogées vont prendre leur retraite dans les deux ans à venir. Ces furieux réactionnaires sont tellement aveuglés par leur mauvaise intentions qu'ils se découvrent. Cela dit ils n'ont pas lâché le morceau pour autant.

- Par ailleurs, 62% des sondés souhaite qu'"on réforme en profondeur le système de retraite en France en mettant à plat tous les sujets y compris les plus délicats" et 30% qu'"on aménage en partie le système".

Ils avancent comme des renards. A la question suivant on va savoir en quoi consiste cet "aménagement", facile à deviner.

- Pour 51% des Français, le régime actuel par répartition, qui repose sur la cotisation des actifs pour financer les pensions des personnes à la retraite, "existera toujours mais aura un rôle réduit" car il sera "supplanté" par l'épargne personnelle.

Voilà nous y sommes, l'avenir ce sera "l'épargne personnelle", la retraite par capitalisation, privée et selon les ressources de chacun, auprès d'une compagnie d'assurance ou une mutuelle privée, jusqu'au moment où ils auront liquidé totalement le système de retraite par répartition.

Encore un petit effort et on y est presque

- Ce régime aura "été totalement remplacé par un système d'épargne personnelle" pour 32% des personnes interrogées.

Près de la moitié des sondés (49%) disent d'ailleurs avoir épargné en vue de leur retraite.

Ils en déploient des efforts d'imagination pour parvenir à ce résultat produit d'une monstrueuse manipulation des consciences. Surtout qu'ils ne sont pas au bout de leur peine, on leur souhaite de crever avant de parvenir à leurs fins.

- Le décret ayant abaissé l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour les salariés ayant commencé à travailler tôt est très bien accueilli: 86% pensent que c'est "une bonne chose".

Il ne reste plus qu'à abaisser l'âge de départ à la retraite entre 50 et 55 ans pour percevoir une retraite à taux plein ou l'équivalent de 1800 euros par mois, sans conditions particulières. Oui mais cela seul un gouvernement ouvrier le mettra en oeuvre, il faudra donc attendre un peu là aussi.

---

## ACTUALITE EN TITRES

Pour revenir au sujet du "**choc**" évoqué hier.

- Compétitivité: "n'ajoutons pas les chocs aux chocs", selon Sapin - AFP

Pourquoi cela sent-il déjà le sapin pour le gouvernement ?

Ceci explique cela

- François Hollande rassure les 'maîtres du monde' - LeMonde.fr

- Des grands patrons déjeunent à Matignon en plein débat sur la compétitivité - AFP

- Le PS dénonce une droite qui "prend de plus en plus pour modèle celle des années 30" - AFP

- Olivier Dartigolles (PCF): «Le patronat n'a qu'à lever le petit doigt pour être entendu» - Liberation.fr

Le PS est une imposture, à l'UMP et au PCF ils le savent...

Vous vous demandez d'où ils sortent et ce qu'ils font dans ce gouvernement. Réponse.

Redevance audiovisuelle: Filippetti favorable aux 2 euros de hausse supplémentaires - AFP

Leur justice !

- Prothèses mammaires : Jean-Claude Mas remis en liberté - LeFigaro.fr

Ont-ils vraiment soulagé les créanciers grecs ? Si oui, il faut qu'ils se refassent !

- La Grèce sera bien une charge pour les contribuables européens - L'Expansion.com

Un rapport provisoire de la Troïka suggère que les créanciers de la Grèce, y compris les Etats, acceptent d'abandonner une partie de leurs créances, ce qui reviendrait à faire financer le sauvetage de la Grèce par les contribuables de ces pays. L'Expansion.com 29.10

Les charrettes

- PayPal se réorganise et supprime 325 emplois - Reuters



- Groupama va supprimer entre 60 et 90 postes dans sa banque - Reuters

Bravo !

- Le bénéfice trimestriel de Chrysler en hausse de 80% - Reuters

Vive la révolution !

- La 'révolution' pour soigner les artères - LeMonde.fr

Et moi qui croyait que c'était le vin rouge ! Entre nous, je n'en bois pas ou rarement en Inde : trop cher ! Mon épouse arrivera le 6 novembre avec le ravitaillement, deux bouteilles, c'est la norme légale, pour neuf mois, cela va faire un peu court, peu importe, je boirai un coup à votre santé ! A toi mon cher camarade du PCF et de la CGT qui m'a envoyé un courriel avant-hier, porte-toi bien, et ne t'inquiète pas je sais qu'il y a des militants formidables au PCF et à la CGT

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Italie

Sicile: défaite historique du parti de Berlusconi, percée des anti-partis

Le parti de Silvio Berlusconi a subi lundi une défaite historique aux régionales en Sicile, bastion traditionnel de la droite, où s'est aussi illustré le mouvement "*Cinq étoiles*", pourfendeur des partis traditionnels, en faisant une percée spectaculaire.

Selon des résultats officiels partiels basés sur 75% des suffrages dépouillés (1.676.683 suffrages sur 2,2 millions de votes exprimés), le candidat de gauche Rosario Crocetta remporte 30,87% des voix, devançant celui du parti de Berlusconi, Sebastiano Musumeci (25,44%).

"*Cinque stelle*", le mouvement de l'ex-comique Beppe Grillo, bondit quant à lui à 18,01% des suffrages, selon ces résultats publiés par la Région.

"*C'est la première fois qu'un candidat de gauche est élu à la présidence de la région et qu'un candidat anti-mafia l'emporte. Cela me semble vraiment un rendez-vous avec l'Histoire, pas seulement un résultat électoral*", a déclaré aux médias M. Crocetta, à la tête d'une coalition entre le Parti démocrate (PD, principal parti de gauche) et l'Union du Centre (UDC).

M. Crocetta a un profil atypique: homosexuel déclaré et ancien maire de Gela (sud de la Sicile), cet homme de 61 ans est en pointe dans la lutte contre la mafia, ce qui lui vaut une protection policière permanente.

Cette élection régionale partielle, considérée comme un test national avant les élections législatives prévues au printemps 2013, est un camouflet pour le parti de Berlusconi, le Peuple de la Liberté (PDL). Pour le leader national du PD, Pier Luigi Bersani, il s'agit d'un résultat "*historique*".

"*Nous avons vaincu en Sicile, c'est dingue! C'est la première fois de l'après-guerre qu'un véritable changement est possible*", s'est-il réjoui.

Manifestation du désarroi des électeurs, moins de la moitié des électeurs -2,2 millions sur 4,5 millions inscrits- ont voté. Lors des précédentes élections de ce type, en 2008, la participation s'était élevée à 66,68%.

La performance du mouvement anti-parti "*Cinque stelle*" et de son candidat Giancarlo Cancelleri sont dus, en bonne partie, à l'implication personnelle du fondateur du mouvement, Beppe Grillo, trublion national au langage populiste et provocateur contre les partis, l'Union européenne et la politique de rigueur du gouvernement Monti. AFP 29.10

#### 2- Pays-Bas

Vers un gouvernement libéral-travilliste aux Pays-Bas

Le Parti libéral (VVD) du Premier ministre néerlandais Mark Rutte et le Parti travailliste (PvdA) ont convenu lundi de former un gouvernement de coalition favorable à l'austérité.

Chacun des deux partis a fait des concessions sur des éléments cruciaux de leurs programmes respectifs dans l'intérêt de la discipline budgétaire.

Le Parti travailliste a accepté de faire passer l'âge de la retraite de 65 à 67 ans en 2021 tandis que les libéraux ont donné leur accord à la réduction d'un crédit d'impôt immobilier qui est particulièrement populaire auprès des propriétaires plus aisés.

Les deux partis se sont d'ores et déjà accordés sur une réduction supplémentaire des dépenses d'État de 16 milliards d'euros sur les quatre prochaines années, visant pratiquement un retour à l'équilibre en 2017, avait rapporté la presse néerlandaise vendredi.

La détérioration de la conjoncture économique a poussé les dirigeants à envisager de nouvelles coupes.

"*Nous sommes au milieu d'une crise et nous devons prendre des mesures pour en sortir, mais cela ne sera pas simple*", a déclaré Edith Schippers, membre du PvdA.

"*Il s'agit d'un plan (d'austérité) très dur et il sera difficile (à supporter) pour de nombreux Néerlandais*", a-t-elle ajouté. Reuters 29.10

### 3- Lituanie

La Lituanie risque de plonger dans une impasse politique

La présidente lituanienne a opposé son veto lundi à une alliance de trois partis d'opposition à la suite des élections de dimanche, s'appuyant sur des soupçons de fraudes électorales et fiscales pesant sur l'un d'entre eux pour justifier son choix.

Dalia Grybauskaitė a expliqué devant la presse que sa fonction consistait à choisir un Premier ministre et précisé que la présence du parti du Travail de Victor Uspaskich, troisième formation du Parlement, n'était pas souhaitable dans une coalition gouvernementale.

Elle s'est dite prête à nommer Premier ministre Algirdas Butkevicius, chef du Parti social-démocrate et ancien ministre des Finances, s'il ne s'alliait pas au Parti du travail.

L'opposition, qui a bénéficié de l'impopularité du Premier ministre en raison de la politique d'austérité adoptée après la crise économique qui a frappé le pays en 2008, a promis durant la campagne d'alléger le fardeau qui pèse sur les trois millions de Litoniens tout en restant fiscalement "*responsable*".

Des économistes jugent d'ailleurs que la future coalition n'aura guère de marge de manoeuvre en raison des forts besoins d'emprunt du pays et de son désir d'intégrer la zone euro d'ici quelques années.

La Lituanie doit emprunter 7,6 milliards de litas (2,2 milliards d'euros) sur les marchés en 2013, soit l'équivalent de 6,5% du PIB attendu.

La Lituanie est un des pays les plus pauvres de l'Union européenne, avec un chômage à 13% de la population active. Sa population est tombée sous la barre des trois millions pour la première fois depuis la chute de l'Union soviétique, beaucoup d'habitants préférant s'exiler pour trouver du travail.

Le produit intérieur brut, qui s'est effondré de 15% en 2009, a progressé de 6% l'an dernier et sa croissance devrait être cette année de l'ordre de 3%. Le déficit budgétaire, qui était de 9,4% du PIB en 2009, a été ramené à 5,5% l'an dernier au prix du programme d'austérité mis en oeuvre par la majorité sortante. Reuters 29.10)

### 4- Algérie

Hillary Clinton presse l'Algérie d'intervenir au Mali

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est rendue hier en Algérie pour discuter de la situation au Mali et tenter de convaincre le président Bouteflika de s'investir dans une solution militaire. Elle s'est préalablement entretenue avec le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

L'Algérie possède 1 400 kilomètres de frontière avec le Mali. Elle a tissé de nombreux liens sur le terrain avec les Touaregs, et

dispose d'un puissant service de renseignement. Elle se dit prête à s'engager si l'opération militaire est africaine.

Après sa visite, Hillary Clinton veut continuer le dialogue avec l'Algérie et les partenaires de la région. «*L'Algérie étant l'Etat le plus puissant du Sahel, elle est devenue un partenaire crucial pour s'occuper d'Al-Qaeda au Maghreb islamique*», explique un responsable du département d'Etat. Mais Alger reste prudent. Selon Mourad Medelci, Hillary Clinton était officiellement en visite pour consolider le «*partenariat économique et sécuritaire entre les deux pays*» et discuter de «*l'actualité régionale et internationale*». Liberation.fr 29.10

S'ils parviennent à entraîner l'Algérie dans cette guerre, ce qui en prend le chemin apparemment, l'Algérie est foutue, ce sera reparti pour un nouveau cycle de violence dans ce pays pire que dans les années 90, et l'Algérie ce n'est pas la Tunisie, puis ils exporteront cette violence aveugle en France tout en s'attaquant au Maroc, ainsi ils auront réussi à déstabiliser toute la région couvrant l'ancien empire ottoman, la Turquie étant déjà acquise à leur plan, mais elle y passera ensuite également.

C'est le monde entier qu'ils ont décidé de balkaniser... Le POI a eu raison de mettre l'accent sur la destruction en cours ou à venir des Etats, à ceci près qu'ils n'ont pas livré les véritables intentions de leurs auteurs, ni précisé comment ils comptaient s'y prendre, occultant totalement des institutions jouant un rôle majeur dans cette perspective, le groupe Bilderberg, le CFR, la Commission Trilatérale notamment, ainsi que le rôle du cartel des banquiers internationaux de la Fed, etc. Et évidemment d'en tenir compte sur le plan politique ou stratégique.

## 5- Turquie

Manifestation de partisans de la laïcité à Ankara

La police a fait usage lundi à Ankara de grenades lacrymogènes et de canons à eau pour disperser des milliers de partisans de la laïcité protestant contre ce qu'ils appellent la dérive autoritaire du gouvernement AKP de Recep Tayyip Erdogan.

Les manifestants, hommes et femmes, étaient pour certains enveloppés dans des drapeaux turcs rouges et blancs et brandissaient des portraits de Mustafa Kemal Atatürk, père de la Turquie moderne et laïque.

Nombre de défenseurs de la laïcité redoutent que l'AKP, qui puise ses origines dans la mouvance islamiste, ne menace la république laïque fondée par Atatürk.

La manifestation avait été interdite par la municipalité de la capitale, également contrôlée par l'AKP, qui avait invoqué un risque de "provocation" sur la foi de "renseignements". Reuters 29.10

## 6- Chili

Chili : l'opposition de centre gauche remporte les municipales

Après dépouillement de 91,29 % des bureaux de vote, la coalition regroupant socialistes, démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, radicaux ainsi que le Parti communiste dans certaines municipalités, totalisait 43,21 % des suffrages contre 37,57 % à la droite au pouvoir, qui avait remporté les municipales de 2008.

Ce scrutin était le premier depuis une récente modification de la loi électorale qui a abouti à l'inscription sur les listes de plus de cinq millions de nouveaux électeurs, majoritairement des jeunes de moins de 35 ans.

La gauche, qui a gouverné le pays durant les 20 années qui ont suivi la fin de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), a remporté la mairie de Santiago, Carolina Toha, ex-ministre sous la présidence de Michelle Bachelet, ayant battu le sortant ultra-conservateur Pablo Zalaquet.

Au total, l'opposition a emporté 167 mairies, contre 147 en 2008, et la droite en a perdu 24, restant à la tête de 120 municipalités.

Ces élections constituaient en outre une première évaluation dans les urnes de la présidence de Sebastian Piñera, investi en mars 2010, et premier président de droite depuis le retour à la démocratie et après quatre gouvernements successifs de centre gauche.

Comme ce fut le cas pour les municipales de 2008 (dans lesquelles la droite s'était imposée pour la première fois en 20 ans), le vote de dimanche était considéré comme une répétition des élections générales du 17 novembre 2013. lemonde.fr 29.10

## ECONOMIE

## 1- France

### La Moselle tend les bras aux entreprises chinoises: accord signé à Shanghai

Les autorités locales de la Moselle dans l'est de la France ont signé lundi à Shanghai un accord portant sur la création d'une plateforme d'accueil des investissements chinois sur leur territoire, représentant quelque 2.000 entreprises attendues d'ici 2014.

Le projet, baptisé ITEC - pour International Industry Technology Trade Exhibition Center - vise à faire du département une porte d'entrée pour les entreprises issues de la deuxième puissance économique mondiale en Europe.

Il s'agit par ce projet de "*jeter des ponts entre nos deux territoires*", a déclaré à l'AFP Patrick Weiten, président du conseil général de Moselle.

"*C'est un méga-centre de business-to-business*", a précisé Régis Passerieux, président de la Comex, la société chargée de chapeauter cette nouvelle coopération.

Dong Zhiwu, directeur des ventes de Hangxiao, un groupe spécialisé dans les structures métalliques pour le secteur du bâtiment, pense qu'il faut être présent pour s'associer aux géants occidentaux de la construction, notamment français: "*Nous pourrions faire des affaires avec eux. Ils ont des projets, pas seulement en Europe mais aussi ailleurs, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-orient. Nous pourrions vendre nos produits sur d'autres continents par le biais de ces entreprises, espère M. Dong. Nous sommes très intéressés*". AFP 29.10

Vous avez compris la finalité du projet ou à qui il profitera, M. Dong l'a dit clairement : "*nous pourrions vendre nos produits*"...

## 2- Grande-Bretagne

### Barclays devant les tribunaux britanniques dans l'affaire Libor

Barclays sera la première banque à devoir répondre à la justice britannique dans le cadre de l'affaire de manipulation présumée du taux interbancaire Libor.

Guardian Care Homes, gestionnaire de maisons de retraite médicalisées de Wolverhampton, réclame 37 millions de livres (46 millions d'euros) à Barclays pour tromperie présumée liée à des produits de couverture de taux d'intérêt appelés swaps, dont les taux étaient calculés à partir du Libor.

"*Ce procès sera suivi très attentivement par des milliers de petites entreprises affectées, lesquelles pourraient ensuite décider de suivre la même voie*", a déclaré John Walker, président de la Fédération des PME.

Barclays doit déjà verser 453 millions de dollars (362 millions d'euros) aux autorités américaines et britanniques pour mettre fin à l'amiable aux poursuites engagées à son encontre dans cette affaire.

Ce scandale, qui touche plusieurs banques dans le monde entier, fait par ailleurs l'objet d'une enquête préliminaire en France.

Les quatre premières banques britanniques ont accepté en juin de réexaminer les ventes passées de produits de couverture de taux aux PME et d'indemniser les clients après la découverte par la Financial Services Authority (FSA), l'autorité de tutelle du secteur financier britannique, de "*fautes graves*" dans les méthodes de vente.

Le dispositif d'indemnisation élaboré par la FSA, qui permet aux banques de désigner un intermédiaire indépendant pour évaluer les dommages, n'est pas apprécié par les entreprises qui le jugent trop lent et peu clair. Ces dernières ont la possibilité de passer outre ce dispositif pour saisir directement les tribunaux. Reuters 29.10

## 3- Grèce

### Les banques grecques partiellement recapitalisées en actions

Les banques grecques devront émettre des actions afin de couvrir à hauteur de plus de la moitié un ratio de fonds propres de 9% établi dans le cadre de leur recapitalisation, un dispositif qui pourrait leur permettre ainsi d'échapper à la nationalisation, selon des sources proches du dossier.

Des obligations convertibles permettront en principe de couvrir le solde des besoins en fonds propres, fonds propres qui ont

été quasiment absorbés par une forte décote sur leurs avoirs en dette souveraine et par une forte augmentation de leurs créances douteuses dans un contexte de récession prolongée.

"Les banques devront émettre du capital ordinaire pour respecter un ratio de capital dur Tier 1 de 6%. Le secteur privé devra couvrir 10% au moins (de l'émission) pour que le fonds de recapitalisation bancaire (Fonds hellénique de stabilité financière, FHSF) dispose de droits de vote restreints sur les actions", a dit l'une des sources à Reuters lundi.

Si ce seuil de 10% n'est pas atteint, le fonds se verra doté de droits de vote pleins, ce qui reviendrait à une nationalisation.

Quant aux 3% du ratio restants, il pourra être couvert par des obligations convertibles, notamment des Coco (contingent convertible bonds).

"Les Coco auront une maturité de cinq ans, après quoi elles seront soit remboursées soit converties en actions ordinaires. Elles paieront un coupon annuel de 7%, avec une bonification de 0,5% pour autant que les banques soient rentables", a expliqué l'une des sources.

Si le ratio de fonds propres dur Tier 1 tombe à moins de 5,125% dans les cinq ans, la conversion des Coco en actions ordinaires se fera automatiquement.

S'exprimant à l'issue d'une rencontre entre le ministre des Finances Yannis Stournaras et la Fédération bancaire grecque, le ministère a fait savoir que les banques grecques reporteraient une fois de plus leurs résultats semestriels, soit d'un mois à fin novembre.

"Nous avons discuté du projet de loi sur la recapitalisation; il doit être prêt avant que l'argent de la recapitalisation n'arrive", a dit un banquier qui a pris part à la réunion. Reuters 29.10

#### 4- Espagne

Forte décote des actifs transférés à la "bad bank" espagnole

Les banques espagnoles vont transférer à une structure de défaillance des actifs immobiliers moyennant des décotes comprises entre 32,4% et 79,5% de leur valeur comptable d'origine, a fait savoir la Banque d'Espagne lundi.

Le pourcentage le plus bas s'appliquera à des crédits afférant à des projets immobiliers achevés et le pourcentage le plus haut à des actifs fonciers restés vierges.

Le dispositif, qui doit être opérationnel d'ici la fin novembre, a été mis en place pour absorber jusqu'à 90 milliards d'euros d'actifs immobiliers devenus douteux après l'éclatement d'une bulle spéculative voici cinq ans et grevant lourdement les bilans bancaires. La création de cette structure de cantonnement est l'une des conditions à l'octroi à l'Espagne d'une aide à la recapitalisation bancaire de 100 milliards d'euros, dont le principe a été agréé en juin.

La "bad bank" hébergera dans un premier temps des actifs des banques renflouées par l'Etat pour un montant de 45 milliards d'euros - les autres établissements transférant les leurs en 2013 - la structure devant à terme gérer pour 60 milliards d'euros d'actifs, a précisé la Banque d'Espagne.

Les crédits immobiliers seront transférés moyennant une décote de 45,6% en moyenne, cette décote passant à 63,1% pour les actifs saisis, a précisé le vice-gouverneur de la Banque d'Espagne Fernando Restoy, lors d'une conférence de presse.

Il a ajouté que la "bad bank" dégagerait un rendement des fonds propres de 14% à 15% suivant un scénario prudent et qu'elle réduirait les besoins de fonds propres des banques espagnoles de cinq à six milliards d'euros.

"La stratégie de la structure se fonde sur des rendements à moyen terme et nous pensons que ces rendements seront importants", a encore dit Fernando Restoy.

Un test de résistance indépendant du système financier espagnol a montré en septembre que les établissements bancaires avaient besoin d'un supplément de fonds propres d'une soixantaine de milliards d'euros pour résister à un grave choc financier.

Les décotes sont conformes aux réductions de valeur anticipées dans le scénario du pire de ces "stress tests".

L'Espagne veut garder sa participation dans la bad bank en deçà des 50%, pour éviter tout impact négatif sur les finances



publiques, et compte sur le secteur privé pour aller au moins jusqu'à 55%.

La Banque d'Espagne a dit qu'elle négociait avec des investisseurs locaux et étrangers en vue de les convaincre d'entrer au capital de la structure.

Depuis les sommets atteints en 2007, les prix de l'immobilier ont chuté de 30% en moyenne en Espagne mais des analystes considèrent que le marché n'est pas tombé au plus bas, anticipant encore une dégringolade de 20% à 30%.

Le krach immobilier a laissé les banques espagnoles aux prises avec 184 milliards d'euros de créances douteuses et irrécouvrables. Les PME et d'autres secteurs de l'immobilier commencent à pâtir de cette crise par contrecoup. Reuters 29.10

[Haut de page ↗](#)

---

Le 31 octobre

## CAUSERIE

Mardi soir.

J'ai rectifié les liens vers les n°222 et 223 d'*Informations ouvrières*, j'avais commis une erreur en renommant ce fichier.

Le fichier des archives des infos n'était pas disponible par le menu situé en haut de l'écran, pour la bonne raison que j'avais oublié de le télécharger dans le serveur !

J'ai également rectifié deux erreurs, l'accès aux causeries de 2010 et 2011 figurant à la rubrique Causerie, les adresses figurant dans le menu en haut de l'écran étaient correctes.

J'ai en permanence des problèmes avec ma connection Internet au serveur indien, par exemple cela fait trois fois que j'essaie de télécharger les n°222 et 223 d'IO jusqu'au moment où la connection est coupée ! Pardon, 4 fois, cela vient de recommencer ! Non 5 fois ! Planté, idem pour les causeries, ok je laisse tomber et je modifie les adresses dans la page d'accueil et dans le menu comme cela je n'ai pas besoin de télécharger à nouveau ces fichiers, le fichier en java script du menu est minuscule cela ne devrait pas bloquer. Je fais un essai. Après vérification c'est bon.

J'avais oublié de télécharger les fichiers suivants, l'un d'entre eux avait été téléchargé mais suite à message d'erreur de lien je l'ai téléchargé à nouveau :

Les « combattants de la liberté » : Fantassins de l'Empire Anglo-saxon  
[www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie\\_2\\_190812.pdf](http://www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie_2_190812.pdf)

Syrie : Une guerre confessionnelle inspirée et alimentée de l'extérieur  
[www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie\\_2\\_170812.pdf](http://www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie_2_170812.pdf)

Exécution du journaliste Maya Nasser  
[www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie\\_1\\_270912.pdf](http://www.luttedeclasser.org/dossier2/syrie_1_270912.pdf)

L'OTSC pourra déployer des « chapkas bleues » sur mandat de l'ONU  
[www.luttedeclasser.org/dossier2/otsc\\_1\\_290912.pdf](http://www.luttedeclasser.org/dossier2/otsc_1_290912.pdf)

Observatoire des Mensonges d'Etat  
[www.luttedeclasser.org/dossier2/politique\\_etat\\_260812.pdf](http://www.luttedeclasser.org/dossier2/politique_etat_260812.pdf)

Comme dirait l'autre, il y a des jours où je me fais vraiment chier pour actualiser le site, normal que je fasse des erreurs ! Je viens d'y passer près d'une heure, c'est épuisant. Et voilà qu'ils coupent le courant, génial ! Bon, je vais terminer la soirée en mettant les adresses d'une vingtaine de nouveaux articles, je les chargerai dans le serveur demain matin, en fait, c'était le serveur qui abrite le site en France qui était encombré. J'ai encore une heure de boulot, il est 22h10 ici. Il s'est remis à pleuvoir, normal.

Mercredi 31 octobre 13h10.

On a essuyé une tempête, les arbres ont de nouveau endommagé des lignes électriques, on n'aura sans doute pas de

courant pendant plusieurs jours. Chez moi, le patio est inondé, j'ai tout débranché par mesure de sécurité, avant qu'ils coupent le courant une branche s'était prise dans les câbles passant devant chez moi provoquant des étincelles. J'avais demandé à plusieurs reprises à ce qu'ils coupent cet arbre, car j'avais pressenti le problème, en vain, au téléphone ce matin j'ai engueulé mon propriétaire qui a eu l'air de ne pas être au courant. Mon épouse arrive la semaine prochaine, elle m'a dit qu'un de ses frères à trouver une maison à louer ailleurs, sur le territoire de Pondichéry où les services publics sont compétents et où il n'y a pas de problèmes de coupures de courant, et non plus au Tamil Nadu où c'est constamment la galère, je vais voir cela sérieusement car j'en ai vraiment marre.

Du coup ce matin j'ai lu des passages du volume III du Capital de Marx et Engels, j'ai commencé à prendre des notes, puis tombant de fatigue parce que je suis exténué, je suis allé me reposer pendant une heure. Au chapitre XV Loi de la baisse tendancielle du taux de profit, tout y est pour comprendre et expliquer en quoi consistent les contradictions des lois de fonctionnement du capitalisme et les crises qui en sont le produit.

Il y figure mêmes des hypothèses que Marx et Engels ont envisagées, je n'ai pas eu le temps de vérifier s'ils les avaient développées, qui correspondent exactement à la situation que nous connaissons aujourd'hui, et en fait toutes les crises depuis le crash de 1929, ce qui au passage m'a permis de comprendre, au-delà de ce nous savions déjà, pourquoi Roosevelt avait fait main basse sur l'or des Américains au début des années 30. En ce moment même, les banques centrales sont en train de racheter de l'or sur le marché, personne ne se demande pourquoi...

Le rôle et les conséquences sur l'économie réelle de la spéculation, de l'inflation monétaire, etc. sont également abordés dans ce chapitre. Autant d'analyses qui ne figurent pas dans les vidéos mises en ligne consacrées à l'économie. Or, c'est justement ce qui nous permet de comprendre que l'effondrement du capitalisme est inévitable, et que toutes les mesures qu'ils ont été amenés à prendre n'ont servi qu'à le retarder, notamment.

Du coup je me dis que ces brillants intellectuels, économistes, etc. bourgeois aurait dit Marx, s'ils ont les idées courtes et nous racontent en partie des blagues, c'est soit qu'ils ne sont pas aussi talentueux qu'ils n'y paraissent ou qu'on veut nous le faire croire, soit qu'ils ne veulent pas comprendre que le mode de production capitaliste correspond uniquement à un stade du développement historique des forces productives, qui lorsqu'elles sont parvenues à un certain stade de développement posent la question du passage à un autre mode de production ou sont vouées à se transformer en leur contraire, justifiant ainsi la nécessité d'exproprier les capitalistes et le passage au socialisme, pour faire bref.

Marx et Engels, ainsi que Lénine, envisageaient que les forces productives puissent connaître des phases successives de développement et de destruction lors d'expansion du marché mondial puis de crises ou de profondes dépressions, de guerres, qui contredit la théorie selon laquelle dans l'absolu les forces productives auraient cessé de croître. De la même manière que chaque période d'expansion économique est suivie d'une crise qui débouche sur une plus grande concentration du capital, la destruction des forces productives qui est le pendant nécessaire ou naturel de chaque crise en régime capitalisme, se traduit par un nouveau développement des forces productives préparant ainsi les conditions de la crise suivante, les deux à un niveau jamais atteint dans le passé. Que chaque fois elle se traduise par des conséquences sociales dramatiques pour les masses exploitées, c'est ce que l'on peut observer de nouveau aujourd'hui. (A suivre)

La suite de l'actualisation plus tard, on vient de m'avertir par téléphone qu'un cyclone devait arriver vers 18h, il est 17h. La vingtaine d'articles mis en ligne n'ont pas été téléchargés dans le serveur, pas le temps. A plus je ferme tout et j'attends, le vent ne cesse de se renforcer !

[Haut de page ↗](#)